

L'AVÈNEMENT DU PARTI UNIQUE EN AFRIQUE NOIRE

L'EXPÉRIENCE DES ÉTATS D'EXPRESSION FRANÇAISE

THESE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT (DROIT PUBLIC)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 21 DÉCEMBRE 1967

PAR

Ahmed MAHIOU

Membres du Jury :

M. François BORELLA, professeur à la Faculté, Président	
M. Charles CHAUMONT, professeur à la Faculté	} Membres
M. Denis LEVY, professeur à la Faculté	

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1969



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**L'AVÈNEMENT
DU PARTI UNIQUE
EN AFRIQUE NOIRE**

L'expérience des Etats d'expression française

LISTE DES OUVRAGES PARUS DANS LA MEME COLLECTION

TOME I. — GONIDEC (P.F.) Professeur à la Faculté de Droit de Paris : *Les Droits Africains*, Evolution et sources.

TOME II. — De DREUX-BRÉZÉ (Joachim) Docteur en Droit : *Le Problème de Regroupement en Afrique Equatoriale* (du régime colonial à l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale) préface de Yvon Bourges, Secrétaire d'Etat à la Coopération.

L'AVÈNEMENT DU PARTI UNIQUE EN AFRIQUE NOIRE

L'EXPÉRIENCE DES ÉTATS D'EXPRESSION FRANÇAISE

THESE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT (DROIT PUBLIC)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 21 DÉCEMBRE 1967

PAR

Ahmed MAHIOU

Membres du Jury :

M. François BORELLA, professeur à la Faculté, Président	
M. Charles CHAUMONT, professeur à la Faculté	} Membres
M. Denis LEVY, professeur à la Faculté	

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1969

UNIVERSITE DE NANCY
FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES

Doyen : M. BENTZ.

Assesseur du Doyen : M. DE MENTHON.

Doyens honoraires : MM. SENN, VOIRIN, ROBLLOT, TALLON.

Professeurs honoraires : MM. TROTABAS, LESCOT, WALINE, TEITGEN,
J. MARCHAL, SENN, IMBERT, VOIRIN.

- MM. DE MENTHON François, professeur d'Economie politique.
CHAUMONT Charles, professeur de Droit international public.
ROBLLOT René, professeur de Droit commercial.
SEGUILLON Yves, professeur d'Economie politique.
RAY Joanny, professeur d'Economie politique.
VITU André, professeur de Droit pénal.
FRIEDEL Georges, professeur de Droit privé.
GRANGER Roger, professeur de Droit social.
TALLON Denis, professeur de Droit civil.
BOURCIER DE CARBON Luc, professeur d'Economie politique.
GENDARME René, professeur d'Economie politique.
JAQUET Paul, professeur de Droit public.
COUDERT Jean, professeur d'Histoire du droit — Droit romain.
LEVY Denis, professeur de Droit public.
BENTZ Jacques, professeur de Droit public.
LAGARDE Paul, professeur de Droit privé.
HOUSSIAUX Jacques, professeur d'Economie politique.
BORELLA François, professeur de Droit public.
KOVAR Robert, maître de conférences agrégé de Droit public.
CASANOVA Jean-Claude, maître de conférences agrégé d'Economie politique.
MORICEAU Jean, maître de conférences agrégé d'Economie politique.
GROSS Bernard, maître de conférences agrégé de Droit privé.
BLOCH Georges, maître de conférences agrégé de Droit public.
M^{me} GAUDEMET-TALLON Hélène, maître de conférences agrégé de Droit privé.
M. VILLARD Pierre, maître de conférences agrégé d'Histoire du droit — Droit romain.
M^{lles} LOGETTE Aline, maître-assistante d'Histoire du droit — Droit romain.
MEYER, maître-assistante d'Economie politique.
M^{me} GEBLER Marie-Josèphe, maître-assistante de Droit privé.
MM. WEBER Yves, maître-assistant de Droit public.
CLAIR Pierre, chargé de cours d'Economie politique.
LANG Jack, chargé de cours de Droit public.
AUBERT Jean-Luc, chargé de cours de Droit privé.
BONET Georges, chargé de cours de Droit privé.
DESJEUX Xavier, chargé de cours de Droit privé.
GIANVITTI François, chargé de cours de Droit privé.
MM. BOURCIER DE CARBON Ph., chargé d'enseignement d'Economie politique.
CHABRIOL Franck, chargé d'enseignement d'Economie politique.
SZWARC Marcel, chargé d'enseignement d'Economie politique.

La Faculté n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans la thèse, ces opinions devant être considérées comme propres à leur auteur.



*A ma mère
et à mon frère aîné.*

PREFACE

L'ouvrage que M. Ahmed Mahiou soumet aujourd'hui au public suscitera de l'intérêt et peut-être des discussions passionnées. Je ne pense pas qu'il puisse laisser indifférent.

L'auteur avait bien des titres pour entreprendre la tâche dont ces pages sont le fruit. Il est en effet algérien, donc africain du Nord ; c'est par conséquent un observateur concerné mais non un acteur du phénomène qu'il décrit. Il est d'autre part homme de science politique et, comme il se doit, grand lecteur d'ouvrages en langue anglaise, mais il a trouvé dans la langue française et la formation juridique un instrument de culture et une méthode de travail dont il use avec maîtrise.

M. Mahiou a eu l'audace, d'aucuns diront l'outrecuidance, de rendre compte de ce qu'il estime être, depuis 10 ans, le phénomène politique fondamental dans les Etats africains et malgache issus de la colonisation française : leur évolution vers un régime de parti unique. On peut critiquer cette méthode et estimer qu'il est prématuré de tenter des synthèses de ce genre, que la fragilité et les lacunes des informations rendent ce travail illusoire. L'auteur accepte pleinement ce risque. Des erreurs de détail et certaines insuffisances de documentation seront sans doute relevées ; mais, à mon avis, rien d'important n'a échappé à l'auteur dans l'énorme masse de documentation et d'informations qu'il a traitée.

La structure de l'ouvrage est la suivante : le mécanisme de l'évolution vers le parti unique fait l'objet de la première partie, puis l'auteur s'interroge sur les raisons et les facteurs de cette évolution (2^e partie) pour aborder de front dans la 3^e partie le parti unique africain. On aperçoit alors le thème général qui sous-tend ce travail : il s'agit d'une théorie du parti unique en Afrique comme réalité fondamentale de la vie politique. C'est ce thème que je voudrais brièvement discuter.

*
* *

C'est devenu un lieu commun de dire et de démontrer que les constitutions écrites africaines sont de pures et simples apparences qui n'ont même pas la nature et la fonction des superstructures

juridiques dans la sociologie marxiste. Mais n'est-ce pas trop ou trop peu dire ? Si la constitution est comme l'hymne national une œuvre de commande que le premier vent de changement emportera, c'est parce qu'elle laisse sans solution le problème du racinement du phénomène politique. Il n'existe d'ailleurs pas un seul pays de constitution écrite qui prétende réellement faire de ce texte sa loi fondamentale, sauf peut-être les Etats-Unis. La constitution est au mieux un armistice ou un traité de paix que le temps seul peut consacrer ; mais il a rarement été clément pour ce genre de document. La facilité des constitutions africaines n'est donc pas spécifique. Ces constitutions sont éphémères et très peu effectives, mais celles des pays européens, latino-américains ou asiatiques ne le sont guère plus.

Cependant les Etats africains, pas plus qu'aucun autre Etat, n'étaient des tables rases politiques lorsqu'ils ont accédé à l'indépendance. Pourquoi alors les structures et les formes politiques de la société africaine traditionnelle n'émergent-elles pas pour devenir des matériaux de l'Etat nouveau ? pourquoi restent-elles souterraines, ethnologiques ? En Europe les principes et les institutions du droit constitutionnel libéral ou soviétique sont évidemment les enfants bâtards ou légitimes des régimes politiques disparus.

Il existe à l'évidence une différence importante entre les vieilles nations et les jeunes Etats ; c'est que celles-là sont bien incapables de présenter leur fiche d'état civil alors que ceux-ci ont une date de naissance. Les unes ont été non voulues, les autres sont construits. D'où le quiproquo sur les notions politiques dites fondamentales et que formulent les constitutions. Démocratie, nation, séparation des pouvoirs, libertés publiques... ne sont pas des notions éternelles mais la théorisation, légitime certes, de phénomènes historiques plus ou moins durables mais en tout cas évolutifs.

Dire que la démocratie libérale est inadaptée à l'Afrique, c'est constater que l'Afrique n'est pas l'Europe, qu'elle n'a ni son passé, ni son sous-sol sociologique. Constatation intéressante, mais enfin on s'en doutait. Il faut aller plus avant et cet ouvrage est une contribution majeure à cette recherche.

Il prouvera à qui en doute encore que le parti africain ne ressemble ni aux partis occidentaux ni aux partis communistes. Dans sa 3^e partie que je tiens pour tout à fait remarquable, M. Mahiou nous en fournit une démonstration brillante et solide. Mais le plus frappant est que la notion même de parti africain semble s'évanouir au moment qu'on croit la saisir.

L'analyse des partis par la sociologie politique a d'abord porté sur leur signification idéologique, puis sur leurs fonctions politiques à l'intérieur d'un cadre institutionnel accepté, puis sur leurs structures. Elle s'est enrichie par l'étude des bases sociologiques des partis puis par la théorie du parti unique dans la société sans

classes en mettant l'accent sur les rapports du parti et de l'appareil de l'Etat. Mais le parti africain échappe à ces instruments d'analyse. Il semble un corps politique inclassable. Il peut même, comme au Ghana, disparaître d'un coup après avoir fait croire qu'il existait d'une vie vigoureuse, ou, comme en Algérie, être tout dans les mots et presque rien dans les choses politiques.

Alors pourquoi s'y intéresser ? Faut-il verser ce livre au dossier à charge des pays africains ? Il nous montre des régimes et des partis trop forts pour ce qu'ils réalisent effectivement et trop faibles pour les tâches qui les requièrent ; il nous parle d'incapacité politique, d'absence du sens de l'Etat, de démission devant les exigences du bien commun, de vacuité des programmes et des idéologies ; il arrive presque à nous convaincre de l'inanité du parti unique en Afrique.

*
**

Il me semble alors nécessaire de se situer à un niveau de réflexion qui échappe à l'événement et à l'accidentel. De ce point de vue, le phénomène politique est un ordre. C'est un ordre aux trois sens du terme : un ordre donné par des gouvernants, un ordre obéi par des gouvernés, un ordre construit par cette relation. Qu'il manque un élément à cette triade et le politique s'évanouit ou s'effondre. Pendant des siècles et probablement des millénaires, l'Afrique, comme tant d'autres régions de l'œkoumène, a vécu le politique comme un donné naturel et indigène. Puis pendant une période de 100 à 50 ans, elle l'a connu sous la forme de l'aliénation absolue dans la colonisation. Par la décolonisation elle s'est amputée de son passé, proche et lointain, et on la voit aujourd'hui dans une quête paisible ou sanglante rechercher sur tous les sols des matériaux pour se refaire un politique. La constitution lui donne des institutions gouvernantes, mais un livre de cuisine n'a jamais nourri personne.

Le parti unique est alors apparu comme la formule miraculeuse, il devait être à lui seul l'ordre, le politique, c'est-à-dire tout ensemble les gouvernants et les gouvernés et le bien public. « En apprenant à lire et à écrire en langue étrangère, l'Afrique noire a du même coup appris la politique en langue étrangère », a écrit Seydou Madani Sy¹, et il ajoute : « le point essentiel est de savoir si par la même occasion elle a abdiqué tout effort d'innovation. »

Le parti unique africain que décrit ce livre est actuellement le plus important de ces efforts d'innovations. Mais il serait naïf de croire que ce phénomène est un point d'aboutissement. Certains pays sont déjà à la recherche d'autre chose. L'Armée apparaît çà et là non plus comme un instrument de l'Etat mais comme l'expres-

1. *Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique*, Paris, 1965, p. 10.

sion de la nation à la recherche d'elle-même. Tout naturellement alors elle joue le rôle du parti-nation que dégage cet ouvrage et elle en connaît les vicissitudes.

Ce livre mérite notre lecture et notre méditation car la réalité qu'il nous révèle n'est point provinciale ou anecdotique. L'Afrique, « ce ventre énorme et brûlant » comme disait Claudel, est en travail ; il n'est pas possible de se débarrasser du problème en se réfugiant dans l'exotisme. C'est pourquoi l'ouvrage de M. Mahiou est important.

François BORELLA,
Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Nancy.

INTRODUCTION

A la fin de l'année 1963, l'hebdomadaire « Jeune Afrique » invitait ses lecteurs à un débat sur le parti unique en Afrique et publiait en même temps un croquis assez significatif : quatre panneaux étaient alignés, portant respectivement les titres suivants : Parti Unique, Parti de la Démocratie, Parti du Peuple, Parti de la Liberté ; mais les trois derniers panneaux étaient barrés d'une croix, symbole de leur disparition, tandis que le panneau figurant le Parti Unique se dressait tout seul avec insolence¹.

Cette image traduisait bien alors la réalité politique africaine : l'avènement et la généralisation du parti unique, en 1963-64, étaient le fait fondamental observé sur le continent noir. Pour ne prendre que l'exemple des quinze pays d'expression française², un rapide examen de la liste des partis politiques montre que leur nombre est passé d'environ soixante en 1958 à vingt en 1964. Actuellement, trois de ces pays seulement connaissent un régime partisan pluraliste : le Cameroun, le Gabon et Madagascar ; partout ailleurs, il y a un parti unique ou un régime militaire, c'est-à-dire une absence de partis.

Devant cette situation, on peut se poser plusieurs questions. Comment des pays où régnait le multipartisme en 1958 ont-ils abouti à des régimes de parti unique ? Comment et pourquoi des dirigeants se réclamant de la démocratie classique, ayant pratiqué le jeu des partis en « Métropole », largement influencés par le libéralisme français ont-ils répudié le multipartisme ? La société africaine se prête-t-elle au régime de parti unique ou y a-t-il, au contraire, un régime plaqué arbitrairement sur une réalité rebelle ?

1. Cf. *Jeune Afrique*, n° 162 des 16-22 décembre 1963. Actuellement il faudrait une autre croix pour certains partis uniques chassés par des coups d'Etat et il faudrait ajouter un nouveau panneau au nom de l'armée.

2. Cameroun, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Madagascar, Mali (ex-Soudan), Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo.

Pour englober dans une seule appellation tous les pays anciennement dominés par la France, nous avons hésité entre « pays d'expression française », « pays francophones » et « pays de tradition française ». Toutes ces appellations sont contestables. Aussi avons-nous choisi la première parce que la plus usitée.

Pourquoi certains partis uniques se sont-ils effondrés du jour au lendemain devant une poussée populaire ou une intervention militaire ? Quel est l'avenir des régimes africains actuels ? Autant de questions brûlantes qui sont à l'origine de cette recherche dont le but est d'essayer d'éclairer l'évolution politique du continent noir. Afin de mieux cerner cette évolution, nous avons restreint le champ de l'étude à la fois dans l'espace et dans le temps et il convient de justifier cette délimitation.

Tout d'abord, l'étude porte sur les pays africains noirs ayant relevé de la souveraineté française. Ainsi se trouvent exclus non seulement tous les pays d'expression anglaise, mais aussi ceux d'expression française sous influence belge, notamment le Congo-Kinshasa (ex-Léopoldville). Ce dernier Etat se trouve d'ailleurs dans une situation singulière et agitée depuis de nombreuses années. Loin de connaître un régime de parti unique, il s'est débattu dans un multipartisme exacerbé à la fois cause et conséquence de l'anarchie totale qui sévit dans ce pays. Actuellement le régime militaire du général Mobutu essaie, tant bien que mal, de mettre fin au désordre et il ne semble y pas réussir. La tragique expérience congolaise constitue un cas trop particulier pour être inclus dans un examen d'ensemble des pays d'expression française. Toutefois, bien que le Congo-Kinshasa soit exclu du champ de notre étude, nous y ferons souvent référence car il représente précisément un « cas clinique » dont l'influence est très importante sur l'évolution des autres Etats africains. Ces derniers ont été marqués, en effet, par les événements congolais qu'ils n'hésitent pas à rappeler fort souvent pour justifier les mesures d'instauration du parti unique⁴.

En limitant cette étude aux Etats d'expression française, nous avons voulu lui donner une certaine unité et, surtout, examiner l'évolution de régimes fortement semblables au point de départ, afin de savoir si cette similitude se retrouve tout au long des transformations intervenues. En 1958, au moment où ces territoires africains deviennent autonomes, ils ont tous un système politique et administratif apparemment identique et ils ont subi la même empreinte coloniale ; il est donc intéressant de comprendre comment ce système va se transformer dans les quinze Etats et de voir

3. De tous les pays africains parvenus à l'indépendance, le Congo ex-belge est celui qui a offert l'exemple-type des difficultés qui guettent les jeunes Etats : querelles tribales, mutineries, sécessions, insurrections armées, interventions internationales... ; tout cela a contribué à installer le pays dans un état de crise permanent dont les conséquences sont encore imprévisibles. Tout récemment la menace d'une armée de mercenaires a constitué un nouvel et étrange épisode qui montre qu'au xx^e siècle la société internationale permet encore la résurgence de techniques moyenâgeuses.

4. Il est courant d'entendre les responsables africains dire qu'ils refusent la « congolisation » de leur pays. Ce substantif à lui seul constitue un programme.

si l'évolution obéit à certaines constantes communes à l'ensemble ou s'établit au contraire de façon singulière, accidentelle ou propre à chaque Etat.

Comme il s'agit de décrire une évolution, il convient en second lieu d'opérer une délimitation dans le temps. Les partis africains ont tous une existence récente : ils datent de la seconde guerre, si l'on excepte quelques petits mouvements apparus dans les quatre vieilles communes du Sénégal et le Parti socialiste sénégalais créé par M. Lamine Gueye en 1935. La présente étude limitera normalement ses investigations à la période la plus récente, celle de l'autonomie et de l'indépendance. A cet égard, deux dates apparaissent comme capitales dans l'évolution politique de l'Afrique noire d'expression française : 1958 et 1960. L'adoption de la constitution de la V^e République, le 28 septembre 1958, instituant la « Communauté » et la révision constitutionnelle du 4 juin 1960, reconnaissant le droit à l'indépendance pour les Etats membres de la « Communauté », apportent des modifications notables dans l'état des forces politiques. Une remarque peu d'ores et déjà être faite : les étapes successives d'accession à la souveraineté totale constituent autant d'accélération de l'évolution vers le parti unique.

L'année 1958 constitue le point de départ de l'étude car elle représente un tournant décisif lié aux événements suivants :

— En France, le régime politique subit les graves répercussions de la guerre d'Algérie qui n'est que la cristallisation maximum de la crise des rapports entre la métropole et ses colonies. La chute de la IV^e République et le changement de régime entraînent un essai de définition de nouveaux rapports entre la France et l'Afrique noire⁵ ;

— En Afrique, pour la première fois, les partis politiques commencent à envisager nettement l'évolution vers l'indépendance et en débattent publiquement devant l'opinion africaine et l'opinion française (au Congrès de Cotonou, du 25 au 27 juillet 1958, le Parti du regroupement africain qui regroupe la plupart des sections territoriales non affiliées au Rassemblement démocratique africain, adopte les mots d'ordre d'indépendance immédiate et de constitution d'un Etat fédéral africain associé à la France dans une confédération multinationale). Donc à partir de 1958, il n'est plus question pour les partis africains de se disputer quelques sièges au sein des institutions politiques françaises, de réclamer l'extension et le bénéfice de la législation métropolitaine, d'obtenir des aménagements administratifs qui permettent une plus grande participation à la gestion des territoires ; désormais les partis revendiquent

5. Cf. F. BORELLA, *L'évolution politique et juridique de l'Union française depuis 1946*, Paris, L.G.D.J., 1958 ; H. DESCHAMPS, *L'Union française, évolution politique et juridique*, Paris, Cours de Droit, 1959 ; GOEAU-BRISSENIÈRE, *Par-delà l'Union française*, Paris, 1958 ; G. MALEVILLE, *A l'échelle mondiale — Essai d'une Union française fédérale*, Paris, 1958.

l'exercice du pouvoir politique et deviennent, de ce fait, des partis politiques authentiques, c'est-à-dire des mouvements qui ont pour but la conquête et l'exercice du pouvoir.

Donc la période étudiée est celle qui s'étend de 1958 à nos jours. Toutefois, de nombreuses références à la période antérieure sont souvent nécessaires pour trois raisons :

— D'abord parce qu'un phénomène historique ne peut être étudié abstraction faite de ce qui a précédé ; la date de 1958 marque un point important de l'évolution politique, mais de part et d'autre de ce point, il y a des enchaînements ou des ruptures qui se conditionnent réciproquement ;

— Ensuite parce que les références à la période antérieure permettent de mieux situer le point de départ et de comprendre l'évolution ultérieure ;

— Enfin parce qu'elles montrent que la marche vers le parti unique était parfois engagée dans certains territoires avant l'accès à l'autonomie interne ou à l'indépendance.

Les limites spatiales et temporelles du sujet étant ainsi posées, il convient de préciser la méthode d'approche utilisée.

*
* *

En guise d'introduction à son ouvrage sur l'Afrique noire indépendante, M. Buchmann estime que l'Afrique a cessé d'être le domaine réservé aux spécialistes des sciences coloniales et des institutions coloniales, pour relever du domaine d'un autre spécialiste, le politologue⁶. L'auteur se pose alors une double question : quelle contribution la science politique peut-elle apporter à la connaissance de l'Afrique noire ? Quelle contribution peut apporter l'étude de l'Afrique noire à la science politique ? En posant cette double question, il met en avant sinon le problème de la légitimité de l'introduction de la science politique sur ce continent, du moins les difficultés auxquelles se heurte notre recherche.

On peut se demander, en effet, si une telle étude est réellement possible et si l'on peut prétendre à un examen global alors que les monographies sont rares ou insuffisantes en la matière. On peut se demander encore si elle peut déboucher sur une théorie du parti unique africain. N'est-il pas prématuré, de vouloir faire la synthèse avant les analyses préparatoires nécessaires ? M. Duverger a déjà soulevé cette difficulté dans son ouvrage sur les partis politiques en faisant remarquer que son étude reposait sur une contradiction fondamentale : seules des monographies préalables, nombreuses et approfondies permettent de construire une théorie générale des partis ; mais ces monographies ne peuvent pas réelle-

6. Cf. J. BUCHMANN, *L'Afrique noire indépendante*, Paris, L.G.D.J., 1962, p. 17.

ment être approfondies tant qu'il n'existe point une théorie générale⁷.

Toutefois, dans le cas de l'Afrique noire en général et des pays d'expression française en particulier, les données sont assez différentes. D'une part, notre recherche utilise les nombreux éléments de théorie générale déjà élaborés à propos des partis ; même lorsque ces éléments se révèlent insuffisants ou inadaptés, ils demeurent hautement instructifs pour la compréhension des partis africains. D'autre part, nous bénéficions d'un certain nombre de monographies⁸ et de documents⁹ qui permettent une recherche visant à dégager les traits essentiels des partis politiques africains au niveau de leur organisation, de leur structure, de leur idéologie, de leur rôle dans le pays. Enfin, le mérite de l'approche globale est, à notre avis, d'éviter les limites des études de cas dont les conclusions sont finalement trop étroites et risquent de camoufler, derrière quelques particularismes, l'évolution profonde d'un ensemble de pays au destin solidaire. Au contraire, la méthode comparative semble ici mieux à même de rendre compte de l'évolution politique africaine en évitant l'histoire des pays et des partis, en procédant à des confrontations, en soulignant les ressemblances et les différences, « ce qui est le meilleur moyen pour découvrir des lois sociologiques¹⁰ ».

Cependant quels que soient les mérites de la méthode comparative et des autres méthodes de la science politique, il ne faut

7. Cf. M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Colin, 1^{re} éd., 1951, avant-propos.

8. Ces monographies seront citées au fur et à mesure de nos développements. Retenons à titre d'exemple : B. CHARLES, « Un parti politique africain : le Parti démocratique de Guinée », *R.F.S.P.*, 1962, p. 312-359 ; M. LO, « L'Union progressiste sénégalaise », in *Forces politiques en Afrique noire*, Paris, P.U.F., 1966, p. 105-213 ; A.R. ZOLBERG, *One-party government in the Ivory-Coast*, Princeton, Princeton University Press, 374 p. ; B. AMEILLON, *La Guinée, bilan d'une indépendance*, Paris, Maspéro, Cahiers libres n° 58-59, 210 p. ; J.M. WAGRET, *Histoire et sociologie politiques du Congo-Brazzaville*, Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1963, 250 p. ; J. LE CORNEC, *Histoire politique du Tchad de 1900 à 1962*, Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1963, 374 p. Le solide ouvrage de R. SCHACHTER-MORGENTHAU, *Political parties in french-speaking West Africa*, Oxford, The Clarendon Press, 1964, 455 p. contient quatre bonnes monographies relatives à la Côte d'Ivoire, à la Guinée, au Sénégal et au Mali.

9. Il s'agit des documents suivants : statuts des partis, rapports et résolutions des congrès, déclarations des leaders politiques, séminaires des cadres, articles de presse, etc.

10. Cf. M. DUVERGER, *Méthodes de la science politique*, Paris, P.U.F., 1959, p. 311. Sur la méthode comparative appliquée à la science politique cf. R.C. MACRIDIS et B.E. BROW, *Comparative politics*, Homewood, Illinois, 1961 ; F. BOURRICAUD, « Science politique et sociologie », *R.F.S.P.*, 1958, p. 249 et suiv. ; L. MOULIN, « La méthode comparative en science politique », *Revue Internationale d'Histoire Politique et Constitutionnelle*, 1957, p. 57 et suiv. ; S. NEUMANN, « Comparative politics : a half century appraisal », *Journal of Politics*, 1957, p. 369 et suiv.

point se dissimuler le caractère délicat de l'étude du continent noir. Les meilleurs esprits mettent en garde contre une extension abusive des conclusions et concepts dégagés en Occident. Les Africains eux-mêmes, par la voix de M. Sékou Touré lancent le même avertissement en déclarant que « les mots et les notions n'ont pas la même signification ici qu'ailleurs ¹¹ ». Quelle est donc la contribution de la science politique à l'étude de l'Afrique et quelles en sont les limites ?

§ 1. — Réalité de cette contribution.

Il n'est pas faux de dire que la science politique est actuellement la meilleure voie pour connaître et comprendre les réalités politiques et institutionnelles africaines. En effet, vouloir appréhender les jeunes Etats à partir d'une analyse strictement juridique risque d'aboutir à des conclusions superficielles, voire à des contresens.

A. — Les œuvres des juristes, souvent, commentent les textes constitutionnels, comme si ceux-ci avaient créé ex-nihilo des institutions sans passé et sans précédent qui sont appréciées en fonction de leur logique intrinsèque, abstraction faite du contexte social où elles s'insèrent normalement. Il en résulte un hiatus entre le droit et les faits, entre les dispositions institutionnelles et le fonctionnement réel du pouvoir. Par exemple, toutes les constitutions africaines rappellent, dans leurs lignes essentielles, les constitutions occidentales : régime démocratique, libertés publiques, garanties de l'indépendance des magistrats, pluralisme des partis, etc... D'un point de vue strictement juridique on est donc amené à conclure à l'identité des régimes politiques. Pourtant, cette identité est purement formelle. En Afrique, le droit est souvent en avance sur la réalité ; il correspond à ce qui doit être et non à ce qui est. Au lieu de consacrer les situations acquises, le droit prend, paradoxalement, un caractère proprement révolutionnaire : il fixe les objectifs que l'on s'efforce d'atteindre mais que les pays africains sont incapables de réaliser dans le présent. Vouloir donc caractériser le régime politique d'un Etat africain par référence au texte constitutionnel, c'est projeter un schéma abstrait et vide sur une réalité différente que l'on se condamne à ne jamais connaître.

Il faut donc laisser le juridisme pour s'attacher aux faits et aux idées, apparents ou camouflés, pour saisir les quelques ressorts profonds du système politique africain. Ainsi la représentation d'un seul parti au gouvernement et au parlement nous renseigne mieux sur la nature du régime que l'analyse la plus savante des articles de la constitution. Le déroulement des élections et le sort fait à l'opposition illustrent parfaitement la conception des libertés publi-

11. Cf. déclaration au journal allemand *Der Spiegel*, citée par B. CHARLES, *op. cit.*, p. 321.

ques. Les structures et le fonctionnement des partis montrent enfin la faiblesse des principes démocratiques. Or, la science politique est à même de dévoiler ces réalités sous-jacentes au droit.

B. — Les voies utilisées actuellement pour appréhender les phénomènes politiques africains peuvent se regrouper autour de deux méthodes d'approche : l'approche institutionnelle et l'approche fonctionnelle.

— L'approche institutionnelle — qui est surtout celle de la science politique française — tend à poser les problèmes en termes de conflits entre groupes à l'intérieur d'un cadre formel, légal. Elle analyse alors le statut et l'importance de ces groupes, leurs intérêts et idées, leurs buts, leurs relations et les résultats de ces relations ¹².

— L'approche fonctionnelle dérivée de la sociologie et de l'anthropologie — méthode surtout en vigueur dans la science politique américaine — renverse en quelque sorte la technique d'analyse institutionnelle. Au lieu de commencer par les catégories structurelles telles que partis, assemblées, groupes de pression ou classes, l'analyse commence par des catégories telles que rôles politiques, fonctions politiques, buts économiques ou sociaux ¹³.

Ces deux approches sont à la fois utiles et fécondes parce qu'elles se complètent et permettent ainsi une appréhension entière et non parcellaire des données politiques, parce qu'elles tracent des voies de recherches et suscitent des travaux et des vocations africanistes. Aux Etats-Unis où la recherche africaniste s'oriente à la fois vers la science et l'action politiques, les centres de recherches se sont multipliés rapidement en quelques années ; actuellement il existe une vingtaine de grands centres d'études dont certains chercheurs ont déjà acquis une réputation mondiale ¹⁴ ; de nombreuses universités poursuivent des programmes de recherches sur l'Afrique et l' « African Studies Association » regroupe près de quinze cents adhérents, organise des congrès importants où des rapports de valeur sont présentés ¹⁵. Au cours de notre étude, il apparaîtra sou-

12. Cf. M. DUVERGER, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, P.U.F., 1964 ; *Introduction à la politique*, Paris, Gallimard, 1964 ; *Les partis politiques*, op. cit. ; L. HAMON, « Introduction à l'étude des partis politiques de l'Afrique noire française », *R.J.P.O.M.*, 1959, p. 149-185.

13. Cf. G.A. ALMOND et J.S. COLEMAN (ed), *The politics of developing areas*, Princeton, 4^e éd., 1964 ; J.S. COLEMAN et C.G. ROSBERG (ed), *Political parties and national integration in tropical Africa*, Berkeley et Los Angeles, 1964.

14. Cf. D.G. BROKENSHA, « African studies in the United States », *African Studies Bulletin*, avril 1965.

15. Voir par exemple les travaux au IX^e congrès à Philadelphie en octobre 1965. Cet intérêt porté à l'Afrique n'est pas seulement scientifique, car il est lié, aux Etats-Unis, à la recherche d'une politique africaine. Sur cette liaison, voir les observations de Philippe DECRAENE in *Le Monde* des 4, 5 et 6 janvier 1967.

vent que les africanistes de langue anglaise ont fait faire un pas important à la connaissance des Etats africains d'expression française.

En France, l'Afrique demeure encore l'objet des disciplines classiques : archéologie, ethnologie, histoire, géographie, droit. La science politique porte essentiellement ses efforts sur la société française elle-même et ne s'intéresse que d'une manière limitée ou occasionnelle à l'Afrique qui offre pourtant un vaste champ privilégié pour de telles études. Assez justement, M. Balandier écrit : « Ces sociétés (africaines) constituent le plus extraordinaire laboratoire de science politique dont puissent rêver les chercheurs attachés à l'élucidation du phénomène politique. En même temps, sinon en un même lieu, il est possible d'envisager des cas nombreux, présentant des aspects fort différents de l'organisation politique ¹⁶. »

C. — De fait, l'Afrique offre un terrain vaste et passionnant pour éprouver un certain nombre de schémas ou de lois dégagés par la science politique. Prenons l'exemple de la typologie des régimes politiques : régime présidentiel, parlementaire ou d'assemblée. La mise en place des nouvelles institutions africaines a souvent constitué une véritable expérimentation des formules établies, en ce sens que les jeunes Etats étaient à la recherche d'un régime adapté à leur situation et expérimentaient les diverses formules d'organisation politique. C'est ainsi qu'après avoir adopté des constitutions de caractère plutôt parlementaire, ils ont ensuite évolué vers des constitutions de type présidentiel. L'analyse de ce cadre constitutionnel et de son évolution offre pour le politologue une bonne occasion pour apprécier concrètement la valeur de tel ou tel régime en fonction d'une société donnée. Si nous prenons un autre exemple, celui du régime électoral et de ses rapports avec le système des partis, l'expérience africaine est encore plus intéressante car elle permet de mettre à épreuve les trois « lois sociologiques » fondamentales formulées, en la matière, par M. Duverger ¹⁷.

Nous verrons dans nos développements ultérieurs le jeu de ces trois lois en Afrique noire d'expression française ainsi que les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement des partis, au centralisme démocratique, à la représentation et la signification de notions comme partis de masses, partis de cadres, etc. En outre la science politique peut s'attacher à l'investigation de nouveaux phé-

16. Cf. G. BALANDIER, « L'africanisme face aux problèmes de l'anthropologie et de la sociologie politique », *Présence Africaine*, n° 46, 2^e trimestre 1963, p. 197.

17. Ces lois sont les suivantes (cf. *Les partis politiques*, 4^e éd., 1961, p. 246-258 et p. 269-286) :

— la représentation proportionnelle tend à la formation de partis multiples et indépendants ;

— le scrutin majoritaire à deux tours tend à la formation de partis multiples et dépendants ;

— le scrutin majoritaire à un seul tour tend au dualisme des partis.

nomènes : l'impact des partis politiques sur les structures traditionnelles, leurs rapports avec les chefferies, le rôle des facteurs ethniques, etc.

Il est donc incontestable que la science politique représente une voie très féconde pour la connaissance de l'Afrique en même temps qu'elle s'enrichit à son contact en élargissant sa vision du phénomène politique, trop marquée jusque là par l'« occidentalisme », c'est-à-dire cette tendance à tout analyser en fonction des données et concepts des sociétés occidentales¹⁸. Toutefois, il faut se garder d'une illusion, à savoir que la science politique connaîtra une sorte d'âge d'or avec l'éveil de l'Afrique. Sa contribution à l'étude de ce continent rencontre actuellement des limites sérieuses.

§ 2. — Limites de cette contribution.

L'investigation de la vie politique africaine se heurte à de nombreux obstacles : absence de documents, évolution rapide ou bouleversement des situations, opacité de certains phénomènes, parti pris politique et idéologique, etc. L'énumération serait fort longue. Toutefois on peut constater que certains obstacles sont en somme classiques, inhérents à toute recherche sociale, en raison de l'attitude des chercheurs et de leurs méthodes (A). D'autres obstacles tiennent plutôt à l'objet même de la recherche, en l'occurrence les partis africains auxquels l'extension des schémas d'analyse établis est malaisée, imparfaite, parfois erronée (B). Enfin il y a lieu de tenir compte de certaines spécificités africaines (C).

A. — Les limites dues aux chercheurs et à leurs méthodes d'analyse.

1. Les limites dues aux chercheurs eux-mêmes.

Il s'agit là d'une difficulté classique de la recherche de science politique : le problème de l'attitude du chercheur en face du phénomène qu'il va étudier. Normalement, il suffirait de l'évoquer et de renvoyer aux explications et aux mises en garde, développées dans tout ouvrage des méthodes de la science politique ou de la sociologie¹⁹. Mais quelques remarques supplémentaires semblent s'imposer ici selon que le chercheur est européen ou africain.

Pour le chercheur européen, un effort suffisant n'est pas toujours fait pour surmonter le balancement entre deux attitudes nettement mises en lumière par M. Thomas dans ses remarques sur la sociologie africaine²⁰. La première découle d'un complexe de

18. Cf. J. BUCHMANN, *L'Afrique indépendante*, op. cit., p. 19.

19. Cf. M. DUVERGER, *Méthodes de la science politique*, Paris, P.U.F., 1959 ; R. PINTO et M. GRAWITZ, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1964 ; G. GURVITCH, *Traité de sociologie*, Paris, P.U.F., 1963.

20. Cf. L.V. THOMAS, « Problèmes de sociologie africaine », *Présence Africaine*, n° 58, 2^e trimestre 1966, p. 131 et suiv.

supériorité lié à une indifférence superbe, à un paternalisme orgueilleux et dépréciatif — qui ne connaît qu'une seule alternative : assimiler ou détruire —, à de vieux préjugés évolutionnistes, notamment des conceptions périmées tel que le primitivisme et autres catégories qui déforment la réalité négro-africaine. Le chercheur européen ne sait pas faire abstraction de ses concepts, de ses schémas explicatifs, de ses techniques d'approche ou du moins ne fait pas preuve d'une grande prudence dans leur emploi. S'il importe, dit M. Thomas, de liquider le complexe de supériorité, il ne faut pas tomber dans les excès inverses d'un complexe de culpabilité — seconde attitude — qui trop souvent mène à la démagogie, nuit à l'objectivité, à la dignité de la recherche et compromet une politique de saine compréhension. En effet, ajoute l'auteur, en reprenant une citation de M. Fougeyrollas : « Le messianisme du Tiers-Monde est faux, en tant qu'il remplace l'ancien complexe de supériorité de l'Occidental par un complexe masochiste d'infériorité et de culpabilité. »

Pour le chercheur africain il y a aussi des préalables à tout examen lucide des problèmes du continent. Selon M. Agblemagnon²¹, il doit repenser les travaux des Occidentaux qui ouvrent les voies et servent de point de départ, élaborer une méthode originale d'enquête adaptée à la réalité négro-africaine, parvenir à séparer, dans ses modes de pensée, ce qui procède de la culture européenne et de la réalité africaine. Mais ces précautions ne sont pas aisées à respecter et le chercheur africain n'évite pas toujours certains pièges. Tout d'abord il peut lui arriver, tout comme le chercheur européen, d'interpréter les faits à travers la formation qu'il a reçue, donc d'en donner une vision déformée²². Ensuite, il peut lui arriver, au contraire, de vouloir chercher « la tradition à tout prix », c'est-à-dire de reconstituer l'Africain traditionnel en considérant que tout le reste a été surajouté, surimposé. Il part alors à la quête du « spécifique » qui le pousse à une troisième attitude : le rejet de tout l'apport de l'époque coloniale dont pourtant certains acquis sont précieux.

Ces préjugés — européens ou africains — doivent être signalés pour permettre une recherche authentique. C'est le sens de cet avertissement d'un chercheur noir²³ : « La vérité est que la science politique — débordée par suite de l'irruption du fait politique — traverse une crise grave qu'il importe de surmonter rapidement si l'on veut éviter de voir le parti-pris ou les options idéologiques

21. Cf. N.S. AGBLEMAGNON, « La responsabilité du sociologue africain », *Présence Africaine*, n° 27-28, p. 206 et suiv.

22. Par exemple l'abbé F. KAGAME interprète les catégories bantu à travers les cadres de la pensée aristotélicienne et thomiste (cf. L.V. THOMAS, op. cit.).

23. Cf. A.R. ILUNGA KABONGO, « Crise politique, concept et application en Afrique », *Cahiers économiques et sociaux*, vol. III, n° 3, octobre 1965, p. 323.

s'ériger au rang de principes d'analyse, voire de lois sociologiques. » Ce danger est d'autant plus grave que les méthodes d'analyse sont elles-mêmes insuffisantes.

2. Les limites dues aux méthodes.

Nous aurons souvent l'occasion de noter par la suite, en citant des exemples concrets, l'insuffisance des renseignements sur l'organisation, la structure des partis, le rôle des hommes, le fonctionnement réel des institutions. Mais, d'ores et déjà, il convient de relever les difficultés que rencontrent les techniques de recherches de la science politique. Dans la mesure où ces techniques d'investigation sont identiques à celles de la sociologie, les observations faites par les sociologues peuvent être reprises ici ²⁴.

Les techniques d'enquête sur le terrain, dont l'importance est à souligner en l'absence d'archives et de documents bibliographiques, soulèvent essentiellement le problème de la « communication » avec le milieu social à étudier. La pénétration dans ce milieu, la connaissance de la langue, la confiance et la sincérité des enquêtés sont autant d'obstacles pour une « observation » ou une « interview » valable. On a remarqué par exemple que l'observation, première technique d'enquête, donne des résultats différents selon que l'observateur est africain ou non. Il est apparu notamment, que dans certains cas, l'étranger réputé neutre, « hors du coup », est mieux reçu dans les milieux fermés et recueille plus de confidences. Cependant il se heurte souvent à un autre obstacle, la langue, surtout dans le cas de l'interview, seconde technique d'enquête. Certes la science politique s'intéresse davantage au milieu et à la « classe » politiques où généralement c'est la langue française ou anglaise qui est utilisée et, à ce niveau, il n'y a donc pas de problème de compréhension ou de traduction. Mais, il se pose aux autres niveaux de la population, pour connaître les réactions individuelles ou collectives face à une donnée politique. Les difficultés de la traduction pour l'étranger sont alors fonction de deux coordonnées : la valeur du traducteur qui doit avoir une bonne connaissance des deux langues et le fait que beaucoup de termes des langues occidentales (langues d'étude) n'existent pas dans les langues africaines comme certains concepts ou termes génériques.

Les techniques statistiques ²⁵ se heurtent à la recherche d'un échantillon valable. En effet pour établir l'échantillon, cela suppose déjà une connaissance préalable de la société africaine ; ce qui n'est pas le cas. Les données statistiques élémentaires, de base, font

24. Cf. L.V. THOMAS, étude précitée ; Cheikh ANTA DIOP, « Sociologie africaine et méthodes de recherche », *Présence Africaine*, n° 48, 4^e trimestre 1963, p. 180-187 ; préface de A.R. RADCLIFFE BROWN à l'ouvrage collectif, *Systèmes politiques africains*, Paris, P.U.F., 1964.

25. Nous ne mentionnons pas les techniques expérimentales dont l'emploi est controversé et très restreint.

souvent défaut ou sont fort contradictoires. Un secret plus ou moins justifié entoure généralement beaucoup de chiffres et nous constaterons, par exemple, qu'il est impossible de savoir avec exactitude les effectifs des partis politiques. L'insuffisance des statistiques rend l'interprétation des faits d'autant plus aléatoire que d'autres paramètres continuent d'échapper à l'enquêteur. C'est que la société africaine échappe peu ou prou à certains schémas ou concepts explicatifs.

B. — Les limites dues à l'objet de la recherche : les partis africains.

L'observateur intéressé par la vie politique africaine ressent souvent une impression de malaise en essayant de cerner les agents principaux que sont les partis. Ces derniers se révèlent difficiles à saisir, à analyser, car ils semblent se dérober à l'approche. Que l'on s'attache à leur organisation, à leur fonctionnement ou à leur typologie, les données classiques sont remises en cause, et, à la limite, c'est la notion de « parti » elle-même qui peut être remise en cause.

1. L'organisation des partis.

Au départ, l'appellation stricte « parti » avec ce qu'elle suppose comme ensemble organisé, structuré, implanté dans le pays n'est pas rigoureusement valable en Afrique noire. De ce point de vue, les partis les plus évolués étaient peu nombreux : ceux du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Mali répondaient effectivement à l'appellation. Eux mis à part, on peut dire, avec M. Le Cornec, qu'à l'instar des partis tchadiens²⁶ les autres apparaissent comme des groupes nés de scissions diverses, des fractions d'assemblées ou des coalitions parlementaires, surtout des fractions ayant des clientèles réduites à base urbaine, régionale, ethnique, religieuse. Ces solidarités de base sont peu semblables aux liens traditionnels qui unissent en Occident la masse aux dirigeants. Faut-il parler d'association tribale, d'amicale régionale ou de parti politique ? En présence de tels mouvements, on ne manque pas d'être frappé par le caractère inconsistant, artificiel de l'organisation de beaucoup d'entre eux. Ils apparaissent, disparaissent et reparaissent avec rapidité et certains ne commencent à se doter de structures stables et rigides qu'au fur et à mesure de la conquête du pouvoir ou de l'acquisition du monopole de la représentation.

La science politique peut donc ne voir en la plupart que des forces instables, floues, anarchiques, trop éloignées des partis classiques pour être étudiées. Le mécanisme de leur fonctionnement est d'ailleurs tout aussi malaisé à connaître.

26. J. LE CORNEC, *Histoire politique du Tchad de 1900 à 1962*, Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1963, p. 306.

2. Le fonctionnement des partis.

L'on sait que le point le plus délicat dans l'étude des partis n'est pas leur histoire externe, ni même l'assise géographique de leurs influences respectives — pour lesquelles on possède malgré tout des documents écrits, des résultats électoraux — mais leur histoire intérieure. Comment se prennent les décisions ? Qui tient l'appareil des partis ? Comment fonctionne réellement cet appareil ? Autant d'actes ou de faits qui se dérobent à une traduction en documents officiels. Selon la remarque de M. Duverger, « on est ici dans un système juridique primitif, où les lois et les rites sont secrets, où les initiés les dérobent farouchement à la vue des profanes²⁷ ».

En Afrique la difficulté est aggravée par la prédominance de la tradition orale qui se retrouve dans la vie des partis et rend vaine toute recherche documentaire²⁸. Pourtant, selon l'avertissement du politologue « quiconque s'imaginerait que les partis africains sont simplement des formations meltant en œuvre des programmes politiques, à la manière dont peuvent le faire les partis métropolitains passerait à côté de ce qui constitue la vie même des partis africains²⁹ ». Il y a donc un sérieux écueil qui a peut être découragé bien des recherches. M. Gonidec notait déjà en 1957 que l'étude scientifique des partis africains était encore à faire et constatait avec regret que si les « political scientists » se penchaient avec ferveur sur l'éphémère parti du petit boutiquier de Saint-Céré (M. Poujade), ils dédaignaient des partis dont l'évolution conditionnait cependant le destin de l'Union Française et de l'Afrique³⁰. Depuis de nombreux auteurs s'y sont essayés, avec plus ou moins de bonheur comme nous le verrons.

Faute d'une connaissance interne, il a fallu se contenter de l'analyse classique concernant les statuts, les résolutions des congrès, les déclarations des responsables politiques, qui ne révèlent pas l'intimité des partis. Evidemment les observations et conclusions restent souvent superficielles quand elles ne se trouvent pas rapidement bouleversées par l'évolution de l'Afrique qui s'avère un champ incertain pour la science politique. Lorsque celle-ci essaie de cerner de plus près les réalités, elle doit renoncer à toute systématisation : l'exemple de la typologie des partis est assez significatif à cet égard.

27. Cf. M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Avant-propos, 4^e éd., p. xi.

28. M. ANTA DIOP (« *Sociologie africaine...* », *op. cit.*, p. 186), note que les difficultés essentielles proviennent des caractères de ces sociétés sans écritures, émiettées et séparées encore par des particularismes nombreux...

29. Cf. L. HAMON, Introduction à l'ouvrage précité de J. LE CORNEC.

30. Cf. P.F. GONIDEC, « L'évolution des T.O.M. depuis 1946 », *R.J.P.U.F.*, 1957, p. 471.

3. La typologie des partis.

En étudiant les partis africains, il est normal de tenter de les classer pour dégager leurs traits fondamentaux. Les typologies offertes par la science politique, qu'elles soient institutionnelles (typologie française) ou fonctionnelles (américaine) sont insuffisantes toutefois pour rendre compte correctement des organismes étudiés. D'autres tentatives de classification sont proposées qui conviennent mieux mais au prix de la renonciation à toute systématisation.

a) La typologie institutionnelle.

Selon M. Duverger, la distinction des partis de cadres et des partis de masses est fondamentale car elle résulte d'une différenciation dans les structures de ces institutions³¹. Les uns reposent sur les cadres, les notables qui assurent leur financement, disposent d'une organisation très lâche, décentralisée et constituent plutôt des confédérations de clans politiques réunis pour préparer les élections. Les autres, au contraire, reposent sur une très large fraction de population, les adhérents regroupés au sein d'une organisation fortement articulée et centralisée selon une construction pyramidale où les échelons dépendent directement les uns des autres de la base au sommet ; leur but est normalement d'éduquer politiquement les classes laborieuses pour conquérir le pouvoir légalement (les réformistes) ou par la violence (les révolutionnaires). Tels sont — schématiquement — les critères de distinction entre les partis de cadres, généralement des partis « bourgeois », et les partis de masses, généralement des partis de gauche ou « prolétariens ».

Ces critères ne sont pas toujours opératoires en Afrique noire. Si l'on se place au plan de la structure anatomique des partis, beaucoup de partis africains échappent à l'origine à la classification précédente. Il est vrai que M. Duverger lui-même en convient lorsqu'il écrit que plusieurs types de partis restent en dehors du schéma général ; il s'agit précisément de ceux qu'on rencontre dans le Tiers-Monde dont l'Afrique : simples clientèles groupées autour d'un personnage influent, clans constitués autour d'une famille féodale, « camarillas » réunies par un chef militaire³². Mais, même lorsque le parti présente des structures cohérentes avec des statuts et des organigrammes précis, on ne peut le qualifier et le classer car la seule analyse des textes, l'analyse institutionnelle ne suffit pas. Vouloir déterminer la nature des partis d'après les règles statutaires, c'est vouloir définir les régimes politiques africains par référence aux textes constitutionnels. C'est encore une fois faire preuve d'un juridisme étroit et se contenter des apparences, au lieu de rechercher les assises sociales et le fonctionnement réel des partis qui sont les éléments déterminants de toute appréciation. L'arti-

31. Cf. *Les partis politiques*, 2^e éd., p. 84 et suiv.

32. *Idem.*, p. 19.

culatation des partis, les règles gouvernant leurs activités demeurent des données importantes, mais ne prennent toute leur signification qu'à condition de savoir qui les animent et dans quel but.

b) La typologie fonctionnelle.

A la typologie institutionnelle basée sur la structure des partis, on a opposé la typologie fonctionnelle basée sur le rôle des partis. La science politique américaine, notamment avec M. Neumann³³, estime en effet que la distinction des partis d'intégration et des partis de représentation est mieux à même de permettre une bonne classification des groupements politiques. Les partis d'intégration sociale sont apparus en Europe au moment de l'industrialisation, de l'urbanisation, des antagonismes de classes et ils ont pour but le rétablissement de l'unité et de l'harmonie dans la société divisée. Ils se décomposent d'ailleurs en deux catégories : les partis d'intégration démocratique (les socialistes et les démochrétiens) qui veulent atteindre leur but légalement, en utilisant les institutions existantes ; les partis d'intégration totalitaire (les communistes) qui veulent utiliser les moyens révolutionnaires. Les partis de représentation, pour leur part, ont essentiellement pour fonction de désigner les représentants élus : l'exemple type est le parti conservateur britannique.

Eu égard à cette typologie, les partis africains se montrent encore assez rebelles à toute classification. A l'origine, ils se rattachent au second type car leurs prétentions se limitent à la représentation des territoires au sein des assemblées françaises. Le rôle de « machine » électorale a longtemps prédominé en Afrique noire et ce n'est qu'avec l'évolution vers l'autonomie, puis vers l'indépendance que des changements interviennent. Les partis se rattachent alors au premier type et se présentent comme des partis d'intégration « nationale » et non pas sociale. Si la fonction d'intégration est donc identique, sa direction est différente dans ces jeunes Etats qui ne sont que des nations potentielles dont l'affirmation et le renforcement constituent des tâches urgentes. S'agit-il d'une intégration démocratique ou totalitaire ? Ici encore l'Afrique échappe à ce dilemme en empruntant à la fois l'une et l'autre voies et en mettant en cause les critères classiques de différenciation des régimes politiques.

Pas plus que la structure, la fonction ne suffit à caractériser nettement les partis politiques d'Afrique noire auxquels leurs assises impriment des traits singuliers. Y a-t-il alors une ou des typologies propres à l'Afrique ?

c) Les typologies particulières.

Dans une intéressante étude consacrée aux partis africains,

33. Cf. « Toward a comparative study of political parties », in S. NEUMANN (ed), *Modern political parties*, Chicago, 1956.

M. Hodgkin³⁴ distingue quatre catégories en se référant simplement à un critère d'ordre géographique : le parti inter-territorial dont l'assise et l'audience s'étendent à plusieurs territoires (le Rassemblement démocratique africain en est le meilleur exemple), le parti territorial dont l'assise et l'activité se limitent au territoire colonial, le parti régional ou ethnique, enfin le parti nain ou minuscule (« dwarf party »).

Cette classification a le mérite d'être simple et claire, de tenir compte aussi d'un élément important : la dimension des partis. Mais elle a le grave défaut de confondre sous la même dénomination des organismes très différents par leurs structures et leurs doctrines. Peut-on rapprocher réellement, en tant qu'organisme inter-territorial, le R.D.A. qui fût un vrai parti avec une assise déterminée, des statuts et des objectifs précis et les Indépendants d'Outre-Mer (I.O.M.) qui constituèrent une sorte de club des élus sans prolongements au niveau des territoires, sans organisation effective et sans objectif précis ? La même remarque peut être faite pour les partis territoriaux et les autres.

M. Hodgkin reconnaît d'ailleurs le caractère artificiel d'une telle classification et propose de tenir compte des éléments suivants : structure, idéologie, type d'activités. C'est dans cette direction que s'orientent certains auteurs en proposant une typologie limitée à un pays africain donné et pour une époque donnée sans chercher à la généraliser. Ainsi en prenant l'exemple du Congo-Léopoldville en 1959, on nous propose de distinguer quatre types de partis³⁵ :

— le parti à fondement coutumier et à audience locale qui se caractérise par le fait que les leaders appartiennent aux autorités traditionnelles reconnues ou mises en place par l'administration et que son programme respecte dans les grandes lignes la politique de décolonisation tracée par l'autorité coloniale ;

— le parti à fondement coutumier mais à perspective nationale qui regroupe plusieurs entités ethniques et forme une coalition mais en l'absence d'idéologie, de programme et de cadres, ce qui limite son action centralisatrice ;

— le parti progressiste régional ou tribal dont la structure est plus moderne, l'idéologie plus précise et les leaders issus du milieu urbain ;

— le parti progressiste à caractère national dont l'action transcende les multiples groupes sociaux pour les fondre au sein de la nation.

Cette typologie pêche par un manque de systématisation puis-

34. Cf. TH. HODGKIN, *African political parties*, Baltimore, Penguin Books, 1961.

35. Cf. B. VERHAEGEN et E. de BETHUNE, « Consultations électorales et élections au Congo, 1957-1959 », *Cahiers économiques et sociaux*, I.R.E.S., Université Lovanium, Léopoldville, vol. III, n° 3, oct. 1965, p. 271-272.

qu'elle est établie pour un Etat donné et elle a recours à de nombreux critères ; cependant elle tient mieux compte que les autres des caractéristiques des partis africains, notamment leur assise tribale, leur doctrine, l'origine de leurs leaders, etc. Elle complète les schémas et concepts classiques d'analyse dont il faut parfois s'abstraire pour ne pas sacrifier certaines spécificités qui existent tout de même.

C. — Les spécificités africaines.

Ces spécificités sont mises en valeur par les Africains, singulièrement par les dirigeants politiques des jeunes Etats qui réagissent contre les méthodes d'analyse traditionnelles. La réaction consiste surtout à affirmer le caractère démocratique des nouveaux régimes en remettant en cause, par delà les techniques institutionnelles élaborées *par et pour* l'Occident, ce que les nationalistes considèrent comme l'occidentalisation de la démocratie.

1. En effet, l'approche occidentale est nettement remise en cause dans la mesure où elle prétend expliquer la vie politique africaine par référence à ses propres expériences. Les sociétés politiques européennes et américaines ont atteint un tel degré de maturité et parfois de stabilité, que les politologues ont pu dégager des sortes de lois relatives à leur organisation et fonctionnement. Les types de régimes, le suffrage universel, la représentation, les rapports entre le législatif et l'exécutif obéissent à des règles précises dont quelques aspects peuvent varier, mais sans jamais remettre en cause la signification générale. Les règles ont donc pris valeur universelle pour toutes les sociétés en tout lieu et à toute époque.

C'est contre cette universalité, cette généralisation que s'élèvent les porte-paroles du Tiers-Monde. Lors d'une session internationale d'étude sur les pays nouvellement indépendants tenue à Berne en mars 1961, l'un d'entre eux dénonce les « illusions qui se perpétuent et qui ont donné naissance à la diffusion de formes particulières de la démocratie³⁶ ». Ces illusions sont au nombre de trois. C'est d'abord l'illusion de *l'arithmétique politique*, c'est-à-dire « la croyance à l'effet magique du suffrage universel » et à l'équivalence de l'expression politique en tout lieu, entraînant le mythe de la démocratie formelle. C'est ensuite l'illusion de *l'algèbre politique* ou « croyance en la mystique de certaines équations politiques et de certains états fonctionnels des relations » avec les mythes correspondant de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs, de la prédominance de la loi, etc. C'est enfin l'illusion de *la géométrie politique*, de la magie constitutionnelle dont le mythe est que « la démocratie peut être définitivement établie

36. Cf. Communication de Raghavan Iyer sur les problèmes relatifs à la construction d'un Etat démocratique citée par J. BUCHMANN in *L'Afrique noire indépendante*, *op. cit.*, p. 148.

grâce à l'habileté apportée à la rédaction de la constitution ». Et l'auteur de conclure : « Si nous rapprochons ces trois illusions et leurs mythes correspondant, nous arriverons à la conclusion que le problème d'un nouvel Etat démocratique a pour données essentielles l'emprunt à des pays étrangers et sur une base défavorable d'un dispositif politique d'éducateurs en démocratie libérale et d'experts constitutionnels. »

Cette boutade finale, constate-t-on à juste titre³⁷, pose un problème très grave : celui du transfert des conceptions des pays développés dans les pays sous-développés, de la transposition artificielle d'institutions politiques, parlementaires en particulier, qui ne correspondent ni aux traditions ni aux besoins actuels des peuples en question. M. Lewis note pour sa part que les institutions et les philosophies politiques héritées de la Grande-Bretagne et de la France sont une source de faiblesse pour l'Afrique³⁸. Il ajoute que la création de bonnes institutions est un problème qui doit être repensé de fond en comble et il s'en prend vivement aux « techniciens (occidentaux) de la politique qui se mettent en quatre pour démontrer que la démocratie est faite à l'usage exclusif des Européens et des Nord-Américains³⁹ ».

2. Sans aller aussi loin, qu'il suffise de remarquer simplement qu'il ne faut pas penser la réalité africaine en termes étroitement occidentaux. Tout d'abord, ainsi que l'écrit M. Balandier⁴⁰, « on ne peut entreprendre une étude satisfaisante du fait politique africain si l'on ne procède pas à une évaluation critique de la terminologie et des définitions élaborées par les spécialistes ». Or, constatent les Africains eux-mêmes, « dans les différents Etats d'Afrique, la vie politique s'exprime officiellement par une terminologie européenne, de quelque bord soit-elle — on parle de séparation des pouvoirs : nous pensons à Montesquieu — on parle de parti unique : nous pensons à la Russie soviétique — on parle de régime présidentiel : nous pensons aux Etats-Unis ou éventuellement à la France⁴¹ ». Il y a là un premier préalable à une saine compréhension du continent noir.

Il faut ensuite tenir compte de l'apport des autres disciplines, particulièrement l'ethnologie. Celle-ci permet d'expliquer bien des données de la vie politique quotidienne qui, sans cela, paraîtraient aberrantes ou irrationnelles parce qu'elles ne sont pas courantes dans les sociétés modernes. Comment, par exemple, comprendre

37. Cf. J. BUCHMANN, *op. cit.*, p. 148-149.

38. Cf. W.A. LEWIS, *La chose publique en Afrique occidentale*, Paris, S.E.D.E.I.S., Futuribles, 1966, p. 106 et suiv.

39. *Id.*, p. 77 et 107.

40. Cf. G. BALANDIER, « Réflexions sur le fait politique : le cas des sociétés africaines », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 37, 1964, p. 39.

41. Cf. A. DIENG, *Bulletin hebdomadaire, Paris Afrique Presse*, n° 17, 1-7 mars 1966, p. 7.

les rapports politiques si l'on ne retient pas que « d'une manière générale, le statut personnel et notamment les liens de la parenté demeurent au premier plan ⁴² ». Comment comprendre le style de vie des leaders politiques si l'on oublie que « le chef, l'homme puissant est celui qui sait donner sans compter et grouper autour de lui, avec tous les membres de sa famille, une clientèle nombreuse dont il commande les services ⁴³ ». Comment expliquer certains abus si l'on se contente de brandir la morale et les grands principes, abstraction faite de certains aspects traditionnels qui prédisposent au népotisme. N'est-ce pas un ministre malien, authentique militant, qui écrit avec amertume : « On est d'abord au pouvoir pour les parents et les amis... Pour peu que l' « élu » en question se montre réticent devant certaines exigences, il est aussitôt entraîné dans la boue, avec l'anathème de toute la parenté. Pour ceux qui connaissent la mystique des liens familiaux africains, on devine aisément le dilemme devant lequel se trouve à chaque pas le responsable africain ⁴⁴. »

On pourrait multiplier les exemples. Mais ce qu'il convient de retenir, c'est que faire abstraction de telles données, c'est omettre, aussi bien intentionné que l'on soit, des aspects fondamentaux des institutions politiques africaines. C'est donc avec précaution qu'il faut manier les instruments d'analyse et de conceptualisation dégagés par la science politique. La tâche n'est pas aisée et notre approche de l'évolution vers le parti unique dans les pays d'expression française ne saura pas toujours, sans doute, éviter cet écueil.

*
* *

Ayant à décrire une évolution, nous nous sommes proposés d'abord d'en établir les différentes phases. Notre première partie répondra donc à la question suivante : quelle est cette évolution et par quel mécanisme est-on passé du multipartisme au parti unique ? Après avoir dégagé les étapes et les procédés d'instauration du parti unique, nous nous demanderons pourquoi une telle évolution s'est produite. La seconde partie s'attachera donc aux raisons et aux facteurs qui ont déterminé cette orientation de la vie politique africaine dont elle appréciera aussi le caractère inéluctable ou non de son déroulement. Enfin, dans une troisième partie, nous essayerons de voir quel est le résultat de l'évolution, c'est-à-dire de caractériser le parti unique africain et de voir s'il

42. Cf. D. PAULME, « Structures sociales traditionnelles en Afrique noire », *Cahiers d'Etudes africaines*, 1960, p. 16.

43. *Id.*

44. Cf. S.B. KOUYATE, *Les dirigeants africains face à leur peuple*, Paris, Maspéro, Cahiers libres n° 65, 1964, p. 28. L'auteur ajoute : « Il faut se résoudre le plus souvent à accepter d'être un paria pour pouvoir servir le pays, la conscience d'homme et de militant que l'on est censé porter » (p. 29).

y a ou non apparition d'une nouvelle institution politique. En effet, il n'est pas rare d'entendre dire que l'Afrique est en train de donner naissance à des structures politiques, économiques, sociales et culturelles différentes de celles existant ailleurs dans le monde. « Sous l'effet, dit M. Balandier, de leur histoire, et d'une volonté (peut-être utopique) de donner à la société industrielle à venir une forme originale, les nouvelles nations africaines paraissent porteuses de structures inédites⁴⁵. » Y a-t-il donc un apport du continent noir à la pratique et à la théorie politiques ? L'intérêt et l'importance de la question n'ont guère besoin d'être soulignés. La réponse limitée que propose notre étude essaiera en tout cas de cerner le plus près possible le parti unique africain en suivant le plan suivant :

I^o Partie : Le mécanisme de l'évolution vers le parti unique.

II^o Partie : Les raisons et facteurs de l'évolution vers le parti unique.

III^o Partie : Le résultat de l'évolution : le parti unique africain.

TABLEAU I

TABLEAU DES QUINZE ETATS AFRICAINS

Etat	Superficie (km ²)	Nombre d'habitants	Capitale	Chef d'Etat actuel
Cameroun	474 900	4 100 000	Yaoundé	Ahidjo
Congo	394 000	800 000	Brazzaville	Masseмба Débat
Côte d'Ivoire	322 460	3 300 000	Abidjan	Houphouët Boigny
Dahomey	112 600	2 200 000	Porto-Novo	Alley
Gabon	280 000	500 000	Libreville	Bongo
Guinée	250 000	2 500 000	Conakry	Touré
Haute-Volta	300 000	4 000 000	Ouaga- dougou	Lamizana
Madagascar	600 000	5 300 000	Tananarive	Tsiranana
Mali	1 200 000	4 300 000	Bamako	Keita
Mauritanie	1 100 000	1 000 000	Nouakchott	Ould Daddah
Niger	1 270 000	3 100 000	Niamey	Diori
Rép. Centraf.	620 000	1 300 000	Bangui	Bokassa
Sénégal	201 000	3 400 000	Dakar	Senghor
Tchad	1 284 000	2 800 000	Fort-Lamy	Tombalbaye
Togo	56 000	1 586 000	Lomé	Eyadema

45. Cf. G. BALANDIER, « Problématique des classes sociales en Afrique noire », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XXXVIII, 1965, p. 142.



Carte de l'Afrique avec les quinze Etats d'expression française

Première partie

Le mécanisme de l'évolution vers le parti unique

Dans son inventaire des partis politiques en Afrique au sud du Sahara, M. Decraene relève près de 350 sigles¹. L'Afrique noire d'expression française est bien placée dans cet inventaire, puisqu'à elle seule, elle a compté jusqu'à 90 partis.

Or, actuellement, les 15 Etats qui font l'objet de notre étude, ne comptent plus qu'une vingtaine de partis. A l'exception de trois d'entre eux — Madagascar, le Cameroun et le Gabon, dont la situation est peu nette — ils vivent tous sous un régime de parti unique de fait ou de droit ou sous un régime militaire.

Il convient donc de rechercher comment s'est opéré cette contraction du multipartisme au monopartisme ou à l'absence de partis (régime militaire). Cette recherche distinguera d'abord les étapes de cette réduction du nombre des partis, étapes qui montrent sinon l'impossibilité, du moins les *difficultés du pluralisme politique* en Afrique (titre I) ; ensuite les procédés employés pour réaliser la réduction, procédés qui révèlent à la fois les *difficultés et l'impossibilité du respect de la légalité* (titre II).

— Titre I : Les phases de l'évolution vers le parti unique ou les difficultés du pluralisme.

— Titre II : Les procédés d'instauration du parti unique ou les difficultés de la légalité.

1. Cf. *Tableau des partis politiques de l'Afrique au sud du Sahara*, F.N.S.P.-CERI, mai 1963.

TITRE I

LES PHASES DE L'ÉVOLUTION OU LES DIFFICULTÉS DU PLURALISME

Les premières constitutions parlementaires établies au moment de l'autonomie ou de l'indépendance prévoyaient leur fonctionnement dans un système à base de multipartisme¹. Elles l'affirment toutes en reproduisant, avec certaines variantes, l'article 4 de la Constitution française² sur le rôle des partis, la liberté de leur formation et de leur activité.

Pendant un temps, ces dispositions constitutionnelles correspondirent à la réalité. Les nouveaux États africains vivaient en régime multipartisan : le multipartisme était au point de départ de leur vie politique et doit être connu pour la compréhension de l'évolution future. Le chapitre premier sera donc consacré à son examen.

Mais, petit à petit, des événements divers préludent à la réduction du nombre des partis. On a même pu croire, un moment donné, à l'installation du bipartisme en Afrique noire (chapitre second). Ce ne fut qu'un espoir précaire, car il apparaissait que l'évolution n'était pas à son terme. Le parti unique se profilait à l'horizon, derrière le « parti unifié », cette institution assez floue et instable (chapitre troisième) qui a plutôt servi de relais pour l'installation du parti unique (chapitre quatrième).

— Chapitre I : Le point de départ : le multipartisme.

— Chapitre II : Les essais de bipartisme.

— Chapitre III : Le parti unifié

— Chapitre IV : Le parti unique.

1. Voir les textes des Constitutions in P.F. GONIDEC : *Les Constitutions des États de la Communauté*, Paris, Sirey, 1958, 188 p.

2. Art. 4 de la Constitution française du 4 octobre 1958 : « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie ».

CHAPITRE PREMIER

LE POINT DE DEPART : LE MULTIPARTISME

Le multipartisme est directement lié à l'époque coloniale. Il ne saurait être compris sans le rappel de cette époque où l'on voit émerger le système des partis en Afrique (section 1). Un tableau rapide de l'éventail politique à la veille de l'autonomie des Etats en montrera l'ampleur (section 2) en même temps que les dangers (section 3). Il faut noter tout de suite que les dangers du multipartisme étaient bien connus des principaux dirigeants africains qui tous les ont éprouvés au cours de leur carrière parlementaire, sous la IV^e République. Ces souvenirs seront souvent déterminants dans l'attitude des hommes d'Etat à l'égard du pluralisme politique.

— Section 1 : L'émergence du système des partis en Afrique noire.

— Section 2 : L'inventaire des régimes multipartisans.

— Section 3 : Le fonctionnement du multipartisme et ses dangers.

Section 1. — L'émergence du système des partis.

On peut fixer la date de naissance des partis politiques en Afrique noire. La plupart des partis n'apparaissent qu'après le vote de la Constitution française de 1946 d'une part, la reconnaissance de la qualité de citoyens aux anciens sujets africains et l'extension des libertés publiques outre-mer d'autre part¹. Cette apparition

1. Cf. F. BORELLA, *L'évolution politique et juridique de l'Union française depuis 1946*, p. 79 et suiv. ; R. SCHACHTER-MORGENTHAU, *Political parties in French-speaking West-Africa*, Oxford, Clarendon Press, 1964, p. 330 et suiv. ; P.-F. GONIDEC, « L'évolution des T.O.M. depuis 1946 », *R.J.P.U.F.*, 1957, p. 471-472.

Il faut remarquer cependant que les premiers mouvements politiques apparurent dans certains territoires beaucoup plus tôt. Ainsi au Sénégal, le mouvement « Jeune Sénégal » fut créé au lendemain de la guerre de 1914, le Parti socialiste sénégalais fut créé en 1935 par M. Lamine Gueye. A Madagascar, si l'on fait abstraction des sociétés secrètes de caractère

s'effectue en trois phases : d'abord les partis africains naissent sous le giron des partis métropolitains ; puis ils essaient de se regrouper et prennent une autonomie qui va s'accroissant pour enfin devenir des partis territoriaux indépendants².

§ 1. — La première phase (1946-1950).

Dans cette première phase, les partis sont des sections locales des partis métropolitains ou des correspondants locaux inféodés à ceux-ci. Les raisons sont aisées à deviner.

D'une part, avec la naissance de l'Union française, les partis métropolitains découvraient tout l'intérêt électoral de territoires qui allaient envoyer des représentants aux assemblées parlementaires. Il fallait donc entamer un processus permettant de s'assurer quelques sièges éventuels. D'autre part, un certain nombre de leaders africains qui disposaient de clientèles locales, caressaient l'espoir de se frayer une voie jusqu'aux assemblées siégeant à Paris. Il en résultait ainsi une conjonction d'intérêts qui se traduisit par la naissance de partis rattachés à ceux de la Métropole. L'aide de ces derniers jointe à l'amitié qui liait certains leaders africains et métropolitains entre eux facilitait encore l'opération³.

Par ailleurs, cette intégration permettait, comme le remarque M. Gonidec⁴, aux autochtones de bénéficier de l'expérience et de l'appui des partis métropolitains, ce qui leur facilitait l'apprentissage des techniques électorales et leur donnait plus de poids vis-à-vis de l'administration. En tout cas, elle les assurait d'une plus grande bienveillance. C'est la justification avancée en 1962 par M. Modibo Keita pour expliquer l'affiliation de l'Union soudanaise : « Dès sa création, notre parti dut faire face à de nombreuses difficultés : arrestations, mutations arbitraires, emprisonnement des

politique (par exemple, l'association Vy Vato Sakelila : Fer, Pierre, Réseau) le premier parti apparut en 1942 sous le nom de Parti Nationaliste Malgache.

2. Cf. J. BUCHMANN, *L'Afrique noire indépendante*, p. 87 et suiv. ; J.-L. SEURIN, « Le système des partis en A.O.F. », *Rapport à la Table Ronde de l'Association française des Sciences politiques*. Paris, mars 1959 ; L. VERNES, « Les partis politiques et leur évolution dans les Etats d'Afrique francophone », *R.J.P.I.C.*, 1966, p. 581-608.

Cette évolution n'est pas propre aux partis, elle a affecté aussi les syndicats. Cf. P.-F. GONIDEC, « L'évolution du syndicalisme en Afrique noire », *Penant*, 1962, p. 167-192 ; J. MEYNAUD et A. SALAH-BEY, *Le syndicalisme africain*, Paris, Payot, 1963 ; A. NOVEMBER, *L'évolution du mouvement syndical en Afrique occidentale*, Paris et La Haye, Mouton, 1965.

3. Les partis étaient, dans certains cas, dirigés par des européens. Par exemple les Indépendants de l'Union française ou Liste évolution voltaïque, parti proche du R.P.F. dirigé par Michel Dorange, l'Union démocratique et sociale africaine créée par Paul Fabert en Guinée, le Bloc démocratique camerounais fondé en 1951 sous la direction du docteur Paul Aujoulat.

4. Cf. GONIDEC, étude précitée in *R.J.P.U.F.*, 1957, p. 472.

responsables. Ayant mesuré la faiblesse de nos moyens et la force du système colonial, nous avons décidé de trouver les moyens tactiques de parer à la répression. C'est ainsi que nous nous sommes affiliés à la S.F.I.O. dont le programme nous donnait satisfaction ⁵. » Cette justification rétroactive est exacte, sauf qu'elle fait peut-être la part trop belle à l'aspect tactique d'une lutte dont la cohérence était beaucoup moins nette à l'époque ; elle passe trop rapidement sur l'aspect doctrinal de cette affiliation qui se comprend aisément dans le contexte de l'immédiat après-guerre.

Sur le plan doctrinal, en effet, l'adhésion à la philosophie politique des partis métropolitains correspondait bien à la psychologie des autochtones à l'époque où la mystique de l'égalité entre les individus était triomphante. Les africains pensaient qu'en entrant dans le système, ils pourraient l'influencer et obtenir l'application des dispositions constitutionnelles qui prévoyaient l'égalité entre les individus. Les partis politiques, conçus comme des filiales, correspondaient bien à la notion d'intégration ou d'assimilation qui se manifestait déjà par d'autres canaux : l'Armée, l'Ecole et l'Université et peut-être l'Eglise catholique.

Le lien de rattachement était variable : il allait de l'intégration pure et simple à l'apparement. Le meilleur exemple d'intégration est fourni par la Fédération sénégalaise de la S.F.I.O. C'est en juin 1938 que naquit cette Fédération, lorsque le Parti socialiste sénégalais, premier parti africain créé par Lamine Gueye en 1935, décida de s'affilier à la S.F.I.O. L'année suivante la décision fut confirmée par le Congrès constitutif qui se tint à Thiès, en juin 1939 ⁶. La Fédération avait une organisation interne semblable à celle des fédérations métropolitaines et défendait un programme d'assimilation, dans la ligne du socialisme français ⁷. Il en était de même au Moyen-Congo (Congo-Brazzaville) ⁸.

Par opposition à la Fédération sénégalaise de la S.F.I.O., le Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) était seulement apparement au Parti communiste français d'abord, à l'Union démocratique et socialiste de la résistance (U.D.S.R.) ensuite. L'inféodation, tout en étant assez réelle, ne s'exerçait pas selon les mêmes procédures. En enseignant les formes communistes d'organisation et d'action politique, le Parti communiste français influença les

5. Cf. discours du 17 mars 1962 in Modibo KEITA, *Discours et interventions*, p. 104. (Ce recueil de discours et interventions est présenté sous la forme d'un ouvrage de 334 pages, sans indication de lieu ni de date.) Voir dans le même sens, L.-S. SENGHOR, *Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Présence Africaine, 1961, p. 8.

6. Cf. D.G. LAVROFF, *La République du Sénégal*, Paris, L.G.D.J., 1966, p. 185.

7. Sur les programmes des partis, cf. F. BORELLA, *op. cit.*, p. 71 et suivantes.

8. Autre exemple de parti qui était une filiale d'un parti métropolitain : le R.P.F. créé en 1949 au Dahomey sous la direction de Victor d'Asomption.

formes structurelles du R.D.A. En France, il attira les élus africains aux cours et conférences et à l'école des cadres du Parti, pour certains d'entre eux⁹. Sur le plan doctrinal, l'accent était mis sur la solidarité des peuples coloniaux opprimés et des classes laborieuses en France. On débouchait ainsi sur le soutien total du R.D.A. au Parti communiste qui déclarait que l'émancipation africaine sera réalisée seulement lorsque la France sera contrôlée par les communistes. Ce postulat impliquait que les intérêts du Parti communiste français passaient avant ceux des organisations politiques africaines.

Les autres partis africains étaient soit dans la même situation soit dans une situation intermédiaire entre celle du R.D.A. et de la Fédération sénégalaise S.F.I.O. Il en était ainsi de différents partis d'obédience socialiste¹⁰ à l'égard de la S.F.I.O., des Indépendants d'Outre-Mer (I.O.M.) à l'égard du Mouvement républicain populaire. Mais petit à petit ces liens vont s'affaiblir ou se rompre assez brutalement. C'est la seconde phase qui s'ouvre.

§ 2. — La seconde phase (1950-1956).

On voit apparaître, au cours de cette phase, des partis qui sont l'expression des conditions propres de l'Afrique.

Est-ce un hasard si la première rupture apparaît au Sénégal où M. Léopold Senghor secoua violemment l'emprise de la S.F.I.O., qu'il attaqua dans une conférence de presse tenue à Dakar le 28 septembre 1948 ? La Fédération sénégalaise de la S.F.I.O. fut qualifiée d' « organisation dictatoriale *ad majorem Lamini gloriam... fortunamque*, c'est-à-dire une organisation qui a pour but d'asseoir le pouvoir personnel de M. Lamine Gueye » et de défendre ses intérêts électoraux métropolitains au lieu des intérêts des territoires d'outre-mer¹¹. Tirant les conséquences de son geste, il fonda en septembre 1948 le Bloc démocratique sénégalais (B.D.S.) dont il s'attacha à définir la nouvelle doctrine et à élargir l'implantation. Le nouveau parti, qui répondait davantage aux aspirations populaires et gagnait les campagnes, éliminera rapidement la S.F.I.O.¹² qui constituait effectivement une excroissance greffée sur la vie politique sénégalaise, plutôt qu'un parti sénégalais authentique.

Le mouvement amorcé au Sénégal n'était pas un phénomène isolé, car peu à peu il s'étendait aux autres territoires, même là où ne s'exerçait qu'une influence assez lâche du Parti socialiste français. Au Moyen Congo (Congo-Brazzaville), la section S.F.I.O. née en 1946 finit par se détacher en 1957, pour devenir une section du

9. Cf. R. SCHACHTER-MORGENTHAU, *op. cit.*, p. 25-26.

10. Parti progressiste soudanais, Mouvement socialiste nigérien, Mouvement socialiste africain du Tchad, du Congo, de l'Oubangui-Chari.

11. Cité par LAVROFF, in *la République du Sénégal*, *op. cit.*, p. 193.

12. M. Senghor parcourt le pays pour implanter le nouveau parti et prépare minutieusement les élections législatives de 1951 où, à l'étonnement général, il l'emporte en enlevant 67 % des voix.

Mouvement socialiste africain (M.S.A.) qui était, précisément, le résultat de la rupture des liens avec le parti métropolitain. Le M.S.A. va regrouper ainsi les partis liés à la S.F.I.O. dans les territoires suivants : Guinée, Soudan (Mali), Tchad, Niger, Moyen-Congo, Oubangui-Chari (République Centrafricaine) ; il ne fait que se conformer aux résolutions du congrès de Conakry de janvier 1957, qui préconisent la désaffiliation. Au Sénégal, M. Lamine Gueye se rendit compte que sous l'effet des poussées nationalistes les partis évoluent « des partis filiales aux partis africains ¹³ ». Il dissout alors la Fédération S.F.I.O. pour créer le Parti sénégalais d'action socialiste (P.S.A.S.) en tant que section territoriale du M.S.A. Au Cameroun, le Bloc démocratique camerounais fondé par le docteur Paul Aujoulat changea d'une part de nom en 1956 pour devenir le Parti des démocrates camerounais et passa, d'autre part, sous le contrôle d'un africain, M. André-Marie M'Bida.

Cette évolution qui visait à transformer les partis en organisations « africaines » concernait aussi bien les structures que les programmes. L'autonomie organique s'accompagnait d'un réexamen de la doctrine, laquelle timidement mais effectivement, s'attachait désormais aux problèmes de l'avenir des territoires et des rapports avec la Métropole ¹⁴. Une prise de conscience de la personnalité de leurs pays respectifs et du particularisme de leurs problèmes par rapport à l'ensemble de la politique française se fait vive chez les leaders politiques.

C'est d'ailleurs au niveau de la doctrine que se situe la rupture entre le R.D.A. et le Parti communiste français. En effet sur le plan organique, le R.D.A. était seulement apparenté et conservait toute son autonomie. Toute emprise à cet égard aurait conduit soit à l'intégration, soit à la création d'un parti communiste africain. Or l'intégration, qui aurait transformé les sections territoriales du R.D.A. en sections du P.C.F., était difficile à réaliser car les communistes français étaient au courant de la sensibilité africaine à tout contrôle européen ; d'ailleurs les militants du R.D.A. n'hésitaient pas à manifester leur désir de s'occuper de leurs propres affaires. Quant à la création d'un parti communiste africain, le P.C.F. y était hostile pour plusieurs raisons ¹⁵. En premier lieu, les communistes français estimaient insuffisantes l'éducation marxiste et l'expérience des africains pour une telle création. Les quelques africains jugés prêts pour être membres du parti furent autorisés à rejoindre le P.C.F. En second lieu, les communistes français connaissaient et préféraient seulement leur propre et lente méthode de construction d'un P.C. ; ils ne voulaient pas se lancer dans une

13. Selon l'expression de J.L. SEURIN, dans son rapport précité.

14. Voir le titre significatif à cette époque (1952) de l'ouvrage de H. DESCHAMPS : *L'éveil politique africain*, Paris, P.U.F., 1952, qui prend acte de ces mutations qui affectent tous les territoires.

15. Cf. R. SCHACHTER-MORGENTHAU : *Political parties... op. cit.*, p. 24-27.

aventure difficile qui aurait risqué de les mener à l'échec. Enfin, ils estimaient mieux faire en inculquant les techniques et l'idéologie marxistes à quelques leaders africains valables qui influenceraient à leur tour et domineraient éventuellement les nouvelles organisations de masse naissantes.

Mais sur le plan de la doctrine et de l'action, le R.D.A. allait précisément se désolidariser du P.C.F. auquel il reprochait de faire passer la lutte contre la bourgeoisie avant la lutte contre le colonialisme, donc ses propres intérêts avant ceux des nationalistes africains¹⁶. En fait, les éléments qui conduisirent à la rupture sont nombreux. Il est vrai que les communistes français, davantage préoccupés par les problèmes intérieurs et les problèmes de la guerre froide qui venait de commencer, reléguaient les questions africaines au second rang. Mais surtout le P.C.F. ayant été éliminé du pouvoir en France (le 5 mai 1947), le R.D.A. s'aperçut que lier l'évolution des territoires d'outre-mer à la participation des communistes au pouvoir, c'était renvoyer la solution à une date incertaine et éloignée. De plus, l'unité d'action avec le P.C.F. entraînait une lourde répression à l'égard des militants R.D.A. et certaines sections, comme celle de Côte d'Ivoire, étaient frappées durement alors que les partis soutenus par d'autres formations métropolitaines, notamment la S.F.I.O., étaient ménagées. Enfin, après quelques années de heurts (1946-1949) avec l'administration coloniale, le R.D.A., avait montré qu'il était le parti le plus représentatif dans beaucoup de territoires ; il devient donc un « interlocuteur valable » et de part et d'autre on fait preuve de réalisme. Il se greffe d'ailleurs sur cette situation, une évolution des dirigeants du R.D.A. dont les ambitions politiques, dans le cadre légal, sont encouragées par certains hommes politiques français comme M. Mitterrand. Le résultat est qu'en 1950, le R.D.A. rompt avec le Parti communiste, malgré l'opposition de l'aile gauche représentée par M. Gabriel d'Arboussier.

Parallèlement à ces efforts de rupture de la tutelle métropolitaine, une tendance au regroupement se fait jour. Le R.D.A. se présentait, déjà dès sa naissance, comme le centre de ralliement de toutes les énergies politiques à l'échelle de l'Afrique occidentale française. Sur le plan parlementaire, la constitution du groupe des Indépendants d'Outre-Mer (I.O.M.) montrait le désir des élus de sauvegarder leur spécificité et de mettre l'accent sur les réalités ultra-marines.

Cette ébauche de vastes formations inter-territoriales ne va pas

16. Cf. le communiqué du R.D.A. du 18 octobre 1950. Pour des précisions sur cette rupture, voir les développements de A.R. ZOLBERG, *One-Party government in the Ivory-Coast*, Princeton, Princeton University Press, 1964 (seconde partie de l'ouvrage) et le point de vue des communistes français in Monique LAFON : *La lutte du P.C.F. contre le colonialisme*, Paris, Editions sociales, 1962, (troisième partie de l'ouvrage notamment).

sans avatars ni flottements¹⁷. Il faut surtout noter les efforts, tenaces mais infructueux, entrepris par les leaders africains pour établir un seul parti unifié dans toute l'A.O.F. En face du R.D.A. qui apparaissait comme un parti stable, organisé et implanté à l'échelle fédérale, ses adversaires étaient à la recherche d'un groupement à lui opposer. C'est ainsi que le groupe des Indépendants d'Outre-Mer (I.O.M.) fait place, dès 1957, à la Convention africaine ; celle-ci donnera naissance en 1958 au Parti du regroupement africain (P.R.A.).

Le rappel de ces événements est nécessaire, car il montre déjà l'existence d'une tendance continue à l'unification et il éclaire les évolutions ultérieures. De 1956 à 1958, des discussions serrées auront lieu à propos de la création d'un seul parti en Afrique occidentale française. Entre autres obstacles à un aboutissement, la loi-cadre jouera un rôle important.

§ 3. — La troisième phase (1956-1958).

Elle est marquée essentiellement par l'adoption de la loi-cadre¹⁸ qui voit l'établissement du suffrage universel au collège unique et du système de « gouvernement territorial », c'est-à-dire l'accès des partis et de leurs leaders aux marches du pouvoir. Si le droit d'organiser des partis et de voter ne fut accordé aux africains qu'après la seconde guerre mondiale, le pouvoir de légiférer et de réglementer ne vint qu'après 1956. Jusque-là, les partis ne pouvaient légalement qu'exercer les fonctions représentatives et étaient exclus de toute responsabilité effective. Une fois commencé, le changement institutionnel s'effectue rapidement et sans discontinuité. Le droit de vote parti du néant devient universel et se fait au collège unique, le pouvoir des représentants élus passe du pouvoir simplement consultatif au pouvoir législatif et exécutif, tandis que le centre du pouvoir se déplace de Paris vers l'Afrique.

M. Buchmann estime que deux conséquences importantes en résulteront¹⁹. En premier lieu la nature des partis africains se trouve transformée. L'universalisation du suffrage amène la formation définitive de partis de masse et le déclin des partis « d'élites ou de patronage », c'est-à-dire des partis constitués d'une clientèle autour du leader²⁰. En second lieu, le régime de la loi-cadre va

17. Cf. L. HAMON : « Introduction à l'étude des partis politiques de l'Afrique noire d'expression française ». *R.J.P.O.M.*, 1959, p. 149-196 : C. VALENTIN : « La situation politique en A.O.F. depuis le Congrès de Bamako ». *Latitudes*, 3, 1^{er} trimestre 1958, p. 7-32.

18. La loi du 23 juin 1956, dite loi-cadre, marque une date importante dans l'évolution des territoires sous domination française ; elle établissait l'égalité des citoyens et réorganisait surtout les institutions en créant des Assemblées compétentes pour décider dans les matières concernant les territoires et des conseils de gouvernement pour diriger les services administratifs territoriaux. (Cf. F. BORELLA, *op. cit.*, p. 299 *et suiv.*).

19. Cf. BUCHMANN : *L'Afrique noire... op. cit.*, p. 90-91.

20. Il s'agit d'une tendance générale qui peut souffrir des exceptions.

précipiter ce que l'auteur appelle la « territorialisation » des partis²¹. Les partis prennent conscience des limites de leur territoire, le nationalisme apparaît.

L'exemple du R.D.A. est significatif à cet égard. En 1957, à la veille du Congrès de Bamako, le R.D.A. pouvait prétendre parler au nom de trois à quatre millions d'électeurs et au nom de huit conseils de gouvernement sur douze²². Il n'aurait jamais obtenu cette diffusion à l'échelle du continent, si n'avaient été réunis, sous un même drapeau colonial, des territoires aussi éloignés et aussi disparates. Ainsi que le note M. Favrod, c'est l'existence d'une A.O.F. et d'une A.E.F. qui a permis à un ancien fonctionnaire des colonies comme Gabriel d'Arboussier, né au *Soudan* d'un père français et d'une mère africaine, d'avoir été successivement député du *Moyen-Congo*, conseiller de l'Union française avec un mandat de la *Côte d'Ivoire*, président du grand conseil de l'Afrique occidentale en tant que représentant du *Niger*²³.

Mais, bien que le R.D.A. ait placé un des siens à la tête de huit conseils, l'expérience a montré qu'il n'y a pas un type unique de gouvernement R.D.A., mais plusieurs. Les sections du parti commencent à réagir, comme il fallait le prévoir, de manière divergente. La situation varie avec la personnalité des leaders et la majorité dont dispose le gouvernement, mais surtout selon les problèmes posés aux différents Etats et aux différentes sections du parti. Chaque section va alors se « retourner » sur elle-même, pour ne s'occuper que de la conquête totale du pouvoir que la constitution de 1958 va leur transmettre. Déjà, à la fin de l'année 1958, la Côte d'Ivoire et la Guinée ne connaissaient plus qu'un seul parti, tandis que le Soudan (Mali) s'engageait sur la même voie, lentement mais sûrement.

Car comme le notait déjà F. BORELLA, le suffrage universel et le collège unique peuvent produire des résultats inattendus : « l'électorat accordé aux populations rurales, moins évoluées et moins sensibles aux mots d'ordre politique généraux, peut favoriser les candidats locaux et un certain conservatisme, contre les hommes politiques citadins et intellectuels et les revendications intransigeantes » (*op. cit.*, p. 272, n. 37). La tendance aux partis de masse n'est pas toutefois remise en cause par cette observation.

21. Pour l'Afrique équatoriale française, un observateur constate : « Les institutions de la loi-cadre devaient, naturellement, apporter un stimulant puissant à la vie politique des Territoires, les Conseils de Gouvernement suffisant à l'animer et à alimenter la rivalité des partis » XXX : « L'évolution des partis politiques en A.E.F. » *Latitudes*, 3, 1^{er} trimestre 1958, p. 33-45.

22. Côte d'Ivoire, Guinée, Soudan, Niger, Haute-Volta, Tchad, Gabon, Moyen-Congo où les conseils de gouvernement sont respectivement sous l'autorité de MM. Houphouët-Boigny, Sékou Touré, Keita, Diori, Yameogo, Lisette, M'Ba et l'abbé Youlou.

23. *L'Afrique seule*, Paris, Editions du Seuil, 1961, p. 89. Ajoutons qu'actuellement M. D'Arboussier, ambassadeur *sénégalais*, est directeur de l'U.N.I.T.A.R. (organisme rattaché à l'O.N.U. et chargé de former les cadres des pays en voie de développement).

Cet exemple montre l'influence exercée par la politique institutionnelle de la Métropole, influence qui réapparaîtra plus nettement encore lors de l'adoption de la Constitution de la V^e République (1958) et de la reconnaissance du droit à l'indépendance (1960). Cette politique exacerbe la lutte pour le pouvoir et entraîne deux conséquences paradoxales :

— d'une part, les leaders politiques cherchent à s'imposer et l'on assiste au foisonnement des partis créés spontanément ou nés de scissions, regroupements et fusions. Cette éclosion des partis prend parfois une allure assez désordonnée qui rend malaisée la détermination exacte de leur naissance et de leur évolution²⁴ ;

— d'autre part, comme on admet difficilement que le pouvoir puisse faire l'objet d'un partage ou d'un compromis, chaque parti essaie d'éliminer les autres. C'est cette phase qu'il convient d'éclairer, en dressant un inventaire des régimes multipartisans pour situer le point de départ de notre recherche et en posant quelques jalons pour un itinéraire assez tourmenté.

Section 2. — Inventaire des régimes multipartisans.

L'inventaire des partis serait, en vérité, très étendu, si l'on voulait faire un recensement intégral et complet. Mais une telle recherche est sans utilité, car certains partis n'ont eu d'existence que nominale²⁵, d'autres n'ont eu qu'une très brève vie de nul effet — ou presque — sur l'évolution politique des pays considérés²⁶, d'autres enfin, ont joué un très bref rôle avant de se dissoudre dans une autre formation qui sera seule retenue.

Pour dresser cet inventaire, il faut donc nécessairement opérer un choix qui n'évite pas toujours un certain arbitraire. Deux critères, entre autres, sont mis en jeu : l'expression parlementaire (représentation aux assemblées métropolitaines et locales) des partis et leur influence réelle dans la vie politique des pays²⁷. Le jeu de

24. Ce phénomène affecte même le Congo-Léopoldville où il prend alors une allure proprement aberrante, puisque près de 80 partis se créèrent, en deux ans, en vue des premières élections législatives et de l'indépendance. Cf. L. NAGY, « l'apport tribal dans la création et l'évolution des partis politiques congolais ». *Genève-Afrique*, vol. V, n° 1, 1966, p. 42.

25. Par exemple : le Front d'action démocratique et la section du M.S.A. du Dahomey, l'Union progressiste de Guinée, l'Union démocratique et sociale africaine (Guinée), les Indépendants de l'Union française en Haute-Volta qui se transforment en Mouvement démocratique voltaïque (M.D.V.) puis Mouvement du regroupement voltaïque (M.R.V.), l'Union démocratique ségovienne (Soudan) etc... qui n'existent qu'à l'état d'étiquette et ne correspondent à aucune force politique sérieuse.

26. Par exemple : cas du R.P.F. créé au Dahomey.

27. Ces deux critères sont utilisés soit ensemble, soit séparément. En effet, certains partis ayant une expression parlementaire ont, en fait, une faible influence dans le pays (partis soutenus par l'administration coloniale) ; d'autres ayant une influence dans le pays n'ont pas une représentation aux assemblées politiques (cas de certaines sections R.D.A.

ces critères permet ainsi de retenir, à notre avis, les principaux partis dont l'éventail doit être suffisamment complet et clair pour suivre les développements ultérieurs.

A cet effet, il convient de procéder à un examen, fastidieux par certains côtés, de la situation des partis pays par pays, pour les dénombrer et donner quelques indications très sommaires sur chacun d'eux. C'est en somme une *identification* des partis²⁸ entre la période allant de la loi-cadre (1956) à la constitution de 1958²⁹. Notons que cet inventaire exclut ici les pays ayant un régime à base de bipartisme (Gabon, Soudan) ou un régime de parti unique (Côte d'Ivoire, République Centrafricaine) dont il sera question par ailleurs.

I. — CAMEROUN

En 1958, il existait cinq partis :

— L'Union des populations camerounaises (U.P.C.) fondée en 1947 sous la direction de Ruben Um N'Yobe et Félix Moumié, comme section du R.D.A. Déclaré illégal en 1955, le parti prit le maquis l'année d'après, en pays Bamiléké ;

— le Front populaire pour l'unité et pour la paix (F.P.U.P.) naquit lorsqu'une partie de l'U.P.C. accepte de revenir à la légalité sous la direction de M. Mayi Matip, en septembre 1958 ;

— le Mouvement d'union camerounaise (M.U.C.) fondé par M. Ahmadou Ahidjo et détenant le pouvoir actuellement. Ce parti exerce une forte influence dans le nord du pays ;

— le Parti des démocrates camerounais (anciennement Bloc démocratique camerounais fondé en 1951 par le docteur Aujoulat d'origine métropolitaine) dirigé par M. André M'Bida ;

— le groupe des progressistes camerounais (G.P.C.) est un parti dont l'audience est limitée au sud du pays où il a succédé à un autre parti nationaliste.

II. — CONGO — BRAZZAVILLE

Trois partis dominent la vie congolaise. Ce sont par ordre d'apparition chronologique :

entre 1946 et 1950) ; enfin un parti comme le B.D.S. de M. Senghor dominait la vie politique et enlevait la majorité des sièges aux élections, c'est-à-dire qu'il remplissait les deux critères retenus ici.

28. Pour dresser cet inventaire les renseignements ont été recueillis à de nombreuses sources dont les suivantes : P. Decraene : *Tableau des partis politiques de l'Afrique au sud du Sahara*, F.N.S.P.-C.E.R.I., Recherches série C, n° 8, Paris, 1963 ; Th. Hodgkin : *African political parties*, Baltimore, Penguin Books, 1961. SCHACHTER-MORGENTHAU ; *Political parties...* op. cit. ; différents articles de revues, journaux hebdomadaires et quotidiens africains et français, rapports de certains congrès de partis qui retraçaient leur évolution politique.

29. Des débordements en dehors de ces dates sont inévitables parfois à raison de l'évolution des partis et de ses conséquences sur la vie politique.

— le Parti progressiste congolais (P.P.C.) fondé en 1946 comme section inter-territoriale du R.D.A., sous la direction de M. Félix Tchicaya. Il exerce son influence sur presque tout le pays ;

— le Mouvement socialiste africain (M.S.A.) fut d'abord une section congolaise de la S.F.I.O., avant de devenir une section du M.S.A. qui se voulait un parti inter-territorial comme le R.D.A. Il repose sur l'ethnie M'Bochi et conserve une influence dans le nord du pays, sous l'autorité de M. Jacques Opangault ;

— l'Union démocratique de défense des intérêts africains (U.D.D.I.A.) est un parti lié à la réussite de l'abbé Fulbert Youlou. Créé en 1956 et recrutant dans l'ethnie Bakongo, le parti domine le sud et le centre du pays.

III. — DAHOMEY

L'histoire politique dahoméenne est l'une des plus mouvementées des pays qui font l'objet de cette étude. En effet, nous assistons à des apparitions et disparitions de partis, à des scissions, des regroupements, des réincarnations sous d'autres noms... de telle sorte qu'il est malaisé de savoir combien il en existe à un moment donné.

Dans un souci de clarté, cinq partis seront distingués avec quelques précisions sur leurs relations éventuelles avant 1958-59 :

— l'Union progressiste dahoméenne (U.P.D.) est le premier parti qui naquit en 1946-47, sous l'action de MM. Sourou Migan Apithy et Hubert Maga. D'abord section du R.D.A., le parti rejoignit les Indépendants d'outre-mer en 1948, pour éclater en 1951 en deux : le Groupement ethnique du Nord-Dahomey (lequel se scinde à son tour en deux fractions et sous l'autorité respective de MM. Maga et Paul Darboux) d'une part, le Parti républicain du Dahomey avec M. Apithy, d'autre part ;

— le Rassemblement démocratique dahoméen (R.D.D.), né en août 1957 de la réconciliation de MM. Maga et Darboux, réconciliation qui sera d'ailleurs de courte durée. Alors qu'à l'origine il fut le type même du parti régional ethnique (Nord-Dahomey), il acquiert les caractères d'un parti territorial à l'échelle du pays sous l'impulsion de M. Maga ;

— l'Union des indépendants du Dahomey (UNIDAHO) apparaît en avril 1958, lorsque les partisans de M. Darboux quittèrent le R.D.D. ;

— l'Union démocratique dahoméenne est née de la fusion du Bloc populaire dahoméen de M. Justin Ahomadegbe et de l'U.P.D. En 1956, elle devient section du R.D.A. Son implantation se situe dans le sud du pays ;

— le Parti populaire du Dahomey, fondé en 1959 par M. Emile Derlin Zinsou, connut un bref succès en fusionnant tous les partis à l'exception de l'U.D.D.

IV. — GUINÉE

Bien que la section guinéenne du R.D.A. ait toujours été le parti le plus important, deux autres partis exerçaient une certaine influence dans le pays avant 1958. Jusqu'à cette date, il y avait donc un système multipartisan qui créa quelques difficultés au R.D.A. entre la période allant de la loi-cadre à l'indépendance. Trois partis existaient donc en 1958 :

— Parti démocratique de Guinée (P.D.G.) créé en 1947, à partir d'un noyau syndicaliste C.G.T. et dirigé par M. Sekou Touré. Section du R.D.A.³⁰ ;

— Bloc africain de Guinée (B.A.G.) né en 1954, animé par le député Diawandou Barry et M. Koumandian Keita. Il s'appuyait sur les groupes régionaux, notamment le pays malinké et se considérait comme une section du parti fédéral P.R.A. En 1958, il s'appela brièvement Union progressiste de Guinée avant de rejoindre le P.D.G. ;

— Démocratie socialiste de Guinée (D.S.G.) était une section de l'autre parti à prétention fédérale, le M.S.A. Le parti, fondé en 1954 et dirigé par M. Ibrahima Barry dit Barry III, repose sur un groupe ethnique, les Peuhls du Fouta-Djalon.

V. — HAUTE-VOLTA

La situation de la Haute-Volta rappelle beaucoup celle du Dahomey. Les partis sont nombreux et tissent entre eux des liens pour les briser peu après et les reprendre à nouveau... Trois partis sont à retenir :

— Parti démocratique voltaïque (P.D.V.) fondé en 1948, avec une implantation très large et une zone privilégiée : la zone de Bobo-Dioulasso. Section du R.D.A. dirigée par Ouezzin Coulibaly. En 1956, il fusionne avec le Parti social d'éducation des masses africaines (P.S.E.M.A.³¹) pour former le Parti démocratique unifié (P.D.U.) ;

— Indépendants de l'Union Française, parti proche du R.P.F., dirigé par un européen (M. Michel Dorange) qui change de nom en 1956, au moment de la loi-cadre, pour devenir Mouvement démocratique Voltaïque (M.D.V.) sous l'autorité de M. Gérard Kongo Ouédraogo, puis Mouvement du regroupement voltaïque (M.R.V.) organisé en 1959 ;

— Mouvement populaire d'évolution africaine (M.P.E.A.) créé par M. Nazi Boni en 1954, se lie avec les partis successifs à prétention fédérale que sont les Indépendants d'outre-mer et le P.R.A. Il

30. Le P.D.G. fut une section du R.D.A. jusqu'en 1958, date à laquelle il s'en désolidarisa par un communiqué du 19 octobre 1958. Cf. texte du communiqué in B. AMEILLON, *La Guinée, bilan d'une indépendance*, Paris, Maspero, 1964, p. 139-140.

31. Le P.S.E.M.A. est né en 1954 sous la direction de MM. Henri Guissou et Joseph Conombo. Ayant fusionné en 1956, il se rétablit, une année plus tard, sous l'égide de M. Conombo pour disparaître en 1959.

devient Parti national voltaïque et section du P.F.A. (Parti de la fédération africaine ³²).

VI. — MADAGASCAR

A côté de la multitude des petits partis qui existent plus ou moins effectivement, deux partis seulement, importants et récents, ont un rôle politique. Il s'agit du Parti social démocrate et du Parti du Congrès de l'indépendance.

— Parti social démocrate de Madagascar et des Comores (P.S.D.) fondé en 1956 et qui a intégré de nombreuses anciennes formations politiques dont le Rassemblement national malgache. Il est dirigé par M. Philibert Tsiranana.

— Parti du Congrès de l'indépendance de Madagascar ou L'A.K.F.M. se présente comme l'héritier du Mouvement démocratiques nationalistes (Union du peuple malgache, Front national malgache, Parti nouveau démocrate de l'Océan indien, Association des amis des paysans...). Le leader en est M. Richard Andriamanjato. L'A.K.F.M. se présente comme l'héritier du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (M.D.R.M.) né en 1946 et considéré comme responsable du soulèvement de 1947-48 dont la répression fit plusieurs milliers de victimes ^{33 bis}.

— L'Union populaire nationale de M. Joseph Raseta ne joue qu'un rôle limité qui repose essentiellement sur la personnalité de son leader.

VII. — MAURITANIE

— Entente mauritanienne : premier parti du pays par ordre chronologique, puisque sa création remonte à 1946. Il eut pour chef M. Horma Ould Banana jusqu'à son exil, en 1956, au Caire, puis à Rabat d'où il soutenait les revendications de rattachement au royaume chérifien.

— Union progressiste mauritanienne (U.P.M.) de Sidi El-Mokhtar, fondée en 1947, avec l'aide de l'administration coloniale pour faire échec à l'Entente. En 1958, l'Union change de nom pour devenir Parti du regroupement mauritanien (P.R.M.) sous la direction de M. Mokhtar Ould Daddah.

— Parti de la renaissance de la nation mauritanienne ou Nahda ³⁴ créé en 1958 pour s'opposer au P.R.M. Son programme reprend le thème de l'union avec le Maroc.

— L'Union nationaliste mauritanienne n'apparaît qu'en 1959

32. Il sera interdit le 7 octobre 1959 et renaîtra sous le nom de Parti républicain de la liberté (P.R.L.) qui sera aussi interdit.

33. A.K.F.M. : sigle du nom du parti en malgache : Antonkon'ny Kongresy Hoan'ny, Fahaleovantenan'i Madagasikara.

33 bis. Cf. P. Stibbe, *Justice pour les Malgaches*, Paris, Seuil, 1954.

34. Nom abrégé de : Al Nahda Al Watania el Mauritania.

comme le parti des noirs du pays. Il faisait contrepoids au Parti de la renaissance en demandant des liens étroits avec le Sénégal.

VIII. — NIGER

— Le Parti progressiste nigérien (P.P.N.), fondé en 1946 et affilié au R.D.A. avec comme chefs MM. Boubou Hama, Hamani Diori et Djibo Bakary. Il se fractionne en 1950-51, au moment où le R.D.A. rompt ses liens avec le Parti communiste ; la fraction hostile à cette rupture forme un autre parti :

— l'Union démocratique nigérienne, dirigée par M. Djibo Bakary, ancien secrétaire général du P.P.N. En 1956-57, elle disparaît par fusion avec un autre parti ;

— le Mouvement socialiste africain (M.S.A.) est le résultat de la fusion de l'U.D.N. et du Bloc nigérien d'action³⁵ sous l'autorité de M. Djibo Bakary. Une année plus tard il se fractionne et donne naissance au parti :

— Sawaba qui est l'ancienne Union démocratique nigérienne.

IX. — SÉNÉGAL

— Le Parti sénégalais d'action socialiste apparaît en 1957, lorsque la S.F.I.O.-Fédération du Sénégal se dissout et que son chef, M. Lamine Gueye, crée un parti authentiquement sénégalais.

— Bloc démocratique sénégalais (B.D.S.) créé par M. Léopold Sédar Senghor qui se sépare de M. Lamine Gueye. En 1956, il prend le nom de Bloc populaire sénégalais (B.P.S) après avoir absorbé quelques petits partis³⁶. Enfin, en avril 1958, le B.P.S. lui-même fusionne avec d'autres partis pour devenir l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.) sous la direction de MM. Senghor, Lamine Gueye et Mamadou Dia³⁷.

— Parti du regroupement africain (P.R.A. Sénégal) résulte de l'éclatement de l'U.P.S. en septembre 1958 à la veille du référendum sur la Constitution. Il est créé par des intellectuels (MM. Abdoulaye Ly et Assane Seck) et des syndicalistes (M. Abdou-

35. Le Bloc nigérien d'action (B.N.A.) est un parti de chefs né en 1955. Après avoir fusionné dans le M.S.A., il se réforme pour s'allier au P.P.N. en 1958 dans l'Union pour la communauté franco-africaine et faire campagne en faveur de la Constitution et de la Communauté.

36. Il s'agit de l'Union démocratique sénégalaise (section du R.D.A. qui fusionne parce qu'elle a été exclue du R.D.A. en juillet 1955 ; une autre section R.D.A. est alors créée sous le nom de Mouvement populaire sénégalais. Cf. LAVROFF, *op. cit.*, p. 196), du Mouvement autonome de la Casamance (parti régionaliste) et des Socialistes unitaires (fraction S.F.I.O.).

37. Les partis qui fusionnent avec le B.P.S., sont le P.S.A.S. de M. Lamine Gueye et le Mouvement socialiste d'Union sénégalaise. En 1959 s'y ajoutera la section R.D.A. ou Mouvement populaire sénégalais.

laye Gueye) qui préconisent le « non » à la Constitution et à la Communauté.

— Parti africain de l'indépendance (P.A.I.) créé en septembre 1957, à partir d'une scission du B.P.S. sous l'égide de M. Mah-jemout Diop ; il constitue alors, avec l'Union des populations camerounaises, le seul parti authentiquement marxiste en Afrique noire d'expression française.

X. — TCHAD

— Parti progressiste tchadien (P.P.T.) fondé en 1956, comme section du R.D.A., par M. Gabriel Lisette. En 1959, la direction du parti passera à M. François Tombalbaye.

— Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (M.E.S.A.N.) qui est le prolongement au Tchad, du parti créé par Barthélémy Boganda en République centrafricaine. Il prendra par la suite le nom d'Union républicaine du Tchad.

— Mouvement socialiste africain (M.S.A.), section tchadienne du parti à prétention fédérale, sous l'égide de M. Koulamallah.

— On peut citer enfin un lot de petits partis qui joueront un certain rôle politique en formant au sein de l'Assemblée tchadienne un inter-groupe comprenant dix-sept députés. Ce sont l'Union démocratique du Tchad (U.D.I.T.), l'Action socialiste tchadienne (A.S.T.) et le Groupement des indépendants et ruraux du Tchad (G.I.R.T.).

XI. — TOGO

— Comité de l'Unité togolaise (C.U.T.) constitué en parti politique en avril 1946 par Sylvanus Olympio. Il a une audience importante dans tout le pays.

— Parti togolais du progrès (P.T.P.) date aussi d'avril 1946 ; son fondateur est M. Nicolas Grunitzky qui disputait la direction du pays à M. Olympio.

— Juvento ou mouvement de la jeunesse togolaise qui originellement est un mouvement de jeunes du C.U.T., mais, petit à petit, il s'en détache pour former un véritable parti en 1959.

— Union des chefs et des populations du nord (U.C.P.N.), parti régional, comme son nom l'indique, et dont la création date de juillet 1951. Il s'appuie essentiellement sur la chefferie.

Tel est, à peu près, le tableau général du multipartisme africain en 1958-1959, alors que les territoires viennent de changer de statut. En effet, ils deviennent des Etats membres de la Communauté, à l'exception de la Guinée qui a choisi l'indépendance en répondant « non » au référendum du 28 septembre 1958. Comment ce système fonctionne-t-il ? C'est la question qu'il convient d'envisager maintenant.

Section 3. — Le fonctionnement du multipartisme et ses dangers.

Dans la plupart de ces pays où existaient plusieurs partis, l'un d'entre eux était souvent dominant. En raison de ce fait, ce dernier pouvait constituer un gouvernement sans avoir besoin de l'appui d'autres partis. Lorsqu'il consentait une coalition, c'était seulement dans le but de limiter, le plus possible, l'opposition et les critiques contre sa gestion. Par ailleurs, des opérations de regroupement ont lieu qui visent à remédier au fractionnement des partis. Ainsi, les nouvelles Républiques africaines évitaient les dangers du multipartisme français que les leaders connaissaient fort bien pour l'avoir vécu.

Ces dangers sont connus : difficultés et fragilités des alliances, intrigues et manigances des partis, instabilité ministérielle et incapacité de faire face aux grands problèmes... Toutes ces faiblesses deviennent dramatiques en l'absence d'un parti majoritaire. Or, deux Etats, le Dahomey et le Tchad, en firent l'amère expérience.

§ 1. — L'expérience dahoméenne du multipartisme.

Au Dahomey, la vie politique est partagée entre trois partis d'importance sensiblement égale. Ce facteur sera l'élément dominant dans l'évolution du pays, même après l'instauration du parti unique³⁸.

Déjà lors des élections du 31 mars 1957 au Conseil territorial, trois tendances majeures se manifestaient : le Parti républicain dahoméen (P.R.D.) de M. Apithy, avec 45 % des voix et 35 sièges ; l'Union démocratique dahoméenne (U.D.D.) de M. Ahomadegbe, avec 27 % des voix et 7 sièges ; le Rassemblement démocratique dahoméen (R.D.D.) de M. Maga qui détient 6 sièges et l'appui de 12 indépendants. M. Apithy est logiquement vice-président du Conseil de gouvernement³⁹ où M. Maga entre comme ministre, apportant le soutien de son groupe.

Mais le P.R.D. de M. Apithy va connaître une grave crise interne, sous la conjonction d'actions diverses venant de l'Administration française, des chefferies, des autres partis. Le chef du gouvernement donne alors sa démission en février 1958. Il tente de s'entendre avec l'U.D.D. de M. Ahomadegbe, et, n'y parvenant

38. Cf. R. CORNEVIN, *Histoire du Dahomey* : Paris, Berger-Levrault ; 1962, p. 518 et suiv. Dans un autre ouvrage (*Le Dahomey*, Paris, P.U.F., 1965, p. 75), l'auteur explique l'existence de ce tripartisme par des raisons historiques ; c'est l'héritage des trois anciens royaumes qui composaient le Dahomey : les royaumes d'Abomey, de Porto-Novo et de Borgou qui sont respectivement les fiefs des partis de MM. Ahomadegbe, Apithy et Maga.

39. Le Conseil de gouvernement créé par la loi-cadre est présidé par le gouverneur, représentant le gouvernement français ; mais le chef réel était le vice-président, en tant que leader de la majorité à l'Assemblée territoriale.

pas, il constitue un gouvernement homogène monocolore. C'est alors que les deux autres partis constituent un Front d'action démocratique qui reçoit l'aide d'une fraction du parti gouvernemental qui est ainsi mis en difficulté.

De nouveau M. Apithy lance un appel en vue d'obtenir un ministère d'union et le regroupement des partis. L'appel semble entendu : un seul parti reste dans l'opposition, les autres (P.R.D., R.D.D. et les petits partis) fusionnent pour former en 1959, le Parti populaire dahoméen (P.P.D.) sous l'égide de M. Emile Derlin Zinsou. Cette nouvelle formule permet au Conseil de gouvernement de disposer de 53 sièges sur 60 à l'Assemblée et d'être, apparemment, bien renforcé.

Mais pendant ce temps, le pays entre dans « la période des mois troubles : novembre 1958 - mai 1959 ⁴⁰ ». En effet l'accès du Dahomey au statut d'Etat membre de la Communauté se déroule dans un climat agité. Le 4 décembre 1958, alors que la République est proclamée à Porto-Novo, la ville de Cotonou est paralysée par un ordre de grève générale de trois jours.

Durant de longues semaines, la situation resta trouble tandis que les partis discutaient de la date des élections. Finalement celles-ci étaient fixées pour les 2 et 23 avril 1959. Après diverses contestations, les résultats furent les suivants : 28 sièges au P.R.D. (M. Apithy), 22 sièges au R.D.D. (M. Maga), 20 sièges à l'U.D.D. (M. Ahomadegbe). Ainsi les élections, loin de mettre un terme aux dissensions partisans, consacraient trois partis d'égale importance, mais non moins également divisés. Comment gouverner ? La question est posée, en même temps que se trouve mis en cause le multipartisme dahoméen dont le fonctionnement défectueux avait commencé sous le régime de la loi-cadre. On retrouve les mêmes difficultés au Tchad.

§ 2. — L'expérience tchadienne du multipartisme.

Après l'adoption du statut d'Etat membre de la Communauté, la République du Tchad a devant elle un travail important d'organisation constitutionnelle et politique ⁴¹. Elle doit mettre en place les nouvelles institutions. Un gouvernement provisoire d'union est formé le 10 décembre 1958, après accord entre les différents partis, sous l'égide de M. Gabriel Lisette. Ces partis sont au nombre de six : Parti progressiste tchadien (P.P.T.), Groupement des indépendants et ruraux du Tchad (G.I.R.T.), Action socialiste tchadienne (A.S.T.), Union des indépendants du Tchad (U.D.I.T.), Mouvement socialiste africain (M.S.A.-Tchad), Union socialiste tchadienne (U.S.T.). Or, en l'espace de quatre mois, la République du

40. Cf. CORNEVIN, *Histoire du Dahomey*, op. cit., p. 519.

41. Cf. J. LE CORNEC, *Histoire politique du Tchad 1900 à 1962*, p. 235 et suiv. ; P. HUGOT, *Le Tchad*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1965, p. 89.

Tchad réalise la performance qui consiste à avoir quatre gouvernements provisoires, soit successivement ceux de MM. Lisette, Sahoulba, Koulamallah et Tombalbaye, sans qu'une justification sérieuse puisse être avancée.

En effet, des défections et des alliances successives et intempestives, accompagnées d'intrigues diverses menées aussi bien à Paris que dans les couloirs de l'Assemblée du Tchad et dans certaines régions du pays, faisaient balloter la majorité au gré des événements et des humeurs⁴². Ainsi, par exemple, profitant de l'absence du chef du gouvernement et d'un certain nombre de députés de son parti (P.P.T.), l'Assemblée législative constituante vota un « Acte constitutionnel » mettant fin au premier gouvernement provisoire de M. Lisette, le 11 janvier 1959.

Le président de l'Assemblée, M. Sahoulba, leader du groupe responsable de la crise, forme le nouveau gouvernement. Les députés du P.P.T. rédigèrent alors une motion autonomiste affirmant qu'ils se désolidarisaient de la République du Tchad (!). A ce moment, M. Koulamallah (leader du M.S.A.) et M. Lisette (leader du P.P.T.) se rapprochent et conviennent de renverser M. Sahoulba.

M. Koulamallah, conformément au jeu parlementaire, est chargé de former le troisième gouvernement le 12 mars 1959. Mais de nouvelles intrigues ne se font pas attendre qui aboutissent à sa chute. Il n'aura duré que douze jours... c'est M. Tombalbaye qui est chargé de former le quatrième gouvernement. Décidément les leçons de la IV^e République ont trouvé des élèves réceptifs, qui font même mieux⁴³.

§ 3. — Le procès du multipartisme.

Des Etats comme le Dahomey et le Tchad connaissent donc les difficultés de l'instabilité gouvernementale et condamnent, au nom de la stabilité et de l'efficacité du pouvoir, le système multipartisan. Mais, en vérité, le système est en procès même dans les Etats ayant des partis largement majoritaires ou dominants. Les reproches qui lui sont faits se regroupent autour de trois idées principales : c'est un héritage artificiel et regrettable de la métropole ; c'est un ferment de particularisme ; c'est un luxe de pays développé.

1. Tout d'abord, disent les responsables politiques africains,

42. Sur cette tendance aux alliances et ruptures les plus extravagantes, voir A. GANDOLFI, « Essai sur le système gouvernemental des nouveaux Etats africains d'expression française », *R.J.P.O.M.*, 1961, p. 372. Dans le cadre du Tchad, l'ouvrage précité de LE CORNEC expose de façon détaillée les crises ministérielles successives, voir p. 233 et suiv.

43. Comme le remarque J.-L. Seurin (rapport précité à l'Association française de Science politique) les métropolitains ne manquèrent pas d'ironiser sur ces travers, en y voyant une sorte de preuve par l'absurde du succès de l'assimilation...

c'est un héritage artificiel et regrettable. Ce reproche est lié à l'origine et aux traditions pourtant récentes des partis africains. En effet, nous avons vu précédemment que leur naissance et leurs premières activités s'inscrivaient directement dans le contexte politique de la France. Les partis africains, en s'affiliant aux différentes familles spirituelles métropolitaines et en se faisant représenter dans les assemblées, découvrirent et jouèrent totalement le jeu du parlementarisme et du multipartisme dont ils assimilaient parfaitement le mécanisme. Il y a lieu de noter que les élus africains, après la rupture du R.D.A. avec le Parti communiste, se retrouvèrent dans les partis du centre, c'est-à-dire les fameux « partis-charnières » dont M. Duverger a analysé le rôle au sein du parlement⁴⁴. Par conséquent ils ont été initiés à ce savant jeu d'équilibre de combinaisons majoritaires, de ruptures de participation, d'opposition, de participation-opposition, etc. qui a ses vertus et ses défauts. Les responsables africains, une fois parvenus au pouvoir, n'en retiendront que les défauts et invoqueront souvent les leçons de leur expérience pour s'opposer au multipartisme et au parlementarisme.

Au cours des débats de l'Assemblée nationale ivoirienne sur la constitution, M. Denise, alors premier ministre, déclarait : « Donc, si un pays comme la France, avec une Administration solide dirigée avec une adresse remarquable, a failli sombrer à cause de la déficience du régime parlementaire, je crois que le danger est encore plus grand pour un jeune pays comme le nôtre, car nous avons beaucoup de choses à créer⁴⁵. » Le multipartisme apparaissait d'autant plus condamnable qu'au moment de l'indépendance une prolifération excessive de partis dont l'audience se limitait souvent à de petites circonscriptions se produisit. Le chef de l'Etat malgache — qui pourtant tolère le pluralisme — dénonça cette situation, avec son franc-parler habituel, en septembre 1960 : « si nous avons actuellement 35 partis à Madagascar, c'est parce que chaque ambitieux crée un parti et souvent il n'y a que quelques adhérents... 35 partis dans un pays comme le nôtre, c'est honteux. Certains n'atteignent même pas trente personnes...⁴⁶ »

2. Lorsque les partis ne sont pas des créations artificielles, un reproche inverse leur est souvent adressé : ils constituent des ferments de particularismes et cristallisent des oppositions d'ordre ethnique, religieux ou culturel. Reconnaître le multipartisme, c'est alors institutionnaliser de telles oppositions avec les discordes et les dialogues qui en découlent. Or, estime M. Houphouët-Boigny,

44. Cf. M. DUVERGER, *Les partis politiques*, 1954, 2^e éd., p. 322 et suiv.

45. Côte d'Ivoire, Débats de l'Assemblée nationale, 1960, n° 13, p. 138 (cité aussi par A. ZOLBERG, *One-party government in the Ivory Coast*, Princeton, 1964, p. 255).

46. Déclaration de M. Siranana, citée par R. PASCAL, *La République malgache*, Paris, Berger-Levrault, 1965, p. 76, n. 25.

« nous ne voulons pas que la démocratie soit une source de cliques, de luttes puériles au cours desquelles la meilleure part de nos énergies serait gaspillée. Nous voulons poursuivre en paix et dans l'union le travail de construction nationale⁴⁷ ».

D'ailleurs, il n'est pas sûr qu'il soit le garant d'un régime démocratique, car selon la conclusion de M. Duverger, « le pluralisme des partis, appliqué à des pays à structure sociale archaïque et à masses populaires incultes, maintient et consolide le pouvoir des aristocraties traditionnelles, c'est-à-dire empêche l'établissement d'une véritable démocratie⁴⁸ ».

Cette crainte est exprimée encore plus nettement par certains africains qui estiment que le pluralisme peut à la fois servir de camouflage à des interventions extérieures et au maintien de certains privilèges. Dans une communication au Congrès d'Ibadan, en mars 1959, M. Alexandre Adandé soutenait que « le pluralisme partisan sous domination impérialiste est synonyme de divisions stériles qui profitent seulement à ceux qui veulent voir leurs privilèges continuer avec lui⁴⁹ ».

3. Finalement le multipartisme, lié étroitement au parlementarisme, est un luxe que l'Afrique ne peut s'offrir, du moins pour l'instant. Peut-être à long terme, après avoir résolu les problèmes cruciaux actuels, le pluralisme viendra de surcroît ou sera introduit par les Africains eux-mêmes ; telle est la conclusion que l'on peut retirer des écrits et déclarations des responsables politiques et des observateurs⁵⁰. A la rigueur le bipartisme est accepté. Il est même considéré, pendant quelques temps, comme la solution à la contradiction autorité-liberté.

47. Cf. journal *Fraternité*, 12 février 1960.

En Afrique noire anglophone, M. Julius NYERERE juge aussi que le multipartisme est « un passe-temps trop luxueux que nous, en Afrique, ne pouvons nous permettre ; nous sommes pressés par le temps et nous avons du travail plus sérieux à faire » (cité par A. MEISTER, *L'Afrique peut-elle partir ?* Paris, Seuil, 1966).

48. Cf. DUVERGER, *Les partis politiques*, p. 312.

49. Cité par SCHACHTER-MORGENTHAU, *Political parties...*, op. précit., p. 354.

50. C'est ce qui ressort notamment des déclarations au Colloque de Dakar, en décembre 1962, sur les voies africaines du socialisme, publiées sous forme d'ouvrage : *Développement et socialisme*, Cahiers Présence Africaine, 1963, 436 pages. Sur une dizaine d'orateurs qui ont traité du parti unique et du multipartisme, les opinions se répartissent ainsi :

— quatre défendent nettement le parti unique (Chabi Mama, p. 40 ; Seydou Kouyate, p. 179-180 ; N. Diakite et M. Sow, p. 260 ; Lélío Basso, p. 316 ;

— trois défendent une conception particulière : le parti unique qui laisse l'opposition s'exprimer en son sein et prépare la voie au pluralisme (Léo Hamon, p. 152 ; Carlo Schmidt, p. 329 ; Gabriel d'Arboussier, p. 376) ;

— un condamne le parti unique parce qu'il restreint les libertés publiques (Coulibaly Bakary, p. 362) et un autre parce que son pays a choisi le multipartisme (Jacques Rabemananjara, p. 273).

En effet, le multipartisme ne peut être écarté brutalement, et ceci pour plusieurs raisons. Une raison d'ordre international tout d'abord : les Etats doivent présenter certaines garanties quant au caractère démocratique de leur régime ; or l'idée prévaut que seule l'existence d'une opposition permet de remplir cette condition. Cette première raison ne doit pas être négligée lorsque l'on sait que c'est l'époque où les Etats demandent et obtiennent leur admission à l'O.N.U. (en 1960). La seconde raison réside dans le souvenir de la Communauté qui exigeait aussi le maintien des libertés publiques fondamentales dont celles de la création de partis politiques. Enfin, la troisième raison est d'ordre humain : les leaders africains ont quelques scrupules à supprimer toute forme de pluralisme alors qu'ils l'ont vécu depuis qu'ils s'adonnent, pour la plupart, à la vie politique, surtout que l'influence d'amis politiques français, attachés aux formes démocratiques, continue de jouer.

Le bipartisme apparaît alors comme la voie moyenne qui assure d'une part une certaine stabilité et efficacité du pouvoir, d'autre part, le respect des principes démocratiques en tolérant une opposition. Un mouvement se dessine en effet, qui s'efforce de réduire le nombre des partis et de les regrouper en deux grandes tendances. Ce sont les essais de bipartisme.

CHAPITRE II

LES ESSAIS DE BIPARTISME

L'inventaire des régimes multipartisans n'englobe pas tous les pays qui font l'objet de notre étude, puisque quatre pays n'y figurent pas. Parmi ces quatre pays, la Côte d'Ivoire et la République Centrafricaine (ex-Oubangui-Chari) ne possèdent qu'un seul parti, respectivement le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (P.D.C.I.) et le Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (M.E.S.A.N.). Les deux autres, le Gabon et le Soudan (Mali) vivent sous l'empire d'un régime bipartisan.

En effet, au Gabon, le Bloc démocratique gabonais (B.D.G.) de M. Léon M'Ba et l'Union démocratique et sociale (U.D.S.G.) de M. Jean-Hilaire Aubame en sont les protagonistes depuis 1957. Jusqu'à cette date, il y avait dans le territoire, en plus des deux partis précédents, deux autres : l'Entente pour la défense des intérêts gabonais (E.D.I.G.) et la Défense des intérêts gabonais (D.I.G.). Le résultat des élections territoriales du 31 mars 1957 sont les suivants : U.D.S.G. dix-huit élus ; B.D.G. huit ; E.D.I.G. huit ; D.I.G. trois et divers trois. Normalement c'est le leader du premier parti, M. Aubame qui doit être vice-président du Conseil du gouvernement gabonais ; or, à la suite du ralliement des autres partis et élus au B.D.G.¹, c'est M. M'Ba qui est désigné. A partir de ce moment, le B.D.G. constitue le parti gouvernemental tandis que l'U.D.S.G. passe à l'opposition. C'est ainsi que le bipartisme gabonais s'est instauré.

Au Mali, à côté d'une poussière de petits partis² dont l'influence

1. Ces ralliements semblent s'être effectués à la suite des manœuvres auxquelles le milieu financier, particulièrement influent au Gabon, ne fut pas étranger, selon les observateurs.

2. On hésite à leur donner l'appellation « parti » car il s'agit plutôt de groupes de pression dont le but est de défendre des intérêts bien déterminés et non de concourir pour la participation au pouvoir ou à son exercice. Ces groupes régionaux ou tribaux seront soit absorbés par l'Union soudanaise, soit dissous entre 1958 et 1959 :

— Mouvement socialiste de défense des intérêts du Soudan qui rejoint l'Union soudanaise en 1958 ;

— Union Dogon, parti régionaliste dissous le 15 mai 1959 ;

à l'échelle nationale peut être tenue pour nulle et qui disparaîtront d'ailleurs au cours de l'année 1959, deux organisations seulement constituent de véritables partis politiques, ayant une audience effective et visant à conquérir et à exercer le pouvoir. Il s'agit de l'Union soudanaise-R.D.A. fondée en 1946 par Mamadou Konaté et dirigée, depuis la mort de ce dernier en 1956, par M. Modibo Keita ; du Parti progressiste soudanais (P.P.S.) de M. Fily Dabo Sissoko, fondé aussi en 1946 et devenu section du Mouvement socialiste africain (M.S.A.) en 1957. Il faut noter que le bipartisme malien est très inégalitaire, car l'Union soudanaise détient 57 sièges sur les 70 de l'Assemblée territoriale.

L'attrait du bipartisme va s'exercer dans les autres Etats, surtout après le referendum de 1958, lorsque la naissance des républiques africaines entraîne d'importants changements dans les structures politiques et institutionnelles. Désormais les partis politiques doivent subir un réaménagement pour répondre à cet objectif direct de leur activité que constitue la conquête du pouvoir ; conquête qui consiste selon M. Duverger, « à obtenir des sièges aux élections, à avoir des députés et des ministres, à prendre le gouvernement³ ».

Dans cette lutte, les différents partis vont recourir aux alliances, aux fusions, aux regroupements. A priori et dans l'instinct, tous ces mouvements paraissent désordonnés, artificiels, voire irrationnels (cas du Togo où l'on voit l'opposition de droite et l'opposition de gauche s'unir au sein d'un seul parti contre celui qui est au pouvoir). Mais avec le recul, un certain ordre apparaît : il y a réduction du nombre des partis et tendance au bipartisme (section 1) à tel point que bien des observateurs crurent à son instauration définitive et dégagèrent une théorie du bipartisme africain (section 2). En fait une appréciation plus rigoureuse des événements montre que ce bipartisme n'est qu'une étape d'une évolution inachevée (section 3).

Section 1 : Le mécanisme d'instauration du bipartisme.

Section 2 : La théorie du bipartisme africain.

Section 3 : L'appréciation de l'évolution vers le bipartisme.

Section 1. — Mécanisme d'instauration du bipartisme.

Ce mécanisme, comme tout phénomène d'ordre politique ou social, n'est pas simple. Des péripéties diverses surviennent qui l'accélèrent ou le contrarient ; leur diversité n'a d'égale que leur constance. Souvent la motivation et la signification du comporte-

— Union populaire de Bandiagara, parti régionaliste qui rejoint l'Union soudanaise ;

— Action Dogon-Peuhi, mouvement tribal qui est dissous ;

— Action progressiste indépendante de défense des intérêts économiques du Soudan qui avait fusionné déjà en 1956 avec l'U.S.-R.D.A.

3. Cf. DUVERGER, *Introduction à la politique*, p. 183.

ment des partis et de leurs leaders sont difficiles à connaître par manque d'information, ou insaisissables par manque d'explication de leur part.

Quoi qu'il en soit, la contraction du multipartisme s'opère selon deux lignes générales qui en forment les éléments de base : on assiste, d'une part, au renforcement du parti gouvernemental, d'autre part, à un regroupement de l'opposition. Ces deux phénomènes interviennent parfois concurremment en ce sens que le renforcement de l'un entraîne comme riposte un regroupement des opposants ; dans d'autres cas l'un des camps antagonistes s'estime assez fort pour laisser l'initiative à l'autre, alors un seul mouvement se produit soit pour renforcer le parti gouvernemental, soit pour renforcer l'opposition. Ces mouvements doubles ou simples semblent caractériser la période allant de la Communauté « première manière ou institutionnelle » (1958) à la Communauté « rénovée ou conventionnelle » (1960⁴).

§ 1. — Le renforcement du parti gouvernemental.

1. L'influence de la « Communauté ».

Le renforcement du parti gouvernemental trouve son origine dans deux données : l'une d'origine externe, la politique institutionnelle de la Métropole, l'autre d'origine interne, l'équilibre des forces dans chaque territoire. A certains égards la dissociation entre ces deux données est plus rationnelle que réelle, car une corrélation s'établit entre elles ; tantôt l'institution de la Communauté retentit sur les rapports entre les partis (donc sur l'évolution vers le bipartisme) et tantôt c'est l'inverse. Toutefois, corrélation n'est pas coïncidence et souvent les influences jouent indépendamment l'une de l'autre. Par ailleurs, un souci de clarté dans l'analyse justifie de distinguer les influences externes et internes.

L'avènement de la Communauté entraîne donc une première simplification de l'échiquier politique africain, en obligeant les partis à choisir entre deux camps : pour ou contre. Le clivage créé va profiter essentiellement aux partis gouvernementaux qui ont opté pour la Communauté. La comparaison des résultats électoraux montre que les partis qui ont défendu le « oui » au référendum sont tous sortis vainqueurs des élections législatives, exception faite pour le Parti démocratique de Guinée. Dans certains pays (Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sénégal, Soudan) la victoire est telle que le parti remporte tous les sièges, éliminant ainsi les opposants éventuels qui ont fait campagne pour le « non ».

Deux exceptions seulement sont à signaler en Guinée et au

4. Sur cette évolution voir F. BORELLA, « L'évolution de la Communauté en 1960 : de la Communauté institutionnelle à la Communauté conventionnelle », *Annuaire français de droit international*, 1960, p. 925-952 ; F. LUCHAIRE, *Droit d'Outre-Mer et de la Coopération*, Paris, P.U.F., 1965, p. 134-150 ; P.F. GONIDEC, « La Communauté et les voies de l'indépendance », *Penant*, 1960, p. 1-14.

Niger ; elles entraînent des conséquences opposées pour chacun des partis : puisque l'un sera renforcé dans son action et l'autre affaibli et pratiquement éliminé. En effet en Guinée, le refus de la Communauté a cristallisé le nationalisme derrière M. Sékou Touré, chef du gouvernement et son parti le P.D.G. ; l'un et l'autre ont alors trouvé un renfort quasi-unanime auprès de l'opinion et du peuple. On peut se demander si le P.D.G. aurait étendu son audience aussi profondément dans le pays si le général De Gaulle avait adopté une autre attitude politique⁵. En tout cas en croyant effrayer M. Sékou Touré et affaiblir son parti en vue du référendum, cette politique a abouti à un résultat inverse ; après le référendum, le P.D.G. est le maître incontesté de la Guinée⁶.

Il en fut tout autrement au Niger. Dans ce territoire le parti gouvernemental, le Mouvement socialiste africain de M. Djibo Bakary, se dressa aussi contre la Communauté. Mais tous les autres partis se coalisèrent, sous le nom d'Union pour la Communauté franco-africaine, pour faire campagne en faveur de la Constitution de 1958. Le M.S.A. fut largement battu au référendum ; cette défaite fut consommée aux élections législatives de 1959 qui consacraient pratiquement son élimination sur le plan parlementaire⁷. Au contraire, le parti qui a mené la coalition parvient au pouvoir avec une large majorité.

5. Cf. J. LACOUTURE, *Cinq hommes et la France*, Paris, Ed. Seuil, 1961 ; B. AMEILLON, *La Guinée, bilan d'une indépendance*, op. cit., p. 61 et suiv. ; G. CHAFFARD, *Carnets secrets de la décolonisation*, Paris, Calman-Lévy, 1967, t. II.

6. Les résultats du référendum sur la Communauté en Guinée furent les suivants (source *Outre-Mer* 1958, Imprimerie Paul Dupont, Paris, 1959, p. 45) :

Inscrits	Exprimés	Oui	Non
1 408 500	1 203 875	56 981	1 136 324

7. Résultats du référendum au Niger (source *Outre-Mer* 1958, p. 45) :

Inscrits	Exprimés	Oui	Non
1 320 174	493 953	372 383	102 395

Résultats des élections législatives de 1957 et 1959 :

	1957	1959
M. S. A.	41 sièges	5 sièges
P. P. N.	19 sièges	49 sièges
Divers	0 siège	6 sièges

M. Djibo Bakary chef du gouvernement nigérien et leader de la Sawaba, section territoriale du P.R.A., invita le 15 septembre les électeurs à voter « non » au référendum. Son échec amena le Parti progressiste nigérien (section du R.D.A.) à exiger sa démission. Cédant à cette pression M. Bakary remit la démission du gouvernement au chef du territoire le 19 octobre. Le 14 novembre, l'Assemblée territoriale fut dissoute. Les nouvelles élections eurent lieu le 14 décembre 1959 et aboutirent aux résultats ci-dessus mentionnés.

Dans le cas du Togo, territoire sous tutelle, ce n'est pas la Communauté — qui n'existe pas encore et qui ne le concernera pas —, qui fait peser son influence, mais le statut préparé par la France sous le contrôle de l'O.N.U. Ce statut du 22 février 1958, en modifiant le statut antérieur, proposait une autonomie limitée dans le cadre de l'Union française avec la levée de tutelle. Deux partis à base régionaliste et favorables au même programme, le Parti togolais du progrès (P.T.P.) et l'Union des chefs et des populations du Nord (U.C.P.N.), soutenaient ce statut ; le Comité de l'unité togolaise (C.U.T.) s'y opposait et rencontrait l'appui de l'O.N.U. qui persistait dans son refus de lever la tutelle et insistait sur la nécessité de procéder à des élections libres sous le contrôle de ses représentants⁸. Lorsque ces élections eurent lieu le 25 avril 1958, le C.U.T. triompha largement en remportant 29 sièges sur 46.

La conséquence de ces élections, selon M. Gonidec, « est que désormais la France n'a plus en face d'elle un seul interlocuteur sous la forme de deux partis à base géographique soutenant le même programme, mais deux blocs dont l'un est majoritaire et dont les programmes sont différents... la vie politique togolaise change ainsi de caractère en ce sens qu'on aboutit en somme à un système de deux partis réels...⁹ » En effet, c'est l'annonce du bipartisme par le regroupement de l'opposition d'une part, ainsi que nous le verrons plus loin, par le renforcement du parti gouvernemental d'autre part.

2. L'évolution des rapports de force au bénéfice du parti gouvernemental.

Ce renforcement peut être noté au niveau parlementaire lorsque le parti augmente le nombre des sièges détenus¹⁰ ; au niveau populaire lorsqu'il augmente le nombre de voix obtenues ; au niveau des relations avec les autres forces politiques lorsqu'il obtient soit leur absorption, soit leur ralliement. Quelques exemples permettent d'en administrer la preuve.

A. — Exemple mauritanien.

En 1957, l'U.P.M. de M. Mokhtar Ould Daddah avait remporté la totalité des sièges de l'Assemblée territoriale avec 95 % des voix. Cependant ces résultats ne doivent pas faire illusion, car le parti au pouvoir sait que le pays est profondément divisé. Son succès s'explique par deux facteurs : le soutien total de l'Administration

8. Cf. P.F. GONIDEC, « L'évolution de la République autonome du Togo », *Annuaire français de droit international*, 1957, p. 627 et suiv.

9. Cf. P.F. GONIDEC, « La République du Togo », *Penant*, 1958, p. 70.

10. C'est l'instrument classique de mesure dont la valeur est cependant relative, car la technique électorale connaît mille et une façons de réaliser des gains parlementaires sans améliorer le nombre des voix.

et des chefs traditionnels, l'abstention importante des populations noires (55 % ¹¹).

M. Mokhtar Ould Daddah estime alors qu'il faut rassembler tous les Mauritaniens en plaçant cette politique de l'unité sur deux plans : indépendance à l'égard du Maroc et du Sénégal qui sont les deux pôles d'attraction de l'opinion des populations, union de tous au sein du pays. Aussi au Congrès de mai 1958, l'appel lancé aux autres partis pour venir rejoindre le parti gouvernemental atteint partiellement son but ¹². Le Bloc démocratique et des éléments de l'Entente mauritanienne répondent à l'appel. Ces trois partis décident d'en former un nouveau : le Parti du regroupement mauritanien.

Cette création symbolise l'élimination de l'influence sénégalaise, l'équilibre entre maures et noirs, la réconciliation des noirs avec M. Ould Daddah. Elle consacre surtout la prééminence de M. Ould Daddah et l'établissement d'un bipartisme très inégalitaire dont le P.R.M. (parti gouvernemental dominant) et la Nahda (faible opposition) sont les composants.

B. — *Exemple du Congo-Brazzaville.*

A l'époque du multipartisme et pendant une brève période, les forces politiques congolaises se répartissaient entre trois partis équivalents ; c'était un tripartisme égalitaire. En effet, lors des élections de 1956, les trois partis ont eu les résultats suivants :

- U.D.D.I.A. (M. Youlou) = 27,6 % des voix ;
- M.S.A. (M. Opangault) = 29,1 % des voix ;
- P.P.C. (M. Tchicaya) = 31 % des voix.

Mais petit à petit la réduction à deux partis va s'opérer. Elle s'amorce déjà lors des élections municipales qui se déroulent la même année à Brazzaville. Paradoxalement c'est le parti le plus important, le P.P.C. de M. Tchicaya qui est atteint et décline gravement. Il n'obtient que 6 % des voix et 3 sièges, contre 23 % des voix et 11 sièges au M.S.A., 57 % des voix et 23 sièges à l'U.D.D.I.A. Ce dernier parti est le grand bénéficiaire de l'affaiblissement du premier. Pour résister à la montée de l'abbé Youlou, le P.P.C. et le

11. Cf. P. VIGNER, « L'évolution politique de la Mauritanie », *Rapport à la Table ronde de l'Association française de Science politique*, Paris, mars 1959, multig.

12. Cet appel a été lancé par le bureau de l'U.P.M. le 11 décembre 1957 pour faire échec aux prétentions marocaines d'une part et réduire l'influence sénégalaise d'autre part. Il a revêtu la forme d'un message ainsi libellé : « Considérant la position que la Mauritanie se doit d'adopter de façon pratique au regard des événements qui se déroulent autour d'elle, le Comité directeur de l'U.P.M.... considère comme un devoir impérieux de lancer solennellement un appel à tous les partis, mouvements ou associations du territoire en vue de la fusion de toutes les forces vives du pays, et de leur mobilisation pour une action commune dans tous les domaines. »

M.S.A. s'allient lors des élections territoriales de 1957. La coalition obtient 23 sièges contre 22 à l'abbé Youlou, dont l'ascension semble freinée¹³. Mais un événement extérieur vient relancer le mouvement ; M. Houphouët-Boigny accorde l'investiture prestigieuse du R.D.A. à l'abbé et invite, le 21 mai 1957, les militants de l'ancienne section (P.P.C. de M. Tchicaya) à collaborer avec lui¹⁴. La collaboration de l'U.D.D.I.A. et du P.P.C. s'engage, en même temps que la marche vers le bipartisme. En fait, il se produit une absorption du second par le premier lequel, ainsi renforcé, part à la conquête du Gouvernement détenu par le M.S.A. de M. Opangault. La Communauté vient d'être instituée et approuvée au Moyen-Congo lors du référendum d'octobre 1958.

Après le référendum sur la Communauté, la transformation du territoire du Moyen-Congo en République Congolaise et l'adoption des lois constitutionnelles, le parti gouvernemental décide de recourir aux élections générales pour vider son conflit avec l'opposition¹⁵. Le 14 juin 1959, le peuple congolais se rend aux urnes d'où il sort deux partis :

— L'U.D.D.I.A. avec 58 % des voix et 41 sièges,

— Le M.S.A. avec 42 % des voix et 10 sièges.

Le décalage entre les voix et les sièges s'explique par les techniques électorales ; le parti battu est toujours sous-représenté comme il sera montré dans le titre second consacré aux procédés d'instauration du parti unique.

L'évolution vers le bipartisme au Congo est assez remarquable en elle-même, car au point de départ, il y avait trois forces équivalentes. L'une d'entre elles disparaît au profit d'un parti dynamique qui s'empare du Gouvernement et continue de se consolider face à un seul parti d'opposition dont la résistance est de plus en plus battue en brèche.

C. — *Exemple togolais.*

La vie politique togolaise fut toujours intense, agitée, parfois véhémement et violente en raison de l'interférence entre la situation de tutelle et les pouvoirs de la France comme puissance adminis-

13. Cf. J.M. WAGRET, « L'ascension politique de l'U.D.D.I.A. (Congo) et sa prise du pouvoir », *Revue juridique et politique Outre-Mer*, 1963, p. 334 et suiv.

14. Un communiqué en date du 21 mai 1957 déclare : « Le Comité de coordination du R.D.A., averti de ce que représente l'abbé Youlou, le désigne désormais comme chef politique du R.D.A. au Moyen-Congo, en remplacement de Félix Tchicaya ; invite les militants du P.P.C. à collaborer avec l'abbé Youlou. »

15. Ce conflit a trouvé un premier aboutissement tragique dans les émeutes déclenchées à Brazzaville du 16 au 20 février 1959, au cours desquelles les ethnies Balali et M'Bochis se sont opposées avec une rare violence ; le bilan fut de 100 morts et 170 blessés sans compter un grand nombre de cases détruites.

trante. Elle est animée par trois partis qui se manifestent sur le devant de la scène depuis longtemps : le C.U.T. et son mouvement de jeunesse (Juvento), le P.T.P. et l'U.C.P.N.

Les relations entre le C.U.T. et la Juvento sont intéressantes à analyser. En 1958, le parti et son mouvement de jeunesse sortis vainqueurs des élections du mois d'avril, collaborent au Gouvernement. Mais cette collaboration n'est pas sereine, et le C.U.T. va se trouver en face de certaines difficultés créées par son allié. En effet, la Juvento, après avoir aidé à remporter la victoire électorale, refuse de former un seul groupe politique. Tout en maintenant l'alliance elle forme un groupe autonome qui pose beaucoup de conditions et a ses propres exigences¹⁶.

Le C.U.T. de M. Olympio envisage de montrer sa force. Il interdit d'abord la double appartenance et recommande de ne pas assister aux réunions de la Juvento ; c'est donc la rupture des liens qui existaient depuis le temps où la Juvento était un mouvement de jeunesse du C.U.T. Les deux partis portent ensuite le différend devant l'opinion dont chacun sollicite l'appui. Au mois de juillet 1958, la Juvento ne réussit à réunir que quelques cinq cents personnes dans la capitale, au lieu des quatre à cinq mille habituels. Quelques jours plus tard, le C.U.T. réplique en organisant une grande réunion ; près de quinze mille personnes y prennent part. Ayant ainsi prouvé sa force, le parti gouvernemental n'hésite pas à lacher la Juvento qui passe à l'opposition.

Il essaie ensuite de conquérir les positions des autres partis. L'action de ces derniers commence à s'effacer progressivement ; faible au parlement, au dehors elle se limite à des réunions. Pendant longtemps, les députés du nord (élus de l'U.C.P.N.) n'ont pas osé remonter dans leur circonscription où le C.U.T. s'installe. Des ralliements spectaculaires se produisent : le président du P.T.P. adhère au parti gouvernemental, certains chefs du nord se rallient au régime. L'opposition semble donc en pleine crise alors que le parti gouvernemental est tout puissant. Pour lui résister, les trois partis opposants devront se regrouper et réaliser une unité plus efficace.

§ 2. — Le regroupement de l'opposition.

Pendant quelques temps, face au parti au pouvoir, il y a de nombreux partis qui oscillent entre l'opposition systématique, le soutien, la participation ou des situations plus ambiguës telles que la participation et l'opposition en même temps (cas du Togo). Puis un mouvement d'unification s'esquisse et parfois se réalise. Les partis prennent conscience de la menace que fait peser sur eux la division. Les petits partis, notamment, connaissent la limite de

16. Cf. D. PEPEY, « La République du Togo », *Rapport à la Table ronde de l'Association française de Science politique*, Paris, mars 1959, multigraphié.

leurs moyens. Sur le plan de la propagande électorale, sur le plan financier comme sur le plan des troupes, ils ne peuvent rivaliser avec les grands. Par ailleurs le nouveau système électoral, le scrutin de liste à l'échelle nationale, oblige les partis à prendre une nouvelle dimension. L'influence du système électoral sur le nombre des partis opère ici à la manière d'une véritable loi : le scrutin de liste nationale réduit automatiquement les partis au dualisme.

Comment s'est réalisé, dans les faits, le regroupement de l'opposition ? C'est le point qu'il convient d'éclairer à partir de quelques cas : les exemples togolais et tchadien pour établir un parallèle avec le renforcement du parti gouvernemental déjà étudié, l'exemple centrafricain pour montrer la naissance assez curieuse d'une opposition dans un régime de parti unique jusque là.

A. — *Exemple togolais.*

Alors que le parti gouvernemental, le C.U.T., se renforce donc en 1958, les opposants, c'est-à-dire le P.T.P. et l'U.C.P.N. connaissent une grave crise. Sentant la nécessité de réagir, dans un réflexe de défense, ils vont s'allier en 1959 pour fonder un nouveau parti : l'Union démocratique des populations togolaises (U.D.P.T.) dont M. Grunitzki prend la direction.

Par ailleurs, le parti gouvernemental s'est séparé de son mouvement de jeunesse, la Juvento, qui devient ainsi le second parti d'opposition. Plutôt que d'agir séparément, les deux oppositions esquissent un rapprochement ; ce rapprochement devient alliance en vue des élections proches, au cours desquelles elles espèrent mettre l'adversaire en difficulté. Le 9 avril 1961, deux listes seulement sont en concurrence : celle du C.U.T. et celle de l'U.D.P.T. que la Juvento est venue rejoindre. Du système pluraliste comportant quatre partis en 1958, on passe à un système bipartisan. Il faut noter toutefois que l'opposition est davantage un cartel électoral qu'un parti ayant une organisation et un programme communs.

B. — *Exemple mauritanien.*

Dès le mois de mai 1958, l'U.P.M. a manifesté, lors de son congrès, l'intention de regrouper les autres partis dans le pays et orientait son action vers la création du Parti du regroupement mauritanien. La réplique ne tarda pas à venir de la part d'un des partis menacés, la Nahda. Celui-ci définit, lors de la campagne pour le référendum de 1958, un programme susceptible de rallier toute l'opposition¹⁷. De fait, la Nahda sembla grouper divers éléments de la population mauritanienne. C'est d'abord l'association de la jeunesse qui soutient son action. Ensuite ce sont d'anciens partisans de M. Ould Babana réfugié au Maroc qui s'y rallient. Enfin les

17. Cf. Rapport précité de P. Vigner.

membres de l'Entente mauritanienne qui n'ont pas rejoint le parti gouvernemental apportent leur appui.

Ainsi lorsque la Mauritanie devient membre de la Communauté, deux partis représentent l'opinion populaire. Aux élections législatives de 1959, auxquelles l'opposition ne participe pas en recommandant l'abstention, le P.R.M. s'empare de tous les sièges, s'assurant ainsi un monopole parlementaire qui ne sera plus remis en cause.

C. — *Exemple centrafricain.*

L'exemple de ce pays montre que le bipartisme connaît une certaine vogue dans les Républiques d'expression française. En effet, l'Oubangui-Chari n'a pratiquement connu qu'un seul parti politique véritable, le Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (M.E.S.A.N.). Ce parti a été fondé en 1946 par l'Abbé Barthélémy Goganda qui en fut le chef jusqu'en 1959. A cette dernière date, le chef décède et des conflits surgissent à l'occasion de la succession. Deux hommes prétendent à la succession, MM. David Dacko et Adabel Goumba, et n'arrivent point à s'entendre ; finalement une scission intervient, entraînant la naissance d'un second parti. L'évolution observée chez les voisins a certainement joué un rôle important à cette occasion ; le mouvement général vers le bipartisme n'incline pas à la conciliation dans le jeune Etat.

Désormais deux partis s'opposent : le M.E.S.A.N. contrôlé par M. Dacko et le M.E.D.A.C. (Mouvement pour l'évolution démocratique de l'Afrique centrale) fondé par M. Goumba. Aux élections de septembre 1960, ils obtiennent respectivement 39 et 11 sièges, alors qu'auparavant un seul parti détenait tous les sièges.

Avec le regroupement de l'opposition, le mécanisme aboutissant au bipartisme est apparemment bien établi et sans défaut. On est alors tenté de reprendre les conclusions de certains observateurs qui estimèrent dès 1958, que l'Afrique noire est entrain de réaliser l'idéal démocratique : un régime politique avec un parti gouvernemental et une opposition ; c'est la théorie du bipartisme africain.

Section 2. — La théorie du bipartisme africain.

La tendance au bipartisme est, en effet, suffisamment nette pour laisser croire à son instauration de manière stable au cours de l'année 1958. Pour certains observateurs, il apparaît même que ce bipartisme serait proche du système anglais, avec une tendance conservatrice et une tendance avancée, plutôt que du système américain où il est difficile de distinguer le parti de droite et le parti de gauche. En fait le rapprochement procède davantage d'une projection de certaines convictions personnelles que des données réelles africaines.

§ 1. — La croyance au bipartisme africain.

Partant de l'idée selon laquelle la démocratie suppose, par définition, l'existence d'au moins deux tendances, deux philosophies, deux partis, des observateurs comme M. Fleury¹⁸ pensent que l'Afrique est mûre pour connaître un régime démocratique bipartisan. L'auteur en voit la preuve dans l'histoire des partis politiques de 1945 à 1958, histoire qui s'organiserait autour d'un dualisme de base entre deux grandes tendances politiques, l'une avancée et l'autre modérée. Ce dualisme, estime-t-il, se dessine nettement à l'arrière-plan d'une évolution compliquée, riche en rebondissements, contradictions et volte faces¹⁹. C'est qu'en effet, cette histoire est double, en ce sens qu'elle se déroule à la fois à l'échelle de chaque territoire africain, d'une part, à l'échelle des fédérations africaines, d'autre part.

Les deux pôles autour desquels s'ordonnent les divers partis sont, d'un côté, le Rassemblement démocratique africain (R.D.A.), de l'autre l'opposition représentée successivement par les Indépendants d'Outre-Mer (I.O.M.), la Convention africaine et le Parti du regroupement africain (P.R.A.). Autour d'eux, il résulte une stabilisation de la vie politique, un bipartisme démocratique opposant un parti d'évolution et un parti modéré. Toutefois, un chassé-croisé se serait produit entre le R.D.A. et le P.R.A. : partisans du mouvement et modérés ayant changé dans le cours des années. C'est ainsi que les I.O.M. conservateurs seraient devenus les P.R.A. progressistes et le R.D.A. révolutionnaire serait devenu le parti de la stabilité.

En conclusion, l'auteur estime que l'Afrique noire française possède désormais deux partis et a fait l'apprentissage complet de la démocratie. Il ne reste plus qu'à penser « qu'ayant acquis une évidente maturité politique, elle s'en tiendra à la situation présente » qui constitue le terme d'une heureuse évolution²⁰.

Que faut-il penser de cette analyse ?

§ 2. — Critique.

La thèse ainsi présentée était intéressante à l'époque où elle a été soutenue dans la mesure où elle essayait de dégager les grandes lignes de l'évolution politique et surtout de l'évolution partisane. Mais l'auteur commet l'erreur de tirer des conclusions trop rapides et de prophétiser l'avenir en croyant à l'instauration définitive du bipartisme en Afrique noire d'expression française. De plus, des préoccupations d'ordre politique sont trop évidentes dans l'analyse qui mêle le réel et le souhaitable, présente comme volontés des partis des convictions personnelles sur les nécessités et les

18. C'est la thèse soutenue par M. Fleury dans une série d'articles in *Marchés tropicaux*, 30 août, 6, 13, 20 et 27 septembre 1958.

19. Cf. *Marchés tropicaux*, 6 septembre 1958, p. 2077.

20. *Id.*, 27 septembre 1958, p. 2369.

bienfaits du bipartisme²¹. Finalement l'analyse vise à rejeter le parti unique qui « n'est pas possible à réaliser dans le cadre du régime actuel de l'Afrique noire française, régime essentiellement démocratique » car, si un tel parti se constitue, « pour qu'il subsiste, il lui faut des moyens de coercition qu'il ne peut trouver dans les institutions de l'Afrique noire française... ». L'avenir fut peu clément pour de telles conclusions.

S'agissant des moyens de coercition tirés des institutions existantes, nous verrons plus loin (titre II, chapitre 6) qu'ils sont nombreux et efficaces. S'agissant de l'impossibilité du parti unique, donc du caractère inéluctable et définitif du bipartisme, il est facile de répondre que le bipartisme n'est jamais inéluctable et il n'est pas possible scientifiquement de l'ériger en système à atteindre, c'est-à-dire d'y voir une étape finale. En fait, une interprétation plus correcte et plus complète de la situation politique africaine ainsi que des bouleversements intervenus (chute de la IV^e République et avènement de la V^e République avec ses répercussions africaines, controverses sur l'avenir des jeunes pays, rôle des partis...) permet de tirer des remarques tout autres. Certes, les événements africains sont complexes et souvent mal connus, il est donc difficile de déterminer le sens de leur évolution. Cependant, un point important doit retenir l'attention : il ne pouvait échapper, à tout observateur, que dès 1957 le bipartisme était plus fictif que réel dans certains territoires. En effet, les sections du R.D.A. détenaient un quasi-monopole de la vie parlementaire et politique en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Mali. En Mauritanie et en Oubangui-Chari (République Centrafricaine actuelle), un seul parti s'assurait déjà tous les sièges de l'Assemblée territoriale et commençait d'exercer un monopole sur la vie politique. Dans les autres territoires, l'évolution vers le bipartisme ne se dessine nettement ou ne prend forme qu'après l'autonomie, dans le cadre de la Communauté. Celle-ci influence notablement le bipartisme qui n'est pas l'aboutissement normal et logique d'un courant en profondeur, malgré quelques indices apparents. Il est donc erroné de systématiser à partir de ces indices pour faire prévaloir des convictions personnelles sur la démocratie en Afrique, basée sur un bipartisme de type britannique. Il n'est d'ailleurs pas évident que le bipartisme soit le régime le plus souhaitable pour ce continent²². Selon le professeur W.A. Lewis « l'idée que la démocratie n'est effective que lorsqu'il existe seulement deux partis, l'un au gouvernement, l'autre dans l'opposition, est un mythe anglo-américain²³ ».

21. Cf. les remarques de L. HAMON, « Introduction à l'étude des partis politiques africains », *op. cit.*, p. 188 ; J.-L. SEURIN, « Le système des partis en A.O.F. », *rapport précité*.

22. « La démocratie, dit M. Fleury, pour fonctionner, suppose l'existence de deux partis au moins. Il n'en faut pas plus car on risque alors de tomber dans l'impuissance ; mais deux sont nécessaires. »

23. Cf. W. Arthur LEWIS, *La chose publique en Afrique occidentale*,

Les perspectives faisant défaut dès 1958 pour situer correctement le phénomène bipartisan, un examen attentif de son mécanisme d'instauration et de fonctionnement, appuyé sur des exemples, permet de conclure à son caractère éminemment provisoire. Ce n'est qu'une étape s'inscrivant dans un cheminement vers le parti unique qui n'est pas, lui-même, le terme de l'évolution.

Section 3. — Appréciation de l'évolution vers le bipartisme.

L'évolution vers le système bipartisan fait apparaître des traits singuliers à la fois quant aux formes de ce système et quant à certains caractères. Mais pour mieux saisir ces traits, il convient tout d'abord de rappeler brièvement les conditions d'existence du système classique et voir si elles se retrouvent en Afrique.

§ 1. — Conditions du bipartisme classique.

Le système bipartisan, dont le meilleur exemple est fourni par la Grande-Bretagne, suppose l'existence de quelques conditions²⁴. La première, qui en est le support, est relative à la structure de la société politique et de l'opinion publique : existe-t-il deux courants politiques profonds, permanents et relativement équivalents ? Dans la différenciation des deux tendances, le facteur socio-économique joue un rôle déterminant. La seconde condition est d'ordre idéologique : accepte-t-on et respecte-t-on le maintien de cet éventuel dualisme de l'opinion ? Le contexte historique et culturel est alors important ; si ce dualisme a une assez longue vie derrière lui, il imprègne la société et les esprits où il trouve sa défense. Enfin, la troisième condition découle de l'acceptation du dualisme, mais elle est d'ordre institutionnel ou technique : le régime électoral favorise-t-il l'expression et le maintien du bipartisme ?

Sans prétendre juger strictement les tentatives de bipartisme africain en fonction de ces conditions — qui ont été théorisées à partir de l'exemple de la Grande-Bretagne — il faut constater néanmoins qu'elles ne sont pas réalisées ; mieux encore, aucune d'entre elles n'est totalement réalisée. Les raisons sont, en réalité, aisées à comprendre. La structure socio-économique est encore assez

Futuribles, Sedeis, Paris, 1966, p. 84. Cet ouvrage est la traduction de *Politics in west Africa*, Londres, Allen an Unwin, 1965.

24. L'origine et les conditions d'existence du bipartisme sont très discutées. Si l'accord n'est pas réalisé sur tous les points, il l'est sur quelques-uns qui sont les plus importants. Nous les avons résumés dans trois conditions retenues ici. Sur les discussions, cf. M. DUVERGER, *Les partis politiques*, op. cit., et *Introduction à la politique*, Paris, Gallimard, 1964 ; A. MABILEAU et M. MERLE, *Les partis politiques en Grande-Bretagne*, Paris, P.U.F., 1965 ; J. CADART, *Régime électoral et régime parlementaire en Grande-Bretagne*, Paris, Colin, 1948 ; A.H. BIRCH, P.W. CAMPBELL, W.J.M. MACKENZIE, « Partis politiques et classes sociales en Angleterre », *Revue française de Science politique*, 1955, p. 772-798.

indistincte²⁵ ; en tout cas elle ne fait nullement apparaître un clivage bipolaire capable de servir de support à un régime bipartisan. La perspective historique fait défaut, ou plus exactement elle pèse en sens contraire. En effet, les développements antérieurs nous ont montré que les partis africains ont participé étroitement à la vie politique française dont ils ont hérité les traditions de multiplication et de morcellement. Finalement seul le régime électoral — le scrutin majoritaire simple avec dépôt de liste complète, sans panachage, ni vote préférentiel²⁶ — constitue la condition favorable dans la mesure où il élimine les petits partis et cristallise effectivement l'opinion. Donc seule la condition technique, c'est-à-dire la plus artificielle, est réellement satisfaite ; encore faut-il ajouter qu'elle ne le sera pas toujours dans la mise en pratique ainsi que nous le verrons²⁷.

Au demeurant, le bipartisme a échoué dans les pays africains anglophones largement influencés par le système politique britannique. Peu à peu, les Etats de l'Afrique occidentale (Ghana, Nigéria) comme ceux de l'Afrique orientale (Kenya, Tanganyka, Ouganda) voient leurs régimes bipartisans entrer dans une situation de crise pour évoluer ensuite vers une forme de parti unique. Il en est de même, à fortiori, dans les Etats francophones où le bipartisme apparaît comme une institution encore plus récente, d'origine incertaine et dont l'avenir est compromis. Son caractère artificiel est frappant et se dégage déjà du mécanisme qui a mené à son instauration. Ce mécanisme est par trop schématique parce que le renforcement du parti gouvernemental et surtout le regroupement de l'opposition sont les résultats de démarches et de tactiques partisans ; ils ne sont pas la conséquence de mouvements en profondeur. Ce caractère artificiel affecte, en réalité, la vie poli-

25. Voir les débats sur les classes sociales africaines qui donnent lieu à une abondante littérature. Cf. notamment, G. BALANDIER, « Problématique des classes sociales en Afrique noire », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1965, p. 131-142 ; F.N. AGBLEMAGNON, « Mythe et réalité de la classe sociale en Afrique noire : Le cas du Togo », *id.*, p. 155-168 ; P. MERCIER, « Les classes sociales et les changements politiques récents en Afrique noire », *id.*, p. 143-154 ; R. BARBE, *Les classes sociales en Afrique noire*, Paris, Economie et Politique, 1964 ; O. AFANA, « Les classes sociales en Afrique occidentale », *Partisans*, mai 1963, p. 57-70 ; J. ZIEGLER, *Sociologie de la nouvelle Afrique*, Paris, Gallimard, 1964 ; Mahjemout DIOP, *Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique noire*, Paris, Présence Africaine, 1958 ; F. FANON, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961.

26. Ce scrutin a été adopté par la plupart des Etats en même temps que les premières constitutions. Cf. République centrafricaine, ord. du 17 février 1959 ; Congo, ord. du 30 avril 1959 ; Côte d'Ivoire, loi du 27 mars 1959 ; Haute-Volta, ord. du 9 mars 1959 ; Madagascar, loi organique du 9 juin 1959 ; Mali, ord. du 23 janvier 1959 ; Mauritanie, ord. du 1^{er} avril 1959 ; Niger, ord. du 27 mai 1959 ; Sénégal, loi du 26 janvier 1959 ; Tchad, Constitution du 31 mars 1959 et acte législatif du même jour.

27. Cf. *supra*, titre II, chap. v.

tique africaine elle-même qui résulte du jeu des états-majors des partis, par dessus l'opinion du pays réel. Il donne au bipartisme ses traits singuliers.

§ 2. — Traits du bipartisme africain.

Entre 1958 et 1960, le bipartisme est établi dans une dizaine d'Etats d'expression française sur quinze. Il y revêt des formes diverses d'un Etat à l'autre, en fonction du nombre et de l'importance des partis qui se sont regroupés, des rapports entre les leaders, des intentions du parti gouvernemental. Loin de camoufler les traits communs et fondamentaux du système, ces différences de formes n'en sont paradoxalement que la manifestation ; elles montrent que le bipartisme est inégalitaire, instable et donc temporaire.

1. Les formes du bipartisme.

Il y a lieu de distinguer brièvement, ici, entre les pays où le bipartisme possède une expression parlementaire et ceux où il n'en possède point. Le tableau est alors le suivant :

a) Le bipartisme avec représentation parlementaire de l'opposition (nombre de sièges) se retrouve dans les Etats suivants :

Congo	— parti gouvernemental U.D.D.I.A.	= 41 sièges
	— opposition (M.S.A.)	= 10 sièges
Haute-Volta	— U.D.V.	= 64 sièges
	— opposition (P.R.L.)	= 11 sièges
République Centrafricaine	— M.E.S.A.N.	= 39 sièges
	— opposition (M.E.D.A.C.)	= 11 sièges
Tchad ²⁸	— P.P.T.	= 60 sièges
	— opposition (P.N.A.)	= 25 sièges
Niger ²⁹	— P.P.N.	= 49 sièges
	— opposition (Sawaba)	= 5 sièges
Togo	— C.U.T.	= 32 sièges
	— opposition (U.D.P.T.)	= 14 sièges

b) Le bipartisme sans représentation de l'opposition existe au Mali et en Mauritanie où l'Union soudanaise et le Parti du regroupement mauritanien détiennent tous les sièges face au M.S.A. et au P.R.N.M. (Parti de la renaissance nationale mauritanienne ou Nahda). Enfin une évolution vers le bipartisme se dessine au

28. Le bipartisme tchadien a connu quelques fluctuations sur le plan parlementaire, comme nous le verrons. Ici nous donnons la répartition des sièges telle qu'elle se présente au début de l'année 1960, au moment où le P.P.T. détient seul le pouvoir face aux opposants coalisés (cf. LE CORNEC, *op. cit.*, p. 260).

29. L'Assemblée nigérienne compte en outre 6 non inscrits qui sont proches du parti gouvernemental.

Sénégal où elle est souhaitée par les chefs du parti gouvernemental. Elle ne se réalise qu'en juillet 1960 et de manière incidente, lorsqu'il est mis fin au tripartisme (U.P.S.-P.R.A.-P.A.I.) par l'interdiction du Parti africain de l'indépendance, rendu responsable des troubles intervenus à Saint-Louis lors des élections municipales. En face de l'Union des populations sénégalaises seul demeure le P.R.A.-Sénégal.

2. Caractère inégalitaire.

La constatation qui se dégage immédiatement des remarques précédentes est relative au caractère profondément inégalitaire du bipartisme, au point que dans certains pays il n'est plus qu'une fiction. Partout, le parti gouvernemental apparaît comme une institution massive face à une opposition assez désunie, malgré le regroupement dans un seul parti. Il est vrai que le premier se livre à une action systématique d'affaiblissement de la seconde. En prenant l'exemple du Tchad, où l'opposition est la plus forte et où elle pouvait prétendre détenir 28 sièges contre 57, on peut saisir cette action.

Au Tchad, à l'issue des premières élections législatives du 31 mai 1959, les 85 sièges³⁰ de la nouvelle Assemblée se répartissent comme suit : 57 P.P.T., 16 U.D.I.T., 9 A.S.T., 2 G.I.R.T., 1 non inscrit. Ainsi le P.P.T., qui a eu d'énormes difficultés, nous l'avons vu, à gouverner l'Etat devenu membre de la Communauté, obtient à lui seul 57 sièges ; il détient non seulement la majorité absolue, mais aussi la majorité des 2/3 nécessaire constitutionnellement pour investir ou renverser un gouvernement³¹. Pour y parvenir il constitue sur le plan électoral une coalition dont les alliés enlèvent 11 sièges. C'est là, la première phase de l'évolution vers le bipartisme par renforcement du parti gouvernemental. Le P.P.T. continue en effet à maintenir la coalition sur le plan parlementaire et gouvernemental, afin d'empêcher l'opposition en voie de regroupement de prendre plus de consistance. Effectivement la constitution d'un groupe parlementaire sous le nom d'Entente-P.P.T. lui permet de s'adjoindre 11 députés. Cela ne suffit pas. Le P.P.T. entreprend de consolider la coalition... à son profit en obtenant le ralliement et l'adhésion de 3 députés des fractions A.S.T. et 2 députés de la fraction de l'U.D.I.T. qui le soutiennent. Il porte ainsi à 62 l'effectif de sa représentation qui sera augmenté d'une unité supplémentaire consécutive à une élection partielle³².

Alors que le P.P.T. se renforce et devient de plus en plus massif, l'opposition reste fluctuante et fragile en ne constituant

30. Un acte législatif du 31 mars 1959 a fait passer le nombre de sièges de 65 (Assemblée territoriale sous le régime de la loi-cadre) à 85 pour l'Assemblée législative.

31. Cf. art. 40 et 41 de la Constitution du 31 mars 1959.

32. Cf. LE CORNEC, *op. cit.*, p. 256.

qu'un intergroupe de 17 membres à l'Assemblée, le Mouvement populaire tchadien (M.P.T.). Ce n'est qu'au début de l'année 1960, lorsque le parti gouvernemental laisse entrevoir l'éventualité d'un parti unique, qu'elle se réorganise pour fusionner dans un seul parti d'opposition nationale, dit Parti national africain (P.N.A.).

La conclusion à tirer de la structure du bipartisme dans tous les Etats est qu'il est à base d'un parti dominant. C'est le parti dominant qui oblige les opposants à dresser un front uni pour lui résister. Seule la volonté de survivre pousse les états-majors des partis minoritaires à fusionner dans une seule formation. L'absence d'un parti dominant entraîne au contraire une situation plus confuse, comme le prouve à contrario l'exemple dahoméen. Dans ce pays, l'expérience multipartisane s'est révélée assez défectueuse ; or les élections législatives d'avril 1959 ont confirmé de façon surprenante la permanence du multipartisme en répartissant les sièges entre trois partis ; le P.R.D., le R.D.D. et l'U.D.D. obtiennent respectivement 28, 22 et 20 sièges. Plusieurs tentatives sont faites pour arriver à unir deux partis dans une coalition gouvernementale et laisser le troisième dans l'opposition ; elles furent vaines, car les trois partis représentant des forces équivalentes et ayant des exigences divergentes, aucun d'entre eux n'arrive à faire triompher son point de vue. Un gouvernement d'union s'avère nécessaire. Le compromis ne se réalise que le 21 mai, qui aboutit à faire investir M. Maga à l'unanimité³³. Ainsi l'union nationale est provisoirement le remède aux divisions partisans. Mais en novembre 1960, l'U.D.D. quitte la coalition gouvernementale pour former l'opposition, tandis que les deux partis coalisés, fusionnent pour donner naissance au Parti dahoméen de l'unité. Désormais le tripartisme semble faire place au bipartisme ; mais ce n'est qu'une étape, car le nouveau parti au pouvoir offre à l'autre de former un parti unifié. Donc à peine instauré le bipartisme va être dépassé. C'est là son troisième trait qui est commun à tous les Etats : son caractère instable et temporaire.

3. Caractère instable et temporaire.

Ce caractère résulte essentiellement de l'origine et de la nature artificielles du bipartisme d'une part, du grave déséquilibre qui l'affecte au profit d'un parti dominant d'autre part. Il se manifeste surtout par la comparaison entre les dates de son instauration et de sa disparition dans les différents Etats, comme le montre le tableau suivant :

33. Cf. CORNEVIN, *Histoire du Dahomey*, op. cit.

TABLEAU II

Etats	Début du bipartisme	Fin du bipartisme
Congo	juin 1959	avril 1960
Haute-Volta	mars 1959	janvier 1960
Mali	sept. 1958	mars 1959
Mauritanie	sept. 1958	mai 1961
Niger	sept. 1958	octobre 1959
République centrafricaine	sept. 1960	novembre 1962
Tchad	janvier 1960	mars 1961
Togo	avril 1961	janvier 1962

On constate donc que le bipartisme dépasse rarement deux années d'existence ; il évolue assez rapidement, soit vers le parti unifié qui fusionne les deux partenaires, soit — plus rarement — directement vers le parti unique qui résulte de l'interdiction de l'opposition. Son difficile maintien est confirmé par l'expérience gabonaise où, pourtant, il trouve des fondements plus solides. En effet, le bipartisme instauré par le Bloc démocratique gabonais (parti gouvernemental) et l'Union démocratique et sociale gabonaise (opposition) date de 1957 et semble apparemment bien établi. Le dualisme est d'abord très net jusqu'à l'indépendance ; ensuite il tend à s'estomper car les deux partis réalisent un accord et une coalition lors des élections législatives et présidentielles du 12 février 1961. Une liste nationale unique est présentée par les deux partis tandis que la candidature de M. Léon M'Ba est seule retenue pour le poste de chef de l'Etat. Le gouvernement comprend cinq membres de l'opposition (l'U.D.S.G.) dont le leader, M. Aubame. Mais cette formule d'union prend brutalement fin le 19 février 1963, lorsqu'un remaniement ministériel aboutit à l'éviction des ministres membres de l'U.D.S.G. L'opposition semble retrouver alors sa liberté d'action. En réalité, il s'agit simplement du début d'une procédure entamée par le parti gouvernemental (B.D.G.) dans le but d'éliminer l'opposition. En effet, peu après, le leader de l'U.D.S.G. est nommé président de la Cour suprême, ce qui est une façon élégante de l'écarter des postes de responsabilité. En outre, l'Assemblée nationale adopte un projet de loi instituant une Cour de sûreté de l'Etat et un autre autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnance pendant l'intersession parlementaire. Enfin, le gouvernement attaque l'opposition dans les discours, annonce son intention de créer un parti unique³⁴ et

34. Le 25 juillet 1963, M. M'Ba annonce qu'aux prochaines élections « il n'y aura qu'une seule liste : celle du gouvernement ; il n'y a qu'une seule politique, c'est celle que je suis entrain d'élaborer et qui nous conduira sur le droit chemin ».

Au cours du Congrès extraordinaire du B.D.G., du 20 au 24 août 1963, le rapport moral et politique, présenté par M. Yembit, a pour thème central la défense du parti unique.

dépose en janvier 1964 un projet de loi établissant l'incompatibilité des fonctions de président de la Cour suprême avec celle de député; ce qui vise à écarter le leader de l'opposition du Parlement. Ce dernier, voyant le sens de l'opération, démissionne, le 14 janvier 1964, de son poste de haut magistrat pour garder son mandat parlementaire. A partir de ce moment, la situation se trouble et débouche sur le coup d'Etat du 18 février au cours duquel M. M'Ba ne sauve son régime que par l'intervention des troupes françaises. Les leaders de l'U.D.S.G., impliqués dans le coup d'Etat, sont arrêtés tandis que les militants sont l'objet d'une importante répression. L'équilibre politique gabonais est rompu et l'existence même du bipartisme est remise en cause dans le seul pays où ce système avait les meilleures chances de fonctionner. Dans tous les autres Etats, une telle rupture est déjà intervenue et une nouvelle formule politique se dessine, sous le signe de l'union nationale et du parti « unifié ».

CHAPITRE III

LE PARTI UNIFIÉ

Le parti unifié est une formule assez imprécise qui s'apparente par certains aspects au parti unique, par d'autres à une coalition. Il vise à atteindre l'efficacité du premier par son importance et son rôle dans l'Etat tout en respectant un certain équilibre entre les forces politiques en présence dont il prétend sauvegarder l'autonomie et l'originalité. Le parti unifié influencera beaucoup la forme africaine de parti unique parce que ce dernier est justement issu des coalitions de type union nationale.

Normalement, l'union nationale qui consiste à rallier les partis autour d'un programme commun dans un même gouvernement, est une formule en usage dans les démocraties classiques soit en temps exceptionnel pour faire face à des problèmes de gravité exceptionnelle, soit lorsqu'une majorité est difficile à trouver. Elle a été mise en œuvre dans ce sens par certains pays africains à l'époque du référendum de 1958, (Guinée, Congo, Dahomey) ou pour constituer un gouvernement (Dahomey, Haute-Volta). Mais la formule va revêtir une signification particulière lorsqu'elle est mise en œuvre par un parti majoritaire ou même dominant. A partir de ce moment, les coalitions ou unions nationales vont poursuivre un but assez précis : regrouper les partis dans une seule organisation appelée parti unifié, qui est plus qu'une union puisque les alliés y sont fusionnés.

En dressant un tableau de ces union nationales, il apparaît qu'elles s'imbriquent dans le parti unifié, auquel elles donnent naissance (section 1) et dont il convient de dégager la signification (section 2).

Section 1. — Union nationale et parti unifié.

Après les difficultés du multipartisme et même du bipartisme de style classique comportant un parti gouvernemental et une opposition, l'union nationale semblait être une solution valable pour les régimes africains. Ceux-ci s'orientèrent effectivement dans

cette voie, comme le prouvent le tableau et les remarques qui vont suivre (§ 1). Sur cette observation pratique se greffe une proposition de M. A.W. Lewis, qui estime, aux termes d'une petite mais vigoureuse étude consacrée à l'Afrique¹, que la seule formule de gouvernement valable est l'union nationale dans un cadre multipartisan (§ 2).

§ 1. — Tableau et remarques.

Le tableau III (p. 75) vise à établir de manière relativement précise la liste des Etats qui, à un moment ou à un autre, entre 1960 et 1962 ont essayé de réaliser l'union nationale et le parti unifié. Ces deux phénomènes peuvent être distingués par leurs formes et leurs structures, ainsi qu'il sera montré plus loin ; mais ils ne peuvent être distingués chronologiquement, c'est-à-dire qu'on ne peut fixer les dates exactes d'instauration de l'union nationale d'une part, du parti unifié d'autre part. La fluidité de l'évolution politique et la transformation d'un phénomène en un autre permettent seulement de saisir le mouvement sans le dater ; par ailleurs, la période de temps qui les sépare est trop brève pour qu'un découpage chronologique soit significatif ; enfin, l'ambiguïté de la terminologie vient aggraver les difficultés d'appréhension d'une vie politique fluide : les partis africains utilisent de nombreuses formules pour qualifier leur coalition : union nationale, parti unifié, regroupement national, union populaire...

Le tableau concernera donc, sans distinction, les unions nationales et les partis unifiés réalisés ou seulement tentés. Des remarques éclaireront ensuite ce tableau.

— Remarques.

L'examen de ce tableau appelle plusieurs remarques.

1. L'union nationale n'est réalisée que dans quatre Etats (Congo, Gabon, Mauritanie et Tchad) sur quinze. On peut donc mettre en doute la profondeur du phénomène et sa généralité. Un examen plus précis montre cependant qu'il n'en est rien. En effet, sur les quinze Etats considérés en 1960-61 :

— Les tentatives d'union nationale et de constitution d'un parti unifié sont intervenues dans cinq autres pays : Cameroun, Dahomey, Haute-Volta, Niger et Sénégal. N'ayant pas réussi, elles précipitent la marche vers le parti unique au Dahomey, en Haute-Volta et au Niger ; elles placent l'opposition dans une situation difficile dans les deux autres pays.

— Le parti unique est déjà en place dans quatre d'entre eux : Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et République Centrafricaine. Le Togo s'apprête à grossir ce groupe dès la fin de l'année 1961.

1. Cf. A.W. LEWIS, *Politics in west Africa*, Londres, Allen and Unwin, 1965, 90 pages, traduction en français : *La chose publique en Afrique occidentale*, Paris, S.E.D.E.I.S., 1966, 109 pages.

TABLEAU III

Etats —	Date de réalisation de l'Union nationale —	Partis inclus dans l'Union nationale (avec leurs leaders) (1) —
Cameroun	Essai en 1962	<i>M.U.C.</i> (Ahidjo) <i>K.N.D.P.</i> (Foncha) (2) <i>U.P.C.</i> ralliée (Matip) <i>P.S.S.</i> (Okala) <i>P.D.C.</i> (M'Bida) <i>C.P.C.N.</i> (Endeley) <i>P.N.T.</i> (Eyidi)
Congo-Brazzaville .	Août 1960	<i>U.D.D.I.A.</i> (Youlou) <i>P.P.C.</i> (Tchicaya) <i>M.S.A.</i> (Opangault)
Dahomey	Mai 1959 à nov. 1960 : Union nationale	<i>R.D.D.</i> (Maga) <i>P.R.D.</i> (Apithy)
	Nov. 1960 : tentative de parti unifié	<i>U.D.D.</i> (Ahomadegbe)
Haute-Volta	Essai en décembre 1961	<i>U.D.C.</i> (Yameogo) <i>P.R.L.</i> (Nazi Boni)
Gabon	Février 1961	<i>B.D.G.</i> (M'Ba) <i>U.D.S.G.</i> (Aubame)
Mauritanie	20-21 mai 1961	<i>P.R.M.</i> (Ould Daddah) <i>U.N.M.</i> (Ould Khatri) Nahda (Baba Miske)
Niger	Essai en sept.-oct. 1961	<i>P.P.N.</i> (Diori) Sawaba (Bakary)
Sénégal	Essai en août 1961	<i>U.P.S.</i> (Senghor) <i>B.M.S.</i> (Anta Diop) <i>P.R.A.</i> (Ly)
Tchad	16 mars 1961	<i>P.P.T.</i> (Tombalbaye) <i>P.N.A.</i> (Jean-Baptiste et Koulamallah)

(1) Le parti gouvernemental, leader de l'Union, est placé en tête et en italique.

(2) Au Cameroun il y a deux partis alliés correspondant aux deux Etats membres de la République fédérale.

— Seule la République Malgache semble se tenir à l'écart du mouvement et persiste dans le multipartisme, malgré les critiques véhémentes adressées aux petits partis par les dirigeants du parti gouvernemental.

2. La seconde remarque porte sur la structure de ces unions ou tentatives d'union. Tantôt elles comportent deux partis, ce qui est logique et normal, puisqu'un mouvement général vers le bipartisme existait auparavant ; tantôt elles comportent plusieurs partis, ce qui le semble moins. Il faut relever ici cette anomalie dont l'explication réside dans le caractère instable du bipartisme. Celui-ci s'était constitué à partir de regroupements autour du parti gouvernemental d'une part, de l'opposition de l'autre. Or, lorsque l'union nationale se réalise, les partis qui ont rallié l'un ou l'autre camp ont tendance à recouvrer une plus grande autonomie, afin de discuter les conditions d'union. Ainsi au Congo, le P.P.C. de M. Tchicaya, après avoir rejoint l'U.D.D.I.A., et avoir contribué à instaurer le bipartisme, retrouve sa liberté pour constituer une union nationale, puis un parti unifié. La situation est identique au Dahomey et en Mauritanie. Il s'agit d'une simple tactique, qui consiste à se placer dans la meilleure position pour négocier politiquement les offres de participation.

3. La troisième remarque concerne le moment où ce phénomène de coalition intervient. Il ressort du tableau que les unions se réalisent ou tentent de se réaliser à partir du milieu de l'année 1960. Ce point de départ ne résulte pas d'un simple hasard de la conjoncture politique, mais trouve son origine dans un fait très important : l'indépendance des Etats africains. Dès le début de l'année 1960, les membres de la Communauté avaient entamé les discussions pour accéder à la souveraineté nationale totale ; la révision de la Constitution française par la loi du 4 juin 1960 permettait de satisfaire à cette revendication. Entre juin et novembre 1960, douze Etats devenaient pleinement souverains², sous la direction des partis dominants ou uniques. Dans les régimes de partis dominants, on déclarait que le bipartisme — et à fortiori le multipartisme — n'avait plus de raison d'être. Le vrai désaccord entre le parti gouvernemental et l'opposition portait sur l'indépendance ; celle-ci étant désormais acquise, il est normal que les partis s'unissent pour affronter les grands problèmes qui se posent aux pays : la construction nationale, le renforcement de l'Etat et le développement économique. L'attitude à adopter face à la « Communauté » avait entraîné, en effet, des divisions entre les partis et

2. Rappelons que les dates d'indépendance des douze membres de la Communauté sont les suivantes : Congo, 15 août 1960 ; Côte d'Ivoire, 7 août ; Dahomey, 2 août ; Gabon, 17 août ; Haute-Volta, 5 août ; Madagascar, 26 juin ; Mali et Sénégal, 20 juin ; Mauritanie, 28 novembre ; Niger, 3 août ; Tchad, 11 août.

La Guinée était indépendante depuis le 28 septembre 1958, le Cameroun depuis le 1^{er} janvier 1960 et le Togo depuis le 27 avril 1960.

des ruptures ou scissions à l'intérieur de certains d'entre eux. Par exemple, au Sénégal, l'aile gauche de l'U.P.S. favorable à l'indépendance immédiate, se détache le 20 septembre 1958 pour former le P.R.A. — Sénégal ; au Cameroun, au contraire, une fraction de l'U.P.C. (le Front populaire pour l'unité et la paix) se détache au cours du même mois pour approuver la « Communauté » et cesser l'opposition violente. Dès lors que le problème de l'indépendance est résolu, en 1960, rien n'entrave l'union de tous les partis.

Mais quelle sera la forme de cette union ? L'union nationale dit-on, formule défendue par M. W.A. Lewis.

§ 2. — La thèse de l'union nationale.

W. Arthur Lewis, actuellement professeur à l'université de Princetown (U.S.A.), est surtout connu pour ses contributions à la théorie économique, en publiant notamment deux ouvrages reconnus comme des classiques : *The Principles of Economic Planning* et *The Theory of Economic Growth*. Mais il s'est intéressé à l'Afrique à la fois sur le plan économique et politique, intérêt qui a suscité la publication d'un ouvrage paru d'abord en anglais sous le titre : *Politics in West Africa*, puis traduit en français sous le titre : *La Chose publique en Afrique occidentale*³.

1. Exposé de la thèse.

Dans cet ouvrage, l'auteur veut démontrer que toutes les formes politiques utilisées jusqu'à présent en Afrique — parlementarisme à base de multipartisme, bipartisme et parti unique — sont inadaptées ; seule l'union nationale à base de pluralisme et de gouvernement de coalition est viable et correspond aux réalités africaines. Tout d'abord, le multipartisme est lié à un certain état de la société, à la société de classes telle qu'elle existe en France ou en Grande-Bretagne ; or, l'Afrique occidentale n'est pas une société de classes, mais une société plurale⁴. Ce qui est bon pour une société de classes, le combat politique, est mauvais pour une société plurale. Il faut donc se débarrasser de cet héritage européen qui fait des partis les instruments d'un combat sans merci : « La grande affaire des partis politiques, c'est le combat politique... » (*op. cit.*, p. 82). Il faut regretter que « la philosophie politique de l'Europe ait légué à ces partis (africains) le langage et la tactique de groupes pour qui le problème est d'apprendre à vivre en coali-

3. Cf. références citées à la note 1.

4. Pour M. Lewis, la société plurale est celle où les différenciations fondamentales résultent de la langue, la tribu, la religion, la race. Il a recouru au mot français « clivage » pour décrire cette situation, où des individus sont hostiles les uns aux autres, non parce qu'ils s'opposent sur des questions de principe, comme les libéraux et les socialistes, ou parce qu'ils ont des intérêts différents, comme les travailleurs et les capitalistes, mais parce que leur inimitié est d'origine *historique* (*op. cit.*, p. 79-80).

tion les uns avec les autres » (*id.*, p. 83), car la vie politique n'est pas nécessairement un conflit permanent, un antagonisme perpétuel.

Le bipartisme, pas plus que le multipartisme, ne trouve grâce devant les critiques de M. Lewis, notamment l'imitation du système britannique : règle de la majorité, système d'*ins* et d'*outs*, c'est-à-dire distinction entre gagnants et perdants, parti gouvernemental et opposition. Ce n'est pas la démocratie dit l'auteur, c'est une lutte plus ou moins violente dans une société sans classes. Presque tous les pays d'Afrique ont une société plurale ; or, entre les groupes d'une société plurale, les problèmes ne se règlent pas par la domination de la majorité ni par l'exclusion de l'opposition, mais par la participation de tous aux décisions susceptibles d'affecter les uns et les autres. En Afrique, « les partis ont été nourris de cette fausse définition qui fait de la démocratie le droit de la majorité d'imposer sa loi à la minorité » (*op. cit.*, p. 91).

Enfin le parti unique est radicalement condamné par M. Lewis. « C'est une maladie dont l'Afrique mérite d'être guérie » (*op. cit.*, p. 75), car il est incapable d'effectuer ce qu'il prétend faire. Il n'assure pas la représentation de tout le peuple ni la liberté de discussion ; il ne donne pas de gouvernements stables ; il ne parvient pas à réconcilier les divers groupes régionaux. Pis encore, au lieu de modérer les tensions en Afrique, le système de parti unique les aiguise et les aggrave.

« L'idée de coalition s'impose donc à quiconque considère une société plurale » (*op. cit.*, p. 83), où le problème essentiel est la cohabitation et la participation de groupes et d'hommes différents par l'ethnie, la tribu, la religion etc... Pour instaurer cette forme de démocratie, W.A. Lewis préconise conjointement trois institutions fondamentales : la représentation proportionnelle, le gouvernement de coalition et le fédéralisme. La représentation proportionnelle est le système électoral adéquat, car elle permet l'expression de minorités qu'il faut reconnaître et faire participer à la vie politique au lieu de les nier et de les combattre, et par voie de conséquence de les exacerber comme le font les systèmes actuellement en vigueur. Le gouvernement de coalition est en principe le résultat logique de la représentation proportionnelle ; il doit comprendre tous les grands partis, afin que l'action politique associe la quasi-totalité de l'opinion, au lieu d'être confisquée au profit d'un groupe et aux dépens d'autres. Enfin, le fédéralisme est le moyen de surmonter l'hétérogénéité de certains grands Etats africains, où les antagonismes ethniques et régionaux menacent l'unité du pays.

2. Appréciation.

La thèse de M. Lewis révèle souvent une vision lucide et une analyse pénétrante de la vie politique africaine ; la dénonciation vigoureuse de certains héritages, des imitations, de certaines idées reçues sur la démocratie africaine est bien venue et convaincante,

en remplaçant le débat politique sur le terrain plus solide des faits. Mais la démonstration selon laquelle seule l'union nationale à base de pluralisme est viable en Afrique, l'est beaucoup moins.

A. — En vérité, l'auteur démontre sa thèse de façon négative, en s'en prenant à tous les systèmes, hormis celui qu'il préconise. Mettre à nu systématiquement les faiblesses du multipartisme parlementaire, du bipartisme anglais et du parti unique importés et implantés — fort mal d'ailleurs — en Afrique est une bonne chose en soi, mais une chose facile. De plus, la constatation du caractère inadapté de ces systèmes ne conduit pas forcément à les rejeter totalement et absolument. Puisqu'il s'agit d'une simple inadaptation, on peut rétorquer qu'il suffit alors d'aménager l'institution en fonction des données africaines, voire en fonction des données de chaque pays. Car il ne faut pas oublier que, même en Europe où se trouvent les modèles qui inspirent les africains, ces modèles diffèrent souvent énormément entre eux (bipartisme britannique et autres bipartismes, multipartisme méditerranéen et multipartisme nordique).

B. — La thèse de M. Lewis pêche surtout par la faiblesse de son aspect positif, c'est-à-dire la démonstration de la viabilité du pluralisme politique avec gouvernement de coalition ou d'union nationale. Passons pour l'instant, d'une part, sur la représentation proportionnelle ⁵, qui peut aussi bien permettre l'expression pacifique des groupes (seule hypothèse retenue par l'auteur) que cristalliser et perpétuer dangereusement les oppositions et, d'autre part, sur le fédéralisme dont les expériences malienne et nigérienne illustrent de façon dramatique les difficultés. Quant aux possibilités offertes par l'union nationale, l'expérience a montré leurs limites. Elles supposent en effet l'existence d'un contexte et de conditions, dont certaines sont entrevues par l'auteur, d'autres non. Il y a d'abord la nécessité du compromis, et il faut tout de suite se demander si le compromis est viable longtemps. Sa pratique dans la plupart des pays du monde laisse très sceptique. Ensuite, comment faire fonctionner dans la réalité et de manière satisfaisante, un gouvernement de coalition ? Les solutions proposées par l'auteur relèvent davantage de souhaits et de bonnes intentions que de mécanismes pratiques ⁶. Il reconnaît que le résultat ne peut être

5. Le problème du régime électoral sera examiné dans le titre III, chap. v.

6. M. Lewis estime, par exemple, que la coalition doit comprendre tous les grands partis (p. 97) ; qu'il est bon d'avoir un petit parti dans l'opposition, car une critique venant de l'extérieur des partis gouvernementaux est très souhaitable (*id.*) ; toutefois, cette opposition doit être organisée et raisonnable, et ne pas mentir ouvertement, en s'opposant à une politique qu'elle sait être valable, à seule fin d'en retirer un avantage politique (p. 92), etc. N'est-ce pas trop en demander ?

assuré par le seul jeu des règles constitutionnelles car il faut, en outre, un facteur d'ordre sociologique : la croyance aux vertus de la coalition et l'interprétation de la démocratie comme une collaboration de tous. Une telle croyance est-elle possible ?

C. — Enfin, le danger qui guette un tel système, c'est-à-dire sa fragilité, par une mutation constante entre les éléments de la coalition, n'est pas jugé grave par M. Lewis. L'auteur commet alors une erreur d'appréciation, car la brève expérience des coalitions en Afrique montre justement leur caractère instable et temporaire.

L'union nationale consiste à rallier tous les partis autour d'un programme commun, dans un même gouvernement. Il s'agit donc essentiellement d'une coalition au niveau parlementaire et gouvernemental, sans répercussions importantes sur le système et la structure des partis. Il s'ensuit que son instauration dépend de la tactique des partis, généralement à la discrétion pure et simple des états-majors et des leaders politiques qui en usent très librement et parfois sans scrupules. Les développements antérieurs consacrés au multipartisme et au bipartisme ont illustré les conséquences d'une telle tactique — qui rend très difficile la mise en place d'une équipe gouvernementale. Or, des contrôles ou des limitations quelconques sont pratiquement inconcevables contre les alliances et retraits abusifs, contrairement à ce que prétend M. Gandolfi⁷. Ce dernier critique avec véhémence le système des coalitions, jugé trop arbitraire et accepté trop passivement par les électeurs africains — accusés d'avaliser n'importe quelle solution. Il est aisé de répondre que les coalitions partisans ne peuvent être réellement contrôlées par le corps électoral, même dans les pays où il est suffisamment éveillé à la vie politique. Par ailleurs, l'électeur africain ne se sent pas concerné par des procédés complexes et habiles, dont dépend la stabilité de l'union nationale. Enfin, ce jeu subtil est souvent mené par des orfèvres en la matière, qui ont une ample expérience des assemblées françaises ; on retrouve ici l'influence des mœurs politiques de la IV^e République.

Au total, l'union nationale est un mécanisme complexe et fragile. Ou bien — cas rare — l'union nationale est réalisée entre des partis de force sensiblement équivalente et connaît une existence tourmentée : c'est le cas du Dahomey, qui a connu un gouvernement de coalition de mai 1959 à novembre 1960, date à laquelle l'un des trois partis alliés se retire, entraînant ainsi, non pas une mutation de la coalition, mais sa disparition dans un parti unifié. Ou bien — cas plus fréquent — l'union nationale est réalisée et dominée par un parti ; celui-ci prétend alors la renforcer et demande une intégration plus forte des alliés ; l'union n'est plus conçue sous la forme d'une coalition de partis, mais d'un parti

7. Cf. A. GANDOLFI, « Essai sur le système gouvernemental des nouveaux africains », *R.J.P.O.M.*, 1961, p. 372.

unifié. Cette dernière formule lancée au cours de l'année 1960 en Afrique, est reprise dans la plupart des Etats.

Section 2. — La formule du parti unifié.

Au départ, on a pu croire que l'expression « parti unifié » n'était que le camouflage verbal du parti unique, dont le nom inspirait une certaine crainte au moment de l'indépendance. Ce point de vue était corroboré par des responsables africains, tel M. Chabi Mama, ex-secrétaire général du parti unique dahoméen, qui déclarait, au colloque de Dakar en 1963, que le parti unique est une hérésie pour la pensée occidentale, « il est la caractéristique du régime communiste ou du régime fasciste⁸ ». Il convient d'en éviter l'emploi pour rassurer l'opinion publique occidentale.

En vérité, cette explication est insuffisante, car le « parti unifié » a revêtu une certaine réalité ; la notion a correspondu pendant quelque temps à une structure politique assez originale, tant par les expériences intervenues que par leur contenu et leur signification.

§ 1. — Les expériences du parti unifié.

Les essais de constitution d'un parti unifié ont eu des résultats différents, selon les cas et selon les procédures utilisées pour y parvenir. Certains pays, tels le Tchad, la Mauritanie, le Gabon, le Congo, sont parvenus, en utilisant les négociations et tractations, c'est-à-dire, de manière relativement pacifique ; d'autres, tels le Dahomey, le Niger et la Haute-Volta, ont eu recours à des procédés coercitifs, entraînant par exemple, l'interdiction des partis récalcitrants ; généralement, ces évolutions forcées débouchent directement sur le parti unique. Enfin, au Sénégal et au Cameroun, les essais ont provisoirement échoué et laissé persister le multipartisme.

1. Les tentatives qui aboutissent : *l'expérience tchadienne.*

Le Tchad est parvenu, par des voies relativement pacifiques au départ, à associer les tendances politiques pourtant assez nombreuses au sein d'un grand parti unifié. Mais, avant d'examiner ce cas, il convient de noter que *trois autres* Etats sont parvenus au même résultat. Il s'agit, d'une part, de la Mauritanie, où une table ronde des partis, tenue les 20 et 21 mai 1961, a créé un bureau permanent et un « Comité d'union », composés des représentants du parti gouvernemental et de deux partis d'opposition. Les trois partis s'entendent pour ne présenter qu'une seule candidature aux élections à la Présidence de la République, consécutives à l'indépendance et à l'adoption d'une nouvelle constitution⁹. Il s'agit, d'autre

8. Cf. *Développement et socialisme*, Colloque de Dakar, p. 41.

9. Rappelons que la Mauritanie n'est devenue indépendante que le 28 novembre 1960 et que la nouvelle constitution date du 20 mai 1961.

part, du Congo où la réconciliation entre les partis est totale après l'adoption d'une nouvelle constitution (2 mars 1961) et en vue des élections présidentielles (21 mars 1961). La candidature de M. Youlou est unique, et elle est soutenue par l'U.D.D.I.A., le M.S.A., et le P.P.C., qui constituent déjà un front unifié et discutent de la création d'un parti unique. Enfin, au Gabon, le bipartisme dû à la confrontation du B.D.G., de M. M'Ba et de l'U.D.S.G. de M. Aubame, fait place à une union nationale qui présente une liste unique aux élections présidentielles et législatives jumelées du 12 février 1961.

Au Tchad, le mouvement d'unification amorcé à travers le bipartisme se poursuit par la formation d'un gouvernement d'union nationale en août 1960. Il faut noter ici la corrélation entre, d'une part, l'union nationale mise sur pied le 24 août, et d'autre part, l'indépendance proclamée quelques jours auparavant, le 11 août. En novembre de la même année, une nouvelle constitution est votée, prenant acte des conséquences de l'indépendance. Désormais, le chef du parti est chef du gouvernement et chef de l'Etat¹⁰. Indépendance et changement de constitution entraînent un réaménagement des rapports entre les partis. Après bien des péripéties¹¹, des tractations s'engagent entre les chefs des deux partis tchadiens, M. Tombalbaye au nom du P.P.T. et M. Jean Baptiste au nom du P.N.A. Une déclaration commune signée le 13 mars 1961 et rendue publique le 16 mars, expose que « les deux fractions politiques du Tchad, P.P.T. et P.N.A., ont décidé de s'unir dans une même formation sous l'appellation d'*Union pour le Progrès du Tchad* ». M. Tombalbaye, en tant que chef du gouvernement et du P.P.N., précise l'intérêt et le sens de cette union : « Ma grande ambition était de parvenir à l'unité totale du pays, car cela se fait partout en Afrique depuis l'accession des Etats à l'indépendance », faisant ainsi allusion aux expériences de parti unifié dans les pays voisins. A la question de savoir si le Tchad allait être doté d'un parti unique, il répond qu'il s'agit d'une « union qui a une nuance avec l'unité totale d'un parti politique ». Derrière cette formule embarrassée, c'est un parti unifié qui est nommé et qui vient de

10. La première constitution du Tchad est celle du 31 mars 1959, qui établit un régime parlementaire dans le cadre de la Communauté. Lorsque le Tchad est devenu indépendant, il est demeuré membre de la Communauté rénovée; celle-ci n'a plus cependant qu'une existence théorique.

11. Sur ces péripéties, voir LE CORNEC, *op. cit.*, p. 262 et suiv. Avant de réaliser le parti unifié, le parti gouvernemental (P.P.T.) avait largement affaibli l'opposition, afin de l'amener à accepter ses conditions. Tout d'abord, une série de ralliements individuels va réduire à la fois l'audience du P.N.A. et son effectif parlementaire, qui ne compte plus que 4 députés, dont 3 européens. Ensuite, l'indépendance intervient qui entraîne la démission des députés européens de l'Assemblée tchadienne. Si bien qu'il ne reste plus qu'un seul député du parti d'opposition, son chef M. Jean Baptiste !

naitre. De fait, cette union réalisée assez facilement par un parti dominant — dont l'importance et les pouvoirs grandissent sans cesse — n'est pas une structure stable ; en vérité, elle n'a pas de structure du tout et va essayer de s'en donner une. Alors, par la force des choses, le parti dominant va avoir tendance à absorber les autres partis, en leur offrant en somme comme structure d'accueil la sienne. Le parti unifié se rapproche ainsi étrangement du parti unique.

Cette évolution semble d'ailleurs inévitable pour certains partis qui refusent la formule proposée ; ce refus entraîne, soit le retour au pluralisme comme dans le cas du Sénégal, soit la précipitation de l'évolution vers le parti unique comme au Dahomey.

2. Une tentative laborieuse : le cas du Sénégal.

La formule « unioniste » de type parti unifié est donc tentée par le Sénégal. C'est au cours de l'année 1962, que les démarches sont entreprises — à l'initiative de l'U.P.S., semble-t-il, qui désire mobiliser l'opinion sénégalaise — en faveur des mesures économiques décidées par le gouvernement. M. Senghor avait posé le problème depuis l'année 1960 déjà, lorsqu'il déclara dans une conférence faite au premier séminaire des jeunesses sénégalaises : « Si nous devons proscrire le *parti unique*, cela signifie-t-il que nous devons renoncer au *parti unifié*, c'est-à-dire rallier l'opposition à notre idéal national ? Personne ne saurait le soutenir, personne ne le soutient...¹². » L'U.P.S. est évidemment la plaque tournante de cette mobilisation, surtout qu'elle peut se prévaloir des résultats obtenus aux élections législatives qui lui ont assuré la place de parti dominant. Les conditions semblent donc être réunies pour un processus bien connu des autres Etats africains : réunification des partis sous l'impulsion du parti gouvernemental dominant.

Cependant la tentative se solde par un échec qui est porté à la connaissance de l'opinion par un communiqué du Bureau politique de l'U.P.S. en date du 11 juillet 1962. Le communiqué, tout en essayant de dégager la responsabilité du parti gouvernemental dans cet échec, fait état des arguments des deux partis d'opposition intéressés.

Pour sa part, le Bloc des masses sénégalaises (B.M.S.) conteste la forme de réunification proposée, qui semble être une intégration pure et simple — donc sa disparition — dans l'U.P.S. Ce dernier parti estime que le B.M.S. déforme volontairement ses intentions et déclare avoir « pris connaissance du contenu du tract injurieux récemment diffusé par les dirigeants du B.M.S. et de la lettre de leur secrétaire général, M. Boubacar Gueye, déformant sciemment le sens des démarches entreprises par le parti, et prê-

12. Cf. SENGHOR, *Nation et voie africaine du socialisme*, p. 117.

tant au camarade N'Diaye¹³ des propos inexacts quant à la forme d'intégration... ». En vérité, le B.M.S. et l'U.P.S. ne font que « chicaner » sur la forme d'intégration utilisée par le premier comme prétexte pour refuser la réunification. Derrière ces arguties, le fond du problème est très simple et se pose selon les termes suivants : le B.M.S. consent-il à rejoindre le parti gouvernemental et à disparaître ? La réponse est négative pour le moment.

Quand au P.R.A.-Sénégal, son désaccord porte apparemment sur la doctrine et le programme de l'U.P.S., et non sur la forme de la réunification. Son refus est alors jugé de haut par le parti gouvernemental, qui d'une part, estime les divergences secondaires, et d'autre part, se prévaut de l'adhésion populaire. Aussi le communiqué du Bureau politique « déplore que les dirigeants du P.R.A.-Sénégal qui ont reconnu que nos divergences ne portent plus sur le problème de l'indépendance mais sur le programme actuel de l'U.P.S., approuvé par plus de 95 % des Sénégalais, n'aient pas cru devoir à l'heure de la constitution nationale et de la mobilisation du pays pour la réussite du Plan, répondre positivement à son appel à l'unité et rejoindre dans l'action l'immense majorité du peuple ».

Ce premier échec n'est cependant que partie remise, car les dirigeants sénégalais ne désespèrent pas d'aboutir dans l'avenir. Selon les termes mêmes du communiqué précité, une porte est laissée ouverte, à défaut des partis eux-mêmes, à leurs militants ; car, « tant qu'il restera des éléments valables en dehors de l'U.P.S., nous devons tout faire pour les intégrer », déclare M. Mamadou Dia un mois après l'échec de la réunification. Par ailleurs, les négociations avec les autres partis alterneront avec les mesures d'intimidation ou de répression. Aussi le retour au multipartisme sera provisoire. Dès octobre 1963 une première fusion intervient entre le B.M.S. et l'U.P.S. Il faut attendre cependant 1966 pour que le P.R.A.-Sénégal accepte la même opération.

3. L'expérience dahoméenne : l'échec de la coalition et l'essai du parti unifié.

L'essai d'instauration d'un parti unifié au Dahomey est original dans la mesure où il révèle, à contrario, l'importance de l'existence d'un parti dominant. Au Sénégal et au Tchad, l'U.P.S. et le P.T.T. n'ont eu, en vérité, que des difficultés mineures à surmonter, car leurs adversaires ne pouvaient pas discuter sur un même pied d'égalité. Ici, la situation est bien différente, puisque le parti qui mène la coalition gouvernementale, le R.D.D., n'est pas capable de constituer une majorité constitutionnelle à lui seul ; à fortiori, n'est-il pas majoritaire dans le pays. Rappelons

13. Membre du bureau politique de l'U.P.S. et ministre de l'Intérieur.

que les trois partis dahoméens : P.R.D., R.D.D. et U.D.D., disposent respectivement de 28, 22 et 20 sièges à l'Assemblée.

La nécessaire coalition pour former un gouvernement, réalisée après des tractations laborieuses, entraîne des tiraillements, ainsi qu'une certaine tension entre les états-majors des partis, qui proclament tous la nécessaire unité du pays, mais sans faire beaucoup d'efforts réels en vue de sa réalisation. Mise sur pied en mai 1959, elle s'effondre le 2 novembre 1960, lorsque les cinq ministres U.D.D. donnent leur démission. En guise de réplique, le R.D.D. de M. Maga ressert ses liens avec le P.R.D., dont le leader est M. Apithy, qui entre au gouvernement comme ministre des Finances. Ensuite les deux partis mettent sur pied le 3 novembre le Parti dahoméen de l'unité (P.D.U.) qui s'assigne, entre autres objectifs, de travailler pour le rassemblement de tous les enfants du pays. Le R.D.D., parti de M. Maga, animateur de ce parti unifié, veut se mettre en position de force, de parti dominant pour négocier avantageusement le ralliement de l'U.D.D. De fait, les membres de ce dernier parti sont invités à se rallier au P.D.U. L'U.D.D. refuse et se rejette dans l'opposition, dans l'espoir de remporter les élections qui doivent avoir lieu prochainement.

En effet, des élections nouvelles doivent avoir lieu, en liaison avec le changement de statut qui affecte le pays et influence en même temps les rapports entre les partis dahoméens. La corrélation la plus nette va apparaître, encore une fois, entre les relations de l'Etat avec la France d'une part, le réaménagement des institutions et des partis, d'autre part. L'Etat vient d'obtenir son indépendance depuis le 2 août 1960. Il doit donc adapter sa charte constitutionnelle à sa nouvelle situation. Enfin, il doit procéder à l'élection d'une nouvelle assemblée et d'un chef de l'Etat. On voit tout de suite l'intérêt que présente un pareil programme pour trois partis de force équivalente pour l'instant, et par conséquent, aussi bien placés l'un que l'autre pour conquérir l'Assemblée et la présidence de la République. A la lumière de ces faits, on comprend mieux la rupture de la coalition tripartite intervenue le 2 novembre sur l'initiative de l'U.D.D. et la constitution le 3 novembre du P.D.U. par regroupement du R.D.D. de M. Maga et du P.R.D. de M. Apithy. Le premier parti, dirigé par M. Ahomadegbe, pense pouvoir triompher aux élections ; les deux autres partis craignant effectivement un tel résultat, ne voient d'autre parade que dans une union de leurs forces respectives.

Le 9 novembre, l'Assemblée nationale s'érige en Assemblée constituante et adopte le 25 novembre la nouvelle constitution. Le 11 décembre, les élections législatives ont lieu ; elles donnent respectivement 468 679 voix au P.D.U. et 213 572 à l'U.D.D. Mais sur le plan parlementaire, le P.D.U. enlève les 60 sièges, puisque le scrutin de liste nationale majoritaire, qui vient d'être établi, donne tous les sièges au parti qui a obtenu le plus de voix. A partir de ce moment, le P.D.U., fort de son succès électoral, va

accentuer son avantage pour acculer l'opposition à l'acceptation du parti unifié. Il réussit notamment à la mettre en difficulté en adhérant au R.D.A. Jusqu'à cette date, la section dahoméenne du R.D.A. était justement l'U.D.D. qui bénéficiait ainsi de l'étiquette d'un parti dont l'audience dépassait les limites territoriales des Etats, et dont le rayonnement est encore réel, malgré les difficultés qu'il traverse¹⁴. En tant que section du R.D.A. qui a connu dans le passé des heures de persécution et de gloire, un parti s'intègre automatiquement dans la vie politique à l'échelle du continent africain, et s'assure en tout cas le soutien des Etats du Conseil de l'Entente où les sections du R.D.A. sont au pouvoir : ce sont ces avantages qui sont donc ravis à l'U.D.D. par l'adhésion du P.D.U. au R.D.A. le 26 mars 1961.

Ayant ainsi éliminé, sur le plan intérieur, l'opposition du Parlement et mis fin, sur le plan extérieur, au soutien du R.D.A., c'est-à-dire des Etats de l'Entente, le parti gouvernemental décide le 10 avril 1961 de dissoudre l'U.D.D. En même temps, on annonce le ralliement du parti dissous au P.D.U. qui atteint alors le but fixé quelque mois plus tôt en « rassemblant tous les enfants du pays ». Désormais, les trois partis qui se sont partagés la vie politique du pays sont regroupés dans un parti unifié.

En quoi consiste ce parti unifié qui vient de s'installer ou a tenté de s'installer dans d'autres Etats comme le Niger, la Haute-Volta et le Cameroun ? Quelle est sa signification et quels sont ses caractères ?

§ 2. — Signification du Parti unifié.

L'union nationale, qui a souvent succédé aux essais de bipartisme, s'est révélée impossible en l'absence d'un parti majoritaire ou dominant. Mais ce dernier pour éviter les scissions abusives ou les difficultés propres à toute coalition, va essayer de la renforcer. C'est alors qu'il propose à ses alliés le regroupement sous la forme du parti unifié, dont il convient de préciser le contenu théorique et les caractères.

I. — Notion de parti unifié.

Il n'existe aucune formulation théorique du parti unifié. La notion, souvent employée, n'a jamais reçu une définition suffisamment précise ou élaborée. Dans les déclarations des leaders africains, il est dit que le parti unifié n'est pas le parti unique, mais un regroupement national des partis et forces politiques. Les auteurs qui se sont intéressés aux partis africains ont entrevu

14. Le R.D.A. a commencé à se lézarder en 1958 lorsque la section Guinéenne (le P.D.G.) opte pour l'indépendance et critique l'attitude de M. Houphouët-Boigny, fondateur du R.D.A. L'Union soudanaise, à son tour, n'entretient plus de rapports avec la section ivoirienne (P.D.C.I.), dont les options politiques, économiques et sociales sont pour le moins éloignées des siennes.

rapidement la notion sans en démonter le mécanisme. Ainsi M. Seurin, dans un rapport sur le système des partis en A.O.F., donne une définition du parti unifié sans le nommer, en disant : « Le système africain de parti est un régime tendant au parti unique dans un cadre juridique qui suppose un pluripartisme¹⁵. » Au delà de cette formulation générale et imprécise, les explications tournent court ; on n'est guère renseigné sur la structure du parti unifié, sur l'agencement des partis alliés.

Il semble que ce soit M. Mamadou Dia qui ait tenté de dégager une première signification du parti unifié bien avant que le système connaisse une application effective. En effet, c'est au Congrès de Bamako, en septembre 1957, alors qu'il était question du regroupement des partis politiques africains, que M. Dia distinguait trois formules possibles de regroupement. Ces trois formules sont, selon les termes mêmes de l'auteur, les suivantes :

— « Ou bien tous les partis regroupés subsistent en réalisant l'unité d'action ;

— « Ou bien un seul des partis regroupés subsiste après avoir procédé à l'intégration des autres ;

— « Ou bien tous les partis regroupés disparaissent pour donner naissance par la fusion à un nouveau *parti unifié*¹⁶. »

M. Mamadou Dia a donc clairement aperçu, dès 1957, les problèmes posés aux partis africains et analysé les solutions éventuelles. La première est l'union nationale qui n'a pas réussi comme nous l'avons vu. La seconde est l'intégration dans un parti unique que l'auteur repousse, car elle est anti-démocratique : « elle est la solution du véritable totalitarisme, car elle est l'écrasement des uns par les autres ». Il opte pour la fusion qui réalise le parti unifié, résolvant par la même occasion « toute contradiction dans l'apparition d'une réalité nouvelle, synthèse des oppositions antérieures ». Le parti unifié aurait donc une doctrine, des structures nouvelles et ne refuserait pas aux opposants de se manifester. Il se distinguerait du « parti unique monolithique, despotique et engendrant la dictature ». Cette conception est bien celle qui a inspiré les expériences africaines, dont l'observation permet de dégager les caractères essentiels.

II. — Caractères du Parti unifié.

Les caractères essentiels sont au nombre de trois.

1. En premier lieu, *le parti unifié crée une apparence d'unité*. Il fait disparaître formellement les étiquettes partisans en les fusionnant dans un seul groupement. Ce point n'est pas à négliger en Afrique, où les appellations ont un relent régionaliste, tribaliste ou religieux. Leur disparition n'est pas sans répercussions, psycho-

15. Cf. J.-L. SEURIN, Rapport précité à l'Association française de Science politique.

16. Cf. Discours prononcé à Bamako, rapporté in *Union française et Parlement*, octobre 1957, p. 6-7.

logiques d'abord, politiques ensuite. Elle témoigne d'une volonté apparente d'unité des familles politiques ; elle crée l'espoir que l'apparence d'unité deviendra peu à peu réalité.

2. En second lieu, *le parti unifié laisse subsister un certain pluralisme*. En effet, sur le plan des structures, il laisse subsister l'organisation et « l'appareil » des partis. Cette situation s'explique par le fait que les partis ont souvent une assise régionale solide, même si leur audience à l'échelle nationale est limitée. Il serait donc vain d'ignorer ou de supprimer une telle structure ; une mesure d'interdiction prise à son encontre, ne résout pas le problème, mais le déplace seulement. L'opposition qu'elle représente subsistera et sera peut-être plus dangereuse parce que ne s'exerçant pas au grand jour. La formule du parti unifié permet ainsi de concilier la nécessaire unité d'action et de programme, d'une part, le pluralisme naturel des groupes sociaux et politiques d'autre part.

Un bon exemple peut être trouvé dans l'opération réalisée au Sénégal, d'abord en 1963, puis récemment en 1966. En octobre 1963, une fusion est intervenue entre l'U.P.S. et le B.M.S. Un protocole passé entre les deux partis en fixe les conditions : deux membres du B.M.S. entreront au gouvernement ; huit seront inscrits sur la liste d'union nationale proposée par l'U.P.S. aux élections ; cinq seront membres du bureau politique de l'U.P.S. (qui compte 52 membres) ; enfin le Conseil national de l'U.P.S. comprendra 1/10^e des membres du B.M.S. Ces conditions monirent que si le B.M.S. a disparu en tant qu'étiquette ou raison sociale, il demeure en tant qu'organisation ou réalité sociologique. Il en est de même du P.R.A. après sa fusion en juin 1966¹⁷. Les observateurs constatent alors qu'on introduit dans le parti dominant, en même temps que des hommes nouveaux, des tendances nouvelles, de sorte que l'opposition jusque-là extérieure, devient une opposition interne. On note de ce fait, au sein du parti, des divergences entre membres de l'U.P.S. et anciens membres B.M.S.¹⁸.

Ainsi le parti unifié est un amalgame des familles politiques qui se distingue à la fois de la coalition, car il n'y a qu'un seul mouvement ou parti et du parti unique car il est moins homogène, moins monolithique. En vérité, le parti unique africain sera toujours marqué par ce caractère de parti unifié dont il est issu ; il n'aura jamais, ni la cohérence doctrinale, ni la rigidité structurelle d'un

17. Le P.R.A. se voit offrir 3 postes ministériels, 10 sièges au bureau politique, 54 au Conseil national, qui compte environ 250 membres.

18. Cf. Bakary TRAORE, « Les partis au Sénégal depuis 1946 », in *Forces politiques en Afrique noire*, Paris, P.U.F., 1966 (Travaux et recherches de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, série Afrique, n° 2), p. 90. L'auteur ajoute que « trois mois après leur intégration dans l'U.P.S., on a entendu des ex-B.M.S. proclamer, lors de l'élection du bureau du Conseil municipal de Dakar : « Nous du B.M.S. n'avons pas été consultés pour le choix des candidats. » Ce « Nous du B.M.S. » est assez significatif.

véritable parti unique. Aussi est-il très contestable de qualifier de parti unique, au sens strict, la plupart des partis africains qui n'admettent pas d'opposition externe légale.

3. Enfin le *parti unifié est instable*. Il ressort des explications précédentes que le parti unifié est un compromis ; or, tout compromis est instable. En l'espèce, de nombreux facteurs militent en faveur de la rupture d'équilibre.

Tout d'abord, l'unification est réalisée par un parti dominant dont le dynamisme est tel qu'il perturbe l'équilibre établi ; ce parti a une tendance naturelle à absorber totalement ou à éliminer ce qui l'entoure. Certes, des mécanismes institutionnels peuvent être mis sur pied pour sauvegarder les différentes tendances coexistant dans le système unifié ; mais ces mécanismes n'ont jamais existé et, dans la pratique, il faudrait s'interroger sur leur efficacité. A considérer le sort fait aux dispositions constitutionnelles et légales — au demeurant fort détaillées et nombreuses — on doit conclure qu'elles sont des barrières « de papier », destinées davantage à rassurer l'opinion internationale qu'à protéger les opinions minoritaires internes dans le pays.

Face à ce dynamisme débordant du parti dominant, les alliés doivent agir pour ne pas être totalement asphyxiés. Or, cette action ne peut s'orienter que dans deux directions :

— ou bien, c'est une participation effective et un soutien sans conditions à la politique du parti dominant ; dès lors, celui-ci ne conçoit plus une autonomie quelconque des alliés qui sont invités à une absorption pure et simple ;

— ou bien, c'est une action originale qui conteste certains aspects de la politique du parti dominant et qui mène finalement à une opposition ouverte et à une scission. La scission signifie la disparition pour son auteur, car tout groupement politique autre que le parti unifié est interdit.

Enfin, il ne faut pas oublier que les compromis sont réalisés par des hommes ; ils n'excluent ni les ruses et les intrigues, ni les passions et les querelles de personnes. Souvent, l'unification comme la scission, résultent d'exclusives d'ordre personnel ou de calculs assez bas qui retentissent gravement sur le système politique. L'évolution trouve alors son aboutissement logique : le mouvement unifié se renforce au profit d'un parti contrôlé soit par une équipe, soit par un homme ; ce parti ne tarde pas à se confondre avec l'Etat, le peuple, la nation. Le parti unique est né. Ce schéma est valable pour la grande majorité des Etats africains, puisqu'aucun parti unifié n'a subsisté longtemps. D'où l'intérêt que présente l'expérience réalisée au Sénégal au cours de l'été 1966. Depuis le 13 juin 1966, en effet, après la fusion du P.R.A. au sein du parti gouvernemental, il n'y a plus qu'un seul parti légal dans le pays. Ce parti est unique si l'on se contente d'une observation extérieure pour constater l'absence d'opposition, hormis celle clandestine. Mais si l'on se livre à une analyse interne du nouveau parti, on constate

qu'il s'agit davantage d'un parti unifié, qui réalise un compromis entre trois tendances politiques : l'une dominante, l'U.P.S., les deux autres nettement minoritaires, l'ex-B.M.S. et l'ex-P.R.A. Cette expérience est à suivre, au regard des considérations dégagées précédemment¹⁹. Le compromis réalisé demeurera-t-il longtemps en vigueur ? Dans ce cas il pourra s'institutionnaliser, donner naissance à un système original et servir effectivement d'expérience-pilote pour l'Afrique. Ou bien va-t-il subir la même dégradation que partout ailleurs, et déboucher sur le « parti unique africain », qui est ainsi le terme d'une évolution en quatre étapes ?

19. Il faut signaler les tentatives faites au Togo à plusieurs reprises pour réaliser un parti unifié. Ainsi, par exemple, un meeting populaire appelé « Congrès d'union et de réconciliation nationale », s'est tenu le 4 décembre 1965 à Lomé. Le Congrès réunissait les quatre partis politiques togolais : Union démocratique des populations togolaises, Juvento, Mouvement populaire togolais et Unité togolaise. Le Comité national de coordination, créé par les quatre partis, a demandé au gouvernement et aux dirigeants des partis politiques d'étudier activement la possibilité de création d'un *Parti politique unifié*, regroupant U.D.P.T., Juvento, M.P.T. et U.T. Ces tentatives ont été vaines jusqu'à présent. Le nouveau régime militaire, issu du coup d'Etat du 13 janvier 1967, prétend vouloir réaliser « l'union et la réconciliation nationales » ; il reste à se demander ce que recouvre cette formule.

CHAPITRE IV

LE PARTI UNIQUE

Le parti unique est le couronnement logique d'une évolution commencée sous le signe du multipartisme, relayée par le bipartisme et le parti unifié. Cependant cette évolution n'a pas été rigoureusement la même dans tous les Etats.

L'un d'entre eux connaît un régime de parti unique depuis assez longtemps déjà : le Parti démocratique de la Côte d'Ivoire (P.D.C.I.) de M. Félix Houphouët-Boigny détient le monopole de la vie politique depuis 1957. Le Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (M.E.S.A.N.) est pratiquement dans la même situation en République Centrafricaine (ex-Oubangui-Chari¹). Enfin la Guinée et le Mali sont passés rapidement du multipartisme au parti unique au cours de l'année 1959. Ces quatre exceptions relatives (le parti unique a été instauré tôt ou rapidement) et le cas singulier de Madagascar qui sauvegarde toujours le multipartisme, n'altèrent pas le schéma général d'évolution que nous essayons de dessiner. Il est assez remarquable de constater que les étapes dégagées se retrouvent distinctement dans la plupart des Etats ; pourtant, la période de temps pendant laquelle se fait le passage du pluralisme au monopole politique est courte (moins de cinq ans : 1958-1962) ; de plus, la vie politique africaine est assez fluide et se prête fort mal à des généralisations. C'est parce qu'il existe des points de repère indiscutables, jalonnant cette histoire politique, que les étapes apparaissent avec suffisamment de netteté : changement de statut des Etats, adoption de nouvelles institutions, changement de la structure gouvernementale, accompagnent la réduction du nom-

1. En République centrafricaine, les sections du R.D.A. et du M.S.A., créées l'une en 1948, l'autre en 1957, n'existaient que nominale-ment en raison de la faiblesse de leurs effectifs et de l'absence de programme. Elles étaient à l'écart de la vie politique jusqu'en novembre 1962, date de leur dissolution.

En juillet 1960, nous avons noté une scission du M.E.S.A.N. qui instaura un bipartisme ; mais le bipartisme fut de courte durée puisque, en décembre de la même année, le parti d'opposition (M.E.D.A.C.) fut dissous.

bre des partis. A l'occasion de chacun de ces événements il se produit un réaménagement dans le système partisan, ou plus exactement le renforcement et la prééminence de l'un d'entre eux.

Quand et comment s'est instauré en définitive le parti unique ? En dressant un tableau des dates et des procédés il ressortira la conclusion suivante : le parti unique est la conséquence logique de l'indépendance et surtout de l'exercice total du pouvoir par un parti et un homme qui utilisent ou réadaptent les institutions pour asseoir leur autorité (section 1). Le parti unique, une fois en place, ne joue cependant pas partout le même rôle et commence à être remis en cause dans certains pays par des coups d'Etat militaires ; il convient donc de faire un bilan de la situation présente (section 2).

Section 1. — La liaison entre l'indépendance, le présidentielisme et le parti unique.

Le tableau IV ci-joint que nous établissons indique les dates de la proclamation de l'indépendance, de l'adoption du régime présidentiel et de l'instauration du parti unique. L'examen de ce tableau permet de tirer un certain nombre d'observations qui éclairent davantage cette évolution des partis africains à laquelle nous essayons de restituer une physionomie complète (voir *tableau page suivante*).

§ 1. — Indépendance et parti unique.

Il faut d'abord remarquer la liaison entre l'indépendance et le parti unique. Cette liaison existe effectivement et ne peut être mise en doute. Mais quelle est sa nature et quelle influence l'un des phénomènes exerce-t-il sur l'autre ? C'est ici que l'on peut contester les affirmations souvent répétées dans la littérature politique africaine. En effet, on entend souvent les responsables africains proclamer que leur pays est tout naturellement soumis au parti unique car celui-ci a conquis l'indépendance ; il est normal qu'un seul peuple luttant pour son indépendance se rassemble derrière un seul chef et un seul parti qui s'installent ainsi au pouvoir sans opposition. Ce lieu commun est corroboré par des observateurs tels que R. Schachter-Morgenthau qui écrit que l'avènement du parti unique est en relation directe avec la lutte contre la puissance coloniale ; il est le résultat naturel du besoin d'unité qui sous-tend toutes les forces en vue de ce but précis².

Apparemment ces affirmations semblent incontestables, ou, mieux même, elles semblent confirmées par un examen rapide du tableau établissant les dates respectives de l'indépendance et de l'installation du parti unique avec une coïncidence entre les deux phénomènes. On peut ainsi dire que le parti animateur de la lutte

2. R. SCHACHTER, « Single-party system in west Africa », *American Political Science Review*, 1961, p. 299.

TABLEAU IV

Etats	Date de l'Indépendance	Date d'instauration du présidentielisme	Date d'instauration du parti unique
Cameroun	Janvier 1960	Septembre 1961	Essai, juillet 62
Congo	Août 1960	Mars 1961	Juillet 1962 Avril 1963 (1)
Côte d'Ivoire	Août 1960	Novembre 1960	Depuis 1957 (2)
Dahomey	Août 1960	Novembre 1960	Avril 1961
Gabon	Août 1960	Février 1961	Bipartisme
Guinée	Septembre 1958	Novembre 1958	Septembre 1958
Haute-Volta	Août 1960	Novembre 1960	Janvier 1960
Madagascar	Juin 1960	Juin 1962	Multipartisme
Mali	Juin 1960 (a)	Septembre 1960	Mars 1959
Mauritanie	Novembre 1960	Mai 1961	Décembre 1961
Niger	Août 1960	Novembre 1960	Octobre 1959
Rép. Centrafricaine	Août 1960	Juillet 1961	Novembre 1962
Sénégal	Juin 1960 (a)	Mars 1963	Juin 1966
Tchad	Août 1960	Avril 1962	Janvier 1962
Togo	Avril 1960	Avril 1961	Janvier 1962 (3)

(a) La Fédération du Mali est proclamée indépendante le 20 juin 1960 ; elle éclate le 20 août, la République du Sénégal décidant de s'en retirer et se proclamant indépendante ce même jour. Le 22 septembre le Soudan prend le nom de République du Mali.

(1) En juillet 1962, l'abbé Youlou dissout tous les partis autres que l'U.D.D.I.A., le P.P.C. et le M.S.A., qui s'apprêtent à former un parti unique. Son renversement par un soulèvement populaire met en échec cette tentative et fait place à un nouveau parti unique : le Mouvement national de la Révolution, constitué par ceux qui ont provoqué la chute de M. Youlou, en avril 1963.

(2) En Côte d'Ivoire le P.D.C.I. est pratiquement parti unique depuis 1957. A cette date, un petit parti d'obédience catholique — Action démocratique — fut créé par Albert Niava, mais il ne joua aucun rôle et disparut en 1959.

(3) Au Togo, après l'assassinat de Sylvanus Olympio, il s'est produit un retour au multipartisme ; depuis 1963, quatre partis existent de nouveau dans le pays : U.D.P.T., M.P.C., Juvento, U.T. (Unité togolaise). Mais le récent coup d'Etat du 13 janvier 1967, est venu remettre en cause cette situation.

pour l'indépendance consolidait, au fur et à mesure de la conquête de la souveraineté nationale, son pouvoir pour l'assumer finalement — et de façon concomitante avec l'indépendance — tout seul. Cette thèse que veulent accrédi-ter bien des leaders africains ne correspond pas totalement à la réalité. Tout d'abord une comparaison précise entre les deux phénomènes montre que, dans la plupart des cas, l'avènement du parti unique est postérieur à la date de l'indépendance³. Par conséquent le parti gouvernemental, tout en étant le responsable de la négociation et de la proclamation de l'indépendance, n'en est pas l'unique artisan ; les autres partis ont participé tout autant à l'évolution politique générale qui aboutit à l'indépendance. Car, c'est la seconde observation, cette dernière ne résulte nullement d'une lutte quelconque, mais bien de négociations très pacifiques menées d'ailleurs au même moment par la plupart des Etats africains. C'est le 4 juin 1960 que le titre XII de la Constitution française, relatif à la Communauté, subit une révision permettant l'accession à la souveraineté totale sans sortir de ladite Communauté. Entre cette date et la fin de la même année, tous les Etats obtiennent la révision de leur statut et entreprennent la conclusion d'accords de coopération. C'est donc une prétention indéfendable que de soutenir que le parti unique résulte de la *lutte* pour l'indépendance⁴. Si une telle corrélation ne correspond pas aux faits, une autre corrélation existe et mérite l'attention.

Il y a un rapport étroit entre la *prise en charge* de l'indépendance et l'avènement du parti unique. En effet la survenance de celle-là entraîne un transfert total de compétences et de responsabilités qui échappent désormais à la Métropole pour échoir au nouvel Etat souverain qui doit les assumer. Or, c'est précisément pour exercer seule ces compétences et responsabilités que le parti gouvernemental s'emploie à éliminer toute opposition. Le parti unique apparaît donc non comme un moyen d'acquérir l'indépendance,

3. Il en est ainsi pour le Congo, le Dahomey, la Mauritanie, la République centrafricaine, le Sénégal et le Togo. En ce qui concerne la Guinée, indépendance et parti unique coïncident exactement. Pour la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Mali et le Niger, le parti unique de fait a précédé l'indépendance.

4. On peut même ajouter que la plupart des partis uniques ont ralenti le mouvement en luttant contre les partisans d'une indépendance trop rapide et en interdisant les partis favorables à une telle échéance ; interdiction du Sawaba au Niger, du P.A.I. au Sénégal, de la Nahda en Mauritanie, du P.R.L. en Haute-Volta. Seul le P.D.G. peut faire prévaloir qu'il a effectivement mené la Guinée à l'indépendance dont l'acquisition est devenue une lutte pour *survivre* après la rupture brutale imposée par le Général De Gaulle (suppression de toute aide financière, retrait du personnel français, difficultés sur le plan international notamment pour l'admission à l'O.N.U. etc... voir toutes ces difficultés, B. AMEILLON, *La Guinée, bilan d'une indépendance*, Paris, Maspéro, p. 77 et suiv.). Pour réaliser l'unité au sein du P.D.G., S. Touré invoquera effectivement les nécessités de l'indépendance et la mobilisation de tous derrière le parti pour relever le défi français.

mais comme un moyen de l'*assumer*. Telle est la véritable liaison, entre ces deux phénomènes, qui fait apparaître la conquête et la monopolisation du pouvoir comme des facteurs déterminants de l'évolution des partis ; ce qui revient à dire que l'avènement du parti unique s'explique davantage par la science politique (prise de pouvoir) que par la sociologie et l'histoire (structure et état de la société africaine). Mais nous abordons là les raisons de cette évolution qui seront discutées dans la seconde partie et il convient d'examiner auparavant les rapports entre le présidentielisme et le parti unique.

§ 2. — Présidentielisme et parti unique.

Le problème des rapports entre ces deux institutions se pose dans les mêmes termes que les précédents ; mais ici les rapports sont plus étroits et difficiles à démêler. Si l'on peut affirmer sans aucun doute que l'indépendance a entraîné le parti unique et non le contraire, et établir ainsi une liaison non réversible entre l'une et l'autre, on ne peut dire la même chose à propos du présidentielisme et du parti unique. Il y a interaction entre l'un et l'autre ; tantôt le présidentielisme précède le parti unique qu'il aide à s'installer, tantôt c'est l'inverse. Avant de dégager ces interactions il convient toutefois de rappeler brièvement les caractères du présidentielisme africain⁵.

A. — Caractères du présidentielisme africain.

Ces caractères excellentement analysés par M. Buchmann que nous suivons ici d'assez près, se résument dans deux propositions simples : d'une part, la prépondérance présidentielle par un renforcement de l'institution telle qu'elle existe dans le régime classique et surtout par des innovations peu orthodoxes par rapport à ce régime classique qui entraînent l'appellation « présidentielisme » ; d'autre part l'abaissement du Parlement tant en ce qui concerne ses pouvoirs de légiférer que ses moyens de contrôle à l'égard de l'Exécutif.

1. La prépondérance présidentielle résulte tout d'abord d'un renforcement des institutions du régime présidentiel classique.

5. La bibliographie sur les institutions politiques de l'Afrique noire est assez abondante, cf. la bibliographie établie par A. MAHIOU et J.C. VATIN in *Revue algérienne des Sciences juridiques, politiques et économiques*, 1966, n° 1, p. 179-190. Deux auteurs ont analysé minutieusement les régimes présidentiels africains, M. Jean BUCHMANN, (*L'Afrique noire indépendante*, p. 252-283) qui a mis à l'honneur l'expression « présidentielisme négro-africain » et M. Louis Dubouis (« Le régime présidentiel dans les nouvelles constitutions des Etats africains d'expression française », *Penant*, 1962, p. 218-248). Pour sa part, M. Luchaire préfère qualifier ces régimes de « présidentielisme de type consulaire », par référence au régime consulaire dont la France fut dotée par la Constitution de l'An VIII (*Droit d'Outre-Mer et de la coopération*, p. 337 et p. 340).

Le chef de l'Etat est désormais élu au suffrage universel direct et peut donc se prévaloir de représenter le peuple entier tout autant que le Parlement⁶. Il exerce évidemment l'ensemble des prérogatives normalement dévolues à l'Exécutif, auxquelles s'ajoutent les pouvoirs exorbitants prévus par la Constitution au titre des pouvoirs délégués, exceptionnels ou spéciaux. Au sein du gouvernement, il est le seul détenteur du pouvoir exécutif puisqu'il nomme les ministres qui sont responsables devant lui. En vérité, jusque-là il n'y a rien d'original puisque les régimes africains ont simplement renforcé le mode de désignation et les pouvoirs du chef de l'Exécutif conformément à une tendance générale des Etats modernes bien connu et étudié sous le nom de « personnalisation du pouvoir⁷ ». Par contre, ils innovent largement en introduisant au sein du régime présidentiel certaines mesures empruntées au régime parlementaire, qui ont pour but d'assurer la prééminence totale du chef de l'Etat. La plus remarquable d'entre elles est le droit de dissoudre l'Assemblée nationale qui rompt ainsi la distinction classique entre régimes présidentiel et parlementaire ; il n'y a plus de séparation stricte ni d'équilibre des pouvoirs dès lors que l'Exécutif dispose d'un moyen d'action aussi puissant à l'égard du législatif ; M. Buchmann en conclut qu'il y a « une véritable hiérarchisation des pouvoirs dans l'Etat » (*op. cit.*, p. 275) où une institution — en réalité un homme — domine toutes les autres, notamment le Parlement qui ne joue effectivement qu'un rôle dérisoire.

2. Le Parlement, constitué par une assemblée unique, est élu au suffrage universel direct sur une liste nationale complète ; nous verrons (cf. titre II) que ce mode de scrutin est un élément important dans l'établissement et le maintien du parti unique et aussi de soumission des députés au parti, donc du Parlement au chef de l'Etat qui est chef du parti. Les pouvoirs de l'assemblée subissent des limitations importantes à la fois par les amputations, la procédure restrictive de fonctionnement et les dessaisissements consacrés par la Constitution. Les amputations résul-

6. L'élection au suffrage universel a été adoptée par les Etats suivants : Cameroun, Côte d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Gabon, Guinée, Madagascar, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Togo.

Dans deux Etats, l'élection est faite par un collège restreint comprenant les parlementaires et des élus locaux (Congo) auxquels s'ajoutent des chefs coutumiers (Tchad).

Dans un seul Etat, le Mali, le chef de l'Etat est élu par l'Assemblée nationale.

7. Sur le phénomène en général, voir : A. MABILEAU et L. HAMON, *La personnalisation du pouvoir*, Paris, P.U.F., 1964 ; en Afrique, voir Seydou Madani Sy, *Recherches sur l'exercice du pouvoir en Afrique noire*, Paris, Pédone, 1966 ; D.G. LAVROFF, *La République du Sénégal*, Paris, L.G.D.J., 1966 ; G. TIXIER, *Le Ghana*, Paris, L.G.D.J., 1965 ; Dubouis, article précit. in *Penant* ; G. Tixier : « La personnalisation du pouvoir dans les Etats d'Afrique de l'Ouest », *R.D.P.*, 1965, p. 1129-1150.

tent de la répartition entre les domaines de la loi et du règlement ; il s'agit là d'un héritage de la Constitution française de la V^e République dont l'article 34 est transposé avec les autres dispositions qui font du gouvernement le « législateur de droit commun ». En matière financière, les pouvoirs du Parlement font l'objet des mêmes limitations sur lesquelles il est inutile de s'étendre⁸. Ces pouvoirs, déjà amputés, se voient imposer une procédure restrictive quant à leur exercice : limitation précise de la durée des deux sessions annuelles et des sessions extraordinaires, priorité de l'ordre du jour gouvernemental, veto du chef de l'Etat qui ne peut être levé qu'à la majorité des deux tiers. Enfin le dessaisissement de l'Assemblée est le dernier moyen qui permet au gouvernement d'exercer la totalité du pouvoir en s'adjoignant la compétence législative. Il intervient dans les circonstances traditionnelles de la délégation des pouvoirs, les circonstances exceptionnelles, mais aussi lors de la proclamation de l'état d'alerte ou d'urgence ; lorsqu'un tel état est proclamé — ce qui arrive fréquemment — le gouvernement a le droit de restreindre les libertés publiques, mais en fait, il n'hésite pas à étendre son emprise à tout le domaine législatif. Etant donné l'absence de contrôle du Parlement — c'est au contraire lui qui est menacé par la dissolution, nous l'avons vu — il est aisé de deviner les possibilités d'action du chef de l'Etat⁹. Signalons toutefois qu'en Guinée et au Mali, la responsabilité devant l'Assemblée est prévue, mais elle n'a jamais joué et elle reste illusoire en raison de la qualité de chef de parti cumulée avec celle de chef de l'Etat, surtout dans un régime de parti unique. Il en est de même au Congo où, après la chute de l'abbé Youlou, la Constitution du 8 décembre 1963 prévoit la responsabilité du premier ministre (le gouvernement est bicéphale avec un président de la République et un premier ministre dans le but d'éviter une concentration du pouvoir) devant l'Assemblée nationale à la majorité des 2/3. Ceci amène à élucider les rapports entre le parti unique et le présidentialisme dont les caractères sont maintenant connus.

B. — Les influences respectives entre présidentialisme et parti unique.

Théoriquement le problème de ces influences peut être ainsi posé : est-ce le présidentialisme qui a permis l'avènement du parti unique ou l'inverse ? Une réponse nette à une question aussi simple et claire ne serait pas sans conséquences sur la théorie cons-

8. Interdiction des amendements parlementaires ayant pour effet une diminution des ressources ou une aggravation des dépenses de l'Etat ; obligation pour le Parlement de voter le budget en équilibre et dans un certain délai ; possibilité pour le gouvernement d'établir d'office le budget par ordonnance...

9. Au Congo et au Tchad, l'Assemblée peut mettre en jeu la responsabilité des ministres, mais non du chef de l'Etat, à la majorité des 2/3.

titutionnelle ; une corrélation étroite serait, selon le cas, établie ou non entre présidentielisme et parti unique en Afrique. Mais l'étude concrète de l'évolution politique ne permet pas une réponse nette selon laquelle l'un des phénomènes seulement est cause de l'autre qui en est la conséquence. Elle montre plutôt que, dans certains cas, le présidentielisme a précédé et favorisé le parti unique et inversement dans d'autres.

1. Le présidentielisme a précédé et favorisé le parti unique.

Cette situation se retrouve dans six Etats sur les douze qui connaissent un régime de parti unique ; il s'agit du Congo, du Dahomey, de la Mauritanie, de la République centrafricaine, du Sénégal et du Togo (voir tableau IV). Dans ce cas, les modifications qui transforment les régimes de nature parlementaire en régimes présidentielistes ont institutionnalisé la prééminence totale du chef de l'Etat, lequel, en tant que chef du parti gouvernemental, va assurer la prééminence totale de ce parti. Le mécanisme est déclenché par l'exigence de l'élection du Président de la République au suffrage universel. En effet, bien que la concurrence des candidats soit permise par les textes, les leaders africains estiment qu'il serait regrettable qu'elle joue en pratique, car elle diviserait le pays alors que le but essentiel est précisément de réaliser l'union nationale autour du futur responsable du pays. De fait, nous avons déjà constaté que les unions et les partis unifiés ont souvent visé à présenter une seule candidature. Au Congo et en Mauritanie, c'est à l'occasion des élections présidentielles, en date respectivement des 26 mars et du 20 août 1961, que s'esquissent le rapprochement puis la fusion des partis en un seul¹⁰.

Lorsque l'accord ne s'établit pas, le parti gouvernemental met en œuvre tous les moyens — pacifiques ou coercitifs — pour réduire l'opposition. Sans entrer dans le détail de ces moyens qui seront étudiés dans le titre second, citons quelques exemples : au Dahomey, à l'approche des élections, l'U.D.D. de M. Ahomadegbe, espérant en sortir vainqueur, refuse de s'allier au parti unifié proposé par M. Maga, le P.D.U. ; ce dernier obligé de livrer une véritable bataille électorale va recourir à la procédure électorale pour non seulement s'assurer la victoire, mais surtout éliminer l'opposition. C'est ainsi que l'Assemblée nationale, après s'être érigée le 9 novembre 1960 en Assemblée constituante en

10. Même au Gabon où le bipartisme existe et persiste, les élections présidentielles furent l'occasion d'une union entre le B.D.G. et l'U.D.S.G. pour présenter un seul candidat (Léon M'Ba leader du B.D.G.). A Madagascar, autre régime multipartisan, où M. Raseta a eu « l'outrecuidance » de se présenter contre M. Tsiranana le 30 mars 1965, une sanction sera prise à son encontre lors des élections législatives du 8 août 1965 : sa liste sera refusée parce que déposée quelques minutes après la clôture officielle du dépôt des candidatures !

dépôt de la résistance de l'U.D.D., adopte une nouvelle constitution aux termes de laquelle les élections présidentielles et législatives sont jumelées et ont lieu au scrutin de liste nationale majoritaire à un tour. Cela veut dire que chaque parti doit présenter une seule liste comprenant autant de candidats que de postes de députés à pourvoir ainsi que le candidat à la présidence qui est en tête de liste¹¹ ; la liste qui obtient le plus de voix emporte la totalité des sièges. Le résultat attendu est atteint le 11 décembre 1960 puisque le P.D.U. remporte les élections avec 468 000 voix contre 213 000 à l'U.D.D. La défaite de l'opposition entraîne sa dissolution quatre mois après et l'instauration du parti unique. Au Togo, la procédure sera beaucoup plus simple : la liste d'opposition est refusée parce que la caution exigée n'a pas été déposée avant les délais, ce qui permet au C.U.T. de Sylvanus Olympio de se présenter seul devant les électeurs et d'enlever tous les sièges en même temps que la présidence de la République. En République centrafricaine et au Sénégal (où une constitution de type présidentiel du 3 mars 1963 a remplacé la constitution de type parlementaire du 26 août 1960) les élections se déroulent avec un seul candidat, celui du parti gouvernemental. Toutefois il faut noter qu'au Sénégal la liaison entre présidentielisme et parti unique est moins nette qu'ailleurs ; ce dernier ne sera institué qu'en juin 1966 après avoir rallié pacifiquement, par négociation, les partis d'opposition au sein de l'U.P.S.

2. Le parti unique a parfois précédé et favorisé le présidentielisme.

C'est la constatation qui ressort à propos des Etats suivants : Côte d'Ivoire, Guinée, Haute-Volta, Mali, Niger et Tchad. Dans ces cas, la transformation constitutionnelle n'est qu'une adaptation pour répondre à une transformation du système partisan et mieux refléter les réalités politiques nouvelles. Par des procédés divers, un seul parti s'est imposé dont le leader revendique l'exercice de la totalité du pouvoir. Des dispositions sont donc prises pour assurer la prédominance de l'Exécutif sur le législatif ; le Parlement est réduit en fait au rôle d'assemblée délibérative ou consultative ; les élections deviennent un plébiscite plutôt qu'une compétition ; la séparation des pouvoirs n'est plus qu'un principe abstrait vidé de sens du moment que tous les organes de l'Etat sont pourvus et contrôlés par un parti. Sur ce dernier point, M. Philippe Yace, secrétaire général du parti démocratique de Côte d'Ivoire,

11. Plus exactement aux termes de l'article 2 de la Constitution du 26 novembre 1960 : « chaque liste comprend un nombre de candidat égal au nombre de députés à élire, plus deux candidats à la présidence et à la vice-présidence de la République qui figurent obligatoirement en tête de liste ». Comme l'assemblée comporte 60 députés, la liste doit donc comprendre 62 noms.

donne très logiquement l'explication suivante, en déclarant le 17 janvier 1962 :

« Sans doute, existe-t-il une séparation des pouvoirs prévue par la Constitution, mais cette séparation ne doit pas être considérée comme contraire à une authentique coopération, qui doit s'instaurer entre le gouvernement et l'Assemblée, entre ces derniers et le parti. Une stricte séparation des pouvoirs peut se justifier avec l'existence d'un système de plusieurs partis, dans un régime démocratique bénéficiant d'un passé déjà long d'expérience politique. Mais une telle transposition dans notre jeune Etat ne pourrait qu'engendrer des désordres et l'inefficacité, au moment où nous songeons plus précisément à assurer ensemble la construction nationale. »

En effet le parti unique rend caduques la plupart des dispositions traditionnelles du régime parlementaire ou présidentiel. Dès lors, le problème posé aux Africains est d'arriver, malgré tout, à couvrir par des *formes* (institutions juridiques) ou superstructures du pouvoir, les *forces* réelles (partis) qui constituent l'infrastructure politique. La question est résolue par un emprunt à l'un et l'autre des deux régimes (notons ici, encore une fois, l'influence de la Constitution française de 1958), emprunt qui débouche parfois sur des constitutions assez étonnantes au regard de la logique juridique classique. L'exemple type de cet amalgame étant l'introduction de la dissolution du législatif par l'exécutif — technique essentiellement parlementaire — dans le régime présidentiel dont le principe fondamental — la séparation des pouvoirs — est ainsi mis en échec. Cet amalgame ne doit guère étonner lorsqu'on s'aperçoit qu'il vise tout simplement à habiller juridiquement et de la manière la plus adéquate le monopole politique d'un parti¹². Le présidentielisme semble offrir toutes les ressources nécessaires à cet effet. C'est pourquoi il a parfois précédé et aidé l'avènement du parti unique et parfois il en a été le couronnement. Assez curieusement, cette double fonction de l'institution s'est partagée également entre les douze Etats dotés d'un parti unique, puisque dans six d'entre eux le présidentielisme a précédé le parti unique et l'inverse dans six autres. Donc l'un des phénomènes peut être la cause ou la conséquence de l'autre, selon les cas.

Cette liaison établie, il reste que l'on peut s'interroger sur le point de savoir si la forme présidentialiste importe tant et si en vérité n'importe quelle autre forme de régime ne pourrait

12. En réalité nous saisissons ici toute l'ambiguïté des institutions africaines qui sont déchirées entre un souhait et une volonté : souhait de ne pas rejeter tous les principes politiques libéraux pour des raisons diverses (formation politique libérale des leaders, prestige extérieur, souci de conciliation...), volonté d'assurer cependant la prééminence totale d'un parti et d'un homme (le cas du Sénégal est le plus frappant).

être animée par le parti unique¹³. La question n'est nullement gratuite ; au contraire dans le cas présent, une réponse affirmative rendrait inutiles toutes les théories sur le présidentielisme « négro-africain » (M. Buchmann) ou de « type consulaire » (M. Luchaire) ainsi que nos développements précédents. Pourquoi en effet vouloir dégager les traits originaux d'une institution du moment qu'il s'agit d'une forme, d'une simple superstructure interchangeable ou modifiable au gré de la seule institution qui en est la base, le parti ? Question logique donc et à laquelle on répondrait affirmativement si le parti unique chargé d'animer les institutions possédait des structures solides et rigides ainsi qu'une doctrine nette et cohérente, seules données permettant de mouler à son gré les institutions de quelque nature qu'elles soient. Il en est ainsi des partis communistes qui peuvent fonctionner aussi bien dans un régime parlementaire, présidentiel ou d'assemblée. Mais il ne peut en être de même avec les partis africains qui ne remplissent aucune des conditions de structure et de doctrine, comme nous le montrerons dans la troisième partie. Ils sont donc obligés d'utiliser le cadre institutionnel le plus apte à les aider à asseoir le pouvoir d'une équipe ou d'un homme et à le consolider. L'emprunt des techniques parlementaires et présidentielles au bénéfice du seul chef d'Etat, c'est-à-dire du chef du parti, est révélateur à cet égard ; ce n'est pas tant le parti que l'on cherche à renforcer — ce qui exigerait d'agir dans un tout autre domaine — que son chef qui n'a en vérité qu'une confiance limitée dans le parti. La fragilité de l'organisation et l'absence d'idéologie entraînent la concentration des pouvoirs aux mains d'un homme dont l'omnipotence est ainsi officialisée. Paradoxalement, c'est la faiblesse du parti qui donne naissance au pouvoir personnel, alors que la science politique a montré depuis longtemps qu'il trouve son origine dans le parti fortement structuré et discipliné. Encore une fois l'expérience africaine dégage des enseignements qui nuancent des propositions bien établies pour d'autres continents.

Il faut donc reconnaître que le « présidentielisme », au prix de nouvelles distorsions subies dans la pratique, correspond largement aux réalités politiques africaines actuelles et constitue effectivement un soutien pour le parti unique africain^{13 bis}. Son

13. Après tout les démocraties populaires n'ont pas adopté le régime présidentiel, même modifié ; elles ont au contraire opté pour un régime de type parlementaire ou d'assemblée (cf. G. VEDEL, *Les démocraties soviétiques et populaires*, cours I.E.P., Paris ; M. DUVERGER, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, P.U.F., 1965, p. 359-374 ; M.H. FABRE, *Théories des démocraties populaires*, Paris, Pédone, 1949).

La Yougoslavie qui a adopté un système parlementaire, vient même de connaître, en décembre 1966, la première crise ministérielle résultant du refus de l'Assemblée de voter un texte, depuis l'existence du parti unique dans ce pays.

13 bis. Cette conclusion n'est pas contredite par M. Seydou Madani Sy dont la thèse (*Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en*

extension à tous les Etats trouve ici son explication en plus du phénomène de contagion qui est l'un des caractères dominants de la vie politique africaine.

§ 3. — Le phénomène de contagion.

La troisième observation qui résulte de la confrontation des évolutions politiques dans les Etats d'expression française est liée à leur contagion réciproque. Aucun événement survenu dans l'un d'entre eux ne reste sans répercussions directes, plus ou moins importantes, dans les autres. Cette sensibilité mutuelle, très remarquable, rend aisée la prévision des événements dès qu'un Etat subit une crise ou un changement politique, même si les options de leurs gouvernements sont très différentes, voire opposées.

Lorsque la Guinée a choisi l'indépendance, le parti unique et le socialisme africain, beaucoup d'observateurs crurent qu'elle tentait une aventure solitaire ; moins de quatre ans plus tard, la plupart des autres Etats africains en étaient à peu près, au même point. Lorsque la Côte d'Ivoire décida en novembre 1960 d'instituer un régime présidentiel, elle rallia immédiatement l'accord des autres membres du Conseil de l'Entente¹⁴ et entraîna, par la suite, l'imitation des autres Etats¹⁵. De même, lorsque les troubles et les coups d'Etat apparurent au cours de l'année 1963, ils se répandirent avec une rapidité étonnante. L'alerte venue du Togo touchait respectivement le Congo, le Dahomey, le Gabon et plus récemment la Haute-Volta et la République centrafricaine ; elle menaçait suffisamment d'autres pays qui durent exiger de leurs armées la réaffirmation de loyauté tout en prenant des dispositions visant à associer les chefs militaires aux décisions du pouvoir, espérant conjurer les velléités de s'en emparer.

Ce phénomène de contagion trouve une première explication

Afrique noire) soutient « l'inadaptation des superstructures constitutionnelles », mais montre les distorsions apportées pour permettre à la « réalité partisane » de s'exprimer derrière les textes.

14. Dahomey, Haute-Volta, Niger.

15. Après la crise intervenue au Sénégal entre Mamadou Dia et Léopold Senghor, ce dernier déclara que Félix Houphouët-Boigny a eu raison d'opter pour le présidentielisme car le régime parlementaire avec l'exécutif bicéphale est impossible en Afrique. Pour justifier le parti unique, David Dacko déclara au 2^e Congrès du M.E.S.A.N. (28 juillet-1^{er} août 1962) : « Nous agissons comme ont agi dans leurs pays respectifs, les Senghor, Houphouët-Boigny, Ould Daddah et Modibo Keita, en décidant que les partis minoritaires devaient rejoindre les rangs du parti national majoritaire... Je ne connais en République Centrafricaine qu'un seul mouvement politique, le M.E.S.A.N. » (notons qu'en incluant Senghor dans son énumération, M. Dacko se trompe car, en 1962, il n'y avait pas encore de parti unique au Sénégal). Au Congrès extraordinaire du B.D.G. du 20 au 24 août 1963, le rapport moral et politique de M. Yembit (Vice-Président du Gouvernement et Secrétaire général adjoint du parti) défendait le parti unique en disant, entre autres, que « c'était le système adopté par tous les Etats africains ».

générale dans la solidarité continentale africaine. A certains égards, c'est un facteur positif qui démontre que tous les Etats du continent, loin d'être repliés sur eux-mêmes, sont très sensibles à leurs évolutions respectives ; il démontre surtout que Afrique blanche et Afrique noire, Afrique anglophone et Afrique francophone, Afrique révolutionnaire et Afrique réformiste sont réellement solidaires et subissent rapidement les contre-coups qui affectent l'un de leurs membres. La distinction que l'on veut donc établir entre les « Afriques ¹⁶ », tout en recouvrant une part de vérité, doit être réexaminée car elle ne rend pas compte de cette solidarité effective qui joint le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest de l'Afrique.

A côté de cette explication globale, une raison plus particulière permet d'éclairer la contagion entre les pays d'expression française ; il s'agit d'une raison liée au statut uniforme et centralisé qui régissait les territoires coloniaux. Ces derniers étaient soumis aux mêmes règles et avaient donc coutume de réagir identiquement aux événements qui les affectaient. La vie politique obéissait partout aux mêmes principes, sauf qu'elle était plus ou moins animée selon les territoires ou régions. Il en résultait donc une tendance uniforme à sentir, poser et résoudre les problèmes, tendance renforcée par l'organisation des partis fédéraux et les rapports personnels entre leaders et militants politiques. Une telle communauté de situation, de sentiments et d'aspirations n'est pas prête de s'effacer et se traduit d'ailleurs par la volonté tenace de maintenir une institution regroupant les Etats d'expression française ¹⁷. Elle se traduit aussi, au niveau des partis politiques, par une évolution remarquablement proche dont il convient de faire le point à présent.

Section 2. — Etat actuel du parti unique.

Un état des partis est nécessairement provisoire, valable pour l'instant même où il est établi, car les transformations interviennent vite et font de la vie politique africaine un pronostic quotidien. S'agissant du parti unique, il peut aussi bien disparaître,

16. Cf. BUCHMANN, *op. cit.*, p. 392 et suiv.

17. Voir la création de l'Union africaine et malgache (U.A.M.) devenue Union africaine et malgache de Coopération économique (U.A.M.C.E.) puis Organisation commune africaine et malgache (O.C.A.M.). Pourtant un raisonnement sain à l'échelle du continent africain montre que des regroupements régionaux au sens strict, à base géographique et économique, sont autrement nécessaires et utiles que ceux qui reposent sur des solidarités de langue ou d'autres solidarités résultant de la situation coloniale, y compris les liens privilégiés avec l'ancienne métropole. Il va de soi que ces dernières solidarités ne doivent pas être négligées, mais dans la mesure où elles ne nuisent pas aux regroupements régionaux véritables basés sur les nécessités économiques et les solidarités régionales profondes.

soit pour redonner naissance au multipartisme qu'il avait éliminé (cas provisoire du Togo), soit faire place à un autre parti unique (Congo, Dahomey), soit enfin à une absence de parti avec un régime militaire (Dahomey et Togo après une seconde série de coups d'Etat, Haute-Volta, République centrafricaine).

En dressant un état actuel des partis uniques africains, nous distinguerons simplement les pays où le parti est institutionnalisé, consacré officiellement (§ 1) et ceux où il existe en fait, sans qu'aucun texte solennel lui donne le monopole de la vie politique (§ 2) ; enfin nous envisagerons les exceptions qui résultent du maintien du multipartisme d'une part, de l'absence de partis d'autre part (§ 3).

§ 1. — Le parti unique institutionnalisé.

Cette formule est actuellement la moins répandue puisque parmi les quinze États étudiés elle est adoptée par cinq d'entre eux seulement : République centrafricaine, Congo, Mauritanie, Tchad et Niger. Certes cette situation n'étonne point si l'on note, avec M. Borella que : « de toutes les constitutions du monde, la constitution algérienne est la première à reconnaître officiellement — juridiquement — une réalité que beaucoup vivent mais refusent de proclamer¹⁸ ». On peut lui trouver, en Afrique noire, des justifications d'ordre tactique : Plutôt que de franchir le pas définitif et proclamer le monopole de leur parti, les leaders africains préfèrent conserver la fiction du pluralisme telle qu'elle est prévue par les constitutions et sauvegarder les apparences d'un standard minimum démocratique ; ainsi ils peuvent dire — et ils le disent — que des partis d'opposition « constructive » ont leur place dans le pays et qu'il ne tient qu'à eux de le prouver ; leur interdiction ou disparition n'est que la conséquence de leur action condamnable ou du détachement du peuple à leur égard. Par ailleurs, l'institutionnalisation n'est qu'un acte purement formel, un acte de procédure qui n'affecte en rien le rôle du parti gouvernemental dans le pays. Elle a toutefois le mérite de la franchise et de la clarté en mettant à jour le mécanisme réel du pouvoir, notamment lorsqu'elle prévoit les procédures d'intervention du parti. Elle permet alors aux citoyens de mieux situer les responsabilités et le fonctionnement réel des institutions, car ainsi que le souligne M. Borella à propos de l'Algérie : « le régime de monocratisme partisan sort de la clandestinité constitutionnelle, il s'offre à l'analyse et à la critique juridique » (*op. cit.*, p. 80).

18. Cf. F. BORELLA, « La Constitution algérienne : un régime constitutionnel de gouvernement par le parti ». *Revue algérienne des Sciences juridiques, politiques et économiques*, 1964, n° 1, p. 79. L'auteur ajoute : « c'est là, à notre avis, que le texte de la constitution algérienne est d'une importance capitale pour le juriste. Il tente, pour la première fois, de définir un régime *constitutionnel* du gouvernement par un parti unique, c'est-à-dire de formuler juridiquement les impératifs d'un tel système ».

1. *La République centrafricaine* fut le premier Etat à consacrer officiellement et juridiquement le parti unique. Elle le fait même avant l'Algérie par une loi du 21 décembre 1962 portant révision de la constitution du 16 février 1959 ; mais les dispositions centrafricaines sont sommaires et n'organisent pas un véritable régime constitutionnel de parti unique¹⁹. Il faut attendre la nouvelle constitution du 26 novembre 1964 adoptée sous forme de loi par l'Assemblée nationale pour réaliser ce régime. La prééminence du parti « instance suprême » de la République, apparaît tout d'abord dans la présentation matérielle de la charte fondamentale : alors que dans le texte précédent trois articles seulement lui étaient consacrés, à présent, c'est un titre court mais entier — le titre III — qui vient avant les titres IV et V consacrés respectivement au Président de la République et à l'Assemblée nationale²⁰. La prééminence apparaît surtout dans le contenu des dispositions consacrées au Parti :

— le peuple exerce la souveraineté par son intermédiaire (art. 10) ;

— l'ensemble du peuple centrafricain se regroupe dans le

19. Trois dispositions de la constitution sont modifiées par la loi du 21-12-1962 : l'article 2 relatif à la souveraineté se voit adjoindre un paragraphe en vertu duquel le peuple exerce librement et démocratiquement sa souveraineté au sein d'un mouvement politique national *unique* : le Mouvement d'évolution sociale de l'Afrique noire (M.E.S.A.N.) ; l'article 5 sur les immunités parlementaires est complété par un autre paragraphe qui donne à l'Assemblée nationale le pouvoir de déchoir de leur mandat les députés sur proposition du Comité directeur du M.E.S.A.N. ; enfin le nouvel article 12 décide que le Président de la République nomme et révoque les ministres et secrétaires d'Etat sur avis du Comité directeur du parti. Cette loi constitutionnelle est complétée par une loi organique du 19 novembre 1963 relative au régime électoral ; tout logiquement elle prévoit le système de la liste nationale unique présentée par le Comité directeur du M.E.S.A.N.

20. Les titres I et II concernent respectivement les bases fondamentales de la société, l'Etat et la souveraineté. Le titre III intitulé : « Du Mouvement national » est ainsi rédigé :

Art. 12. — Le « Mouvement de l'évolution sociale de l'Afrique noire » (M.E.S.A.N.) est l'instance suprême de la République. Il est le mouvement politique national unique. Il regroupe l'ensemble du peuple centrafricain suivant des règles démocratiques qui sont définies par la loi.

Art. 13. — Le fonctionnement du M.E.S.A.N. est assuré par un Comité directeur dont les membres sont élus pour deux ans par un congrès national. Les membres du Comité directeur bénéficient des mêmes avantages, privilèges et immunités que ceux prévus pour les membres de l'Assemblée nationale.

L'emblème du M.E.S.A.N. est un triangle bleu comportant une main dont l'index montre une étoile jaune à cinq branches.

Pour ses bulletins de vote le M.E.S.A.N. adopte comme couleur le rose, et comme emblème l'index montrant une étoile noire à cinq branches.

Le règlement intérieur du M.E.S.A.N. fixe les conditions de fonctionnement du M.E.S.A.N.

parti, instance suprême de la République qui reçoit un emblème dont les caractéristiques sont définies avec précision par l'article 13 de la Constitution ;

— il donne son avis sur la nomination des ministres (art. 15, al. 2).

— il peut demander la déchéance des députés coupables de manquements graves à leur devoir de représentants du peuple (art. 21, al. 4) ;

— il donne son avis sur la dissolution de l'Assemblée lorsque son fonctionnement régulier est interrompu (art. 38) ;

— il donne son avis sur toute révision de la Constitution (art. 49, al. 1).

Ajoutons que les candidats à l'Assemblée nationale et à la présidence de la République sont désignés par le Parti.

2. En second lieu c'est le *Congo* qui essaie d'officialiser un régime identique lorsque, le 13 avril 1963, l'Assemblée nationale adopte une loi portant création d'un parti unique. Dès juillet 1962 les trois partis congolais (U.D.I.A., M.S.A., P.P.C.) s'étaient mis d'accord pour instituer un seul parti et avaient dissous tous les autres mouvements à caractère politique. La loi du 13 avril accordait donc au gouvernement de l'abbé Youlou le pouvoir de donner forme et contenu à cet accord. De fait, en juillet 1963, l'abbé Youlou annonça dans un message radiodiffusé que le parti unique allait être mis en place le 18 août prochain ; le 6 août une table ronde réunissait les leaders de l'U.D.D.I.A., du M.S.A., du P.P.C., des syndicats et les chefs de l'armée. Devant la résistance des leaders syndicaux, le gouvernement veut recourir à la coercition et déclenche en retour les manifestations populaires qui se transforment en mouvement révolutionnaire les 13, 14 et 15 août²¹ et entraînent la chute de l'abbé Youlou. Ainsi le premier essai d'institutionnalisation est un échec. Mais une année plus tard, le 20 juillet 1964, une loi porte institution d'un nouveau parti unique : le Mouvement national de la Révolution (M.N.R.), expression de la volonté du peuple congolais, garant de l'unité nationale et de la pérennité de l'esprit qui a présidé à la révolution des 13, 14 et 15 août 1963. Il élabore la politique générale de la nation, inspire l'action de l'Etat en fonction des aspi-

21. La presse a parlé à ce propos des « trois glorieuses ». Il faut noter ici, que la France n'est pas intervenue aussi énergiquement qu'elle le fera au Gabon en février 1964 pour sauver M. M'Ba. D'après les observateurs, le gouvernement français opère une distinction entre les mouvements populaires où il fait intervenir l'armée pour éviter les événements dramatiques et les « putsch » qui résultent essentiellement de mécontentements militaires et méritent à ce titre d'être réduits (cf. Jean LACOUTURE in *le Monde* du 22 février 1964). En vérité, une telle distinction est souvent impossible et surtout l'intervention française sera toujours condamnée, comme ce fut le cas pour le Gabon, par l'opinion internationale, malgré l'existence d'accords militaires. L'éventualité d'une telle condamnation explique peut-être la non-intervention dans les récents coups d'Etat en Haute-Volta, en République centrafricaine, au Dahomey et au Togo.

rations profondes des masses et œuvre pour le progrès et la promotion sociale et économique du pays. Ces fonctions sont précisées à nouveau dans une *charte* du 8 janvier 1966 qui affirme nettement la primauté du parti sur le gouvernement. Il reste à se demander quelle est la valeur juridique d'un tel document élaboré par le parti en dehors de l'intervention de tout autre organe de l'Etat. Il semble qu'il faille s'attacher ici non au critère formel mais au critère matériel, c'est-à-dire au contenu même du texte. Celui-ci définit le rôle du parti qui est désormais « l'organe suprême de la nation » ; il fixe ses attributions et celles de ses organismes spécialisés ; il détermine aussi le rôle du gouvernement, de l'Assemblée nationale et du pouvoir judiciaire dont les attributions ont été pourtant fixées déjà par la Constitution du 8 décembre 1963. Il faut donc conclure que ce texte intervenu après la Constitution pour la compléter au niveau des principes politiques — il affirme notamment l'adoption de la doctrine socialiste — a une valeur supra-constitutionnelle ²².

3. En suivant toujours l'ordre chronologique, c'est la *Mauritanie* qui révisé à son tour la Constitution pour ériger le P.P.M. en parti unique. La décision a été annoncée dès le 18 novembre 1964 lorsque le bureau politique national du P.P.M. fit état de son désir de légaliser une situation qui date de décembre 1961. Par une loi du 12 février 1965 l'Assemblée nationale modifie l'article 9 de la Constitution qui stipule désormais : « la volonté populaire s'exprime par l'intermédiaire du parti de l'Etat organisé démocratiquement. Le Parti du peuple mauritanien, né de la fusion des partis nationaux existant au 25 décembre 1961, est reconnu comme l'unique parti de l'Etat. »

4. Le *Tchad* réalise la même opération en révisant la Constitution le 16 novembre 1965.

5. Quant au *Niger*, l'institutionnalisation du parti unique n'y a pas revêtu le caractère solennel d'une réforme constitutionnelle ; elle résulte simplement du régime électoral. En effet, en septembre 1965, l'Assemblée adopte trois projets de loi fixant les conditions d'éligibilité du chef de l'exécutif et des députés aux termes desquels les candidats doivent être inscrits sur une liste nationale établie par « un parti politique légalement constitué » ; or le P.P.N. est le seul parti ayant une existence légale. La situation nigérienne est donc proche de celle des Etats où le parti unique existe en fait.

§ 2. — Le parti unique de fait.

La consécration juridique du monopartisme n'est pas réalisée

22. On retrouve une analogie frappante entre cette charte du M.N.R. et la *Charte d'Alger* aussi bien quant à sa valeur juridique que quant à son contenu. Les rédacteurs congolais se sont inspirés sans doute du texte algérien (Pour une analyse de la Charte d'Alger, voir R. LETOURNEAU in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1964, p. 9-26, qui ne pose pas cependant le problème de sa valeur juridique).

dans les Etats suivants : Côte d'Ivoire, Dahomey, Guinée, Haute-Volta, Mali, Sénégal, Togo. Les partis gouvernementaux devenus uniques à l'occasion d'événements divers tels que l'absorption, la dissolution et la condamnation des opposants, se contentent d'empêcher leur naissance ou renaissance. La réglementation des libertés publiques et les textes d'exception constituent un arsenal très fourni à cet effet (voir le titre second). Le tableau ci-joint indique les dates d'instauration du parti unique, les procédures employées pour y arriver et le parti bénéficiaire.

TABLEAU V

Pays	Date	Procédés	Parti bénéficiaire
Côte d'Ivoire	1958-1959	Ralliement ou exil des opposants (1)	P.D.C.I.
Dahomey (2)	Avril 1961	Dissolution de F.U.D.D.	P.D.U.
	Décembre 1964	Naissance du P.D.D. qui remplace le P.D.U.	P.D.D.
	Décembre 1965	Naissance de l'A.D.D. qui remplace le P.D.D.	A.D.D.
Guinée	Septembre 1958	Absorption du B.A.G. et du D.S.G.	P.D.G.
Haute-Volta	Janvier 1960	Dissolution du P.R.L.	U.D.V.
Mali	Mars 1959	Absorption du P.P.S. et dissolu- tion des partis tribaux.	Union Soudanaise
Sénégal	Juin 1966	Absorption du B.M.S. et du P.R.A., interdiction du P.A.I. et du F.N.S.	U.P.S.
Togo (3)	Janvier 1962	Dissolution et poursuites judi- ciaires (Juvento, U.D.P.T.).	C.U.T.

1. Deux leaders de l'opposition (Pascal Krasso Gnahore secrétaire général de la section ivoirienne du P.R.A. et Digua Bailly) ont rallié le P.D.C.I., tandis qu'un autre opposant, Camille Assi Adam s'est exilé en Guinée (cf. ZOLBERG, *op. cit.*, p. 250).

2. Le premier parti unique (P.D.U.) a été mis en place par M. Hubert Maga qui est renversé en octobre 1963 ; le Parti démocratique dahoméen (P.D.D.) est remplacé par l'Alliance démocratique dahoméenne (A.D.D.) qui sera éliminée à son tour par l'Armée.

3. Le Togo a connu depuis bien des événements : assassinat de Sylvanus Olympio, leader du C.U.T., retour au multipartisme avec le gouvernement de M. Nicolas Grunitzky, coup d'Etat du colonel Eyadema.

La distinction entre parti unique institutionnalisé et de fait peut amener à penser que l'un est plus omnipotent que l'autre ; en réalité il n'en est rien et l'on peut même dire que la réalité est inverse. Les partis uniques légalisés — en dehors du M.N.R. congolais trop jeune encore (il date de 1963) pour que l'on puisse juger de son audience et de son pouvoir réels — ont certainement moins d'emprise, en raison de leur moindre influence dans le pays, que les partis uniques de fait comme ceux de la Guinée, du Mali ou de la Côte d'Ivoire. La distinction n'a donc qu'un caractère formel et ne définit pas deux catégories de systèmes ; une véritable classification ne peut s'établir que sur d'autres critères relatifs à l'organisation, la structure, l'assise sociale et le rôle effectif des différents partis.

Par ailleurs un point mérite l'attention : l'option doctrinale n'influence pas le régime juridique des partis. Le parti unique *de fait* est commun à des pays tels que la Guinée ou le Mali qui ont opté assez franchement et nettement pour le socialisme et la Côte d'Ivoire ou la Haute-Volta qui ont préféré de la même manière la voie capitaliste. Le parti unique *légalisé* est, à son tour, commun au Congo dont l'option socialiste est récente mais bien affirmée et à la Mauritanie, au Tchad ou au Niger dont la tendance conservatrice, voire réactionnaire est nette. Pour sa part le Sénégal, après avoir choisi une voie modérée qui constitue une sorte de « carrefour des options » pour reprendre l'expression d'Ernest Milcent²³, a longtemps cherché la formule satisfaisante. Dans un premier temps, en 1960, il essaie de créer un parti unifié en négociant l'accord des partis d'opposition ; l'échec des négociations l'engage dans la défense du parti dominant qui est jugé supérieur à tous les autres régimes²⁴. Enfin, après la crise qui oppose le chef de l'Etat à son premier ministre et la condamnation de M. Mamadou Dia, M. Léopold Senghor se rallie au parti unique dans les termes suivants : « Je crois que la meilleure démocratie c'est la démocratie africaine avec un parti unique et avec la démocratie à l'intérieur du parti » (déclaration faite à Paris le 27 mai 1963). Les efforts de l'U.P.S. s'orientent, alors, dans cette direction pour aboutir en juin 1966 à l'instauration d'un parti unique de fait qui met ainsi fin à l'une des originalités sénégalaises²⁵ et réduit le groupe exceptionnel des Etats multipartisans.

23. C'est le titre d'un ouvrage publié par l'auteur E. MILCENT, *Au carrefour des options africaines : le Sénégal*, Paris, Editions du Centurion, 1965.

24. « La formule du parti dominant nous a semblé la meilleure, dit Senghor. Elle rejette la violence... Elle fait appel au sentiment national... C'est pourquoi le parti dominant est le parti des masses : organisation politique de la nation en devenir pour sa construction, par la socialisation. » *Théorie et pratique du socialisme sénégalais*, texte ronéotypé présenté au séminaire des cadres politiques de l'U.P.S., nov.-déc. 1962, p. 81.

25. MM. MILCENT (*op. cit.*) et LAVROFF (*La République du Sénégal, op. précit.*) insistent beaucoup sur la théorie du parti dominant qui

§ 3. — Les exceptions au parti unique.

Normalement ces exceptions résultent d'un système compétitif des partis qui a été soit maintenu, soit rétabli après une expérience de parti unique. Mais, depuis quelque temps, de nouvelles exceptions résultent de l'absence de partis ; ces derniers sont remis en cause par des coups d'Etat qui établissent des dictatures militaires dont la menace pèse maintenant sur chaque Etat africain.

A. — *Les régimes multipartisans.*

Ces régimes sont actuellement en vigueur dans trois pays : Madagascar, Gabon, Cameroun.

1. C'est à Madagascar que la compétition des partis trouve les conditions les moins restrictives pour s'exprimer. Les autorités malgaches en tirent d'ailleurs une certaine fierté comme le montre la déclaration, à la fois humoristique et sarcastique, du ministre de l'Economie nationale lors du Colloque de Dakar sur les voies africaines du socialisme :

« Laissez-moi vous avouer tout de suite : enfant d'une île lointaine, j'ai peur de détonner devant cette Assemblée de continents... On a beaucoup parlé, à cette tribune, de la nécessité d'un parti unique. A Madagascar il n'en est pas question. Les Malgaches n'en veulent à aucun prix, depuis le Président de la République jusqu'au dernier des citoyens. Nous sommes au Gouvernement un certain nombre de ministres que la presse traîne presque chaque jour dans la boue, nous n'avons jamais éprouvé le besoin de mettre en prison ceux qui nous critiquent de cette façon. Si donc, l'on considère comme une nécessité fondamentale d'avoir un parti unique sur la voie du développement, soyez bien assurés que les Malgaches sont complètement déboussolés ²⁶. »

Si le multipartisme est effectif dans cette île lointaine, si le gouvernement et le parti gouvernemental n'ont pas besoin d'utiliser la prison à l'égard des opposants, ces derniers n'ont toutefois qu'une marge d'action limitée et surtout ils n'exercent pas d'influence réelle sur le pouvoir. Les conditions de la vie politique malgache répondent à la théorie du parti dominant ²⁷ qui trouve là, sans doute, son expression la plus nette depuis la fin de l'expérience sénégalaise.

caractérise les institutions sénégalaises ainsi que leur libéralisme. Voir les développements en sens différent dans TRAORE, LO et ALIBERT, *Forces politiques en Afrique noire*, op. cit.

26. *Développement et socialisme*, op. cit., communication de Jacques Rabemananjara, p. 273. Au cours de la campagne électorale en juillet 1965, M. Resampa, secrétaire général du P.S.D. et ministre de l'Intérieur disait : « Le parti unique existe pour les gens qui ont peur de se battre, pour les faibles qui ne sont pas sûrs d'eux-mêmes et de leur action. »

27. Sur le parti dominant voir BUCHMANN, *L'Afrique noire...*, op. cit., p. 289 et suiv. ; LUCHAIRE, *Droit d'Outre-Mer...*, op. cit., p. 349 ; ZUCARELLI, « Au Sénégal, la démocratie d'un parti dominant », *R.J.P.I.C.*, 1966, p. 285 et suiv. M. LAVROFF, in *La République du Sénégal* (op. cit.,

Le système du parti dominant est, en aménageant ici la définition de M. Buchmann, celui où un parti, en dépit du maintien du multipartisme, possède une telle force électorale qu'il assure l'exercice exclusif du pouvoir gouvernemental et le contrôle quasi-exclusif du pouvoir législatif. Or, à Madagascar, il existe un parti (le P.S.D.) qui détient la totalité du gouvernement et le quasi-monopole de la représentation parlementaire. Aux dernières élections législatives, le 8 août 1965, la répartition des sièges a été la suivante : P.S.D. : 104 ; A.K.F.M. (opposition) : 3. De nombreux autres petits partis n'ont aucune représentation²⁸. Ce caractère dominant est accentué par les restrictions imposées aux activités des opposants comme le signale le chef de l'Etat lui-même : « Nous laissons l'opposition exister, mais nous ne la laissons pas agir » (interview au journal *Le Monde* du 22 mai 1964).

2. La situation de l'opposition est encore plus précaire au Gabon où pourtant la vie politique aurait pu être stable et constituer un modèle pour les voisins. En effet le pays vit pratiquement avec deux partis qui se disputent les suffrages des électeurs avec, pour chacun, la possibilité de l'emporter et d'accéder au gouvernement. MM. M'Ba et Aubame sont les leaders des deux formations, le B.D.G. et l'U.D.S.G., qui peuvent être les éléments d'un système bipartisan, soit le système classique avec le gouvernement et l'opposition, soit le système aménagé avec un gouvernement d'union nationale. L'un et l'autre ont été essayés sans que l'expérience puisse être jugée concluante pour les raisons que nous avons déjà exposées dans les chapitres précédents. L'instabilité caractéristique de ces formules en Afrique empêche actuellement leur institutionnalisation ; à peine mises sur pied elles entrent en déliquescence. L'évolution gabonaise actuelle ne fait que confirmer cette appréciation. Après la tentative d'élimination de Léon M'Ba en février 1964 — l'intervention de l'armée française a jugulé le coup d'Etat et rétabli le président gabonais — de nouvelles élections ont lieu, le 12 avril,

p. 241 et suiv.) expose une conception du parti dominant assez différente de celle des auteurs précédents et assez difficile à distinguer du parti unique. Nous préférons la définition que M. Buchmann donne dans son ouvrage (p. 317).

28. La régularité de ces élections est contestable (voir titre II, chap. v), mais elle n'affecte pas le caractère de parti dominant comme le montre ce petit tableau électoral concernant à la fois les députés, les sénateurs et les conseillers généraux de provinces :

	Législatives de 1963	Sénatoriales de 1966	Provinciales de 1965
P. S. D. (gouvernemental)	99	36	92
A. K. F. M. (principal parti d'opposition)	3	0 (n'a pas présenté de candidats)	2
Autres opposants ..	4	0	0

au scrutin de liste majoritaire simple dans les neuf régions composant la République. La campagne électorale met aux prises deux listes : celle du parti gouvernemental (B.D.G.) et celle de l'opposition qui groupe, sous le nom de Défense des institutions gabonaises, l'U.D.S.G. de M. Aubame (emprisonné pour participation au coup d'Etat) et un nouveau parti dit Défense de la démocratie. Elles obtiennent respectivement 140 000 voix et 31 sièges, 115 000 voix et 16 sièges. Aussi, après ces élections, le Gabon est le seul Etat où une opposition digne de ce nom existe. Malheureusement elle commence à s'effriter petit à petit, sous l'action conjuguée du parti gouvernemental et des désaccords internes. Dès le mois d'octobre 1964, trois députés sont arrêtés pour diverses raisons²⁹ tandis que six autres rejoignent le parti gouvernemental sous couvert de désolidarisation à l'égard des précédents et que d'autres ralliements interviennent dans les jours suivants. L'évolution classique déjà décrite dans les autres Etats reprend donc son rythme, entraînant peu à peu l'élimination de l'opposition sur le plan parlementaire. Pour l'instant la procédure en est là, mais pour combien de temps ?

3. Au Cameroun, l'opposition est astreinte à une vie mouvementée et épisodique ; parfois elle apparaît assez vigoureusement en se manifestant au besoin par la violence (cas de l'U.P.C.), parfois elle disparaît parce qu'elle est pourchassée par le Gouvernement. Il est vrai que la rébellion animée par l'U.P.C. dans le pays Bamiléké ne facilite pas l'organisation et le fonctionnement des partis opposants ; le gouvernement en tire facilement argument pour les accuser de subversion, les interdire et condamner sévèrement leurs leaders.

Actuellement la situation des partis se présente ainsi dans les deux Etats membres de la République fédérale :

— Au Cameroun oriental, le Mouvement de l'union camerounaise fait figure de parti dominant en détenant le gouvernement et tous les sièges parlementaires, face au Parti des démocrates camerounais qui regroupe les opposants ; lors des élections du 26 avril 1964, ce parti n'a présenté de liste que dans une seule circonscription où il a obtenu un nombre de voix appréciable³⁰. L'U.P.C. s'est

29. L'un est inculpé de vol, l'autre accusé de refus de payer ses impôts et de manœuvres de nature à nuire à la sécurité de l'Etat, le dernier enfin de délit de vol, coups et blessures. La levée de l'immunité parlementaire et l'autorisation de poursuite ont été accordées par le bureau de l'Assemblée nationale.

30. Les résultats des élections sont les suivants :

	Cameroun oriental	Cameroun occidental
Inscrits	2 200 000	?
Votants	2 000 000	?
Exprimés	1 990 000	252 000
Parti gouvernemental ...	1 860 000	192 000
Opposition	129 000	60 000
	(une seule circonscription)	

scindée en deux groupes dont l'un agit dans le cadre légal et l'autre demeure clandestin et continue la lutte contre le régime.

— Au Cameroun occidental, le Kamerun national democratic party (K.N.D.P.) gouverne seul et détient aussi la totalité des sièges parlementaires ; l'opposition légale est représentée par le Cameroon people's national party (C.P.N.C.) tandis que le parti One Kamerun est le pendant de l'U.P.C. clandestine dont elle relaie l'action violente.

Comme la plupart des autres Etats africains, le Cameroun a voulu instaurer le parti unique en utilisant à la fois la négociation et la coercition ; mais la résistance des opposants a empêché un tel aboutissement. Toutefois une évolution récente se dessine qui pourrait bien aboutir. Au cours du mois de juin 1966, quatre partis — les deux gouvernementaux, l'opposition légale au Cameroun occidental (C.P.N.C.) et un petit parti (Kamerun United congress) — ont décidé de fusionner au sein d'un nouveau parti, l'Union nationale camerounaise ; dans les mois suivants, ils ont adopté les statuts du nouveau parti dont l'existence légale est fixée au 1^{er} septembre 1966. Si cette opération de regroupement s'étend aux formations du Cameroun oriental, la voie vers le parti unique est ouverte et le multipartisme aura vécu.

B. — *Les régimes de dictature militaire.*

Depuis le 13 janvier 1963, date de l'assassinat du président togolais Olympio, l'Afrique noire d'expression française est entrée dans l'ère des putsch et coups d'Etat³¹. Qu'ils aient pour prétexte une révolte populaire qu'on leur demande de réduire, le désir de donner une leçon aux « politiciens » incapables de s'entendre pour gouverner ou l'ambition de certains militaires d'exercer le pouvoir, les coups d'Etat constituent un événement important pour l'Afrique. Non seulement ils consacrent l'irruption de l'armée dans la vie politique, à l'instar de l'Amérique du Sud, mais surtout ils mettent à nu l'échec du parti unique africain ; c'est là, à notre avis, l'enseignement fondamental qu'il convient de retenir et qui sera analysé

31. Voici la liste des interventions de l'armée depuis 1963 :

- 13 janvier 1963 : Togo (assassinat du président Olympio).
- Octobre 1963 : Dahomey (démission du président Maga).
- 1^{er} février 1964 : Gabon (tentative contre le président M'Ba).
- Novembre 1965 : Dahomey (élimination de MM. Apithy et Aho-madegbe et remplacement par un gouvernement provisoire civil).
- Décembre 1965 : Dahomey (élimination du gouvernement provisoire civil).
- Déc. 1965- janv. 1966 : République centrafricaine (élimination du président Dacko).
- Janvier 1966 : Haute-Volta (élimination du président Yameogo).
- Janvier 1967 : Togo (élimination du président Grunitzky).
- Décembre 1967 : Dahomey (élimination du général Soglo).

Sur les coups d'Etat, cf. G. TIXIER, « Les coups d'Etat militaires en Afrique de l'Ouest », *R.D.P.*, 1966, p. 1116-1132 ; « Les gouvernements militaires en Afrique Noire », *R.J.P.I.C.*, 1967, p. 559-576.

ultérieurement. Retenons pour l'instant que les régimes militaires ont tendance à écarter totalement les partis politiques comme le montrent les exemples dahoméen et togolais d'une part, centrafricain et voltaïque d'autre part.

1. Coup d'Etat et multipartisme.

Au Dahomey et au Togo, le premier renversement du gouvernement mit fin au parti unique et permit aux différents partis interdits de réintégrer la vie politique, en libérant leurs dirigeants emprisonnés ou en laissant entrer les exilés. De fait, le Togo voit se reconstituer le quadripartisme traditionnel avec l'Union démocratique des populations togolaises (U.D.P.T.), la Juvento, le Mouvement populaire togolais (M.P.T.), le Parti de l'unité togolaise (ancien parti sous le nom de Comité de l'unité togolaise). Leur coalition, après de difficiles négociations, met sur pied un gouvernement d'union et une assemblée nationale dont les membres appartiennent en nombre égal à chacun des quatre partis. Mais cette coalition fonctionne mal : toutes les solutions des affaires publiques impliquent des discussions préalables souvent délicates entre les alliés ; les tensions entre le nord et le sud redeviennent virulentes ; enfin toutes les formations ne jouent pas sincèrement la politique de coalition et organisent dans l'ombre des manifestations ou même des complots contre le gouvernement. La confusion politique s'installe si bien que le 21 novembre 1966 une tentative est faite pour renverser le président Grunitzky qui résiste grâce à l'appui de l'armée³². Celle-ci est désormais l'arbitre de la vie politique ; elle le prouve sans tarder puisque le 13 janvier 1967, elle obtient facilement la démission du chef de l'Etat remplacé par le colonel Eya-dema, chef de l'état-major. Apparemment l'armée veut reconstituer l'union nationale en se chargeant notamment d'organiser les élections dont il faut attendre les résultats pour juger du sort des partis politiques qui ne jouent maintenant aucun rôle.

Au Dahomey, après le coup d'Etat et la chute de M. Hubert Maga (octobre 1963), les partis réapparaissent pour être dissous rapidement et remplacés par un parti unifié : le parti démocratique dahoméen dirigé par MM. Apithy et Ahomadegbe. Une seconde intervention de l'armée entraîne son élimination et sa dissolution en décembre 1965, puis son remplacement par l'Alliance démocratique dahoméenne animée par M. Congacou. La troisième intervention met fin à tous les partis politiques accusés d'être à l'origine des maux affectant le pays. Après la prise du pouvoir, en décembre 1965, le général Soglo déclare : « une fois de plus, le Dahomey a cédé à ses démons familiers avec la création du tripartisme à base

32. Sur le déroulement de la crise, voir l'article de Robert CORNEVIN dans *le Monde diplomatique*, janvier 1967, p. 10. Le parti de l'unité togolaise (ancien parti de Sylvanus Olympio) rendu responsable de la crise est exclu de la coalition, tandis que ses chefs sont poursuivis.

régionaliste. La reconstitution des trois factions traditionnelles, chacune avec ses groupes de choc et ses commandos, est le prélude d'un éclatement physique du Dahomey ». Depuis les partis sont éliminés de la vie politique officielle, tout comme l'est le parti unique en République Centrafricaine et en Haute-Volta.

2. Coup d'Etat et parti unique.

En République centrafricaine et en Haute-Volta, les coups d'Etat intervenus en janvier 1966 ont mis fin respectivement au pouvoir d'un parti unique légalisé (M.E.S.A.N.) et d'un parti unique de fait (l'Union démocratique voltaïque). Dans ce dernier cas, au lendemain de la chute du régime, les formations traditionnelles ont voulu, comme au Dahomey et au Togo, réintégrer la vie politique. Leurs activités entraînent des mises en garde répétées du pouvoir militaire qui menace d'utiliser la force contre les « politiciens nostalgiques³³ », notamment après les incidents qui opposent les militants des partis. Finalement, le 13 décembre 1966, le Conseil supérieur des forces armées, mis en place au lendemain du coup d'Etat, décide de conserver le pouvoir pendant quatre ans en précisant que toutes les activités politiques sont suspendues et en créant une juridiction d'exception à cet effet.

En République centrafricaine, l'attitude du régime militaire à l'égard de l'ancien parti unique est pour le moins contradictoire. Au lendemain du coup d'Etat, le colonel Jean Bedel Bokassa déclara : « Le M.E.S.A.N. est un parti sacré qui doit être respecté par tous les fils du pays et je ne veux pas que l'on mette en doute la foi que j'ai à son égard³⁴. » Le 19 janvier 1966, après avoir dit que sa mission était de rétablir l'ordre, la situation économique et de donner la parole au peuple en présentant l'ex-président Dacko au suffrage populaire, il précisait : « S'il gagne ces élections, il reprendra sa place. Si c'est un autre qui est élu, c'est lui qui dirigera le pays. » Il y aura donc, semble-t-il, concurrence de candidats, ce qui sous-entend éventuellement concurrence de partis et contredit la première déclaration. En tout cas, jusqu'à présent, les décisions annoncées n'ont pas été prises et l'armée continue d'assurer le pouvoir à l'exclusion de tout parti politique.

Ainsi donc, l'existence des partis est remise en cause par l'armée qui reproche au régime pluraliste de menacer l'unité nationale considérée comme la tâche politique primordiale dans les jeunes Etats africains. En raison de leurs assises, ethnique et régionale, de leurs ambitions, des querelles personnelles entre les leaders, les partis ont effectivement perdu de vue les intérêts majeurs de leurs pays respectifs en même temps qu'ils dressent, les uns contre les autres, les parties les plus sensibilisées de l'opinion publique.

33. Déclarations du colonel Lamizana des 25 mars et 26 juillet 1966.

34. Conférence de presse du 1^{er} janvier 1966.

Etant donné qu'aucun parti n'arrive à s'imposer dans la vie politique, l'armée, institution prétendue au-dessus de la mêlée, se considère comme l'instrument apte à favoriser et sauvegarder l'union nationale.

Dans les Etats à parti unique, c'est essentiellement l'inefficacité du régime qui est mise en cause ; les militaires lui reprochent, d'une part, l'échec dans la mise en place d'institutions stables car le parti tend à se diviser et à perdre la confiance des populations, d'autre part et surtout, l'inefficacité de son action dans le domaine économique et social. Les gouvernements n'ont été chassés par les militaires qu'après des manifestations populaires déclenchées par les syndicats pour protester contre la politique d'austérité que l'on voulait imposer aux masses alors que la gabegie et la corruption régnaient souvent dans les sphères dirigeantes. L'intervention de l'armée entraîne une mise à l'écart brutale des partis uniques alors qu'eux-mêmes ont utilisé des procédés plus longs et plus variés pour s'assurer le monopole du pouvoir. Ce sont ces procédés qu'il faut examiner à présent.

TABLEAU VI

EVOLUTION DES PARTIS
D'APRES LE NOMBRE DE SIEGES OBTENUS
DEPUIS 1956-1957

CAMEROUN

23 décembre 1956	Avril 1960	Avril 1964
Union cam. 30	Union cam. 50	Union cam.
P. D. C. 20	P. D. C. 11	+ K. N. D. P. : tous les
Paysans indépend. 8	F. P. U. P. 18	sièges.
Action nationale.. 8	G. P. C. 10	
U. P. C. ... (abs.) 0	U. P. C. (1) 8	
Divers 4	Indépendants 2	

CONGO

Juillet 1957	Juin 1959	Décembre 1963
M. S. A. 22	M. S. A 10	M. N. R. : parti unique,
U. D. D. I. A. 18	U. D. D. I. A. 51	tous les sièges.
P. P. C. 5	P. P. C. 0	

COTE D'IVOIRE

Juillet 1957	Avril 1959	Novembre 1960
P. D. C. I. 58	P. D. C. I. : tous les siè-	P. D. C. I. : parti uni-
Divers 2	ges.	que, tous les sièges.

(1) Une fraction de l'U.P.C. est redevenue légale et s'est présentée aux élections, tandis que l'autre continue son combat.

DAHOMEY

Juillet 1957		Avril 1959		Décembre 1960
P. R. D.	35	P. R. D.	28	P. D. U. : parti unique,
M. D. D.	7	U. D. D.	20	tous les sièges.
Indépendants	12	R. D. D.	22	Janvier 1964
				P. D. D. : parti unique,
				tous les sièges.

GABON

Juillet 1957		Février 1961	Avril 1964	
B. D. G.	8	B. D. G. + U. D. S. G. :	B. D. G.	31
U. D. S. G.	18	67 (liste nationale).	U. D. S. G. + Dé-	
E. D. I. G.	8		fense de la démo-	
D. I. G.	3		cratie	16
Divers	3			

GUINÉE

Juillet 1957		Septembre 1963
P. D. G.	56	P. D. G. : parti unique,
M. S. A.	3	tous les sièges.
Indépendants	1	

HAUTE-VOLTA

Juillet 1957		Avril 1959		Décembre 1963	
P. D. U.	37	U. D. V. (ex-P.D.U.)	64	U. D. V. : parti unique,	
M. D. V.	26	P. R. L. (ex-M.D.V.)	11	tous les sièges.	
Convention Afric..	5				
Divers	2				

MADAGASCAR

Septembre 1960			Décembre 1963			Août 1965		
P. S. D. + alliés..	84		P. S. D.	99		P. S. D.	104	
A. K. F. M.	3		A. K. F. M.	3		A. K. F. M.	3	
U. D. S. M.	1		Union des Répu-					
A. T. M.	7		blicain (ex-U. D.					
R. C. M.	6		S.M.)	4				
R. N. M.	6							

MALI
(ex-Soudan)

Juillet 1957		1959	Avril 1964
U. S.-R. D. A.	57	U. S.-R. D. A. : tous les	U. S.-R. D. A. : parti
M. S. A.	6	sièges.	unique, tous les siè-
Dogons	7		ges.

MAURITANIE

Juillet 1957		1959	Mai 1965
U. P. M.	33	P. R. M. (ex-U. P. M.) :	P. P. M. : parti unique,
Indépendants	1	tous les sièges.	tous les sièges.
		P. R. N. M. : abstention.	

NIGER

Juillet 1957		1959	Octobre 1965	
P. P. N.	19	P. P. N.	49	P. P. N. : parti unique,
M. S. A.	41	Sawaba (ex-M.S.A.)	5	tous les sièges.
		Divers	6	

REP. CENTRAF.

Juillet 1957		Septembre 1960		Mars 1964	
M. E. S. A. N. : parti		M. E. S. A. N.	39	M. E. S. A. N. : parti	
unique : 50 sièges.		M. E. D. A. C.	11	unique, tous les sièges.	

SÉNÉGAL

Juillet 1957		Mars 1959		Décembre 1963	
B. P. S.	47	U. P. S. (ex-B.P.S.)	80	U. P. S.	80
M. S. A.	12	P. R. A.	0	P. R. A.	0

TCHAD

Juillet 1957		Mai 1959		Décembre 1963	
P. P. T.	32	P. P. T.	57	P. P. T. : parti unique, tous les sièges.	
U. D. P. T.	15	U. D. I. T.	16		
A. S. T.	17	A. S. T.	9		
M. S. A.	0	M. S. A.	0		
Indépendants	1	G. I. R. T.	2		
		Divers	1		

TOGO

Avril 1958		Avril 1961	Mai 1963
C. U. T.	29	C. U. T. : tous les siè-	Liste d'union :
U. C. P. N.	11	ges.	— U. D. P. T. ;
P. T. P.	3		— M. P. T. ;
Indépendants	3		— Juvento ;
			— P. U. T. (ex-C.U.T.).

TITRE II

LES PROCEDES D'INSTAURATION DU PARTI UNIQUE OU LES DIFFICULTES DE LA LEGALITE

En examinant les procédés d'élimination de l'opposition, on peut dégager une corrélation entre ces procédés, d'une part, les différentes étapes de l'évolution vers le parti unique, d'autre part. En simplifiant, on peut dire que les procédés pacifiques sont utilisés lors des premières étapes pour réduire le multipartisme, instaurer le bipartisme, l'union nationale et parfois le parti unifié ; mais on recourt aux procédés coercitifs lors du passage à l'étape ultime : le parti unique.

Tant que la Communauté avait une existence effective, les gouvernements hésitaient à recourir aux moyens brutaux. La répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres, en confiant le contrôle de la justice à la première lui réservait la garantie des libertés publiques. L'article 78 de la Constitution de 1958 stipulait en effet que « le domaine de la compétence de la Communauté comprend... en outre, sauf accord particulier, le contrôle de la justice... » (al. 2). Deux décisions du Président de la Communauté du 12 juin 1959 (*J.O.R.F.*, 27 juin, p. 6405) étaient venues préciser ce contrôle¹. Sur un plan général, il s'agit d' « une mission supérieure confiée à la Communauté de veiller à ce que soit respecté l'idéal de justice et de liberté auquel ont souscrit les peuples des Etats membres ». Sur un plan pratique, d'une part, le législateur de chaque Etat avait l'obligation d'assurer l'indépendance des magistrats, de garantir leur inamovibilité ; d'autre part, le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation exerçaient le contrôle de la légalité des jugements rendus par les tribunaux des Etats ; enfin le Conseil d'Etat demeurait compétent en matière de recours pour excès de pouvoir. Par ailleurs les gouvernements africains redou-

1. Cf. F. BORELLA, « Le fédéralisme dans la Constitution française du 4 octobre 1958 », *A.F.D.I.*, 1958, p. 669 et « L'évolution de la Communauté », *A.F.D.I.*, 1959, p. 773 ; P.F. GONIDEC, *Droit d'Outre-Mer*, t. II, p. 169.

taient une campagne d'opinion et l'accusation d'atteinte aux principes démocratiques. Il ne faut pas oublier que tous les partis, avec leurs chefs en tête, n'eurent de cesse de réclamer la « démocratie véritable » tout au long de la période coloniale. Ayant été longtemps les porte-drapeaux de la démocratie, ils ne pouvaient se déjuger en usant de méthodes que celle-ci condamne. Aussi vont-ils essayer d'agir sous le couvert de la légalité formelle, ce qui n'est évidemment pas une tâche aisée.

Avec l'indépendance, les scrupules sont moins tenaces. Les mêmes hommes qui dénonçaient les procédés dont ils étaient victimes du temps de l'administration coloniale, vont les mettre en œuvre en les perfectionnant et en les renforçant. Ces procédés seront donc tantôt pacifiques, empruntant même la voie de la négociation et de l'accord, tantôt coercitifs, empruntant alors la voie autoritaire de l'interdiction et parfois des mesures arbitraires.

Chapitre V : Les procédés pacifiques.

Chapitre VI : Les procédés coercitifs.

CHAPITRE V

LES PROCEDES PACIFIQUES

Dans un premier temps, il est donc fait preuve de beaucoup d'habileté dans les attaques menées contre les opposants. Les responsables essaient de mettre la légalité de leur côté quand ils usent de procédés juridiques (section 1) ; ils essaient de faire preuve de souplesse quand ils usent de procédés politiques (section 2).

Section 1. — Les procédés juridiques.

Comment arriver *légalement*, mais non encore autoritairement, à assurer le monopole d'un parti ? Telle est la question posée par la plupart des chefs d'Etats africains. La réponse a été cherchée dans le système électoral. Ce choix est justifié par de nombreuses raisons que nous examinerons en premier lieu, en étudiant le but et le contenu du régime électoral. Des singularités ne manquent pas d'apparaître dans ce régime, notamment au stade de sa mise en œuvre, que nous examinerons en second lieu.

§ 1. — Le régime électoral : son but et son contenu.

A. — But de l'opération électorale.

Normalement l'opération électorale est à la base même du régime démocratique qu'elle vise à établir en permettant au peuple de désigner ses gouvernants. Partant de ce principe, les dirigeants africains vont s'efforcer justement d'obtenir la caution populaire dans l'avènement du parti unique. Le but est simple : il convient, par l'élection, d'éliminer l'opposition au niveau parlementaire et d'assurer le monopole de la représentation pour un seul parti. Trois raisons essentielles inspirent ce procédé électoral .

Tout d'abord, il faut démontrer à l'opinion, nationale et internationale, que l'opposition ne représente qu'une minorité négligeable et ne réussit même pas à obtenir des sièges dans les assemblées parlementaires. Si, malgré tout, des élus apparaissent tout de même, il sera toujours aisé de montrer qu'ils sont la dangereuse

manifestation du tribalisme et du régionalisme qui doivent être combattus.

Ensuite, il faut ôter la liberté et la possibilité d'opposition qu'offre la tribune parlementaire. En effet, toutes les constitutions garantissent l'immunité des députés à l'occasion des opinions émises dans l'enceinte de l'Assemblée. Celle-ci — malgré la faiblesse pratique de telles garanties qui sont violées — est l'un des rares endroits où la critique peut s'exercer avec une certaine publicité. De plus, l'opinion internationale et surtout française est plus prompte à s'émouvoir lorsqu'il y a atteinte aux droits d'un représentant du peuple. Au total, l'opposition parlementaire, même très minoritaire, représente pour les gouvernants une gêne considérable dont la suppression est rapidement désirée et réalisée pour une troisième et dernière raison.

En effet, il faut s'assurer la fidélité d'une Assemblée unanime en vue des mesures à prendre. L'engrenage du parti unique est mis en place ; il faut veiller à ce qu'aucun rouage de l'Etat ne grince lors de la mise en marche, le rouage populaire encore moins que les autres. Pour que ce résultat soit atteint, il suffit simplement d'aménager le contenu du régime électoral.

B. — *Contenu du régime électoral.*

La représentation proportionnelle favorable à la multiplicité des partis a été écartée d'emblée. Seul le Congo-Léopoldville l'a adoptée, à un moment donné, avec les tristes conséquences que l'on sait : d'une part, l'apparition d'un nombre effrayant de partis à la veille des élections (près de 80), d'autre part et paradoxalement la consécration des partis uniques à base tribale dans les multiples circonscriptions². Aussi faut-il s'étonner de voir M. W.A. Lewis prêcher son adoption en Afrique noire, comme nous l'avons noté en exposant la thèse de l'auteur sur l'union nationale et le gouvernement de coalition. En tout cas, l'expérience congolaise sera toujours avancée — à juste titre à plusieurs égards — par les leaders africains pour soutenir que seul le scrutin majoritaire est possible.

D'ailleurs, en ce qui concerne les pays qui font l'objet de cette étude, le scrutin majoritaire y est adopté dès les premières élections législatives. Les différents territoires sont divisés en quelques grandes circonscriptions chargées d'élire des députés au scrutin de liste majoritaire simple³. Ce système est conservé jusqu'au moment

2. Cf. B. VERHAEGEN et E. DE BETHUNE, « Consultations électorales et élections au Congo, 1957-1959 », *Cahiers économiques et sociaux*, vol. III, n° 3, octobre 1965, p. 247-290 (I.R.E.S., Université Lovanium, Léopoldville) ; L. NAGY, étude précitée, in *Genève — Afrique*, vol. V, n° 1, 1966.

3. Congo-Brazzaville : ord. du 30 avril 1959 (qui institue 6 circonscriptions électorales) ; Côte d'Ivoire : loi du 27 mars 1959 (4 circons-

de l'indépendance ; une fois celle-ci proclamée, elle est suivie d'une réadaptation des institutions et notamment du régime électoral.

En effet, la plupart des Etats vont opter pour le scrutin de liste nationale majoritaire simple, certains n'admettant qu'une seule liste. Il est nécessaire de reprendre un à un les caractères de ce scrutin pour en saisir toute la portée.

1. *C'est un scrutin de liste majoritaire à un tour.* Cela veut dire qu'il n'y a qu'un seul tour et que la liste qui obtient le plus grand nombre de suffrages enlève *tous* les sièges. Or, M. Duverger a montré que la loi d'airain d'un tel scrutin est la tendance à la draconienne réduction du nombre des partis et, à la limite, à leur dualisme.

Cette tendance, déjà très nette lorsqu'elle joue sur la base uninominale, est renforcée en Afrique par le fait qu'il s'agit d'un scrutin de liste bloquée. Elle exclut donc tout vote préférentiel et tout panachage. Elle est surtout de nature à donner à l'un des partis (le parti gouvernemental en fait) une écrasante majorité avec seulement un faible écart de voix ⁴.

Mais ces avantages sont encore estimés insuffisants par le parti gouvernemental qui introduit alors la liste nationale.

2. *C'est un scrutin de liste nationale.* C'est la Guinée qui inaugure ce genre de scrutin dès 1958, puisque c'est l'article 4 de la Constitution du 10 novembre qui dispose : « Le Parlement est constitué par une Assemblée Nationale unique dont les membres élus sur une *liste nationale*... ». Désormais, tout le territoire de l'Etat ne constitue plus qu'une seule circonscription électorale et chaque parti présente une seule liste contenant autant de candidats que de sièges à pourvoir. Le parti qui recueille le plus de voix emporte automatiquement la totalité des sièges parlementaires.

L'exemple guinéen est d'abord suivi par les quatre Etats du Conseil de l'Entente : Côte d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta et

criptions) ; Dahomey : loi du 9 mars 1959 ; Haute-Volta : ord. du 9 mars 1959 ; Mali (Soudan) : ord. du 23 janvier 1959 (5 circonscriptions) ; Madagascar : loi organique du 9 juin 1959 (6 circonscriptions) ; Mauritanie : ord. du 1^{er} avril 1959 (2 circonscriptions) ; Niger : ord. du 27 mai 1959 (18 circonscriptions) ; République centrafricaine : ord. du 17 février 1959 ; Sénégal : loi du 26 janvier 1959 (7 circonscriptions) ; Tchad : acte législatif du 31 mars 1959 (10 circonscriptions) puis ord. du 9 avril 1959.

Au Dahomey et en Haute-Volta, la loi renvoie à un décret la fixation des circonscriptions.

4. Lorsqu'il existe plusieurs circonscriptions électorales, un découpage adroit permet — à défaut d'élimination — la sous-représentation de l'opposition. Exemple : les élections congolaises de juin 1959 où l'U.D.D.I.A. de l'abbé Youlou obtient 190 000 voix, soit 51 % et 41 sièges, le M.S.A. de M. Opangault 145 000 voix, soit 42 % et seulement 10 sièges. M. Wagret estime qu'il s'agit là d'un bon exemple de l'efficacité du « gerrymandering » qui a permis de noyer le vote des tribus hostiles à M. Youlou parmi celui des ethnies favorables (*op. cit.*, p. 90).

Niger, dès août 1960⁵, puis par les autres Etats⁶. Les deux exceptions notables sont constituées par Madagascar où l'existence de provinces disposant d'une autonomie assez marquée n'est pas bien compatible avec un tel scrutin⁷ et surtout le Cameroun où l'article 50 de la Constitution fédérale du 1^{er} septembre 1961 l'interdit purement et simplement⁸.

L'adoption de ce régime électoral poursuit un premier but qui est le suivant : éliminer de la compétition tous les petits partis de quelque nature qu'ils soient ; ceux-ci ne pourront jamais former une liste à l'échelle nationale et si toutefois ils le faisaient, le nombre des voix obtenues serait bien bas, sinon ridicule, par rapport au parti gouvernemental. Par ailleurs l'addition des voix à l'échelle nationale permet de « noyer » les zones d'opposition qu'un décompte par circonscription ferait nettement ressortir. Enfin et surtout le vote en faveur des partis d'opposition est découragé, car rendu vain ; les électeurs savent que les petits partis n'auront aucune représentation donc aucune influence et hésiteront donc à « perdre » leurs voix en les portant sur une liste d'opposition. Cependant un tel raisonnement n'est pas sans faille car il est parfaitement réversible ; loin de rallier les zones d'opposition, ce système électoral peut aussi les aviver et les « braquer » de manière permanente en faveur d'une tendance ou d'un nom⁹.

5. C'est au cours d'une réunion tenue à Abidjan le 10 août 1960, que les Etats de l'Entente ont décidé d'un commun accord de se rallier à ce système. Peu après, les modifications constitutionnelles ou législatives intervinrent en Côte d'Ivoire (Constitution du 8 novembre), en Haute-Volta (Constitution du 9 novembre et loi du 29 décembre), enfin au Dahomey (Constitution du 26 novembre et loi du 26 novembre).

Les textes ivoiriens ont servi de modèle et sont repris textuellement en ce qui concerne l'article 29 de la Constitution qui stipule : « Les députés à l'Assemblée nationale sont élus... sur une *liste nationale complète* » et l'art. 24 de la loi électorale qui stipule : « Aucune liste ne peut être acceptée si elle ne comprend un nombre de candidats égal à celui des sièges de l'Assemblée nationale ».

6. Mali (Soudan) : ord. du 24 novembre 1960 ; Tchad : décret du 29 janvier 1962 et loi du 20 décembre 1963 ; Gabon : décret-loi du 30 décembre 1960 ; Togo : loi du 1^{er} mars 1961 ; Congo : Constitution du 2 mars 1961 puis ord. du 16 octobre 1963 ; Sénégal : ord. du 6 juin 1963.

7. Cependant la loi du 6 juin 1962, portant révision de la Constitution, a abrogé toutes les dispositions constitutionnelles concernant les provinces en disposant que tout ce qui concerne les collectivités territoriales est du domaine de la loi. Elle réduit, par la même, les garanties d'autonomie et facilite l'adoption éventuelle d'un scrutin de liste nationale.

8. La loi électorale du 12 mars 1962 établit un scrutin de liste par régions administratives ; ce qui permet à l'opposition de se manifester là où elle estime avoir des chances de contrebalancer le parti gouvernemental. De fait, au cours des élections du 26 avril 1964, une liste d'opposition (Parti démocrate camerounais) fut déposée dans une seule circonscription où elle obtint le nombre appréciable de 129 000 voix.

9. Surtout lorsque les motivations du vote sont imprégnées d'élé-

Le second but de la liste nationale est d'exclure tout parti d'opposition des assemblées parlementaires, puisque le parti vainqueur (en fait le parti gouvernemental qui n'a été inquiété dans aucun Etat) enlève automatiquement tous les sièges. Cela préfigure son élimination définitive de la vie politique qui est confirmée par la liste nationale unique.

3. *C'est un scrutin de liste nationale unique.* Avec la mise en jeu de la liste nationale unique, c'est la consécration légale du parti unique dont l'institutionnalisation résulte soit des constitutions qui subissent des révisions à cet effet, soit tout simplement de la loi électorale.

Il faut constater cependant que la liste *unique* elle-même apparaît davantage comme le couronnement de l'évolution politique que comme le moyen d'établir le parti unique. Dans les faits, l'opposition est déjà anéantie et l'on en prend acte en quelque sorte pour les élections futures en déclarant qu'une seule liste sera présentée. M. Modibo Keita dans un discours du 12 mars 1964, à la veille des élections législatives, disait : « Le dépôt d'une liste unique... c'est l'avantage inestimable d'un pays comme le nôtre où l'unité nationale est déjà vieille de trois ans. » En couronnant l'établissement du parti unique, le procédé vise en même temps à préserver son monopole pour l'avenir en empêchant l'apparition ou la réapparition d'opposants.

En outre, l'adoption de la liste nationale unique vise à resserrer la cohésion de la représentation parlementaire donc du parti. Les députés savent qu'ils doivent leur mandat non pas tant aux électeurs qu'au choix du parti qui exige alors d'eux une discipline absolue. La liste nationale empêche, en principe, la création de fiefs électoraux où le parti doit composer ou s'incliner devant l'audience de certains leaders. Cette audience n'est, pour le parti gouvernemental, qu'un « opportunisme électoral » qui permet aux candidats à la députation de faire de la démagogie et de la surenchère¹⁰.

ments mystiques et religieux. Le cas du *matsouanisme* est assez remarquable à cet égard. Il s'agit d'un mouvement messianique fondé par André Matsoua (1899-1942) dont l'influence fut — et demeure à certains égards — profonde sur la vie politique congolaise. Après sa mort en prison, en avril 1942, le fondateur entre dans la légende ; ses partisans croient qu'il est encore vivant et s'est échappé pour travailler à la libération de la patrie et expriment cette croyance à l'occasion... de chaque élection en votant pour Matsoua. Les différents leaders congolais ne réussissent pas, pour l'instant, à rallier la totalité des matsouanistes (cf. BALANDIER, « Messianisme et nationalisme en Afrique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 1953, p. 41-65 ; M. SYNDA, *Notes pour servir à l'étude des mouvements messianiques congolais*, thèse Sorbonne, 1960 ; J.M. WAGRET, *op. cit.*, p. 42).

10. D'après le *Rapport* du ministre de la Justice, M. Madeira Keita, au séminaire des cadres de l'Union soudanaise (Mali) des 5, 6 et 7 septembre 1962, rapport ronéotypé, p. 14. La même justification est donnée par M. S. Touré : « Un député doit être mandaté par la Nation toute

Si la liste unique est le couronnement du parti unique, il convient de voir comment cette ultime étape est atteinte par la mise en œuvre du système électoral.

§ 2. — La mise en œuvre et les résultats du système électoral.

En Guinée, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger, le système électoral n'ajoute rien à la situation existante : le parti unique est déjà en place et justifie même l'emploi du scrutin de liste nationale unique. En Haute-Volta, l'opposition est aussi éliminée sans recours à l'opération électorale, par l'interdiction du P.R.L. de M. Nazi-Boni.

Par contre au Dahomey, l'opération trouve un terrain d'expérimentation assez remarquable. La caractéristique de ce pays est, nous le savons, de comporter trois forces politiques sensiblement équivalentes. La formule du parti unifié a permis d'unir deux d'entre elles au sein du Parti dahoméen de l'unité (P.D.U.), mais la troisième (U.D.D.) demeure dans l'opposition et défend fort bien ses positions électorales¹¹. C'est donc sur ce point précis qu'il convient de la réduire. La Constitution du 26 novembre 1960 (art. 21) et la loi n° 60-37 du même jour fixant les règles de l'élection des membres de l'Assemblée nationale instituent le scrutin de liste nationale¹². La date des élections est fixée au 11 décembre : les résultats sont conformes aux prévisions : le P.D.U. « triomphe » par 468 000 voix contre 213 000 à l'U.D.D. et enlève tous les sièges. Un tiers d'électeurs dahoméens n'a aucune représentation !

Au Tchad, le système électoral coïncide exactement avec l'instauration officielle du parti unique. Un décret du 28 janvier 1962 dissout l'Assemblée nationale tandis que les élections sont fixées au

entière et n'avoir d'autre souci que celui de mieux servir les intérêts nationaux sans se laisser influencer par des considérations de région, de clan, de race ou de religion. Il ne sera plus question de parler d'un cercle exclusivement ou de se réclamer d'une région au sein de notre Assemblée nationale. Les facteurs régionalistes, claniques ou raciaux ne sauraient désormais justifier l'élection d'un député. » (Causerie radiophonique du 16 novembre 1958 sur la Constitution, rapportée in *Expérience guinéenne et unité africaine*, p. 258.)

11. Les résultats des élections aux Conseils généraux, le 3 avril 1960, en témoignent (source R. CORNEVIN, *Le Dahomey, op. cit.*, p. 76) :

Partis	Voix	Nombre de sièges
U.D.D.	158 000	71
P.N.D.	183 000	84
R.D.D.	87 000	70

12. La loi jumelle et confond les élections législatives et présidentielles puisque son article 2 stipule : « Chaque liste comprend un nombre de candidats égal au nombre de députés à élire, plus deux candidats à la présidence et à la vice-présidence de la République qui figurent obligatoirement en tête de liste. » Au total donc chaque liste doit comprendre 62 noms : 60 députés, 1 président et 1 vice-président. Par un seul vote, les électeurs désignent une équipe législative et gouvernementale homogène.

4 mars. Le territoire du pays constitue une seule circonscription ; les bureaux nationaux des partis sont invités à établir des listes de candidats. Mais le décret du 29 janvier fixant les conditions de désignation des députés dispose que « seuls les partis ayant une existence légale » peuvent présenter une liste nationale comportant autant de noms que de membres de l'Assemblée. Or une ordonnance avait prononcé la dissolution de tous les partis autres que le P.P.T. (parti gouvernemental) le 19 janvier 1962. L'élection ne sera donc que le plébiscite d'une seule liste et par conséquent l'officialisation du parti unique.

Le Gabon, le Togo et le Congo suivent le mouvement. Mais au Gabon, après la tentative de renversement de M. Léon M'Ba, le 23 février 1964, le régime électoral sera modifié pour permettre précisément à l'opposition de s'exprimer. La loi du 27 février 1964 établit neuf circonscriptions où les élections se font au scrutin de liste majoritaire. Celles-ci eurent lieu le 12 avril et donnèrent les résultats suivants qui montrent, à contrario, les effets de la liste nationale :

— parti gouvernemental : 142 000 voix (55 %) et 31 élus.

— opposition : 115 000 voix (45 %) et 16 élus.

Le procédé du scrutin majoritaire de liste nationale est donc radical pour éliminer les partis adverses. Il n'exclut pourtant pas quelques manipulations électorales qui ont pour but d'éviter que l'opposition ne soit trop vigoureuse¹³. Il n'existe pratiquement aucune élection incontestée : si la contestation permanente des résultats est une arme politique dont les perdants usent et abusent, il faut bien reconnaître que le « bourrage » des urnes, leur substitution ou leur disparition sont des phénomènes fréquents. Le « bourrage » des urnes notamment est une vieille technique héritée de la colonisation et poussée cette fois jusqu'à l'absurde puisque dans certains bureaux de vote il arrive qu'il y ait plus de bulletins que d'électeurs... voire même que d'habitants. Ajoutons que même après l'avènement du parti unique, les manipulations ne disparaissent pas. Cette fois leur but est de veiller sur le pourcentage de voix obtenues et de prouver la fidélité des électeurs. La recherche du pourcentage absolu peut prêter à sourire¹⁴ mais nous verrons

13. De telles manipulations ont lieu tout naturellement au Cameroun où fonctionne un scrutin de liste à plusieurs circonscriptions. Afin de limiter les voix de l'opposition, on fait coexister le pluralisme des listes dans les « régions troublées » et la liste unique dans les régions acquises au gouvernement ; le découpage électoral est utilisé de telle sorte que les voix de l'opposition sont divisées selon la technique de gerrymandering, etc.

Toujours au Cameroun, après les élections de mai 1964 où l'opposition a présenté une liste dans une seule circonscription, des opérations de police sont lancées dans certains arrondissements où l'opposition avait approché la majorité.

14. Au Mali, avant les élections législatives du 12 avril 1964, M. Modibo Keita, en ouvrant la campagne électorale, par un discours du

qu'elle trouve, dans une certaine mesure, son explication dans le contexte de l'« unanimité » africain.

Parfois, on empêche la participation au scrutin en sollicitant la procédure électorale et en usant d'arguties juridiques. Par exemple, au Togo, la liste d'opposition ne fut pas autorisée à se présenter parce qu'elle n'avait pu déposer la caution avant le délai prévu¹⁵. Au Tchad, l'annulation des listes d'opposition affecte même les élections municipales¹⁶. A Madagascar, où l'on se défend de vouloir instaurer le parti unique et où le régime électoral est un scrutin de liste par province, de tels procédés sont aussi à l'honneur. A l'occasion des élections législatives du 8 août 1965, la liste des candidats présentée par l'Union populaire nationale, parti dirigé par M. Joseph Raseta — candidat malchanceux aux dernières élections présidentielles du 30 mars et député sortant — a été refusée par le ministère de l'Intérieur parce que présentée dix minutes après la clôture officielle de dépôt des candidatures. Par ailleurs, dans la circonscription de la province de Tananarive, la liste des candidats du Parti du Congrès de l'indépendance de Madagascar (A.K.F.M.) — principal parti d'opposition — a été invalidée, l'un des candidats de cette liste n'étant pas en règle avec la législation fiscale malgache¹⁷.

Mais il ne suffit pas d'éliminer l'opposition sur le plan parle-

12 mars, déclarait : « Il est nécessaire aujourd'hui plus que jamais, jusqu'au plus petit hameau de culture, d'assurer coûte que coûte la participation de chaque citoyen au scrutin du 12 avril. »

Après les élections, il remercia la population pour le plébiscite et les chiffres éloquentes obtenus en comparant les résultats de 1964 à ceux de 1959 :

— En 1959, sur 2 200 000 inscrits, 710 000 seulement ont voté, soit 32 % ;

— en 1964, sur 2 425 000 inscrits, 2 156 000 ont voté, soit 89 %.

L'Union soudanaise a obtenu 99,89 % des suffrages exprimés, puisqu'il y a eu seulement 2 185 bulletins nuls, d'us, selon M. Keita, à la méconnaissance des modalités de vote par les citoyens, sans quoi, la participation électorale aurait pu être plus importante (cf. Modibo KEITA, *Discours et interventions*, p. 278).

Au Dahomey, lors des élections du 19 janvier 1964, le P.D.D. a obtenu 99 % des suffrages exprimés, y compris dans le fief de M. Hubert Maga qui venait d'être renversé.

15. Le rappel du déroulement chronologique des faits est édifiant à cet égard. Les dispositions concernant le dépôt des listes et du cautionnement furent annoncées le 17 mars, le délai pour effectuer ces opérations expirant le 18 mars à 24 heures. Les opposants disposaient donc de moins de deux jours pour remplir toutes les formalités. Un retard de quarante minutes, provoqué pour partie par les difficultés administratives, permit d'écarter la liste des partis d'opposition (cf. DUBOIS, *Le régime présidentiel...*, op. cit., p. 266).

16. Lors de leur déroulement, le P.P.T. (parti gouvernemental) et le P.N.A. n'ayant pu s'entendre pour établir des listes communes, présentèrent des listes séparées ; toutes celles du P.N.A. furent annulées par le gouvernement dont le parti enlevait ainsi tous les sièges.

17. Cf. *Le Monde*, 27 juillet 1965.

mentaire ou au niveau de toute autre représentation ; il faut encore la circonscrire et la réduire, afin que l'emprise du parti triomphant soit maximum. Avant de faire usage de moyens coercitifs, des procédés plus souples de nature politique sont mis en œuvre.

Section 2. — Les procédés politiques.

Ici, on emprunte la voie de négociations ou d'accords en vue d'obtenir le ralliement des autres partis. Ce ralliement peut revêtir des formes diverses : intégration ou absorption dans un parti existant, fusion dans un parti nouveau, adhésions individuelles, ralliement de partis entiers ou de fractions seulement. Mais, derrière cette diversité, les procédés visent chaque fois à rallier soit les partis eux-mêmes en tant qu'organisation, soit les militants individuellement.

§ 1. — Le ralliement des partis.

Il s'effectue par fusion ou absorption et résulte de négociations entre les partis pour n'en former qu'un seul. Toutefois la fusion se distingue de l'absorption en ce sens que l'une entraîne la disparition des anciens partis et la création d'un parti nouveau, alors que l'autre — l'absorption — sauvegarde l'un des partis qui est le seul bénéficiaire de l'opération : il s'agit toujours du parti gouvernemental qui demeure intact et réalise la disparition en son sein des autres partis. Il ne s'agit pas là d'une distinction byzantine ou d'une subtilité de langage, car elle recouvre en fait deux opérations distinctes. La fusion est considérée par les partenaires comme une opération plus souple qui résulte de négociations libres entre partenaires relativement égaux et qui ménage les susceptibilités de chacun en faisant disparaître tous les anciens sigles des partis. Le problème des sigles revêt une certaine importance en pareil cas et il ne faut pas oublier, par exemple, qu'il fut le prétexte de l'échec de la création d'un seul parti en Afrique occidentale française en 1957-58¹⁸. Des expériences plus récentes dans certains pays le montrent encore. Ainsi au Sénégal, au lendemain de l'indépendance, des pourparlers s'engagent entre l'U.P.S. de MM. Senghor et Dia et les autres partis auxquels il est demandé de rallier le parti gouver-

18. Le R.D.A. consentait à former un seul parti pour l'A.O.F. à condition de conserver le glorieux sigle *R.D.A.* Cette prétention se heurta lors de la conférence de regroupement en février 1958 à Paris, à l'opposition vigoureuse des autres partis qui y voyaient une absorption camouflée dont tout le bénéfice éventuel reviendrait au noyau R.D.A. originel. L'accord sur le sigle s'avérant impossible, il fut décidé qu'une autre conférence, connue sous le nom de *Conférence de l'appellation*, serait convoquée en mars pour trancher la question. La conférence se réunit à Dakar du 26 au 27 mars 1958, mais en l'absence du R.D.A. D'où l'échec partiel du regroupement. Cet exemple montre concrètement la différence entre fusion avec création d'un nouveau parti et absorption dans un parti déjà existant.

nemental. L'un d'eux (le B.M.S.) accepte mais l'autre (le P.R.A.-Sénégal) refuse, car le ralliement exigé est une absorption pure et simple au sein de l'U.P.S.

A. — *La fusion.*

C'est la Mauritanie qui donne le premier exemple de fusions successives qui débouchent sur le parti unique. En 1958, une première fusion s'opère entre l'Union progressiste et l'Entente mauritanienne pour former le Parti du regroupement mauritanien. Un second mouvement s'amorce en 1961 entre ce dernier et deux autres partis (Nahda et U.N.M.). Les négociations commencées en mai rallient un autre parti (Union des socialistes musulmans de Mauritanie) et se concluent par un congrès dit de l'unité à Nouakchott, le 25 décembre 1961. Ce congrès déclare la fusion de tous les partis et tendances au sein d'un nouveau parti unique — le Parti du peuple ou Hisb chaab. Cette procédure permet à M. Mokhtar Ould Daddah de se prévaloir de la caution populaire et d'exprimer sa satisfaction en déclarant : « il ne s'agit pas là d'antidémocratie, je ne fais que suivre l'opinion publique du pays qui est favorable au parti unique¹⁹ ».

L'opération-fusion n'épouse pas toujours ce cheminement négocié et apparemment pacifique ; elle peut se combiner avec des procédés autoritaires, notamment en cas de résistance de l'un des partenaires. Au Dahomey, pays instable politiquement, la fusion a semblé être un moyen de faire l'unité. En effet, après une période assez mouvementée marquée par des alliances et des retraits entre partis, des disputes au sein de l'Assemblée et des émeutes dans certaines villes, un mouvement d'union se décide et se traduit par un essai de constitution d'un parti unifié ; c'est le Parti dahoméen de l'unité qui fusionne deux partis et fait des offres à un troisième. Mais ce dernier — l'U.D.D. de M. Ahomadegbe — refuse et reste en dissidence. Mal lui en prend car il est exclu de la vie politique et dissous après avoir été battu aux élections, comme nous l'avons signalé précédemment.

Enfin, la fusion tout en étant distincte de l'absorption s'en rapproche parfois au point de se confondre avec elle. Le parti le plus grand tend à dominer presque entièrement le plus petit ; l'ab-

19. Interview à l'agence France-Presse en date du 20 août 1961. D'autres après lui se prévaudront de la caution populaire pour justifier le même résultat. M. David Dacko disait devant l'Association des journalistes d'Outre-Mer à Paris, le 10 novembre 1963 : « Notre parti unique a été créé à la demande de la population et sans qu'aucun parti politique ait été appelé à disparaître et aucune décision n'est prise sans consultation d'une table ronde réunissant toutes les organisations représentatives. » Proclamation contestable car la population n'a nullement été consultée sur l'institution du parti unique qui résulta de la dissolution en décembre 1960, du seul parti d'opposition existant en République centrafricaine, le M.E.D.A.C.

sorption prend la forme d'une absorption du plus faible par le plus fort, ce qui souligne le rôle capital de la dimension des partis regroupés sur l'évolution du parti unifié. L'expérience tchadienne où l'Union pour le progrès du Tchad réalisée par fusion entre le P.P.T. et le P.N.A. se disloque au bénéfice du premier, qui absorbe le second, est instructive à cet égard.

B. — *L'absorption.*

L'absorption est donc une opération menée par un parti fort qui exige des autres partis leur insertion en son sein et leur adhésion à son programme. Dans ce cas, il n'y a donc aucune remise en cause du monopole du parti gouvernemental qui réalise la remarquable performance de la disparition volontaire de ses partenaires.

La Guinée fut le premier pays à instaurer le parti unique en absorbant dans le P.D.G., dès 1958, les deux partis existants : Bloc africain de Guinée et Démocratie socialiste de Guinée. L'Union soudanaise au Mali effectue la même opération avec ses deux partenaires, le Parti progressiste soudanais rallié en décembre 1958 et le Parti du regroupement soudanais en mars 1959. Cette dernière date consacre le parti unique.

Au Sénégal la procédure sera plus longue et se déroulera en plusieurs épisodes. En vérité le courant d'unification a pris une forme concrète très tôt, le 29 mai 1957, lorsque le bloc démocratique sénégalais de M. Senghor avait lancé un appel « à toutes les formations politiques du pays en vue d'examiner ensemble les possibilités et les modalités de leur fusion organique en un seul parti sur la base de l'autonomie ». Les réticences de la S.F.I.O. de Lamine Gueye et du M.P.S. empêchent le succès de la fusion qui ne réunit que deux partis au sein d'une nouvelle formation : le Bloc populaire sénégalais²⁰. La tentative est renouvelée au lendemain de l'avènement de la Communauté, lorsque MM. Senghor et Dia demandent aux opposants de rallier le parti gouvernemental. Encore une fois une fraction seulement consent à l'opération pour former d'ailleurs un nouveau parti : l'Union progressiste sénégalaise en février 1959. La troisième tentative date de 1962-63 lorsque l'U.P.S. réussit à attirer l'un des deux mouvements d'opposition encore en vigueur, en l'occurrence le Bloc des masses sénégalaises. Il ne reste plus à l'U.P.S. qu'un seul parti à absorber pour instaurer un régime de parti unique de fait ; c'est chose faite depuis le 13 juin 1966 avec l'adhésion du P.R.A. Ainsi le Sénégal qui a offert pendant longtemps l'exemple d'un régime de parti dominant tolérant la confrontation politique et l'opposition n'a constitué qu'une exception illusoire, contrairement à ce que pensaient bien

20. Sur les raisons de l'échec, cf B. TRAORE, « Les partis politiques au Sénégal depuis 1946 », in *Forces politiques en Afrique noire*, p. 66 et suiv.

des auteurs²¹. Cette exception temporaire trouve son explication dans la vigueur de la vie politique sénégalaise animée par une élite intellectuelle et syndicale assez fournie et le souci des responsables actuels de ne pas s'aliéner cette fraction — qui assurera tôt ou tard la succession — par des mesures d'interdiction. L'absorption de cette élite généralement jeune permet, en tout cas, à l'U.P.S. de renouveler ses cadres et d'aiguillonner sa doctrine, du moins si des scissions ne viennent pas remettre en cause l'opération.

§ 2. — Les ralliements individuels.

Lorsque le parti gouvernemental ne parvient pas à rallier les partis eux-mêmes, il essaie d'attirer les individus. Les ralliements sont offerts aussi bien aux adhérents et militants qu'aux dirigeants des partis adverses.

Si le procédé vise les adhérents et militants, il a pour but d'affaiblir l'opposition. Etant donné le pouvoir et les moyens dont dispose le gouvernement, les arguments employés se révèlent souvent convaincants : offre de place dans la fonction publique, avancement plus rapide dans la carrière, avantages en nature ou en espèces, etc. Dans des pays où l'idéal du citoyen est souvent d'occuper un poste dans la fonction publique²², le parti au pouvoir dispose d'une arme efficace pour augmenter le nombre de ses militants et contrecarrer en même temps l'adhésion à l'opposition, par la menace d'un refus de recrutement ou d'un licenciement. Une étude des rapports parti-administration au niveau du recrutement et du déroulement des carrières apporterait des conclusions décisives sur ce point. Contentons-nous ici de remarquer qu'il est courant, au temps du multipartisme, de voir les Africains adhérer à deux partis, s'assurant ainsi contre tout risque éventuel²³. Avec le parti unique, la situation est toujours aussi équivoque : sur le plan formel on adhère au Parti mais on ne perd pas une occasion de manifester son opposition à ce même Parti dans la mesure où aucun risque grave n'est encouru.

Cependant le « débauchage » des adhérents ne peut avoir qu'un effet limité, celui des militants risque d'être long et difficile à réaliser, sans pour autant s'assurer de leur totale fidélité, ni éliminer les partis adverses. Aussi le ralliement des dirigeants s'avère

21. Cf. D.G. LAVROFF, *La République du Sénégal, op. cit.* ; E. MILCENT, *Au carrefour des options africaines : le Sénégal, op. cit.* ; L.S. SENGHOR, lui-même : *Nation et vote africain du socialisme* ; L. HAMON et G. D'ARBOUSSIER, in *Développement et socialisme, op. cit.*

22. Voir sur cet attrait de la fonction publique, R. DUMONT, *L'Afrique noire est mal partie.*

23. Dans son rapport sur le Togo (Table ronde de l'Association française de Science politique, mars 1959), M. Pepy note qu'il y a eu des triples adhésions dans ce pays. Ces triples adhésions permettaient de se couvrir à l'égard du C.U.T. et de la Juvento qui exerçaient le pouvoir et des partis d'opposition s'ils venaient à s'emparer du pouvoir.

plus aisé et plus efficace, puisqu'on élimine du coup l'opposition elle-même. Le mécanisme revêt partout les mêmes caractères. Le moment de l'offre de ralliement est généralement bien choisi : après les élections qui ont consacré la défaite des opposants et le triomphe du parti au pouvoir, ce dernier ouvre aux vaincus ses rangs. Le geste est accompagné de promesses et, le cas échéant, de menaces. Le résultat est que la plupart des états-majors des partis rejoignent les rangs du parti triomphateur. Il est vrai que rares sont ceux qui sacrifient le confort d'une ambassade ou d'un ministère à une opposition hasardeuse et risquée ou à un exil peu glorieux.

En effet à partir du moment où les procédés pacifiques ne réussissent pas à faire entendre raison aux « diviseurs », aux « démagogues », aux « soi-disant démocrates » et aux « partis folkloriques ²⁴ », il convient d'utiliser les grands moyens : les procédés coercitifs.

24. Ce sont là quelques expressions glanées dans les déclarations des chefs d'Etats africains parlant des partis d'opposition et de leurs chefs.

CHAPITRE VI

LES PROCEDES AUTORITAIRES ET COERCITIFS

L'action coercitive est presque toujours entreprise sous le couvert de la légalité formelle. En utilisant les procédés autoritaires, les gouvernements veulent — autant que possible — mettre le droit de leur côté. Pour ce faire, ils utilisent largement l'arsenal des dispositions d'exception qui sont, soit héritées de l'époque coloniale, soit récemment mises en œuvre. Et le paradoxe suivant n'est pas rare : plus d'un homme politique africain fut victime des pouvoirs spéciaux qu'il venait de consentir au gouvernement, s'il était parlementaire, ou de faire adopter, s'il était ministre.

Tout un arsenal répressif est prévu (section 1) dont la mise en œuvre permet d'interdire les partis, de poursuivre et de condamner leurs dirigeants (section 2) et n'évite pas toujours le recours à quelques mesures arbitraires graves qui sont cependant l'exception.

Section 1. — Les institutions répressives.

Le pluralisme politique suppose l'existence d'un minimum de libertés publiques garanties par un régime juridique. On considère généralement, dans les régimes libéraux classiques, que le régime le plus favorable aux libertés publiques est le système répressif et non le système préventif. En d'autres termes, la garantie suprême de l'exercice des libertés publiques est assurée par une magistrature indépendante du pouvoir gouvernemental. Les pays africains ont opté pour le second système et il serait naïf de croire qu'il pourrait en être autrement. Au surplus il serait tout aussi naïf de réclamer toutes les garanties classiques de la justice, notamment l'indépendance des magistrats. Généralement la garantie de cette indépendance est inscrite dans les constitutions, mais lorsque l'on sait qu'elle est confiée au chef de l'Etat qui est en même temps chef du gouvernement, chef du parti et parfois du syndicat qui aspirent à devenir uniques, n'est-ce

pas demander au loup de veiller à la sécurité de l'agneau¹. Certains Etats, comme le Mali et la Guinée, ont d'ailleurs la franchise de la récuser en disant que la justice est « engagée » et « sera ce que la lutte politique des peuples en fera² », s'inspirant des critiques classiques de la doctrine marxiste pour étayer leur raisonnement. Les autres tout en se réclamant de principes contraires³, agissent exactement de la même manière. En effet, quelque soit le pays pris en exemple, on s'aperçoit que des restrictions sévères affectent les libertés publiques et par conséquent les partis politiques ; que des juridictions d'exception remplacent les juridictions normales dès qu'un délit est d'ordre politique⁴.

§ 1. — Les restrictions sévères des libertés publiques.

Les restrictions apportées aux libertés publiques résultent à la

1. M. JEOL, *La réforme de la justice en Afrique noire*, Paris, Pedone, 1963 et J.P. MASSERON, *Le pouvoir et la justice en Afrique noire francophone et à Madagascar*, Paris, Pédone, 1966.

Lors du congrès des juristes africains francophones, tenu à Dakar en janvier 1967, réunissant près de quatre-vingt juristes des pays d'Afrique noire, un manifeste a été adopté qui affirme que « l'indépendance du pouvoir judiciaire reste le meilleur garant de la légalité » et que « les exigences fondamentales de la primauté du droit ne sont pas réellement différentes en Afrique de celles acceptées ailleurs ».

2. Cf. Sékou TOURÉ, *La révolution guinéenne et le progrès social*, t. X, Conakry, Imprimerie nationale, 1963, p. 658-659 ; il ajoute : « En rejetant délibérément l'indépendance judiciaire, nous n'avons fait que nous conformer aux exigences fondamentales du régime populaire et démocratique dont se réclame la République de Guinée... Nous savons d'ailleurs (l'expérience le confirme) que l'indépendance de la justice n'est qu'un leurre qui concourt à la défense et au maintien des privilèges les plus injustes, quand il ne participe pas au maintien des régimes les plus impopulaires. » Une circulaire, n° 1, G.P.R.G., du 2 juillet 1963, signée du président Sékou Touré précise : « Tout en obéissant à une technique particulière, il est bon de rappeler que le service de la justice ne constitue pas une chose à part, que les magistrats ne constituent pas un corps indépendant des autres organes de l'Etat. »

Au Mali la conception de la justice a été exposée dans le journal *l'Essor*, organe de l'Union soudanaise (numéro du 27 mai 1960) cité par M. LUCHAIRE (*Droit d'Outre-Mer et de la coopération*, p. 429) : « La justice telle qu'elle est conçue — et surtout appliquée — dans les pays d'Occident, et dans les pays où la société en se différenciant à l'extrême a perdu sa primauté au détriment de l'individu prend parfois l'allure d'une défense préférentielle de l'individu contre la société. Dans la société africaine, par contre, qui a gardé ses fondements collectivistes, la justice est toujours considérée comme un moyen pour la société de se défendre contre les excès d'individualisme. »

3. Presque toutes les constitutions font une longue énumération des droits et libertés dont la garantie est ainsi formellement assurée. Mais dans la forêt des dispositions constitutionnelles il y a beaucoup de bois mort. Il serait intéressant de faire une étude — qui n'entre pas dans le cadre de nos recherches présentes — sur les dispositions qui ont été appliquées effectivement, d'en analyser les raisons et les conditions.

4. Cela prouve que l'on craint même l'ombre d'une indépendance des magistrats ordinaires quand il s'agit de tels délits.

fois d'une conception très rigoureuse de la notion d'ordre public, de l'assimilation entre certaines de ces libertés avec des manifestations de régionalisme ou de tribalisme, enfin de la sévérité des peines prévues par la loi.

A. — *La conception très stricte de l'ordre public.*

Avec une singulière unanimité, les Etats africains ont estimé que le Code pénal légué par la France — maintenu avec quelques modifications ou repris sous forme d'un nouveau code — ne protégeait pas suffisamment l'ordre public. Les débats de l'Assemblée législative ivoirienne, lors du vote des lois du 27 août 1959 portant renforcement de la protection de l'ordre public et du 7 novembre 1959 sur l'état d'urgence et la répression des atteintes graves à l'ordre public ou d'événements graves susceptibles d'entraver la bonne marche de l'économie des services publics et sociaux, sont assez significatifs⁵. Il ressort assez clairement que les motifs de ces nouvelles mesures s'inspirent du désir du gouvernement d'obtenir des armes supplémentaires pour sévir contre les dissidents. De telles mesures laissent peu de place pour une critique légitime et découragent toute forme de compétition politique ou de débat public.

Il n'est guère étonnant de constater que la sévérité de la législation sur l'ordre public va en s'accroissant⁶. Avant l'indépendance (été 1960), on se contente généralement de reprendre les dispositions du régime français d'exception⁷ dont la rigueur est suffisamment démontrée et connue :

— en prévoyant la répression de « toute activité de nature à porter atteinte à l'ordre public, à l'autorité ou à la sécurité de l'Etat » ;

— en soumettant à autorisation toute manifestation ou réunion publique ;

— en élargissant la notion de délit de presse.

Un complément intervient cependant puisque les Africains font de la bonne marche de l'économie, des services publics ou même des services simplement d'intérêt social (loi ivoirienne du 7 novembre 1959) une question d'ordre public afin d'empêcher les grèves éventuelles ; quant à la critique de ces services, elle consti-

5. Débats de l'Assemblée législative, 1959, n° 8, p. 103.

6. Congo : lois des 7 mars et 2 octobre 1959, du 11 mai 1960 ; Côte d'Ivoire : lois des 27 août et 7 novembre 1959 ; Haute-Volta : lois n° 13, 15, 16, 19 et 20 du 31 août 1959 ; Mali : ordonnance des 28 et 30 mars 1959 ; Mauritanie : loi du 19 janvier 1960 ; Tchad : loi du 13 novembre 1959.

7. Sur le régime français, voir G. BURDEAU, *Les libertés publiques*, Paris, L.G.D.J., 1961 ; C. COLLIARD, *Libertés publiques*, Paris, Dalloz, 1959 ; J. ROBERT, *Les violations des libertés individuelles commises par l'administration*, Paris, L.G.D.J., 1956 ; L. PHILIP, « Les internements administratifs », *Recueil Dalloz*, 1962, chronique, p. 135.

tue des atteintes au « crédit de l'Etat ou à l'édification du pays » (loi congolaise du 11 mai 1960) et tombe donc dans le champ de l'ordre public. Enfin est réprimé tout acte ou agissement de nature à créer de l'effervescence, de l'agitation ou du trouble dans le public (loi voltaïque du 14 janvier 1960).

Avec l'indépendance une brusque aggravation des mesures se produit. Les nouveaux textes parlent de « renforcement » de la protection de l'ordre public et instituent généralement des juridictions spéciales à cet effet. De nombreux textes autorisent le chef de l'Etat à proclamer l'état de siège, l'état d'alerte, l'état d'urgence, etc. et la loi, dans ces hypothèses, donne au gouvernement les pouvoirs les plus étendus : il peut notamment décréter le couvre-feu, ordonner des perquisitions de jour et de nuit, éloigner les individus jugés dangereux, les assigner à résidence ou les interner, interdire les réunions ainsi que la publication et la diffusion des journaux. Parfois, il suffit au gouvernement pour déclarer l'état d'alerte que « des présomptions graves risquent de constituer une menace pour l'ordre public » (loi centrafricaine du 27 mai 1961). L'atteinte à l'ordre public recouvre désormais :

- toute activité de « quiconque aura, soit émis ou propagé des bruits, nouvelles ou rumeurs mensongers, soit assorti de commentaires tendancieux des nouvelles exactes, lorsque ces bruits, nouvelles, rumeurs ou commentaires sont susceptibles de nuire aux autorités publiques » (art. 3 de l'ordonnance camerounaise du 12 mars 1962) ;

- toute propagation de fausses nouvelles susceptibles d'ébranler le moral de la nation (ord. congolaise du 4 mai 1964) ;

- toute activité tendant à compromettre l'édification du pays et, par voie de conséquence, la cohésion et l'union nationales (loi dahoméenne du 20 février 1961) ;

- toute participation à une organisation ou à un groupement même de fait dont les agissements sont susceptibles de nuire à l'intérêt général de la nation (loi congolaise du 11 mai 1960, loi centrafricaine du 12 décembre 1960, etc.) ;

- toute activité de nature régionaliste. Ce dernier délit est une arme très efficace qui permet un amalgame perfide entre exercice des libertés publiques et manifestations tribalistes et régionalistes.

B. — *L'assimilation entre libertés publiques et manifestations tribalistes et régionalistes.*

Le phénomène tribal et régional est irréductible actuellement en Afrique ; qu'on l'approuve ou qu'on le désapprouve, c'est un fait dont il faut tenir compte. L'attitude des gouvernements africains à son égard est très variable selon le lieu, l'époque ou tout simplement la conjoncture politique. Mais elle est à peu près unanime pour en condamner les manifestations racistes ou régionalistes caractérisées. Il est vrai qu'on ne saurait contester les termes

mêmes de la législation guinéenne qui est la première à faire de ces manifestations des délits. Selon l'ordonnance du 21 février 1959, sont qualifiés et condamnés comme :

— « actes de racisme » les discours, cris, menaces ainsi que les écrits et imprimés, tendant à favoriser la prédominance d'une race ou tribu dans la nation ;

— « faits de régionalisme » les actes perpétrés par les mêmes moyens ayant pour but de placer l'intérêt d'un ou plusieurs hommes d'une région au-dessus des impératifs de l'unité nationale déterminés par le gouvernement central.

Cette législation est reprise sous une forme ou une autre par les autres Etats : la loi malienne du 28 mars 1959 relative à la presse et aux délits de presse inclut parmi les paroles proférées dans un lieu public pour provoquer aux crimes et délits « les cris ou chants séditionnels notamment ceux de caractère raciste ou régionaliste » ; la loi voltaïque du 31 août 1959 reprend la même formule.

Si le principe même de la répression des actes racistes ou régionalistes ne peut être mis en question, par contre sa mise en œuvre soulève d'énormes difficultés. Etant donné le soubassement ethnique de tous les partis politiques africains — comme de toutes organisations ou associations de quelque nature qu'elles soient — il est en effet aisé de considérer tout opposant comme le porte-parole d'une tribu ou d'une région. Dans un débat politique ou une confrontation électorale, le parti gouvernemental — même essentiellement ethnique — se trouve toujours en position de force en prétendant représenter le Pouvoir, donc l'Etat et la Nation, face à l'opposition qui ne représente qu'une minorité, donc des intérêts particuliers de nature tribale ou régionale. Acculée dans cette situation inconfortable, l'opposition peut difficilement la défendre et, parfois même, l'aggrave en essayant de le faire. En effet, pour se défendre il lui faut s'appuyer sur ses fidèles et resserrer les rangs lors de réunions ou de manifestations au cours desquelles elle doit expliquer qu'elle ne peut défendre uniquement et totalement leurs intérêts. Le problème n'est pas résolu pour autant, car, d'une part, les troupes fidèles l'accussent de sacrifier leurs intérêts, d'autre part, le gouvernement l'accusera de « resserrer les rangs » et d'accentuer encore sa singularité. Dès lors, son activité déjà limitée par tous les textes concernant l'ordre public, tombe sous le coup d'une éventuelle interdiction. La presse, les réunions et manifestations sont atteintes.

Par une telle procédure, de nombreux partis essentiellement tribaux ont été effectivement réduits au silence, puis éliminés ; mais des partis de plus grande dimension et possédant une audience nationale ont été touchés — c'est ainsi qu'au Congo, après l'adoption d'une loi portant création d'un parti unique, M. Opangault leader d'un des partis disparus déclarait : « La pluralité des partis politiques, qui a servi jusqu'ici... les querelles tribales ou intes-

tines, doit céder la place à l'égalité des citoyens au sein d'un parti unique libre et fort. » (Discours à la 1^{re} session ordinaire de l'Assemblée nationale, le 14 mai 1963.) Pourtant son parti, le M.S.A., tout en étant appuyé sur l'ethnie M'Bochi étendait son influence à l'ensemble du pays, comme le prouve le pourcentage de voix obtenues en 1959 : 42 % contre 58 % au parti gouvernemental.

C. — *La sévérité des peines pour crimes et délits politiques.*

Normalement un régime de pluralisme politique fait preuve de mansuétude à l'encontre des crimes et délits de nature politique qui sont réprimés moins sévèrement que ceux de droit commun. L'examen de la législation africaine aboutit à une conclusion inverse.

La moindre infraction ayant une quelconque coloration politique est sanctionnée par un emprisonnement allant de un mois à un an, et d'une amende de 5 000 à 200 000 francs. Si l'infraction est un peu plus grave, les sanctions sont respectivement de plusieurs mois ou années et de plusieurs centaines de milliers de francs. Enfin lorsqu'il s'agit d'actes graves, les travaux forcés et la peine de mort sont couramment prévus.

La gravité de ces peines est d'autant plus inquiétante que celles-ci sont prononcées par des juridictions d'exception où font défaut les garanties d'une bonne administration de la justice et les pourvois susceptibles de redresser les erreurs éventuelles.

§ 2. — Le recours aux juridictions d'exception.

Ces juridictions ont été instituées dans tous les pays à l'exception du Togo dont la loi du 27 décembre 1962 (*Journal officiel* de la République Togolaise, 1^{er} janvier 1963, p. 32) prévoit une procédure spéciale en matière d'infraction contre la sûreté de l'Etat, sans créer de juridictions particulières. Elles portent des noms divers, souvent empruntés à des institutions identiques apparues en France.

— *Cour de sûreté de l'Etat* : Mauritanie : loi du 18 janvier 1964, auparavant la loi du 15 mars 1961 avait prévu une cour criminelle spéciale ; Haute-Volta : loi du 29 janvier 1963, la Cour fut supprimée le 14 janvier 1966, après la chute de M. Yameogo pour être remplacée par une autre juridiction en décembre 1966 ; Côte d'Ivoire : loi du 11 janvier 1963 ; Niger : loi du 14 mars 1964.

— *Cour criminelle spéciale* : Congo : loi du 2 octobre 1959, la Cour sera remplacée par un tribunal populaire, après la chute de M. Youlou ; Cameroun : loi du 22 mai 1959, la Cour sera remplacée ensuite par des tribunaux militaires ; Dahomey : loi du 14 août 1961.

— *Tribunal spécial* : République Centrafricaine : loi du 9 mai 1962, puis loi du 25 janvier 1963 ; Sénégal : loi du 12 septembre 1961 ; Tchad : ordonnance du 29 septembre 1961, puis le décret du 13 mai 1963 institue une cour criminelle spéciale.

— *Tribunal militaire* : Cameroun : ordonnance du 7 mai 1960, puis ordonnance fédérale du 4 octobre 1961 après la réunification du pays ; Niger : la loi du 2 novembre 1964 transforme la Cour de sûreté de l'Etat en Cour martiale. Au Dahomey, en septembre 1966, après l'avertissement lancé par le général Soglo à tous ceux qui tentent de troubler l'ordre public, un tribunal d'exception vient d'être créé.

— *Tribunal populaire* : Congo : où la loi du 9 septembre 1964 remplace la Cour criminelle spéciale par un tribunal populaire et Mali où un tel tribunal est institué en septembre 1962.

La juridiction d'exception ayant pour but de soustraire le citoyen au juge pénal ordinaire, elle est souvent composée de non magistrats⁸. Le tribunal populaire est composé de militants du parti, le tribunal militaire naturellement de militaires, les autres juridictions de personnes désignées discrétionnairement par le chef de l'Etat en fonction de critères essentiellement politiques. Comme l'indique l'exposé des motifs du texte mauritanien, les fonctions de ces juridictions requièrent « davantage de vertus civiques que de compétences techniques en matière de justice ». Au Tchad, il semble que la Cour criminelle spéciale qui a jugé les opposants en juin 1963 comportait quelques membres qui ne comprenaient pas le français, langue des débats ; elle a par ailleurs statué en l'absence des avocats défenseurs expulsés au moment du procès. L'instruction et la procédure sont rapides et sommaires. La garde à vue est toujours prolongée et peut atteindre plusieurs mois. Enfin le pourvoi en cassation est supprimé dans la plupart des Etats. L'absence de garanties est aggravée par le fait que la compétence des juridictions d'exception est extensible discrétionnairement. Ainsi le Cameroun, prenant prétexte de la « répression de la subversion », a institué des tribunaux militaires dont la compétence s'étend non seulement à toutes les infractions touchant à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, mais aussi aux infractions relevant précédemment des tribunaux correctionnels. Les infractions de droit commun les plus graves peuvent, au gré du ministre des Forces armées, être portées devant les juridictions militaires. La loi (ordonnance 62/OF/18 du 12 mars 1962 modifiée par l'ordonnance 63/30 du

8. Cette méfiance à l'égard des magistrats qui ne disposent pourtant d'aucune indépendance est illustrée par le témoignage suivant de M. Luchaire : « Dans un Etat que je ne nommerai pas, un commissaire de police avait voulu forcer un individu à adhérer au parti politique dominant et il s'était rendu à son domicile en le menaçant d'arrestation. Une lutte s'engagea au cours de laquelle le commissaire de police trouve la mort. Le parquet dirigé par un magistrat français voulut poursuivre mais le gouvernement craignant que la légitime défense ne soit admise, ou que la sanction ne soit trop faible, interdit au chef du parquet de s'occuper de cette affaire... Puis ce gouvernement se chargea lui-même de punir le meurtrier et sa famille. » (In *La justice*, Université d'Aix-Marseille, Centre de sciences politiques de l'Institut d'études juridiques de Nice, Paris, P.U.F., 1961.)

25 octobre 1963) précise que la « revendication » du ministre peut intervenir « en tout état de la procédure » jusqu'au jugement et qu'elle entraîne le dessaisissement de la juridiction saisie. Les juges militaires statuent sans appel, mais le gouvernement peut faire réformer la sentence par une autre juridiction du même rang. Au Tchad, l'ordonnance n° 13/P.G. du 29 septembre 1961, en instituant le Tribunal spécial, précise que sa composition et ses règles de procédures sont arrêtées discrétionnairement par le chef de l'Etat qui peut dessaisir, quand les circonstances le commandent, les juridictions répressives au profit de ce tribunal spécial.

Les Etats africains disposent donc tous d'un véritable arsenal répressif dont le but, avoué ou non, est finalement d'éliminer toute forme d'opposition par les poursuites, interdictions et condamnations à l'encontre des adversaires politiques.

Section 2. — Les interdictions, poursuites et condamnations.

§ 1. — Les interdictions⁹.

Les mesures d'interdiction et de dissolution visent d'abord les partis accusés d'être extrémistes. C'est ainsi que depuis août 1960, — date d'interdiction du Parti africain de l'indépendance au Sénégal — il n'existe légalement aucun parti communiste dans toute l'Afrique noire d'expression française¹⁰.

Elles visent ensuite les partis considérés effectivement comme le support de prétentions purement tribales ou régionales ; on peut citer à titre d'exemples les interdictions prononcées à l'encontre de l'Union Dogon et de l'Union démocratique Ségovienne au Mali, du Parti de la solidarité sénégalaise au Sénégal.

Elles visent enfin tous les adversaires du parti gouvernemental, soit au moment de la formation du parti unifié, soit pour instaurer le parti unique. Une corrélation assez nette existe d'ailleurs entre les interdictions et dissolutions d'une part, les offres de regroupement proposées par le pouvoir d'autre part. Ainsi, au Tchad, le président Tombalbaye, après avoir expérimenté la coalition nationale en 1960, le parti unifié en 1961, couronne l'évolution par l'interdiction du partenaire du parti gouvernemental en 1962. Cette mesure est la

9. En France aussi les partis sont soumis parfois à des régimes juridiques spéciaux qui permettent soit de limiter leurs activités, soit de les interdire et de les dissoudre. Voir sur ces points, R. KHEITMI, *Les partis politiques et le droit positif français*, Paris, L.G.D.J., 1964, p. 135-209.

10. Il faut noter que dans toute l'Afrique, un seul parti communiste exerce ses activités légalement : le Parti communiste soudanais (Soudan, capitale Khartoum et non Mali), qui connaît actuellement des difficultés ; en effet à la fin du mois de décembre 1966 ses dirigeants ont été accusés de complot ; on peut se demander si cela ne constitue pas le prélude à son interdiction éventuelle (cf. déclaration à la presse du secrétaire général du parti, emprisonné après l'accusation de complot, in *Le Monde*, 30 décembre 1966).

conséquence d'une mésentente entre le P.P.T. et le P.N.A. et de l'échec du parti unifié qu'ils avaient constitué : le gouvernement craignant un retour au pluralisme politique avec la réapparition d'une opposition prend, le 19 janvier 1962, une ordonnance qui prononce la dissolution de tous les partis autres que le P.P.T. Un communiqué explique cette mesure par l'inefficacité d'une « poussière de partis » qui ne constituent pas une opposition constructive de type britannique, mais des groupements d'occasion¹¹. C'est toujours en se référant à l'opposition constructive que le parti Sawaba est dissous au Niger. Selon les responsables de ces pays, les partis « ne doivent pas rêver à la nostalgie du pouvoir ou se manifester pour abattre ceux qui gouvernent, dans le but égoïste de les remplacer ». Les mesures d'interdictions peuvent être dénombrées dans les Etats suivants en plus du Niger et du Tchad :

- au Dahomey à l'égard de l'U.D.D. (avril 1961),
- en Haute-Volta à l'égard du P.R.L. (janvier 1960),
- en Mauritanie à l'égard de la Nahda (octobre 1960),
- en République Centrafricaine à l'égard du M.E.D.A.C. (décembre 1960) et du M.S.A. (novembre 1962),
- au Sénégal à l'égard du P.A.I. (août 1960) et du Front national sénégalais (octobre 1964),
- au Togo à l'égard de la Juvento et de l'U.D.P.T. (janvier 1962),
- au Cameroun, l'U.P.C. interdite depuis 1955 l'est demeurée jusqu'en 1960, date à laquelle une partie est devenue légale, une autre est restée clandestine pour continuer la lutte armée.

Interdictions et dissolutions se heurtent à des résistances et à des actions clandestines ; elles entraînent alors des poursuites judiciaires et des découvertes de « complots ».

§ 2. — Les découvertes de « complots ».

Le motif essentiel des poursuites engagées contre les opposants n'est pas tellement celui auquel on peut s'attendre : la reconstitution de groupements dissous et interdits ; le motif essentiel est la participation à des « complots ». Les « complots » nés en Afrique noire sont remarquables par leur nombre, leur fréquence et leur généralisation à l'ensemble des pays dont aucun ne semble y avoir échappé. Dans certains Etats la fréquence est telle qu'elle atteint un rythme annuel — voire saisonnier, comme le suggère la formule imagée de M. Kouyate : « Ici les saisons rythment les complots ; souvent l'équilibre est rompu en faveur des dernières¹² » — et fait naître des doutes sérieux quant à la réalité des complots. Certes, il faut bien remarquer que les partis politiques africains n'ont pas

11. Communiqué cité par LE CORNEC, *op. cit.*, p. 71 : « C'est à la suite d'échecs électoraux ou à l'occasion du dépôt des candidatures, et parce qu'il n'a pas reçu l'investiture de son groupe, qu'un tel ou tel s'est cru appelé à devenir chef de parti. »

12. Cf. S.B. KOUYATE, *Les dirigeants africains*, p. 58.

toujours su distinguer les frontières séparant l'opposition de l'action illégale. A ce titre, certaines accusations lancées par les chefs d'Etat sont parfois exactes. Des pays comme le Cameroun et le Sénégal ont eu à affronter des mouvements de subversion et à mener une véritable guerre contre les maquis de l'U.P.C. dans la région Bamileké pour le premier et à démanteler de prétendus réseaux terroristes du P.A.I. pour le second. Le Mali, le Niger et le Tchad ont dû — et continuent — faire face à des troubles armés dans leurs régions sahariennes ; bien que ces troubles ne se rattachent pas directement ou uniquement aux activités des partis politiques, le gouvernement prend prétexte pour les leur imputer afin de justifier la répression qui inclut à la fois les zones dissidentes et les partis rendus responsables. Dans d'autres Etats, des complots visant à l'élimination physique des dirigeants politiques ont eu lieu et ont parfois abouti malheureusement, comme au Togo, lors de l'assassinat du président Olympio, le 13 janvier 1963. Cet assassinat a mis en émoi toute l'Afrique et a trouvé d'amples répercussions à la conférence d'Addis-Abéba de mai 1963. La charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, issue de cette conférence, est le premier texte de cette nature à porter « condamnation sans réserve de l'assassinat politique ainsi que des activités subversives exercées par les Etats voisins, ou tous autres Etats » (art. 3, alinéa 5).

Mais dans la majeure partie des cas, il faut bien dire que les « complots » sont probablement l'œuvre et l'invention des services de police chargés de veiller sur la sécurité de l'Etat, en fait chargés de la police politique et de la lutte contre l'opposition. A cet égard l'atmosphère politique africaine est très lourde. Les chefs d'Etat vivent dans la crainte perpétuelle d'être destitués ou même assassinés. En effet la structure des régimes politiques est telle qu'un changement de gouvernement est impossible par des voies normales, selon des règles institutionnelles : depuis 1959, pas une seule succession ne s'est déroulée pacifiquement dans les quinze Etats d'expression française ; tous les changements ont eu lieu à la suite d'émeutes populaires ou de coups d'Etat. La mise en cause de la responsabilité gouvernementale se traduit donc par une élimination — politique ou physique — du détenteur du pouvoir. La crainte d'une telle élimination détermine alors les réactions des chefs d'Etat qui soupçonnent toutes les activités de l'opposition et multiplient les surveillances policières, notamment par la création de services spéciaux¹³. Le « complot » n'est plus alors qu'une arme politique dont l'usage est fréquent comme le montrent quelques exemples.

— Le Togo offre le premier exemple, puisque l'ambiance de complot apparaît alors que le pays n'est pas entièrement indépen-

13. Les activités des services spéciaux sont dénoncées par de nombreux observateurs : Commission internationale des juristes, Ligue des Droits de l'homme, correspondants de nombreux journaux (*Jeune Afrique*, *Le Monde*...).

dant. Au début de 1959, la jeune République était dirigée par deux partis, le C.U.T. et la Juvento ayant respectivement à leur tête MM. Olympio et Santos. En février de la même année, alors que M. Santos se trouvait à Paris, on apprenait que M. Olympio faisait appel à l'armée pour s'opposer à un éventuel coup d'Etat... de la Juvento. Les observateurs¹⁴ s'interrogèrent sur cet incident : faux bruits ? désir de certains de semer le trouble ? volonté d'amener les deux partis au pouvoir à s'opposer pour éliminer l'un d'entre eux ? La réponse n'est guère aisée. Quoi qu'il en soit, le coup d'Etat n'eut pas lieu et l'entente C.U.T.-Juvento ne fut pas, sur le moment, détruite. Ce fut cependant un signe avant-coureur, la rupture intervenant l'année d'après.

— Au Dahomey, l'opération-complot servira à éliminer définitivement le parti d'opposition de la vie politique après l'avoir éliminé de la scène parlementaire. Nous avons vu qu'aux élections de décembre 1960, l'U.D.D. de M. Ahomadegbe n'a eu aucun représentant avec un tiers des voix. Les suites du scrutin entraînent une violente campagne de presse de l'opposition, notamment du *Daho-Matin*, organe de l'U.D.D. La réplique ne se fait pas attendre de la part du gouvernement. Après interdiction du parti et du journal en avril 1961, un « complot » est découvert le 28 mai. Plusieurs personnalités sont compromises dont évidemment le chef de l'U.D.D., M. Ahomadegbe, qui est condamné à cinq ans de détention par la Cour criminelle spéciale¹⁵.

— Au Cameroun l'élimination des opposants est liée directement à la tentative et l'échec de constitution d'un parti unique. En effet, début juin 1962, M. Ahidjo annonce son désir de créer un parti unique. Quelques jours après, les principaux dirigeants des autres partis font part de leur hostilité à ce projet et de leur préférence pour un parti unifié. A la fin du mois de juin, MM. Okala, Matip, M'Bida et Eyidi (respectivement leaders du Parti socialiste camerounais, de l'U.P.C. ralliée, du Parti des démocrates camerounais et du Parti national travailliste camerounais) sont arrêtés pour « subversion » et condamnés à trente mois d'emprisonnement par un tribunal correctionnel puis en appel à trois ans et à 250 000 francs C.F.A. d'amende¹⁶.

Ces exemples montrent que l'accusation de « complot » et « subversion » n'est qu'un élément de l'arsenal répressif prévu par des textes dont le seul but est d'instituer le monopole d'un parti. L'utilisation de cet arsenal n'évite pas toujours les mesures ouvertement arbitraires.

14. Cf. D. PEPEY, *Rapport* précité à la Table ronde de l'Association française de Science politique.

15. M. Ahomadegbe sera relâché après un an de détention, en novembre 1962, et ramené au pouvoir après le soulèvement populaire d'octobre 1964.

16. Ils ont été libérés en juin 1965 après avoir purgé intégralement leurs peines.

§ 3. — Les mesures arbitraires.

Lorsque les poursuites judiciaires reposent sur des charges ténues ou inexistantes, elles débouchent sur l'arbitraire. Les gouvernements hésitent souvent à engager des procès dont le déroulement et le retentissement dans l'opinion — tant nationale qu'internationale — peut produire des effets fâcheux. N'osant pas se déjuger toutefois en libérant les « comploteurs », ils sortent d'embarras en recourant systématiquement à l'internement administratif. Les mesures extrêmes telles que les liquidations physiques sont rares et n'évoquent en rien les liquidations connues par les régimes communistes ou fascistes européens.

A. — *Les détentions arbitraires.*

Tous les textes réprimant les atteintes à l'ordre public prévoient l'assignation à résidence et surtout l'internement administratif : Congo : ordonnance du 7 mars 1960 ; Côte d'Ivoire : loi du 7 novembre 1959 ; Dahomey : loi du 20 février 1961 ; Gabon : loi du 12 mai 1961 ; Haute-Volta : loi du 31 août 1959 ; Madagascar : ordonnance du 22 juillet 1960 ; Mauritanie : loi du 19 janvier 1960 ; Sénégal : ordonnance du 10 octobre 1960 ; Tchad : loi du 13 novembre 1959. Ces procédés, déjà dangereux dans leur principe même, le sont encore davantage dans leur application. Pratiquement ils sont mis en œuvre sans qu'aucun contrôle ou recours puisse s'exercer.

Mais ce qu'il convient de retenir c'est leur utilisation comme moyen d'élimination des partis adverses d'une part, et lorsque le parti unique est établi, comme moyen de renforcement de ce même parti d'autre part.

1. Les détentions visant les partis adverses interviennent au cours de la phase de constitution du parti unifié. C'est ainsi qu'au Sénégal, un certain nombre de dirigeants du P.R.A. sont arrêtés pour un prétendu trafic d'armes en 1961 ; or ils n'ont jamais été traduits en justice pour un tel délit et la preuve de l'accusation portée contre eux attend toujours d'être apportée. En vérité leur détention n'est qu'un moyen de pression à l'égard du P.R.A. qui mène une forte opposition contre l'U.P.S. L'amélioration des rapports entre les deux partis et surtout le récent ralliement du P.R.A. ont mis fin à ces mesures arbitraires. Toujours au Sénégal, le leader d'un autre parti est arrêté à la suite d'incidents, mais dès que le parti intéressé s'est rallié à l'U.P.S., il est élargi et nommé ambassadeur. Au Congo, les militants du P.P.C. et du M.S.A. sont alternativement incarcérés puis relâchés en fonction de l'attitude conciliante ou non à l'égard du pouvoir. Pendant toute une période comme le note M. Wagret (*op. cit.*, p. 97) la politique gouvernementale envers l'opposition ne révèle qu'un mélange inharmonieux de bons sentiments et de mesures répressives, de grandes déclarations apaisantes et de brimades, d'accoules et de coups de bâtons, d'amnistie et d'incarcération.

Une telle politique est assez courante en Afrique où l'on assiste ainsi aux grandes querelles suivies de grandes réconciliations, parfois temporaires, car l'instauration du parti unique, loin de mettre fin aux conflits, les rend encore plus aigus et entraîne même un recours plus fréquent aux accusations arbitraires.

2. Avec l'avènement du parti unique, en effet, les détentions visent à renforcer les rangs autour d'une équipe et d'un homme en éliminant d'anciens partisans qui, après avoir aidé au triomphe du parti, sont maintenant en désaccord avec lui. Or le parti unique est davantage porté à la clémence à l'égard d'anciens adversaires qu'à l'égard de ses propres militants dont l'indiscipline ou la rébellion sont une menace pour son existence¹⁷. De plus, il se trouve devant le paradoxe selon lequel plus un parti unique dispose de pouvoir, donc de sanctions, moins il dispose de liberté de choix dans la sanction. L'explication de ce paradoxe est assez simple : face à une opposition de membres du parti, ce dernier ne peut se contenter d'utiliser l'exclusion qui a pour effet de faire renaitre, pratiquement, des tendances politiques que l'on entendait banir. L'exclusion interviendrait souvent à l'encontre d'éléments dynamiques qui mettraient leur énergie à critiquer et à contredire l'action gouvernementale. A un moment ou à un autre l'exclusion animerait soit une opposition légale et admise, soit une opposition clandestine. Cette seconde hypothèse étant la plus plausible comme le montre l'action des nombreuses organisations de fait à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières des pays africains. Ajoutons à cela que l'absence d'une idéologie nettement formulée chez les partis enlève toute base sérieuse pour prononcer l'exclusion. La monopolisation du pouvoir au sein de l'État et du parti entraîne davantage de querelles personnelles entre dirigeants que de conflits d'idées. Dans ces conditions, la sanction classique que constitue l'exclusion est non seulement inadaptée et inutile, elle est inopportune. Ce caractère ressort mieux encore si l'on constate que les divergences interviennent autour du titulaire même du pouvoir qui redoute la concurrence ou l'opposition de ses compagnons, notamment des brillants « seconds » qui aspirent à la succession. Nombre d'hommes politiques africains ont été ainsi éliminés pour avoir porté ombrage à l'autorité du chef et si, jusqu'à l'époque récente des coups d'État, le poste suprême est resté stable — de 1958 à 1963, aucun chef d'État n'a été évincé du pouvoir — c'est au prix d'une instabilité du poste de « second »

17. L'exemple des partis uniques européens, qu'ils soient de type marxiste ou de type fasciste est très net sur ce plan ; les uns comme les autres ont prouvé — par les purges staliniennes et hitlériennes (la nuit des longs couteaux notamment) — que l'opposition à l'intérieur du parti est châtiée parfois plus durement que l'opposition extérieure.

Le phénomène est identique en Afrique, mais à un degré inférieur, car il n'atteint pas une grande ampleur par le nombre des personnes affectées et la nature des sanctions utilisées.

personnage¹⁸ ainsi que nous le verrons ultérieurement (voir seconde partie, chapitre VIII).

B. — *Les liquidations.*

En Afrique les liquidations physiques sont des mesures si exceptionnelles, intervenues dans si peu de cas, qu'il est difficile de les citer comme procédés d'élimination des opposants. Quatre cas seulement peuvent être cités dont trois ont comme point commun d'être des empoisonnements.

La première affaire d'empoisonnement connue remonte à 1960 au Tchad, après la destitution du président du Conseil, Gabriel Lisette. Quels sont les faits ? Alors que M. Lisette, Vice-Premier ministre, chargé de la coordination économique du plan, du tourisme et des relations extérieures, était en voyage, à l'étranger, il était démis de ses fonctions, le 24 août 1960, par le Conseil des ministres qui lui interdisait en même temps de rentrer au Tchad. Les partisans du ministre déchu, à l'instigation d'un député, Jacques Nadingar, manifestèrent leur mécontentement et déposèrent une motion de censure contre le gouvernement. Or le député qui menait cette opposition décédait subitement, le lendemain du dépôt de la motion de censure, dans des conditions troubles laissant penser qu'il s'agissait d'un empoisonnement. Si cette première affaire est passée inaperçue, la seconde eut un certain retentissement en raison de la personnalité de la victime et du lieu de l'empoisonnement : il s'agit de la mort de Félix Moumie en Suisse. Moumie était le chef de l'U.P.C. qui tient le maquis au Cameroun et lutte contre le gouvernement de M. Ahidjo. Or en novembre 1960, il meurt empoisonné à Genève dans des conditions « mystérieuses ». Enfin la troisième affaire remonte au mois d'avril 1964, lorsque M. Houphouet-Boigny annonce le « suicide » de Ernest Boka, président de la Cour suprême de la Côte d'Ivoire, longtemps considéré comme un fidèle collaborateur du chef de l'Etat et comme un des espoirs politiques du pays. Le 2 avril 1964, Ernest Boka est arrêté pour menées subversives et, le 6 avril, on le trouve mort. Lors de sa conférence de presse, M. Houphouet-Boigny accrédite la thèse du suicide qui ne semble pas aussi évidente à certains observateurs¹⁹.

18. C'est ainsi que l'on peut expliquer les crises qui ont affecté l'entourage de MM. Ould Daddah, Dacko et Tombalbaye au moment de l'élimination de MM. Ndiaye, Maleombho et Gaba qui apprirent à leurs dépens la difficulté d'être un brillant lieutenant en Mauritanie, en République centrafricaine et au Tchad. La même explication vaut partiellement pour l'élimination de Dia au Sénégal, de Mockey en Côte d'Ivoire et de Aubame au Gabon, tous trois poursuivis pour complots.

Comme le remarque un député français à la Chambre le 29 octobre 1963, « on peut dire qu'aujourd'hui, il est trois façons de s'élever jusqu'à la prison : commettre des délits, faire de l'opposition ou être ministre. Et je crois que la troisième est la plus sûre » (Cité par KOUYATE, *Les dirigeants africains...*, p. 58).

19. Au cours de sa conférence de presse, le Chef de l'Etat ivoirien

Le quatrième cas de disparition douteuse des opposants date de juillet 1964. Le 6 juillet, le gouvernement du Mali annonçait le décès en prison de deux leaders de l'opposition qui ont été anciens ministres français (secrétaires d'Etat) sous la IV^e République : Fily-Dabo Sissoko et Hammadoun Dicko, arrêtés, condamnés à mort pour complot et graciés en octobre 1962²⁰. Devant l'émotion soulevée en France par cette mort, le gouvernement malien publie un communiqué embarrassé, le 29 juillet, dans lequel il assure que les deux opposants avaient trouvé la mort au cours d'un déplacement et lors d'une attaque de touaregs rebelles. Mais cette mise au point n'éclaire pas tellement les circonstances exactes de leur disparition tout comme dans les cas cités précédemment.

*
* *

Aux termes de cet examen des procédés coercitifs employés pour réduire l'opposition au silence ou l'éliminer de la vie politique, il faut constater que les sanctions graves ou arbitraires sont, malgré tout, limitées. Si les responsables africains ne font pas preuve du respect des règles élémentaires en matière de répression politique, celle-ci n'est nullement systématique et comparable à la répression en œuvre dans d'autres régimes de parti unique. Aussi faut-il s'étonner de voir des observateurs établir abusivement et faussement certaines comparaisons. En conclusion d'un numéro spécial de la revue *Journal of Contemporary History*²¹ consacré à l'étude du fascisme, M. Seton-Watson n'hésite pas à écrire, en examinant le problème du fascisme dans le monde, que les régimes africains révolutionnaires et nationalistes vont en évoluant de la simple dictature vers le totalitarisme et finiront par ressembler au III^e Reich... Avant de répondre sur le fondement même d'une telle comparaison

a donné lecture d'une lettre qui serait le testament politique de E. Boka et où il est révélé que ce dernier, après avoir consulté un marabout qui lui avait prédit de hautes destinées, n'a cessé de comploter pour réaliser cette prédiction. Puis le Chef de l'Etat invita ceux qui l'écoutaient à examiner les fétiches et flacons de philtres saisis dans les affaires de E. Boka. Parmi les fétiches figuraient deux cercueils miniatures renfermant chacun une photo de M. Houphouët-Boigny et devant, après certaines incantations, provoquer la mort du Chef de l'Etat. « Tout cela peut paraître enfantin, mais nous sommes au cœur d'un grand drame qui se joue en Afrique noire. Le fétiche, c'est le cœur du problème, car derrière chacun d'eux, il y a le poison » conclut le leader ivoirien.

Cette version est contestée par les personnes qui ont connu E. Boka, notamment le Professeur Lavau dans le journal *Le Monde* du 23 avril 1964.

20. Rendus responsables des manifestations des commerçants à Bamako contre la réforme monétaire (institution du franc malien et sortie de l'union monétaire ouest-africaine) les deux hommes ont été jugés et condamnés par un tribunal populaire composé de militants de l'Union soudanaise. La condamnation à mort a été commuée en travaux forcés à perpétuité.

21. *Journal of contemporary History*, 1966, n° 1, p. 183-197.

— qui est artificielle et fausse ainsi que nous le verrons dans d'autres développements ultérieurs — on doit dire et répéter qu'en aucun cas les moyens employés en Afrique ne sauraient être comparés à ceux du régime hitlérien. Bien que l'on fasse beaucoup de publicité à propos des sanctions prises dans les Etats africains contre les opposants, plusieurs remarques sont à faire :

— D'abord la coercition est utilisée après que les autres moyens aient été épuisés (cf. les développements du chapitre précédent) ;

— Ensuite ces sanctions, même très sévères, sont généralement soit inexécutées lorsqu'il s'agit de peines de mort qui sont commuées, soit temporaires lorsqu'il s'agit d'emprisonnements²² ; nombreuses sont les personnes condamnées qui réintègrent la vie politique en obtenant des hauts postes, quitte à connaître encore de nouvelles tribulations ;

— Enfin la coercition n'est jamais utilisée méthodiquement pour instaurer un climat de terreur.

Plus d'un observateur a noté que les rapports entre les hommes au pouvoir et les opposants ont un air de querelles de famille auxquelles succèdent de grandes réconciliations une fois la crise passée. Ceci doit être attribué en partie au fait que l'élite politique peu nombreuse dans ces pays se trouve enserrée dans un réseau de relations personnelles et a besoin de la participation de tous ses membres pour remplir les lourdes tâches qui l'attendent.

22. Par exemple : Au Tchad, les personnes condamnées lors du procès du « complot du 23 mars 1963 » ont été pour la plupart graciées et libérées en août 1965 ; en Côte d'Ivoire, 91 personnes ont été condamnées en janvier 1965, dont 19 à la peine de mort pour complot ; les peines de mort ont été commuées en novembre 1965 tandis que d'autres condamnées ont été libérées en 1966 ; au Gabon, après le putsch de février 1964, plusieurs personnes ont été condamnées à plusieurs années de travaux forcés, mais en février 1966, elles ont bénéficié de remises de peines qui annoncent leur libération future, etc...

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

L'analyse des procédés utilisés pour assurer le triomphe du parti unique en Afrique est assez frappante par leur variété ; une telle variété montre que les dirigeants africains ont voulu éviter, autant que possible, l'usage de la seule contrainte et de la violence. A cet égard, il y a une différence fondamentale entre l'évolution des Etats noirs et celle d'autres Etats qui ont instauré le parti unique. Aussi faut-il rejeter le point de vue de nombreux auteurs qui n'hésitent pas à rapprocher le parti unique africain du parti communiste russe ou du parti fasciste allemand¹. Nous verrons dans la troisième partie qu'un tel rapprochement est non seulement abusif, mais faux, car il repose essentiellement sur des apparences et des comparaisons superficielles. Il ne suffit pas de constater quelques analogies dans les aspects extérieurs d'une évolution qui conduit du multipartisme au monopartisme pour conclure à une analogie profonde entre les situations.

Toutefois un rapprochement plus sérieux peut être esquissé avec l'évolution des démocraties populaires au lendemain de la seconde guerre mondiale. MM. Fabre et Duverger ont bien exposé le mécanisme d'élimination des partis opposés au parti communiste². La situation de ces pays peut être transposée — toutes proportions gardées — dans les républiques africaines. Elles se caractérisent par les traits suivants :

— Régimes constitutionnels relativement proches des démocraties occidentales au point de départ, mais aux prises avec une vie politique difficile et agitée ;

— régimes multipartisans où le parti communiste essaie de créer des alliances sous le signe du front national qu'il essaie de contrôler et de dominer. Les fronts doivent lui permettre de camoufler l'avènement d'un régime de parti unique sous l'apparence d'un multipartisme ;

1. Cf. SETON-WATSON H., *Journal of Contemporary History*, 1966, n° 1 ; M. CORPIERRE, « Le totalitarisme africain », *Preuves*, janvier et février 1963 ; Sir Walter COUTTS, « A new democracy or a new totalitarianism in Africa ? » *Optima*, mars 1964.

2. M.H. FABRE, *Théorie des démocraties populaires*, Paris, Pédone, 1950 ; M. DUVERGER, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 6° éd., p. 360-361.

— Elections sous le signe du front national et de la liste unique où, selon M. Duverger, le parti communiste se « taille la part du lion ». Dans le cas de refus de liste unique, les techniques électorales et parfois les manipulations sont employés contre les partis d'opposition ;

— Gouvernements de coalition où le parti communiste dispose généralement des postes clés (Intérieur, Armée, Justice, Propagande) ;

— Enfin le parti communiste s'efforce de désagréger les partis en utilisant une double tactique : à l'égard des socialistes c'est l'absorption ; à l'égard des autres qui sont des partis de droite une campagne est engagée sur le thème de la collaboration avec l'occupant allemand. Cette dernière opération réussit car les partis (paysans et petits propriétaires) constituaient des coalitions assez disparates, faiblement structurées, aux intérêts souvent opposés et comprenaient des éléments qui avaient effectivement collaboré.

Telle est, brossée à grands traits, la situation des pays de l'Europe centrale. En remplaçant parti communiste par parti dominant et partis de droite par partis tribaux et régionaux, on peut transposer apparemment tel quel ce schéma en Afrique. Mais apparemment seulement, car des différences importantes et profondes existent à côté des ressemblances³.

— Dans les démocraties populaires, les auteurs et les bénéficiaires de l'opération sont des partis communistes dont la structure et la doctrine sont autrement rigides et cohérentes que celles des partis africains sortis vainqueurs de l'opération. L'analogie entre les uns et les autres ne peut être que formelle. Par ailleurs, l'union nationale en Afrique exclut toujours le parti communiste ou considéré comme tel.

— Dans les démocraties populaires, le parti communiste bénéficiait de l'appui de l'U.R.S.S. et de l'Armée rouge qui entendaient installer un régime socialiste basé sur le parti unique. On ne peut pas dire que l'influence française ait joué en faveur du parti unique en Afrique ; c'est même le contraire qui est vrai en raison de l'héritage multipartisan laissé dans l'opinion et rappelé par l'article 77 de la Constitution de 1958 qui imposait aux Etats membres de la Communauté de gérer « démocratiquement » leurs propres affaires.

— Le parti communiste est, au départ, un parti nettement minoritaire ; le parti africain qui tend à devenir unique est au contraire dominant ou majoritaire : il a obtenu la majorité au cours d'élections organisées sous l'égide du colonisateur et parfois malgré les tentatives faites pour réduire le succès du parti en question.

3. Seules les différences sous l'angle de la situation politique sont envisagées ici ; il va de soi qu'elles existent aussi dans d'autres domaines : degré d'industrialisation des pays d'Europe centrale, proximité de l'U.R.S.S., etc...

— Enfin, le régime socialiste repose sur une classe sociale unique dont l'expression politique ne peut être le fait que d'un parti unique ; dès lors tous les procédés doivent être mis en œuvre pour supprimer les autres classes sociales et les partis correspondants. En Afrique les leaders politiques se contentent de dire vaguement qu'il n'y a pas de classes sociales et affirment la nécessité du parti unique pour son efficacité sur le plan politique, économique et administratif. Autrement dit la grande originalité du parti unique africain est qu'il se définit par ses buts. Les buts ainsi assignés deviennent les éléments de justification du régime monopartisan. A la question : pourquoi le parti unique en Afrique ? La réponse est la suivante : le parti unique résulte des nécessités de l'intégration nationale, de la construction d'un Etat, de l'édification d'une économie moderne. Ce sont ces nécessités que nous examinerons dans une seconde partie.

Deuxième partie

**Raisons et facteurs de l'évolution
vers le parti unique**

INTRODUCTION

Comme le remarque fort justement M. Duverger, la pratique du parti unique a précédé la théorie¹. L'Afrique noire ne dément pas cette affirmation. Alors que la plupart des jeunes Etats vivent actuellement sous le régime monopartisan, aucune théorie d'ensemble n'a été élaborée à ce jour. Pourtant la question a souvent été posée : pourquoi le parti unique² ?

Sur un plan général, la réponse a été esquissée par M. Duverger dans son ouvrage classique sur les partis politiques. Rappelons brièvement l'essentiel des développements de l'auteur afin de mieux éclairer nos propres développements. Trois raisons expliquent l'avènement du parti unique.

1. Le parti unique a pour but de forger des élites nouvelles, de créer une classe dirigeante neuve, de réunir et de former les chefs politiques aptes à gouverner le pays, car les masses ne peuvent pas gouverner elles-mêmes. Sa fonction n'est pas tant d'administrer que d'assurer le dynamisme de l'administration et de vérifier sa fidélité.

2. D'un autre côté, le parti établit un contact direct et permanent entre le gouvernement et son pays. Il rompt l'isolement des chefs par rapport aux masses par des milliers de cellules et des sections dispersées dans l'ensemble du pays. L'efficacité du parti vient de son ambivalence : il est à la fois un organe de l'Etat capable de comprendre ses décisions de l'intérieur et d'y adhérer intégralement et un groupement de citoyens qui ressentent en eux-mêmes et dans leurs proches les réactions populaires et peuvent les exprimer aux dirigeants.

3. Enfin, la dernière justification de l'unicité du parti résulte de l'abandon par l'Etat de la neutralité politique. A l'Etat neutre

1. Cf. M. DUVERGER, *Les partis politiques*, p. 87.

2. Cf. *Colloque d'Ibadan* en 1959 sur les institutions politiques des nouveaux Etats ; *Colloque de Dakar* en décembre 1962, sur les voies africaines du socialisme ; *Session internationale d'étude* sur les pays nouvellement indépendants tenue à Berne en mars 1961 ; *Table Ronde* de l'Association française des Sciences politiques à Paris en mars 1959 ; *Colloque* de la Fondation nationale des Sciences politiques à Paris en novembre-décembre 1963.

classique s'est substitué l'Etat « porteur d'idéaux », l'Etat incarnant une foi, une morale, une éthique. L'Etat neutre respecte toutes les morales et tous les idéaux, donc tous les partis qui défendent chacun d'eux ; tout change si l'Etat adhère lui-même à une éthique précise : il ne peut alors accepter que le seul parti qui la défend, car les autres ne luttent plus désormais *dans* l'Etat, mais *contre* les valeurs qu'il incarne.

Telles sont les justifications générales du parti unique dont certaines seulement peuvent se retrouver, en tout ou partie en Afrique noire. La théorie esquissée par M. Duverger résulte surtout des exemples communistes et fascistes et possède donc une logique qui n'est pas toujours aussi évidente pour les exemples que nous étudions. Les justifications avancées prennent une signification particulière car elles s'ordonnent autour de réalités nouvelles. A l'origine le parti unique ne résulte pas d'une volonté doctrinale systématique de l'instaurer qui pourrait faire penser au parti marxiste ou fasciste. Certains gouvernants africains invoquent le fatalisme de l'évolution politique bien plus que les facteurs d'ordre sociologique ou théorique ; ils estiment qu'il y a d'autres causes contingentes et proprement africaines.

Ensuite, certains auteurs ont essayé de dégager les causes proprement africaines de l'évolution vers le parti unique. Essayons de passer rapidement en revue les principales théories. Beaucoup d'observateurs — généralement des journalistes — se contentent d'affirmer rapidement — en s'appuyant sur les études des sociétés traditionnelles ou sur les déclarations de certains leaders africains — que la cause essentielle réside dans la nature de la société africaine ; l'univers communautaire, l'unanimité négro-africain, la prédominance totale du groupe sont autant de facteurs qui s'opposent au pluralisme politique. En vérité ces affirmations demandent à être démontrées, car le recours aux structures traditionnelles constitue souvent un alibi à la faiblesse du raisonnement ou un moyen facile de justifier une thèse qu'on se refuse à discuter sérieusement. La sociologie et l'ethnologie peuvent être ainsi, aisément et peu scientifiquement, mises à contribution pour empêcher des recherches plus exigeantes qui ont cependant été entreprises par certains auteurs.

En effet des auteurs, surtout anglo-saxons, ont fait des efforts dans l'analyse des sociétés africaines actuelles et ont beaucoup contribué à éclairer leurs structures politiques³. C'est ainsi que J.S. Coleman et C.G. Rosberg trouvent la cause de l'évolution vers le parti unique dans l'idée d'intégration nationale venue se greffer sur de nombreux autres facteurs dont quatre semblent déterminants⁴ :

3. Cf. Les travaux déjà cités de chercheurs comme J.S. COLEMAN, C.G. ROSBERG, M.L. KILSON, A.R. ZOLBERG, R. SCHACHTER-MORGENTHAU entre autres.

4. J.S. COLEMAN et C.G. ROSBERG (Jr) éd., *Political parties and natio-*

1. La situation des leaders des partis confrontés avec les problèmes de l'indépendance : organisation de l'Etat, maintien de l'ordre, coexistence des différents groupes dans le pays, mobilisation du peuple... ;

2. L'héritage de la société traditionnelle africaine dont certains éléments encouragent l'établissement ou la consolidation du parti unique. Toutefois, les auteurs notent que l'influence de ces éléments est variable, car elle peut jouer en sens contraire ;

3. L'héritage de la société coloniale dont l'organisation fortement centralisée, parfois de nature militaire, constitue une bureaucratie autoritaire, excluant le jeu démocratique et le pluralisme politique dans l'exercice du pouvoir ;

4. Enfin la formation, la culture politique de l'élite africaine est sans doute le facteur décisif, car les attitudes, les valeurs, les croyances politiques, les représentations que les africains se font de l'autorité et du leader ont pour fondement l'élitisme, l'étatisme et le nationalisme.

M.L. Kilson estime pour sa part que les facteurs suivants entrent en jeu dans l'avènement du parti unique en Afrique⁵ :

1. Le caractère de parti de masse des partis africains ;

2. L'influence de l'idéologie marxiste qui pousse les partis révolutionnaires à interdire les partis conservateurs ;

3. Inversement la préférence pour un changement lent qui pousse les partis conservateurs à interdire les partis révolutionnaires ;

4. L'instabilité politique provenant de luttes tribales ou autres ;

5. L'insécurité politique provenant de dangers extérieurs.

Tous ces facteurs méritent examen et ne peuvent être contestés sans en discuter effectivement le bien-fondé comme le fait W.A. Lewis qui les rejette rapidement⁶ pour trouver quelques motivations en remplacement :

1. L'amour du pouvoir et de ses avantages matériels ;

2. La conviction que les partis d'opposition sont dangereux et le refus de courir le risque de les voir suivis par l'opinion ;

3. La conviction que l'action de l'opposition nuit à l'efficacité de l'Etat, quelle que soit sa politique ;

4. La conviction idéologique qu'un parti politique d'élites est l'instrument suprême de la société⁷.

nal integration in Tropical Africa, University of California Press, Berkeley et Los Angeles, 1964, p. 655 et suiv.

5. M.L. KILSON, « Authoritarian and single tendencies in Africa politics », *World Politics*, janvier 1963, p. 262-294.

6. W.A. LEWIS, *La chose publique en Afrique occidentale*, *op. cit.* L'auteur écrit fort sévèrement : « on ne peut que sourire quand on voit des gens... présenter le régime de parti unique comme une création spécifiquement africaine, émanant de la personnalité africaine et du système social africain » (p. 40). Il est vrai qu'ici M. Lewis vise d'abord les auteurs qui affirment trop facilement la chose sans en apporter la démonstration.

7. *Id.*, p. 33-34.

Ainsi donc les facteurs et raisons d'évolution vers le parti unique sont nombreux et l'on pourrait les multiplier en citant d'autres auteurs. Mais si nous les examinons de près, nous constatons qu'ils se regroupent autour de quelques idées fondamentales et simples : un premier groupe se rattache à l'idée de nation, de construction ou d'intégration nationale ; un second groupe se rattache à l'idée d'Etat qu'il faut mettre sur pied et faire fonctionner ; enfin un troisième se rattache à l'idée de développement économique. On peut donc invoquer les nécessités de l'intégration nationale (chapitre 7), les nécessités de la construction d'un Etat (chapitre 8) et les nécessités du développement économique (chapitre 9).

CHAPITRE VII

LES NECESSITES DE L'INTEGRATION NATIONALE

Le nationalisme africain a été qualifié paradoxalement comme un « nationalisme sans nations¹ », car il faut bien reconnaître que les nations négro-africaines ne sont, au mieux, qu'en voie de formation.

Au milieu du xx^e siècle, l'Afrique noire se trouve dotée de partis politiques modernes avec des structures et des programmes avancés, alors que le cadre politique dans lequel ils doivent évoluer est en gestation. C'est là une différence fondamentale avec les autres pays surtout européens : en Europe, lorsque les partis sont apparus en tant que tels, à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e, les nations et les Etats existaient et délimitaient leur champ d'action. En Afrique noire, les partis commencent par affirmer l'existence potentielle d'une nation dont ils entendent assurer la réalité et l'unité et qu'ils veulent doter d'un Etat. Cela justifie la fonction d'intégration nationale que leur reconnaissent J.S. Coleman et C.G. Rosberg². Bien que le concept d'intégration soit assez vague, les deux auteurs l'envisagent comme un vaste processus de subordination engagé par les partis dans deux directions essentielles :

— D'une part l'intégration territoriale, sur un plan horizontal,

1. La formule est de M. Jean BUCHMANN, *op. cit.*, p. 152.

2. *Op. cit.*, p. 8-9. L'idée du parti conçu comme un instrument d'intégration a déjà été développée par Sigmund Neumann (« Towards a comparative study of political parties » in Neumann (éd.), *Modern political parties*, Chicago, 1956, p. 404) qui distingue parmi les partis politiques européens deux catégories :

— Les partis d'*intégration sociale* apparus en Europe avec l'industrialisation, l'urbanisme et les antagonismes de classes. Ces partis eux-mêmes appartiennent à deux catégories : les partis d'intégration démocratique (socialistes et démo-chrétiens) et les partis d'intégration totalitaire (communistes) ;

— Les partis de *représentation* qui ont pour but de désigner les représentants élus et dont l'exemple type est le parti conservateur britannique.

qui réduit les tensions et disparités culturelles et régionales, crée une communauté territoriale homogène³ ;

— D'autre part l'intégration politique, sur un plan vertical, qui comble progressivement le fossé élite-masse en développant une action politique d'unification et une participation politique de la communauté.

Si l'on veut préciser le rôle des partis, on peut dire qu'il s'analyse en une double démarche comprenant l'affirmation et la création de l'unité nationale. C'est au regard de cette double démarche qu'apparaît le problème du pluralisme politique, c'est-à-dire le problème de l'opposition.

Dans la pensée politique occidentale, la véritable caractéristique d'un régime démocratique est la liberté de l'opposition ou le respect du pluralisme des partis. Dès lors on peut se demander si la démocratie est possible en Afrique. Mais la question ainsi posée risque de n'avoir aucune signification. En effet, la démocratie pluraliste ne peut se concevoir que dans une nation au sens moderne de ce mot, une nation à laquelle chaque personne a conscience d'appartenir, au-delà de toutes divergences d'ordre philosophique, religieux ou politique. Dans une véritable nation, les divisions restent internes et ne remettent pas en cause les limites géographiques, linguistiques etc. en un mot les frontières du pays. Prenons l'exemple de la France où il existe des courants politiques et idéologiques très opposés. Ces différents courants représentés par les partis veulent que la France prenne une orientation précise : rattachement à l'Occident, rattachement à l'Est, position neutre par exemple. Mais ces courants n'entendent pas pour autant découper la France en autant de portions⁴. Toute autre est la division qui affecte les Etats africains qui doivent affirmer dans un premier temps, l'existence d'une unité nationale, et créer, dans un second temps, cette unité. Comme c'est généralement un parti qui tente de réaliser cette tâche, il se pose alors le problème de l'existence des autres partis, donc de l'opposition.

— Section 1. L'affirmation de l'unité nationale

— Section 2. La création de l'unité nationale

— Section 3. Le problème de l'opposition et l'unité nationale.

3. C.H. MOORE, (« Mass party régimes in Africa », in H.J. Spiro (éd.) : *Africa the primacy of politics*, New-York, 1966, p. 94) estime qu'un parti unique accomplit la tâche d'intégration lorsqu'il persuade l'élite de la nécessité d'une cohésion et d'un consensus autour des valeurs nationales fondamentales et objectives, transmet le consensus au peuple et promet de nouvelles structures locales pour remplacer celles qui disparaissent.

4. Le cas particulier de pays divisés en deux (par exemple l'Allemagne) n'infirme pas notre remarque, au contraire, dans la mesure où cette division est imposée de l'extérieur contre la volonté intérieure de réunification.

Section 1. — L'affirmation de l'unité nationale.

L'affirmation comme nation d'un Etat africain⁵ peut paraître irrationnelle lorsque l'on sait le caractère arbitraire du découpage des frontières. Mais justement parce que ce découpage est artificiel, parce que des ethnies et des tribus ont été rattachées à des Etats différents, les susceptibilités frontalières sont renforcées. Car c'est l'existence nationale elle-même qui est mise en cause par d'éventuelles revendications⁶. Il y a plus. L'unité nationale est devenue la justification essentielle du parti unique. Celui-ci doit aider la nation à chercher ses frontières (§ 1), à chercher un passé et un avenir (§ 2), cette double recherche étant gouvernée par ce qu'on pourrait appeler la dialectique nation-ethnie (§ 3).

§ 1. — La Nation à la recherche de ses frontières.

I. — Caractère artificiel des frontières coloniales.

Après la conférence de Berlin et au début de ce siècle, les nations européennes procédèrent au partage du continent noir et à la délimitation de leurs possessions. En réalité, l'Europe venait de recouvrir l'Afrique d'un large quadrillage qui superposait à sa mosaïque humaine naturelle des divisions artificielles. Les frontières ont été « dessinées » par la colonisation, par suite d'entente avec le colonisateur d'autres régions sur la base de deux éléments : les établissements côtiers et les lignes de postes intérieurs qui marquaient les limites de l'expansion respective de chaque puissance. La majorité des frontières africaines furent fixées entre 1884 et 1904 et la partition définitive fut complète en 1920⁷. La rapidité

5. La définition de la nation peut donner lieu à controverse ; notamment, on peut se demander si l'acception européenne doit être adoptée ou non ; si elle ne l'est pas, quels sont les éléments qui permettent de reconnaître la nation en Afrique noire. On ne peut que poser la question et le débat est ouvert. Pour un exemple qui se situe hors du cadre de notre recherche, voir les discussions à propos de l'Algérie de 1830 entre C.A. Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Paris, P.U.F., 1965 ; M.C. SAHLI, *Décoloniser l'histoire*, Paris, Maspéro, 1966 ; R. GALISSOT, « Abdelkader et la nationalité : interprétation de la chute de la Régence d'Alger et des premières résistances à la conquête française (1839-1847) », *Revue historique*, avril-juin 1965, p. 339-368.

6. Cf. par exemple le conflit somalo-kenyan. « Avec les prétentions somaliennes... C'est l'existence même de l'Etat kenyan qui est mise en cause. La reconnaissance par le Kenya des droits somaliens sur le Northern Frontier District qu'il occupe créerait un précédent redoutable pour lui. La généralisation de ce principe conduirait à la limite à une désagrégation complète du Kenya... et à sa liquidation en tant qu'Etat ». T. Charlier, « A propos des conflits de frontières entre la Somalie et l'Ethiopie et le Kenya », *R.F.S.P.*, 1966, p. 314. Sur ce conflit, voir aussi A.A. Costagno, « The Somalo-Kenyan controversy », *Journal of Modern Africa Studies*, juillet 1964, p. 165-188.

7. Cf. R.L. KAPIL, « On the conflict potential of inherited boundaries in Africa », *World Politics*, vol. XVIII, n° 4, 1966, p. 656-673.

avec laquelle la partition eut lieu exigeait que les frontières soient facilement définies et vite reconnues. Les accords étaient donc négociés avant qu'une connaissance précise des régions et des peuples soit établie. Il en résulta un quadrillage établi en application de la solution de facilité qui consiste à tracer les frontières suivant les critères astronomiques, mathématiques ou géographiques...

Selon les estimations de M. Barbour⁸, 44 % des frontières furent ainsi fixées par référence aux parallèles et méridiens, 30 % par référence aux lignes droites, arcs, cercles, etc., 26 % par référence aux traits topographiques tels que rivières, fleuves, lignes de faite, montagnes et vallées. Ce n'est qu'accessoirement qu'il était permis ou recommandé aux commissions techniques de délimitation de tenir compte des circonstances locales telles que la communauté ethnique ou linguistique des populations⁹.

Ce partage initial allait encore être aggravé par de nouvelles divisions. La France, pour des raisons de commodités administratives, créa à l'intérieur de ses vastes possessions des circonscriptions territoriales dont le nombre et les contours furent souvent fixés de manière arbitraire. Le cas de la Haute-Volta est un exemple très significatif : son territoire érigé en colonie autonome en 1919, fut supprimé en 1932 pour être réparti entre les colonies voisines et rétabli de nouveau en 1948. Si la création en 1919 sembla avoir pour but de permettre la promotion d'un haut fonctionnaire colonial au grade de gouverneur, la reconstitution en 1948 répondait au souci d'isoler les peuples Mossi des influences de la Côte d'Ivoire politiquement turbulente à l'époque¹⁰. Le Togo et le Cameroun firent l'objet d'un partage, en tant qu'anciennes colonies allemandes, au lendemain de la seconde guerre entre la France et l'An-

Les traités de délimitation des frontières sont répertoriés in Edward Herstlet, *Map of Africa by treaty*, 3 vol., Londres, 1909.

8. Cf. « A geographical analysis of boundaries in inter-tropical Africa » in K.M. BARBOUR et R.M. PROTHERO, *Essays on Africa populations*, Londres 1961, p. 305. D. Bergonne (« La carte de l'Afrique », *Revue de l'action populaire*, juin 1960, p. 659-666) note que les indications qui se trouvent dans les traités de délimitation sont toutes de ce genre : « A l'est, la frontière suivra le méridien du 16° Ouest, depuis le parallèle 12° 40' de latitude nord jusqu'au parallèle 11° 40' de latitude nord. Au sud, la frontière suivra une ligne qui partira de l'embouchure de la rivière... et se tiendra autant que possible, suivant les indications du terrain, le long de son cours... ». H.E. de WAEL (*Le problème de la détermination des frontières en Afrique centrale*, thèse, Paris, 1954) fait des remarques identiques.

9. Cf. J.D. HARGRAVES, « Towards a history of the partition of Africa », *Journal of African History*, I, 1, 1960 ; S. TOUVAL, « Treaties, borders and the partition of Africa », *idem*, VII, 2, 1966. Ce dernier auteur nuance l'affirmation traditionnelle selon laquelle la partition aurait été subie passivement par les Africains et note que leurs chefs étaient parfois intervenus pour influencer le tracé frontalier et faire jouer les circonstances locales.

10. Cf. BERGONNE, étude précitée et J.L. Seurin, rapport précité à l'Association française de Science politique.

gleterre. De nombreuses difficultés en résultèrent par la suite pour réaliser l'unification : elle fut atteinte partiellement par le Cameroun dans un cadre fédéral en 1961 mais non par le Togo dont la partie occupée par l'Angleterre fut rattachée à la Gold Coast (actuellement Ghana) dès 1957¹¹.

II. — Acceptation et défense des frontières coloniales.

C'est dans ces cadres que les peuples africains accèdent à l'indépendance, risquant de poser le problème des frontières et de menacer les Etats de dislocation. Les partis politiques se veulent alors des défenseurs de l'intégrité des territoires artificiels certes, mais dans lesquels ils sont nés et dont ils ont épousé maintenant les dimensions. Ils en tirent argument pour réclamer, au nom de la solidité des frontières, l'unité nationale et la suppression de l'opposition. M. Luchaire constatant cette relative stabilité des limites territoriales, l'explique par trois considérations¹². Tout d'abord aucun des Etats africains ne peut revendiquer des frontières naturelles ou historiques véritables ; ensuite chacun d'entre eux est aujourd'hui économiquement ou artificiellement viable ; enfin le particularisme ou micro-nationalisme de ces entités politiques repose sur le prestige et l'autorité d'un chef.

Mais il faut surtout constater que ces trois considérations sont dominées par l'acceptation comme frontière véritables des limites héritées de la colonisation. Pourtant, dans un premier temps, ces frontières ont été vigoureusement dénoncées. Déjà lors du Congrès pan-africain de Manchester en 1945, les leaders politiques africains avaient souligné leur caractère artificiel ; lors des conférences ultérieures, ce thème sera repris et précisé, notamment lors de la Conférence de Casablanca en 1961, dont l'une des déclarations affirmait que « la multiplication des Etats artificiels en Afrique constitue une menace permanente à la sécurité du continent, en même temps qu'un renforcement de l'impérialisme¹³ ». Cette déclaration, adoptée à l'instigation du Maroc qui visait la Mauritanie, n'est plus acceptée actuellement par les autres auteurs qui, à l'instar des autres Etats africains, acceptent les frontières artificielles.

11. Le Cameroun ex-britannique n'a point entièrement rejoint le Cameroun ex-français car la partie septentrionale a été intégrée au Nigéria, malgré un recours de l'Etat du Cameroun devant la C.I.J. Le rattachement a eu lieu après un référendum qui a donné les résultats suivants, en février 1961 :

	Pour le Nigéria	Pour le Cameroun
Cameroun septentrional	140 000	98 000
Cameroun méridional	93 000	232 000

Quant au Togo, il doit faire face aux revendications du Ghana. Cf. D. AUSTIN, « The Ghana — Togo frontier », *Journal of Modern African Studies*, août 1965, p. 155-173.

12. *Droit d'Outre-Mer et de la Coopération*, p. 324.

13. Cf. C. LEGUM, *Pan-Africanism — A short political guide*, 2^e éd. New-York, Praeger, 1965. Cet ouvrage reproduit en annexes les résolutions de la plupart des conférences africaines.

Lors de la *Conférence d'Addis-Abéba* qui institua, en mai 1963, l'Organisation de l'Unité africaine, le problème fut largement évoqué par les chefs d'Etats dont toutes les interventions se rejoignirent pour défendre l'intangibilité des frontières. Certains invoquaient l'effectivité étatique et estimaient que ces frontières artificielles sont maintenant devenues des réalités dont il faut tenir compte. Selon M. Modibo Keita, « si nous prenons certaines parties de l'Afrique dans la période précoloniale, l'histoire nous a appris qu'il y avait là une poussière de royaumes et d'empires qui se définissaient suivant les tribus et les ethnies, mais qui aujourd'hui, dans certains Etats, ont transcendé ces différenciations tribales et ethniques pour constituer un Etat, un véritable Etat, c'est là aussi des réalités dont il faut tenir compte...¹⁴ ». Tafawa Balewa, président du Nigéria, après avoir fait remarquer que parfois une même tribu c'est trouvée partagée entre quatre pays différents, ajoutait que maintenant « ces groupes différents existent depuis plus de soixante ans ; toute tentative de la part d'un pays africain de méconnaître ce fait pourrait provoquer des troubles dans notre continent¹⁵ ».

D'autres jugeaient impossible tout nouveau découpage des frontières, car estime M. Tsiranana, « si nous prenions pour critère de nos frontières la race, la tribu ou la religion, il y aurait en Afrique des Etats qui seraient effacés de la carte. Or... on ne peut penser qu'un seul de nos Etats accepterait volontiers d'être parmi les victimes¹⁶ ». Pareille thèse tentant à réviser les frontières, soutenue, un moment donné, par l'africaniste russe M. Potiekhine, est vigoureusement combattue par les Africains¹⁷ dont l'attitude peut être résumée dans cette phrase du premier ministre d'Ethiopie,

14. Cf. *Conférence au sommet des pays indépendants africains, Addis-Abéba*, mai 1963, Paris, Présence africaine, 1964, p. 159.

15. Id. p. 178-179. Bien auparavant le même auteur avait déjà déclaré : « Les puissances coloniales du siècle dernier ont divisé l'Afrique artificiellement et au hasard, et ont tracé des frontières coupant des collectivités qui, jusqu'alors, formaient un tout. Mais pour artificielles que ces frontières aient d'abord été, les pays qu'elles ont créés en sont venus à se considérer comme des entités indépendantes les unes des autres. Nous les avons vu demander à être admis à l'O.N.U. en tant qu'Etat distinct. Nous avons donc pour principe de conserver à ces frontières leur tracé actuel et à décourager tout remaniement quel qu'il soit ». (Intervention à la 15^e session de l'O.N.U., 893^e séance plénière de l'Assemblée générale, 7 octobre 1960).

16. Id., p. 144.

17. Cf. Ivan Potiekhine : « Point de vue concernant la composition ethnique de l'Afrique en fonction de la dissolution du système colonial » article publié en 1957 et cité par Doudou Thiam in *La politique étrangère des Etats africains*, Paris, P.U.F., 1963, p. 99.

L'auteur est revenu plus tard sur sa thèse en écrivant : « Une refonte de la carte politique, la modification des frontières politiques en vue de les faire correspondre aux frontières ethniques sont actuellement choses impossibles » cf. « La question nationale en Afrique » in *La Nouvelle Revue internationale*, novembre 1961, p. 65.

M. Tsahari Wold : « Nous devons respecter la carte et les frontières tracées, qu'elles soient mauvaises ou non, par les anciens colonisateurs ¹⁸. » Aussi ne faut-il pas s'étonner que la réunion d'Addis-Abéba n'ait point constitué une nouvelle conférence de Berlin chargée d'abroger les séquelles du passé et de donner un nouveau visage à l'Afrique indépendante, mais au contraire une consécration du statu quo territorial tel qu'il avait été défini en 1885.

— La *Charte de l'O.U.A.* fait référence plusieurs fois au respect des frontières : tout d'abord dans le préambule qui affirme que les Etats africains sont « fermement résolus à sauvegarder et consolider... leur intégrité territoriale » ; ensuite dans l'art. 2 qui assigne aux Etats, entre autres objectifs importants, de « défendre leur souveraineté, leur intégrité et leur indépendance » ; enfin dans l'art. 3 qui fait du « respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat » un principe essentiel. L'interprétation qui sera donnée de cet art. 3 montre bien que les membres de l'O.U.A. ont accepté implicitement la doctrine de *l'uti possidetis*. En effet, lors de la 1^{re} session extraordinaire du Conseil des ministres de l'O.U.A. consacrée au conflit frontalier algéro-marocain, le ministre des Affaires étrangères de Guinée souligna que « l'art. 3 de la Charte traite de façon précise la question des frontières coloniales. Il nous faut donner à l'art. 3 de la Charte toute sa signification politique, toute sa valeur juridique : il a résolu les litiges des frontières qui ont été solennellement condamnés ¹⁹ ». Allant dans le même sens, la 1^{re} Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement, tenue au Caire en juillet 1964, adopta une résolution aux termes de laquelle : « Considérant que les frontières des Etats africains au jour de leur indépendance, constituent une réalité intangible... déclare solennellement que tous les Etats membres s'engagent à respecter les frontières existantes au moment où ils ont accédé à l'indépendance. » Cette référence à *l'uti possidetis* rappelle la pratique de l'Amérique latine qui en fit une véritable règle afin de sauvegarder les limites territoriales établies par le colonisateur espagnol, règle dont se prévaut le ministre algérien des Affaires étrangères face aux prétentions marocaines : « La délimitation des frontières sur la base de la succession à l'état de fait colonial n'est pas propre aux seuls Etats africains ²⁰ ». Finalement, comme le

18. L'unanimité en faveur de l'intangibilité des frontières ne fut rompue que par un seul chef d'Etat, M. Abdullah Osman, président de la République de Somalie, qui essaya de « faire admettre que ces problèmes méritent d'être étudiés par toute la famille des nations africaines » et réclama « l'autodétermination pour les régions somalis qui sont adjacentes à la République de Somalie ». Mais la Conférence lui en fit reproche en accordant le droit de réponse à l'Ethiopie (visée par les revendications) et en refusant à la Somalie la possibilité de reprendre la parole.

19. Discours prononcé le 18 novembre 1963 à la 1^{re} session extraordinaire du Conseil des Ministres de l'O.U.A. à Addis-Abéba.

20. Voir l'importante déclaration du ministre reproduite in *Revue*

remarquait M. Modibo Keita, « le système colonial a divisé l'Afrique, mais il a permis aux nations de naître. L'unité africaine doit en tenir compte²¹ ». En tout cas, les partis en tiennent suffisamment compte pour chercher, par delà le problème des frontières, des éléments compensateurs permettant de justifier la réalité nationale.

§ 2. — La Nation à la recherche d'un passé et d'un avenir.

Sans chercher à donner une définition précise de la nation, il faut bien admettre qu'elle suppose un vouloir vivre en commun qui ne peut reposer que sur des sentiments, des émotions et des représentations communes²². Or, dans le cas de l'Afrique noire, qui peut mettre en valeur de tels facteurs sinon les partis politiques. Le meilleur moyen de préserver ou de faire progresser l'unité consiste à monopoliser les grands thèmes et à essayer de les incarner. C'est le parti unique qui s'en charge, estimant qu'il ne peut y avoir de concurrence sur ce plan. Il est remarquable de constater que l'instauration du parti unique est accompagnée souvent des mythes — au sens sorélien — du colonialisme, du passé et du futur²³.

I. — Le « mythe » du colonialisme.

Le colonialisme est responsable d'une grande partie des maux profonds qui affectent l'Afrique d'aujourd'hui. Il s'agit là d'une constatation et souvent d'une explication ; mais il ne faut pas non

algérienne des Sciences juridiques, politiques et économiques, 1967, n° 1, p. 107 et suiv. Il y est dit notamment que « la plupart de nos Etats se sont constitués et organisés dans le cadre du statut frontalier consacré par une longue période d'administration coloniale. La force d'accession à l'indépendance et les nécessités mêmes de la décolonisation ont déterminé la compétence territoriale de chaque Etat nouveau dans ce cadre précis. Une remise en cause de ces frontières serait à la fois une atteinte à l'intégrité territoriale du pays accédant à l'indépendance et une contestation indirecte du transfert de souveraineté de la puissance coloniale au pays libéré... ».

Sur la règle de *uti possidetis*, cf. *Dictionnaire diplomatique*, Paris, 1933, t. II, p. 1045-1050.

21. Discours précité.

22. Selon la remarque de M. Sékou Touré, ces éléments font défaut. « La Nation dans l'Afrique actuelle, dit-il, est non seulement postérieure à l'Etat par suite des conditions de la domination coloniale et de la libération politique, mais encore elle ne repose pas sur les identités et les communautés qui conditionnent sa viabilité. » (*La Révolution et les Progrès social*, p. 199.)

23. Sur le rôle des mythes politiques en général, voir *Cahiers internationaux de sociologie*, juillet-décembre 1962, numéro consacré à « Signification et fonction des mythes dans la vie et la connaissance politiques » ; sur leur rôle en Afrique, voir dans le même numéro la contribution de Georges BALANDIER, « Les mythes politiques de colonisation et de décolonisation en Afrique », p. 85-96.

Comme le remarque Albert MEISTER (*L'Afrique peut-elle partir ?* p. 359) : « Toute société éprouve le besoin de transcrire en légendes certains faits de son histoire..., d'élever en mythes certains buts loin-

plus l'invoquer comme une explication automatique à tous les maux. Or, cette tendance est courante chez les leaders politiques.

Le colonialisme est, en effet, devenu un mythe au sens sorélien²⁴, c'est-à-dire la justification des actions entreprises par les Etats et les partis politiques africains. Malgré l'indépendance, il suffit de proclamer que le décolonisateur perpétue son intrusion dans le jeune Etat — ce qui est généralement vrai — pour qu'aus-sitôt l'énergie nationale se renforce autour des dirigeants. Le thème du néo-colonialisme²⁵ est venu prendre le relai et remplir une fonction identique. « Il faut attirer l'attention sur l'inquiétante et vaste conjuration qui, sous des formes diverses, tantôt brutales, tantôt insidieuses, tend à replacer l'Afrique sous le joug de l'Occident... Ce mouvement... aspire, soit à la structuration plus souple, moins agressive, de la domination, soit à la reconquête pure et simple ou au maintien des avantages de l'ancien colonisateur²⁶. D'où le mot d'ordre des conférences africaines et asiatiques pour dénoncer « le néo-colonialisme et les pièges diaboliques des impérialistes²⁷ ».

Or l'un de ces pièges est justement le multipartisme défendu par « l'impérialisme qui n'a jamais cessé, dit M. Sékou Touré, d'intenter un procès d'intention au parti unique ». Le parti unique permet d'opposer un front uni aux prétentions des impérialistes alors

tains peu susceptibles d'être réalisés dans les conditions du moment mais nécessaires pour créer un climat social ou des enthousiasmes ou des dévouements. » L'auteur ajoute que chacune de ces transpositions du réel remplit une fonction sociale que l'analyse doit s'efforcer de retrouver. Il dénombre trois catégories de mythes en Afrique noire :

— politique : mythes de l'indépendance et de l'unité africaine, croyance dans la démocratie ;

— économiques : développement rapide, développement libéral, croyance dans l'assistance technique ;

— culturels : croyance dans les vertus de l'éducation, tentative de création d'une morale du développement.

24. Selon Georges SOREL (*Réflexions sur la violence*, 1908) le mythe est « une image... qui exprime les sentiments d'une collectivité et sert à entraîner l'action ». C'est un ensemble lié non d'idées, mais d'images motrices, capables d'évoquer « en bloc et par la seule intuition, avant toute analyse réfléchie », tous les sentiments correspondants à une action projetée (cf. J.J. CHEVALLIER, *Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours*, Paris, Colin, 1960, p. 325).

25. Sur le néo-colonialisme cf. K. NKRUMAH, *Néo-colonialism. The last stage of imperialism*, Londres, Th. Nelson, 1965 ; Ph. ARDANT, « Le néo-colonialisme », *R.F.S.P.*, 1965, p. 837-855 ; G. DE BOSCHERE, « Le néo-colonialisme », *Présence Africaine*, 3^e trimestre 1961, p. 61-71 ; A. YATA, « Le néo-colonialisme », *Nouvelle Revue internationale*, janvier 1967, p. 6-22.

26. Cf. « A propos du néo-colonialisme », *Présence Africaine*, 2^e trimestre 1962, p. 3.

27. Cf. Conférence de Tunis, 2^e Congrès pan-africain des peuples, 25-31 janvier 1960. Ce mot d'ordre est repris lors des conférences de Solidarité afro-asiatique de Conakry (11-14 avril 1960), de Bandoeng (10-13 avril 1961), des pays non alignés à Belgrade (1-6 septembre 1961), de Moshi (4-11 février 1963), etc.

que le multipartisme leur offre des possibilités de manœuvre et de division. Selon les responsables africains « il est clair que les anciens maîtres ne sont que trop désireux de revenir d'une façon ou d'une autre. L'opposition peut être contrôlée de loin par Londres, Washington ou Paris²⁸ ». Au total, « le pluralisme partisan sous domination impérialiste est synonyme de divisions stériles qui profitent seulement à ceux qui veulent voir leurs privilèges continuer avec lui²⁹ ».

Dans cette perspective, l'avènement du parti unique trouve sa raison d'être dans la lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, qui veulent exploiter les clivages ethniques et régionaux et menacer l'unité nationale.

II. — Le mythe du passé.

Les peuples africains aspirent aujourd'hui à se réconcilier avec leur propre histoire qui leur était devenue étrangère ou même hostile. En effet, par la domination politique et culturelle de l'Occident, l'Afrique s'est trouvée coupée de son histoire et rattachée à celle de l'Europe³⁰. La récupération du passé, moyen de conquérir et d'affermir ensuite l'indépendance spirituelle, apparaît comme l'un des instruments privilégiés d'un avenir proprement africain. C'est dans ce sens que l'historien voltaïque J. Ki-Zerbo écrit : « notre histoire est en grande partie la matrice de l'avenir³¹ ». Pour M. Sékou Touré, la formation et la consolidation de la Nation « doivent être fondées sur l'authenticité qui implique, après

28. Cf. Déclaration de Ndabaningi Sithole, in *La voix de l'Afrique*, sept. 1961 (citée par P.F. GONIDEK, *Institutions publiques africaines et malgaches*, Paris, Cours Droit, 1966-1967, p. 228).

29. Cf. Communication de Alexandre ADANDO au Congrès sur la liberté de la culture, Ibadan, mars 1959 (citée par R. SCHACHTER-MORGENTAU, *Political parties...*, p. 354).

Notons toutefois que le système du parti unique n'est pas une garantie absolue contre de tels dangers ; disons seulement, avec M. MILCENT, qu'il est moins perméable que d'autres aux tentatives de pression des groupes privés ou des gouvernements étrangers (E. MILCENT, « Raisons d'être et avenir du parti unique », *Croissance des Jeunes Nations*, 1964, 36, p. 10-11).

30. Cf. Les développements de H. BRUNSCHWIG, *L'avènement de l'Afrique noire*, Paris, Colin, 1963, 248 p. et les remarques critiques de J. BUFFON (« A propos de l'avènement de l'Afrique noire de M. Brunschwig », in *Présence Africaine*, 2^e trimestre 1964, p. 151-177) qui reproche à l'auteur d'être encore « occidentalocentriste » dans sa vision du passé africain.

31. Cf. Joseph KI-ZERBO, « L'histoire, levier fondamental », *Présence Africaine*, 2^e trimestre 1961, p. 147. Dans le même sens, M. ACHUFUSI, « Devoirs et responsabilités des historiens africains », *idem*, août-nov. 1959, p. 81-95 ; S. BIOBAKU, « Les responsabilités de l'historien africain en ce qui concerne l'histoire de l'Afrique », *idem*, p. 96-99.

la phase de dépersonnalisation subie du fait de la colonisation, un retour du peuple à ses ressources sociales et culturelles originales³² ».

Le passé, reconstruit d'après certaines perspectives, est une riche source de mythes. Il s'agit, sur un plan général, de réhabiliter tout ce qui a été contesté par le colonisateur, un certain style de vie, un certain ordre de la civilisation, un certain agencement des sociétés africaines. Sous l'angle politique, les leaders africains vont quérir « l'unanimisme », l'esprit communautaire ou « communautaire », les noms prestigieux d'empires (Mali, Kongo) ayant réussi à unifier certaines parties du continent, les institutions traditionnelles au fonctionnement démocratique.

Ce retour au passé glorifié n'est, il est vrai, qu'un juste retour des choses contre les thèses aberrantes selon lesquelles l'Afrique est sans passé et qu'entre l'époque de la pierre taillée et la colonisation, il n'y aurait eu que des millénaires de chaos et de ténèbres. A cet égard, on comprend l'entreprise de l'historien sénégalais M. Cheikh Anta Diop qui a voulu démontrer que les habitants de l'Égypte pharaonique étaient des noirs et, qu'en conséquence, c'est à la race nègre que l'humanité doit une de ses plus anciennes civilisations³³. On peut certes préférer une évocation plus réaliste du passé et contester la légitimité d'une telle démarche³⁴. Mais pour

32. Cf. *L'Afrique et la Révolution*, p. 118. D'où l'importance accordée à l'école comme le montre un poème de M. S. Touré qui lui demande :

Mon école.

Je veux que tu me libères des injures gratuites,

Que tu réhabilites mon pays et son peuple,

Que tu enrichisses mes valeurs, toutes mes valeurs.

Poèmes militants, 1964

(cité par M. JOUANNIN, *La pensée de Sékou Touré*, Thèse, Paris, 1966).

33. Cf. Cheikh ANTA DIOP, *Nations nègres et cultures*, Paris, Présence Africaine, 1^{re} éd. 1955, 2^e éd. 1964. Utilisant tous les arguments possibles d'ordre historique, ethnologique, artistique, linguistique, l'auteur heurte de front les théories généralement admises par les égyptologues qui, selon lui, ont tout fait pour « blanchir » les civilisations pharaoniques et pour « enlever aux nègres le bénéfice moral de la civilisation égyptienne et des autres civilisations africaines » (2^e éd., p. 36).

Par son entreprise, M. Anta Diop tente de prouver que « l'homme de couleur, loin d'être incapable de susciter la technique, est celui-là même qui la suscita le premier en la personne du Nègre à une époque où toutes les races blanches plongées dans la barbarie, étaient tout juste aptes à la civilisation » (p. 348). « Dès lors, ajoute-t-il, le Nègre doit être capable de ressaisir la continuité de son passé historique national, de tirer de celui-ci le bénéfice moral nécessaire pour reconquérir sa place dans le monde moderne. » (P. 349.)

34. Comme le remarque J. SURET-CANALE (*Afrique noire occidentale et centrale*, Paris, Edit. Sociales, 1961, 2^e éd., p. 61), si M. Cheikh Anta Diop raille avec raison tels « savants » européens qui par préjugé raciste inavoué, ont voulu « blanchir » à tout prix l'Égypte antique, il tombe dans le même travers en voulant la « noircir » à tout prix.

F. Fanon, il s'agit là d'une exigence pour tout responsable africain afin de répondre au colonialisme qui « s'oriente vers le passé du peuple opprimé, le distord, le défigure, l'anéantit... (pour) convaincre les indigènes que le colonialisme devait les arracher à la nuit » ; dans cette entreprise ajoute-t-il, « le parti politique qui mobilise le peuple ne se préoccupe guère de ce problème de la légitimité... ce qui l'intéresse c'est que le peuple qui l'écoute comprenne la nécessité de participer au combat ³⁵ ».

Cette réanimation du passé qui participe de ce que l'on peut appeler la recherche de l'authenticité ³⁶ montre, toutefois, au niveau des institutions politiques un legs assez médiocre en ce qui concerne les possibilités d'une démocratie compétitive. Non pas que l'Afrique n'ait pas connu une forme très réelle de la démocratie, mais comme le remarque M. Balandier, cette démocratie concrète de village qui ne se jouait qu'à l'échelle du village, offre peu de ressources pour la solution des problèmes qui se posent à l'échelle de communautés beaucoup plus vastes ³⁷. La démocratie des sociétés africaines est à la fois traditionnelle et limitée à une ethnie donnée. Adaptée aux

35. Cf. F. FANON, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961, p. 156 et 158.

36. Cf. J. CHESNEAUX, « La réanimation du passé traditionnel chez les jeunes nations d'Asie et d'Afrique », in J. BERQUE et J.P. CHARNAY, *De l'impérialisme à la décolonisation*, Paris, Ed. de Minuit, 1965, p. 301-311. Voir aussi C. WAUTHIER, *L'Afrique des Africains*, Paris, Seuil, 1964, surtout les excellents développements de la première partie intitulée : « Le pèlerinage aux sources » (p. 31-112).

37. Cf. G. BALANDIER, Table ronde de la revue *Preuves* (supplément au n° 88, juin 1958) ; Léo HAMON, « Formes et perspectives de la démocratie en Afrique », *Civilisations*, 1961, p. 250 ; A. Meister note : « Certes les institutions traditionnelles africaines présentent une grande beauté dans le sens où elles nous montrent comment l'homme a pu s'adapter à un milieu aussi hostile pour lui, dans lequel sa survie représente déjà un triomphe. Mais seule l'adéquation d'une institution à une fonction sociale en fait sa « beauté » et si cette fonction se modifie l'institution devient inutile ou obstacle. » (*L'Afrique peut-elle partir ?* p. 328.)

Seydou BADIAN ajoute pour sa part : « On ne peut pas dire qu'au niveau de l'Afrique précoloniale la démocratie ait existé. Certes l'organisation du village était toute imprégnée de démocratie de type égalitaire et de démocratie de type participation. Mais sitôt que l'on s'élevait aux structures verticales, c'était l'absolutisme. » (*Les dirigeants africains face à leur peuple*, Paris, Maspero, 1964, p. 27.)

D'un point de vue marxiste, le système villageois traditionnel est condamné sévèrement si l'on se réfère aux propos de Marx lui-même sur le mode de production asiatique et le despotisme oriental : « Le système villageois... a permis à chacune de ces petites unités d'avoir une organisation indépendante et une vie propre. Ces idylliques communes ont formé depuis toujours le fondement solide du despotisme oriental. Elles ont restreint l'esprit humain à l'horizon le plus borné qu'on puisse imaginer en en faisant un instrument soumis à la superstition, un esclavage des habitudes traditionnelles et en le dépouillant de toute grandeur et de toute énergie historique. » Cité par Nguyen Huu CHAU, *Structures, institutions et développement dans les pays sous-développés*, Paris, L.G.D.J., 1964, p. 81.)

problèmes des sociétés immobiles, elle n'apporte guère de secours à une société dont l'évolution rapide est requise. Le changement d'échelle et de rythme doit entraîner une mutation qualitative et pas seulement un réaménagement suivi d'une exaltation des anciennes institutions. Aussi peut-on contester les dires de M. Alibert qui écrit à propos des anarchies africaines ; « en définitive, l'anarchie africaine prépare directement à la démocratie et les populations anarchiques sont celles qui se sont le plus facilement adaptées aux conditions nouvelles de la vie politique nées de la colonisation et de l'indépendance ³⁸ ». Cette dernière affirmation notamment (adaptation) demande à être démontrée. Si les mythes peuvent être utiles à certaines mobilisations, ils peuvent aussi finir par mystifier ceux-là qui les manipulent et empêcher de voir les vrais problèmes. La mise en garde de M. Rodinson vaut d'être retenue : « L'évasion dans les mythes, spécialement le recours au passé pour éluder les problèmes du présent sont encore des signes de faiblesse. S'il faut des idées-forces pour guider l'action, il est souhaitable qu'elles soient aussi proches que possible du réel ³⁹ ».

III. — *Le mythe du futur.*

Les mythes futuristes s'ajoutent aux mythes passésistes : le progrès, l'évolution du niveau de vie, l'industrialisation constituent les leitmotiv des programmes politiques et des congrès des partis. C'est sous cet éclairage qu'il faut comprendre le sort fait au marxisme en tant que formule d'auto-transformation des peuples en retard en nations modernes. En effet lorsque le marxisme n'est pas rejeté, il est invoqué en tant que méthode ou stratégie de lutte contre le sous-développement et donc de construction d'une société future : « Le socialisme, pour nous, je l'ai souvent affirmé, n'est pas un dogme, mais une technique de développement », déclarait M. Senghor le 29 juillet 1962 ⁴⁰. L'avènement de cette société future, prétendent les partis, ne peut avoir lieu que si la population est mobilisée derrière leur action, si l'unité nationale est mise au service du plan de développement.

Ainsi les spéculations sur l'avenir, les revendications du passé et l'invocation du colonialisme se préoccupent de raffermir la conscience nationale et de resserrer les rangs derrière le parti gouvernemental. Celui-ci essaie d'opérer un transfert d'attention vers des questions qui transcendent les oppositions qui tenaillent l'Etat, notamment les oppositions ethniques.

§ 3. — La dialectique Nation-ethnie.

Les problèmes ethniques dominent tellement la vie politique

38. Cf. *Forces politiques en Afrique noire*, op. cit., p. 219.

39. Cf. M. RODINSON, « La révolution économique moderne et l'Islam », *Partisans*, janvier 1966, p. 29.

40. Sur cet aspect du problème voir L.V. THOMAS, *Le socialisme et l'Afrique*, Paris, Le livre africain, t. I, p. 60 et suiv.

africaine que l'on risque de passer à côté de la réalité des problèmes si l'on n'y prête attention. C'est à juste titre qu'on peut observer l'existence d'une sorte de relation dialectique entre la nation et l'ethnie⁴¹, relation dont l'antagonisme se résoud peut-être dans le système du parti unique. Face à une « nation-projet » et à des divisions tribales persistantes, le parti unique n'est-il pas l'instrument de conciliation et de médiation ?

En Afrique, la nation est donc un projet à réaliser ou en voie de réalisation ; on ne peut parler de la nation sénégalaise, guinéenne, tchadienne... comme on parle de la nation française. Le Sénégal est, pour reprendre les termes de M. Senghor, l'acceptation d'un territoire artificiellement découpé en vue d'y fondre en nation véritable, les Wolofs, les Toucouleurs, les Diolas, etc. Cette constatation est à fortiori valable pour toutes les Républiques africaines qui sont, parfois, encore moins homogènes et où les divisions reviennent vite pour l'essentiel à une division entre ethnies et régions qui se comportent comme des blocs compacts. « Nous ne sommes pas un territoire assez chanceux pour n'avoir qu'un nombre limité de groupes ethniques... Nous avons plus de soixante tribus » déclarait le premier ministre Auguste Denise au cours des débats sur la constitution ivoirienne en 1959⁴². L'assise ethnique des partis tend au morcellement territorial et lorsqu'une telle tendance l'emporte, le parti ethnique devient unique dans son propre territoire. On a alors une juxtaposition de partis territoriaux uniques qu'il est difficile de qualifier de multipartisme à l'exemple de l'ex-Congo belge⁴³. Le processus de dissolution prend rapidement une force irrésistible si un parti nationaliste, anti-ethnique et anti-régionaliste n'est pas assez fort pour enrayer cette tendance⁴⁴.

41. Cf. CORPIERRE, article précité in *Preuves*, janvier 1963, p. 15 ; J. BINET, *L'Afrique en question : de la tribu à la nation*, Tours, Marne, 1965, 252 p. ; I. WALLERSTEIN, « Ethnicity and national integration », *Cahiers d'études africaines*, 1960, n° 3 ; G. MAC CARTER (ed), *National unity and regionalism in eight african states*, Cornell University Press, 1966, 565 p.

42. Avant-projet constitutionnel, Procès-verbaux des débats, Abidjan, 1959, cité par ZOLBERG, *One-party government in the Ivory Coast*, p. 11.

43. Sur les rapports partis-ethnies-nation au Congo-Léopoldville, voir l'intéressante étude de J.-P. SARTRE, « La pensée politique de Patrice Lumumba », *Présence Africaine*, 3^e trimestre 1963, p. 18-58 ; L. NAGY, « L'apport tribal dans la création et l'évolution des partis politiques congolais », étude précitée ; B. VERHAEGEN et E. DE BETHUNE, « Consultations électorales et élections au Congo, 1957-1959 », *Cahiers économiques et sociaux*, Léopoldville, octobre 1965, p. 247-290. (Ces deux auteurs écrivent que « tous les partis congolais, à l'exception du M.N.C.-Lumumba, étaient organisés soit sur une base tribale, soit sur une base régionale... Le M.N.C.-Lumumba, par contre, prétendait s'imposer en tant que parti unique dans tout le Congo et débouchait même au-delà des frontières par son idéologie panafricaine », p. 272.)

44. Les difficultés actuelles du Nigéria, avec la sécession de la région du Biafra dominée par l'ethnie Ibos, constituent une illustration de ces tendances centrifuges qui couvent au sein des Etats africains.

Lorsqu'un tel parti est organisé, structuré, il apparaît comme l'instrument qui peut donner corps à la nation, alors qu'en Europe, le parti s'appuie sur la nation. Il est alors clair que l'existence d'autres partis recèle des dangers et crée des difficultés supplémentaires ; car la démocratie pluraliste ne peut jouer — c'est une vérité élémentaire — qu'à l'intérieur de sociétés dont les ressortissants acceptent un minimum de solidarité, de communauté de destin. « Tant que les tribus — on en dénombre près de deux cents au Cameroun — resteront repliées sur elles-mêmes, tant que les députés pensent tribus, tant que les fonctionnaires agiront quotidiennement en fonction du tribalisme, ce pays ne peut faire de réels progrès vers l'unité nationale » disait M. Ahidjo (interview, *Le Monde*, 11 juillet 1961⁴⁵). Comme pour exorciser ce mal, toutes les chartes constitutionnelles des républiques africaines condamnent les méfaits du tribalisme et interdisent tout mouvement fondé sur l'exploitation d'un tel sentiment. Les leaders politiques finissent par poser l'équation suivante : parti unique = unité nationale. Et pourtant bien que le parti unique se soit généralisé en Afrique, les effets du tribalisme n'ont pas disparu dans la pratique, les développements ultérieurs l'attesteront. Qu'importe, car ce qu'il faut retenir c'est la volonté d'identifier parti et nation. Le premier stade de cette identification est l'affirmation par le parti qu'il existe une unité nationale ; le second stade est la réalisation même de cette unité ou sa création qu'il faut examiner dans la seconde section.

Section 2. — *Le parti, créateur de l'unité nationale.*

Les partis politiques se proposent comme but majeur de forger la Nation. Qu'il s'agisse d'un parti progressiste comme celui du Mali ou de la Guinée, d'un parti conservateur comme celui de nombreux autres pays, on retrouve la même conception du rôle fondamental du parti. L'hommage rendu par l'organe de l'Union soudanaise, *l'Essor* du 28 mars 1964, au parti est significatif à cet égard : « Nous saluons encore une fois le Parti, mère de la République du Mali, creuset de l'unité nationale et de nos valeurs nationales au service de l'unité africaine et d'une Afrique libre, indépendante et prospère⁴⁶ ».

Les expériences guinéenne (§ 1) et sénégalaise (§ 2) seront

45. On peut ici aussi faire une comparaison utile avec les pays de l'Europe centrale et orientale pendant l'entre-deux guerres. La fameuse question des minorités est l'équivalent — toutes proportions gardées — des divisions ethniques et tribales de l'Afrique actuelle et l'on sait les difficultés que l'hétérogénéité nationale a créées aux régimes politiques de ces pays, notamment les régimes parlementaires.

46. Le journal portait en titre, « L'Union soudanaise, mère de la République du Mali ». M. Seydou Kouyate écrit pour sa part que « le parti unique est aujourd'hui le seul moyen de créer la nation » (*Les dirigeants africains face à leur peuple*, p. 128).

choisies ici comme exemples pour étudier cette conception. Ce choix s'explique par plusieurs raisons : tout d'abord, par la présence de deux hommes de haute envergure, MM. Touré et Senghor ; ensuite par le fait que les deux pays se réclament apparemment de conceptions différentes⁴⁷ ; enfin par l'opposition faite traditionnellement entre les deux régimes, surtout au moment du multipartisme sénégalais opposé au parti unique guinéen. A la lumière de ces deux expériences, nous esquisserons un rapprochement entre l'Afrique et l'Amérique latine qui ont quelques points communs intéressants à relever (§ 3).

§ 1. — L'exemple guinéen : le parti-peuple.

L'expérience guinéenne, constate M. Charles, a suscité, à peine commencée, une attention passionnée et des jugements nombreux et contradictoires. Pourtant elle ne saurait se comprendre « sans la connaissance de l'organisation qui en est le moteur et le cerveau à savoir le Parti démocratique de Guinée⁴⁸ ». Pendant quelques temps, en analysant le P.D.G., les observateurs s'accordaient pour dire que la Guinée optait pour le régime marxiste. Puis un auteur anglo-saxon essaya de montrer que la Guinée avait adopté la théorie politique de Hobbes. Il importe d'examiner ces deux points de vue et de savoir dans quelle mesure de telles conclusions sont valables. En réalité, que l'on se réfère à l'une ou à l'autre de ces conclusions, il apparaît que le rôle du parti ne se comprend que dans la perspective de l'unité nationale.

I. — *Le P.D.G. et la théorie marxiste.*

L'organisation et le programme du P.D.G. font apparaître au départ un emprunt incontestable à ceux des partis communistes. Mais cet emprunt n'ira jamais jusqu'à l'identité totale. L'obstacle semble résider dans le nationalisme africain en tant que tel. On a l'impression que les partis africains « font leur classe » dans le sillage de la théorie marxiste, assimilent les techniques communistes d'organisation, puis rejettent la couverture idéologique. Il faut rappeler que le P.D.G. fut une section territoriale du R.D.A. qui s'affilia au Parti communiste français, puis s'en sépara. Aussi le recours au marxisme consistera-t-il à tirer simplement profit des nombreux éléments offerts par la théorie marxiste en vue de l'intégration nationale. Pour comprendre cette opération, il suffit de savoir comment se définit le P.D.G. par rapport au parti com-

47. Cf. C.F. ANDRAIN, « Guinea and Senegal : contrasting types of African socialism », in W.H. FRIEDLAND et C.G. ROSBERG (ed), *African socialism*, Stanford, 1964, p. 160-174 ; cf. aussi les contributions sur la Guinée et le Sénégal dans *African-one party states*, New York, 1962.

48. Cf. B. CHARLES, « Un parti politique africain : le Parti démocratique de Guinée », *R.F.S.P.*, 1962, p. 312.

muniste. Apparemment la formule est la même : parti de masse, parti unique, parti révolutionnaire ; mais poussons l'analyse plus profondément.

A. — *Le P.D.G. est un parti de masse.* Comme parti de masse, le P.D.G. est un « mouvement national groupant toutes les bonnes volontés⁴⁹ ». Il ne se veut ni le représentant d'une minorité, ni celui d'une classe, encore moins ne se conçoit-il pas comme une avant-garde. En tant que parti de masse et parti du peuple, il compte un nombre gigantesque d'adhérents proportionnellement à la population totale : 30 % d'après les estimations. Par comparaison, en U.R.S.S., le parti communiste compte moins de 5 % (environ 10 millions de membres sur une population de plus de 200 000 millions). Ces deux pourcentages, 30 % et 5 %, résument bien la distinction entre les deux partis : Le P.D.G. s'identifie au peuple, il veut exprimer sa totalité — « non, le P.D.G. n'est pas un parti communiste, ce n'est pas un parti de classe, c'est le parti de tout le peuple de Guinée, dans lequel se trouvent côte à côte travailleurs, paysans, artisans, fonctionnaires et intellectuels ; c'est un parti populaire dont le programme d'action repose exclusivement sur l'intérêt national de la République de Guinée » (Afrique nouvelle, 27 avril 1960) — alors que le parti communiste reste le parti de l'élite consciente ainsi que le proclame la Constitution soviétique (art. 126).

B. — *Le P.D.G. est un parti unique.* Dans la mesure où le parti se confond avec le peuple, il ne peut être qu'unique. Pour justifier cette situation, les dirigeants guinéens avec Sékou Touré en tête, vont faire un usage singulier de la théorie marxiste et s'appuyer sur ses méthodes d'analyse pour en contester la validité dans leur pays. Le raisonnement en forme de syllogisme est simplement le suivant : le pluralisme des partis correspond au pluralisme des classes sociales, or en Guinée il n'y a pas de classes, ni de lutte des classes, donc il ne peut y avoir plusieurs partis. Ce faisant, le principe fondamental de la lutte des classes est rejeté.

Il ne nous appartient pas ici de discuter si un tel principe est valable en Afrique noire⁵⁰ ; par contre, il nous faut nous demander pourquoi les dirigeants africains s'acharnent à soutenir qu'il est une « règle étrangère » à leur société. Entre autres raisons, il nous

49. Les formules employées au cours de ces développements sont extraites, sauf précision, des deux ouvrages de Sékou Touré publiés par *Présence Africaine* : *La Guinée et l'émancipation africaine*, 1959, 251 p. et *L'expérience guinéenne et l'unité africaine*, 1962, 566 p. Les écrits et discours de Sékou Touré font l'objet d'une publication régulière qui atteint actuellement plusieurs volumes (14). Il ne semble pas que l'essentiel de sa pensée ait varié sur les points exposés ici.

50. La littérature est abondante sur le sujet, voir la bibliographie citée dans la première partie, titre I, chap. II, n. 25. Le problème sera entrevu dans la troisième partie.

semble que la crainte des répercussions d'un tel principe sur l'intégration nationale joue un rôle important. Dans cette société morcelée que constitue chaque Etat, étant données les rivalités entre l'Est et l'Ouest, les dirigeants sont convaincus que le principe de la lutte des classes serait le prétexte au déchaînement de toutes les oppositions, de tous les particularismes nationaux. Il serait le catalyseur de toutes les forces de dissolution.

Ayant rejeté, au niveau de la société africaine, la théorie marxiste comme inadéquate, M. Sékou Touré entend la récupérer à un autre niveau pour en faire un moyen supplémentaire de cohésion nationale. Ce niveau est celui de la lutte anti-colonialiste et anti-impérialiste qui oppose les nations exploiteuses aux nations prolétaires. La colonisation a unifié la société africaine en faisant collectivement de ses membres des hommes exploités ; dès lors tous ces hommes sont unis dans le même combat contre les colonialistes. En vérité, il s'agit là beaucoup plus d'un appel à l'union que d'une véritable transposition de la lutte des classes à l'échelle des nations. L'auteur ne s'en cache d'ailleurs pas en déclarant que s'il a adopté cette position, c'est moins « par conviction philosophique que par volonté de sauver à tout prix la solidarité africaine ». Derrière cette solidarité « africaine », il faut voir d'abord la solidarité « nationale ».

C. — *Le P.D.G. est un parti révolutionnaire.* Dans la conception marxiste, le parti communiste est révolutionnaire parce qu'il représente l'avant-garde des travailleurs et surtout des ouvriers qui constituent le sous-bassement de l'histoire. Il existe, par conséquent, un clivage entre l'élite partisane et le reste de la population, clivage fondé sur le degré de conscience révolutionnaire. Or, un tel clivage ne se retrouve pas en Guinée où le parti est révolutionnaire parce que le peuple entier est révolutionnaire. La révolution, qui est pour M. Sékou Touré « le passage d'un peuple, d'un état inférieur à un état supérieur », ne peut être le monopole de personne ; elle ne peut être que le fait du peuple, et « ce sont les masses paysannes et ouvrières, les jeunes et les femmes qui impulsent l'action du P.D.G. »

Encore une fois pourquoi cette déviation par rapport à la théorie marxiste ? Une réponse d'ordre général a été donnée par M. Charles dans son étude précitée sur le parti guinéen qui ne fait d'ailleurs que reprendre une déclaration de M. Sékou Touré d'après laquelle le marxisme a été « amputé de celles de ses caractéristiques qui ne correspondaient pas à la réalité africaine ». Mais quelle est cette réalité actuellement ? Il est facile de montrer que cette réalité « africaine » se confond avec la « réalité nationale » ou guinéenne. La lecture des ouvrages de leader guinéen ne manque pas d'étonner par les références constantes au fait « national ⁵¹ ». Reprenons

51. Une analyse du vocabulaire des leaders africains, selon les méthodes mises au point par la science politique, serait du plus haut

quelques formules au hasard de cette lecture : les guinéens doivent « s'imprégner des réalités *nationales* », analyser « concrètement *nos* réalités », agir en fonction « des réalités du *peuple guinéen* ». La « *nation* » guinéenne doit trouver « ses principes révolutionnaires *propres* », etc. Ainsi les mots « *nation* » et « *national* » reviennent tellement souvent qu'ils dénotent non seulement un état d'esprit mais illustrent des tâches auxquelles le parti doit faire face.

La primauté donnée à la construction nationale, la confusion du parti, du peuple et de la nation ont permis à un auteur, M. Wallerstein, de présenter une thèse intéressante, mais discutable, à partir de l'exemple guinéen.

II. — *Le P.D.G. et la théorie de Hobbes.*

M. Wallerstein estime que la théorie politique développée par le P.D.G. n'a qu'une ressemblance formelle avec la théorie marxiste dont elle a seulement adopté la rhétorique⁵². Un examen plus profond montre qu'elle est plus proche de la théorie hobbesienne. Quel est le fondement de cette conclusion et que faut-il en penser ?

A. — *Exposé de la thèse de M. Wallerstein : le parti Léviathan.*

La théorie guinéenne — comme la pratique⁵³ — confère au parti unique un rôle central dans la nation. Ce rôle, nous l'avons vu, peut se résumer dans la proposition suivante : le parti est un instrument de la construction de la nation et il a la suprématie sur toutes les autres institutions. Selon M. Sékou Touré « le P.D.G., étant déjà identifié avec la nation guinéenne, l'Etat guinéen, doit affirmer résolument qu'il représente le peuple de Guinée, la Nation et la destinée de la Guinée ».

M. Wallerstein rapproche cette conception des idées de Hobbes qui, écrivant au cours de la guerre civile anglaise, s'intéresse au problème de l'intégration nationale. Hobbes était à la recherche d'une solution pouvant mettre fin aux factions qui divisaient alors l'Angleterre. Il envisagea un contrat social basé sur le consentement mutuel des hommes et instituant un Etat souverain. Ce souverain aurait toute autorité afin qu'il « puisse utiliser la force et les res-

intérêt. M. Charles l'a esquissée pour M. Sékou Touré pour montrer que les Africains ne mettent pas le même contenu que les marxistes dans les mêmes mots. M. Hodgkin confirme ce point de vue en constatant que si les catégories marxistes et les principes léninistes d'organisation sont utilisés, ils sont très largement adaptés ou déformés, cf. « A note on the language of African nationalism », in K. KIRKWOOD (ed), *African Affairs* : Number one, St Anthony's Papers, n° 10, Londres, Chatto and Windus, 1961.

52. I. WALLERSTEIN, « L'idéologie du P.D.G. », *Présence Africaine*, 1^{er} trimestre 1962, p. 45-66.

53. Encore qu'il faille nuancer en réalité le rôle du P.D.G., comme le montre M. Seydou Madani Sy dans sa thèse, *Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique noire (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali)*, p. 174 et suiv.

sources de tous, comme il le jugeait opportun, pour leur paix et leur défense commune⁵⁴ ». Le souverain ne peut être lié au sujet par des obligations et, en conséquence, aucun de ses sujets ne peut sans quelques prétextes de forfaiture être affranchi de sa sujétion. Le souverain incarne le peuple en ce sens que quoi qu'il fasse, cela est considéré comme étant fait pour tous, car « dans l'acte même de notre soumission réside à la fois notre obligation et notre liberté ».

Selon M. Wallerstein, le P.D.G., par son rôle dans la nation et par ses relations avec le peuple, présente une forte ressemblance avec le souverain de Hobbes. D'ailleurs le souverain n'est pas nécessairement un monarque. Hobbes conçoit que la représentation de l'Etat puisse être une assemblée de tous ou d'une partie, c'est-à-dire une démocratie ou une aristocratie. Hobbes donne les raisons pour lesquelles il croit qu'une monarchie est une institution plus viable mais non indispensable à la logique de son argument. Le P.D.G., comme le souverain de Hobbes, incarne également le peuple et ne peut mal agir puisqu'il a été institué librement par lui. Il se tient au-dessus des restrictions de la loi.

M. Sékou Touré n'est pas effrayé par le mot de « dictature » tout comme Hobbes ne recule pas devant « tyrannie » parce que, dit-il, le « nom tyrannie ne signifie ni plus ni moins que le nom de souveraineté... et que la tolérance d'une haine déclarée de la tyrannie est une tolérance de la haine de l'Etat en général ». M. S. Touré écrit : « Les ennemis de l'indépendance guinéenne estiment que dans l'état actuel des choses, il y a de la dictature. Notre bureau politique, n'hésitant pas à prendre ses responsabilités face aux adversaires qui parlaient de dictature, a précisé qu'il y avait effectivement, dans la conduite du P.D.G., de la dictature. » Mais comme le P.D.G. s'est déjà identifié à la nation guinéenne et l'Etat guinéen, et « puisque son contenu ne tend qu'à sauvegarder et à développer la liberté et les droits du peuple », M. Touré conclut : « Nous devons donc, partout où nous serons, afficher notre fierté d'être les agents d'une telle dictature. Il n'y a pas de système de vie sans dictature, sauf celui de l'anarchie individuelle⁵⁵. » La conciliation nationale est la première revendication chez Hobbes comme chez M. Sékou Touré. C'est pourquoi ce dernier rejette la lutte des classes et tous les conflits qui peuvent entraver une telle entreprise. Il réactualise aussi la théorie en intégrant dans la conciliation nationale la transformation et le développement économique.

B. — *Appréciation.*

L'idée générale soutenue par M. Wallerstein est certainement intéressante et justifie le long exposé qui lui est consacré : la con-

54. Ces citations ainsi que les suivantes sont extraites du *Léviathan* de Hobbes par M. Wallerstein.

55. *La Guinée et l'émancipation africaine*, p. 216 et 219.

ception du souverain chez Hobbes et la conception du parti chez M. Sékou Touré se rejoignent en visant l'harmonie et l'intégration nationales. On retrouve aussi chez les deux auteurs l'idée d'un transfert de souveraineté réalisé par le peuple dans son propre intérêt au profit d'une autorité. Enfin, tous les deux reconnaissent la nécessité d'un pouvoir fort au service de toute la société et non d'une de ses classes.

Cela dit, il y a tout de même une grande distance entre les deux systèmes de pensée, ainsi que de nombreux points contradictoires.

1. M. Wallerstein lui-même entrevoit les limites de sa comparaison en notant l'influence de Rousseau sur la pensée politique guinéenne. La théorie du P.D.G. apparaît comme une théorie concernant essentiellement la volonté générale. Le ton reflète souvent le désir d'une communauté de sentiments, l'élan révolutionnaire, le respect pour les citoyens que l'on retrouve chez Rousseau, le souhait de participation de tous à l'œuvre commune. Mais il y a plus encore.

2. Alors que pour Hobbes, le point de départ est une société où l'homme est un loup pour l'homme, pour Sékou Touré le point de départ est la société « communautaire ou communautocratique ». Le P.D.G. doit surtout préserver cette communauté, cette unité nationale qui existe déjà. Sans doute a-t-il réalisé l'unanimité autour de lui, mais la volonté d'unité n'est pas partie du sommet ; elle s'est établie à la base ; c'est une volonté populaire dont le P.D.G. est la résultante. Et si le P.D.G. se trouve « honoré de la qualité de parti national unique c'est parce que finalement tous les enfants du pays se sont réunis dans ses rangs ». Le P.D.G. est un mouvement populaire révolutionnaire. Or Hobbes n'était pas le porte-parole d'un mouvement de masse révolutionnaire. Il avait même horreur de la corporation et estimait que si quelqu'un devait décider, ce ne pouvait être l'entière communauté réunie.

3. Un troisième point sépare les théories guinéenne et hobbesienne, sur le plan des tâches assignées au souverain. Alors que le souverain de Hobbes doit veiller essentiellement au respect de l'ordre et de la paix, le souverain — parti unique — a des tâches singulièrement plus importantes. Le parti est révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il n'a pas vocation au maintien du contrat social. La révolution à entreprendre est une reconversion fondamentale des pratiques et des mentalités nationales. « Quelle que soit sa forme, dit M. Sékou Touré, violente ou pacifique, la révolution signifie le changement qualitatif d'une situation, le passage d'un peuple d'un état inférieur à un état supérieur. »

Ces remarques donnent ses limites à la thèse du parti Léviathan. Cependant cette thèse a un mérite essentiel : celui de poser le problème, actuellement crucial en Afrique, de la construction nationale. C'est pour le résoudre que le P.D.G. et M. Sékou Touré ont élaboré une théorie politique qui est une combinaison, con-

sciente ou inconsciente, de toutes celles connues précédemment en Europe. Elle combine certains aspects de l'élan communautaire de Rousseau, de la théorie léniniste de structure de parti et de la théorie hobbesienne de la souveraineté en essayant de les adapter à l'Afrique. On retrouve ces mêmes préoccupations chez un homme de tempérament et de formation d'esprit différents, M. Léopold Senghor, chef de l'Etat sénégalais.

§ 2. — L'exemple sénégalais : le parti-nation.

La conception sénégalaise de la construction nationale a trouvé sa formulation sous la plume brillante de M. Senghor dont les analyses ont été publiées soit sous forme d'ouvrages, soit sous forme d'études diverses⁵⁶. Le titre de l'un des ouvrages est assez significatif : « *Nation et voie africaine du socialisme* » d'où nous extrayons les citations utilisées ci-après.

1. Conception de la Nation chez M. Senghor.

Dans les analyses de M. Senghor, homme de formation universitaire (il est agrégé de grammaire), on retrouve souvent le souci du terme exact, le goût de la formule recherchée. Ayant à débattre de la nation, il commence par opérer la distinction entre Patrie, Nation, Etat ; ensuite, il essaie de faire ressortir les rapports qui lient ces trois choses. « La Patrie, c'est l'héritage que nous ont transmis nos ancêtres : une terre, un sang, une langue, du moins un dialecte, des mœurs, des coutumes, un folklore, un art, en un mot, une culture enracinée dans un terroir et exprimée par une race. La Patrie, dans l'ancienne France, s'identifiait à la Province... En Afrique occidentale, la Patrie, c'est le pays *sérère*, le pays *malinké*, le pays *sonhrai*, le pays *mossi*, le *baoulé*, le *fon*. La Nation, si elle rassemble les patries, c'est pour les transcender. Elle n'est pas, comme la Patrie, déterminations naturelles, donc expression du milieu, mais volonté de construction, mieux de reconstruction... Au terme de sa réalisation, la Nation fait, de provinces différentes, un ensemble harmonieux : un seul pays pour un seul but » (p. 22-23). Car, écrit M. Senghor, en se référant à Hegel, le théoricien de l'Etat-Nation, dont il cite cette phrase : « Ce ne sont pas les déterminations naturelles de la Nation qui lui donnent son caractère, mais son esprit national » (p. 23). Si la Nation est volonté consciente de construction, l'Etat en est le moyen majeur : « c'est l'Etat qui réalise la volonté de la Nation et assure sa permanence » (p. 24). Se souvenant alors de son expérience de parlementaire français, il ajoute que l'histoire politique lui a appris que l'inorganisation de l'Etat, sa faiblesse engendre fatalement la désagrégation de la

56. *Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Présence Africaine, 1961, 138 p. ; *Pierre Teilhard de Chardin et la politique africaine*, Paris, Le Seuil, 1962, 103 p. Les nombreux articles de M. Senghor commencent à être publiés sous forme d'ouvrage, voir, *Liberté : Humanisme et négritude*, t. I, Paris, Le Seuil, 1964.

Nation : « L'histoire de IV^e République en est un exemple significatif » (p. 41).

Telle est, brièvement résumée, l'idée que le leader sénégalais se fait de la construction nationale. Quel intérêt présente-t-elle au regard de l'évolution politique et surtout du rôle des partis politiques ?

2. *Appréciation.*

Apparemment, il semble que nous sommes loin de la pensée de M. Sékou Touré. Alors que chez l'un il n'est question que de Parti, chez l'autre on parle de Patrie, Nation, Etat. Mais derrière les différences de vocabulaire, derrière la paille des mots, il faut saisir la réalité plus profonde. Lorsque M. Léopold Senghor parle de l'Etat, il faut comprendre le parti. Le rôle de l'Union progressiste sénégalaise est, quant à l'essentiel, le même que celui du Parti démocratique de Guinée. Les formules suivantes sont assez claires : « La création de la Nation négro-africaine par l'Etat fédéral doit être le souci de tous les militants du P.F.A.⁵⁷ » ; « Le but ultime du P.F.A. est l'édification d'une Nation *négro-africaine* (souligné par M. Senghor lui-même) de l'ouest... » (p. 87). Là où l'un utilise le mot « peuple », l'autre utilise le mot « nation » ; alors que l'un est davantage influencé par la formation et la rhétorique marxistes, l'autre l'est par la formation et la rhétorique françaises classiques ; mais l'un et l'autre adaptent ou déforment suffisamment le langage employé pour le plier à des réalités identiques.

Rien ne serait plus faux que de se fier à des dissemblances formelles qui recouvrent les mêmes phénomènes ou à des ressemblances formelles qui recouvrent des phénomènes distincts. A titre d'exemple, on pourrait dire que la théorie sénégalaise évoque singulièrement la conception autoritaire et fasciste de la Nation et de l'Etat. Certaines formules de M. Senghor sautent aux yeux, tant elles rappellent celles en usage dans la doctrine fasciste italienne. Le leader sénégalais écrit : « La Nation est volonté de construction ou de reconstruction, elle est, objectivement, reconstruction à l'image d'un modèle exemplaire, d'un archétype... Des individus, elle doit faire des personnes, c'est-à-dire des volontés conscientes : des âmes... L'Etat est à la Nation ce que l'entrepreneur est à l'architecte... C'est l'Etat qui réalise la volonté de la Nation et assure sa permanence... L'Etat, c'est l'expression de la Nation, c'est surtout

57. Cf. *Nation et voie...*, p. 74, Ce texte de M. Senghor est le rapport fait en Congrès constitutif du Parti de la Fédération africaine (Dakar, 1^{er} juillet 1959) au moment de la création de la Fédération du Mali. La nation malienne, l'Etat fédéral et le P.F.A. tiennent donc la place et le rôle de la Nation, de l'Etat sénégalais et de l'U.P.S. Exhortant les militants du P.F.A., M. Senghor ajoute que la mystique fédérale doit être leur mystique. « Tout doit servir la Fédération, être subordonné à la conciliation et à l'extension de la Fédération... Le Parti veillera à ce que la Constitution fédérale soit respectée dans sa lettre et dans son esprit. »

le moyen de réaliser la Nation... » Or, pour ne citer que quelques formules de la doctrine italienne, il est dit : « La Nation est un organisme doué d'une existence, de buts et de moyens d'action supérieurs en puissance et en durée à ceux des individus isolés ou groupés qui la composent. La Nation est une unité ethnique, politique, économique qui se réalise intégralement dans l'Etat fasciste » (art. 1^{er} de la Charte de Travail). « Ce n'est pas la Nation qui crée l'Etat. Au contraire, la Nation est créée par l'Etat. L'Etat donne au peuple une volonté et par suite une existence effective⁵⁸. »

Pourtant il y a loin de Mussolini, dictateur fasciste à M. Senghor, homme d'Etat démocrate chrétien dont toute la pensée s'oriente vers une conciliation du socialisme, du christianisme et de la négritude. C'est qu'il faut se méfier des ressemblances verbales : parenté entre Lénine, Hobbes et M. Sékou Touré, entre Mussolini, Hegel et M. Senghor ; il faut davantage accorder attention aux identités profondes. L'examen de la réalité africaine montre souvent que les différents Etats sont plus proches les uns des autres que ne le laisserait croire une analyse superficielle et rapide. Cela est aussi vrai sur le plan politique que sur le plan économique ; comme l'écrit M. Samir Amin : « Au Sénégal, en Haute-Volta ou au Niger des gouvernements qui n'ont pas fait les mêmes options politiques que la Guinée et le Mali, mettent en œuvre des formules d'organisation du monde rural très peu différentes contrairement à ce qu'une analyse « purement politique » des textes, et partant superficielle, suggère parfois⁵⁹ ». Cette identité fondamentale est accentuée par le phénomène de sous-développement, qui tout en opposant les pays africains aux pays européens, les rapproche au contraire des autres pays du tiers-monde, notamment de l'Amérique latine.

§ 3. — Rapprochements entre l'Afrique noire et l'Amérique latine.

Une thèse commence à prévaloir chez de nombreux auteurs, celle selon laquelle il apparaît de jour en jour que la distinction fondamentale des régimes politiques n'est plus entre ceux de l'Est et de l'Ouest, mais celle des régimes des nations développées et des pays sous-développés⁶⁰. On constate que les antagonismes politiques se présentent différemment selon le degré d'évolution technique ; celui-ci tend à les diminuer, ou à leur donner une nouvelle dimension. Selon M. Duverger, dans les sociétés développées, les sentiments révolutionnaires s'effacent, la volonté de détruire complète-

58. Cf. MUSSOLINI, *Le fascisme, doctrine et institutions*, Paris, 1933. Sur la théorie fasciste italienne, cf. M. PRELOT, *L'empire fasciste*, Paris, Sirey, 1936, 258 pages.

59. Cf. S. AMIN, *Trois expériences africaines de développement : le Mali, la Guinée et le Ghana*, Paris, P.U.F., 1965, p. 231.

60. Cf. notamment M. DUVERGER, *Introduction à la politique*, p. 178 ; A. HAURIOU, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, Montchrestien, 1966, p. 498 et suiv.

ment le système établi disparaît ; les oppositions se développent dans le cadre du régime et non contre lui. Au contraire, les sociétés sous-développées se trouvent dans une situation explosive où des antagonismes irréductibles engendrent des violences. On comprend dès lors la nécessité d'un agent chargé de réduire, sinon de résoudre ces antagonismes. Cet agent ne sera pas toujours le même. La comparaison entre l'Afrique noire et l'Amérique latine montre que dans un cas c'est le parti unique, dans l'autre le « caudillo » ou la Junte militaire. Toutefois les nombreux coups d'Etats intervenus en Afrique montrent que l'armée prend déjà le relai du parti politique.

1. *Partis uniques, dictateurs et juntas militaires.*

On peut, en effet, rapprocher le rôle des partis uniques en Afrique de celui joué par les dictateurs et les juntas militaires en Amérique latine.

Analysant le rôle du « caudillisme » — dictature ou simple prépondérance d'un homme qui s'appuie sur une clientèle personnelle — dans la construction des nations latino-américaines, M. Lambert croit possible de découvrir, derrière ses modalités diverses, une signification globale : le caudillo est celui qui est chargé de remembrer la souveraineté nationale, c'est un « rassembleur de terres ⁶¹ ». Un tel rôle, constate l'auteur, n'est pas sans analogie avec celui joué en Europe par les monarchies pour opérer le remembrement de la souveraineté et poser le fondement d'Etats nationaux. La même analogie, conclut-il, se retrouve aujourd'hui dans les pays en voie de développement où le rôle est joué par les dictateurs, les partis uniques et les juntas militaires.

S'agissant du parti unique africain, nous avons constaté effectivement qu'il se fixe pour mission essentielle la préservation de l'intégrité nationale en veillant sur le respect des frontières artificielles et l'intégration nationale en suscitant et renforçant la cohésion entre les différents groupes et communautés, tout en affaiblissant ou en brisant parfois les solidarités traditionnelles. S'il faut en croire M. Albert Meister, « aussi bien les facteurs internationaux que les facteurs internes semblent concourir pour mettre les pays africains sur la voie de sud-américanisation. Peut-être même une période de sud-américanisation est-elle nécessaire pour renforcer le pouvoir des jeunes élites, pour organiser la nation dans le vase clos du sous-développement, pour creuser le fossé entre villes et campagnes (...), et avec le temps (...) pour créer des prolétariats urbains dégagés de solidarités locales et tribales, pour fermer les canaux d'ascension sociale, pour aboutir à des situations révolutionnaires... toutes choses que cent cinquante ans d'indépendance politique ont permis de créer en Amérique latine ⁶² ». Ainsi pour M. Meister, le

61. J. LAMBERT, *Amérique latine. Structures sociales et institutions politiques*, Paris, P.U.F., 1963, p. 192 et 202-203.

62. A. MEISTER, *L'Afrique peut-elle partir ? op. cit.*, p. 442.

proche avenir verra en Afrique une évolution du type Amérique latine qui seule permettra, après organisation de la nation et développement de nouvelles contradictions d'ordre socio-économique, de passer à une étape révolutionnaire et à des projets socialistes. Les partis uniques seraient les agents d'une telle évolution.

2. *Idéologie démocratique et structures sociales archaïques.*

En cherchant à expliquer le caudillisme, M. Lambert rejette l'argumentation communément admise selon laquelle le caudillisme est un phénomène politique propre à l'Amérique espagnole et lié au tempérament particulier des Hispano-Américains ; il estime qu'il s'agit bien plutôt « d'une modalité hispano-américaine, d'un phénomène général qui accompagne la rencontre des idéologies démocratiques avec des structures archaïques de caractère prénational ⁶³ ». Cette remarque peut être transposée en Afrique où le caudillo est remplacé par le parti unique jumelé à un pouvoir personnel. Sous l'empire des idéologies politiques occidentales et devant le prestige des institutions représentatives, l'Afrique est contrainte de fonder la légitimité du pouvoir sur la souveraineté du peuple exprimée par les électeurs et les partis politiques. De fait au départ, les Etats connaissent presque tous — nous l'avons vu — un régime multipartisan dans un cadre parlementaire. Puis progressivement, multipartisme et parlementarisme sont refusés tout en se réclamant des principes démocratiques. Après l'instauration du parti unique, les élections et la démocratie au sein du parti ou centralisme démocratique sont sensés sauvegarder et la représentativité et la démocratie tout en supprimant les luttes politiques partisans qui ne peuvent reposer que sur les vieilles querelles, les oppositions archaïques ou des oppositions dangereuses pour la nation.

3. *Les luttes politiques partisans.*

En Amérique latine, au cours du xix^e siècle, selon M. Lambert, dans les Etats qu'il fallait construire, il n'existait pas encore de conscience nationale authentique et profonde. Aussi les luttes politiques internes s'apparentaient-elles à celles qui opposent des communautés étrangères les unes aux autres, des nations entre elles, bien plus qu'à celles qui opposent des citoyens à l'intérieur d'une nation. Là encore, on ne peut manquer de noter le rapprochement

63. J. LAMBERT, *op. cit.*, p. 193. Un peu plus loin, l'auteur ajoute : « Le plus souvent, pour parvenir au pouvoir, le caudillo a dû affirmer sa volonté de rétablir le véritable jeu de la démocratie politique faussée par les adversaires : il a pris les armes au nom de la liberté, parce que la légalité avait été violée, parce que les élections avaient été falsifiées ou qu'elles risquaient d'être falsifiées, parce que les dirigeants avaient été corrompus, etc. Le premier soin du dictateur doit donc être de rétablir dans leur pureté les institutions démocratiques et d'insérer dans la Constitution qu'il ne manque pas de promulguer ou de promettre les plus minutieuses garanties contre l'exercice du pouvoir personnel et contre les atteintes aux droits de l'homme. » (P. 196.)

avec la situation africaine où les luttes politiques ont tendance à se dérouler entre des régions, des tribus, des clans ou des villages qui disposent de l'allégeance totale de leurs membres. Dès lors le caudillo d'une part, le parti unique d'autre part, apparaissent comme les instruments aptes à réduire les ferments de division en instaurant un minimum de discipline nationale⁶⁴. L'absence de dimension nationale effective retentit singulièrement sur le jeu politique, notamment sur l'existence et le rôle de l'opposition.

Section 3. — Le problème de l'opposition et l'unité nationale.

L'existence et le rôle de l'opposition en Afrique⁶⁵ pose un problème dont toutes les données ne sont pas entrevues par ceux qui veulent lui apporter une solution (§ 1). Pour contester l'opposition les leaders africains lui reprochent d'incarner les ferments de divisions, de s'appuyer essentiellement sur la démagogie, et de recourir à des moyens illégaux (§ 2). La lutte menée contre les partis adverses n'aboutit pas pour autant à éliminer totalement l'opposition ; celle-ci se retire sous une forme diffuse et latente dans le peuple, et se cristallise sous une forme plus vive et plus active au sein des syndicats, des étudiants, voire de l'armée (§ 3).

§ 1. — Position du problème.

1. La démocratie est la liberté de l'opposition. C'est au nom de cette conception assez idéale que M. Etienne Borne constate avec amertume que le régime de parti unique sévit dans les régimes neufs qui pratiquent un « système d'anti-démocratie⁶⁶ ». Ayant remarqué que partout « la contestation est traitée de contre-révolutionnaire et jugée criminelle », il se demande pourquoi les jeunes Etats refusent l'opposition. Il récuse ceux qui invoquent les dures nécessités de la construction nationale comme ceux qui avancent que le libéralisme est dépassé et qu'il n'est pas de révolution qui n'ait commencé par les droits de l'homme et n'ait en fin de compte

64. M. DEPINAY parvient à la même conclusion dans son étude, « Les difficultés spécifiques du socialisme en Afrique », *Les Temps modernes*, 1964, p. 1789-1820.

65. Cf. J.-L. ALIBERT, « L'opposition en Afrique noire », in *Forces politiques en Afrique noire*, p. 215-308 ; D.A. APTER, « Some reflections on the role of a political opposition in new nations » from *Comparative studies in Society and History*, January, 1962 ; A. HAURIOU, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, p. 520.

66. Cf. E. BORNE, « L'épreuve du libéralisme », *Le Monde* du 18 oct. bre 1963. Pour Sigmund Newman « l'opposition entre le principe du parti unique d'une part, et le principe de deux ou plusieurs partis d'autre part, pourrait bien être finalement l'expression de la lutte qui caractérise notre époque : dictature contre démocratie » (*Modern political parties*, *op. cit.*).

Sur le libéralisme politique, cf. C.J. FRIEDRIECH, *Man and his government. An empirical theory of politics*, New York, McGraw-Hill, 1963, 737 p.

tourné à un certain absolutisme étatique. Il conclut que les jeunes peuples se doivent de découvrir la vérité et les vertus du libéralisme, car il n'y a qu'une seule alternative : « barbarie de la nation par la nation ou libéralisme de l'Etat au service de l'homme ⁶⁷ ». Ce point de vue n'est pas sans influencer des observateurs africains, notamment ceux qui animent les journaux comme *Jeune Afrique* ou *L'Afrique Actuelle*. Dans le dernier cité, Gilbert Wade, tirant les leçons des coups d'Etat récents, écrit : « Seul le retour au principe de la primauté du droit et au pluralisme politique sera à même de favoriser l'instauration de régimes stables en Afrique. Seule la garantie des libertés individuelles et du droit à la contestation sera à même de mettre fin à l'irruption des colonels dans les palais présidentiels ⁶⁸. » Quant à *Jeune Afrique*, nombreux sont les éditoriaux, les articles et les lettres de lecteurs, largement accueillies, qui mettent en cause le parti unique et défendent l'existence d'une opposition organisée et responsable ⁶⁹.

On peut se demander si, dans sa recherche et sa défense du libéralisme, M. Borne ne s'est pas situé à un niveau qui l'empêche de voir les réalités. On peut surtout se demander si, face aux nouvelles structures africaines, l'auteur n'utilise pas un langage peu propice à une compréhension réelle des problèmes. A cet égard son attitude relève de ce que l'on peut appeler l'*occidentalocentrisme*,

67. L'auteur écrit auparavant : « Or, le libéralisme ne saurait mourir, car il est la seule doctrine politique qui vaille, et il doit trouver des raisons de ne pas se perdre grâce à une reprise et à un approfondissement de l'analyse (...). Car le socialisme, quelles que soient les intentions humanistes et libérales de ses pionniers et de nombre de ses fidèles, fait dans le monde communiste comme chez maints peuples récemment décolonisés les affaires du nationalisme, suscitant un type de citoyen zélé, soldat discipliné et aisément gouvernable de toutes les planifications matérielles et spirituelles... Dans ce climat la démocratie s'éteint, et la pensée libérale se meurt. »

Pourtant un autre auteur, réputé pour son libéralisme, Raymond Aron écrit : « En Europe, les nations ne se sont pas formées sans que les princes emploient la force. Il est probablement illusoire d'espérer que les Etats africains parviendront sans violence, à fonder en une nation des tribus (ou des ethnies) qui n'ont pas perdu le souvenir de leurs luttes passées. » *Paix et guerre entre les nations*, p. 373-374.

68. G. WADE, « Du N'Krumahisme au Ghana des colonels », *L'Afrique actuelle*, avril 1966, p. 6.

69. Cf. notamment l'intéressant débat ouvert dans les colonnes du journal du 11 novembre 1963 (n° 157) au 19 janvier 1964 (n° 166) avec les interventions de MM. Albert Tevoedjre, Ernest Milcent, Charles Debbasch, Anicet Kashamura, Charles Diane, Mamadou Diab, Pedrosinski, Nouredine Benkhader, Bachir Ben Yahmed et le nombreux courrier des lecteurs à ce propos. Pour sa part M. Ben Yahmed (directeur du journal) continue de réclamer dans la plupart de ses éditoriaux, le respect absolu des droits élémentaires de l'homme, l'institution d'un pouvoir judiciaire indépendant et fort, la liberté de la presse, l'autonomie des syndicats, enfin une opposition légale et reconnue sous la forme d'un seul parti (voir notamment *Jeune Afrique*, n° 264, 16 janvier 1966).

« cette tentative occidentale bien connue qui consiste à ériger en normes quasi-universelles, des structures relatives dans la mesure où elles étaient historiques ⁷⁰ ». D'où le jugement très défavorable porté sur les institutions qui s'écartent du modèle supposé et proposé. La notion de parti unique reste affectée d'un coefficient péjoratif ou tout au moins d'une étiquette douteuse quant à son idéologie, ses buts et ses moyens d'action. Elle correspond à l'équation suivante : parti unique = système communiste ou fasciste. Une fois cette équation posée, on condamne automatiquement le parti unique comme un mal en soi, sans rechercher si les pays en question peuvent s'accommoder d'une structure politique fondée sur la compétition politique effective et la compétition des partis. On oublie aussi que ces pays n'ont pas connu réellement les institutions démocratiques occidentales, car, selon M. Meister ⁷¹ « ces règles du jeu qu'il est respectable de suivre, les Africains les ont toujours vues systématiquement faussées à leur endroit (...) Et cela est particulièrement vrai de la démocratie dont on prétend qu'elle devrait être la forme d'organisation politique des pays africains : jamais la démocratie qu'ils ont connue n'a suivi le modèle de Westminster ⁷². La démocratie subie par les africains était celle des truquages, des cens, du multiracisme et autres « règles du jeu » qui écartait toute opposition. La Grande-Bretagne a en fait enseigné les meilleurs leçons de tyrannie à ceux dont elle espère qu'ils se comportent en démocrates et tolèrent une opposition... »

Ces propos de M. Meister sont sévères mais exacts et bienvenus, dans la mesure où ils font justice du prétendu apprentissage de la démocratie en Afrique et du prétendu recul de celle-ci avec l'indépendance. Ils ne légitiment pas pour autant le refus de prendre en considération certaines valeurs démocratiques occidentales et le problème de l'opposition, à condition que cette prise en considération tienne compte de tous les facteurs.

2. — C'est une telle démarche qui est tentée par Mrs Rita Hinden qui examine le problème de la démocratie en Afrique et les arguments de ceux qui prétendent que le modèle occidental est inapplicable sur ce continent ⁷³. Elle estime qu'il faut distinguer entre, d'une part, les principes ou valeurs démocratiques, d'autre part, les institutions politiques. Les principes ou valeurs sont d'une

70. Cf. THIBAUT, « Démocratie et parti unique en Afrique noire », *Signe des Temps*, 1961, n° 7, p. 23-24.

71. Cf. A. MEISTER, *op. cit.*, p. 366-367.

72. L'auteur parle des pays africains anglophones, mais ses remarques visent en réalité toute l'Afrique et toutes les puissances coloniales. La plupart des conclusions que M. MEISTER tire de l'expérience de l'Afrique orientale visent en réalité tout le continent comme le signale, non seulement le titre de l'ouvrage : *L'Afrique peut-elle partir ?* mais comme l'indique souvent l'auteur lui-même.

73. Cf. Rita HINDEN, « Africa and democracy », *Encounter*, Pamphlet series, n° 8, 1962. (L'auteur joue un rôle important au sein de la Fabian Society et de l'aile gauche du parti travailliste.)

portée universelle, permanente, et se fondent sur la foi dans la dignité de l'homme et sur l'obligation de respecter la dignité et la liberté de chaque être humain. Quant aux institutions, elles peuvent varier selon les pays et les circonstances, encore que trois institutions semblent indispensables : un organe représentatif, quelle qu'en soit la forme ; des libertés fondamentales garanties ; un système assurant la suprématie de la règle de droit. Selon l'auteur, le parti unique est donc acceptable lorsque des tendances différentes peuvent s'exprimer en son sein. D'ailleurs, s'il fonctionne dans les conditions de liberté nécessaire, il débouchera sur la naissance d'un système multipartisan. Telle est donc la thèse de Mrs Hinden qui fixe une sorte de « standard » démocratique minimum à usage des pays en voie de développement. On peut reprocher à ce modèle séduisant et pratique, semble-t-il, de n'être pas suffisamment réaliste. Il ne tient pas compte d'au moins deux facteurs importants : d'une part, il ne suffit pas que des valeurs ou principes soient de portée universelle pour être reçus dans une société donnée à un moment donné ; il faut que cette dernière les accepte, les ressente et les intègre parmi ses valeurs et principes propres de manière à leur faire correspondre des institutions qui les supportent et les garantissent. Car, d'autre part, il ne suffit pas de prévoir des institutions inspirées d'un modèle démocratique qui risquent de « tourner à vide » ou de fonctionner de manière dérisoire ; il faut des institutions animées par les données et les nécessités des pays où elles sont mises sur pied. Enfin, on peut reprocher, avec M. Fisher ⁷⁴, à Rita Hinden de prêcher et d'exporter — sous une forme assouplie et plus raffinée — des institutions et un modèle britanniques dont on sacrifie certains attributs pour qu'ils puissent mieux survivre. Par la même elle sous-estime les données africaines et les difficultés de l'opposition.

§ 2. — Les difficultés de l'opposition ⁷⁵.

Les dirigeants africains contestent l'existence d'une opposition pour les raisons suivantes : elle incarne les ferments de division et constitue alors un danger pour la vie du pays (I) ; elle ne mérite pas sa place car elle se fonde uniquement sur la démagogie (II) ; enfin elle ne sait pas contenir ses activités dans les limites légales et se confond souvent avec la rébellion (III).

I. — *L'opposition et les facteurs de division.*

Tout au long de cette étude une donnée fondamentale revient sans cesse comme un leitmotiv : les partis politiques africains

74. Cf. Rapport de G. FISCHER sur le « Royaume-Uni devant les régimes politiques des jeunes Etats », Colloque de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1963.

75. Sur le problème de l'opposition de façon générale, voir l'ouvrage collectif, *Political opposition in Western democracies*, New Haven, Londres, Yale University Press, 1966, 458 p. Une partie est traduite en

manifestent souvent la ténacité et la priorité d'intérêts, de solidarités de nature « particulariste ». Le « particularisme » ethnique est, sans doute, le plus coriace, mais il s'y superpose de nouveaux clivages, d'ordre régional, culturel, religieux.

A. — *L'opposition et les facteurs tribaux.*

1. Lutte politique et tribalisme⁷⁶. Le premier problème politique qui se pose aux dirigeants africains est, selon M. Deschamps, celui du changement d'échelle⁷⁷. Comment faire passer leurs peuples de la conscience collective à base ethnique, la seule qu'ils aient connu jusqu'alors, à celle d'une nation unique dans le cadre des frontières d'un pays moderne ? Comment, de peuples juxtaposés, faire un peuple unitaire ?

En posant ces questions, on comprend la difficulté de l'établissement de la démocratie classique en Afrique. La libre compétition des partis n'aboutirait pas seulement à superposer une nouvelle occasion de conflits aux oppositions et aux discordes naturelles entre groupes, mais reviendrait à institutionnaliser et à rendre inexpiables de telles oppositions et discordes. La scène politique et le Parlement deviendraient vite le champ clos des excès particularistes et tribaux comme ce fut le cas à Léopoldville en 1960. L'exemple congolais doit toujours être médité — tant en raison de ses conséquences dramatiques sur le plan intérieur que de son retentissement dans le reste du continent. La fameuse conférence de Coquilhatville de mai 1961 intéresse particulièrement notre propos. Cette conférence réunissait tous les partis congolais pour discuter des futures structures politiques du pays ; à l'issue de ses assises, les partis adoptèrent un projet de structure fédérale. Or, ce projet prévoyait la création, au sein de la jeune République, de 20 Etats dont les frontières se conformaient aux délimitations tribales. Dans chaque Etat, il y avait ainsi un parti unique à base ethnique. On comprend, à ce moment, pourquoi un parti nationaliste, supra-ethnique ou anti-ethnique apparaît et essaie d'éviter le morcellement. Ce fut la tragique tentative du Mouvement National Congolais de Patrice Lumumba⁷⁸ ; ce fut aussi dans d'autres Etats l'action de nombreux autres partis qui, souvent, tout en étant à base ethni-

français, il s'agit de la contribution de R.A. DAHL, *L'avenir de l'opposition dans les démocraties*, Paris, Société française du livre, 1966, 198 p.

76. Nous employons ici les mots ethnisme et tribalisme, ethnies et tribus comme synonymes bien que le groupe ethnique soit plus large et englobe plusieurs tribus.

Pour un aperçu sommaire de la composition ethnique des Etats considérés voir tableau annexé n° VII (p. 195).

77. Cf. H. DESCHAMPS, *Les institutions politiques de l'Afrique noire*, Paris, P.U.F., 1962, p. 114.

78. Cf. l'intéressante analyse de J.-P. SARTRE, « La pensée politique de Patrice Lumumba », *op. cit.*, où l'auteur explique l'entreprise du leader congolais (p. 18-36) et les raisons de son échec (p. 38-58).

En République centrafricaine, le président Dacko (discours au

que au départ, décident de s'élargir en parti national, à la dimension des pays, et de circonscrire ainsi les luttes tribales.

2. *Parti national et tribalisme.*

Deux exemples permettent d'illustrer cette action des partis qui entreprennent de réaliser un « dépassement » d'eux-mêmes et des clivages locaux dans un mouvement d'unification nationale.

a) Le cas du Congo-Brazzaville et du parti de l'abbé Youlou est l'un des plus significatifs. L'U.D.D.I.A. de M. Fulbert Youlou fut à l'origine un parti *Lari*, recrutant ses militants au sein de cette seule fraction des populations Bacongos, et y trouvant son assise électorale. Au fur et à mesure que le parti prenait de l'importance, son leader caressait le désir de réunir en son sein toutes les tribus bacongos, puis le rêve de les rassembler dans une entité politique s'étendant jusque sur les deux Congos et l'Angola portugaise qui comportaient des fractions des dites tribus. Face au parti de l'Abbé, il y avait le parti de M. Opangault, le M.S.A., qui était essentiellement celui de l'ethnie M'Bochis. L'U.D.D.I.A. et le M.S.A. se livraient de dures batailles électorales depuis 1956, date de l'apparition de l'U.D.D.I.A. En vérité, les luttes électorales cachaient fort mal de vieilles petites guerres. Celles-ci trouvèrent l'occasion de s'exprimer ouvertement du 16 au 20 février 1959, lors de l'autonomie congolaise consécutive à la naissance de la Communauté. Durant ces quatre jours M'Bochis et Bacongos s'affrontèrent à Brazzaville dans un combat violent et meurtrier. Il fallut l'intervention de l'Armée française pour rétablir l'ordre ⁷⁹.

L'abbé Youlou comprit alors qu'il ne pouvait gouverner réellement le Congo s'il symbolisait le chef du parti bacongo. Il entreprit d'élargir l'audience de son parti en prônant une politique d'apaise-

2^e congrès du M.E.S.A.N., le 1^{er} août 1962) concluait à la nécessité « d'un parti unique de masse pour faire d'un territoire colonial une nation, et des tribus qui la composent un peuple uni ».

79. Pour un exposé plus précis des faits, cf. J.M. WAGRET, *Histoire et sociologie politiques de la République du Congo*, p. 84 et suiv. : « L'ascension politique de l'U.D.D.I.A. et sa prise du pouvoir », *R.J.P.O.M.*, 1963, p. 334 et suiv.

La Côte d'Ivoire fut aussi le lieu de troubles très graves à la fois d'ordre ethnique, nationaliste et xénophobe, moins d'un mois après le référendum de 1958. Incitée par la Ligue des Originaires de Côte d'Ivoire (L.O.C.I.), la population d'Abidjan se retourna contre les Africains étrangers, notamment les Dahoméens et Togolais. Le gouvernement fut incapable de garder le contrôle de la situation, et après trois jours d'émeutes, du 24 au 26 octobre 1958, il y eut, selon A.R. ZOLBERG (*One party-government...*, *op. cit.*, p. 245), au moins 6 morts, plusieurs personnes blessées, plus de 500 maisons détruites ou endommagées et environ 20 000 africains étrangers durent se réfugier dans le vieux port sous la protection de la police. Des événements identiques se produisirent à travers le pays, entraînant le départ de la Côte d'Ivoire d'environ 25 000 africains, d'après le rapport du ministère de l'Intérieur.

En dehors des Etats que nous étudions, on peut citer un cas extrême où les luttes tribales ont dégénéré en une véritable guerre

ment d'abord, de réconciliation nationale ensuite, d'unité nationale enfin. En mars 1961, cette union nationale semblait ratifiée par les populations puisque M. Fulbert Youlou fut élu président de la République à l'unanimité, après avoir été présenté comme seul candidat par accord entre les partis. Autrement dit, le parti bacongo et son leader doivent dépasser leur propre origine, regrouper les autres ethnies, pour créer et gouverner une nation véritable ; ils doivent en somme se « détribaliser » ou mieux se « désethniser ». De fait, le Président nouvellement élu se fait pèlerin de l'unité nationale et accomplit de nombreux voyages dans les différentes parties du pays pour recevoir confirmation de l'adhésion populaire à laquelle il rappelle : « Nous devons nous garder de verser dans le régionalisme et de mettre en péril notre règle d'or : l'union nationale »⁸⁰.

b) Le cas du Dahomey. Il est intéressant de suivre ici brièvement l'évolution du parti de M. Hubert Maga qui dessine un itinéraire assez complexe et subit des mutations successives qui transforment un regroupement typiquement ethnique en un parti gouvernemental unique.

En effet le Parti dahoméen de l'unité (P.D.U.) trouve son origine dans une scission intervenue en 1951 au sein de l'Union progressiste dahoméenne (U.P.D.) animée par M. Apithy, Zinsou et Maga. L'U.P.D. était une section territoriale du R.D.A., puis une section des Indépendants d'Outre-Mer qui avait vocation à représenter tout le Dahomey ; or l'éclatement qui l'affecte met fin à cette vocation en donnant naissance à des fractions à soubassement uniquement tribal. L'une de ces fractions est justement le *Groupe ethnique du Nord-Dahomey* (G.E.N.D.) fondé par MM. Maga et Paul Darboux. Ce groupement accuse encore davantage son particularisme lorsque l'année d'après, en 1952, il se scinde à son tour en deux, chacune des fractions étant sous l'autorité de l'un des deux leaders ; le Mouvement démocratique dahoméen avec M. Maga et les Indépendants du Nord avec M. Darboux. La scission dure jusqu'en août 1957, date à laquelle une réconciliation s'opère au sein du Rassemblement démocratique dahoméen (R. D. D.), lequel demeure toujours un parti de défense des populations du Nord-Dahomey — les Baribas — contre une éventuelle domination des ethnies du Sud : Fons, Gons, Yoroubas⁸¹. Mais l'évolution de la vie

d'extermination : il s'agit du Ruanda où les Hutus se sont attaqués aux Tutsis leurs anciens dominateurs qu'ils entendaient éliminer physiquement. Les massacres intervenus au début de l'année 1964 ont particulièrement attiré l'attention de l'opinion internationale (cf. *Le Monde* du 31 janvier 1964).

80. Déclaration du 28 novembre 1962 citée par J.M. WAGRET, in *Histoire et sociologie politiques de la République du Congo*, p. 107.

81. Cf. J. LOMBARD, « La vie politique dans une ancienne société de type féodal : les Baribas du Dahomey », *Cahiers d'études africaines*, octobre 1960.

politique et le rôle du parti dans les institutions le fait apparaître, de plus en plus, comme un parti possible de gouvernement. Il s'engage alors dans la voie d'un élargissement de ses assises en concluant, d'abord, des accords et alliances électorales en vue de consolider sa représentation parlementaire, en essayant, ensuite, de fusionner avec d'autres mouvements pour créer un grand parti gouvernemental⁸².

Le but est atteint à la veille des élections présidentielles de décembre 1960, lorsque pour soutenir sa candidature, M. Maga met sur pied le Parti dahoméen de l'unité (P.D.U.) qui réunit tous les groupes à l'exception d'un seul. Il faut noter que le programme du nouveau parti s'assigne, entre autres objectifs fondamentaux, les buts suivants :

- combattre le régionalisme sous toutes ses formes ;
- travailler pour le rassemblement de tous les fils du pays ;
- consolider l'indépendance et l'unité nationales.

Il y a donc une grande différence entre ce programme et celui du Groupement ethnique du Nord-Dahomey qui se proposait seulement la défense des intérêts d'une minorité. Si l'on ajoute que le nouveau parti refuse les adhésions collectives qui risquent d'introduire des particularismes, au profit des adhésions individuelles, on ne manquera pas de remarquer l'importante évolution subie par un groupement qui constitue le noyau central du futur parti unique.

Une évolution identique peut être observée dans d'autres pays, tels que la Haute-Volta ou le Togo, où un seul parti émerge, étend son action, élimine les opposants et s'institue finalement parti unique. C'est donc le parti unique qui est chargé de résoudre les difficultés posées par le tribalisme⁸³. Est-ce dire que son action est toujours positive et atteint son but ?

3. *Parti unique et tribalisme.*

A priori, le parti unique est une institution efficace pour réduire les antagonismes tribaux. En son sein, il est facile d'assurer la coopération des différents groupes, en créant notamment le senti-

82. C'est ainsi qu'en février-mars 1958, le R.D.D. s'allie à l'U.D.D. dans un éphémère Front d'action démocratique et en novembre 1959, il tente une fusion, tout aussi éphémère, dans un Parti populaire du Dahomey créé à l'initiative de M. Emile Derlin Zinsou.

83. Lors du Congrès du P.P.T. à Fort-Archambault, en janvier 1963, M. Tombalbaye estimait que l'avantage du parti unique « tel que nous le concevons, au stade actuel de notre évolution politique, et c'est peut être l'argument le plus fort, est qu'il évite le greffage d'idéologies particularistes à l'échelon des ethnies » (cité par L.V. THOMAS, *Le socialisme et l'Afrique*, Paris, Le livre africain, t. II, p. 109).

Pour sa part M. Sékou Touré affirme nettement la nécessité « de structures nationales qui unissent, mobilisent et font agir en harmonie toutes les couches sociales de la Nation, voilà un minimum de facteurs indispensables à l'élimination de toutes les formes de tribalisme, de tous les comportements racistes et donc favorables à la consolidation de la Nation » (*L'Afrique et la Révolution*, t. XIII, p. 119).

ment d'appartenance à un même ensemble politique. En fait, cet objectif n'est pas toujours atteint. Non seulement la tribalisme résiste à l'avènement du parti unique, mais il arrive que celui-ci utilise celui-là pour renforcer son pouvoir.

a) Le tribalisme résiste au parti unique.

La persistance du phénomène tribal est facile à constater dans les régimes de parti unique. Dans une étude sur les difficultés spécifiques du socialisme en Afrique, M. Depinay note que le Mali, où le parti unique est l'un des mieux organisés, n'échappe pas à la règle générale⁸⁴. L'auteur déclare pouvoir citer des villes où la rivalité Peuhl-Dogon a paralysé toute initiative positive pendant plusieurs années. Il a fallu qu'un membre du bureau politique de l'Union soudanaise aille rappeler aux intéressés qu'ils étaient maliens avant d'être Dogon ou Peuhl. Encore faut-il noter que ce membre du bureau politique appartenait à une troisième ethnie, ce qui facilitait son rôle d'arbitre. Dans un discours prononcé le 13 novembre 1963 dans la circonscription de Diré où l'unité politique semblait être atteinte, M. Modibo Keita ajoutait : « Hélas, dans certaines régions à travers la République du Mali, l'unité politique réelle, effective, n'a pu encore se réaliser. Et ce que nous souhaitons, c'est qu'anciens R.D.A. et anciens P.R.A.⁸⁵ puissent transcender leurs rancœurs nées de la lutte passée et, à l'exemple des camarades de Diré, se donner la main pour réaliser l'unité politique sans laquelle la construction nationale connaîtra des aléas⁸⁶. » Au Sénégal, on déclare qu'il y a incompatibilité entre l'adhésion à l'U.P.S. et l'appartenance à une organisation reposant sur des bases ethniques ou religieuses. Mais, le principe étant posé, il est évident

84. Cf. DEPINAY, « Les difficultés... », *op. cit.* Ce point de vue est corroboré par A.R. Zolberg qui écrit encore plus nettement que l'Union soudanaise n'est pas seulement un parti de masse typique, mais aussi une alliance des principaux leaders régionaux, dont certains tiennent leurs leadership du statut traditionnel, tout comme Modibo Keita lui-même (« The political revival of Mali », *The World To day*, avril 1965, p. 155). A. Meister parvient à des conclusions identiques à propos de l'Afrique orientale où il constate : « Certes, le parti unique supprime une opposition éventuelle de certaines ethnies, mais dans les conditions où il s'est implanté dans nos trois pays (il s'agit du Kenya, du Tanganyka et de l'Ouganda), les ethnies continuent d'être représentées, défendues et permettent même une opposition grâce à l'élection au suffrage populaire des représentants du peuple et aux rapports de clientèle qui les unissent à leur électorat. » (*op. cit.*, p. 285.) Aussi on ne peut être que sceptique en entendant les responsables centrafricains proclamer en mai 1963, après une mission d'information à travers le pays : « La constatation majeure de cette mission est que l'union règne dans ce pays. Il n'existe pas de trace de la moindre division tribale ou politique. Le M.E.S.A.N. a fait l'unanimité. » (Discours de Adama Tamboux, président de l'Assemblée nationale, lors de la clôture de la première session, le 6 mai 1963.)

85. Il fait allusion aux dissensions datant de l'époque de la brève fédération du Mali.

86. Cf. M. KERTA, *Discours et interventions*, *op. cit.*, p. 239.

que, dans la pratique, son application est extrêmement difficile. Aussi faut-il remarquer, avec M. Lavroff, que l'U.P.S. accepte l'adhésion de citoyens qui sont membres d'associations particularistes ; l'auteur cite, à titre d'exemples, l'association des Lebous du Cap-Vert, celle des Toucouleurs, la confrérie des Mourides⁸⁷. Au Tchad, le président Tombalbaye devait s'exclamer ainsi : « Le fléau de l'Afrique se résume en un seul mot : le tribalisme... »

C'est que l'appartenance ethnique ou tribale n'est pas une question de simple étiquette comme l'appartenance politique. Elle est quelque chose de plus profond et permanent : un type physique, une langue, une manière de penser ; elle fait revivre tout un passé ; parfois bien des empires qui se sont succédés en Afrique en s'appuyant tour à tour sur ces diverses ethnies, ne sont pas oubliés ; chacun se souvient que ses ancêtres ont régné sur le voisin et comprend difficilement maintenant que ce dernier vienne le gouverner. Le parti unique ne peut faire abstraction de ces données. Ainsi, la lutte contre les chefferies, même lorsqu'elle fut systématique, dut en réalité composer avec certains de ses représentants, et le Parti démocratique de Guinée ne rallia ces derniers qu'en les intégrant dans ses rangs. Cette solution peut soulever évidemment des problèmes, notamment celui de la querelle des générations opposant les jeunes militants aux vénérables chefs coutumiers. C'est dire que la solution aux divisions tribales — lorsqu'elle est effective et ne constitue pas un camouflage — suscite d'autres tensions ou d'autres clivages qu'il faut ensuite surmonter. Mais il faut bien constater que tous les partis uniques sont loin de réaliser de tels objectifs⁸⁸.

87. Cf. D.G. LAVROFF, *La République du Sénégal*, op. cit., p. 212.

88. Certains observateurs expriment d'ailleurs, un avis différent sur ce point, en écrivant, à propos de l'intégration politique en Afrique, que le pluralisme racial et tribal contribue au développement d'une société de compétition et « qu'un pluralisme aussi riche rend la dictature moins probable en instituant des contrepoids qui ne peuvent être réduits dans un système simplement autoritaire » (cf. G.A. ALMOND et J. COLEMAN (ed), *The politics of developing areas*, p. 368.) Ils en concluent que le tribalisme empêcherait les pays africains d'épouser une forme d'organisation totalitaire de la société, du moins il en rendrait l'établissement difficile. Il y a certainement une grande part de vérité dans cette remarque qui explique en partie l'échec actuel et temporaire — pour l'avenir, on ne peut rien affirmer — de partis de type totalitaire ; elle explique aussi pourquoi le parti unique africain essaie d'utiliser le tribalisme.

TABLEAU VII

TABLEAU DES PRINCIPALES ETHNIES
DANS LES ETATS D'EXPRESSION FRANÇAISE
(Chiffres très approximatifs)

CAMEROUN		MADAGASCAR	
Bamilékés	400 000	Merina	1 300 000
Peuhls	300 000	Betsimisarakas	770 000
Bassa et Bakoko	190 000	Betsileo	650 000
Maka	115 000	Tsihimety	350 000
Massa	80 000	Sakalave	320 000
Toupouri	80 000		
Bamou	75 000		
Baya	66 000		
Matakam	60 000		
CONGO		MALI	
Bakongo	350 000	Bambaras	1 000 000
Batéks	150 000	Peuhls	450 000
M'bochis	100 000	Senoufos Miniankas ..	350 000
COTE D'IVOIRE		Markas	250 000
Baoulés	600 000	Sonrhais	230 000
Mandés	500 000	Malinkés	200 000
Senoufos	350 000	Touaregs	200 000
DAHOMÉY		Dogons	130 000
Fons	850 000	Bobos	90 000
Adjas	250 000	Dioulas	40 000
Baribas	160 000		
Nagots ou Yoroubas ..	150 000		
Sombas	85 000		
Peuhls	70 000		
GABON		MAURITANIE	
Fang	160 000	Maures	800 000
Eshira	100 000	Toucouleurs	75 000
Adouma	60 000	Peuhls	45 000
Okandés	25 000	Sarakollés	35 000
Batéks	15 000		
GUINÉE		NIGER	
Peuhls	1 000 000	Haoussas	1 350 000
Malinkés	525 000	Djerma sonrhais	600 000
Soussous	220 000	Peuhls	440 000
Kissiens	160 000	Touaregs	330 000
Guerzés	145 000		
HAUTE-VOLTA		SÉNÉGAL	
Mossis	1 700 000	Ouolofs	700 000
Bobos	275 000	Peuhls	320 000
Gourounsis	180 000	Sérères	300 000
Lobis	100 000	Toucouleurs	150 000
Boussancés	120 000	Diolas	110 000
Samos	100 000	Mandingues	90 000
Markas	100 000		
Dioulas	35 000		
		TCHAD	
		Saras	
		Peuhls	
		Arabes	
		TOGO	
		Ewés	180 000
		Cabrais	170 000
		Ouatchis	150 000
		Minas	55 000
		Lossos	50 000
		Gourmas	50 000
		Makas	50 000
		Cotocolis	45 000
		Akpossos et Akéssous..	40 000

b) Le parti unique utilise le tribalisme.

Si le parti unique tente de surmonter les clivages tribaux, il peut aussi les utiliser dans le but de mieux asseoir son pouvoir, soit de façon discrète et avec une certaine gêne — car le principe est la condamnation du tribalisme — soit de manière plus nette et plus franche.

S'attachant à l'étude des effets de la structure d'un parti politique sur l'intégration nationale, A.R. Zolberg a pris comme exemple le Parti démocratique de Côte d'Ivoire⁸⁹. Il découvre qu'un parti peut contribuer à cette intégration dans un secteur déterminé et, en même temps, la freiner dans d'autres secteurs. Ainsi, le P.D.C.I. a permis à ses leaders d'établir des liens remplaçant ceux de la tradition ; il a facilité le transfert de la puissance politique détenue précédemment par les autorités coutumières, vers les organes centraux du gouvernement moderne. Mais, par ailleurs, les cellules de base du parti ont maintenu, et même renforcé, la solidarité des liens tribaux et familiaux.

Le grand quartier africain de Treichville à Abidjan, compte 70 000 personnes environ qui se répartissent en 108 groupes ethniques. Mais, contrairement à ce qui se passe en général, Treichville n'est pas pour autant divisé en sections tribales ; les contacts de voisinage se font entre groupes, entre membres d'un groupe et d'un autre, plutôt qu'à l'intérieur des groupes. La population composée surtout d'ouvriers et d'employés est souvent soumise à des influences extérieures modernes qui font naître ainsi des rapports nouveaux non basés sur l'appartenance ethnique ; il y a un « brassage » des habitants du quartier qui les détache des solidarités traditionnelles et, avant l'indépendance, l'administration avait dissous les chefferies de quartiers. Or, le P.D.C.I. a divisé Treichville en sous-comités ethniques et restauré ainsi les clivages traditionnels. Pour justifier cette mesure, il rappelle l'époque où il était illégal : l'unité de base devait alors être une unité de combat ; le parti avait besoin d'un réseau de communications efficace, dans chaque dialecte et chaque ethnie ; il fallait des unités homogènes pour vendre les cartes de membres, recueillir les cotisations, convaincre les récalcitrants... Il estime donc que pour parvenir à une même efficacité, il faut utiliser la même méthode d'organisation. Mais cette référence au passé ne saurait cacher la réalité d'aujourd'hui : un vaste quartier prolétarien fait peur au gouvernement car il pourrait lui créer de sérieuses difficultés s'il s'organisait ; pour éviter cette organisation, le P.D.C.I. utilise le facteur tribal.

C'est ainsi que Treichville compte 177 sous-comités particularistes dont les meetings ne réunissent que les membres du groupe tribal ; il n'y a aucune liaison à la base entre les différents quar-

89. Cf. A.R. ZOLBERG, « Effets de la structure d'un parti politique sur l'intégration nationale », *Cahiers d'Etudes africaines*, oct. 1960 et *One-party government in the Ivory-Coast*, op. cit.

tiers ; chaque chef de quartier ne se préoccupe que de ses partisans et les consultations électorales encouragent un choix fondé sur la représentation tribale⁹⁰. De plus les chefs des sous-comités occupent, depuis plusieurs années, une position importante dans la hiérarchie du parti et s'opposeraient à tout projet de réforme qui remettrait en cause ce principe d'organisation ; ils considéreraient une telle réforme comme une atteinte au prestige et à l'influence qu'ils ont acquis et — mieux encore — du fait qu'ils doivent leur poste actuel au soutien de leurs frères de race, ils se défendraient en arguant de la défense de ces derniers. Ayant ainsi institutionnalisé les clivages ethniques, le P.D.C.I. se heurterait certainement à de sérieuses difficultés s'il tentait d'y mettre fin, comme l'y invite une résolution du congrès de 1959 encore inappliquée. Certes, il semble, selon le témoignage de M. Philippe Yace, secrétaire général du P.D.C.I., que les comités ethniques n'existent qu'à Abidjan⁹¹ ; en tout cas, il faut nuancer l'affirmation selon laquelle le parti unique supprime les oppositions ethniques en supprimant les partis politiques adverses ; il ne peut, actuellement, qu'empêcher leur cristallisation, leur exploitation dans le but unique de gêner l'action gouvernementale et réduire leur intensité afin d'éviter des affrontements. Il faut reconnaître que le fait d'éviter des affrontements — lorsqu'il y parvient ce qui n'est pas toujours le cas — est déjà un point à l'actif du parti unique dont la prétention est d'arriver à une collaboration entre les différents groupes de la nation.

B. — *L'opposition régionale, culturelle, religieuse.*

L'opposition régionale se confond souvent avec l'opposition ethnique dans la mesure où les ethnies sont localisées et dominant tel ou tel secteur géographique. Cependant les rivalités ethniques opposent généralement une ethnie à une autre en tant que telle : le M'Bochi s'oppose au Balali, le Bassa s'oppose au Bamiléké, etc. L'opposition régionale revêt un aspect plus global car elle consiste essentiellement dans la double opposition suivante : le Nord contre le Sud, la Côte contre l'Intérieur. De multiples ethnies se trouvent ainsi de part et d'autre, formant deux grands groupes opposés ; c'est à l'intérieur de ces groupes que l'on retrouve évidemment les querelles proprement tribales.

1. *L'antagonisme Nord-Sud* constitue un trait structurel fondamental de la plupart des Etats de l'Afrique tropicale. En effet, on

90. Seydou Madani Sy (*op. cit.*, p. 170) semble confirmer la pratique courante de ce choix en signalant à propos des élections législatives que le Bureau politique du P.D.C.I. demande aux groupes ethniques importants, par l'intermédiaire de leurs chefs coutumiers, de proposer des noms.

Pourtant l'article 6 de la Constitution ivoirienne stipule : « Toute propagande particulariste de caractère racial, toute manifestation de discrimination raciale sont punies par la loi. »

91. Témoignage recueilli par Seydou Madani Sx, *op. cit.*, p. 150.

peut remarquer que généralement le Nord est plus riche que le Sud ; cette disparité vient se greffer sur les distinctions ethniques auxquelles elle confère alors une signification politique. Comme l'écrit M. Buchmann : « Là où une portion importante de la richesse présente ou potentielle d'un pays est contrôlée par une unité ethnique donnée (...) la politique de pression économique et la tribale se combinent ⁹². » De plus, du fait de la géographie et de l'histoire, il existe en Afrique tropicale une stratification Nord-Sud des sociétés politiques, car selon M. Le Cornec, les pays de savanes sèches ont été les plus évolués dans les formes pré-démocratiques, sultanats, confédérations et empires, par rapport aux pays boisés et humides constitués en villages, clans et tribus, sous l'autorité de roitelets multiples ⁹³. Ces données expliquent à la fois la profondeur et l'acuité des oppositions politiques et leurs répercussions au niveau de l'unité nationale.

Un antagonisme identique se retrouve dans les pays riverains de l'Océan, mais *il oppose cette fois la zone côtière à la zone intérieure*. Ainsi, au Dahomey et au Togo, les populations côtières, plus évoluées, vivent en médiocre intelligence avec les populations de l'intérieur. Cette situation a pour conséquence d'obliger les partis à se présenter sous des étiquettes différentes suivant les régions, s'ils veulent en obtenir l'audience. A Madagascar, l'opposition entre la côte et l'intérieur prend un aspect encore plus tranché en raison de sa relation avec l'histoire. En effet, jusqu'à la conquête française, les Merinas, ce qui veut dire en malgache « ceux des hauteurs ou des hauts-plateaux » dominaient les « côtiers ». Il en résultait une rancune des uns à l'égard des autres que la puissance coloniale a toujours maintenue. Aussi, au moment où l'île allait devenir indépendante, les côtiers eurent peur que les Merinas ne retrouvent leur prépondérance ⁹⁴. Cette crainte ne se réalisa pas, car c'est le parti des côtiers — le parti socialiste démocrate de M. Tsiranana — qui l'emporta ; mais en face de lui, le seul parti faisant figure d'adversaire sérieux est l'A.K.F.M. représentant les hauts-plateaux.

L'antagonisme régional n'est pas un phénomène simple ; il se combine avec les facteurs ethniques, mais aussi avec les facteurs religieux et culturel.

92. Cf. J. BUCHMANN, *L'Afrique noire indépendante*, p. 58. L'auteur cite, à titre d'exemples, les cas du Cameroun, du Ghana, du Libéria, du Ruanda et du Burundi.

93. Cf. J. LE CORNEC, *Histoire politique du Tchad*, p. 4.

94. M. Decraene rapporte ces propos tenus par les côtiers : « Quand les Vasahas (les Blancs) seront partis, les Merinas commanderont. » Cf. *Le Monde* du 21 mai 1964.

M. Luchaire estime que « toute la vie politique malgache repose sur le fait que les Merinas constituent le groupe ethnique relativement le plus nombreux (le quart de la population), sans disposer de la majorité absolue : actuellement, l'union des « côtiers » place les Merinas — la population la plus scolarisée — dans une situation minoritaire » (*Droit d'Outre-Mer et de la Coopération*, p. 320).

2. *Les tensions religieuses et culturelles* sont en elles-mêmes normales et propres à toute nation moderne. En Afrique noire, on les retrouve entre l'islam, le catholicisme, le protestantisme et l'animisme dont les influences s'exercent diversement, notamment sur le plan politique. Sans aller jusqu'à faire de l'antagonisme entre la poussée musulmane et la poussée chrétienne le facteur décisif de l'évolution du continent africain⁹⁵, il faut reconnaître que ce clivage domine parfois la vie politique de certains Etats. En Guinée, l'opposition entre la zone littorale et la zone intérieure correspond à celle entre la zone chrétienne et la zone musulmane ; au Cameroun, les chefs Foulbé islamisés du nord supportent mal de vivre au sein d'un même Etat et sur un pied d'égalité avec les populations chrétiennes du sud ; on peut rapprocher d'une telle situation le Tchad où les nomades musulmans du nord sont en conflit ouvert avec les éléments méridionaux qualifiés de païens. Or, de telles oppositions se manifestent dans le système des partis ; nombre d'entre ces derniers ne sont souvent que l'expression de zones, de sectes, de minorités réfractaires qui gênent l'unification des pays.

Diversité culturelle et religieuse, morcellement ethnique et tribal, diversité régionale, tels sont les éléments de l'hétérogénéité foncière de la société négro-africaine que les adversaires politiques ne manquent pas d'exploiter. Mais l'opposition ne se contente pas seulement d'épouser ces querelles et ces divisions — reproche déjà très grave qui peut entraîner son interdiction — elle n'hésite pas à recourir à la démagogie, cette maladie des jeunes Etats.

II. — *L'opposition et la démagogie.*

Unifier et construire ne vont pas sans mesures impopulaires. Comment les gouvernements africains oseraient-ils prendre de telles mesures, s'ils sont menacés, sans cesse, par une opposition organisée qui aurait recours à une facile démagogie pour leur aliéner une population mal informée ? Tel est le raisonnement tenu invariablement par les dirigeants africains à ceux qui critiquent le parti unique. Essayons de voir si une telle manière d'aborder le problème est satisfaisante.

A. — *La démagogie est un danger réel.*

L'expérience quotidienne montre que le multipartisme cède facilement, sinon naturellement à la démagogie ; l'on sait que c'est là le reproche essentiel fait aux partis politiques français

95. Ce que fait M. LEBRUN-KERIS dans son ouvrage publié sous le titre *Afrique quel sera ton visage ?* Paris, Editions Fleurus, 1963. Il faut remarquer que tous les Etats sont laïques à l'exception de la République Islamique de Mauritanie qui fait de l'Islam la religion du peuple mauritanien tout en reconnaissant la liberté des cultes.

Sur l'Islam en Afrique noire, cf. V. MONTEIL, *L'Islam noir*, Paris, Seuil, 1964, 368 p. et J.C. FROELICH, *Les musulmans d'Afrique noire*, Paris, ed. de l'Orante, 1962, 407 p.

qu'on oppose traditionnellement aux deux partis anglo-saxons qui sont beaucoup moins libres lorsqu'ils sont tour à tour dans l'opposition, car ils sont amenés, un jour ou l'autre, à exercer le pouvoir et par conséquent à réaliser le programme qu'ils défendent.

S'agissant de l'Afrique noire d'expression française, il faut bien se rappeler que les hommes politiques ont généralement « fait leurs classes » dans les partis métropolitains qui n'ont jamais donné le bon exemple avec leur goût de la critique systématique et des promesses impossibles. Ce comportement politique empêche l'opposition de considérer avec réalisme les tâches du gouvernement ; bien loin de renseigner l'opinion sur ces tâches ou de formuler des solutions concrètes de rechange, l'opposition dissimule à l'opinion les nécessités du gouvernement. Cette tendance est aggravée par le caractère très minoritaire des partis : représentant des petits groupes et sachant qu'ils ne pourraient pas parvenir (constitutionnellement) au pouvoir, ils ne sont que plus à l'aise pour les entreprises démagogiques. Les conclusions de M. Duverger, dans son ouvrage classique sur les partis politiques, sont ici exactement vérifiées : « Exprimant une opinion qui se sent isolée dans la Nation, et faible, ils (les partis minoritaires) sont portés à une attitude de protestation et d'intransigeance, par le même mécanisme psychologique qui conduit du complexe d'infériorité à l'agressivité... Quand ils s'appuient sur une fraction de population homogène et solide — minorité géographique ou minorité religieuse — cette tendance est encore plus accentuée, car la surenchère et la violence sont des moyens de conserver leur clientèle de base, de maintenir leur séparation par rapport à la communauté nationale, de garder pure leur originalité et leur hétérodoxie ⁹⁶. » Dans ces conditions, la liberté de discussion et d'opposition aboutit nécessairement à limiter l'effort que le parti au pouvoir peut demander à la population ; elle tend à faire croire au peuple qu'on exige de lui des sacrifices trop lourds et qu'on pourrait faire mieux à meilleur compte... Que cette opposition soit le fait d'intellectuels plus ou moins sincères, de chefs féodaux ou de tribus, elle aboutit à retrancher une partie du peuple de l'effort demandé à la communauté nationale.

Aux dires de M. Sékou Touré et du P.D.G., « il n'y a pas de place pour une opposition dont la tactique servira uniquement à divertir les énergies populaires des tâches à réaliser ». La plupart des dirigeants africains ne reconnaissent d'opposition que « constructive ». L'interprète le plus autorisé de cette conception est M. Léopold Senghor. Pour le chef de l'Etat sénégalais, les droits de la minorité doivent être respectés, mais à condition qu'elle honore ses devoirs ; le rôle de l'opposition est, certes, de critiquer, « mais critique est esprit critique, non esprit *de* critique, dénigrement systématique. La critique doit être constructive en démo-

96. Cf. M. DUVERGER, *Les partis politiques*, 1961, p. 327.

cratie, servir l'intérêt général, non les intérêts de clans⁹⁷ ». Elle doit poursuivre le même but que le parti majoritaire qui « est d'empêcher la cristallisation de groupes sociaux en classes antagonistes », car son rôle est « d'être la conscience des gouvernements et des partis majoritaires⁹⁸ ». Ce point de vue est parfois partagé par les opposants eux-mêmes, comme le montre, en Mauritanie, le communiqué de cinq dirigeants du parti *Nahda* après leur libération consécutive à une mise en résidence surveillée : Ils « appellent de tous leurs vœux la possibilité d'entrer dans une opposition constructive et dans un cadre strictement national⁹⁹ ».

Cette conception de l'opposition est très séduisante, trop même, car étant donné la situation en Afrique, une telle conception de l'opposition ne peut constituer qu'un souhait, qu'un idéal ; l'on peut se demander si le parti gouvernemental qui pose une telle exigence ne fait pas précisément de la démagogie et ne met pas celle-ci au service du parti unique.

B. — *La démagogie au service du parti unique.*

Effectivement, il est légitime de s'interroger sur l'exigence d'une opposition « constructive » pour savoir si elle n'est pas chargée d'arrières-pensées. Sachant qu'une telle exigence est impossible à remplir présentement, les chefs des jeunes Etats en font la condition *sine qua non* de l'opposition ; il est alors loisible d'interdire tous les partis adversaires du pouvoir, en les accusant du péché suprême : ils ne sont « pas constructifs », ils sont démagogues.

En Côte d'Ivoire, dès 1959, M. Houphouët-Boigny définissait les limites à l'intérieur desquelles l'existence d'une opposition serait tolérée. Au cours des débats de l'Assemblée constituante du 26 mars 1959, il a déclaré en substance : « Pour autant que cela me concerne, je ne suis pas contre toute opposition. J'ai défini le cadre à l'intérieur duquel elle peut agir. Dans le cadre de la Communauté que nous avons librement choisie, il y a de la place pour une politique d'opposition, mais pas au-dehors. Aussi longtemps que les masses nous font confiance, nous n'accepterons aucune opposition ou aucun parti qui remet en question le régime que nous avons librement choisi. Cela étant admis, je répète qu'il y a place pour une opposition. » La porte laissée ainsi ouverte à l'opposition n'est-elle pas si étroite qu'elle condamne d'avance son existence, notamment lorsque l'on sait l'assimilation fort large

97. Cf. *Nation et voie...*, op. cit., p. 75.

98. *Id.*, p. 117. En Côte d'Ivoire, la même idée est énoncée sous une autre forme par les responsables ivoiriens qui estiment qu'une opposition peut être nécessaire pour un parti, à condition qu'elle soit stimulante par son action (cf. *Débats de l'Assemblée législative*, n° 8, 1959, p. 108).

99. Communiqué de février 1961, in *Chronologie politique africaine*, 1961, n° 1.

faite entre toute critique sérieuse et la critique ou remise en question du régime ?

Par ailleurs, est-il vrai que le parti unique met fin à la démagogie ? Cela ne semble point l'avis des observateurs de la vie politique africaine, tel le professeur Debbasch qui écrit : « il n'est pas certain que le parti unique soit en lui-même un moyen de résistance contre la démagogie. Dans certaines circonstances il la favorise même¹⁰⁰. » Observons, pour notre part, qu'il ne la favorise peut être pas, mais qu'il la pratique d'une manière plus mesurée, moins effrénée car il y a, d'une part, absence de concurrence dans la démagogie, d'autre part, un risque de devoir rendre des comptes et établir un bilan entre les promesses faites et les réalisations.

III. — *L'opposition et l'illégalité.*

Particulariste, démagogique, l'opposition est accusée enfin d'user de moyens illégaux. Là encore il faut partir d'une constatation : le drame de l'Afrique est qu'il est difficile de savoir où finit l'action légale et où commence l'action illégale, où finit l'opposition et où commence la subversion. Il faut rappeler, à ce propos, la remarque de M. Buchmann selon laquelle « ce n'est peut-être pas par hasard que le mot opposition n'a pas, dans les langues africaines, d'équivalent exact, le plus proche étant ennemi, ennemi en armes¹⁰¹ » ; le souvenir des vieilles luttes est toujours contraignant et l'adversaire politique est confondu avec l'ennemi héréditaire. Les partis politiques ne négligent pas l'utilisation de ce contexte qui affecte leur action de trois maux majeurs : le recours à la violence, l'appel à la sécession, l'appel au soutien étranger.

A. — *L'usage de la violence.*

Des troubles ont agité presque toutes les républiques d'expression française et ont souvent entraîné de graves conséquences pour les personnes et les biens. Dans deux d'entre elles, ils ont atteint de telles proportions qu'ils ont mis en cause l'Etat lui-même.

Il s'agit en premier lieu, du Congo où une bataille rangée opposa, nous le savons, les deux partis les plus importants du pays animés par MM. Opangault et Youlou et soutenus respectivement par les ethnies M'Bochi et Bacongo ; après quatre jours d'émeutes à Brazzaville, du 16 au 20 février 1959, on dénombra plus de 100 morts, près de 200 blessés et plus de 350 cases détruites. Il fallut l'intervention de l'armée française pour mettre fin aux affrontements et rétablir l'ordre, un ordre précaire en vérité tant que les deux partis rivaux — et derrière eux les races ennemies — n'auront pas renoncé à défendre leurs prétentions par

100. Cf. article in *Jeune Afrique*, n° 132, 29 avril-5 mars 1963.
« L'Afrique est-elle vouée aux coups d'Etat ? »

101. *Op. cit.*, p. 346.

la force. Il faut attendre l'année 1961 pour voir s'effacer les menaces de guerre civile et se dessiner une union nationale qui intègre l'opposition et emprunte la voie du parti unique. Il s'agit, en second lieu, du Cameroun où l'opposition, menée par l'Union des populations camerounaises, tient le maquis depuis de longues années et mène une véritable guerre civile contre le gouvernement de M. Ahidjo. Ici, la révolte trouve son **origine dans la conjonction** d'une opposition de nature politique — l'U.P.C. se réclame d'une doctrine politique intransigeante inspirée du marxisme — et d'une opposition de nature tribale, la lutte est menée en pays bamiléké et semble avoir rarement franchi cette limite tribale. A un moment donné, elle a semblé menacer le pouvoir établi, mais depuis la mort des principaux leaders (soit au maquis, soit par exécution après condamnation), et le morcellement du mouvement en plusieurs fractions hostiles les unes aux autres (notamment tendance pro-chinoise et tendance pro-soviétique), la révolte armée est en voie d'extinction.

D'autres Etats ont, parfois, annoncé l'existence de maquis ou des essais de création de groupements armés, à l'initiative d'anciens partis interdits ou de nouveaux partis clandestins ; mais, en l'état actuel de nos renseignements, il est difficile de vérifier l'exactitude de ces allégations qui ont aussi pour but d'accuser les opposants de requérir le soutien étranger ou d'appeler à la sécession.

B. — *L'appel à la sécession.*

L'appel à la sécession trouve des échos dans de nombreux Etats africains, plus particulièrement, parmi les territoires musulmans du nord du Mali, du Niger, parmi certaines populations noires de la Mauritanie, parmi certaines ethnies du Cameroun et du Togo où l'irrédentisme des Ewé est très connu. Mais, c'est le Tchad qui offre le meilleur exemple d'un usage politique et parlementaire d'un tel appel à la sécession. Au début de l'année 1959, alors que le Tchad allait franchir le premier pas vers l'indépendance, le gouvernement de M. Gabriel Lisette est mis en minorité à l'Assemblée territoriale. Les députés partisans de M. Lisette furent mécontents du déroulement assez singulier des événements qui aboutissaient à l'élimination de leur leader ; en effet, la motion de censure était intervenue alors que le chef du gouvernement et un certain nombre de parlementaires de son parti étaient absents, en voyage à Paris. Ces députés entreprirent donc de gêner le nouveau gouvernement, d'abord en refusant toute espèce de collaboration, puis en « boycottant » pratiquement le parlement par le refus d'y siéger, enfin en se retirant dans leurs circonscriptions respectives, au sud du pays, d'où ils lancent une motion « autonomiste » ou scissionniste ¹⁰². Dans cette motion, ils estiment devoir se désolidariser de la

102. Dans l'exposé du déroulement des événements, nous suivons de très près les développements de J. LE CORNEC, *Histoire politique du Tchad*, p. 235 et suiv.

République du Tchad, « proclament les régions intéressées (Logone, Moyen-Chari et Mayo-Kebbi) être constituées en Etat autonome membre de la Communauté », se considèrent comme étant les membres de l'Assemblée Constituante du nouvel Etat, s'engagent à former un gouvernement provisoire et demandent la désignation auprès de celui-ci d'un représentant de la Communauté ; de même ils considèrent l'Assemblée législative du Tchad comme une « assemblée fédérale des Etats du Nord et du Sud de l'Union ». Certes les signataires de cette motion n'étaient qu'un nombre de 18 et leur leader, — le chef du P.P.T., M. Lisette — n'était pas du nombre ; mais elle menaçait l'unité de la jeune République et donnait à la crise politique tchadienne une gravité inattendue qui trouva finalement sa solution dans un changement de gouvernement, après intervention des autorités de la Communauté.

C. — *Le soutien étranger.*

Les partis sont tentés de chercher un soutien à l'étranger pour donner plus d'efficacité à leur action ; ce soutien peut être d'origine extérieure au continent ou provenir des pays voisins.

Le soutien extérieur au continent vient évidemment soit de l'Est, soit de l'Ouest, que le parti gouvernemental n'hésite pas à mettre en cause assez facilement pour réveiller le sentiment national et discréditer l'opposition¹⁰³. Il est bien connu que les partis d'extrême gauche bénéficient d'une attention particulière des pays socialistes, ce qui entraîne parfois une assimilation abusive ou maladroite entre opposants et communistes. Dans une déclaration faite à la presse le 17 janvier 1961, le chef de l'Etat malgache, M. Tsiranana, affirmait ainsi : « Il n'y pas de danger communiste à Madagascar... Mais il y a dans notre pays des communistes qui se camouflent dans un parti, celui du Congrès de l'indépendance (A.K.F.M.) » ; rappelons cependant que ce parti est le seul à représenter une opposition sérieuse et que son organisation comme sa doctrine n'ont rien qui puisse évoquer une organisation communiste. Même au Sénégal et en Guinée, MM. Senghor et Touré sont amenés à dénoncer l'opposition qui « sous couvert d'idéologie se met au service de l'étranger » et porte atteinte à la sûreté de l'Etat. Il est vrai que, dans ces deux cas, le soutien de l'étranger est plausible car, au Sénégal, il existe un parti d'obédience marxiste (le

103. Quand les responsables africains ne peuvent apporter la preuve du soutien, ils déclarent que l'opposition est influencée, « téléguidée » de l'extérieur. Au Sénégal, M. Senghor adresse un tel reproche même aux étudiants en grève : « Les étudiants ne faisaient que répéter des mots d'ordre venus d'ailleurs, venus de l'étranger... J'ai remarqué une baisse de la liberté intellectuelle, du courage intellectuel... nos jeunes d'aujourd'hui ne savent plus être indépendants et ils nous traitent de valets de l'impérialisme. Nous voudrions tout simplement qu'ils fussent les serviteurs de l'Afrique. Voilà la crise. » Interview à l'Afrique actuelle, août-septembre 1966, p. 29.

P.A.I.) qui semble effectivement bénéficier de l'aide des pays socialistes et du parti communiste français ; en Guinée, après l'établissement de rapports très étroits avec l'U.R.S.S., l'ambassadeur soviétique fut accusé d'avoir aidé les auteurs du complot de novembre 1961 dit « complot des enseignants » et il dû quitter la Guinée¹⁰⁴. De l'autre côté, le soutien de l'Ouest joue en faveur des partis conservateurs, du fait notamment que les chefferies ont tendance à faire appel à l'ancienne métropole en pensant que leurs intérêts respectifs se rejoignent et méritent d'être défendus. Au Mali, les manifestations des commerçants, en juillet 1962, en guise de protestation contre l'institution d'une monnaie nationale et le retrait de la zone franc, furent considérées comme un complot animé de l'étranger ; nous avons vu que deux leaders de l'opposition furent arrêtés, jugés et condamnés comme responsables du complot.

Au sein même du continent, s'il n'est pas toujours facile de faire la part entre les accusations vraies ou fausses, on peut toutefois constater que le soutien offert à l'opposition est utilisé comme une arme politique à l'égard du voisin. Pendant longtemps le Ghana et la Guinée furent considérés comme des centres de subversion parce qu'ils accordaient soit leur aide, soit leur sympathie aux opposants de gauche ; le Ghana — qui soutenait, il est vrai, toute opposition susceptible de gêner les autorités en place, y compris les revendications du Roi du Sanwi à l'égard de la Côte d'Ivoire — eut même à se disculper en octobre 1965, à la veille de la réunion de l'O.U.A. à Accra, afin que celle-ci ait lieu en présence des chefs des Etats du Conseil de l'Entente. Cette crainte de la subversion organisée par le voisin a fait l'objet d'amples débats lors de la conférence constitutive de l'O.U.A. à Addis-Abéba, du 22 au 26 mai 1963. Au nom du Niger, M. Diori Hamani estimait l'unité africaine impossible, « aussi longtemps que la subversion sera portée par un pays africain dans un autre pays africain » ; M. Houphouët-Boigny ajoutait : « La Conférence doit définir à ce sujet une attitude claire, sans quoi l'Afrique tombera dans les soi-disant révolutions ». Les chefs d'Etat semblent avoir entendu le leader ivoirien puisque l'art. 3 de la Charte qui fixe les principes de l'O.U.A., porte « condamnation sans réserve de l'assassinat politique ainsi que des activités subversives par des Etats voisins ou tous autres Etats ».

Le problème a dominé les débats de la conférence annuelle des chefs d'Etat en Octobre 1965 à Accra. En effet certains pays¹⁰⁵ accusaient le Ghana d'accorder son appui à des éléments subversifs réfugiés sur son territoire et subordonnaient leur participation à la conférence à l'expulsion des opposants et à la dissolution des camps d'entraînement. Les débats, malgré l'absence des pays inté-

104. Cf. sur ce point, B. AMEILLON, *op. cit.*, p. 179 et suiv.

105. Côte d'Ivoire, Dahomey, Niger, Haute-Volta, Togo. Ces pays ainsi que le Gabon, le Tchad et Madagascar ne participèrent pas finalement à la conférence tenue du 21 au 25 octobre 1965.

ressés, prirent une tournure assez vive pour se traduire finalement par une déclaration affirmant les points suivants : les Etats s'engagent à ne tolérer aucune forme de subversion à partir d'un pays africain contre un autre ; ils s'interdisent d'utiliser les campagnes de presse et de radio qui aggravent les différends ; enfin ils s'engagent à observer vis-vis des réfugiés politiques les principes du droit international et à encourager le retour des autres réfugiés en accord avec eux et le pays d'origine¹⁰⁶. Toutes ces mesures ont pour but d'empêcher la résurgence extérieure d'une opposition que l'on pense avoir éliminée à l'intérieur du pays. En réalité, même à l'intérieur, l'opposition existe encore ou réapparaît sous d'autres formes.

§ 3. — La résurgence de l'opposition sous d'autres formes.

L'étude de l'opposition au parti unique se situe à la limite de notre recherche qui s'efforce d'établir ici les raisons qui poussent à son élimination. Mais le problème est bien trop important pour être passé sous silence. Il montre en effet que le parti unique n'a pas toujours atteint son but puisqu'en supprimant l'opposition sous la forme classique d'un parti politique, il la suscite sous d'autres formes qui peuvent être plus dangereuses. Il convient donc d'étudier brièvement cette résurgence de l'opposition qui est soit diffuse, soit organisée dans le cadre d'institutions établies comme les syndicats et les mouvements d'étudiants.

A. — *L'opposition diffuse.*

Il existe dans tout régime politique des mécontentements populaires qui s'extériorisent éventuellement par des manifestations plus ou moins violentes. Ils sont le fait d'une catégorie de la population ou d'une région déterminée qui a des revendications assez précises à satisfaire : chômage, surproduction et mévente des produits etc... Il en est ainsi, par exemple, en France avec les paysans bretons ou la reconversion des mines. On peut retrouver des phénomènes identiques en Afrique noire. Il ne s'agit pas alors d'opposition politique à proprement parler, mais de difficultés passagères dont les raisons, essentiellement économiques, sont connues des autorités. Mais en Afrique, ces phénomènes sont plutôt rares et laissent davantage place à un sorte de malaise permanent, diffus et lourd de menaces.

Tout d'abord, le malaise est permanent parce qu'il est d'origine politique. Il ne résulte pas de difficultés temporaires ou saisonnières, mais d'une réticence profonde à l'égard du régime et des hommes politiques. L'intervention de ces derniers, loin de le dissiper, lui donne au contraire un aliment car on soupçonne toujours le pouvoir de quelque action machiavélique. Par ailleurs, ne trouvant aucun canal d'expression, le malaise s'accumule et s'alimente lui-même tout en demeurant vague, diffus.

106. Les réfugiés atteignent parfois des dizaines de milliers et servent souvent de terrain d'action pour l'opposition.

En effet, le mécontentement populaire en Afrique est une ambiance, une atmosphère. Ce n'est pas tel acte précis ou telle intention du pouvoir qui est critiquée, c'est l'ensemble de son action qui est contestée, de manière plus ou moins voilée. Il y a quelque chose comme une mauvaise humeur générale qui, en prenant prétexte d'un fait ou d'un autre, peut vite exploser, dégénérer en troubles ou révoltes.

Le troisième trait de ce malaise est qu'il fait peser des menaces sur le pouvoir. Etant permanent et diffus, il est difficile à appréhender et à juguler. Qu'un événement survienne telle qu'une revendication de salaires ou une grève, on ne peut mesurer les conséquences qu'il peut entraîner. Parfois un incident banal comme les bagarres au cours d'un match de football, peut déboucher sur des manifestations et des émeutes à priori inexplicables. En réalité, cela prouve que l'opinion publique est dans un état d'inquiétude, qu'elle secrète des pressions politiques qui profitent de la moindre occasion pour se détendre. Les manifestations subites ne sont donc que les moyens d'expression, de libération d'une agressivité contenue. Cette situation n'est pas sans évoquer le processus psychologique décrit par Fanon pendant la période coloniale : le colon ayant contenu le colonisé dans un certain univers et un certain espace, l'a exaspéré et a engendré la violence qui transparaît dès qu'elle peut ¹⁰⁷.

Cette opposition latente offre évidemment un important champ d'action aux forces organisées qui sont sûres sinon de l'appui populaire, du moins de sa neutralité en cas d'affrontement avec le parti.

B. — *L'opposition organisée.*

Après la disparition des autres partis politiques, les syndicats sont les seules institutions qui demeurent encore. Or les motifs d'opposition entre eux et le parti ne manquent pas. D'une part, il y a les motifs d'ordre professionnel. Les syndicats ayant à défendre les intérêts de leurs membres vont se heurter au pouvoir soit en raison de sa politique économique, soit directement en tant qu'employeur. Il faut remarquer ici que les organisations syndicales africaines sont dominées par les fonctionnaires et agents publics dont les revendications mettent en cause l'Etat et prennent inévitablement un aspect politique. D'autre part et en outre, cette tournure est accentuée par le fait que les opposants politiques essaient à travers les syndicats, de contester l'action du parti gouvernemental. Ils tentent de se réfugier, en effet, dans les institutions existantes qui offrent quelques possibilités d'action.

L'on comprend alors pourquoi les syndicats deviennent des foyers de tension et de luttes, ouvertes ou feutrées, entre deux tendances : celle soutenue par le parti au pouvoir qui veut en faire une organisation parallèle étroitement soumise, celle qui veut en faire une organisation non seulement autonome, mais aussi un cen-

107. Cf. F. FANON, *Les damnés de la terre*, p. 29 et suiv.

tre d'opposition. On peut se demander si le syndicalisme africain n'est pas condamné, à constituer, en tout cas, une sorte de mouvement politique soit en devenant un appendice du parti gouvernemental, soit un refuge pour une opposition camouflée. Les développements ultérieurs¹⁰⁵ montreront d'ailleurs que ces deux attitudes extrêmes sont plus proches qu'on ne le croit, en ce sens que lorsque les syndicats apparaissent soumis, ils restent tout de même à l'affût des circonstances favorables pour secouer l'emprise partisane. Une opposition sourde est ainsi intégrée dans le système lui-même qu'elle rend vulnérable en cas de crise grave alors qu'une opposition ouverte et reconnue eut été, peut être, préférable.

Certes, l'existence d'une opposition est difficile ; elle verse facilement dans la violence et l'illégalité. Mais en déduire qu'elle est impossible — comme l'affirment la plupart des responsables africains — est une conclusion assez contestable. Tout d'abord, on peut lui objecter qu'une opposition aussi jeune, aussi inexpérimentée que celle qui se manifeste en Afrique, commet fatalement des erreurs et utilise parfois des moyens peu orthodoxes, mais qu'avec le temps, elle s'aguerrirait et insérerait son action dans le cadre normal et les institutions établies. Ensuite, il faut bien noter que si l'opposition est réduite à cette forme d'action, c'est précisément en raison de l'attitude du pouvoir établi qui refuse tous les autres moyens d'action ; ce dernier obstrue petit à petit les voies classiques d'expression des minorités en portant atteinte à la liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté syndicale... et rejette dans la clandestinité toute revendication de nature politique. Enfin et surtout, la violence, l'illégalité ne sont pas l'apanage de l'opposition et ici l'on pense au traditionnel cercle vicieux où l'on chercherait vainement quel est le premier responsable.

En interdisant toute opposition, parce qu'elle représente une menace contre l'union nationale, le parti unique aboutit paradoxalement à la réintroduire sous des formes plus subtiles mais plus dangereuses. La vulnérabilité du régime est alors en jeu car l'armée chargée de le défendre tend, elle aussi, à canaliser le malaise latent qui affecte le pays ou à devenir un moyen d'expression de l'opposition. En tant que force bien structurée et disciplinée, l'armée peut offrir une solution de remplacement à la défaillance du parti, surtout lorsqu'il s'agit de la construction de l'Etat qui est la seconde justification du parti unique.

CHAPITRE VIII

LES NECESSITES DE LA CONSTRUCTION D'UN ETAT

Dès l'apparition de nouveaux Etats, en 1958-59, M. Gonidec pouvait observer et conclure qu' « il était évident que les jeunes Républiques d'outre-mer ont un besoin impérieux d'un pouvoir fort si elles veulent faire face avec efficacité aux tâches qui les attendent¹ ». Lorsque l'on sait que l'une de ces tâches est la construction de la Nation — par intégration des éléments qui la composent — on comprend que seul un Etat fort, suffisamment organisé et animé d'une volonté ferme de réussir, puisse réaliser une telle entreprise.

C'est M. Gabriel d'Arboussier qui fait ressortir la singularité de cette situation en comparant les rapports entre l'Etat et la Nation en Afrique et en Europe. Après avoir noté que l'Indépendance s'est affirmée, dans les anciennes nations européennes, par l'existence, d'une part d'une communauté nationale et, d'autre part, d'un appareil d'Etat, les deux étant des éléments inséparables, il remarque qu'en Afrique — sauf quelques rares exceptions — il y a une situation différente, pour ne pas dire inverse : « C'est l'Etat qui va être l'instrument indispensable à la formation de la Nation et des collectivités publiques nouvelles. Par conséquent, il faut accorder plus d'importance à l'organisation politique qu'à la formation de ce consensus populaire qui constituait les nations au xix^e siècle². » Or, cet Etat n'existe pas au lendemain de l'indépendance, il existe seulement un embryon d'administration dont la composition, l'organisation et le fonctionnement ne sont guère adaptés aux données présentes et restent largement tributaires du personnel, des méthodes et des buts de l'administration coloniale. Les partis africains ne peuvent alors que constater la nécessité de mettre en place des structures étatiques et administratives nouvelles. D'où un foisonnement de textes constitutionnels (cf. tableau page suivante), qui témoigne de la difficile recherche d'une formule d'organisation de

1. P.F. GONIDEC, *Constitution des Etats de la Communauté*, p. 7 ; A. HAURIOU, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, p. 498.

2. G. D'ARBOUSSIER, « Idées et forces politiques en Afrique », *Genève-Afrique*, vol. III, n° 2, 1964, p. 168.

TABLEAU VIII

Etats	1 ^{re} constitution (autonomie)	2 ^e constitution ou revision (Indép.)	3 ^e ou autres constitutions et révisions
Cameroun (1)	Statuts des 16 avril 1957 et 31 déc. 1958	21 février 1960 (Constitution du Cameroun oriental)	1 ^{er} sept. 1961 (Constitution fédérale)
Congo	20 fév. 1959 (2)	2 mars 1961	8 déc. 1963
Côte d'Ivoire	26 mars 1959	3 novembre 1960	
Dahomey	15 février 1959	26 nov. 1960	5 janv. 1964
Gabon	19 février 1959	14 nov. 1960	21 février 1961
Guinée	10 nov. 1958		
Haute-Volta	15 mars 1959	9 nov. 1960	
Madagascar	29 avril 1959	28 juin 1960	6 juin 1962
Mali	23 janv. 1959 (3)	22 sept 1960	
Mauritanie	22 mars 1959	26 nov. 1960	20 mai 1961
Niger	12 mars 1959	8 nov. 1960	
République Centra- fricaine	16 février 1959	12 déc. 1960	8 juillet 1961, 21 déc. 1962, 26 nov. 1964
Sénégal	24 janv. 1959 (3)	25 août 1960	3 mars 1963
Tchad	31 mars 1959	28 nov. 1960	14 avril 1962
Togo	Statuts des 24 août 1956, 22 mars 1957 et 22 fév. 1958	22 avril 1960	14 avril 1961, 5 mai 1963

(1) Le Cameroun et le Togo ont été dotés plus tôt que les autres Etats d'un régime d'autonomie, par les statuts qui prévoyaient des institutions politiques analogues à celles prévues par des Constitutions.

(2) Les institutions de la République du Congo résultent de 7 lois constitutionnelles en date des 28 novembre 1958, 16 et 20 février 1959.

(3) Il s'agit là des Constitutions des deux Etats fédérés pendant la brève existence de la Fédération du Mali dont la Constitution a été adoptée le 17 janvier 1959.

l'Etat à partir des différents modèles qu'offrent la science politique et la pratique européennes.

A l'arrière-plan de cette succession de textes et de révisions constitutionnelles, il est toutefois aisé de distinguer un principe moteur : l'affirmation de la prééminence du parti qui renforce son pouvoir en renforçant les institutions ; ce qui est logique, au regard des développements précédents qui ont montré que le parti « assume » la nation et doit, par voie de conséquence, dominer l'appareil étatique. Cette domination sera réalisée d'abord par un aménagement des institutions qui entraîne une subordination du parlement (section 1), ensuite par une symbiose chef du Parti-chef de l'Etat-leader national au niveau du pouvoir exécutif qui consacre le leadership partisan (section 2), enfin par un contrôle étroit de l'administration que le parti supplante parfois, quand il ne se confond pas avec elle (section 3).

Section 1. — Le parti aménage les institutions pour renforcer son rôle.

Il convient de voir comment s'est posé le problème général des rapports entre les partis, le Parlement et le Gouvernement (§ 1), puis de préciser ces rapports à l'aide de deux exemples : l'exemple guinéen (§ 2) et l'exemple sénégalais (§ 3).

§ 1. — Position du problème.

1. Au départ donc, après l'acceptation de la Communauté, les Etats adoptent des institutions dont la parenté est étroite avec la Constitution française du 4 octobre 1958. « Il y a en somme, écrit M. Gonidec, une Constitution-mère, qui est la constitution française, et des enfants qui lui ressemblent étrangement et qui sont les constitutions des Républiques d'outre-mer³. » En s'interrogeant sur cette parenté, l'auteur estime que plusieurs facteurs l'expliquent : l'influence des représentants du gouvernement français, la nécessité de mettre rapidement sur pied des institutions et donc de prendre un modèle de base connu, enfin la prédominance de l'exécutif consacrée par la Constitution française et qui ne manque pas d'attraits pour les dirigeants africains. Ajoutons que le principe même de l'acceptation de la Communauté entraîne naturellement l'acceptation d'un cadre institutionnel général, le respect d'un certain nombre de clauses de la constitution française ; mais les Etats africains ont poussé fort loin ce respect qui se traduit souvent par une reproduction littérale d'un grand nombre de dispositions du texte français⁴. L'étude de ces textes constitutionnels en eux-mêmes

3. P.F. GONIDEC : *op. précit*, p. 6. Sur ce premier cycle constitutionnel de nature parlementaire, voir aussi J. BUCHMANN, *l'Afrique noire indépendante*, p. 216-251.

4. Notamment les dispositions concernant le domaine de la loi et du

ne rentre pas directement dans l'objet de notre recherche, car, d'une part celle-ci vise essentiellement à montrer les relations entre le rôle du parti et les institutions ; d'autre part, ce premier cycle constitutionnel marque le point de départ de notre recherche qui tente de dégager les évolutions ultérieures sous l'action des partis. Donc les références aux dispositions constitutionnelles ne sont faites ici que pour éclairer et expliquer l'impact des partis au niveau de la mise en place et des modifications des structures étatiques.

2. Ces modifications ont lieu, en effet, sous l'action du parti gouvernemental qui en prend généralement l'initiative et en précise le sens au fur et à mesure de l'extension de son rôle dans le pays. De fait, ce sont les instances suprêmes du parti (Congrès, Conseil national, Bureau politique, Comité directeur) qui apprécient l'opportunité, soit d'une révision constitutionnelle, soit de l'adoption d'une nouvelle charte dont le texte, mis au point par le gouvernement, est adopté sans amendements, ni débats par l'Assemblée et éventuellement soumis à la ratification populaire⁵. Aussi lors du congrès du Parti progressiste tchadien à Abéché, 13-17 avril 1961, le rapport de politique générale de M. Tombalbaye affirme : « Après ce congrès, seul notre parti devra dicter ses ordres aux institutions dont le peuple tchadien doit désormais contrôler le fonctionnement⁶. » En Mauritanie, c'est le 2^e Congrès du Parti progressiste mauritanien, 26 mars-2 avril 1963, qui pose le principe de la prédominance du parti sur les rouages de l'Etat ; auparavant la Guinée et le Mali avaient déjà posé le même principe de façon encore plus nette⁷. Les différents partis essaient ainsi de dominer l'Assemblée nationale et — à défaut de dominer — de contrôler le gouvernement.

3. Mais avant d'illustrer cette démarche à partir d'exemples précis, il convient de se demander pourquoi les parlements africains

règlement, les rapports entre le parlement et le gouvernement, l'article 16 sur les circonstances exceptionnelles.

5. Constitutions approuvées par référendum : Congo (8 décembre 1963), Dahomey (5 janvier 1964), Haute-Volta (8 novembre 1960), Sénégal (3 mars 1963), Togo (5 mai 1963).

Constitutions adoptées par des Assemblées : Cameroun (1^{er} septembre 1961), République Centrafricaine (26 novembre 1964), Congo (Constitution du 2 mars 1961), Côte d'Ivoire (31 octobre 1960), Gabon (14 novembre 1960 et 17 février 1961), Dahomey (Constitution du 26 novembre 1960), Guinée (10 novembre 1958), Madagascar (28 juin 1960 et 6 juin 1962), Mali (Soudan : 22 septembre 1960), Mauritanie (26 novembre 1960 et 20 mai 1961), Niger (8 novembre 1960), Tchad (28 novembre 1960 et 14 avril 1962).

6. Cf. *Chronologie politique africaine*, 1961, n° 2.

7. Cf. Sékou TOURE, *Rapport politique* présenté à la seconde conférence nationale des cadres du P.D.G., le 27 novembre 1958 : « Le P.D.G., sans craindre les exploitations malhonnêtes qui seraient faites de sa formule et de son action, n'a pas hésité à dire que le parti conservera, plus que jamais, la suprématie sur tous les organes existant dans le pays » (*Expérience Guinéenne... op. cit.*, p. 359).

Pour le Mali, cf. les rapports et les résolutions des Congrès de l'Union soudanaise R.D.A. des 22 septembre 1960 et 22 septembre 1962.

sont presque tous constitués par une seule chambre. Dans les quinze Etats d'expression française — à l'exception de Madagascar où il existe un Sénat aux pouvoirs réduits⁸ — le parlement est formé d'une seule chambre, l'Assemblée nationale élue au suffrage universel. Cet accord presque unanime en faveur du monocaméralisme est d'autant plus remarquable que la question ne semble même pas avoir été soulevée lors de l'élaboration des premières constitutions en 1959⁹. Lors du second cycle constitutionnel, en 1960, les responsables africains ont adopté la même attitude étayée par l'argument officiel suivant : en période de construction nationale, de lutte contre le sous-développement économique, de rénovation sociale profonde, le thème majeur du Pouvoir est l'unité ; dans cette perspective, en face d'un exécutif monocéphale, il a paru évident d'instituer une chambre unique¹⁰. Pourtant, il existe des groupements et des intérêts (humains, économiques, sociaux, culturels) qui méritent une représentation et il eut été possible, ainsi que le note M. Luchaire, de créer une haute assemblée dans laquelle d'autres forces que les partis politiques auraient pris place et notamment les chefferies traditionnelles¹¹. Mais, ajoute immédiatement l'auteur, d'une part, un tel dualisme aurait précisément consacré des forces que les gouvernements africains voulaient éliminer ; d'autre part, les Etats ex-français avaient — par les assemblées territoriales — l'expérience du monocaméralisme qu'ils n'avaient pas de raisons particulières d'écarter. En réalité, la première raison est déterminante car les partis ne veulent nullement que d'autres forces viennent éventuellement les concurrencer, notamment lorsque l'évolution vers le parti unique est amorcée. L'existence d'une seconde chambre aurait justifié le maintien et même la consolidation des chefferies, des syndicats, des associations religieuses et culturelles, etc., tous groupements qui échappent au contrôle direct ou étroit du parti ; la désignation des membres de la haute assemblée lui aurait échappé, peu ou prou, ou serait l'occasion de conflits ; au total le monopole partisan serait partiellement et officiellement remis en cause. Le refus d'une seconde chambre participe donc de cette volonté d'assurer la prééminence du parti sur les autres institutions. Tout autre argument invoqué n'est qu'un moyen de justi-

8. Le Sénat Malgache, prévu par l'art. 37 de la Constitution, comprend 54 membres dont 36 sont élus à raison de 6 par province et 18 sont désignés par le gouvernement ; il vote la loi mais ne peut s'opposer à la volonté de l'Assemblée nationale qui statue définitivement après deux navettes.

On peut noter une autre exception au monocaméralisme dans la République fédérale du Cameroun où l'Etat fédéré du Cameroun occidental (ex-britannique) a institué une Assemblée de chefs traditionnels dont les membres sont désignés par le Premier Ministre et dont les pouvoirs sont limités.

9. Cf. P.F. GONIDEC : *Les Constitutions...* op. cit., p. 10.

10. Cf. S.M. SY : op. cit., p. 86-87.

11. Cf. F. LUCHAIRE : *Droit d'Outre-Mer et de la coopération*, p. 341.

fication surabondant pour soutenir le bien-fondé de l'attitude des constituants. Il est, en effet, aisé de montrer qu'une représentation d'intérêts autres que ceux du « peuple » aboutit en Afrique noire à ressusciter les divisions ethniques, culturelles, religieuses, économiques... ; mais la démonstration est bien trop évidente pour convaincre totalement de sa sincérité. Nul ne songe à nier les difficultés d'une telle représentation ; celles-ci ne doivent pas toutefois servir de paravent à la volonté de puissance des partis.

L'examen des rapports entre les partis et les assemblées permet de confirmer notre propos. Il suffit de retenir deux exemples, la Guinée et le Sénégal, pour nous en convaincre. Pourquoi ces deux pays ? Ce choix est justifié par les raisons suivantes : les deux pays représentent apparemment deux tendances relativement opposées, puisque l'un, la Guinée, affirme hautement que le parti est au-dessus des autres institutions et l'autre, le Sénégal, soutient plutôt le contraire ; les deux pays ont formulé leurs conceptions politiques respectives, de manière relativement cohérente, par l'intermédiaire de leurs leaders ; enfin, les conclusions tirées de leur étude peuvent être élargies aux autres Etats qui se réclament — explicitement ou implicitement — d'eux.

§ 2. — L'exemple guinéen : le rôle du P.D.G.

Les rapports entre le P.D.G. et l'Etat ont fait l'objet d'amples développements de M. Sekou Touré¹², mais aussi d'analyses et d'études de nombreux auteurs¹³ qui permettent ainsi de comprendre le rôle du parti vis-à-vis des autres institutions. L'importance de ce rôle apparaît aussi bien dans la désignation que dans le fonctionnement de l'organe normalement souverain, l'Assemblée nationale.

En droit, la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce, soit directement, par référendum, soit par l'intermédiaire des députés élus pour 5 ans au suffrage universel (art. 3 de la Constitution). L'Assemblée nationale détient le pouvoir législatif, vote le budget et contrôle le gouvernement responsable devant elle ; cette dernière attribution est très originale car, par un amalgame de dispositions des régimes présidentiel et parlementaire, le chef de l'Etat,

12. Les écrits et déclarations de M. Sékou Touré sont régulièrement publiés sous forme d'ouvrages ; jusqu'à présent 14 tomes ont été publiés dont deux sont particulièrement à retenir : *La Guinée et l'émancipation africaine*, Paris, Présence africaine, 1959, 251 p. et *Expérience guinéenne et unité africaine*, id., 1962, 566 p.

13. Notamment : B. CHARLES, « Le parti démocratique de Guinée », *R.F.S.P.*, 1962, p. 312-359 et *Guinée*, Lausanne, 1963 ; G. FISHER, « Quelques aspects de la doctrine politique guinéenne », *Civilisations*, 1959, n° 4, p. 457-478 ; L. HAMON, « Le P.D.G. d'avant l'indépendance à 1960 », *R.J.P.O.M.*, 1961, p. 354-368 ; L.G. Cowan, « *Guinée* » in G.M. Carter (éd.), *African one-Party States*, New-York, Cornell University Press 1962, p. 149-236 ; Seydou Madani Sy, *Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique noire*, Paris, Pédone, 1965 ; B. AMEILLON, *La Guinée, bilan d'une indépendance*, Paris, Maspéro, 1964.

élu au suffrage universel est responsable, en tant que chef du gouvernement, de la politique générale de son cabinet (art. 24 de la constitution).

En fait, il en va autrement et l'explication apparaît tout naturellement lorsque l'on sait que la « prééminence du parti sur l'ensemble des activités nationales demeure acquise¹⁴ ». Le Président de la République précise clairement qu'on ne saurait comprendre la Constitution guinéenne « si l'on ne comprend pas le fait important que derrière l'Etat, il y a quelque chose de supérieur qui est le parti. C'est parce que le parti assume le rôle dirigeant dans la vie de la nation qu'il dispose de tous les pouvoirs de la nation : les pouvoirs politique, judiciaire, administratif, économique et technique sont entre les mains du Parti démocratique de Guinée¹⁵ ». Certes, la formule est peut-être excessive, et même contestable, s'agissant de cette importante institution qu'est le chef de l'Etat, mais elle demeure vraie lorsqu'il s'agit du Parlement, contrairement aux affirmations de certains auteurs¹⁶.

I. — *Les rapports entre le parti et le parlement.*

Aux termes d'une recherche comparative sur l'exercice du pouvoir en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Mali, M. Seydou Madani Sy¹⁶ conclut que les organes constitutionnels et les institutions partisans travaillent en étroite collaboration en Guinée, sans qu'on puisse conclure à la prééminence des uns sur les autres. S'il n'éprouve pas de difficultés à montrer la réalité de cette collaboration entre le Parti et le Gouvernement, en revanche, il ne parvient nullement à nous convaincre dès lors qu'il s'agit de l'Assemblée nationale.

A. — En effet, les rapports entre l'un et l'autre se développent sur deux plans successifs — organique et fonctionnel — qui font ressortir le rôle prédominant du parti, lequel, d'une part, désigne les candidats à la députation, d'autre part, participe activement au travail parlementaire. Sur le plan organique, l'intervention du parti consiste donc à désigner les candidats à l'Assemblée nationale. Cette compétence appartient aux sections sous le contrôle du Bureau politique. Lorsque l'on sait que la désignation vaut élection — puisqu'il s'agit d'une liste nationale unique — on comprend alors l'affirmation de M. Sékou Touré selon laquelle les députés sont les

14. Les citations qui vont suivre sont, sauf précision particulière, extraites des deux ouvrages précités de M. Sékou Touré.

15. Cité par M. Sy, *op. précité*, p. 174. Par ailleurs M. Sékou Touré écrit : « Si le Parti s'identifie au peuple, c'est-à-dire à la Nation, il est évident que l'Etat doit également s'identifier au Parti afin que se constitue la trilogie indissociable : Peuple, Parti, Etat. Ainsi aucune raison du Parti ne peut, ni ne doit prévaloir sur la raison et l'intérêt du Peuple, de même qu'aucune raison d'Etat ne peut prévaloir sur la ligne du Parti ». (*L'Afrique et la Révolution*, tome 13, p. 124).

16. Cf. Seydou Madani Sy, *op. cit.*, p. 174 et suiv.

« représentants authentiques du parti ». Cette formule n'est pas sans intriguer des observateurs comme M. Charles qui en cherche l'explication dans l'identification entre parti et peuple¹⁷. En vérité, on peut se demander s'il y a matière à étonnement et si l'affirmation précédente n'est pas partiellement valable pour tous les partis structurés et disciplinés même dans un régime pluraliste. Le député conservateur ou travailliste anglais, le député communiste français agit-il au parlement en tant que représentant du peuple ou en tant que représentant du parti ? Formellement et juridiquement, il est l'élu du peuple dont il tient le mandat. Mais en fait, « authentiquement » il représente aussi et surtout (cas de l'élu communiste) le parti qui l'a désigné et lui donne des ordres. Avec de tels partis, il s'est produit une évolution de la notion de représentation classique et selon M. Duverger « si l'on veut maintenir la théorie de la représentation juridique, il faut admettre que l'élu reçoit un double mandat : du parti et de ses électeurs. L'importance de chacun varie suivant le pays et les partis ; dans l'ensemble, le mandat partisan tend à l'emporter sur le mandat électoral¹⁸ ».

Cette conclusion se trouve en tout cas justifiée non seulement par l'exemple guinéen mais aussi par le rôle, les fonctions attribuées aux élections dans la plupart des Etats africains¹⁹. Il semble qu'une triple fonction puisse être accordée aux élections africaines, en dehors de leur fonction originelle qui est, sinon le choix des élus, tout au moins la légitimation des choix effectués par le parti.

En premier lieu, les élections sont un moyen d'information. Les campagnes électorales donnent aux leaders l'occasion de découvrir les questions qui ont besoin d'être expliquées et de fournir ainsi les explications appropriées. Elles entraînent chaque fois une mobilisation de tous les moyens d'information et de communication à travers tout le territoire national.

En second lieu, les élections constituent une forme d'autodiscipline imposée pour les leaders et les cadres du parti qui sentent que leurs préoccupations administratives risquent de leur faire perdre le contact avec les masses. Du moment que le parti se préoccupe sincèrement de sa légitimité, les élections offrent, selon la formule de A.R. Zolberg, une « occasion dramatique » pour une campagne d'agitation et de propagande en faveur de sa politique. Comme il n'y a qu'un seul parti, il ne suffit pas que le parti existe, ni que le peuple vote dans un certain sens, il faut encore que ce dernier sache pourquoi il agit ainsi et, mieux encore, il doit véritablement vouloir agir ainsi. Les campagnes électorales sont alors un moyen

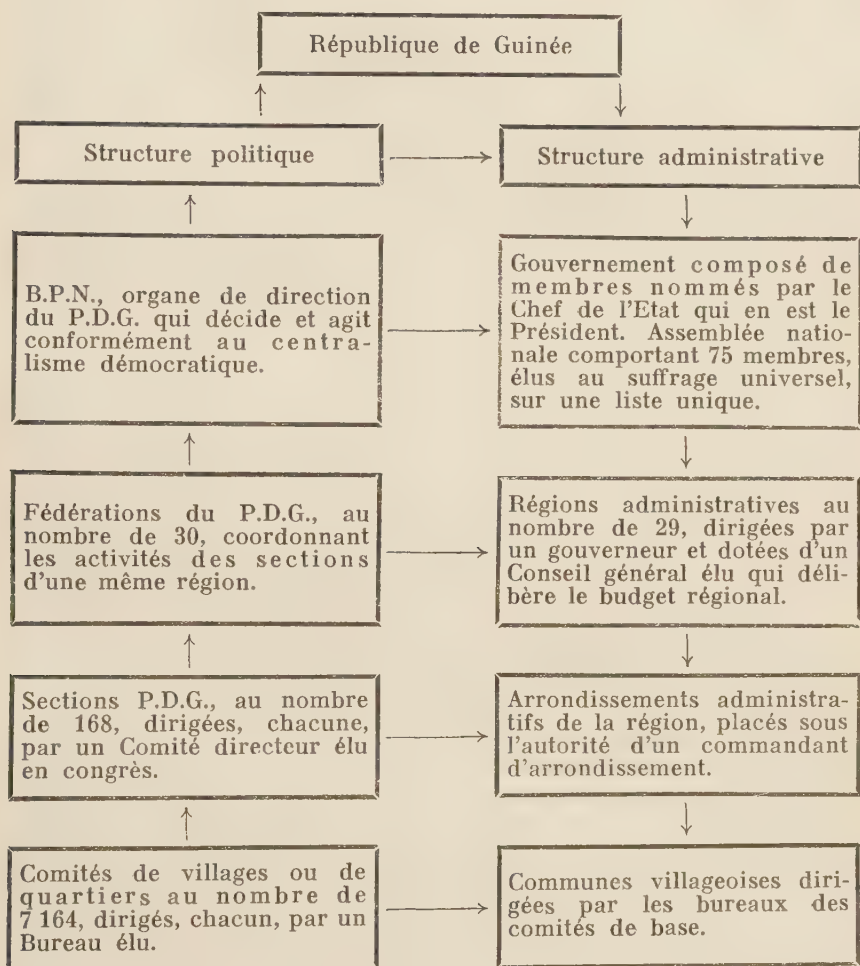
17. Cf. B. CHARLES, *Etude précitée* in *R.F.S.P.*, 1962, p. 353.

18. Cf. DUVERGER, *Les partis politiques*, 1961, p. 385.

19. Cf. ZOLBERG, *One party government...*, *op. cit.* ; R. SCHACHTER-MORGENTHAU, *Political parties...*, *op. cit.* Les fonctions reconnues aux élections africaines sont assez similaires à celles attribuées aux élections soviétiques par M. FAINSOD, *How Russia is ruled*, Cambridge, Harvard University Press, 1953, p. 323-324.

TABLEAU IX

STRUCTURE POLITICO-ADMINISTRATIVE DE LA GUINEE (1)



(1) D'après Sékou TOURÉ, *La Révolution et l'unité populaire*, 1964, p. 80.

régulier pour mesurer l'efficacité des techniques de persuasion et la popularité du parti ; en même temps, elles fournissent l'occasion d'une inspection de la structure du parti au niveau local.

En troisième lieu, il est important de prouver que le régime a un large support populaire. Ce souci nous vaut les fameux pourcentages entre 99 et 100 % que les responsables africains exhibent fièrement. Il faut noter ici que ces pourcentages ont une signification distincte de celle des pourcentages obtenus en Europe libérale et ailleurs ; ils constituent une « preuve » de plus de l'unanimité politique et de l'unité nationale, en même temps qu'un test de l'efficacité de l'encadrement politique et du degré de mobilisation du peuple par le parti et l'Etat. Cette signification explique l'importance capitale des abstentions (et parfois le secret sur l'abstention) car elles démontrent l'existence d'une opposition silencieuse.

On comprend aussi pourquoi la fonction première des élections — le choix des représentants — perd de son importance pour s'inscrire comme un simple élément dans le programme d'action des partis. L'élection des députés n'est qu'une procédure rituelle qui n'affecte en rien la politique du pays décidée par le parti. Au Ghana, la logique du système d'élections en régime de parti unique est poussée jusqu'à son terme ; en juin 1965, la liste présentée par le Parti de la Convention du peuple est déclarée élue sans vote^{19 bis}. Les autorités ghanéennes estiment que la procédure de vote est devenue inutile puisque la liste unique proposée est automatiquement élue. En réalité cela est contestable car le vote permet au moins de noter l'importance de l'abstention qui signifie dans ce cas l'opposition. Si le Ghana est le premier pays à procéder de la sorte, il convient de remarquer qu'en Guinée les premières élections législatives sont intervenues seulement en septembre 1963, soit cinq ans après l'indépendance : jusque-là, l'Assemblée nationale était constituée par les représentants élus en mars 1957 à l'Assemblée territoriale dont le mandat avait été prorogé. Cette prorogation de mandat — par l'article 53 de la Constitution du 10 novembre 1958 — ne trouve sa raison d'être que dans la subordination de l'Assemblée au parti qui avait obtenu 56 sièges sur 60 aux élections territoriales et qui, désormais, désigne tous les membres du Parlement. Pour trouver un contre-poids à la prééminence du parti, M. Sy²⁰ ne peut qu'invoquer l'action du président de la République qui intervient lors de la désignation des candidats, par l'intermédiaire du Bureau politique et arbitre parfois les choix effectués par les sections à l'échelon local.

B. — Sur le plan fonctionnel, l'intervention du parti affecte

19 bis. L'élection sans vote n'est pas une innovation africaine, mais un emprunt au régime électoral britannique selon lequel un candidat sans concurrent est déclaré élu sans procéder au scrutin. L'originalité, au Ghana, résulte du fait que la règle joue à l'échelle de tout le pays et pas seulement d'une circonscription.

20. *Op. cit.*, p. 181.

directement le travail parlementaire qui est contrôlé de près. Tous les observateurs notent qu'au cours de la procédure législative, le parti joue un rôle prépondérant en commission, en particulier pour les projets de loi d'importance politique marquée. M. Diallo Saïfoulaye, ancien président de l'Assemblée nationale, fait remarquer à ce propos que le rôle du parlement consiste à « appliquer les décisions et les mots d'ordre du parti, décisions régulièrement arrêtées en Congrès, Conférence nationale et en Bureau politique », en leur donnant « une forme légale qui en permette l'application²¹ ». Les réunions de l'Assemblée sont d'ailleurs très courtes et un travail aussi important que le vote du budget est réalisé au cours d'une seule séance de quelques heures. L'explication est simplement la suivante : du moment que les diverses organisations du parti, dont les députés sont membres à un titre ou à un autre, en ont discuté, il est pratiquement inutile d'instaurer des débats. Il en est autrement uniquement pour des questions de moindre importance qui sont assez largement discutées par les commissions de l'Assemblée pour être ensuite adoptées en séance plénière, généralement sans débats et à l'unanimité.

Le rôle politique de l'Assemblée se trouve minimisé jusque dans le protocole. Dans les manifestations publiques, la préséance est accordée d'abord aux membres du Bureau politique, viennent ensuite les députés, les chefs de l'administration... Les responsables guinéens insistent beaucoup sur cette subordination en déclarant que « l'Assemblée nationale et le Gouvernement se trouvent effectivement placés sous le contrôle direct du Bureau politique national et ne constituent effectivement que des organismes de législation et d'exécution des décisions du parti²² ». Toutefois, cette affirmation vraie à l'égard du parlement l'est beaucoup moins à l'égard du Gouvernement.

II. — *Les rapports entre le parti et le gouvernement.*

Malgré les nombreuses déclarations soulignant que le parti est le centre réel du pouvoir et que le gouvernement n'est qu'un « groupe de militants » utilisés par le parti pour gouverner, on peut observer qu'en réalité il y a davantage une collaboration qu'une

21. Cité par B. CHARLES, *op. précité*, et S.M. SY, *op. précité*. Il faut noter ici que dans certaines circonstances, le Parti démocratique de Guinée a fait lui-même œuvre de législateur et a supplanté l'Assemblée nationale en prenant des décisions importantes avant la réunion de cette dernière. On peut citer l'exemple de l'ordonnance infligeant la peine de mort en cas de vols, d'incendies volontaires, d'homicides, à propos de laquelle S. Touré déclara : « Maintenant, sur le plan législatif, le Parti a cru devoir, avant même la session prochaine de l'Assemblée nationale, préciser sa volonté dans certains domaines. » (Discours radiodiffusé du 8 mars 1959 rapporté in *La Guinée et l'émancipation africaine*, p. 188.)

22. N. DIAKHITE et M. SOW, in *Développement et socialisme*, *op. cit.*, p. 260.

subordination entre l'exécutif et le parti. Nos conclusions rejoignent ici celles de M. Seydou Madani Sy et s'expliquent essentiellement par le fait que le gouvernement dépend directement du chef de l'Etat qui est en même temps chef du parti. Pour que le parti puisse imposer sa volonté au gouvernement, il doit auparavant l'imposer au chef de l'Etat, donc au chef du parti... Nous sommes donc en présence d'une symbiose Etat-Parti au niveau suprême dont l'analyse sera faite ultérieurement. Il faut seulement retenir ici que le chef de l'Etat constitue le pivot autour duquel s'ordonnent les activités du Bureau politique national et du Gouvernement, ainsi que leur collaboration. Celle-ci apparaît tout d'abord sur le plan suivant : la majorité des membres de l'organisme directeur suprême du parti — le Bureau politique — sont des membres du Gouvernement (après le VII^e congrès, neuf membres sur quinze). Théoriquement, cette composition peut donner lieu à discussion et poser notamment la question de savoir dans quel sens s'exerce la subordination : le gouvernement à l'égard du Bureau national ou inversement. Mais dans la pratique, M. Sy note que les relations démontrent amplement une atmosphère de bonne entente entre l'un et l'autre qui se complètent davantage qu'ils ne se concurrencent. En vérité, cette cohésion tient essentiellement à deux choses, d'une part, le rôle du chef de l'Etat qui est secrétaire général du parti, d'autre part, le fait que les membres communs au Bureau national et au Gouvernement font prévaloir leur point de vue au sein des deux institutions et empêchent ainsi toute tension éventuelle. La même liaison est assurée sur le plan fonctionnel en ce sens que les deux institutions s'informent respectivement de leurs projets et de leur action. Et, lorsque le parti trace les lignes du programme gouvernemental, l'action prépondérante de l'exécutif est soulignée par le rôle de son chef qui développe les propositions devant les différents organes chargés de prendre les résolutions. Il arrive même que les décisions soient prises d'un commun accord et portées à la connaissance du public par un communiqué dont l'application incombe au gouvernement²³.

Ainsi donc, en Guinée, malgré les déclarations répétées et insistantes des responsables du parti, la réalité qui s'observe est un système de collaboration entre les institutions partisans et le pouvoir exécutif. Une évolution semble même se dessiner qui entraîne nettement une diminution de l'emprise du parti et une affirmation parallèle de l'importance de l'exécutif. En effet, depuis 1963, on peut observer un « dessaisissement » du Bureau politique au profit du Gouvernement et surtout du Président de la République. Certains

23. Par exemple les décrets pris par le Conseil des ministres en 1963, pour instituer la journée continue et établir un contrôle des marchés de l'Etat, résultent d'une décision commune du Bureau politique et du Gouvernement. (Cf. *Journal Horoya*, 11 mai et 10 août 1963, cité par Seydou Madani Sy, p. 179 et 180.)

indices en font foi : le remaniement ministériel de janvier 1963 a été décidé par M. Sékou Touré, sans que le Bureau en ait été vraiment saisi ; une nouvelle organisation du Bureau a été mise en place après le VII^e congrès du P.D.G. (15-18 août 1963) : nombre de membres ramené à quinze, réunions mensuelles et non plus hebdomadaires, commission permanente de cinq membres agissant en son nom, etc. Il reste à savoir s'il s'agit d'une troisième et nouvelle phase dans les relations Bureau politique—Gouvernement après les deux précédentes où le premier organisme dominait d'abord le second, puis collaborait avec lui ; ou bien s'il s'agit du début d'une extrême personnalisation du pouvoir avec élimination de la direction collégiale par M. S. Touré, comme au Ghana avant la chute de M. N'Krumah. Il n'est que loisible de poser la question, en remarquant toutefois que la réponse sera déterminée par l'attitude du chef de l'Etat. En revanche, le pouvoir législatif est plus dépendant du parti et fait figure de chambre d'enregistrement des textes qui lui sont proposés. En est-il de même dans les autres Etats africains ? L'exemple sénégalais semble pouvoir fournir des éléments de réponse.

§ 3. — L'exemple sénégalais : le rôle de l'U.P.S.

Sur le plan théorique, les rapports entre le parti et l'Etat ont été exprimés par M. Senghor en termes moins rigoureux, moins nets que par Sékou Touré ; ce qui explique, en partie, la crise qui affecta le Sénégal en 1962 et les leçons qu'on peut en tirer.

I. — La conception théorique de M. Senghor.

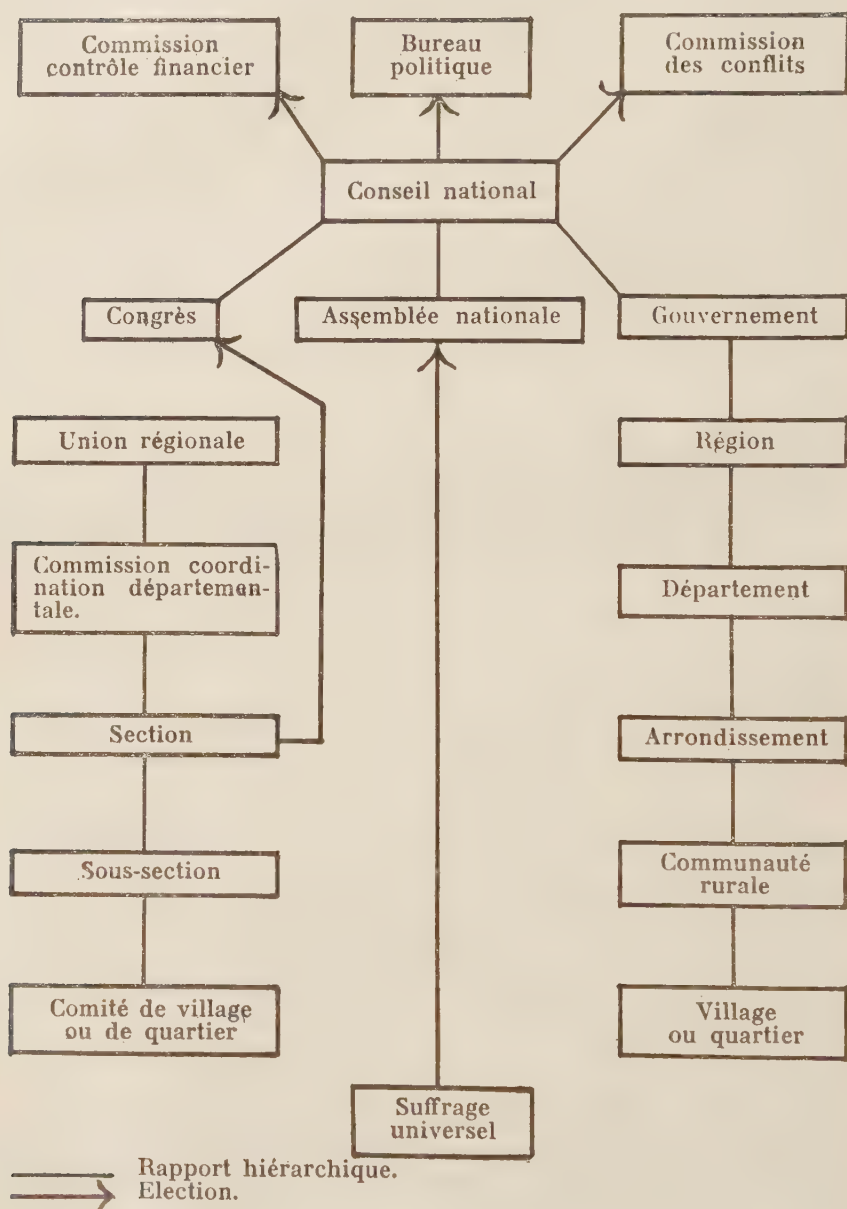
En exposant les idées de M. Senghor sur la Nation et la Patrie, nous avons déjà rencontré des développements sur l'Etat. Ces trois notions étant étroitement liées, il est nécessaire de reprendre certaines formules déjà citées pour éclairer la conception sénégalaise des rapports entre le parti et l'Etat. Dans l'ouvrage *Nation et voie africaine du socialisme*, l'auteur écrit (page 24) :

« Si la Nation est la volonté consciente de reconstruction, l'Etat en est le moyen majeur. L'Etat est à la Nation ce que l'entrepreneur est à l'architecte. Il s'incarne dans les institutions : gouvernement, parlement, services publics. Les fonctionnaires en sont les ouvriers. C'est l'Etat qui réalise la volonté de la Nation et assure sa permanence à l'intérieur, il brasse les patries et repétrit les individus dans le moule de l'archétype. A l'extérieur, il défend l'intégrité de la Nation, qu'il garde des entreprises de l'Etranger. »

Il faut remarquer ici la différence qui sépare MM. Touré et Senghor au niveau de l'exposé théorique. Alors que pour le premier la trilogie Peuple-Parti-Etat est indissociable et que le Parti, en tant que cheville ouvrière du système (cf. note 15), apparaît à tous les niveaux du raisonnement, pour le second, le Parti est apparemment oublié. Il n'est pas question de l'U.P.S. et de son rôle dans les institutions ; la doctrine sénégalaise semble très classique sur ce

TABLEAU X

ORGANISATION POLITICO-ADMINISTRATIVE DU SENEGAL



point. Les formules précédentes peuvent se retrouver aisément sous la plume d'un théoricien classique, notamment lorsque M. Senghor veut poser des limites à l'Etat et déclare : « Les deux tentations de l'Etat sont l'*assimilation* et l'*impérialisme*²⁴, car il est conquérant par nature... on ne manie pas les hommes comme des tas de bois mort. Par-dessus tout, nous prendrons garde à ne pas tomber dans l'une des tentations de l'Etat-Nation, qui est l'uniformisation des personnes à travers les patries. L'archétype, c'est l'appauvrissement des personnes, leur réduction en individus-robots, une perte de suc et de sève. La richesse naît de la diversité des patries et des personnes, de leur *complémentarité*²⁴... il n'y a qu'un moyen de réduire la tyrannie de l'Etat, de conjurer ses maladies, comme le voulait le socialiste Proudhon, c'est le *Fédéralisme*²⁴, c'est-à-dire la décentralisation et la déconcentration des institutions tant économiques que politiques. » (P. 24-28.)

A s'en tenir donc aux formules de M. Senghor, le parti est relégué à l'arrière-plan au profit du débat entre Nation, Patrie et Etat. Mais cette omission du rôle du parti est à l'origine d'une des plus graves crises que le Sénégal ait connues depuis l'indépendance. C'est à la lumière de cette crise que les rapports Parti-Etat sortiront quelque peu de l'équivoque.

II. — La crise de décembre 1962 ou le conflit Parti-Etat.

En décembre 1962, un conflit oppose MM. Senghor et Dia. Les raisons sont aussi nombreuses que contestées : les rivalités de personnes et de clans, les ambitions, les conceptions divergentes sur la forme du socialisme, les données propres de la vie politique dakaroise, le rôle du parti et de l'Etat, etc.²⁵. Certes, tous ces éléments ont joué et il serait erroné de ne retenir qu'un seul d'entre eux ; mais leur importance n'est pas d'égale valeur et il faut tout de même dégager ceux qui sont déterminants, ceux sur lesquels sont venus se greffer les autres qui demeurent secondaires. L'examen de la crise permet de tirer des conclusions assez claires sur ce point.

Les institutions sénégalaises, en décembre 1962, se présentent ainsi : existence de deux têtes au sommet de l'Etat en raison de son caractère parlementaire ; coexistence d'une assemblée souveraine et d'un parti tellement dominant qu'il équivaut en fait à un parti unique ; cumul des charges de chef de l'Etat et secrétaire général du parti dans la personne de M. Senghor d'une part, chef du Gou-

24. Soulignés par l'auteur dans le texte.

25. Sur certains aspects de cette crise, cf. E. MILCENT, *Au carrefour...*, op. cit., p. 74-98 ; D.G. LAVROFF, *La République du Sénégal*, p. 48-55 ; M. LAFON, « Eléments sur la crise sénégalaise », *Economie et Politique*, n° 103, février 1963.

Voir aussi la polémique qui a opposé un journaliste et deux ministres sénégalais sur l'explication de la crise, in revue *Esprit*, septembre 1963 (article de M. THIBAUD, « Senghor, Dia et le socialisme africain ») et janvier 1964 (réponse de deux ministres sénégalais).

vernement et secrétaire général-adjoint du parti dans la personne de M. Dia d'autre part.

Malgré le caractère classique et parlementaire du régime²⁶, il est évident que celui qui tient le parti tient la réalité du pouvoir. On voit toute l'ambiguïté de la situation : M. Senghor est, d'une part, un arbitre lointain (chef de l'Etat) mais, d'autre part, il a la responsabilité directe du parti ; M. Dia, de son côté dispose directement de l'administration et définit la politique générale du pays dont il est responsable devant la chambre et devant le parti. Cette ambiguïté fait naître un mouvement d'idées : autour de M. Senghor, on préconise le régime présidentiel de manière à faire coïncider l'autorité au sein de l'Etat et au sein du parti ; autour de M. Dia on préconise l'attribution du poste de secrétaire général du parti de manière à faire coïncider l'autorité au sein du gouvernement et du parti.

Toute la crise se déroule autour de cet aménagement nouveau des structures de l'Etat et du parti et du rôle qui incombe finalement à ce dernier²⁷.

L'Assemblée nationale ayant voulu censurer M. Dia, celui-ci utilise la gendarmerie pour l'empêcher de se réunir le 17 décembre 1962. En effet, il estime que seul le parti peut sanctionner ou autoriser une sanction. En tant que secrétaire général-adjoint du parti, il estime ne devoir rendre de compte qu'à ce dernier qui s'identifie à la nation, au peuple, définit la politique du pays et désigne les députés. Dans un discours prononcé à Thiès, le 16 août 1961, au terme d'une tournée dans la région, M. Dia avait déjà déclaré : « où que nous soyons, à n'importe quel poste, nous y sommes parce que le parti a bien voulu nous y placer et nous sommes responsables devant lui²⁸ ». Le 27 juin 1962, au retour d'un voyage dans les pays de l'Europe de l'Est, il a fait remarquer : « Ce que l'on sent partout c'est la présence du Parti qui est le grand patron, bien plus que les organismes étatiques²⁹ ». Mettant en harmonie sa pensée et son action, il refuse donc de se soumettre au contrôle de l'Assemblée nationale dont il empêche la réunion en utilisant la force. Ce faisant, il viole incontestablement la légalité formelle, mais il se conforme à la politique quotidienne sénégalaise, c'est-à-dire la primauté de fait du parti. M. Dia échoue finalement car M. Senghor, soutenu par le Président de l'Assemblée nationale, M. L. Guèye, obtient le concours de l'armée, notamment des unités

26. Après l'éclatement du Mali, la première Constitution du Sénégal (24 janvier 1959) est révisée et remplacée par celle du 25 août 1960 qui établit un régime parlementaire rationalisé (cf. D.G. LAVROFF et G. PEISER, *Les constitutions africaines*, t. I, p. 187 et suiv.).

27. E. MILCENT, après avoir beaucoup insisté sur les rivalités de personnes (p. 74-88 de son ouvrage précité), reconnaît finalement que « le problème fondamental est donc posé : quel est le rôle du parti dans l'Etat ? ».

28. Cf. *Chronologie politique africaine*, 1961, n° 4.

29. *Id.*, 1962, n° 3.

parachutistes qui lui permettent de rétablir la légalité constitutionnelle. Quelle leçon peut-on tirer de cette grave crise ?

III. — *La leçon de la crise.*

Le vrai conflit réside bien dans l'équivoque de la vie politique sénégalaise où l'on a, d'un côté, des textes affirmant la primauté des organes officiels de l'Etat, de l'autre, la réalité quotidienne affirmant la primauté du parti. Comme le fait remarquer M. D'Arboussier en commentant le procès fait à M. Dia vaincu : « Dans ce procès, nous sommes bien arrivés au nœud du problème le plus grave qui se trouve aujourd'hui posé aux Etats africains, celui des débats entre ce que l'on appelait la primauté du parti et le règne de la loi³⁰ ».

Apparemment le règne de la loi a triomphé et il importe de remarquer, selon M. Lavroff, « que la crise du 17 décembre a eu pour effet de maintenir le principe traditionnel de la suprématie de la constitution³¹ ». M. Senghor argumente longuement dans le même sens dans son rapport de politique générale au 4^e Congrès de l'U.P.S., en 1963 : « Et puis, dit-il, la primauté du parti ne peut jamais être invoquée contre la constitution. Celle-ci élaborée au demeurant par les responsables de l'U.P.S. est au-dessus du parti. Mais alors, dans ce cadre et sur cette base, elle s'impose absolument à tous, gouvernement, assemblées, cadres et militants ».

En vérité, on peut se demander si M. Senghor apporte là une solution aux problèmes des rapports entre le parti et l'Etat. Affirmer à la fois le respect de la Constitution qui s'impose à tous et la primauté du parti à l'égard des organes étatiques, n'est-ce pas contradictoire ? Car, en pratique, si le parti veut faire triompher son point de vue à l'égard de l'Assemblée ou du gouvernement réticents, ne risque-t-il pas de mettre la constitution entre parenthèses ? De tels conflits ne sont évités ou tempérés que par l'institution du régime présidentiel qui aboutit à confondre l'autorité suprême de l'Etat et celle du parti dans une seule personne. C'est la solution à laquelle s'est rallié le Sénégal en adoptant la Constitution du 7 mars 1963.

Le conflit entre MM. Senghor et Dia a donc posé clairement le problème délicat des relations Etat-Parti en Afrique noire ; son aboutissement n'est que le dénouement d'une éventuelle concurrence pour la direction de l'un et l'autre. La leçon est valable pour toutes les autres républiques où le parti essaie de dominer l'Etat. C'est pourquoi, tous les chefs d'Etat sont en même temps chefs de parti. C'est pourquoi aussi, il ne peut y avoir de régime parlementaire — avec un exécutif bicéphale et la responsabilité devant le parlement — car la concentration du pouvoir s'opère toujours en

30. Déclaration reproduite in *Communautés et Continents*, septembre 1963.

31. Cf. *La République du Sénégal*, p. 55.

faveur d'un leader national qui réalise une symbiose entre le parti et l'Etat.

C'est donc en dernier ressort, le chef de l'Etat qui arbitre en Afrique le débat entre les institutions partisans et les autres institutions étatiques (Assemblée et Gouvernement), en faisant pencher la balance d'un côté ou de l'autre. D'une manière générale l'organe législatif, déjà largement diminué — ainsi que nous l'avons vu — au profit de l'Exécutif, est soumis au parti. Il est contestable de soutenir, à l'exemple de M. Sy, qu'en Côte d'Ivoire les organes constitutionnels sont prééminents³². Cette formule n'est exacte que partiellement, dans la mesure où elle concerne le chef de l'Etat. L'auteur lui-même en est conscient puisqu'il fait la remarque préliminaire suivante : « Pour être plus précis il faudrait dire : la prééminence du chef de l'Exécutif sur les institutions partisans. Le fait primordial c'est que les organes constitutionnels l'emportent sur le parti à cause de la situation du Président Houphouët-Boigny ».

La prédominance du parti ne va pas sans contestation de la part des députés. En Mauritanie, elle suscite une forte résistance du Président de l'Assemblée nationale qui déclare le 13 novembre 1962, aux représentants du peuple : « Vous seuls détenez la souveraineté du peuple quand elle ne s'exprime pas directement... Je ne suis pas l'adversaire des partis politiques, mais j'ai toujours admis que les attributions du Parlement et du Gouvernement étaient de nature distincte du rôle des partis politiques³³ ». Ce à quoi le chef du P.P.M. et chef de l'Etat, M. Ould Daddah, répond : « Le Gouvernement et l'Assemblée ne sauraient faire face à leur mission sans la participation et le soutien populaires exprimés par le parti ». Au 2^e Congrès du P.P.M. (26 mars-2 avril 1963), le rapport de politique générale qui pose le principe de la prééminence du parti sur les rouages de l'Etat est adopté. Au Tchad, M. Tombalbaye utilise des moyens plus directs pour aboutir aux mêmes résultats. Le 28 janvier 1962, il annonce dans un discours radiodiffusé la dissolution de l'Assemblée nationale accusée de carence par effritement des partis, cristallisation de l'opposition sans buts constructifs, absence de programme de la majorité, tribalisme. En réalité, l'assemblée mise en cause date des élections du 21 décembre 1959, donc de la période précédant l'indépendance ; elle comporte encore quelques députés de l'opposition et surtout des députés du parti gouvernemental (P.P.T.) qui refusent de se plier totalement aux volontés de ce dernier. Or, le P.P.T. veut une assemblée composée de membres disciplinés ; il organise à cet effet de nouvelles élections selon le système de la liste nationale qui élimine toute opposition. Par ailleurs, les candidats font le serment, suivant la coutume locale, de consacrer toutes leurs activités à la cause générale telle qu'elle est

32. Cf. Sy, *op. cit.*, p. 167 et suiv.

33. Cf. *Chronologie politique africaine*, 1962, n° 6.

définie par le parti ; ils signent au préalable leur lettre de démission qui deviendrait effective au cas où ils ne pourraient plus tenir leur serment³⁴.

Désignation des membres de l'Assemblée nationale par le parti, intervention dans le travail parlementaire, procédures diverses (lettre de démission en blanc, serment...) tels sont les nombreux moyens dont dispose le parti pour affirmer son emprise sur un organe dont le rôle est déjà faible dans l'Etat. Il est beaucoup plus important d'établir les rapports entre le parti et le détenteur réel du pouvoir : le chef de l'Etat.

Section 2. — La symbiose entre le chef du parti et le chef de l'Etat : le leader national.

Une simple observation de la vie politique africaine révèle immédiatement le rôle considérable que joue un homme qui se situe au sommet à la fois de la hiérarchie partisane et de la hiérarchie étatique. Cette symbiose entre chef de parti et chef de l'Etat donne naissance au leader national qui constitue l'un des éléments de base du parti unique. L'apparition de ce dernier est en effet étroitement liée au rôle d'un homme. Sans abuser de la relation dialectique, on peut d'ailleurs affirmer que parti unique et leader nationale se conditionnent réciproquement. Le schéma général suivant peut rendre compte de l'évolution des pays africains : au cours du processus d'émancipation, il se dégage une personnalité susceptible de prendre en charge un parti pour le faire apparaître comme le garant du destin national ; cet homme et ce parti acquièrent alors un prestige qu'ils utilisent pour consolider leur pouvoir ; un phénomène d'identification progressive entre un homme, un parti, un peuple et une nation se produit ; finalement l'évolution vers le parti unique sous l'autorité d'un leader national se présente comme un mouvement naturel qui doit aboutir nécessairement.

La liaison entre la présence d'un leader national et l'avènement du parti unique peut être illustrée positivement et négativement. Positivement, car l'existence d'un leader facilite et même entraîne l'instauration et le maintien d'un régime monopartisan (§ 1). Négativement, car son absence rend difficile et l'instauration et le maintien d'un tel régime (§ 2). Toutefois, dans les deux cas, on débouche sur une forme de pouvoir personnel qui est le caractère fondamental des régimes politiques africains (§ 3).

§ 1. — L'existence d'un leader national facilite l'instauration d'un régime de parti unique.

On ne peut évoquer un pareil phénomène en Afrique noire sans citer son illustration la plus frappante, bien qu'elle se situe en dehors des pays qui font l'objet de notre étude : il s'agit de

34. Cf. Discours de M. Tombalbaye des 28 janvier et 17 février 1962.

M. Kwame Nkrumah, chef de l'Etat ghanéen. Avant sa chute, entraînée par le coup d'état du 26 février 1966 et aussi avant que son régime ne dégénère en dictature personnelle, le leader ghanéen constituait un exemple typique de cette sorte de « socialisation » du pouvoir qui lie tout un peuple à son porte-parole. Le chef du Convention People Party a totalement incarné le sentiment et l'idée nationalistes et il a su être, selon la formule de R. Wright, « l'agent provocateur des émotions de millions d'individus ». Aux yeux des Ghanéens, il fut l'incarnation du parti, de l'Etat, de la Nation et même de l'Afrique. Cette situation n'est pas propre au Ghana et les conclusions dégagées par l'analyse de M. Apter³⁵ à partir du cas de M. Nkrumah, sont valables pour d'autres chefs politiques africains. Ceux-ci apparaissent comme une source de normes qui deviennent des principes d'action pour leurs compagnons ; un symbole qui aide les différents groupes sociaux à s'identifier les uns aux autres ; un pôle d'intégration politique, en tant que figure centrale de l'autorité dans le cadre des institutions ; enfin un symbole vivant de la nouvelle entité territoriale qui encourage les individus à transcender leur appartenance ethnique traditionnelle.

MM. Félix Houphouët-Boigny, Sékou Touré, Modibo Keita, Léopold Sédar Senghor sont des exemples incontestables de ce phénomène en Afrique noire d'expression française. Certes, le culte de la personnalité n'atteint pas la même intensité qu'au Ghana et il n'est pas équivalent d'un pays à l'autre, mais ces hommes ont créé une symbiose réelle entre leur personne, le parti, l'Etat et la nation. Malgré des différences d'origine, de formation et de tempérament et des divergences dans l'option et l'action politiques, ces quatre hommes ont suivi un même chemin en créant et en animant sans discontinuité un parti auquel ils assurent un rôle prééminent dans le territoire, puis dans l'Etat-Nation après l'indépendance.

I. — C'est peut-être en Côte d'Ivoire que l'accent est mis le plus sur l'identification entre chef du parti, chef de l'Etat et leader national. M. Philippe Yace, secrétaire général du P.D.C.I. (M. Houphouët-Boigny, à la tête des corps représentatifs, un leader, Houphouët-librement un chef qui rassemble autour de lui toutes les forces vives du pays³⁶ » et ajoute « Gouvernement, Assemblée et Parti poursuivent maintenant le même et unique but. C'est pourquoi vous trouverez à la tête du gouvernement un chef, Houphouët-Boigny, à la tête des Corps représentatifs, un leader, Houphouët-Boigny, à la tête du Parti, un Président, Houphouët-Boigny³⁷ ». Il reconnaît ainsi et consacre l'autorité nationale d'un homme et d'un parti qui, à l'origine, représentaient surtout le milieu des petits

35. Cf. D.E. APTER, *The Gold Coast in transition*, Princeton, 1955 ; *Ghana in transition*, New York, 1963.

36. *Fraternité*, 12 février 1960, rapporté par A.R. ZOLBERG, *op. cit.*, p. 266.

37. *Fraternité*, 26 février 1960.

planteurs et l'ethnie Baoulé d'où est issu M. Houphouët-Boigny. Mais le fondateur du P.D.C.I. va, avec une habileté et un sens politique assez remarquables, transformer son parti en mouvement actif non seulement à l'intérieur de la Côte d'Ivoire, mais aussi à l'échelle de l'A.O.F. Pour imposer l'autorité du R.D.A., créé à Bamako, en 1946, il utilise tour à tour le concours des chefferies, du parti communiste français, puis des autres partis politiques français (notamment l'U.D.S.R.), de l'administration coloniale. Leader incontesté et sans concurrent du P.D.C.I., M. Houphouët-Boigny devient leader non moins incontesté de la Côte d'Ivoire et même de l'A.O.F., notamment à partir du moment où il est ministre dans le gouvernement français dirigé par M. Guy Mollet³⁸. Une liaison étroite s'est établie entre l'activité du leader, l'action du parti et la vie politique ivoirienne. Pendant toute une première période, de 1946 à 1951, M. Houphouët-Boigny est militant de la cause africaine contre l'administration coloniale et le P.D.C.I. est l'objet d'une répression dure qui lui acquiert un énorme prestige³⁹. La seconde période de 1952 à 1957, voit le parti et son leader se lancer à la conquête politique du territoire ivoirien où effectivement leur contrôle s'exerce totalement en 1957⁴⁰. Depuis cette date, le monopole de fait du pouvoir aux mains du P.D.C.I. et de son chef n'est encore jamais démenti. En somme, le parti unique ivoirien est comme l'aboutissement normal d'une évolution politique entièrement contrôlée par un homme et un mouvement qui est son instrument.

II. — Cette même évolution peut être relevée en Guinée où un seul homme a réalisé l'union autour d'un parti et d'un programme qui n'eurent jamais de concurrents sérieux. M. Sékou Touré, qui a mené de front la vie politique et syndicale⁴¹, a commencé à forger le P.D.G. dès sa création en mai 1947 comme section locale du R.D.A.⁴². Petit à petit, avec le concours de la fédération syndicale

38. M. Houphouët-Boigny fut le premier Africain à être ministre à part entière, les autres avant lui (tel M. Senghor) n'ayant été que secrétaires d'Etat.

39. Cf. A.R. ZOLBERG, *One-party government...*, p. 106 et suiv.

40. Comme le montre le résultat des élections à l'Assemblée territoriale en mars 1957 :

Inscrits : 1 483 000.

Exprimés : 807 000.

P.D.C.I. : 720 000 voix et 58 sièges.

Autres : 86 000 voix et 2 sièges.

41. M. Sékou Touré, après avoir été un des leaders de la C.G.T. en Guinée et en A.O.F., fut l'un des fondateurs de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique noire (U.G.T.A.N.) dont la création date de la Conférence de Cotonou, en janvier 1957.

42. C'est le 14 mai 1947 que les délégués guinéens, qui participèrent au Congrès de Bamako (10 octobre 1946) se réunirent pour former le Bureau provisoire de la section guinéenne du R.D.A. (voir les statuts de la section, in S. TOURÉ, *L'Afrique et la Révolution*, p. 50-51).

C.G.T. de l'A.O.F. et du Parti communiste français, le P.D.G. devient un organisme suffisamment structuré et influent pour inquiéter l'administration coloniale et les chefferies locales qui se coalisent contre lui. En même temps que toutes les autres sections du R.D.A., il subit la dure répression de 1949 à 1951, puis affronte les batailles électorales manipulées par l'administration. Par delà toutes ces épreuves, le prestige de M. Sékou Touré ne fait que grandir et lorsqu'il est battu aux élections législatives partielles de 1954, il est acclamé partout comme le « vrai député », le « vrai chef »⁴³. Il entame alors une lutte décisive contre les personnes et groupements opposés à l'action de son parti. Les élections à l'Assemblée territoriale, en mars 1957, après l'adoption de la loi-cadre, consacrent le succès du P.D.G. qui enlève 57 sièges sur 60 et établissent définitivement le triomphe d'un nouveau « chef » à l'échelon du pays au lieu et place des « chefferies » tribales et locales. Après avoir triomphé politiquement des chefferies, le parti et son leader s'efforcent de les supprimer juridiquement, en tant qu'institutions, enlevant ainsi toute base solide pour une opposition éventuelle. Cette suppression est réalisée très habilement, sous couvert d'une réorganisation administrative dans le territoire, par un arrêté en date du 31 décembre 1957⁴⁴. Désormais un seul parti contrôle réellement la vie politique guinéenne et son chef est devenu un leader à l'échelle du territoire.

Avec l'avènement de l'indépendance cette prééminence ne fait que s'accroître, car face aux exigences du Général De Gaulle, incarnation prestigieuse et hautaine de la France, M. Sékou Touré apparaît comme le fier représentant d'un peuple dont il porte à la fois les espérances et les craintes. Sans exagérer l'importance de la date du 25 août 1958⁴⁵, il faut convenir que la réponse faite ce jour-là au Général de Gaulle par M. Sékou Touré, totalement soutenue par le P.D.G., a scellé un pacte entre un homme et son parti d'une part, un peuple d'autre part. L'ancien leader syndical et partisan devenu leader d'un territoire accède au leadership national en assurant l'unité du pays derrière lui. Bénéficiant de cet élan enthousiaste et quasi-unanime, c'est tout naturellement que le

43. Ces élections partielles sont intervenues pour pourvoir au remplacement du député Yacine Diallo, décédé. Le vainqueur fut Barry Diawadou, leader du Bloc africain de Guinée (B.A.G.) qui rejoindra le P.D.G. en 1958.

44. L'arrêté n° 57-238/INT./CAB. du 31 décembre 1957, qui ne vise apparemment qu'à réorganiser l'administration dans le territoire, dispose dans son article 1 : « La chefferie de canton, dite *Chefferie traditionnelle*, est supprimée sur toute l'étendue du territoire de la Guinée française, à compter du 31 décembre 1957. »

45. On se souvient que ce jour-là, le chef de l'Etat français refusa dans son discours de Conakry de prendre en considération le point de vue guinéen exposé par M. Sékou Touré et entraîna par conséquent le refus de la Communauté et l'indépendance de la Guinée, cf. à ce propos : J. LACOUTURE, *Cinq hommes et la France*, Paris, Seuil, 1961 et B. AMEILON, *La Guinée...*, *op. cit.*

P.D.G. rallie les petits groupements politiques qui l'entourent et s'institue parti unique de fait au lendemain de l'indépendance.

III. — Les mêmes remarques peuvent être faites à propos du Mali (Soudan) et du Sénégal où toutefois la situation politique est plus complexe et où les leaders éprouvent davantage de difficultés à s'imposer et à faire triompher leurs partis respectifs. C'est qu'en effet au Mali, dès 1946, deux hommes à la tête de deux partis s'affrontent : Fily Dabo Sissoko, leader du Parti progressiste soudanais et Mamadou Konaté, leader de l'Union soudanaise — R.D.A. Il faut attendre les élections territoriales de mars 1957 pour voir triompher définitivement ce dernier et assurer le contrôle politique du pays par un seul parti⁴⁶. A ce moment, M. Modibo Keita vient juste de succéder à M. Mamadou Konaté, décédé en mai 1956, comme leader de l'Union soudanaise ; jusque-là il en était le secrétaire général alors que Konaté en était le président et le chef. Donc à la différence de ses homologues ivoirien et guinéen, le leader malien n'a pu établir très tôt et nettement sa prééminence au sein du parti et du territoire. Une seconde originalité est aussi à retenir : l'Union soudanaise a toujours essayé de faire prévaloir le principe de la direction collégiale. Selon le témoignage de R. Schachter-Morgenthau, le Comité Directeur et le Bureau Politique ont souvent fait triompher leur point de vue sur celui de Konaté⁴⁷. Pour ces deux raisons, entre autres, le leadership exercé par M. Modibo Keita ne revêt peut-être pas cet aspect écrasant que l'on rencontre par ailleurs. Toutefois, il ne faut point surestimer la règle de la collégialité largement répandue à propos des institutions du Mali et diminuer le rôle de l'homme. Bien que le chef de l'Etat malien prétende ne parler qu'au nom du Bureau politique national du parti, il est

46. Voici la traduction électorale de la rivalité Sissoko et Parti progressiste soudanais (P.S.P.) d'une part, Konaté et Union soudanaise U.S.R.D.A.) d'autre part (d'après les chiffres donnés par R. SCHACHTER-MORGENTHAU, in *Political parties...*, *op. cit.*, p. 276 et abstraction faite des petits partis) :

Dates des élections	Inscrits	Exprimés	P.P.S.	U.S. R.D.A.
10 nov. 1946 (Ass. nat. franç.)	160 464	95 243	60 759 2 élus	27 653 1 élu
17 juin 1951 (Ass. nat. franç.)	916 944	340 207	201 866 3 élus	115 490 1 élu
30 mars 1952 (Ass. territ.)	925 131	259 348	122 957 27 élus	101 902 13 élus
2 janv. 1956 (Ass. nat. franç.)	1 075 640	438 502	161 911 2 élus	215 419 2 élus
31 mars 1957 (Ass. territ.)	2 090 048	?	218 668 6 élus	472 208 64 élus

47. *Op. cit.*, p. 291 et suiv. ; voir aussi SY, *op. cit.*, p. 186 et suiv.

clair que M. Modibo Keita est le seul à posséder une stature nationale, alliant en lui le chef traditionnel issu d'une grande famille et le chef moderne d'un mouvement de masse assez bien structuré et dynamique. L'absence de culte de la personnalité — du moins sa très grande discrétion comparée à ce qui se fait dans d'autres Etats — ne doit pas faire oublier l'autorité et le prestige réels de l'homme dont la popularité indéniable facilite largement le monopole politique de l'Union soudanaise.

IV. — La situation sénégalaise est assez proche de la précédente en ce sens que M. Senghor a mené une bataille longue et dure pour s'imposer d'abord comme le leader d'un parti, puis comme leader dans le territoire et dans la nation. La première bataille est menée contre le vétéran de la politique sénégalaise : M. Lamine Guèye et la section locale S.F.I.O. En effet, après avoir été membre de cette section, de 1945 à 1948, M. Senghor s'oppose finalement à elle et crée son propre mouvement le Bloc Démocratique Sénégalais (septembre 1948). Avec l'aide de M. Dia, il implante son parti à travers tout le territoire en conquérant les campagnes et aussi en obtenant l'audience des jeunes, des étudiants et des syndicats dans les grandes villes⁴⁸. L'influence grandissante du B.D.S. est directement liée à la personnalité de M. Senghor dont la qualité de brillant intellectuel, écrivain et poète permet de toucher les couches éduquées de la société sénégalaise, tandis que son origine modeste facilite le contact avec les couches rurales complètement délaissées jusque-là par la section S.F.I.O. de M. Lamine Gueye. Ce dernier perd peu à peu du terrain sur son adversaire et les élections législatives du 2 janvier 1956 marquent le succès décisif du B.D.S. qui obtient 347 000 voix, contre 101 000 à la S.F.I.O.

MM. Senghor et Dia sont élus et, désormais, leur parti s'assure le contrôle de la vie politique sénégalaise⁴⁹, entraînant même le ralliement de M. Lamine Gueye en 1958. Toutefois, le leadership de M. Senghor ne s'exerce pas de la même manière qu'en Côte d'Ivoire ou en Guinée. C'est que l'intellectuel qu'il est, doit compter sur l'influence auprès de la jeunesse d'intellectuels aussi brillants que MM. Abdoulaye Ly, Assane Seck, Cheikh Anta Diop et l'homme politique doit compter sur le rôle de plus en plus important de M. Dia et l'audience que conserve M. Lamine Gueye, malgré l'élimination du parti qu'il avait fondé.

48. M. Senghor obtient ainsi l'appui de la fameuse confrérie des Mourides, en même temps que celui des syndicats dont l'un des leaders (Abbas Gueye de la C.G.T.) est présenté aux élections législatives de 1951 ; enfin, il rencontre les étudiants à Paris en novembre 1951.

49. Les résultats sont confirmés aux élections territoriales du 31 mars 1957 qui se déroulent au suffrage universel : le B.D.S. avec 78 % des suffrages remporte 47 sièges tandis que le Parti sénégalais d'Action socialiste (nouvelle dénomination de la S.F.I.O. de M. Lamine Gueye) avec 19 % des voix, obtient 13 sièges, ceux de Dakar et Saint-Louis.

Ce leadership est d'ailleurs contesté une première fois lors de la crise qui entraîne l'éclatement de la Fédération du Mali. Entre autres raisons qui aboutissent à cet éclatement, il semble que la volonté des soudanais d'écarter M. Senghor ait joué un rôle important⁵⁰. Le problème s'est posé au moment du choix d'un candidat à la présidence de la Fédération : alors que l'U.P.S. propose son leader, les Soudanais semblent préférer confier cette charge à des hommes comme M. Lamine Gueye ou M. Boubacar Gueye. Espérant ainsi, d'une part, diminuer l'influence importante exercée par M. Senghor qui occupe trop le devant de la scène politique, d'autre part, disposer à la tête de la Fédération d'une personnalité ayant moins d'envergure et moins de soutien auprès de l'U.P.S. et des masses sénégalaises. Mais l'U.P.S. parti bien regroupé autour de MM. Senghor et Dia, qui font jouer le réflexe nationaliste⁵¹, fait échec aux partisans de M. Modibo Keita, mettant ainsi fin à la Fédération du Mali le 20 août 1960.

Si la raison fondamentale de cet éclatement trouve son explication dans le fait que « la fédération à deux est impossible » — selon les termes du président sénégalais — il faut ajouter aussi qu'une fédération avec trois leaders — MM. Keita, Senghor et Dia — l'est autant. Tout comme l'est d'ailleurs la coexistence de deux grands leaders à la tête d'un même Etat. La crise, déjà étudiée, qui affecte le Sénégal en décembre 1962 le prouve aisément puisqu'elle entraîne l'élimination de M. Dia et consacre définitivement le leadership national du président Senghor, qui cumule la fonction de seul chef de l'U.P.S. et de chef de l'Etat. C'est donc après une évolution laborieuse qu'un seul parti et un seul homme parviennent à asseoir le monopole de leur autorité. A partir de là, on peut comprendre aussi la lenteur du processus d'instauration du parti unique. La tentative de création d'une fédération, l'expérimentation d'un régime de type parlementaire, l'existence d'une élite politique sénégalaise ont constitué autant de freins à la consécration d'un unique leader national qui aurait fait de son parti le seul mouvement politique. Mais à partir du moment où cette consécration se réalise, il semble bien que l'évolution vers le parti unique soit facilitée. Dans le cas du Sénégal, le ralliement des partis de l'opposition non interdite, entre 1963 et 1966, amène le pays à suivre l'exemple de la plupart des Etats africains. Les opposants ont pris conscience du fait que désormais M. Senghor est bien le leader

50. Cf. D.G. LAVROFF, *La République du Sénégal*, p. 42. Sur la crise elle-même, cf. P. GAM, « Les clauses de l'éclatement de la Fédération du Mali », *R.J.P.I.C.*, 1966, p. 411 et suiv.

51. M. DIA déclare dans un discours à Touba, le 15 août 1960 : « Aujourd'hui nous sommes devenus libres et indépendants, et ce n'est pas pour qu'un autre pays, et surtout un territoire comparable au nôtre, vienne à son tour nous coloniser » ; M. SENGHOR lui fait écho le jour même de la crise, le 20 août, en s'adressant à la population par la radio : « Il s'agit de défendre notre indépendance, car ce que l'on veut c'est nous coloniser, nous réduire en esclavage. »

national et que la prééminence quasi totale de son parti est incontestable ; il est donc vain de continuer à lutter contre eux. Le mois de juin 1966 — date du ralliement du dernier parti d'opposition légale — marque donc en même temps le triomphe personnel du leader sénégalais et celui de son parti qui aura attendu presque dix huit ans pour établir son monopole politique.

§ 2. — L'absence d'un leader national rend difficile l'instauration et le maintien d'un parti unique.

La preuve de l'influence exercée par une forte personnalité dans l'avènement du parti unique peut être administrée négativement⁵². Déjà l'exemple sénégalais nous a montré précédemment que la concurrence de personnalités retarde le phénomène et engendre des crises dont la conclusion est logiquement l'élimination d'un leader et la consécration d'un autre, à condition que ce dernier s'impose réellement à l'échelle nationale. L'exemple du Dahomey est très instructif à cet égard.

Dans ce pays, nous avons vu que jamais un seul homme, ni un seul parti n'ont réussi à obtenir une quelconque assise majoritaire auprès des populations. Un véritable triangle de forces semble caractériser de façon irréductible la sociologie politique dahoméenne et il est aisé de conclure, à partir de cette constatation, que toute tentative de création d'un parti unique tournera à l'échec. Pourtant les trois leaders du pays — MM. Apithy, Ahomadegbe et Maga — représentant les trois tendances caractérisées, ont essayé, tour à tour, par des formules diverses soit en s'alliant à deux contre un, soit en formant des unions nationales, soit finalement en ayant recours au parti unique, de trouver un équilibre politique.

I. — Le premier parti unique, le Parti dahoméen de l'unité,

52. En dehors de l'Afrique noire, on peut trouver d'autres illustrations de cette affirmation. En prenant l'exemple de l'Afrique du Nord, on peut faire une intéressante comparaison entre les trois pays. En Tunisie la reconnaissance d'un seul et unique chef par le parti qui a mené la lutte pour l'indépendance, a entraîné la reconnaissance d'un seul leader national qui a instauré sans trop de difficultés un régime monopartisan stable. L'épisode de la rivalité Benyousséf-Bourguiba n'a jamais mis en question réellement l'autorité du second. En Algérie, au contraire, l'absence d'un leader national incontesté et la non-reconnaissance de M. Ben Bella comme tel, au nom du principe de la collégialité du F.L.N., explique en partie les difficultés de l'indépendance et la crise du 19 juin 1965. Cette absence d'un seul leader n'est pas étrangère aux difficultés actuelles du parti unique algérien. Au Maroc, lors de la lutte pour l'indépendance, le Sultan, tout en se retrouvant à la tête du nationalisme, n'a jamais été le chef d'un parti politique. Il avait des sympathies pour l'Istiqlal, mais n'en était pas le leader. Cette circonstance semble avoir déterminé, pour le moment, l'absence de monopartisme au Maroc ; elle a empêché l'Istiqlal de jouer le même rôle que le Néo-Destour ou le F.L.N. en cristallisant le leadership national sur la personne du Sultan et non sur celle du chef du parti qui a lutté pour l'indépendance.

est mis en place par M. Hubert Maga qui n'y parvient que très laborieusement en créant une alliance de circonstance avec M. Apithy et en poursuivant, pour complot, M. Ahomadegbe dont le parti est interdit. Les élections du 11 décembre 1960, qui devaient avaliser la volonté d'aboutir à un parti unique, ne donnent nullement les résultats escomptés, puisque l'opposition obtient 213 000 voix contre 468 000 au P.D.U., soit un tiers des voix. Les circonscriptions traditionnellement favorables à M. Ahomadegbe et son parti (l'U.D.D.) persistent à lui apporter leur soutien. Dans ce cas, seul un vrai leader bénéficiant d'un prestige réel à l'échelle nationale, d'un certain charisme, peut parvenir à briser les particularismes historiques et régionaux et à entraîner les masses derrière un mouvement, à l'instar des leaders guinéen, ivoirien, malien ou sénégalais. Or, M. Hubert Maga, venu à la politique en tant que défenseur d'un groupement ethnique (Bariiba du Nord-Dahomey) n'est parvenu à étendre que faiblement son audience ; il est resté un chef partisan, un chef minoritaire dont la valeur politique, l'envergure personnelle sont assez limitées et dont le prestige n'atteint point en tout cas l'ensemble du pays. Son échec sur le plan électoral est la traduction de cette situation. Sa chute et la déconfiture de son parti unique, en octobre 1963, sont la conséquence de son incapacité à assumer le leadership national. Elles montrent à l'évidence la base artificielle et, par conséquent, éphémère sur laquelle repose le parti unique qu'il établit en faisant abstraction de la volonté d'une fraction importante de la population, en interdisant l'opposition qui la représente et en croyant qu'une alliance de deux courants d'importance équivalente et traditionnellement opposés peut servir de force politique.

II. — L'évolution politique dahoméenne en 1963 fait croire que le phénomène déjà intervenu au Mali et au Sénégal va jouer ; par réduction successive des leaders politiques, l'un d'entre eux semble devoir s'imposer et assurer ainsi l'équilibre politique d'un pays. En effet, l'éviction de M. Maga entraîne la réconciliation de ses deux adversaires, MM. Apithy et Ahomadegbe lesquels — faute de reconnaître l'autorité de l'un ou de l'autre — se partagent les responsabilités.

L'absence d'un leader véritable nous vaut un texte constitutionnel, adopté le 5 janvier 1964, qui met sur pied un exécutif bicéphale dont les compétences sont si bien équilibrées qu'elles contiennent en germe une source de conflits dont la solution n'est même pas prévue. C'est ainsi que le Président de la République élu au suffrage universel, est chef de l'Etat, préside le conseil des ministres et arbitre les conflits entre les pouvoirs tandis que le vice-président également élu au suffrage universel est chef du Gouvernement et détermine la politique à suivre. De même le président nomme les ambassadeurs, magistrats, haut-fonctionnaires, officiers généraux et supérieurs, mais le vice-président « nomme aux emplois civils et militaires ». Enfin, le chef de l'Etat préside le conseil supérieur de

défense et prend les mesures exceptionnelles de sécurité que requiert la situation, mais le vice-président est « responsable du maintien de l'ordre et de la sécurité ». En cas de conflit entre les deux autorités exécutives, il n'y a aucune procédure de règlement même par intervention de l'Assemblée nationale, car celle-ci ne dispose pas du pouvoir de renverser éventuellement le gouvernement. La solution ne peut donc venir que de l'extérieur et c'est bien ce qui arrive dès le premier conflit.

Celui-ci apparaît, en novembre 1965, à propos de la nomination des membres de la Cour suprême prévue par la Constitution. Le chef de l'Etat, M. Apithy, s'oppose à la signature des décrets nommant les membres de la Cour suprême en arguant de l'inconstitutionnalité des textes, à raison notamment d'une loi récente qui décide que le président de la Cour devrait être une personnalité apolitique⁵³. Le chef de l'Etat persiste dans son refus malgré l'avis du comité directeur du Parti démocratique dahoméen, auquel il appartient, et qui est le seul parti dans le pays. Aussi le P.D.D. décide-t-il d'exclure le président Apithy de ses rangs, ce qui entraîne normalement, en application du règlement intérieur, à demander la démission du chef de l'Etat. Mais celui-ci refuse malgré la pression conjointe des membres du gouvernement et du Comité directeur du parti ; il estime qu'il est l'élu du peuple et n'est responsable que devant lui. Aussi le 27 novembre, une décision du Comité directeur du P.D.D. élargi aux membres du gouvernement, du Parlement et des organisations annexes, le démet de ses fonctions et charge M. Ahomadegbe, vice-président et chef du gouvernement, d'assurer les fonctions de chef de l'Etat. Une telle confusion, qui trouve sa base à la fois dans un différend personnel entre deux leaders et dans les institutions dahoméennes elles-mêmes — l'on ne sait plus finalement qui, du chef de l'Etat, du chef du gouvernement, du parti ou du parlement, constitue l'autorité suprême — ne peut que déclencher des forces extérieures, soit l'opinion publique, soit l'armée. En l'occurrence, c'est l'armée qui fait pression, le 29 novembre, et obtient la démission des deux antagonistes et leur remplacement par un gouvernement provisoire. Le 4 décembre 1965, la dissolution du P.D.D. met fin à la seconde tentative d'institution du parti unique au Dahomey.

III. — Ainsi donc, MM. Maga, Apithy et Ahomadegbe échouent dans l'action qu'ils ont menée parce qu'aucun d'entre eux n'a pu dépasser sa qualité de chef partisan pour devenir un chef d'Etat et un leader national ; aucun d'entre eux n'a pu briser le « triangle politique dahoméen » selon l'image de M. Cornevin

53. Loi du 1^{er} octobre 1965 portant organisation de la Cour suprême qui élargit en même temps la composition de la chambre de réflexion chargée constitutionnellement de donner son avis sur toutes questions politique, économique, sociale, par l'entrée de six membres étrangers au Dahomey.

qui constate que le pays « victime de la balkanisation de l'Afrique... reste le pays dont les têtes politiques restent le plus marquées par l'histoire précoloniale et où l'équilibre des forces doit être maintenu entre les diverses forces en présence ⁵⁴ ». L'espoir selon lequel « l'attelage en triangle dahoméen, quel que soit celui qui est en tête, saura tirer dans le même sens pour sortir le pays de l'ornière où il est présentement enlisé ⁵⁵ » ne s'est pas révélé fondé. L'échec des partis entraîne l'intervention de l'armée qui prétend instaurer dans le pays un nouveau style selon lequel les hommes se réuniraient autour d'un programme et non autour de quelques personnalités dont la rivalité menace l'équilibre du Dahomey ⁵⁶. Il est évident ici que l'irruption de l'armée sur la scène politique est une conséquence de la faillite des partis et de leurs leaders. Ils n'ont réussi ni par accord entre eux, ni individuellement à mettre sur pied un régime stable, en raison de l'absence, d'une part, d'un consensus populaire suffisamment large, d'autre part, d'une efficacité quelconque des partis mis en place.

La plupart des autres Etats ont éprouvé et éprouvent de grandes difficultés à asseoir le monopole politique d'un homme et d'un parti. Une fraction plus ou moins importante de la population ne reconnaît pas toujours le leadership du parti gouvernemental, c'est-à-dire finalement son chef. Car, il faut bien constater qu'en Afrique, le parti est identifié à son chef et l'audience de celui-là est fonction de l'audience de celui-ci. La stabilité du parti unique est liée à celle du chef de l'Etat, plus précisément à sa popularité et à l'idée que le peuple se fait de son pouvoir dans l'Etat. La preuve résulte des récents coups d'Etat qui ont affecté le Togo, la Haute-Volta et la République Centrafricaine où la chute du Président de la République entraîne une disparition silencieuse du parti censé le soutenir fermement. Le parti unique africain se révèle être un instrument de soutien du pouvoir tant que le chef de l'Etat bénéficie d'une autorité et d'un crédit suffisants pour maintenir ce pouvoir. Mais dès que cette autorité et ce crédit sont sérieusement ébranlés, l'instrument se montre incapable de les restaurer et de sauvegarder le régime. Le parti unique africain offre, en définitive, l'image d'une pyramide reposant sur son sommet, c'est-à-dire sur son leader qui est en même temps chef de l'Etat ; il est directement lié au pouvoir personnel d'un homme dont il suit le destin.

54. Cf. R. CORNEVIN, *Le Dahomey*, p. 83.

55. *Idem.*

56. Conférence de presse du général Soglo du 26 décembre 1965, après le coup d'Etat du 22 décembre qui élimine les trois leaders et leurs partis de la scène politique.

Toutefois le général Soglo vient d'être renversé par un coup d'Etat (17-12-1967) qui montre que les querelles de personnes prédominent toujours, car le changement intervenu vise seulement à remplacer un homme par un autre, sans affecter en rien la politique de l'Etat (le général Soglo est remplacé par le lieutenant-colonel Alley).

§ 3. — Le pouvoir personnel.

Le pouvoir personnel est la résultante des institutions mises en place qui confondent et renforcent les responsabilités au niveau de l'une d'entre elles, du monopole politique auquel prétend un homme qui écarte toute concurrence éventuelle dans l'exercice du pouvoir et de l'existence de certaines formes du culte de la personnalité ^{56 bis}.

I. — *La confusion des pouvoirs aux mains d'un seul homme.*

En examinant précédemment le présidentielisme africain, nous avons noté que ce régime aboutissait essentiellement à faire du chef de l'Etat la pièce maîtresse, sinon l'unique rouage des institutions. De plus, le chef de l'Etat est en même temps leader du parti en tant que secrétaire général (ou président, comme dans l'exemple ivoirien). Or, l'étude de l'organisation partisane montre que celle-ci est aussi dominée par son chef, même lorsqu'elle se réclame du principe de la collégialité.

Tous les partis africains ont, à peu près, adopté un même schéma structurel qui comporte toujours les organes suivants : un congrès, un bureau politique, un secrétaire général (et parfois un président comme au Tchad ou en Côte d'Ivoire). Normalement le congrès désigné par les militants de base est l'organe suprême auquel il appartient d'arrêter la ligne politique du parti, de définir les objectifs à atteindre dans la période qui suit sa session, de désigner les autres organes qui doivent rendre compte de leur gestion ; il constitue en somme une sorte de parlement. Le bureau politique dont la mission consiste à mettre en œuvre le programme arrêté par le congrès et à veiller au fonctionnement des cellules du parti représente une sorte d'exécutif. Enfin, le secrétaire général qui préside aux travaux du bureau politique n'est en principe qu'une cheville ouvrière qui prépare et facilite ces travaux.

Tel est le schéma, mais la réalité est différente. C'est à dessein que nous avons établi la comparaison entre congrès, bureau politique et secrétaire général d'une part, parlement, gouvernement et chef de gouvernement d'autre part, car ces deux hiérarchies pyramidales sont assez semblables dans la mesure où elles sont fictives ou plus précisément parce qu'elles reposent sur leur sommet. Dans un cas comme dans l'autre, le pouvoir réel ne se situe pas à la base ; tout comme le parlement qui a vu son rôle diminuer au profit du gouvernement et de son chef, le congrès du parti a vu s'opérer un transfert de pouvoir au profit du bureau politique et du secrétaire général du parti.

Le congrès est en effet une institution trop lourde, trop solennelle pour être un organe suprême efficace. Réuni à intervalles très

^{56 bis}. Pour un vigoureux et sévère pamphlet sur l'institution présidentielle en Afrique, voir D. EWANDÉ, *Vive le Président !* Paris, A. Michel, 1968, 223 pages.

espacés, allant de deux à quatre ans⁵⁷ ou de manière très irrégulière⁵⁸, il ne constitue plus qu'un organisme d'enregistrement de décisions déjà prises par ailleurs. Pour pallier cette carence du congrès, notamment son incapacité à contrôler efficacement l'action du parti, un autre organe dont l'appellation est variable — conseil national, conférence nationale, comité directeur — est prévu ; par sa composition allégée et ramenée à quelques dizaines de membres environ, par ses sessions plus régulières et un peu plus fréquentes — une fois l'an au moins — il est destiné à mieux surveiller les autres organes du parti entre deux sessions du congrès. Mais cette sorte de petit congrès ne remplit guère son rôle car le bureau politique est devenu pour plusieurs raisons, la seule autorité qui compte dans la hiérarchie partisane.

Le bureau politique est devenu l'organe essentiel du parti en raison tout d'abord de sa permanence qui lui assure une connaissance quotidienne des problèmes et des hommes, des interventions qu'il peut faire à tout moment et en tout lieu. Il exerce ensuite une mainmise totale sur l'appareil partisan et administratif, qui rend extrêmement difficile et même dangereux toute possibilité de critiquer son action ; les personnes susceptibles de mettre en cause ses décisions craignent les mesures de rétorsion éventuelles qui peuvent les frapper dans leur vie professionnelle — surtout si elles exercent une fonction administrative — ou dans leur liberté de mouvement (arrestation, internement, poursuite judiciaire). Enfin, le bureau politique est généralement composé d'anciens militants chevronnés qui ont mené la lutte du parti dont ils constituent ainsi les « guides » au-dessus du contrôle des instances de base. Il est toujours difficile pour les jeunes militants de base, seuls capables d'apporter une contestation, de dénoncer l'action de vétérans qui dominent l'appareil du parti et invoquent au besoin les luttes passées pour justifier les faiblesses présentes. Ainsi le bureau politique, désigné par le congrès et responsable devant lui avec pour mission d'être son organe d'exécution, est parvenu à renverser le schéma et à devenir l'instance dirigeante qui impulse le parti, le contrôle à tous les niveaux dans sa composition et son fonctionnement. Il parvient même au résultat suivant : exerçant son autorité sur les sections chargées de désigner les membres du congrès, il contrôle la composition de ce dernier et, par voie de conséquence, sa propre composition.

Mais le bureau politique lui-même n'est pas pour autant l'or-

57. Par exemple, au Sénégal le congrès se réunit ordinairement tous les deux ans ; au Mali tous les trois ans, en Guinée tous les quatre ans.

58. En Côte d'Ivoire normalement le congrès est annuel, mais en fait il ne se réunit que rarement. Depuis l'indépendance, il ne s'est réuni qu'une seule fois, en septembre 1965 pour tenir sa quatrième session alors que le P.D.C.I. existe depuis 1946.

gane suprême. Le transfert de pouvoir qui s'est opéré depuis le congrès vers le conseil national (ou conférence nationale, ou comité directeur), puis vers le bureau politique ne s'arrête pas là. En effet, ce dernier organe est animé par un secrétaire général vers lequel aboutissent finalement toutes les hiérarchies d'autorité puisqu'il cumule les fonctions de chef de parti avec celles de chef de l'Etat ainsi que d'autres fonctions ministérielles⁵⁹.

La domination du bureau politique par une seule personne résulte aussi bien des circonstances historiques que d'une tactique employée à cet effet. Historiquement le secrétaire général est le ou l'un des fondateurs du parti ; il bénéficie de ce fait de l'autorité et du prestige attachés au premier militant qui est toujours élu à l'unanimité. Il est souvent le théoricien — parfois le seul — dont la pensée doit servir de référence à tous les autres membres ; tous les rapports importants devant les instances du parti, notamment lors des congrès, sont présentés par lui et sont considérés comme l'expression de ses propres idées. Tactiquement, le secrétaire général s'efforce de contrôler la composition, le fonctionnement et les attributions du bureau politique. S'agissant de la composition, il y parvient en limitant le nombre des personnes qui y siègent (10 à 20 membres) et surtout en y faisant figurer soit des fidèles — le critère d'ancien militant ou de compagnon de lutte abondamment invoqué est le meilleur moyen d'y parvenir — soit des hommes qui sont, à quelque titre, sous la dépendance du secrétaire général en tant que chef de l'Etat. Ainsi, pour prendre l'exemple ivoirien, le bureau politique est composé de telle manière qu'il ne menace pas sérieusement la prééminence du président Houphouët-Boigny. On y trouve trois ministres, un ancien ministre et trois ambassadeurs sur un total de onze membres. Les trois autres membres sont de vieux compagnons de lutte du chef de l'ancien R.D.A., tels MM. Mamadou Coulibaly, président du Conseil Economique et Social, Kouan Kanga, maire d'Abidjan, Philippe Yace, président de l'Assemblée nationale et secrétaire général du P.D.C.I. Selon la remarque de M. Sy, une telle composition du bureau politique laisse à ce dernier peu de liberté d'action : les ministres qui sont représentés ou les ambassadeurs sont révoquables au gré du président ; les autres membres ont plus tendance à être solidaires qu'opposés à son action⁶⁰.

La même conclusion s'impose en Guinée où la composition du bureau politique montre que c'est un instrument aux mains de M. Sékou Touré. Sur quinze membres, douze sont sous l'autorité

59. En Guinée, pendant quelques temps, en 1958-1959, M. Sékou Touré était chef du gouvernement, secrétaire général du Parti et secrétaire général de l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire.

Actuellement, dans la plupart des pays africains, le chef du Parti est chef de l'Etat et détient en outre un ou plusieurs portefeuilles ministériels (généralement la Défense nationale, les Affaires étrangères, l'Information et les Finances).

60. Cf. Seydou Madani Sy, *op. cit.*, p. 168.

directe du Président de la République et secrétaire général du parti. Neuf membres font partie du cabinet du Président, deux autres membres sont gouverneurs de région et le douzième est ambassadeur, tous nommés par le Président de la République lui-même. Si, malgré tout, le bureau n'a pas la totale confiance du secrétaire général, celui-ci fait apparaître en son sein un groupe encore plus restreint, qui le double en somme. C'est du moins l'évolution qui semble se faire jour en Guinée depuis 1963. Depuis cette date, M. Sékou Touré a institué une commission permanente de trois à quatre membres chargée d'agir au nom du bureau politique et en étroite collaboration avec le secrétaire général⁶¹. Au Sénégal le bureau est très étoffé à l'inverse de ce qui est pratiqué ailleurs ; il comporte soixante membres. Un tel organisme étant assez difficile à manier, il est prévu un secrétariat de vingt-cinq membres qui est le véritable organe directeur du parti sous l'autorité du secrétaire général (M. Senghor), du secrétaire général-adjoint (M. Thiam) et du directeur politique (M. Lamine Gueye).

A ce contrôle exercé par le leader du parti sur la composition des organes directeurs vient s'ajouter une mainmise sur les règles présidant à leur fonctionnement et déterminant leurs attributions. C'est sur son initiative que le bureau politique est convoqué pour se réunir ; c'est lui qui dresse l'ordre du jour, se réservant ainsi le droit de faire discuter les affaires de son choix. Faisant jouer successivement sa qualité de chef de l'Etat et de chef du parti, il parvient à réduire singulièrement et les compétences et le rôle du bureau qui, d'organisme directeur chargé de l'application des décisions du congrès, n'est plus qu'un organe de conseil auprès du chef de l'Etat. En dernière analyse, la structure réelle du pouvoir montre que le parti est un instrument aux mains du chef de l'Etat qui détermine la politique du pays et la met en œuvre sans qu'un contrôle sérieux et organisé puisse s'exercer effectivement. Un tel contrôle suppose la règle de la collégialité qui est souvent proclamée, mais n'est pas pratiquée⁶². Les leaders africains entendent détenir l'autorité sans partage et ils écartent systématiquement toute concurrence éventuelle.

61. Cf. B. CHARLES, *rapport précité* à la Fondation nationale des Sciences politiques.

62. Le Mali constitue peut-être une exception relative dans la mesure où le fonctionnement du Parti se réclame avec force du principe de la collégialité et où l'organe directeur semble assumer effectivement les fonctions qui lui sont dévolues ; par ses réunions hebdomadaires, par le dynamisme de ses membres, le Bureau politique de l'Union soudanaise-R.D.A. essaie de participer au pouvoir que M. Modibo Keita ne cherche pas, apparemment, à accaparer totalement (voir à ce propos Seydou Madani Sy, *op. précit.*, p. 186 et suiv. ; Th. HODGKIN, *African political parties*, p. 97 ; A.R. ZOLBERG, « The political revival of Mali », *The World Today*, avril 1965, p. 151 et suiv.) Après les changements récents et la dissolution du Bureau politique (22 août 1967), c'est le Comité national de Défense de la Révolution qui constitue l'organe collégial.

II. — *L'élimination des concurrents politiques.*

Au cours des différentes phases de l'évolution vers le parti unique, l'élimination des formations adverses entraîne évidemment celle de leurs leaders qui sont autant de concurrents du chef du parti gouvernemental. Bien que camouflée par la lutte des partis, la concurrence des personnes est très nette et détermine souvent la plus ou moins grande âpreté des moyens mis en œuvre pour atteindre le résultat final. Nous avons vu que, d'une façon générale, les moyens pacifiques sont utilisés à l'égard des petits partis dont les leaders n'ont pas de prétentions quant à l'exercice du pouvoir, alors que les moyens coercitifs visent surtout les partis importants susceptibles de hisser leurs leaders jusqu'au pouvoir. Toutefois, au cours de cette période, le monopole politique auquel prétend un homme ne prend pas encore tout son relief. Il faut attendre l'instauration du parti unique pour voir le détenteur du pouvoir écarter, petit à petit, ceux qui l'ont aidé et s'opposent maintenant à son autorité dictatoriale ou ceux qui s'affirment trop brillants, et lui portent ombrage ou essayent tout simplement de le supplanter.

Il est caractéristique de noter à cet égard que la stabilité du poste de premier responsable dans l'Etat — du moins jusqu'à la survenance d'un coup d'état ou d'un mouvement populaire — s'accompagne d'une grande instabilité dans son entourage immédiat, surtout au niveau du second personnage de l'Etat.

1. Prenons l'exemple du Tchad. La vie politique de ce pays fut dominée pendant longtemps par l'importante personnalité de M. Gabriel Lisette. Après l'accession de M. François Tombalbaye au pouvoir (en 1959), il devient le second personnage de l'Etat, en tant que président du parti et vice-premier ministre chargé des fonctions ministérielles suivantes : Coordination économique, Plan, Tourisme et Relations extérieures. Ses déplacements dans le pays revêtent la même importance et sont organisés de la même manière que ceux de M. Tombalbaye qui s'inspirent beaucoup d'ailleurs du mode gaulliste de gouvernement : dans la République du Tchad, note un observateur, où la France libre fait partie de l'histoire locale⁶³, le prestige du Général de Gaulle demeure considérable, et les voyages officiels des deux « grands » du P.P.T. et du gouvernement procèdent, dans le style et dans le rythme, de ses voyages provinciaux. De plus M. Lisette est ministre-conseiller du Gouvernement français, titre accordé à quelques personnalités politiques africaines en renom et dont le pays est demeuré membre de la Communauté. Or, le 24 août 1960, alors qu'il est en Israël pour participer à la Conférence de Réhovot sur le rôle de la science dans le développement des pays indépendants, il est démis de ses fonctions

63. Cf. LE CORNEC, *op. cit.*, p. 247. L'auteur fait allusion à un épisode de la France libre lorsque le Tchad se rallia le premier de tous les territoires à la France libre le 26 août 1940 et constitua le point de départ de la colonne Leclerc dont les campagnes d'Afriques jouèrent un rôle important dans le déroulement de la guerre.

par le Conseil des Ministres, après qu'un arrêté du chef du gouvernement lui ait interdit de rentrer au Tchad. C'est donc au moment où il est à l'apogée de sa carrière politique que le second personnage de l'Etat est éliminé par M. Tombalbaye qui disait de lui pourtant en 1959, « mon ami Gabriel Lisette, le guide, le chef incontesté, le premier citoyen du Tchad qui a fait faire ses premiers pas à la République dans la clairvoyance, l'ordre et le progrès ⁶⁴ ». Pour justifier officiellement cette élimination, on accuse la victime d'être en désaccord sur les buts et les méthodes de la politique intérieure tchadienne. On lui reproche également et surtout sa politique personnelle, la division du Cabinet en un double gouvernement de fait et la transformation de son secteur économique en un « Etat dans l'Etat ». C'est qu'en effet, il occupe une place trop importante en raison de sa personnalité ; par son rôle historique dans l'évolution politique du pays et par sa présence, il fait écran au rayonnement et à l'autorité de M. Tombalbaye qui s'empresse d'ailleurs de le remplacer personnellement à la présidence, donc à la tête du P.P.T. On a pu croire que l'origine non tchadienne — antillaise — de M. Lisette a joué dans sa mise à l'écart ⁶⁵ ; il semble bien qu'il s'agit là d'un simple élément facilitant l'opération. On fait appel au réflexe nationaliste et chauvin pour camoufler ce qui n'est qu'une rivalité personnelle et lorsqu'un autre rival apparaîtra, un autre prétexte sera invoqué ; il en sera ainsi avec tous ceux qui représenteront un risque pour l'autorité du leader.

En effet, si l'on examine la liste des membres du bureau national du P.P.T. au lendemain de l'élimination de M. Lisette, on y trouve huit personnes : MM. Tombalbaye, président du parti, chef de l'Etat et ministre de la défense nationale, Toura Gaba, premier vice-président du parti, ministre des Affaires Etrangères et maire de Fort-Lamy, Dounia, deuxième vice-président du parti et président de l'Assemblée nationale (en 1961), Djibrine, secrétaire à l'idéologie et ministre de la fonction publique et de l'Orientation, Kotoko, secrétaire à l'organisation, ministre des finances et du plan, président de l'Assemblée nationale (en 1960), Douba, secrétaire à la propagande, Baba-Hassane, secrétaire administratif et ministre de l'économie et du commerce, Abo Nassour, trésorier et ministre de l'Intérieur. Or, très rapidement, la plupart de ces hommes vont être écartés par des procédures diverses. C'est tout d'abord M. Kotoko, qui est soudainement arrêté le 30 septembre 1961 et déporté ; peu après un décret lui retire la nationalité tchadienne et l'expulse au Cameroun d'où il est originaire. Ensuite, lors des élections législatives de mars 1962, deux autres sont évincés de la liste nationale établie par le bureau du P.P.T. dont ils sont pourtant membres : il s'agit de MM. Baba-Hassane et Djibrine. En juil-

64. Débats à l'Assemblée tchadienne, session ordinaire, 1959, p. 138. Cité par J. LE CORNEC, in *op. précité*, p. 261.

65. Cf. J. LE CORNEC, *op. précité*, p. 270.

let 1962, une campagne de dénigrement lancée contre M. Toura Gaba, accusé de malversations, intrigues et sorcelleries, aboutit à sa révocation de toutes les fonctions, son arrestation et sa déportation. Enfin, en mars 1963, c'est M. Abo Nassour qui est arrêté pour complot, traduit devant la Cour criminelle spéciale et condamné à la peine de mort qui est commuée en détention à perpétuité. Ainsi, au bout d'une période de deux années et demi, cinq membres sur huit du bureau national du parti exerçant en même temps d'importantes fonctions ministérielles, sont éliminés et mis hors d'état de gêner M. Tombalbaye.

2. Au Gabon, deux leaders ont toujours rivalisé pour dominer la vie politique depuis 1946. M. Jean Hilaire Aubame, fondateur de l'Union démocratique et sociale du Gabon et M. Léon M'Ba, fondateur du Bloc démocratique gabonais. Toutefois, après l'indépendance, une certaine volonté d'union est apparue ; elle s'est traduite par la présentation d'une liste commune aux élections législatives de février 1961 et l'entrée dans le gouvernement dirigé par M. M'Ba de M. Aubame comme ministre des Affaires Etrangères. Mais cette formule de coexistence des deux leaders est de courte durée, car leurs rivalités avivées par leurs partisans respectifs reprennent rapidement. Dès 1963, M. Aubame est éliminé du gouvernement pour être nommé président de la Cour suprême, tout en demeurant député. La solution ne semble pas satisfaire les éléments les plus intransigeants du parti gouvernemental qui s'emploient à l'écarter totalement de la vie politique et déposent, à cet effet, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un projet de loi établissant une incompatibilité entre les fonctions de président de la Cour suprême et de député. Le projet qui obtient l'aval du gouvernement, n'arrive pas à recueillir la majorité suffisante dans une assemblée pourtant dominée par le parti gouvernemental. Malgré l'échec du projet, M. Aubame préfère démissionner de la présidence de la Cour pour garder son mandat de député. Cette décision entraîne la réaction brutale de M. M'Ba qui dissout l'Assemblée dans un double but : d'une part sanctionner le refus d'approuver le projet gouvernemental, d'autre part, mettre fin au mandat de son rival qu'il pense éliminer définitivement, lors des nouvelles élections. En même temps le régime se durcit : les adversaires politiques sont menacés, les militants du Bloc démocratique gabonais sont invités à arborer les insignes du parti, l'administration est avertie de l'imminence d'une épuration... Ce climat ne fait que créer un mécontentement populaire tandis que M. Aubame voit parallèlement son audience grandir. C'est dans ces conditions qu'un coup d'état se produit le 18 février 1964, qui entraîne la constitution d'un gouvernement provisoire, présidé par M. Aubame, l'intervention militaire française et le rétablissement de M. Léon M'Ba. La rivalité des deux leaders gabonais trouve sa conclusion dans le procès de Lambaré, en septembre 1964, lorsque M. Aubame — principal accusé dont on ignore encore pourtant s'il était parmi les instigateurs du

coup d'état ou s'il n'est intervenu que par la suite, sur la demande des militaires, pour constituer un gouvernement provisoire — est condamné à dix ans de travaux forcés.

3. La crise déjà examinée dans nos développements antérieurs, qui opposa MM. Senghor et Dia, la disparition de M. Boka, puis l'élimination de M. J.B. Mockey accusé de complot, en Côte d'Ivoire, les éliminations qui effectuent de temps à autre l'enlourage immédiat des leaders africains constituent les épisodes marquants de cette course au monopole du pouvoir dans l'État⁶⁶. Si l'on se réfère à la sagesse des proverbes africains, il faut bien constater que « deux caïmans ne peuvent vivre ensemble dans le même marigot » ou encore qu'« il n'y a pas deux places dans la peau d'un léopard ».

III. — *Le culte de la personnalité.*

La personnalisation du pouvoir semble un phénomène général commun aux régimes politiques contemporains, même si ce phénomène revêt des aspects différents selon les pays et les hommes. Il n'y a pas lieu de l'analyser spécialement dans le cadre africain car les caractères fondamentaux comme les raisons de son existence sont partout les mêmes : importance croissante de la fonction gouvernementale et déclin parallèle du parlement, rôle des moyens modernes d'information et de publicité, désir des citoyens de voir le pouvoir s'incarner dans un homme etc... Notons toutefois que dans les pays sous-développés, la personnalisation du pouvoir trouve encore davantage sa raison d'être du fait de l'analphabetisme et de l'ignorance des masses, de la faiblesse des organisations politiques, de l'absence de programmes politiques que les masses ne peuvent d'ailleurs comprendre. Un tel contexte, joint à l'importance traditionnelle des rapports personnels dans ces pays, donne la priorité aux hommes sur les idées et les concepts. Il en résulte une dimen-

66. Au Togo, le poste de vice-président de la République occupé par M. Meatchi a été supprimé le 15 décembre 1966 à la demande du chef de l'Etat, M. Grunitzky. Dans l'exposé des motifs de la loi, le chef de l'Etat a déclaré : « Trois années d'expériences confirmées par des événements récents, ont amené tous les citoyens de ce pays aux conclusions qu'un exécutif bicéphale dans lequel les responsabilités sont partagées entre un président et un vice-président ne constituait pas un système adapté aux exigences nationales... Bien au contraire, l'expérience se révéla désastreuse comme elle le fut au Dahomey et au Sénégal, prouvant ainsi que le bicéphalisme exécutif est inadapté en Afrique... »

Au Congo-Brazzaville, M. Massemba-Debat vient de démettre, le 12 janvier 1968, M. Noumazalay de ses fonctions de Premier ministre. En plus des difficultés du bicéphalisme, cette décision s'explique aussi et surtout par une divergence dans les options politiques : le Premier ministre fait partie de l'aile gauche du Mouvement national de la Révolution (parti unique congolais) et veut une collaboration plus étroite avec les pays socialistes ; le chef de l'Etat s'oppose à cette « radicalisation » du régime et veut garder des rapports plus étroits avec les autres voisins africains et la France.

sion nouvelle de la personnalisation du pouvoir qui s'identifie aisément avec le pouvoir personnel et avec le culte de la personnalité.

En Afrique noire, le Ghana de M. Nkrumah fut pendant longtemps l'exemple classique d'un régime basé sur le culte de la personnalité⁶⁷. Mais les autres Etats — sans que le phénomène atteigne la même ampleur — connaissent un culte identique que le parti a pour mission d'entretenir. La glorification met en œuvre tous les moyens : le passé du leader est rappelé de façon à montrer un militant exemplaire de la lutte pour l'émancipation nationale ; le présent est organisé de manière à renforcer sa stature héroïque en faisant de chacun de ses actes un élément déterminant pour le pays ; au besoin un certain appareil entoure la vie quotidienne du leader et le culte de la personnalité, en plus d'une recherche éventuelle de luxe, n'est pas étranger à la construction de quelques palaces ; la tradition est aussi invoquée pour renforcer la légitimité du rôle du leader ainsi que l'octroi public de titres formels et flatteurs⁶⁸.

Les plus hauts responsables dans le pays se doivent de justifier et de célébrer l'autorité du chef de l'Etat. En Côte d'Ivoire, M. Yacé, secrétaire général du parti, après avoir déclaré que les Ivoiriens ont librement choisi un chef qui rassemble autour de lui toutes les forces vives, ajoute : « Toute entreprise requiert un maître d'œuvre... Notre route est longue et elle est pleine d'obstacles. Parce que l'avenir du pays, le bonheur du peuple sont en jeu, le chef, à l'instar du père, a le droit et même le devoir d'être sévère, d'être exigeant envers ses enfants qui parfois se laissent égarer et dont la foi est chancelante⁶⁹ ». Au Mali, M. Modibo Keita qui descend d'une grande famille seigneuriale joint à une autorité majestueuse traditionnelle le relief d'une forte personnalité et surtout le prestige d'un homme chanté partout comme « la chance du Mali et l'orgueil de l'Afrique » pour reprendre les propres termes du président de l'Assemblée nationale⁷⁰ ; tandis qu'en Guinée, M. Sékou Touré, considéré comme le père fondateur de la Nation, le flambeau de la révolution africaine, le chef

67. Qu'il suffise de rappeler un certain nombre de qualificatifs utilisés par les Ghanéens pour parler de M. Nkrumah : Osagiefo (rédempteur), Kududurki (indomptable), Katamanko (infaillible), Asondiwehene (pacificateur), Nugero (invincible), etc. L'invincibilité était surtout mise à l'honneur après les attentats auxquels M. Nkrumah échappa plusieurs fois ; ses partisans n'hésitèrent pas alors à le qualifier d'immortel... Sur le Ghana, voir notamment J. ZIEGLER, *Sociologie de la nouvelle Afrique*, op. cit. ; G. TIXIER, *Le Ghana*, Paris, L.G.D.J., 1965 ; J. BOYON, « Le Nkrumaisme, une idéologie africaine », *R.F.S.P.*, 1963, p. 66-87.

68. Nombreuses sont les cérémonies à l'intérieur du pays où le leader est reconnu défenseur des femmes, des jeunes, des masses paysannes... et les cérémonies à l'étranger où le leader reçoit des titres honorifiques.

69. *Fraternité*, 12 février 1960.

70. Discours du président de l'Assemblée nationale M. Mahamane Alassane Haidara, cité par F.G. SNYDER, in *One-party government in Mali*, p. 112.

incomparable et exemplaire, prend une dimension héroïque et quasi surnaturelle. Descendant par les femmes du conquérant Malinké Samory, M. Sékou Touré revendique avec force cette parenté dont l'authenticité a été établie par un des gouverneurs de Guinée avec lequel il se heurta longuement et durement. Selon M. Decraene⁷¹, on affirmait dans les montagnes du Fouta-Djalon qu'avant sa quarantième année il serait « Mahdi » comme Samory lui-même et l'auteur ajoute, avec humour, que le déroulement des faits prouve que les prophéties ont parfois un rapport avec la réalité. D'origine plus modeste, puisqu'il est issu d'une famille paysanne sérère, M. Léopold Sédar Senghor n'en a pas moins acquis un prestige comparable aux autres leaders ; ses qualités de brillant agrégé de l'enseignement français, d'intellectuel et de poète consacré, de chantre de la négritude, lui valent l'admiration de ses concitoyens que vient d'ailleurs renforcer l'incontestable rayonnement acquis à l'extérieur. On rencontre donc bien des éléments favorables aux louanges telles qu'elles peuvent être chantées par les « griots », ces troubadours africains qui colportent les vertus des chefs dont ils projettent ainsi une image propice au culte de la personnalité.

Ce culte est entretenu et véhiculé sous des formes diverses par le parti dont l'implantation, l'organisation et le dynamisme commandent l'ampleur du phénomène ; il est aussi fonction du rayonnement, de l'autorité et de la popularité de l'homme qui en est l'objet. Lorsqu'une identification s'établit entre le chef, d'une part, le parti, l'Etat et la nation, d'autre part, la loyauté à l'égard de l'un se confond avec la loyauté à l'égard de l'autre ; mais cette confusion fait prédominer, en réalité, le prestige personnel et encourage la naissance d'un pouvoir de nature charismatique.

A cet égard, on peut constater que quelques Etats seulement réunissent les conditions favorables à un tel pouvoir : la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali et le Sénégal, bien que dans les deux derniers MM. Keita et Senghor semblent s'opposer au culte de la personnalité en donnant respectivement de l'importance au parti ou à quelques autres membres de l'entourage. Dans les autres Etats, les leaders éprouvent de grandes difficultés à obtenir une adhésion populaire réelle suffisante et un attachement à la personne même des leaders pourtant identifiés aux institutions.

Cette identification est, peut-être, le résultat le plus inquiétant auquel est parvenu le parti unique ; le drame politique de l'Afrique actuelle, c'est-à-dire son instabilité, trouve directement sa source dans l'action dissolvante du parti unique devenu un instrument du pouvoir aux mains d'un homme, au lieu d'être un moyen de mise en place d'institutions politiques stables. En étudiant la Côte d'Ivoire, M. Sy confirme l'affirmation courante selon laquelle « le P.D.C.I. c'est M. Houphouët-Boigny » et ajoute que contrai-

71. Cf. Ph. DECRAENE, *Le panafricanisme*, p. 44.

rement à l'assertion de M. Duverger qui veut que « l'existence d'un parti unique dans un pays implique une concentration absolue des pouvoirs au profit du parti », il semble qu'en Côte d'Ivoire il existe un parti unique parce que tous les pouvoirs sont rassemblés entre les mains d'un leader national qui se trouve être en même temps le chef de l'exécutif⁷². En nuancant plus ou moins cette conclusion, on peut dire qu'elle vaut pour la majeure partie des Etats africains où, derrière l'apparente omnipotence d'un homme, se dresse un vide institutionnel dont la découverte apparaît brutalement à l'occasion d'une révolte populaire ou d'un coup d'Etat. Dès que l'homme est écarté, tous les autres organismes : gouvernement, parlement, bureau politique, parti s'écroulent ou disparaissent dans le néant sans bruit. Donc l'argument selon lequel le parti unique est l'architecte de l'Etat et des institutions politiques est loin d'être probant ; il s'en faut même de beaucoup malgré le rôle qu'il prétend jouer au niveau inférieur, celui de l'administration.

Section 3. — Le Parti contrôle ou supplante l'administration.

Le rôle que le parti africain prétend jouer en matière d'action administrative est peut-être un de ses caractères les plus originaux. Déjà pendant la période coloniale, les partis avaient constitué, dans certains territoires, une sorte d'administration parallèle qui suppléait ou supplantait l'administration régulière (§ 1). Au fur et à mesure de la décolonisation et du recouvrement de l'indépendance, les partis agissent au grand jour pour canaliser et encadrer les administrés (§ 3) ; plus précisément, le parti unique est conçu comme un « palliatif à la sous-administration et un élément d'une politique d'équipement administratif⁷³ ».

§ 1. — Les partis et l'administration coloniale.

Il faut rappeler qu'en Afrique noire les partis et l'administration se heurtaient directement, car les uns essayaient d'établir leur influence sur la population, pendant que l'autre tentait de les en empêcher et d'y substituer sa propre influence. Il s'ensuit que l'administration n'a jamais joui de la même considération qu'en Europe. Peu ou prou, elle constituait un instrument de coercition dont le visage familier prenait, pour l'Africain, l'aspect du gendarme, du percepteur ou du juge⁷⁴. Dès lors ses activités les plus

72. Seydou Madani SY, *op. cit.*, p. 172.

73. Cf. J.L. QUERMONNE, « La sous-administration et les politiques d'équipement administratifs », R.F.S.P., 1959, p. 655.

74. Il semble d'ailleurs que certains fonctionnaires de cette administration coloniale n'arrivent pas à reconsidérer leur rôle dans les pays où ils sont demeurés après l'indépendance. L'exemple tiré de l'étude de M. Meister sur l'Afrique orientale où les fonctionnaires coloniaux « éprouvent de très grandes difficultés à passer des tâches coloniales de

positives étaient toujours suspectes et soulevaient de fortes réticences parmi les populations. M. Sékou Touré n'a aucune peine à convaincre ses compatriotes en disant que « l'organisation administrative française, seul organe de conception de toutes les décisions engageant le destin du pays, était en fait le garant et le gérant des intérêts colonialistes ⁷⁵ ». En face d'elle, les partis, en tant qu'institutions entièrement africaines, offraient un cadre de remplacement d'autant plus accueillant qu'ils fonctionnaient conformément aux traditions locales, en s'intéressant notamment aux activités sociales et communautaires de la population qu'ils prirent souvent en charge. Il y a de nombreuses raisons qui justifient la prise en charge de ces fonctions sociales dont il est difficile de trouver un équivalent en Europe. Dans les sociétés africaines, il existe tout un système d'aide mutuelle lors des grands événements heureux ou malheureux : mariage, fête, maladie, famine, décès... Or, les organisations qui encadraient les populations ne pouvaient pas se désintéresser de ces problèmes. Les partis, comme les syndicats, intervenaient souvent pour apporter leur aide et parfois pour assumer entièrement la responsabilité de ces activités sociales. De nombreux villages furent sauvés par exemple de la famine ou des épidémies par leur seule action. Par ailleurs, à certains moments, seul le parti pouvait pourvoir à certains besoins en raison de son organisation et de ses possibilités financières. En Côte d'Ivoire ou en Guinée, on a pu compter jusqu'à plusieurs centaines de milliers de cartes vendues par le parti, ce qui lui permettait de réunir des sommes considérables et d'engager des actions importantes.

Ainsi, dès avant l'indépendance, les populations avaient pris l'habitude de s'adresser aux militants des partis pour l'accomplissement de nombreuses tâches, y compris sur le plan administratif, pour le maintien de l'ordre et même pour rendre la justice. On peut citer l'exemple du R.D.A. en Côte d'Ivoire qui, pendant la phase de lutte contre l'administration coloniale, institua des tribunaux dans quelques villages du territoire pour statuer conformément aux coutumes locales. Selon des observateurs, dans le village de Bopri, le tribunal R.D.A. examina plus de deux cents cas ⁷⁶. Les autorités légales se plaignaient de l'existence de ces autorités parallèles qui usurpaient leurs fonctions avec l'appui des populations. De fait, dans de nombreux territoires, les sections R.D.A. substituèrent à la police et à l'armée leurs propres services d'ordre. Elles organisèrent le boycott des impôts dans les campagnes tandis que le nombre de cartes vendues croissait proportionnellement. La population décida souvent de payer les cotisa-

maintien de l'ordre et de la perception des impôts à des activités de développement et de formation » (*op. cit.*, p. 379) n'est pas propre à cette région.

75. Cf. *Expérience guinéenne et unité africaine*, p. 461.

76. Cf. *Rapport précité* de MM. Bedos et Dejammet sur le R.D.A.

tions pour le parti plutôt que les impôts dus à l'administration coloniale. A la limite, les partis substituèrent leurs structures à celles de l'Etat, assumant par là une fonction révolutionnaire. C'est qu'en effet, pendant un certain temps comme le remarque R. Schachter-Morgenthau⁷⁷, les partis, plutôt que les institutions légales françaises, furent considérés par la population comme le pouvoir légitime.

Il convient de noter, toutefois, que cette fonction d'administration parallèle n'était pas assurée par tous les partis. Il en était ainsi essentiellement pour ceux qui étaient suffisamment organisés comme les sections territoriales du R.D.A. en Côte d'Ivoire ou en Guinée. Par ailleurs, dans la plupart des territoires, l'administration coloniale elle-même a utilisé certains partis pour renforcer son action ou s'opposer à l'implantation de ceux qui la combattaient.

L'exemple le plus significatif est celui de la Côte d'Ivoire où elle opposa au P.D.C.I. d'abord le Bloc démocratique Eburnéen (1948), puis l'Union des Indépendants de la Côte d'Ivoire créée de toutes pièces par le Gouverneur Péchoux en 1949 afin de soustraire certains groupements importants, les Bétés, les Dioulas à l'influence du P.D.C.I. ; en 1950, en vue des élections législatives de 1951, le gouvernement demanda la fusion de tous les partis d'opposition au P.D.C.I. pour former le parti de l'Union Française^{77 bis}. Il en fut de même avec la création du Bloc africain de Guinée (1954) et de la Démocratie socialiste de Guinée (1954) destinés à s'opposer au P.D.G., de l'Union Démocratique Tchadienne (1948), du Parti du regroupement mauritanien (1947), etc. Tous ces partis étaient qualifiés d'« administratifs » car ils furent créés par les autorités coloniales et aidaient celles-ci à administrer les populations.

Par conséquent, déjà avant l'indépendance, les partis assumaient d'importantes fonctions relevant normalement de l'administration. A défaut d'être contrôlée, cette dernière était souvent doublée et le problème des rapports entre les deux institutions se posait en termes de concurrence et de lutte pour l'exercice du pouvoir.

§ 2. — Le parti et l'administration après l'indépendance.

Dans un Etat en train de naître, la tâche de l'administration ne peut pas être de simple gestion politiquement indifférenciée. D'ailleurs, il n'y a pas de gestion neutre, car même dans les Etats libéraux où l'administration est considérée normalement comme étant en dehors des luttes politiques, la pression des forces politiques s'exerce indéniablement à tous les niveaux de la pyramide des services centraux comme sur les administrations régionales et

77. Cf. *Political parties...*, p. 341 et aussi Th. HODGKIN, *African political parties*, p. 167.

77 bis. Cf. P. DACOURY-TABLEY, *Les forces politiques en Côte d'Ivoire*, Mémoire Science politique, Faculté de droit de Paris, 1965.

locales. Selon M. Gournay, cette pression s'est accentuée pendant ces dernières décades du fait de la participation active des fonctionnaires à la vie politique et de la multiplication des groupements en contact avec l'administration, parallèlement à un certain accroissement du rôle politique des techniciens⁷⁸. La dénonciation de la technocratie dans les sociétés contemporaines est le signe le plus évident de la politisation de l'administration et de la crainte engendrée par ce phénomène chez les forces politiques traditionnelles, notamment les partis, actuellement en déclin, qui voient le rouage essentiel de l'Etat en train de leur échapper⁷⁹.

Dans les régimes africains, les partis sont d'autant plus soucieux de contrôler étroitement l'administration que le rôle de celle-ci est infiniment plus important qu'en Europe. Il s'agit en effet de mettre sur pied les structures d'un nouvel Etat, donc de créer ; or il n'y a pas de création sans impulsion, sans volonté politique. L'organisation héritée de la période coloniale est encore capable de gérer les services existants et d'accomplir les tâches de routine, mais elle ne peut innover et faire face à la montée des besoins nouveaux d'ordre économique, social et culturel consécutifs à l'indépendance. « Faute d'une armature administrative capable d'extension, écrit M. Panikkar, les Etats neufs ne peuvent faire intervenir les changements essentiels dans leur structure économique et sociale et se verront inévitablement ramenés à une situation de sous-développement et de chaos⁸⁰. » Or, pour donner à la fois, impulsion et extension, il semble que le parti unique soit le seul organisme capable d'un tel effort. De plus, en supposant que l'administration en soit capable, peut-on concevoir plusieurs volontés politiques, l'une propre à l'administration, l'autre au parti ? Le régime de parti unique s'oppose à une telle éventualité en assurant des fonctions d'encadrement de l'administration, en se substituant parfois aux services défaillants et en évitant la dispersion des énergies par une mobilisation des élites du pays.

I. — L'encadrement.

Le parti oriente d'abord ses efforts vers un encadrement étroit doublé d'une prise en main des services administratifs. Son organisation est calquée sur celle des circonscriptions territoriales : communes, arrondissements, départements, régions lui servent de cadre géographique. Cette coïncidence met en relief la volonté parti-

78. Cf. B. GOURNAY, *L'administration*, Paris, P.U.F., 1962, p. 87.

79. Sur la technocratie voir notamment J. MEYNAUD, *La technocratie, mythe ou réalité*, Paris, Payot, 1964 ; R. BOISDE, *Technocratie et démocratie*, Paris, Plon, 1964 ; DUCLOS, *Gaullisme, technocratie, capitalisme*, Paris, Editions sociales, 1963 ; J. BILLY, *Les techniciens et le pouvoir*, Paris, P.U.F., 1960 ; J. BARETS, *La fin des politiques*, Paris, Calmann Lévy, 1962.

80. Cf. PANIKKAR, *Problèmes des Etats nouveaux*, Paris, Calmann-Lévy, 1959, p. 64.

sane d'être présente à tous les niveaux. Il ne faut pas oublier que parti et administration ont naguère lutté l'un contre l'autre et qu'il faut collaborer maintenant.

En outre, les militants s'efforcent de redonner confiance aux administrés dans les services publics qu'ils leur ont appris à tenir en échec ou à saboter. Le meilleur exemple est celui de l'impôt : pendant la période coloniale, les partis encourageaient la résistance au paiement des sommes dues ; actuellement les finances des Etats souffrent encore de cette attitude et les contribuables récalcitrants ne sont amenés à plus de raison que par l'intermédiaire des cellules, sections et comités du parti. Seul un parti hautement organisé et discipliné au niveau local peut avoir une audience ou exercer une pression à des fins administratives. Selon les autorités guinéennes, à la suite de la campagne menée en faveur de la collecte de l'impôt par les militants du P.D.G., l'intégralité des arriérés des années 1956, 1957 et 1958 était recouvrée et l'impôt 1959 acquitté à 96 % à la date du 31 mai 1959⁸¹. Notons cependant que l'efficacité de cette action semble limitée si l'on en juge par les nombreuses déclarations des chefs d'Etat qui réitérent souvent les appels pour le paiement de l'impôt et les textes punissant les récalcitrants. En tous cas, il ne faut surtout pas que d'autres partis rivaux viennent contre-carrer les efforts du parti gouvernemental.

II. — *La substitution.*

Dans d'autres circonstances, le parti doit jouer un rôle encore plus important en se substituant à l'administration officielle. Dès lors, il ne s'agit plus de réanimer une administration subitement pétrifiée par l'indépendance, il faut prendre en main la direction d'un secteur administratif déterminé pour imprimer à sa gestion une direction politique précise. Cette intervention jouera notamment, comme nous le verrons plus loin, en matière économique. A ce moment, une certaine symbiose s'établit entre les organes administratifs et partisans de telle façon qu'on a pu dire que le parti s'est emparé de l'essentiel de ce qui relevait auparavant de la fonction administrative⁸².

Evidemment, cette action de substitution soulève de multiples difficultés et pose l'épineux problème des relations entre le parti et l'administration⁸³ sur le double plan organique et fonctionnel. Du

81. Cf. Discours radiodiffusés de M. S. Touré, au cours de l'année 1959, sur le devoir fiscal.

82. Cf. G. COWAN, *African one party states*, p. 211.

Sur les faiblesses de l'administration, cf. B. TOHNGODO, « Défaillances et insuffisances de l'administration publique des Etats d'Afrique noire et de Madagascar », *Développement et civilisations*, n° 29, mars 1967, p. 13-31 ; *Rapport du cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des groupements africains*, O.N.U. Conseil économique et social, Commission économique pour l'Afrique, E/CN-14/180.

83. Le même problème s'est posé dans les régimes communistes où cependant le principe de la primauté totale du parti en a facilité la solution.

point de vue organique, les termes du problème sont les suivants : militants et fonctionnaires doivent-ils se recruter parmi les mêmes personnes ou faut-il opérer une distinction et établir un minimum d'incompatibilités entre appartenances au parti et à l'administration ? Selon la solution retenue, les conséquences sont importantes. Dans un cas il y a confusion organique des deux institutions et à la limite identification totale ; n'y a-t-il pas alors un risque de voir le parti devenir une organisation bureaucratique gigantesque absorbée par des tâches routinières et complexes qui l'empêchent d'élaborer une politique et d'en surveiller la mise en œuvre ? L'administration, pour sa part, ne risque-t-elle pas de pâtir d'une trop forte emprise politique qui vient interférer jusque dans la gestion quotidienne ? Franz Fanon a clairement aperçu ces dangers en Afrique en signalant que les principaux responsables du parti doivent s'abstenir de détenir directement l'autorité : « Pour le peuple, le parti n'est pas l'autorité mais l'organisme à travers lequel il exerce en tant que peuple son autorité et sa volonté. Moins il y aura de confusion (...) plus le parti jouera son rôle de guide et plus il constituera pour le peuple la garantie décisive. Si le parti se confond avec le pouvoir, alors être militant d'un parti c'est prendre le plus court chemin pour parvenir à des fins égoïstes, avoir un poste dans l'administration, augmenter de grade, changer d'échelon, faire carrière ⁸⁴. » L'autre solution qui consiste à distinguer le plus possible les deux institutions est beaucoup plus difficile à mettre en œuvre du fait de l'absence cruelle de cadres : parti et administration recrutent à peu près dans la même fraction de population instruite qui est limitée en nombre.

Sur le plan fonctionnel, la distinction des tâches est aussi délicate à réaliser. En théorie, la plupart des régimes africains se rallient à la conception suivante : le parti a une fonction de conception, d'impulsion et de contrôle des programmes politiques tandis que l'administration a une fonction de réalisation et d'exécution. Ce schéma séduisant est en réalité malaisé à traduire concrètement : en présence d'un problème bien déterminé, on peut se demander où commencent et finissent respectivement la conception et l'exécution ; de plus, lors de la phase d'exécution, l'administration ne risque-t-elle pas de remettre en cause, de « court-circuiter » la volonté du parti et, si celui-ci veut veiller au respect de ses décisions, n'est-il pas amené à suivre de près l'exécution et à s'y immis-

84. F. FANON, *Le damnés de la terre*, p. 138. M. MEISTER, aux termes de son enquête en Afrique orientale (*L'Afrique peut-elle partir ?*), parvient à la conclusion suivante : « Du fait du peu de participation politique et du manque de cadres et de militants, les partis au pouvoir risquent de devenir davantage encore des instruments au service du gouvernement et même, les cadres du parti étant généralement des fonctionnaires d'Etat, les instruments directs de direction de l'économie et de la vie nationale. » (P. 425.)

cer plus ou moins directement ? Bien d'autres questions peuvent encore être soulevées et multipliées à l'infini⁸⁵. Les régimes africains, loin d'avoir apporté des solutions sont encore en train d'en débattre comme en font foi régulièrement tous les congrès des partis. Au Mali, on estime que « l'une des causes qui font que les possibilités d'action du Parti, du gouvernement et de l'administration sont exploitées de manière insuffisante, provient du manque d'harmonie existant entre eux à divers niveaux⁸⁶ ». En Guinée, le journal *Horaya* vient souvent rappeler les instructions du bureau politique à propos des rapports parti-administration « pour éviter de porter atteinte au rôle prééminent dévolu au parti... Pour donner toute son efficacité à notre administration et à ses services techniques, en un mot pour sauvegarder les intérêts nationaux...⁸⁷ ». La tendance dominante est cependant en faveur de la confusion organique et fonctionnelle des institutions partisans et administratives car on pense ainsi réaliser une économie des élites trop peu nombreuses.

III. — *Le parti unique et « l'économie de cadres ».*

Le parti unique permet une « économie de cadres », tel est l'argument couramment invoqué pour justifier l'interdiction des autres partis politiques. Les élites sont rares dans une Afrique qui manque d'hommes compétents ou instruits ; ce serait une erreur de les laisser se disperser dans des groupements préoccupés par leurs rivalités, ou de les laisser s'opposer en une majorité et une opposition ; par conséquent tous les hommes politiquement valables, disponibles et efficaces doivent se regrouper dans un parti unique. Pour M. d'Arboussier, la tâche de « recruteur des élites » est la troisième tâche importante du parti, après celles du maintien de l'unité nationale et de la mobilisation des masses ; « il doit ou devrait être l'enceinte où se révèlent les meilleurs éléments. Dans la libre confrontation, ceux qui sont capables de responsabilités doivent être reconnus, qui seront chargés de la conduite des affaires de l'Etat et de l'organisation économique du pays⁸⁸ ».

85. Dans *La Charte d'Alger*, adoptée lors du Congrès du F.L.N. en avril 1964, ces questions ont été clairement posées. Après avoir déclaré que le parti a une tâche d'animation et de contrôle de l'administration, la Charte ajoute que cette tâche est rendue difficile par le manque de définition des rapports Etat-Parti. Esquissant une première approche de ces rapports, elle met surtout en garde contre l'absorption du parti par l'Etat : « Le parti doit s'en distinguer physiquement. A cet égard, la majorité des cadres du parti au niveau des différentes directions, devront être en dehors des organismes de l'Etat et se consacrer exclusivement aux activités du parti. » (Cf. extraits de la Charte d'Alger, in *Revue Algérienne des Sciences juridiques, politiques et économiques*, 1964, n° 3, p. 66.)

86. Rapport du secrétaire général au 6° Congrès de l'U.S.-R.D.A. (sept. 1962).

87. Editorial de *Horaya*, 14 mars 1963.

88. Cf. G. D'ARBOUSSIER, « Idées et forces politiques en Afrique »,

L'argument ne serait pas sans valeur s'il atteignait effectivement son but. Malheureusement, l'examen des faits montre que l'institution du parti unique a souvent abouti au résultat inverse. Aucun parti n'a réussi à établir une coopération réelle ni même des rapports sains avec les jeunes et les étudiants qui sont pour la plupart, soit dans une opposition véhémente (ouverte ou clandestine), soit dans une position d'attente. Les difficultés sont apparues lorsque le parti a voulu contrôler étroitement les mouvements de jeunes et surtout les syndicats étudiants affiliés à la Fédération des Etudiants de l'Afrique noire en France (F.E.A.N.F.) dont la doctrine politique marxisante inquiète les régimes établis. M. Sékou Touré critique les étudiants expatriés, particulièrement ceux de France qui veulent être « les maîtres à penser de la révolution guinéenne ⁸⁹ ». M. Philippe Yace déclare au nom du P.D.C.I. que « le parti ne peut admettre que le gouvernement assume les lourdes tâches que représente l'éducation des jeunes étudiants qui se proposent d'être les fossoyeurs d'un régime démocratique qui se refuse à satisfaire leurs intérêts personnels et leurs ambitions ⁹⁰ ». Après les reproches viennent les mesures concrètes : interdiction des congrès d'étudiants, suppression de bourses, arrestations et poursuites judiciaires, création de syndicats gouvernementaux avec obligation d'y appartenir pour obtenir une bourse d'études, exigence de déclarations de loyalisme à l'égard du régime, etc. Le cycle infernal est alors engagé qui aboutit à cette situation absurde d'après laquelle les futurs cadres de l'Afrique sont soit en prison, soit à l'étranger. Selon les estimations, quarante pour cent des boursiers Africains en Europe ne rentrent pas en Afrique parce qu'ils s'expatrient définitivement ou parce qu'ils obtiennent, par divers artifices, des renouvellements successifs de leur bourse ⁹¹. Les rapports entre les

Genève-Afrique, 1964, p. 176. A.W. LEWIS estime pour sa part que « tout pays d'Afrique occidentale a besoin de faire appel à tout ce qui existe en fait de capacité, et ce n'est, hélas pas beaucoup. Se diviser en deux camps, dont l'un tente de faire quelque chose, tandis que l'autre s'efforce de l'en empêcher, c'est gaspiller des ressources déjà maigres » (*op. cit.*, p. 91).

89. Conférence nationale du P.D.G. du 14 août au 19 août 1961.

90. Déclaration à la presse le 14 juillet 1961.

91. Cf. A. MEISTER, *op. cit.*, p. 400. De son côté, Gilbert MATHIEU rapporte, en 1964, que sur 16 médecins ivoiriens formés en France, 15 exercent en France (« L'aide française aux pays sous-développés », in *Le Monde*, 22-23 octobre 1964). Un phénomène identique est observé à propos des boursiers aux Etats-Unis où l'on se demande s'il s'agit d'immigrants ou d'étudiants, cf. Gregory HENDERSON, « Foreign students : exchange or immigration ? » *International Development Review*, 1964 (4), p. 19-21.

Dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique* (n° 279 du 1^{er} mai 1966), Bachir Ben Yahmed citant une enquête réalisée sous l'égide de l'O.N.U., s'inquiète de voir les pays sous-développés devenir « exportateurs de matière grise » en faveur des pays occidentaux. Selon l'enquête, la Grande-Bretagne compte plus de 4 000 médecins étrangers dont la plupart proviennent du Commonwealth, la France a reçu du petit Togo

étudiants et les autorités politiques sont si heurtés que la F.E.A.N.F. remet en cause le régime de parti unique lui-même ; son délégué, lors du colloque de Dakar sur les voies africaines au socialisme, déclare : « Tout cela (les brimades) a souvent pour triste origine le parti unique. J'avoue avoir vu certaines personnes défendre le parti unique avec une simplicité et un acharnement qui m'ont proprement effrayé⁹². » La réconciliation semble difficile car les divergences reposent à la fois sur une opposition d'ordre idéologique et sur une querelle de générations. Les étudiants — du moins les minorités agissantes qui les représentent — sont en faveur d'un socialisme plus radical et dénoncent, non sans quelques raisons, l'influence néo-colonialiste et néo-capitaliste encore prédominante dans la plupart des pays africains. Ils dénoncent aussi l'appareil étatique et partisan composé d'anciens et vieux militants de la période coloniale dont le seul but est de conserver les places et privilèges acquis alors qu'ils n'ont ni les diplômes, ni les compétences nécessaires. En retour, ils sont accusés d'être des agents au service de la subversion idéologique et des adeptes du dénigrement systématique de leurs gouvernants. La création récente du Mouvement des Etudiants de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (M.E.O.C.A.M.) pour combattre directement la F.E.A.N.F. montre que les régimes actuels n'ont pas résolu le problème des rapports entre le parti unique et les futurs cadres du pays⁹³.

Au total, les rôles respectifs du parti et de l'administration apparaissent passablement entremêlés et constituent des sources de conflits et des goulots d'étranglement pour les actions urgentes. L'inévitable confusion entre personnel administratif et personnel politique aboutit à des situations parfois inextricables. Lorsque des conflits surgissent, on ne sait plus à quelle hiérarchie il appartient de décider : est-ce au parti ou est-ce à l'administration ? La conséquence pratique est que bien des conflits remontent jusqu'au gou-

plus de médecins et de professeurs qu'elle ne lui en a envoyés. Cette situation s'explique certes par de nombreuses raisons (salaires, train de vie, conditions de travail...) mais le facteur politique joue souvent un rôle déterminant.

92. Si la F.E.A.N.F., qui est d'obédience marxiste, condamne le parti unique africain, elle ne condamne pas pour autant le parti unique en tant que tel ; tout dépend de la nature et de la doctrine du parti. Cf. *L'étudiant d'Afrique noire* (journal de la F.E.A.N.F.), n° 39, avril 1964.

93. Le congrès constitutif du M.E.O.C.A.M., à Niamey, le 6 janvier 1967, déclare que la nouvelle organisation s'oppose à la F.E.A.N.F. dont elle rejette « les méthodes violentes, agressives et les critiques systématiques » l'entreprise de dénigrement à l'égard des pays et chefs d'Etats africains, car « une fois l'indépendance acquise, la F.E.A.N.F., coupée des nouvelles réalités africaines et malgaches et ayant perdu son cheval de bataille, le colonialisme et l'impérialisme, elle retourna ses armes contre les pays africains et malgaches et ne cessa de vilipender nos chefs d'Etats dans leurs efforts d'unification économique et politique de l'Afrique et de Madagascar ».

vernement et au bureau politique qui se trouvent alors envahis par des problèmes de détails à régler pendant que les organes subalternes sont paralysés dans l'attente d'une solution.

Le parti unique en Afrique n'aboutit donc pas toujours à donner à l'administration l'efficacité prétendue. Mais cela est peut-être moins grave qu'un autre résultat qui est la conséquence de l'identification entre le parti et son chef d'une part, et les institutions politiques d'autre part. Toute faiblesse des uns rejaillit directement sur les autres ; toute remise en cause de l'action du parti et de son chef entraîne la remise en cause des institutions dont la stabilité n'est plus assurée. La fragilité et finalement l'absence d'institutions politiques est l'échec le plus patent du régime de parti unique qui doit affronter pourtant l'énorme tâche que représente la construction d'une économie nationale et le développement du pays. C'est la troisième grande entreprise, après l'édification de la nation et de l'Etat, qui justifie le parti unique.

CHAPITRE IX

LES NECESSITES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Construire une nation, un Etat et une administration constitue déjà une très lourde responsabilité pour les partis africains. Pourtant celle-ci se complique d'une nouvelle tâche qui est le problème fondamental des décennies présentes : faire face au sous-développement et assurer le « décollage » économique des pays africains.

L'une des particularités de notre époque est que la revendication des peuples ne se limite pas à l'indépendance nationale ; les peuples réclament une élévation du niveau de vie, le bénéfice du progrès technique, l'instruction. A propos de l'Afrique, on a même pu parler d'une revendication du « droit au développement ¹ », après la revendication du droit à l'auto-détermination sur le plan politique.

Quel lien y a-t-il entre le développement économique et les institutions politiques et plus précisément le parti unique ? C'est la question à laquelle nous essaierons d'apporter des éléments de réponse en examinant d'abord les problèmes posés par le sous-développement en Afrique (section 1), ensuite les solutions proposées par les partis politiques qui veulent créer une mystique du plan et du développement (section 2) et encadrer les masses pour atteindre les résultats projetés (section 3).

Section 1. — L'influence politique du sous-développement en Afrique.

Le sous-développement est un phénomène complexe, tant dans ses manifestations, ses conséquences que dans les solutions que l'on prétend lui apporter ². Il fait l'objet, depuis quelques années déjà,

1. Cf. J. BUCHMANN, *L'Afrique noire indépendante*, p. 113.

2. Pour une présentation de l'ensemble du phénomène cf. les deux études de Y. LACOSTE, *Les pays sous-développés*, Paris, P.U.F., 1963, 4^e éd. et *Géographie du sous-développement*, Paris, P.U.F., 1965 ; R. GENDARME, *La pauvreté des nations*, Paris, Cujas, 1963 ; J. AUSTRUY, *Le scandale du développement*, Paris, Rivière, 1965.

de l'essentiel des débats au sein des organisations internationales, dans les relations entre Etats et au sein même des Etats. Ici, nous retiendrons seulement ses répercussions sur les institutions politiques. Nous avons déjà noté précédemment que, pour beaucoup d'auteurs, la distinction entre régime libéraux et régimes socialistes tend à s'estomper pour faire place à une classification nouvelle opposant les régimes politiques des pays développés, d'une part, à ceux des pays sous-développés, de l'autre. Même si cette classification prête à contestation, elle ne souligne pas moins l'influence profonde de l'état de sous-développement sur les institutions politiques du Tiers-Monde. S'agissant de l'Afrique, il convient notamment d'essayer de prendre une mesure de cette influence sur l'évolution vers le système du parti unique. La prise de conscience du sous-développement (§ 1) et les obstacles à vaincre (§ 2) encouragent-ils ou non pareille évolution ?

§ 1. — La prise de conscience.

A. — Il est évident et banal de dire que le sous-développement n'est pas un phénomène datant de notre époque ; il est la conséquence à la fois d'un passé proche et lointain³ et du présent. Mais, actuellement il compte un élément constitutif nouveau, peut-être le plus important : la prise de conscience par les populations du Tiers-Monde des réalités de leur situation. « La relative passivité, écrit M. Lacoste, qui les a longtemps caractérisées a fait place depuis quelques vingt ans à un bouleversement psychologique considérable : la découverte de leur misère, de son caractère anormal, inadmissible dans le monde moderne. Autrefois, la Faim, la Misère, la Maladie étaient perçues comme des réalités chroniques, inhérentes au sort de l'homme. Cette relative accoutumance faite de résignation à ce qui paraissait être l'inéluctable appartient désormais au passé. Une très grande partie de la population du Tiers-Monde, sinon l'ensemble, sait maintenant qu'il est possible de vivre dans des conditions extraordinairement différentes⁴ ».

B. — Pour que cette prise de conscience se réalise, il a fallu un certain nombre d'événements et surtout d'agents qui en prennent la mesure et la véhiculent dans la population. En Afrique, la seconde guerre mondiale, la diffusion des nouvelles par le progrès

3. Pour M. Yves Lacoste, qui met en relief le « blocage des structures » comme élément déterminant, le sous-développement a parfois commencé lorsque ce blocage s'est produit. A ce titre, il estime que la société nord-africaine, après une brillante période, est entrée en déclin au moment où Ibn Khaldoun était en train de l'étudier. M. Lacoste considère donc les travaux d'Ibn Khaldoun comme la première tentative d'analyse du « blocage des structures » et de la régression d'une société donnée, c'est-à-dire les premiers signes du sous-développement. (Cf. Y. Lacoste : *Ibn Khaldoun, histoire et passé du Tiers-Monde*, Présence Africaine, 1966.)

4. Cf. *Géographie du sous-développement*, p. 151.

de l'information (presse, radio, cinéma), le déplacement des hommes entraînent des contacts étroits avec la société nantie représentée par la Métropole. C'est « l'effet de démonstration » dont le rôle est maintenant mis en valeur par les économistes qui le considèrent comme l'un des éléments déterminants dans l'analyse du sous-développement. Pour M. Gendarme⁵ cet effet d'imitation de la société occidentale est l'un des trois chocs destructeurs de l'équilibre ancien, les deux autres étant « l'effet sanitaire » et « l'effet de domination ». Les conséquences qui en découlent sont très importantes. Les manifestations de la richesse sont devenues plus visibles, et même provocantes, tandis que l'écart entre l'abondance et le dénuement ne cesse de s'accroître. Les signes du sous-développement se font jour aussi de façon dramatique à l'intérieur des pays. Sous l'influence de la vie moderne, les structures sociales traditionnelles et les formes de pensée qui leur sont liées tendent à se désagréger. Les vieilles solidarités, d'ordre familial ou tribal, qui permettaient de jeter un voile sur le dénuement et d'en atténuer les effets sont mises à l'épreuve ; dans les campagnes et, surtout, dans les villes la misère prend des traits inaccoutumés qui la rendent plus perceptible.

Toutefois cela ne suffit pas à donner toute sa signification au sous-développement, à faire naître une prise de conscience réelle et totale. Car la population dans son ensemble ne perçoit pas clairement les causes d'une telle situation, ne s'interroge pas sur les facteurs économiques, politiques, sociaux qui lui servent de sous-basement. C'est alors qu'interviennent les forces politiques, c'est-à-dire les partis et les syndicats qui se chargent d'expliquer pourquoi et comment les pays africains sont réduits à cet état de pauvreté. Partis politiques et syndicats sont remarquablement placés pour une telle action ; d'une part ils sont exactement au confluent de la société riche et de la société pauvre dans les villes africaines, c'est-à-dire là où les écarts apparaissent les plus importants et où la misère prend son aspect le plus dramatique ; d'autre part, ils sont sensibilisés au système colonial contre lequel ils découvrent une arme supplémentaire de lutte ; enfin militants politiques et syndicaux — qui sont souvent les mêmes personnes — fréquentent les pays développés, en raison de leur activité, lors des congrès, conférences et voyages, au cours desquels ils s'initient davantage aux données économiques et sociales modernes et font des comparaisons édifiantes avec celles de leur propre pays. Les conséquences sont bouleversantes et sont répercutées rapidement au sein du continent africain où se produit un « grand réveil », selon l'expression de nombreux observateurs étonnés par la mutation qui a pris place sur le continent noir. Les titres des ouvrages parus pendant toute une période sont très révélateurs à cet égard ; que l'on en juge :

5. Cf. R. GENDARME, *La pauvreté des nations*, op. cit., p. 29 et suiv.

« *l'éveil politique africain* » en 1952 par M. Deschamps. « *le réveil de l'Afrique* » en 1957 par M. Davidson, « *l'A.O.F. entre en scène* » en 1958 par M. Milcent, « *l'Afrique révoltée* » en 1958 par M. Tevodjre, « *Bandoeng ou le réveil des anciens peuples colonisés* » en 1961 par Mme Guitard. Ce *réveil* est représenté dans la vie politique quotidienne par l'action et les revendications des partis qui s'accompagnent du désir, puis de la volonté de changement et de développement.

C. — En effet, l'autonomie politique et l'indépendance ne sont plus considérées comme une fin en soi, mais comme un préalable au « décollage » économique qui doit permettre d'assurer le bien-être des populations. C'est à ce titre que la « balkanisation » de l'Afrique et le « micro-nationalisme » — conséquences du principe politique d'autodétermination — sont mis en cause. Beaucoup de leaders politiques pensent qu'on ne peut développer une nation dans le cadre étroit de ses limites nationales telles qu'elles résultent du découpage colonial. Un vent d'union et de fédéralisme, qui associe d'ailleurs la riche Métropole, souffle sur le continent ; il est animé, comme nous l'avons vu, par les partis politiques qui ont essayé de s'unir à l'échelle de l'ex-A.O.F. L'échec de l'unité au niveau fédéral redonne à l'idée une vigueur nouvelle au niveau de chaque Etat où les autorités estiment le parti unique nécessaire pour des raisons économiques. Pour M. Ahidjo, la lutte contre le sous-développement ne peut exister sans un instrument vivant, solidement structuré, « le parti national unifié et démocratique, véritable expression du génie africain » et de ses « tendances communautaires ⁶ ». M. Senghor estime, pour sa part, « que la tâche est immense. Pour la mener à bien... il nous faut auparavant, susciter la foi de notre peuple en son destin et rassembler toutes les énergies dans l'enthousiasme. Il faut que les élites comprennent le rôle qui est le leur et assument leurs responsabilités ⁷ ». Les élites, c'est-à-dire les étudiants et les syndicats influencés par le marxisme, sont alors invitées à rejoindre le parti car, « l'essentiel est *l'unanimité* (souligné dans le texte) d'un peuple, et non telle ou telle doctrine » et « la plus grave erreur serait de briser l'unité ». Pour les responsables dahoméens, la discipline et la cohésion au sein d'un parti conditionnent le succès de l'objectif numéro un : la planification

6. Cf. IV^e Congrès du parti politique de l'Union Camerounaise (Ebolowa, juillet 1962), édité par le Secrétariat à la Presse, à l'Information et à la Propagande, Yaoundé, 1962.

7. Cf. *Nation et voie africaine du socialisme*, p. 77. Après l'échec de la réunification des partis tentée par l'U.P.S., les dirigeants sénégalais déploreront que les partis « n'aient pas cru devoir, à l'heure de... la mobilisation du pays pour la réussite du plan, répondre positivement à (leur) appel pour l'unité et rejoindre dans l'action l'immense majorité du peuple ». Communiqué du bureau politique de l'U.P.S. du 11 juillet 1962.

économique en vue du développement⁸. M. Kouyate, ancien ministre du Plan au Mali, affirme que « développer les pays, c'est d'abord et avant tout, dans le cadre des urgences, permettre à la majorité rurale de se mettre au rythme de productivité exigé par l'état des besoins et la dimension des objectifs, de s'intégrer véritablement dans le courant des siècles... Mais la modernisation de l'agriculture n'est pas seulement un problème technique, technologique ; il est avant tout un problème humain, psychologique, car il s'agit de véritable rénovation du monde rural... Il faut que naisse ce besoin interne de progrès, cet élan vers une vie supérieure, en un mot cette volonté d'en sortir. Le problème est donc au départ psychologique... Il faut créer de nouvelles conditions psychologiques, en un mot, que l'homme nouveau naisse dans les campagnes⁹ ». Or qui peut créer ces nouvelles conditions, sinon le parti unique ?

L'unicité du parti s'impose d'autant plus que de nombreux obstacles sont à vaincre.

§ 2. — Les obstacles au développement.

L'économie des pays africains, comme toute économie sous-développée, est désarticulée et se compose de secteurs économiques et sociaux peu intégrés les uns aux autres. Les causes proprement internes de cette situation — en plus des causes externes résultant de la domination coloniale — sont le maintien de structures économiques et sociales arriérées et la faiblesse de l'intégration nationale.

A. — Malgré l'ancienneté et l'intensité des contacts avec l'ex-Métropole, les structures africaines demeurent très différentes des formes d'organisation propres aux pays développés. Exception faite d'une frange marginale de la population, un grand nombre d'hommes vivent encore dans le cadre d'une ancienne économie de subsistance à base villageoise ou tribale. Des rapports sociaux qualifiés de « semi-féodaux » existent dans de vastes régions des républiques africaines où les relations strictement économiques entre la main-d'œuvre et les employeurs cèdent souvent la place aux rapports de subordination personnelle (vassalité, clientèle, servage pour dette etc...) ¹⁰. Des formes d'emploi et des rapports de production disparus depuis longtemps des pays européens jouent encore un rôle important : métayage abusif et précaire ne laissant qu'une part infime des profits aux travailleurs agricoles, corvée et travail plus ou moins imposés, persistance de l'économie de traite... Il s'ensuit une perpétuation des formes traditionnelles de sujétion au profit des chefferies que seule une force politique dynamique peut enrayer.

B. — Le maintien de ces structures est renforcé par la faiblesse

8. Conférence de presse de M. Chabi Mama, secrétaire du parti dahoméen de l'Unité, cf. *Chronologie politique africaine*, 1962, n° 2.

9. Cf. *Politique de développement...*, *Présence Africaine*, 1^{er} trimestre 1963, p. 60.

10. Cf. R. DUMONT, *l'Afrique noire est mal partie*, op. cit.

de l'intégration nationale. L'hétérogénéité et le caractère artificiel de certaines républiques africaines ont été déjà analysés ; il convient de signaler ici leur projection sur le plan économique. Les pays africains souffrent de la contradiction fondamentale, bien connue, entre un secteur économique moderne et un secteur traditionnel. L'économie moderne, impulsée de l'extérieur, soumise à une sorte de tendance centrifuge qui l'oriente vers les pays développés, ne s'est guère diffusée dans l'ensemble du pays. Elle s'est concentrée sur les côtes, dans les grandes villes, le long de quelques grands axes de circulation et dans les zones de production des marchandises d'exportation. Autour d'elle se différencient des zones traditionnelles repliées sur elles-mêmes et résistant de toute leur force d'inertie aux pénétrations extérieures. Lorsqu'une telle pénétration se réalise selon le jeu de la loi économique, sans prévision et sans plan, les structures traditionnelles subissent un bouleversement dramatique. Les phénomènes de « détribalisation » et de « clochardisation » analysés par les sociologues entraînent d'importantes conséquences sociales et politiques¹¹.

Dans un ouvrage publié en 1962, M. Perroux essayait de comprendre pourquoi les Etats naissants reposent sur un parti dominant ; aujourd'hui il faudrait remplacer parti dominant par parti unique, mais les raisons justificatrices demeurent toujours : il s'agit essentiellement de la « restructuration sociale en vue d'une participation au mouvement d'industrialisation¹² ». M. Perroux estimait que faire « une nation capable de participer à l'industrialisation » est tout différent de faire « une nation » simplement ; il faut autre chose encore, car l'économie moderne a ses exigences : « il faut qu'à une hiérarchie de statuts fondée sur le sang succède celle qui repose sur l'efficacité, que les compétences techniques ne soient pas contestées en raison de l'appartenance raciale, que les ordres donnés et reçus ne soient pas contrariés par les tabous... Sous

11. Cf. G. BALANDIER, « Structures sociales traditionnelles et changements économiques », *Cahiers d'études africaines*, 1960 ; « Déséquilibres sociaux et culturels et modernisation des pays sous-développés », *Cahiers internationaux de sociologie*, 1956, p. 30-44 ; J. BERQUE, *Dépossession du monde*, Paris, Seuil, 1964 ; Y. LACOSTE, *Les pays sous-développés* (l'auteur note que le drame de la dislocation des solidarités anciennes réside dans le fait que les hommes ainsi libérés ne trouvent pas d'emploi qui seul peut donner un sens à leur nouvel individualisme : « La pauvreté où l'individu vivait sans inquiétude dans l'accomplissement des rituels et sous la protection de la collectivité, fait place à la misère de l'homme brusquement seul, livré à toutes les aventures dans un monde en changement. Aucune valeur ne lui paraît plus authentique, ni celles du monde ancien dont il prend conscience des insuffisances et de l'effritement, ni celles du monde nouveau qui lui reste fermé. D'où le sentiment légitime d'une double frustration... » p. 68).

12. Cf. F. PERROUX, *L'économie des jeunes nations*, Paris, P.U.F., 1963, p. 67. Sur les partis conçus comme instruments de modernisation, voir D.E. APTER, *The politics of modernization*, Chicago et Londres, The University Press of Chicago, 1965, p. 179-222.

ces conditions seulement, une nouvelle cohésion nationale remplacera les sociétés économiques juxtaposées et mal communicantes au sein de la nation en voie de se faire ».

On comprend alors l'attrait exercé par les modèles autoritaires sur l'esprit des responsables africains. D'ailleurs, pour faire face à toutes ces difficultés, pour surmonter les obstacles et assumer le « décollage » de l'économie — le « take off » selon la célèbre formule de M. Rostow — ils se rendent compte que le libéralisme n'est ni la doctrine, ni la méthode appropriée, mais que, par contre, le développement planifié semble la seule solution efficace.

Section 2. — Le rejet du libéralisme, la mystique du plan et du développement.

Le rejet du libéralisme économique en tant que moyen inadapté dans le cadre africain n'est que le complément du rejet du libéralisme politique qui s'oppose à la naissance d'institutions stables. Il s'accompagne d'une adhésion à l'idée de planification en tant que clé du développement aux mains des autorités étatiques et partisans. Etant donné que la croissance planifiée est une action déterminante pour l'avenir des générations présentes et futures, on convient de mobiliser toute la nation pour son succès, en créant au besoin une mystique du plan. Un tel effort est demandé à l'Etat, mais surtout au parti lequel, après l'accession à l'indépendance, doit trouver là le point d'appui essentiel de ses activités.

Il faut toutefois noter, dès maintenant, que tous les Etats n'ont pas adopté une telle attitude ; pour certains le rejet du libéralisme et le culte du plan ne sont que des affirmations gratuites, des apparences qui servent à justifier l'emprise d'un seul parti sur le pouvoir ; pour d'autres le refus du libéralisme vise seulement l'aspect politique sans inclure l'aspect économique qui est au contraire revendiqué.

§ 1. — Le rejet du libéralisme.

A. — La stratégie libérale de type capitaliste prétend résoudre les difficultés économiques en se fondant sur les bienfaits de la libre entreprise. Elle présente l'avantage d'éviter une emprise trop importante de l'Etat sur l'économie et de stimuler l'initiative privée. Mais — il est banal de le constater — cette stratégie n'est pas compatible avec l'état des pays sous-développés. Il y manque ce groupe social capable de se lancer dans la révolution industrielle, comme cela avait été le cas dans les pays européens où le « personnage central de ce processus (est) l'entrepreneur schumpétérien (qui) a permis par ses activités l'accumulation et l'utilisation la plus économique du capital ¹³ ». La bourgeoisie nationale des pays africains

13. Cf. J.H. FURTH, Notes sur quelques problèmes de développement économique, *Cahier I.S.E.A.*, série F, n° 3. Voir aussi M.E. MORGAUT, « Une cause psycho-sociologique de blocages de croissance et de déve-

n'en est pas une au sens classique et économique du terme; composée essentiellement de propriétaires fonciers, de fonctionnaires et de commerçants, elle ne rappelle en rien cette « bourgeoisie conquérante » du xix^e siècle¹⁴. Les analyses de Frantz Fanon, à cet égard, pour sévères qu'elles soient, sont exactes au fond car elles montrent que la classe dominante africaine ne dispose « ni de la puissance économique, ni du dynamisme des cadres, ni de l'envergure des conceptions qui assurent la qualité de bourgeoisie » ; aussi « se révélera-t-elle toujours incapable de donner naissance à une authentique société bourgeoise avec toutes les conséquences économiques et industrielles que cela suppose¹⁵ ».

B. — En outre les leaders politiques africains rejettent la voie capitaliste, soit directement en portant condamnation du système, soit indirectement en affirmant leur option pour le socialisme. Selon M. Boubou Hama, président du Parti progressiste nigérien, la voie capitaliste « accumule la richesse entre les mains de quelques familles régnant par la force de l'argent sur un peuple malheureux¹⁶ ». Le Parti dahoméen de l'unité a choisi le socialisme démocratique « parce qu'il refuse le capitalisme qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui est contraire à notre sensibilité¹⁷ ». En Guinée, déclare M. S. Toure, « nous avons constamment barré la route aux voies du développement capitaliste et continueront avec la même vigueur et la même détermination à maintenir cette voie fermée... Notre voie est une voie non capitaliste. Elle le restera, car cette voie est la seule qui sauvegarde les intérêts de la communauté tout en libérant chaque individu de l'injustice¹⁸ ». Pour les responsables tchadiens « le socialisme étant une

loppement en pays sous-développés : la quasi-abstention des possédants autochtones », *Tiers Monde*, avril-juin 1966, p. 337-351. R. GENDARME, *La pauvreté des nations*, p. 381 et 399 et suiv.

14. Selon l'expression de M. MORAZE, *Les bourgeois conquérants*, Paris, A. Colin, 1957.

15. *Les damnés de la terre*, p. 134. F. FANON ajoute : « La bourgeoisie nationale est dès le début orientée vers des activités de type intermédiaire. La base de son pouvoir réside dans son sens du commerce et du petit négoce, dans son aptitude à raffer des commissions. Ce n'est pas son argent qui travaille mais son sens des affaires. Elle n'investit pas, elle ne peut pas réaliser cette accumulation du capital qui est nécessaire à l'éclosion et à l'épanouissement d'une bourgeoisie authentique ». Il dénonce ainsi l'esprit de lucre et de jouissance de cette « sous-bourgeoisie » ou « lumpen-bourgeoisie » (selon l'appellation de l'économiste P.A. Baran) qui s'élance vers le secteur tertiaire où l'on réalise des profits sans risque.

Seydou Badian Kouyate estime, pour sa part, que même la bourgeoisie européenne actuelle a perdu les qualités qui permettent un développement important des forces productives alors que les problèmes qui se posent en Afrique demandent encore plus de capacités créatrices. Cf. *Les dirigeants africains face à leur peuple*, p. 47.

16. Discours au congrès régional à Tillabery cité in *Chronologie politique africaine*, 1961, n° 1.

17. Cf. Chabi Mama, *Développement et socialisme*, p. 45.

18. *La Révolution guinéenne...* tome VI, p. 1963, p. 18-20.

science de l'Action intimement liée à la Pensée, sa connaissance approfondie devrait être exigée de tous, en vue d'en faire la principale inspiration d'une évolution harmonieuse de notre continent¹⁹ ». Quant à M. Modibo Keita, il justifie l'option du Mali « pour une économie socialiste planifiée, cela d'une part, en raison de nos traditions plusieurs fois séculaires de vie communautaire et d'autre part, parce que le socialisme seul permet (...) de résoudre les problèmes économiques qui se posent à un jeune pays sans capitalisme autochtone²⁰ ».

C. — Les économistes reconnaissent alors que si une classe d'entrepreneurs du type schumpétérien n'apparaît pas, sa fonction doit être exercée par l'Etat. Le processus de développement est alors assuré par l'homme fort, non par l'homme riche et la répugnance des pays sous-développés à recourir à la technique capitaliste de développement tend à promouvoir un ordre social autoritaire²¹. Si l'on se réfère aux conditions nécessaires du développement, celles-ci sont, selon le R. P. Lebreton²², au nombre de six :

1. un pouvoir décidé à développer,
2. un pouvoir informé,
3. un pouvoir outillé,
4. un pouvoir disposant d'un vrai plan,
5. un Etat structuré en vue du développement,
6. un pays réellement et totalement associé.

Or, on constate que trois conditions sur six (1, 5 et 6) font référence à l'existence d'une autorité suffisamment forte pour avoir la volonté de développer, d'instituer les mécanismes nécessaires à cet effet et de faire participer la population. Dans la mesure où nous connaissons la faiblesse de l'Etat, tant au niveau de la volonté d'agir que des structures et des liaisons avec la population, on peut se demander si le parti unique n'est pas l'institution sinon apte à remplir seule cette mission, du moins capable d'épauler l'Etat.

En tout cas, les leaders politiques africains sont d'autant plus enclins à recourir à un Etat à base de parti unique qu'ils subissent l'influence du modèle socialiste. Certes, nous verrons que les options pour le socialisme sont suffisamment prudentes et nuancées, elles en retiennent toutefois le schéma d'action et d'organisation qui vise à créer une « mystique » du plan et du développement.

§ 2. — La « mystique » du plan et du développement.

A. — La prise de conscience du sous-développement n'est que le premier aspect d'une attitude globale dont le second est la volonté de sortir d'une telle situation. La mise en œuvre de plans de déve-

19. Cf. M. ADOUM, *Développement et socialisme*, p. 68.

20. Discours de bienvenue en l'honneur de M. Houphouët-Boigny, le 20 décembre 1961, in *Discours et interventions*, p. 94.

21. Cf. n. 13.

22. *Développement et socialisme*, p. 204.

loppement est la manifestation la plus évidente de l'effort accompli à cet effet ; ce qui explique, pour une partie, le succès de la planification dans le Tiers Monde en général et l'Afrique en particulier ²³. Elle suppose d'abord la détermination des buts à atteindre et la définition des grandes priorités, décisions qui sont du ressort de l'autorité politique suprême, ensuite l'élaboration des détails du plan et la précision des moyens d'exécution, activités qui sont de la compétence de l'Etat et des administrations économiques, enfin l'exécution même du plan qui incombe à tous les agents économiques. Mais, il s'agit là d'un schéma abstrait de la planification, qui ne peut, en réalité, aboutir que si les personnes concernées — l'ensemble de la population active — se sentent intéressées à un titre ou à un autre. Le plan n'est pas seulement une étude chiffrée faite par des experts, c'est aussi un programme qui engage toute une nation et qui ne peut prétendre réussir sans y trouver un minimum de soutien. Comment arriver à obtenir ce soutien, cette mobilisation en sa faveur ? Telle est la question posée aux pays africains qui savent que leur administration n'est pas apte pour une telle tâche. C'est alors que le parti est appelé à la rescousse et se voit assigner l'importante mission qui consiste à expliquer les nécessités et les vertus de la planification, à créer un climat favorable aux initiatives des pouvoirs publics : on lui demande de susciter une « mystique » du plan et du développement ²⁴.

B. — C'est M. Senghor qui s'écrie lors du congrès de l'Union progressiste sénégalaise en 1963 : « Oui, le développement, pour être efficace, doit être une *mystique*, c'est-à-dire, comme chez les nouveaux convertis, une ferveur qui anime tous nos actes, une union, cœur à cœur, avec tous les membres de notre parti et de notre nation, une union, cœur et esprit, pour un bond en avant, vers la croissance économique. » L'idée est partagée par de nombreux chefs d'Etat, notamment M. Ahidjo qui déclare au IV^e Congrès de l'Union camerounaise, en juillet 1962 : « Il s'agit de créer une *mystique* du plan et d'en faire un instrument de cohésion nationale » afin de mobiliser les masses et d'atteindre les objectifs fixés ; M. Ahomadegbe, dans un discours-programme du 25 janvier 1964, affirme à son tour : « Il faudra donc créer une véritable *mystique* du travail et du développement devant aboutir à l'adhésion volon-

23. Cf. R. JULIENNE, « L'Afrique à l'heure des plans », *Penant*, 1964, p. 179-205. Notons que le mythe de la planification n'est pas propre aux élites africaines ; voir en France : Ph. BAUCHARD, *La mystique du plan*, Paris, Arthaud, 1963 ; A. SAUVY, « Mythes et mirages économiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, juillet-décembre 1962, p. 49-65, et *Mythologie de notre temps*, Paris, Payot, 1965.

24. Selon R. Gendarme, cette mystique est l'une des tâches principales des autorités qui doivent réaliser une triple réforme pour assurer le développement : une réforme morale, une réforme institutionnelle et administrative, enfin la création d'une mystique (*La pauvreté des nations*, p. 510).

taire et enthousiaste des masses populaires²⁵. » Dans cette perspective « le développement exige, selon M. Mamadou Dia, une pleine et consciente association du peuple tout entier. Il est avant tout volonté collective de développement et pour cette raison, il ne peut être ni importé de l'extérieur, ni même imposé de l'intérieur par une idéologie dominante. Il est donc essentiel d'organiser cette association des citoyens à l'élaboration et à la réalisation du plan. Il ne s'agit pas d'encadrer la population pour s'assurer de son concours formel, ni de la mobiliser par le simple recours aux procédés de commandement. *Il s'agit tout au contraire de lui faire prendre conscience de la politique du développement, de lui en faire vivre les problèmes, de lui en faire vouloir les moyens*, d'abord au niveau des réalités villageoises, puis d'étape en étape, au niveau des réalités régionales et nationales²⁶ ».

C. — Il va de soi que la création d'une telle mystique ne peut souffrir une opposition ou une concurrence, car la conséquence serait de mettre en cause l'action des autorités et, par-delà, le développement lui-même et l'avenir du pays. L'avertissement du président malien est valable pour tous les autres Etats : « Vous devinez que dans la lutte implacable pour l'indépendance économique, nous sommes condamnés à la victoire. Aussi faudra-t-il de chaque Malien et de chaque Malienne, l'obéissance aveugle à notre parti, la confiance en ses dirigeants, la lutte impitoyable contre tout ce qui compromet notre unité²⁷. » Car ainsi que le remarque M. Tombalbaye, « le développement continu exige l'adhésion de tous à un objectif adopté en commun, ainsi que le rassemblement de toutes les énergies (et) le parti unique jouera, en tant que mobilisateur, un rôle principal dans ce domaine²⁸ ». Enfin le « Parti fait réussir le plan de développement » selon les responsables dahoméens, parce que grâce à lui « la mobilisation du pays est demandée... et une direction précise et rigoureuse est donnée à toutes les activités économiques du pays²⁹ ».

Ces nombreuses citations extraites des écrits ou déclarations des responsables africains établissent toutes une liaison indispensable entre option socialiste, développement planifié et régime politique basé sur un seul parti. Que faut-il en penser ?

25. Cité par L.V. THOMAS, *Le socialisme africain*, t. II, p. 97.

De son côté S. Touré, en s'adressant aux cadres politiques et administratifs de Conakry, déclare : « La phase que nous allons aborder est exaltante et elle consiste en la stricte application d'un seul mot d'ordre : la *mystique* du travail et de la production ». *Journal Horoya*, 25 avril 1964.

26. *Développement et socialisme*, p. 426 (c'est nous qui soulignons).

27. Message au peuple du Mali à l'occasion du nouvel an 1962, *Discours et interventions*, p. 99.

28. Congrès national de Fort-Archambault du Parti progressiste tchadien, janvier 1963, texte ronéoté, p. 22.

29. *Développement et socialisme*, p. 44.

§ 3. — Appréciation : Refus du libéralisme politique, mais non du libéralisme économique.

Théoriquement, l'argumentation ne manque pas de logique : la voie de développement socialiste basée sur un plan et sur une mobilisation des masses exclut le multipartisme, car elle exclut la contestation des buts comme des moyens mis en œuvre pour les atteindre. Mais elle suppose que deux conditions au moins soient remplies : l'option pour un développement socialiste planifié doit être nette et sans équivoque, d'une part, le parti doit mobiliser effectivement les masses, d'autre part. Or, il faut bien constater que ni l'une ni l'autre n'est entièrement ou sérieusement réalisée dans les Etats de l'Afrique noire d'expression française, à l'exception relative du Mali, du Congo et de la Guinée et, dans une moindre mesure, du Sénégal.

A. — L'option pour le socialisme souffre plusieurs faiblesses quand elle n'est pas, quelquefois, purement et simplement écartée. Tout d'abord, le socialisme marxiste qui forme un tout et constitue une explication globale de la société et du monde, n'est pas invoqué sous cet aspect. Les Africains ne s'y réfèrent que sous l'angle économique et ne lui reconnaissent d'apport utile qu'à cet égard, estimant, par ailleurs, que les autres aspects — idéologiques, sociaux, culturels — sont contraires ou étrangers à la personnalité et à la société africaines. Il se produit donc une sorte de mutilation du socialisme qui est réduit en somme à une simple technique de développement économique ; à la limite, il est tout simplement assimilé à la planification. La théorie marxiste selon laquelle la propriété des moyens de production économique doit appartenir à la société composée d'une seule classe, celle des travailleurs, à laquelle correspond un seul parti (le parti communiste), ne peut être retenue comme justification du parti unique africain. Ce dernier ne se considère pas comme l'expression d'une classe quelconque et ne vise point à supprimer les autres classes. Il est vrai que pour les leaders africains il y a absence de classes et de lutte entre elles dans leurs pays respectifs ; par conséquent le rôle du parti est d'éviter la constitution éventuelle de classes en empêchant la naissance d'une bourgeoisie nationale. Ce rôle, sous-entendu dans les déclarations de nombreux leaders, est exprimé clairement en Guinée où selon M. Sékou Touré « il doit apparaître clairement pour tout le monde que le Parti... vise à exclure du processus de notre évolution la formation d'une bourgeoisie nationale épargnant ainsi au peuple guinéen de subir la phase capitaliste³⁰ ».

L'Etat ne cherche pas à s'emparer de tous les secteurs économiques ; il veut exercer un contrôle sur les activités sans les

30. *L'Afrique et la Révolution*, p. 115. S.B. Kouyate, ancien ministre malien du Plan laisse entendre aussi que le parti unique doit s'opposer à la naissance d'une couche exploiteuse dont l'apparition se fait jour depuis l'indépendance (*Les dirigeants africains...* p. 160 et suiv.).

assumer directement ; c'est pourquoi il faut un plan qui sert finalement à poser les cadres et les limites au sein desquels se déploient tous les agents de la production. Loin de remettre en cause la propriété et l'initiative privées, la planification africaine veut leur assurer des conditions favorables en exigeant d'eux seulement le respect des priorités du développement. À l'égard des capitaux ou des investissements étrangers, les appels sont nombreux et les garanties offertes diverses : non nationalisation, transfert total des bénéfices, avantages financiers et fiscaux, car on estime que leur présence ne contredit pas la voie socialiste. L'attitude sénégalaise, exprimée par M. Senghor, est partagée par la plupart des autres États. Analysant les conditions d'une « planification rationnelle et dynamique » et après avoir examiné de nombreuses autres données, le leader sénégalais en arrive au rôle des capitaux privés : « Reste le problème des capitaux privés. Nous ne les dédaignerons pas ; nous les solliciterons, qu'ils viennent de France ou d'ailleurs, pourvu qu'ils n'aliènent pas les droits de notre quasi-nation. Ici se pose la question de notre attitude en face du capital. Nous ne l'éluderons pas. Il y a une apparence de contradiction entre notre idéal socialiste et l'aide que nous sollicitons du capital. L'analyse fait découvrir que la contradiction n'est qu'apparente, qu'elle peut, en tout cas, être résolue si tant est qu'elle existe réellement³¹. »

La solution ne réside pas dans la nationalisation, surtout que ce capital est étranger, qu'il provient des pays sous-développés et que plusieurs raisons s'y opposent. « Nationaliser le capital étranger, outre que l'opération offre des difficultés d'ordre juridique, c'est risquer de provoquer des conflits internationaux, dont nous n'avons que faire. C'est surtout en perdant notre crédit international, empêcher d'autres investissements, qui sont, pour nous, d'une nécessité vitale. C'est ici qu'il nous faut être *réalistes* (souligné dans le texte), faire preuve d'imagination et inventer des méthodes nouvelles de développement³². » C'est justement au plan de développement qu'il incombe d'orienter efficacement ces capitaux tout en prenant garde à ne pas tuer « la poule aux œufs d'or », de socialiser harmonieusement l'économie pour le plus grand profit des masses. Il s'agit donc d'orienter et non d'imposer, car la plupart des plans africains sont davantage tributaires de l'expérience française de planification souple que de l'expérience autoritaire soviétique — hormis la Guinée où le caractère obligatoire est nettement affirmé dès l'adoption du premier plan en 1960³³. On peut alors s'interroger sur la nécessité

31. Cf. *Nation et voie... op. cit.*, p. 81.

Pour le Président Tsiranana non seulement « le socialisme malgache est disposé à laisser se manifester la libre initiative des entreprises (mais) le gouvernement demande aux industriels de venir nombreux à Madagascar et à investir ». (Interview à des journalistes allemands, le 17 janvier 1961.)

32. *Idem*, p. 124.

33. « Le caractère obligatoire du Plan est absolu à l'égard de tous

de l'intervention du parti à propos d'un plan dont l'exécution ne s'impose pas strictement et dont l'option socialiste est pour le moins ambiguë.

B. — Cette ambiguïté est d'ailleurs levée dans certains Etats où non seulement le socialisme n'est pas invoqué verbalement, mais où il est l'objet de suspicion. C'est le cas en Côte d'Ivoire^{33 bis} où les dirigeants actuels se flattent d'instaurer une économie de type néo-capitaliste qui repose sur un capitalisme d'Etat (existence d'entreprises d'Etat, planification, développement prioritaire de certains secteurs) et un système de libre entreprise avec des conditions fort avantageuses accordées aux investissements. Les essais de création de coopératives, d'animation rurale et de développement communautaire semblent avoir échoué car l'Etat et le parti ont renoncé à fournir toute l'aide nécessaire. Sans avoir opté aussi franchement, la plupart des autres Etats suivent cependant le modèle ivoirien. On peut classer les quinze pays d'expression française en trois groupes : le premier, assez réduit, comprend la Guinée, le Mali, le Congo (depuis la chute de M. Youlou) et le Sénégal qui défendent l'idéologie socialiste, même si elle est dite « africaine », et mettent sur pied des structures économiques de type socialiste à une échelle plus ou moins large ; le second groupe comprend les pays où l'on ne daigne pas faire référence verbalement au socialisme et où l'on défend quelques réalisations de type socialiste (coopératives, animation rurale) : il s'agit du Dahomey, de Madagascar, du Cameroun, dans une moindre mesure du Tchad ; le troisième groupe enfin comprend tous les autres qui marquent une certaine réserve à la fois à l'égard de l'idéologie comme des structures de type socialiste. Donc si l'option pour un développement socialiste planifié justifie le parti unique, seul le premier groupe peut s'en prévaloir, encore faut-il noter que le Sénégal a choisi une voie très souple qui veut être une conciliation des techniques efficaces du socialisme, de l'humanisme occidental et des valeurs négro-africaines.

C. — Nous rencontrons, ici, le débat classique des rapports entre libéralisme politique et libéralisme économique. Traditionnellement, libéraux et marxistes sont d'accord pour affirmer que l'un et l'autre sont étroitement liés ; ils en tirent des conséquences opposées, les uns pour défendre le système, les autres pour le condamner. Si l'on admet pareille liaison, l'acceptation du libéralisme économique — comme c'est le cas dans la majorité des Etats afri-

les organismes publics et semi-publics, qui seront appelés à jouer un rôle de plus en plus dominant dans l'économie guinéenne. En ce qui concerne les entreprises individuelles ou privées, le caractère obligatoire du Plan se manifeste par un ensemble de nécessités nationales qui amènent les sociétés privées à insérer leurs actes dans le cadre du programme du développement économique du pays (Conférence économique de Kankan, avril 1960, citée par B. AMELLON, *La Guinée...* p. 112).

33 bis. Cf. S. AMIN, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Les Editions de Minuit, 1967, 331 p.

cains — devrait déboucher sur le libéralisme politique. Or, il n'en est rien. Au contraire, si l'on prend l'exemple de la Côte d'Ivoire, la force du parti unique est actuellement liée au succès relatif de la politique économique néo-capitaliste adoptée par le régime alors qu'aucune forme d'opposition n'est tolérée et aucune liberté politique assurée.

Cette situation peut paraître assez aberrante au regard de la théorie admise quant aux rapports entre les structures économiques et politiques. Du point de vue des libéraux, la supériorité de l'initiative privée sur l'action gouvernementale en matière économique, entraîne des limitations pour l'Etat dont l'intervention n'est admise qu'en cas d'impérieuses nécessités et dans des limites strictes. Il en résulte en plus du respect des libertés économiques, un respect des libertés de la personne et de la pensée. D'un point de vue marxiste, les institutions politiques ne sont que le reflet des institutions économiques et des modes de production. Sans doute les influences ne s'exercent pas dans un seul sens : il y a une réaction des étages supérieurs sur les étages inférieurs, des superstructures sur les bases ; mais cette réaction demeure très secondaire, par rapport à l'action directe.

Il semble que ces conceptions classiques soient trop étroites. Si la dépendance entre les institutions socio-économiques et les autres est incontestable, elle n'est pas aussi rigide qu'on pourrait le croire. Les faits ont déjà montré que le libéralisme économique s'accommode fort bien de l'absence de libéralisme politique : les régimes autoritaires européens non socialistes, passés (Allemagne, Italie) ou présents (Espagne, Portugal) offrent de nombreuses preuves. Actuellement, la plupart des jeunes Etats ont opté pour un régime autoritaire à base de parti unique et pour un modèle de développement à base de libéralisme. Il y a donc une certaine autonomie des institutions par rapport aux structures socio-économiques. La question reste évidemment posée de savoir si cette distorsion se maintiendra longtemps. Dans le cas de l'Afrique, pour la maintenir et aussi pour compenser les faiblesses de la doctrine en matière de développement, le parti veut encadrer la population, notamment en obtenant la soumission des organisations de masse.

Section 2. — Le parti et l'encadrement des masses en vue du développement.

L'encadrement des populations vise un double but : renforcer ou créer une conscience nationale, assurer la mobilisation des énergies en vue du développement. Ces résultats ne peuvent être atteints que par l'action d'un seul parti, comme le montre l'exemple des pays socialistes auxquels sont empruntés les techniques d'embrigadement des masses. Toutefois, on ne peut réellement parler de « masses » en Afrique, car la moyenne des populations des quinze Etats étudiés ici ne dépasse pas 2 600 000 habitants et ne souffre

aucune comparaison avec les masses russes ou chinoises ; seules les démocraties populaires de l'Europe centrale peuvent être évoquées mais à condition de noter que la force et l'étendue de l'embrigadement accompli par celles-ci sont sans commune mesure avec la pratique africaine. À ce propos, l'expression « encadrement collectif » semble mieux appropriée et rend mieux compte des réalités du continent noir que celle « d'embrigadement des masses » qui est le second volet de la stratégie globale des partis communistes dont le premier est l'endoctrinement.

Les techniques d'encadrement visent évidemment l'homme dans toutes ses activités : politique, syndicale, professionnelle, culturelle. Sur le plan politique, nous savons déjà qu'elle se traduit par l'élimination de toute organisation autre que le parti gouvernemental qui devient ainsi unique. Puis le parti s'efforce de contrôler ou de créer les organisations de masses de manière à toucher toutes les catégories de la population : ouvriers, paysans, fonctionnaires, étudiants, femmes et jeunes. Cet encadrement est d'autant plus nécessaire que les Etats prétendent recourir à l'investissement humain.

§ 1. — Les nécessités de l'encadrement.

Sur le plan économique, trois couches de la population jouent un rôle important : les agents publics et fonctionnaires, les ouvriers et les paysans. En voulant exercer un contrôle sur les deux premières, les pays africains posent le problème des rapports entre le parti et les syndicats ; à l'égard des paysans, c'est le rôle du parti dans les campagnes qui est en jeu.

A. — Le parti et la reconversion des syndicats.

Les premiers syndicats professionnels apparaissent en Afrique occidentale française en mars 1937, après que le gouvernement de Front Populaire eût permis leur création³⁴. Mais diverses restrictions, touchant notamment l'obligation d'avoir un certain niveau scolaire pour être membre d'un syndicat, ont freiné le recrutement. L'essor du mouvement syndical ne commence qu'après la seconde guerre mondiale, surtout après l'introduction du Code du travail pour les territoires d'outre-mer par la loi du 15 décembre 1952.

34. Sur le syndicalisme en Afrique noire, voir : J. MEYNAUD et A. SALAH-BEY, *Le syndicalisme africain*, Paris, Payot, 1963, 257 p. ; A. NOVEMBER, *L'évolution du mouvement syndical en Afrique noire*, Paris et la Haye, Mouton, 1965, 282 p. ; P.F. GONIDEK, « Le syndicalisme africain », *Penant*, 1962, p. 167-192 et « L'évolution du syndicalisme en Afrique noire », *Bulletin de l'Institut interafricain du travail*, vol. 10, n° 2, mai 1961, p. 99-156 ; G. FISHER, « Le syndicalisme et les nouveaux Etats » in J.B. DUROSELLE et J. MEYRIAT, *Les nouveaux Etats et les relations internationales*, Paris, Colin 1963, p. 235-283 ; « Syndicalisme et décolonisation », *Présence Africaine*, octobre 1960-janvier 1961, p. 17-61 ; G. CAIRE, « Syndicalisme ouvrier et sous-développement », *Revue économique*, mars 1962, p. 273-298.

Implantés dans le secteur moderne, soutenus par les centrales métropolitaines dont ils ne constituent d'abord que des filiales, les syndicats africains acquièrent une influence importante en même temps que des avantages matériels évidents. Ils représentent surtout les fonctionnaires et agents publics, les ouvriers des centres industriels et urbains. Leur action n'est guère différente de celle des syndicats des pays développés et met l'accent sur les revendications, d'autant plus que les employés africains se sentent défavorisés par rapport à leur collègues européens.

Mais, avec l'évolution des pays vers l'indépendance, cette situation est compromise. Les syndicats sont invités et parfois sommés de se transformer : d'instruments de revendication, ils doivent devenir des instruments d'encadrement. Les arguments employés à cet effet, par les dirigeants politiques, sont particulièrement habiles. L'indépendance, dit-on, a créé une situation nouvelle qui ne permet plus de satisfaire les revendications matérielles. Elle doit même s'accompagner d'un recul des rémunérations antérieures qui n'étaient possibles qu'avec le concours financier de la métropole. Ces rémunérations fixées en considération des revenus moyens métropolitains apparaissent désormais comme injustifiables eu égard au très médiocre niveau de vie du pays.

Dès 1959, M. Denise déclarait au nom du P.D.C.I. : « Les syndicats doivent comprendre que (...) les fonctionnaires qui constituent la quasi totalité des cadres intellectuels de notre nation, ont un statut privilégié qui révèle un énorme fossé par rapport à celui d'autres couches du pays. Il serait dangereux de l'aggraver. Aussi je demande aux syndicats de mettre de côté leurs intérêts particuliers dans l'intérêt général de la nation³⁵. » D'un autre côté, M. Senghor trouve paradoxal que certains dirigeants syndicaux appellent « prolétariat » l'ensemble des syndiqués, composé exclusivement de fonctionnaires et de salariés du secteur privé qui constituent des privilégiés par rapport à l'immense majorité de la population³⁶. Et le leader sénégalais de conclure que les gouvernements africains sont fondés, dans les circonstances actuelles, à s'opposer aux syndicats qui réclament des augmentations de traitement ou de solde.

Nous voyons mal, en vérité, comment les leaders syndicaux, qui ont toujours combattu pour l'élévation des traitements et des salaires, pourraient, de leur propre initiative, faire accepter à leurs membres une stagnation et moins encore un recul des rémunérations. Mais étant donné le poids de l'administration sur les budgets africains — les dépenses de personnel absorbent environ la moitié des recettes budgétaires³⁷ — les revendications syndicales peuvent

35. *Procès verbaux* du P.D.C.I., 1959, Rapport moral cité par A.R. ZOLBERG, *One-party government...* p. 298.

36. *Nation et voie africaine du socialisme*, p. 78.

37. Selon M. Dumont les seules dépenses de personnel absorbent 60 % des recettes budgétaires internes du Dahomey (*l'Afrique noire est*

mettre en péril les finances de l'Etat et compromettre le développement.

Dès lors le parti et le gouvernement, forts du principe qu'ils représentent l'intérêt général, obligent les syndicats à se soumettre par des moyens divers.

La procédure d'intervention varie selon les pays ; elle consiste parfois à instaurer un syndicat unique, fortement politisé et contrôlé si étroitement par le parti qu'il ne constitue plus qu'une organisation parallèle. C'est la solution retenue par la Guinée et le Mali où l'étroitesse des liens résulte du fait que le syndicat doit respecter le programme du parti qui s'impose à toute la nation et qu'il est représenté dans les instances suprêmes du parti (le secrétaire général du syndicat est membre du bureau politique ou du comité directeur). Dans d'autres pays, comme le Sénégal, l'intervention tout en étant moins brutale n'aboutit pas moins à l'apparition d'une seule organisation contrôlée. C'est ainsi qu'après bien des péripéties, l'unification des différents syndicats se réalise au sein de l'Union nationale des travailleurs sénégalais (U.N.T.S.³⁸) dont la soumission à l'U.P.S. résulte, d'une part de l'union personnelle établie entre les deux institutions, d'autre part de la coopération prévue organiquement entre elles. Il convient, en effet, de remarquer que les principaux leaders de l'U.N.T.S. sont des militants actifs du parti et assument parfois de très importantes responsabilités officielles. Parmi les membres du secrétariat du syndicat, on compte un ambassadeur, quelques députés et conseillers économiques et des respon-

mal partie, p. 63) et selon M. Boubou Hama, président de l'Assemblée nationale du Niger, « la fonction publique « pompe » 45 % du budget national ».

38. L'évolution syndicale au Sénégal reste assez confuse en raison des scissions et regroupements en liaison avec l'évolution politique du pays : référendum de 1958, rupture avec le bureau central de l'U.G.T.A.N. à Conakry, rupture de la Fédération du Mali.

Avant le référendum il existait trois syndicats : l'U.G.T.A.N. (Union générale des travailleurs d'Afrique noire), la C.A.T.C. (Confédération africaine des travailleurs croyants) et Force ouvrière. Après le référendum, l'U.G.T.A.N. éclate en janvier 1959 et cède la place à trois courants qui se réclament du même sigle : l'U.G.T.A.N.-orthodoxe fidèle au bureau de Conakry, l'U.G.T.A.N.-autonome qui se forme sur une base nationale et quitte l'ancienne organisation-mère ; l'U.G.T.A.N.-unitaire qui veut regrouper les organisations syndicales à l'échelon de la Communauté indépendamment de l'U.G.T.A.N.-orthodoxe. Le 25 octobre 1959, création de l'Union des travailleurs sénégalais (U.T.S.) qui regroupe l'U.G.T.A.N.-autonome et l'U.G.T.A.N.-unitaire ; le 16 novembre 1960, scission dans l'U.T.S. ; le 22 novembre 1960, dissolution de l'U.G.T.A.N.-orthodoxe ; le 27 novembre 1960, appel de l'U.T.S. à l'union. Au cours de l'année 1961, deux organisations demeurent : U.T.S. et Confédération des travailleurs croyants. En avril 1962, congrès de fusion syndicale à Dakar et création de l'Union nationale des travailleurs sénégalais (U.N.T.S.) suivie d'une scission avec retrait de la Confédération des travailleurs croyants du Sénégal en mai 1963. Actuellement des discussions sont en cours pour arriver à une réunification.

sables dans les différents échelons de la hiérarchie du parti³⁹. Par ailleurs, la coopération entre l'U.P.S. et l'U.N.T.S. est prévue et institutionnalisée : il existe un comité paritaire de coordination, comprenant quinze membres du secrétariat de l'U.N.T.S. et quinze membres du bureau politique, qui se réunit tous les trois mois pour harmoniser les points de vue ; au sein du bureau politique, un secrétariat est chargé des relations avec les syndicats ; enfin la représentation syndicale au sein du conseil national et du congrès rapproche beaucoup la solution sénégalaise de celle adoptée en Guinée ou au Mali, c'est-à-dire l'intégration partielle dans le parti.

De façon générale, l'évolution des rapports entre syndicat et parti tend vers l'intégration, en passant par une phase de coopération puis d'allégeance. Lorsque les procédés mis en œuvre n'aboutissent pas, les gouvernements appliquent les mesures énergiques ; interdiction des syndicats dissidents, emprisonnement des syndicalistes⁴⁰. En réduisant ainsi les syndicats au rang d'organisations parallèles du parti, les gouvernements pensent évidemment empêcher l'expression des revendications, mais aussi faire accepter par les intéressés la politique économique du pouvoir et mobiliser les efforts en vue du développement. Ils deviennent ainsi des courroies de transmission entre l'État et les travailleurs alors qu'à l'époque coloniale, ils étaient seulement des moyens de combat. Selon les responsables africains : « Il ne s'agit plus de défendre les travailleurs contre l'État étranger. Il s'agit d'augmenter le revenu national... ». Les objectifs du syndicalisme sont de ce fait renversés, car sa mission « étant de promouvoir le progrès social, et celui-ci ne pouvant être que la résultante du progrès économique, du développement harmonieux de tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle, les syndicats se trouvent contraints, par leur mission même à prendre leur part de responsabilité en ce qui concerne l'orientation et l'organisation de l'économie, et à favoriser la production et la productivité, source de prospérité et de bien-être social⁴¹ ».

La prise en main des syndicats n'est que l'un des aspects de la politique générale d'encadrement qui vise les masses urbaines, dont on veut contenir le bouillonnement ; elle doit s'étendre aux masses rurales qu'il s'agit, au contraire, de sensibiliser aux problèmes du développement économique et de la modernisation.

39. Cf. M. Lo, *Forces politiques en Afrique noire*, p. 190 ; D.G. LAVROFF, *La République du Sénégal*, p. 231.

40. Les sections de l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire sont dissoutes et interdites au Niger (1^{er} août 1959), au Sénégal (1^{er} décembre 1960), au Dahomey (15 avril 1961) ; les arrestations de responsables syndicaux sont intervenues dans la plupart des pays, Guinée (décembre 1959), Sénégal (décembre 1960), Côte d'Ivoire (août 1959), Congo (octobre 1960) etc.

41. M. Magatte Lo, *Rapport sur l'orientation syndicale de l'U.P.S.* IV^e congrès, octobre 1963, Dakar, publié dans *l'Unité africaine* du 16 octobre 1963.

B. — L'encadrement des campagnes en vue de l'animation rurale.

Les pays africains étant essentiellement ruraux, il est aussi nécessaire que difficile d'éveiller le paysan. Même dans les pays développés, les efforts faits pour intégrer les campagnes dans l'économie moderne restent souvent sans échos car ils se heurtent à des comportements traditionnels, à des routines, à des replis sur soi ; ni les pouvoirs publics, ni les partis et les syndicats ne sont parvenus, en France par exemple, à arracher réellement la paysannerie au passé, malgré l'importance des progrès enregistrés⁴². Or en Afrique ce progrès est d'une importance capitale. Selon M. Samir Amin, la clé du développement africain — l'accumulation accélérée du capital — réside d'abord dans le démarrage de l'agriculture traditionnelle, lequel repose sur l'action d'encadrement : « La nouvelle élite dirigeante au Mali, en Guinée et au Ghana, issue du petit peuple des villes, ne justifiera devant l'histoire son rôle d'agent du progrès économique que si elle parvient précisément à organiser cette accumulation, ou tout au moins à en préparer les conditions. Sa capacité de mobiliser efficacement les masses rurales sera le critère suprême de ce jugement⁴³. »

Les développements antérieurs ont montré que l'Administration africaine héritée de la colonisation n'est pas adaptée aux tâches économiques ; elle l'est encore moins pour établir une liaison avec les populations rurales. Plusieurs facteurs expliquent cette inaptitude. Tout d'abord la sous-administration, due à la faible implantation des organismes publics à travers le territoire, empêche l'établissement de contacts et laisse, en fait, la majeure partie des paysans livrés à eux-mêmes. Ensuite les méthodes administratives s'opposent à la « communication » car elles reposent sur le formalisme et l'anonymat ; elles se manifestent généralement sous l'aspect de commandements, de dossiers, de formalités et démarches diverses pour l'obtention du moindre renseignement ou de la moindre aide de l'Etat. Ces méthodes sont encore plus déroutantes parce qu'elles sont mises en œuvre par un personnel de base mal formé, manquant d'enthousiasme et trop condescendant à l'égard du paysan. Enfin par les buts mêmes qu'elle poursuit, gérer et exécuter les décisions des autorités gouvernementales, l'Administration ne peut animer les campagnes, c'est-à-dire créer une ambiance de transformation économique et sociale, susciter une prise de conscience. L'expérience montre même que son intervention entraîne des effets paralysants en ce sens que la réaction des campagnes s'exerce dans deux directions aussi opposées que néfastes ; cette réaction peut être la confiance

42. Cf. S. MALLET, *Les paysans contre le passé*, Paris, Seuil, 1964 ; M. FAURE, *Les paysans dans la société française*, Paris, Colin, 1966.

43. Cf. AMIN, *Trois expériences africaines de développement... op. cit.*, p. 232.

totale et les paysans pensent alors qu'ils n'ont rien à faire car l'Administration se charge de tout ; elle peut être aussi la méfiance totale et, alors, non seulement les paysans ignorent les volontés de l'Administration, mais ils cherchent à les contourner ou à les mettre en échec directement ⁴⁴.

Le but étant de créer le choc psychologique favorable — « dans le domaine agricole, déclare M. Ahomadegbe dans un discours-programme du 25 janvier 1964, *des opérations chocs* seront concentrées sur le secteur rural et porteront sur le développement de la production agricole proprement dite, sur les supports de cette production et sur le développement de l'encadrement rural » — seules les organisations de masses sont réellement capables d'assumer cette mission. Il incombe donc aux partis politiques et aux syndicats de prendre leurs responsabilités. En suivant ce raisonnement logique, on justifie l'existence et l'importance des partis dont les actions conjointes ou concurrentes sont autant de stimulants pour sensibiliser la brousse. Mais on estime, dans les pays africains, que les partis sont souvent des clubs urbains et des états-majors qui se rappellent de temps à autre, lors des élections, l'existence d'un arrière pays rural ; ils ne cherchent pas effectivement à organiser et encadrer les campagnes, car cela suppose une refonte de leurs structures et un réaménagement de leurs doctrines et programmes. Les partis préfèrent utiliser la démagogie et la critique systématique à l'égard du gouvernement en mobilisant négativement la population, au lieu de faire un effort d'éducation politique. De plus, même en supposant que les efforts faits soient positifs, il ne saurait y avoir, dit-on, divergence entre l'action gouvernementale et celle des partis. L'animation rurale et la mystique du développement seraient définitivement compromises car elles seraient contestées et ne donneraient pas de sens au travail et à la discipline exigés des paysans.

On pense que le remède est dans le parti unique qui doit être selon M. Madeira Keita, « le creuset dans lequel se retrouvent le paysan et l'homme des villes. Il doit tirer le premier de son isolement, guérir le second de son mépris pour la brousse et réaliser cette unité nationale dont il tire sa force ⁴⁵ ». L'encadrement par le parti a donc pour but de créer une société homogène où des masses urbaines politisées et remuantes ne s'opposent pas aux masses rurales indifférentes et inertes ⁴⁶, d'imposer l'idée de progrès et de

44. Cf. R. DUMONT, *L'Afrique noire est mal partie*, op. cit., ; J. SERREAU, *Le développement à la base au Dahomey et au Sénégal*, Paris, L.G.D.J., 1966, p. 61. Voir aussi *Développement et Civilisation*, n° 29, mars 1967, consacré à « Administration, frein ou moteur du développement ».

45. Madeira Keita, op. cit., p. 13.

46. M. Modiho Keita estime que le parti unique malien remplit ce rôle : « Il ne peut y avoir opposition d'intérêts entre les salariés et les paysans, entre les villes et les campagnes, dans un pays comme le Mali

justifier les sacrifices qui sont le prix du développement. L'un de ces sacrifices est justement l'investissement humain qui puise toute sa force dans les campagnes qui recèlent d'énormes potentialités en main-d'œuvre.

§ 2. — L'investissement humain.

L'investissement humain est une pratique très ancienne mais une notion économique récente dont les conséquences sont extrêmement importantes. Elle résulte, en effet, de l'analyse de la situation économique des pays sous-développés : pour assurer le « décollage », il faut des investissements ; or ces pays ne disposent pas de capitaux nécessaires, car d'une part l'apport extérieur est insuffisant ou insignifiant, d'autre part, l'épargne intérieure est nulle en raison de la faiblesse des revenus et de l'accroissement de la population ; il s'agit donc de trouver une autre source d'investissement que l'épargne monétaire ou l'aide extérieure. L'investissement en travail semble être une source possible, à l'exemple de certains pays socialistes, notamment la Chine.

De fait, dans les pays africains, il existe une main-d'œuvre suffisamment abondante, inutilisée ou sous-employée, dont il est possible de tirer profit dans l'intérêt de tous. Utilisée à certains travaux et rémunérée essentiellement en nature (nourriture), cette main-d'œuvre permet à la fois d'améliorer le niveau de vie de la population et d'accroître la formation de capital⁴⁷. En outre, les dirigeants politiques veulent montrer que les masses sont capables de fournir, sous leur initiative, un travail gratuit dans un but économique. Leurs déclarations font ressortir l'importance attachée à toutes les formes d'investissement humain. Pour M. Senghor, « on commence seulement de s'en apercevoir, l'investissement le plus productif, c'est l'investissement humain⁴⁸ » ; M. Tombalbaye ajoute que l'Afrique devant choisir « une voie originale de développement, une voie conforme à ses besoins et à ses possibilités... une des solutions pourrait être l'investissement humain. Celui-ci pourrait non seulement pallier le manque de capitaux, mais encore

où toutes les couches sociales se trouvent solidement unies et mobilisées au sein du même parti national, l'Union soudanaise ». (Déclaration du 20 juillet 1962 à Bamako après la réforme monétaire créant le franc malien.)

47. Cf. ARDANT, « Utilisation des surplus et mobilisation des chômeurs », *Le Monde*, 14 et 15 janvier 1963 ; F.A.O. *Les produits alimentaires au service du développement*, 1961.

48. Cf. *Nation et Voie...* p. 82. Toutefois l'auteur précise sa conception de l'investissement humain. « Nous ne visons pas, par là, le sens particulier qu'on lui donne maintenant sous la forme du travail obligatoire... Ce que nous visons, ce sont les questions de formation de cadres, de scolarisation, et d'acculturation, enfin de nutrition. L'investissement humain, c'est l'investissement qui permet à l'Etat national de former des citoyens : des hommes cultivés, rationnellement nourris et formés dans leur profession. »

créer l'enthousiasme qui préside à la naissance des nations⁴⁹ ». Dans un message du nouvel an, M. Maga estime qu'il ne faut pas hésiter à recourir aux contributions en nature, alors qu'elles sont pratiquées par des pays hautement développés et que, dans leur ensemble, les pays sous-développés y font appel le plus souvent avec succès⁵⁰. Enfin M. Ahidjo, « ne craint pas d'instaurer un véritable service national obligatoire pour tous les jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans non titulaires d'un emploi stable » car « le travail volontaire — il ne faut pas se faire d'illusions — ne sera pas obtenu du jour au lendemain pour des raisons évidentes qui tiennent à la nature des hommes et des choses⁵¹ ».

Mais cette importante force de travail que représente l'investissement humain ne peut être captée qu'à condition de mettre en jeu un certain nombre de mécanismes de mobilisation des masses. Il convient surtout de noter, avec M. Lacoste, que « l'action d'une administration semble insuffisante et doit être relayée ou remplacée par celle d'un groupe d'hommes, véritable catalyseur des forces collectives qui soit le promoteur du développement, l'assume et en diffuse les impératifs au sein de la société⁵² ». Il se trouve que seul un parti politique unique peut entreprendre cette action car seul il peut remplir les conditions exigées. Il apparaît clairement que la tâche est malaisée et même impossible dans le cadre d'un régime multipartisan qui suppose un secteur d'opinion et de population échappant à l'emprise du parti gouvernemental et une possibilité de contestation de la politique de ce dernier. Parti et gouvernement ne peuvent demander une contribution de la nature et de l'ampleur de l'investissement humain alors que des critiques s'élèvent et rappellent le travail forcé imposé par le régime colonial⁵³. Les militants du parti ont autre chose à faire que de répondre aux attaques d'adversaires : ils doivent donner l'exemple, expliquer le sens de l'opération, créer cette mystique du travail qui entretient l'enthousiasme populaire. C'est l'époque où l'on voit des

49. Congrès national du P.P.T., Fort-Archambault, janvier 1963, (cité par L.V. THOMAS, *Le socialisme africain*, t. II, p. 107.

50. Cf. *Chronologie politique africaine*, 1962, n° 6.

51. IV^e congrès de l'Union camerounaise.

52. Cf. *Les pays sous-développés*, p. 117.

53. Sékou Touré dût affirmer nettement et courageusement : « Nous serons le premier gouvernement africain à instaurer le travail obligatoire ; nous n'avons aucune honte à le dire, puisque ce travail ne sera pas fait au bénéfice de M. Sékou Touré, ni au bénéfice du gouvernement, ni au bénéfice de qui que ce soit, ce sera au bénéfice de ceux qui vont y travailler eux-mêmes ».

La République du Mali dût se défendre d'imposer le travail forcé dans un message à l'O.I.T. en déclarant qu'elle « a mis en place un gouvernement et des institutions démocratiques populaires et a opté pour la planification socialiste de l'économie ne permettant par la survivance de méthodes rétrogrades et anti-sociales comme les travaux forcés dont la domination coloniale étrangère avait besoin pour le développement économique mercantile aux mains de trusts coloniaux ».

ministres se rendre aux champs, une houe à la main, pour assurer leur part de travail comme tout le monde.

En Guinée, dès le mois de juin 1958, lors du troisième congrès du P.D.G., on décida de mobiliser les énergies humaines pour réaliser des programmes de travaux publics. Après l'indépendance, l'appel fut reçu dans l'enthousiasme et, en 1959, les autorités pouvaient annoncer plusieurs kilomètres de routes, 33 écoles, 672 ponts et 15 mosquées parmi les réalisations du programme⁵⁴. Le parti joua le rôle d'abord de moteur, en déclenchant le mouvement, puis de tuteur et de coordinateur en évitant des initiatives anarchiques ou malencontreuses. L'exemple guinéen fut suivi par le Mali et selon des modalités et fortunes diverses par le Sénégal, le Dahomey, la Côte d'Ivoire, le Togo, etc.

§ 3. — Appréciation.

L'encadrement collectif et l'investissement-travail préconisé par les pays africains ont entraîné les observateurs à comparer, à un moment donné, leurs expériences à celles des pays communistes, notamment de la Chine. Il n'est guère utile d'insister sur ce rapprochement qui n'est qu'une apparence car ni les doctrines qui ont présidé à ces expériences, ni les techniques de mise en œuvre, ni les résultats obtenus ne sont finalement comparables à l'expérience chinoise dont l'influence semblait s'exercer sur le continent noir.

Il est plus important de se demander si le parti unique africain a atteint son but qui est d'encadrer la population et de réaliser l'investissement humain en vue du développement économique.

A. — L'encadrement des ouvriers et des fonctionnaires suppose l'établissement de rapports harmonieux entre le parti et le gouvernement d'un côté, le syndicat de l'autre. Or bien que ce dernier soit contrôlé ou surveillé de près, il arrive qu'il prenne position contre les autorités politiques. A différentes reprises et dans différents Etats, les syndicats sont apparus comme des organismes de lutte contre le pouvoir établi.

En Guinée, où nous sommes en présence de l'un des partis les mieux organisés d'Afrique noire, la crise la plus importante depuis l'indépendance a été déclenchée par le syndicat des enseignants⁵⁵. Le 3 novembre 1961, le Bureau du syndicat national des enseignants remit au gouvernement un mémoire. Les instituteurs et les professeurs y réclamaient une revalorisation de leur traitement et le maintien du logement gratuit dont la suppression aurait abouti à une diminution de fait des traitements. Le 19 novembre, le Bureau politique du P.D.G. traduisait le Bureau du syndicat devant la Haute Cour et faisait prononcer des condamnations à plusieurs années de prison à l'encontre des membres dont le secrétaire général. A la suite de ces condamnations, des troubles éclatèrent.

54. Cf. *African one-party states*, p. 194.

55. Cf. B. AMEILLON ; *La Guinée...*, op. cit., p. 179 et suiv.

tèrent dans certaines villes de brousse, une grève fut déclenchée tandis qu'à Conakry même des lycéens marchèrent sur les villas des ministres. Une importante répression s'ensuivit à l'égard du syndicat enseignant accusé de complots. En effet, selon les autorités guinéennes, il s'agissait d'un « complot communiste » organisé par les extrémistes guinéens avec l'aide de l'ambassadeur de l'U.R.S.S. et même de l'ambassadeur de France à Moscou⁵⁶. Ce qu'il convient de retenir de cette crise, c'est que, malgré le caractère gouvernemental des syndicats, malgré leur intégration dans l'appareil du parti, les syndicats deviennent, à un moment donné, pour des raisons professionnelles mais aussi politiques, un moyen de lutte contre le pouvoir établi.

Dans d'autres pays, les événements vont encore plus loin puisque les mouvements lancés par les syndicats sont devenu véritables révoltes et ont entraîné la chute des autorités détentrices du pouvoir. Au Congo-Brazzaville, nous l'avons vu, c'est par suite d'une opposition entre l'abbé Youlou et les syndicats sur la place de ces derniers au sein du parti unique, que va se déclencher un mouvement qui devient vite une révolution.

Au Dahomey, la chute du Président Maga est à la fois le résultat d'une crise politique latente dans le pays (division entre trois forces équivalentes) et d'une crise sociale liée aux revendications syndicales. En effet, depuis 1958, les salaires étaient bloqués ; en 1962 les restrictions budgétaires ont entraîné une réduction de 10 % sur les traitements ; enfin plusieurs milliers de Dahoméens, expulsés de différents pays (en particulier de Côte d'Ivoire), sont rentrés dans leur pays où ils n'ont pu obtenir des situations correspondant à leurs capacités⁵⁷. Il en résulte un malaise que les syndicats vont exploiter. Pourtant l'U.G.T.A.N. et la Confédération dahoméenne des travailleurs croyants ont été dissoutes ; seule demeure l'Union générale des travailleurs dahoméens, créée en février 1961, dont le secrétaire général, M. Paoletti, siège au Bureau politique du parti unique. Or, lorsque le mécontentement se fait jour, et que le mouvement de manifestations commence, le secrétaire général n'hésite pas à en prendre la tête. Si bien que ce syndicat unique qui devait être un instrument de conservation du pouvoir, devient, en fait, l'un des moyens qui vont entraîner la chute du président Maga et du Parti dahoméen de l'unité.

Les récents changements politiques intervenus en Haute-Volta et en République centrafricaine ont eu pour point de départ le mécontentement des organisations syndicales. L'armée appelée pour trancher le différend et réprimer les manifestations, a arbitré aux

56. Déclaration de M. S. Touré lors de la deuxième conférence annuelle du P.D.G., 25-28 décembre 1961. Cette accusation est contestée par B. AMEILLON, *op. cit.*, p. 181 et suiv.

57. Cf. D. PEPY, *Les Etats africains et leurs problèmes*, Cours de l'I.E.P. de Paris, 1964-1965, p. 181.

dépens du parti gouvernemental et de son chef qui n'ont plus qu'à abandonner le pouvoir.

Il semble que deux raisons essentielles justifient cette opposition entre le parti et le syndicat. D'une part, le parti et son chef se confondent avec l'Etat qui joue un rôle important dans la vie économique du pays. Toute revendication de caractère professionnelle, toute grève est dirigée contre l'Etat et prend inévitablement un caractère politique. A travers l'Etat, c'est tout aussi inévitablement le parti et son chef qui sont visés. D'autre part et surtout — ainsi que nous l'avons déjà noté — le régime de parti unique ne laisse pas d'autres possibilités de contestation que la voie syndicale. Les syndicats (d'ouvriers, de fonctionnaires, d'étudiants) sont les seules forces organisées en dehors du parti gouvernemental ; la tentation est donc grande pour les adversaires du pouvoir d'utiliser ces forces à des fins d'opposition politique. Ces forces ont même tendance à considérer, en plus de l'armée, qu'elles constituent une solution possible de remplacement en cas d'échec du parti au pouvoir.

B. — L'encadrement rural qui devait déboucher sur l'investissement humain est le grand objectif du parti unique africain ; or les résultats obtenus sont soit limités, soit franchement insignifiants ou inexistantes.

1. Certains Etats, comme la Mauritanie, reconnaissent leur incapacité à remplir pareille tâche et avouent la faiblesse du parti chargé de réaliser l'investissement humain. Lors de l'adoption du plan quadriennal (1963-1967), il est dit nettement que cet investissement n'est pas possible car, en plus des problèmes techniques, il exige des structures politiques de masses qui n'existent pas actuellement⁵⁸. A titre de compensation, on crée des chantiers nationaux, car selon les autorités « à l'investissement humain classique soutenu par un enthousiasme artificiel, nous avons préféré la formule originale faisant de nos chantiers nationaux des lieux de tâches exaltantes pour l'intérêt public⁵⁹ ».

Cette déformation de l'institution, dûe à son échec, se retrouve dans la plupart des Etats. Les « champs collectifs » (Dahomey), les « chantiers civiques » (Côte d'Ivoire), les « journées de développement » et « l'animation rurale » (Sénégal) etc. portent sur des opérations limitées et montrent que les pays africains ne peuvent encadrer et mobiliser que des effectifs très faibles de population. Parfois même de telles opérations sont inexistantes à moins, comme le remarque M. Thomas pour la Haute-Volta, d'appeler ainsi « les corvées dominicales baptisées investissement humain et consacrées

58. Cf. *Plan quadriennal de développement économique et social*, République Islamique de Mauritanie, Nouakchott, 1964, p. 191 (cité par C.H. MOORE, in « On partyism in Mauritanie », *op. cit.*, p. 414).

59. Déclaration du ministre du Travail et de la Santé le 1^{er} Mai 1963.

aux travaux de désherbage de l'école communale ou des plate-bandes du commandant du cercle⁶⁰ ».

Même en Guinée ou au Mali, où des résultats ont été atteints dans certains domaines (constructions de routes, d'écoles), les objectifs essentiels n'ont pas été réalisés. S'agissant de développer très rapidement l'agriculture traditionnelle sous les effets d'une mobilisation de la population par le parti, la Guinée se proposait de généraliser la culture attelée à la totalité de sa paysannerie en trois ans, le Mali d'y faire passer entre un tiers et la moitié de ses campagnes en cinq ans. Or, selon le bilan établi par M. Samir Amin, ni l'un ni l'autre de ses objectifs n'a été réalisé. « La mobilisation rurale n'a pas eu lieu. Et en définitive, la culture attelée n'a pas fait de progrès en Guinée depuis 1959. L'échec malien est plus relatif et beaucoup moins prononcé (en raison des ambitions limitées)... Mais on est loin du rythme nécessaire qui devait permettre une croissance de la production de l'ordre de 8 % par an⁶¹. »

2. Pourquoi cet échec ? Des nombreuses enquêtes effectuées dans divers pays⁶², il ressort quelques conclusions communes valables, semble-t-il, pour toute l'Afrique si l'on tient compte de celles dégagées par M. Meister pour l'Afrique orientale anglophone⁶³. Selon ces conclusions, on peut estimer que les raisons de l'échec sont à la fois de caractère technique et politique et tiennent à l'absence de cadres pour la mobilisation des masses en vue du développement.

L'impossibilité d'assurer l'encadrement technique des campagnes d'investissement humain est la première des raisons. Aucun Etat n'a dégagé les moyens financiers et les méthodes nécessaires à la formation des agents d'animation et de développement. Quant à l'école rurale traditionnelle, elle a été critiquée sévèrement par M. Dumont qui juge qu'elle est non seulement inadaptée, mais qu'elle aboutit à ôter aux élèves tout désir de rester à la campagne.

La seconde raison de la renonciation à l'investissement humain est d'ordre politique. Ce sont les partis qui ont éveillé les masses rurales à la vie politique, notamment durant les élections précédant les indépendances, mais ils ne disposent pas de cadres moyens en nombre suffisant pour organiser et diriger les masses dans leur travail de développement. Pire encore, sitôt les indépendances proclamées, les partis au pouvoir se démantèlent dans les campagnes et seules leurs sections urbaines conservent une certaine activité. Les

60. Cf. *Le socialisme africain*, t. I, p. 18.

61. S. AMIN, *Trois expériences africaines...*, p. 225. En Guinée selon B. AMEILLON (*op. cit.*, p. 117), l'effort demandé par le P.D.G. resta relativement faible si l'on compare à d'autres expériences analogues. Les 3 milliards d'investissement humain prévus par le plan triennal représentent environ 7 jours de travail par an et par adulte, contre 60 en Chine, pour un emploi naturel de 120 à 150 jours par an dans le secteur agricole.

62. Cf. S. AMIN, *op. cit.* ; A. DUMONT, *op. cit.* ; B. AMEILLON, *op. cit.* ; J. SERREAU, *op. cit.*

63. A. MEISTER, *L'Afrique peut-elle partir ? op. cit.*

avertissements clairvoyants, prodigués avec force par Frantz Fanon (dans les *Damnés de la Terre*), sont restés sans suite. « Les cadres locaux du parti sont désignés à des postes administratifs, le parti se mue en administration, les militants rentrent dans le rang et prennent le titre vide de citoyen » (p. 128). Or, « le rêve de tout citoyen est de gagner la capitale, d'avoir sa part du fromage. Les localités sont désertées, les masses rurales non encadrées, non éduquées et non soutenues se détournent d'une terre mal travaillée, et se dirigent vers les bourgs périphériques, enflant démesurément le lumpen-prolétariat » (p. 138-139).

Enfin même lorsque cet encadrement existe, il semble que ses méthodes soient contestables ; elles ne sont pas de nature, en tout cas, à animer et entraîner les hommes. Au troisième congrès du Conseil National de l'U.P.S., en juillet 1962, il était demandé aux militants d'être des cadres qui mèneront « la construction nationale de Saint-Louis à Ziguinchor et de Dakar à Kédougou » tandis que le plan quadriennal (1962-1965) du Dahomey prévoyait que l'animation rurale serait le fait des militants du Parti dahoméen de l'unité (P.D.U.). Or, il paraît difficile que les partis qui ont besoin eux-mêmes d'être animés réussissent dans cette tâche qui requiert une vocation et des qualités que les cadres partisans n'ont pas forcément. S'agissant de l'U.P.S., M. Senghor lui-même a souvent fustigé ses membres et a taxé de « scandaleux » le fait que ce soient des agents de l'assistance technique qui doivent servir dans les cercles périphériques en raison du peu d'empressement des « élites » sénégalaises à vivre en brousse. Quant au P.D.U., il s'agit d'un amalgame où tout le monde se noie dans des oppositions de personnes et d'ethnies, qui n'a de parti que le nom et qui est totalement incapable de poursuivre un but précis. Ceci amène un auteur à constater, au terme d'une enquête⁶⁴, qu'il vaut mieux encore confier l'animation rurale et l'investissement humain à un service administratif composé de fonctionnaire compétents et dévoués. Ce qui est, tout de même, une conclusion attristante lorsque l'on sait l'inefficacité des organes d'encadrement conçus comme des services administratifs et surtout les faiblesses des administrations africaines.

*
**

Faut-il alors rejeter l'affirmation selon laquelle le parti unique serait indispensable pour faire face aux problèmes posés par le développement économique, notamment à l'effervescence et aux tensions qui l'accompagnent ? C'est la conclusion de l'économiste W.A. Lewis qui écrit : « En somme un des grands arguments du parti unique est qu'il se prétend capable d'accélérer le développement économique tout en contenant l'agitation qui en résulte. Or,

64. J. SERREAU, *op. cit.*, p. 211 et 264.

le premier point de cette prétention est un leurre, il est à la fois douteux et peu souhaitable que le deuxième point soit réalisé. Le régime du parti unique n'a pas grand-chose à voir avec les problèmes économiques actuels de l'Afrique (occidentale)⁶⁵ ». Actuellement et en jugeant d'un point de vue strictement économique, cette conclusion est valable. Si nous prenons le cas de la Côte d'Ivoire, pays où l'on retrouve le meilleur état de prospérité, il faut bien constater que le parti n'y joue pas de rôle économique. La libre entreprise nationale et étrangère connaît un essor certain, tandis que l'Etat se charge de sociétés et entreprises publiques ; les formes socialistes de développement comportant l'appel aux populations sont réduites (coopératives) ou inexistantes (animation rurale). Le parti unique ivoirien sert seulement à assurer la stabilité politique, laissant l'initiative économique à une minorité nationale ou étrangère de la population qui en retire l'essentiel des bénéfices.

En vérité tout parti n'incarne pas nécessairement l'optimum de développement. Il peut même s'y opposer. Ce sera le cas si le parti ne s'identifie pas réellement à la nation et à l'intérêt national ou s'il s'identifie seulement avec une fraction privilégiée dont les intérêts ne sont pas ceux de l'ensemble de la nation. A cet égard, il faut constater que les quelques résultats atteints par l'intervention du parti l'ont été dans les deux pays qui ont opté assez nettement pour le socialisme, la Guinée et le Mali. Au Sénégal, le mouvement d'animation rurale a montré que l'U.P.S. recèle certaines possibilités et peut jouer un rôle si la doctrine et la sélection des cadres deviennent plus fermes. Car, au total, le grave problème des pays africains est le suivant : l'absence d'une idéologie de développement et d'un parti capable de la transmettre et éventuellement de l'imposer aux masses.

65. W.A. LEWIS, *La chose publique*, op. cit., p. 52.

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE

Les développements précédents ont fait apparaître comment les nécessités de l'intégration nationale, de la construction d'un Etat et du développement économique ont poussé les régimes politiques africains vers le parti unique. Il ressort que les trois buts, les trois fonctions que devait remplir le parti n'ont pas toujours été réalisées.

S'agissant tout d'abord de la première fonction, l'intégration nationale, le résultat est relativement satisfaisant. En effet, on ne peut nier que les divisions et les menaces pesant sur chaque territoire de l'ancienne Afrique française aient été écartées. Le parti a contribué à créer effectivement un ensemble national à l'intérieur des limites artificielles héritées de la colonisation, en suscitant le sentiment d'un destin commun et en s'opposant aux solidarités locales et tribales de nature à mettre en cause l'intégrité du territoire. C'est sous cet angle qu'il faut comprendre les luttes menées contre les solidarités ethniques, religieuses, culturelles, idéologiques. Mais ce résultat positif n'est pas lui-même sans inconvénients. On peut déplorer l'exploitation qui a été faite du nationalisme et qui s'oppose à la formation de grands ensembles fédéraux ou confédéraux dont l'utilité sur le plan économique et social est évidente. Les « micro-nations » sont, pour une grande part, l'œuvre du parti unique africain qui y trouve un lieu privilégié à la mesure de ses moyens et de ses ambitions.

L'entreprise de construction d'un Etat moderne — c'est la seconde fonction — n'a pas été atteinte par tous les partis uniques. Pour atteindre ce but, deux conditions semblent devoir être assurées : d'une part, la stabilité du système institutionnel adopté, c'est-à-dire l'existence d'institutions suffisamment aptes à fonctionner régulièrement par-delà les difficultés contingentes ; d'autre part, la stabilité du parti lui-même, c'est-à-dire l'existence d'une organisation structurée capable de dégager une équipe gouvernementale. Malheureusement, sur le premier point, les nombreux changements constitutionnels intervenus prouvent que les Etats sont à la recherche d'une forme d'organisation ; ils traduisent de façon concrète et inquiétante un vide institutionnel dont les conséquences sont lourdes. En effet, ce vide est d'autant plus grave que

les assises du parti lui-même qui essaie de le combler, sont inexistantes ou chancelantes. A défaut d'une structure et d'une doctrine solides, le parti repose finalement sur un homme dont le sort détermine celui des institutions. Devant cet échec de la mise sur pied d'un appareil d'Etat, fort et organisé, l'armée est intervenue ; il est caractéristique de noter que cette irruption militaire en Afrique noire d'expression française trouve comme point de départ la faiblesse d'un régime politique incapable de résister à un mouvement de mécontentement et d'être obéi de sa propre administration. Jusqu'à présent, l'effondrement a affecté des partis mal organisés et sans base populaire (Dahomey, Haute-Volta, République Centrafricaine, Togo). Il ne semble pas que les partis uniques malien, guinéen — malgré des bruits relatifs à une éventuelle intervention de l'armée — ivoirien et sénégalais soient effectivement menacés. Toutefois, la chute de M. N'Krumah et du Convention people party, le 24 février 1966, est venu rappeler que même un parti apparemment fort, largement implanté dans le pays et très animé politiquement n'est point à l'abri d'un coup d'Etat. On serait donc enclin à croire que les régimes actuels de parti unique sont en sursis, d'autant plus que leurs résultats sur le plan économique demeurent limités ou inexistant.

La troisième fonction qui est le développement économique n'est pas assurée actuellement en Afrique noire. Certes les raisons sont nombreuses et parfois indépendantes de la volonté des intéressés : déséquilibres des échanges internationaux, fluctuations des cours des produits de base, poids des trusts internationaux... Mais il n'en demeure pas moins que l'une des données fondamentales de l'émancipation économique n'est pas réalisée : l'encadrement et la mobilisation des populations.

Devant ce bilan, on peut s'interroger finalement sur la signification du parti unique actuel. Dans la mesure où ce dernier repose sur une triple fonction qu'il est incapable d'assumer efficacement, ne risque-t-il pas de devenir une forme, une super-structure sans contenu réel et relativement étrangère au peuple et à ses problèmes ? La question est grave, car alors le parti ne serait plus qu'un instrument d'oppression et d'aliénation politique comme l'était la puissance coloniale. En examinant le contenu et la nature du parti, peut-être parviendrons-nous à éclairer le problème. C'est l'objet de la troisième partie de notre recherche.

Troisième partie

Le résultat de l'évolution : caractères du parti unique africain

Les nécessités de la construction d'une nation, d'un Etat et d'une économie ont poussé les pays africains vers le régime de parti unique. En établissant ainsi les raisons de cette évolution, nous n'avons pas encore dégagé de manière précise la nature de ce régime, bien que de nombreux éléments soient apparus au cours des développements précédents.

Il convient maintenant de mieux cerner le parti unique africain, d'en faire ressortir la physionomie pour savoir s'il s'agit d'une institution originale ou non. Mais on se heurte alors à un problème de méthode, déjà entrevu dans l'introduction. Le problème est le suivant : faut-il caractériser les partis africains en les étudiant en eux-mêmes, en tant qu'institutions spécifiques, abstraction faite des schémas déjà existants ? Ou bien faut-il, au contraire, les situer et les définir par rapport à ceux qui existent déjà et dont la théorie générale a été faite ?

La première attitude est souvent prônée par les africains eux-mêmes qui mettent en avant la « spécificité » du continent. Elle est certes justifiée dans la mesure où elle réagit contre une tendance générale à interpréter et expliquer les institutions politiques africaines uniquement par référence aux données occidentales, et à conclure à leur caractère « normal » ou « aberrant » en fonction des similitudes ou des différences avec ces dernières. Elle l'est beaucoup moins lorsqu'elle prétend que les phénomènes politiques africains sont foncièrement originaux et fondamentalement différents des phénomènes des autres continents. Dans cette perspective, il est vain de chercher s'il y a un type de parti unique en Afrique ; chaque pays offre une expérience originale qu'il convient d'examiner sans vouloir la ramener à un modèle déjà existant. C'est qu'en effet, il n'y a pas *un* mais *des* régimes de parti unique. Le parti communiste russe, le parti fasciste mussolinien, le parti nazi, le parti républicain du peuple kémaliste, la phalange franquiste, l'union socialiste arabe de Nasser, le parti socialiste destourien de Bourguiba, etc. sont autant de partis uniques. D'irréductibles différences

doctrinales, d'importantes différences dans leurs structures et leurs assises sociales les séparent les uns des autres. S'il faut s'attacher à ces différences, chaque parti apparaît comme réellement unique dans son genre.

En réalité, par-delà ces diversités, il faut bien distinguer l'essentiel. Sans vouloir ramener, à tout prix, les partis africains aux types déjà existants, on peut légitimement les définir en les comparant à ces types de partis. Cette seconde attitude intellectuelle permet de dégager les ressemblances et différences au niveau de l'organisation des partis, leur fonctionnement, leur assise sociale, leur idéologie, etc. La typologie classique distingue, parmi les partis, deux catégories : le parti de type totalitaire et le parti de type autoritaire¹. Le parti de type totalitaire — le mot totalitaire n'étant pas pris ici dans un sens péjoratif — est celui qui présente une vision globale d'une société nouvelle à construire ; il peut être caractérisé en prenant en considération les éléments suivants : une idéologie officielle à laquelle chaque membre du corps social est sensé adhérer ; une organisation monolithique fortement structurée et ne comprenant qu'un pourcentage relativement faible de la population ; un monopole complet du pouvoir, des moyens d'information et des instruments de combat politique ; un système de contrôle rigoureux fondé sur la répression à l'égard de tout opposant². On peut citer comme exemple le parti unique des régimes communistes et celui des régimes fascistes allemand et italien. Le parti de type autoritaire a une structure plus souple, comporte des « factions » intérieures, joue un rôle moins important dans l'Etat et tolère certaines divergences idéologiques, tout en s'appuyant sur un régime répressif policier. A titre d'exemple, on peut citer le parti unique turc du temps d'Ataturk, celui de l'Espagne ou du Portugal actuellement.

Au regard de cette typologie, les partis uniques africains sont-ils autoritaires ou totalitaires ? Pour répondre à la question, il faut essayer d'examiner de près l'organisation des partis, leur fonctionnement réel, leur implantation dans le pays, le contenu de leur programme ou idéologie. Tous ces aspects se regroupent en fait autour de deux points fondamentaux : est-ce que d'une part, la structure de ces partis, d'autre part leur idéologie les rattachent au type totalitaire ou au type simplement autoritaire ? En étudiant successivement ces deux points, les caractères essentiels des partis africains se révéleront différents des apparences et de l'image qu'ils offrent au premier abord.

1. Cf. DUVERGER, *Les partis politiques*, 5^e éd., p. 286 et suiv. ; *Institutions politiques et Droit constitutionnel*, 8^e éd., p. 193.

2. Sur la définition du régime totalitaire, cf. M. DUVERGER, *De la dictature*, Paris, Julliard, 1961 ; Carl J. FRIEDRICH et Z. BREZINSKI, *Totalitarian dictatorship and autocracy*, Cambridge, 1956 ; K. LOEWENSTEIN, *Political power and the government process*, New York, 1957 ; M. DJILAS, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, Plon, 1958 ; C.J. FRIEDRICH, *Man and his government*, New York, Mc Graw-Hill, 1963, p. 519-520.

CHAPITRE X

LA STRUCTURE DES PARTIS AFRICAINS

En abordant l'étude de la structure des partis africains, il convient tout de suite de relever les difficultés auxquelles se heurte une telle investigation. M. Duverger a déjà remarqué, dans son ouvrage classique sur les partis, qu'on s'aventure sur un terrain difficile, car l'organisation des partis repose essentiellement sur des pratiques et des habitudes non écrites : elle demeure presque entièrement coutumière¹. Les statuts et les règlements intérieurs ne décrivent jamais qu'une faible partie de la réalité et ils sont rarement appliqués de façon stricte. D'un autre côté, la vie des partis s'entoure volontiers de mystère : on n'obtient pas facilement d'eux les renseignements précis, même élémentaires. Ces difficultés s'aggravent encore en Afrique noire pour deux raisons qui sont d'ailleurs liées : l'absence de documents et la prédominance de la tradition orale dans la vie politique et singulièrement dans la vie des partis. Elles expliquent l'absence ou le faible nombre d'études monographiques consacrées aux partis africains². Notre recherche s'aventure donc sur un terrain partiellement exploré et d'autant plus délicat que nous abordons la « structure » des partis africains en donnant à ce terme un sens large qui englobe à la fois la « structure interne » ou organisation et la « structure externe » ou assise sociale des partis.

En effet, la méthode d'approche utilisée ici s'écarte de celle plus restreinte adoptée par M. Duverger qui prend en considération uniquement la « morphologie » des partis. Avant d'aborder l'étude

1. Cf. *Les partis politiques*, Avant-Propos.

2. Cf. Introduction, n. 8. Les monographies existent mais concernent surtout quelques pays. Par exemple la Guinée, le Sénégal et la Côte d'Ivoire bénéficient de l'attention de nombreux chercheurs, alors que d'autres pays sont pratiquement ignorés. Toutefois, des thèses de droit ou de science politique commencent à élargir l'éventail des recherches. Cf. ZANG-ATANGANA, *Les forces politiques au Cameroun*, thèse, Paris, 1965 ; A. SPACENSKI, *L'évolution des partis politiques malgaches depuis 1945*, thèse, Paris, 1966 ; M.A. GLELE, *L'évolution politique et constitutionnelle du Dahomey*, thèse, Paris, 1967.

des partis M. Duverger déclare : « Pas plus que leur doctrine, la composition sociale de ceux-ci ne fera l'objet principal de cette étude, essentiellement orientée vers les institutions partisans et leur rôle dans l'Etat. Car les partis actuels se définissent beaucoup moins par leur programme ou la classe de leurs adhérents que par la nature de leur organisation : un parti est une communauté d'une structure particulière. Les partis modernes se caractérisent avant tout par leur anatomie³ ». Cette manière d'aborder les partis est sévèrement critiquée par M. Lavau qui lui reproche surtout de s'intéresser à l'aspect morphologique, c'est-à-dire formel et de laisser échapper l'essentiel qui ne peut être expliqué, précisément, qu'à l'aide de la composition sociale et de l'idéologie⁴. M. Lavau note qu'un parti fasciste peut bien calquer son « organisation » sur celle d'un parti communiste, s'insérer dans un même « système partisan », il n'en demeurera pas moins que la ressemblance sera formelle et la réalité fondamentalement différente.

S'agissant des partis africains, bien des observateurs les ont analysés et jugés sous cet aspect et ont conclu trop rapidement à leur identification avec les partis totalitaires de type communiste ou fasciste. Cet aspect permet en effet des rapprochements entre les uns et les autres et fait apparaître une organisation monolithique, totalitaire. Mais il s'agit davantage d'une apparence que d'une réalité. Une étude qui va au delà de l'exégèse des statuts et des textes, des déclarations des leaders et même de certains faits tels que le régime policier et l'arbitraire, révèle des organismes faibles. Derrière la cuirasse, les failles sont nombreuses et profondes et donnent aux partis africains, en même temps que leurs caractères spécifiques, leurs traits communs qui permettent de parler du « parti unique africain » en tant que type relativement original.

Section 1. — Les apparences monolithiques et totalitaires.

Section 2. — La faiblesse des structures réelles.

Section 1. — Les apparences monolithiques et totalitaires.

Au fur et à mesure de l'évolution vers le monopartisme en Afrique, ce régime suscitait la curiosité des observateurs qui se demandaient sur quelle forme de parti unique allait-il déboucher. Souvent la question était posée sous la forme suivante : s'agit-il d'un nouveau totalitarisme⁵ ? Certains traits des partis africains peuvent

3. Cf. *Les partis politiques*, Avant-Propos. Notons cependant que l'auteur a nuancé depuis sa méthode d'approche (voir sa contribution in *Traité de sociologie*, Paris, P.U.F., 1963, t. II, p. 22-23).

4. G. LAVAU, *Partis politiques et réalités sociales*, Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, Colin, 1953, p. 8.

5. Cf. M. CORPIERRE, « Le totalitarisme en Afrique », *Preuves*, janv.-fév. 1963 ; Sir Walter COUTTS, « A new democracy or a new totalitarianism in Africa ? », *Optima*, march 1964 ; P.-L. CHAUVET, « Libé-

effectivement le faire croire : leur armature (§ 1), leurs rapports avec les organisations parallèles (§ 2) et leur assise sociale (§ 3).

§ 1. — L'armature ou organisation interne des partis.

L'organisation interne des partis africains emprunte beaucoup à celle des partis communistes. Il est vrai qu'un certain nombre d'entre eux sont issus des sections territoriales du R.D.A. apparenté au Parti communiste français de 1946 à 1950 ; il s'agit du Parti démocratique de Côte d'Ivoire, du Parti démocratique de Guinée, de l'Union soudanaise, du Parti progressiste nigérien, du Parti progressiste tchadien, du Bloc démocratique gabonais, de l'Union des populations du Cameroun, du Parti démocratique voltaïque, du Parti dahoméen de l'unité (anciennement Union démocratique dahoméenne jusqu'en 1960) et du Parti progressiste congolais (jusqu'en 1958, date à laquelle l'Union démocratique des intérêts africains devient section du R.D.A. au Congo). Mais, même les partis non apparentés au Parti communiste ont choisi un modèle d'organisation identique dont les deux principes de base sont, d'une part, l'articulation pyramidale, d'autre part, le centralisme démocratique. Selon les responsables maliens « l'organisation verticale répond au principe du centralisme démocratique dont la pyramide donne une idée exacte, la base de la pyramide étant composée de tous les militants et à travers les divers organismes intermédiaires, le sommet étant le congrès ⁶ ».

A. — L'organisation pyramidale.

Les partis africains reposent tous sur une articulation à plusieurs étages (quatre ou cinq) où l'étage inférieur est en principe sous le contrôle étroit et direct de l'étage supérieur. Retenons ici le schéma général en notant que des différences de détail existent entre les divers partis.

1. *Le Comité* est normalement l'organisme de base qui a pour support le village, le quartier ou une fraction de quartier, selon que l'on se trouve à la campagne, dans une petite ville ou une grande ville. C'est ainsi par exemple que le Parti démocratique de Guinée comporte 10 250 comités⁷, l'Union soudanaise — R.D.A. 9 700,

ralisme et totalitarisme en Afrique », *La Nef*, février 1959 ; F.X. SUTTON, « Authority and authoritarianism in the new Africa », *Journal of international Affairs*, 15, 1, 1961 ; H. SETON-WATSON, « Fascism, right and left », *Journal of contemporary History*, vol. 1, n° 1, 1966 ; P. HOUART, *L'Afrique aux trois visages — Ultra, totalitaire ou modérée ?* Bruxelles, Centre de documentation internationale, 1961, 245 p.

6. Rapport d'organisation, VI^e Congrès de l'U.S.-R.D.A., p. 145.

7. Il est difficile, parfois impossible, de connaître avec exactitude le nombre de comités des différents partis. Les chiffres donnés par les responsables eux-mêmes varient notablement selon les documents. Dans le cas de la Guinée, l'ouvrage, *La Révolution et l'unité populaire*, publié en 1964 à Conakry donne 7 600 comités (p. 80) tandis qu'un discours de M. S. Touré, repris dans le journal *Horoya* des 22 et 23 novembre 1964,

le Parti démocratique de Côte d'Ivoire 4 000, l'Union progressiste sénégalaise 2 500, etc.⁸.

Le comité qui regroupe tous les militants sur une base territoriale est dirigé par un bureau élu dont la composition varie selon les partis et le nombre d'adhérents. En Guinée, normalement, le bureau se compose toujours de dix membres comprenant des hommes, des femmes et des jeunes. Au Sénégal, le comité peut être dirigé par un seul responsable élu ; toutefois, s'il réunit un grand nombre de militants, il est dirigé par un bureau complet pouvant comprendre plusieurs personnes avec des attributions précises. Au Mali, les statuts du parti stipulent que les comités « sont dirigés par un bureau élu à l'image du bureau politique national » (art. 17). Interprétée strictement, cette disposition exigerait alors, à la tête de chaque comité, un bureau de dix-sept membres (composition du bureau national) ; or, il semble douteux qu'il puisse en être toujours ainsi, notamment dans les villages faiblement peuplés. Aussi le règlement intérieur prévoit-il que le bureau du comité sera composé d'au moins quatre membres. Ce qu'il faut retenir de ce premier échelon, c'est d'abord sa multiplication à travers le pays que les partis veulent quadriller d'un réseau dense ; c'est ensuite le caractère collégial de sa composition qui répond au souci de démocratie à la base ; c'est enfin sa dépendance de l'échelon supérieur.

2. Au-dessus du comité se trouve la *sous-section* qui constitue le second échelon de l'organisation du parti. Elle est formée par la réunion de plusieurs comités de village ou de quartier à l'échelle d'une circonscription administrative (arrondissement ou district). Les sous-sections sont dirigées par des bureaux ou des commissions désignés par les délégués des comités. Leur nombre est variable d'un parti à l'autre : 400 pour l'U.P.S., 226 pour l'Union soudanaise, 81 pour le P.D.C.I., etc. ; parfois la sous-section n'existe pas comme en Guinée où immédiatement au-dessus du comité on trouve la section⁹.

3. La *section* apparaît comme l'un des rouages essentiels des partis car elle a la responsabilité du travail politique et de l'organi-

donne 10 250. Si l'on suit l'évolution du P.D.G. par recoupement de divers documents, il semble qu'on puisse l'établir ainsi :

— 1962 : 7 100 comités (cf. *Horoya*, 3 fév. 1962) ;

— 1963 : 8 000 comités (cf. *L'action politique du P.D.G.*, p. 26) ;

— 1964 : 10 250 comités (cf. *Horoya*, 22-23 nov. 1964).

Pour les années plus récentes nous ne disposons pas de chiffres.

8. Les renseignements ont été pris respectivement in *VI^e Congrès de l'U.S.-R.D.A.*, sept. 1962, p. 146 ; A.R. ZOLBERG, *One-party government in the Ivory Coast*, p. 117 ; B. TRAORE, M. LO, J.L. ALIBERT, *Forces politiques en Afrique noire*, p. 140.

9. En Côte d'Ivoire, il n'y a pas de sections, ce sont les sous-sections qui en tiennent lieu. En effet, lorsque le R.D.A. existait en tant que parti inter-territorial ou fédéral, les partis territoriaux constituaient des sections (sections ivoirienne, soudanaise, guinéenne...) du R.D.A. et ils étaient donc divisés en sous-sections. Après l'indépendance et l'éclatement du R.D.A., certains partis, tel le P.D.C.I., ont conservé l'ancienne

sation à l'échelle d'une région ou d'une ville. C'est aussi à ce niveau qu'intervient la désignation des membres du congrès, instance suprême des partis. Chaque section est dirigée par un bureau ou un comité élu par la conférence des sous-sections. Parfois cette élection doit être entérinée par le bureau politique national comme au Mali¹⁰ ; dans d'autres cas, il s'agit d'une élection à deux degrés : ainsi au Sénégal, les sous-sections désignent d'abord une commission administrative de 150 membres qui élit, en son sein, un bureau de section de 9 membres au minimum et de 30 membres au maximum et une commission de contrôle financier de 5 membres¹¹.

4. A l'échelon supérieur, on trouve le *bureau politique national* qui est l'organe principal du parti, tant par sa composition que par ses attributions. En effet, le Bureau politique comporte les principaux responsables politiques au sein du parti et de l'Etat. Dans la plupart des cas, le secrétaire général de cet organisme est le premier personnage de l'Etat ; s'il existe un président du parti et chef de l'Etat, le secrétaire général est le second personnage du régime et détient toujours une importante responsabilité gouvernementale (souvent vice-président de la République ou ministre de l'Intérieur). Le Bureau politique est chargé d'exécuter les décisions des congrès et des conférences nationales, de diriger l'activité politique et le travail d'organisation du parti, d'orienter et de contrôler les élus et la presse dans le pays. En pratique nous savons qu'il est et fait tout.

Il convient de remarquer que nous omettons de parler de l'échelon *régional* ou *fédéral* qui se situe entre les sections et le Bureau national. C'est qu'en fait cet échelon n'existe pas toujours et, quand il existe, son rôle est réduit. L'Union soudanaise juge « qu'il n'est pas question d'alourdir l'organisation par un super-organe de direction au niveau du chef lieu de la région¹² » tandis que le P.D.C.I. a supprimé cet échelon craignant, semble-t-il, que des défections à ce niveau ne se répercutent dans toutes les sections qui en dépendent. Selon l'avis des responsables ivoiriens, les comités régionaux avaient tendance à devenir trop indépendants à l'égard du Comité directeur¹³. La volonté de maintenir une structure verticale stricte et disciplinée s'oppose à la multiplication de niveaux intermédiaires. Au Sénégal où ces niveaux existent à l'échelle des départements et des régions, on a décidé de reconnaître une plus grande autonomie des sections à leur égard. Dans ce but on a considéré

structure et l'appellation sous-section, tandis que d'autres, telle l'Union soudanaise, ont changé l'appellation et transformé les sous-sections en sections.

Au Tchad, la fédération prend la place de la section.

10. Art. 16 des Statuts de l'U.S.-R.D.A.

11. Art. 11 des Statuts de l'U.P.S.

12. Cf. Rapport d'organisation au VI^e Congrès, sept. 1962.

13. Cf. A.R. ZOLBERG, *One party government...*, *op. cit.*, p. 115, qui fait état des propos officiels.

que les commissions départementales et les unions régionales ne sont pas des organes de décision, mais des relais de coordination qui doivent transmettre, sans modifications, toutes les suggestions venant des sections et les directives y allant¹⁴.

5. Au sommet de cette structure verticale permanente existent des organes non permanents dont la mission est de définir la ligne politique du parti et d'en contrôler l'exécution : il s'agit du *Congrès* et de la *Conférence nationale*. Le Congrès est l'organe représentatif du parti composé de délégués des sections (ou sous-sections lorsque les sections n'existent pas) au prorata du nombre de leurs cotisants. Il peut réunir un nombre de délégués allant de 200 (6^e Congrès de l'Union soudanaise en septembre 1962) à 1 500 (6^e Congrès du Parti démocratique de Guinée en décembre 1962-janvier 1963, 4^e Congrès du Parti démocratique de Côte d'Ivoire en septembre 1965). Il siège selon une périodicité variable d'un parti à l'autre, pouvant aller de 1 à 3 ans¹⁵. Il est normalement l'organe souverain parce qu'il est chargé de définir et de contrôler l'action de tous les organes du parti et surtout du Bureau politique dont il désigne les membres.

Dans l'intervalle de deux congrès, la Conférence nationale (ou Conseil) dont les réunions sont plus fréquentes, veille sur l'application des décisions du congrès par le parti et le gouvernement. La composition de cet organe est aussi variable puisque le nombre des membres peut aller de 50 à 300 et que certains sont élus et d'autres sièges ès qualité¹⁶.

Tel est le schéma général de l'organisation des partis africains dont le fonctionnement repose sur le principe du centralisme démocratique. (Voir dans les tableaux ci-joints les organigrammes de deux partis).

B. — Le centralisme démocratique.

Le centralisme démocratique vise à corriger les effets de la structure centralisée des partis. Selon M. Duverger, on distingue deux formes de centralisation, l'une autocratique, l'autre démocratique, si l'on considère ce dernier terme comme l'indice d'une volonté de garder le contact avec la base¹⁷. Dans le centralisme autocratique, toutes les décisions viennent d'en haut et leur appli-

14. Cf. Rapport de politique générale au II^e Congrès de l'U.P.S.

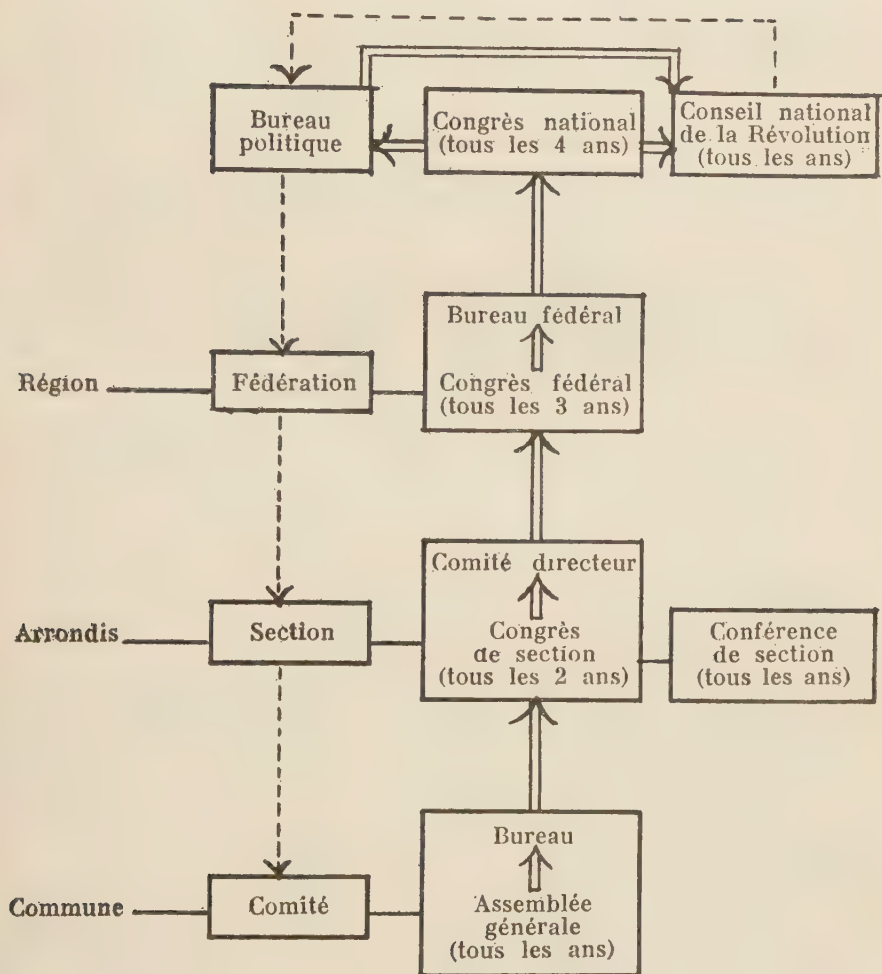
15. Par exemple le Congrès siège, selon les Statuts, chaque année en Côte d'Ivoire, au Dahomey (P.P.D.), tous les deux ans au Sénégal, tous les trois ans en Guinée, au Mali, au Congo, au Tchad, etc.

16. Au Sénégal, le Conseil national (environ 300 membres) est composé comme suit : membres du gouvernement, députés, membres du Bureau politique du Mouvement des jeunes U.P.S., une délégation de chaque département. En Côte d'Ivoire, depuis le 4^e congrès, il est créé un Conseil national composé des membres du Bureau politique (25), du Comité directeur (85) et des Secrétaires généraux des sous-sections (environ 80). En Guinée, il comporte les membres du Bureau politique et 2 délégués de chaque fédération (au total environ 60 membres).

17. Cf. M. DUVERGER, *Les partis...*, *op. cit.*, p. 76 et suiv.

TABLEAU XI

ORGANIGRAMME DU P.D.G.
(Parti Démocratique de Guinée)



Légende .

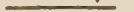
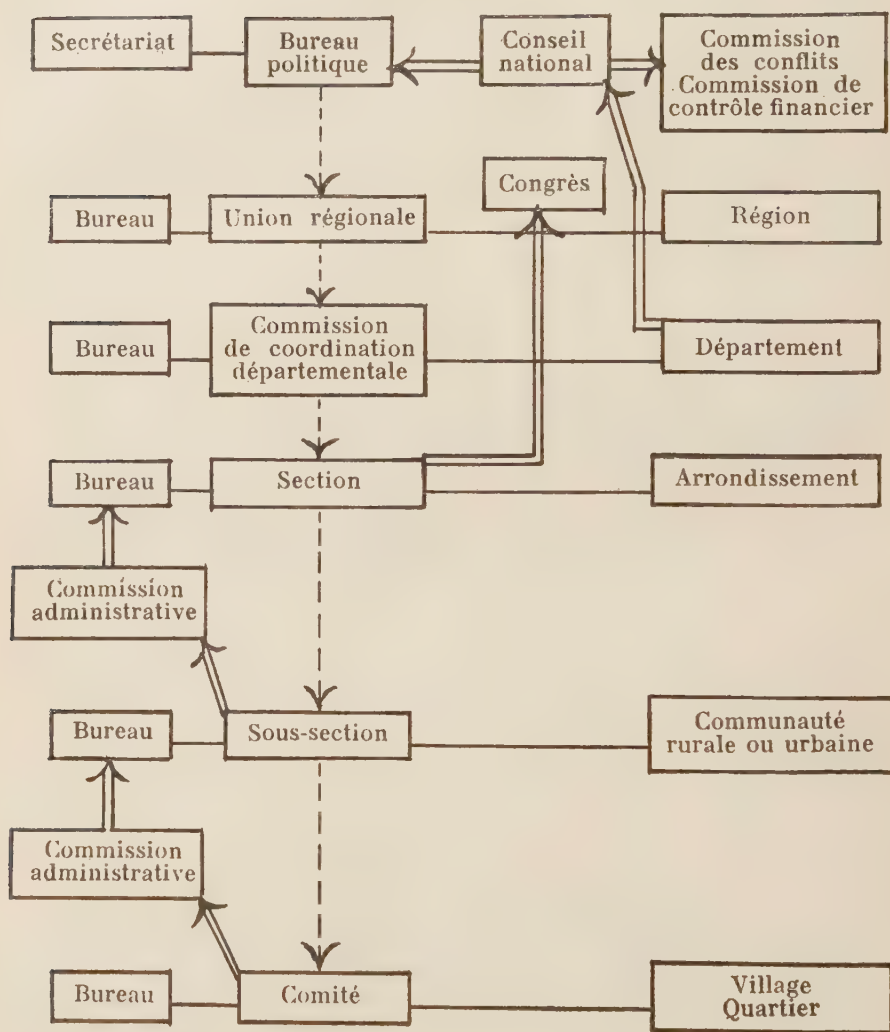
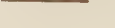
Rapport hiérarchique 
 Processus électoral 
 Liaison horizontale 

TABLEAU XII

ORGANIGRAMME DE L'U.P.S.
(Union Progressiste Sénégalaise)



Légende :

Rapport hiérarchique 
 Processus électoral 
 Liaison horizontale 

cation est contrôlée localement par des représentants du sommet. Les partis fascistes fournissent le meilleur exemple d'une telle structure autocratique centralisée où il s'agit de faire prévaloir la décision de l'autorité supérieure sur les points de vue des adhérents locaux. Dans le centralisme démocratique, principe de base de fonctionnement des partis communistes, on vise au contraire à associer la base aux décisions prises. Deux procédures permettent d'atteindre ce but : 1) faire connaître au centre, avec la plus grande exactitude possible, le point de vue de la base, pour lui permettre de prendre une décision valable ; 2) assurer l'application de cette décision du centre à tous les échelons, d'une façon rigoureuse et précise mais compréhensive, c'est-à-dire avec l'adhésion de la base. Ainsi, conclut M. Duverger, le système est centralisé puisque les décisions sont prises en haut ; il demeure démocratique puisqu'elles sont arrêtées en fonction des opinions de la base et que l'accord de celle-ci est à tout moment recherché dans l'application.

C'est bien dans ce sens qu'il est compris par les Africains qui en donnent la signification suivante selon les responsables maliens : « Centralisme, parce que tout ce qui touche au parti va vers le même point, dans un mouvement convergent, et repart de ce même point. Démocratique, parce que c'est la loi de la majorité qui règne au sein des organisations¹⁸. »

Les partis africains proclament leur attachement au centralisme démocratique en l'adoptant comme règle dans leurs statuts. L'article 20 des statuts de l'Union soudanaise stipule que « le principe directeur du parti est le centralisme démocratique. Les décisions sont collégiales et leur application obligatoire à tous les niveaux ». Dans son rapport de politique générale au II^e Congrès de l'U.P.S. (Saint-Louis, juillet 1960), M. Senghor a proposé une réforme des statuts en vue « de consolider le centralisme démocratique¹⁹ ». Mais c'est surtout M. Sékou Touré qui lui accorde une valeur considérable « en tant qu'ensemble de principes politiques organisationnels et fonctionnels²⁰ » et lui consacre de nombreux développements dans ses discours et ses écrits. Ces principes ont été consacrés dans les statuts du P.D.G. dont les dispositions ont été reprises par d'autres partis et méritent d'être citées :

Art. 9. — Le principe directeur du parti est le centralisme démocratique qui signifie :

a) Election de tous les organismes dirigeants du parti de la base au sommet ;

18. Rapport d'activité et d'orientation, VI^e Congrès de l'U.S.-R.D.A., p. 127.

19. Rapport cité par M. Lo, in *Forces politiques...*, op. cit., p. 142.

20. *L'Afrique et la Révolution*, p. 133. Voir aussi les développements in *Expérience guinéenne et unité africaine*, p. 543, *La Guinée et l'émancipation africaine*, p. 90, 223.

b) Comptes rendus périodiques des organismes du parti devant leurs instances respectives et devant les organismes dirigeants immédiatement supérieurs ;

c) Discipline rigoureuse dans le parti et soumission de la minorité à la majorité ;

d) Obligation stricte pour les organismes inférieurs de respecter et d'appliquer les décisions des organismes supérieurs.

Art. 11. — Chaque organisme dirigeant est responsable :

a) devant l'instance qui l'a élu ;

b) devant l'organisme immédiatement supérieur.

Le centralisme démocratique a aussi pour objet d'empêcher la création de « tendances », de minorités ou de factions qui se développeraient si, d'une part, les décisions n'étaient pas obligatoires après discussion par la base et adoption par le sommet et si, d'autre part, les organismes d'un niveau donné pouvaient correspondre avec les organismes d'un même échelon et non pas seulement avec les organismes de l'échelon immédiatement supérieur. Ainsi, en tenant compte des règles d'organisation et des principes de fonctionnement dont se réclament les partis africains, ces derniers apparaissent comme des mouvements fortement articulés, avec des liaisons verticales permettant un contact constant et étroit entre la base et le sommet. La ressemblance avec les partis de type communiste est évidente ; elle est encore renforcée par l'existence de liaisons horizontales que les partis africains s'efforcent d'établir avec des organismes annexes ou parallèles.

§ 2. — *Les organismes annexes ou parallèles.*

Tout parti unique vise à contrôler entièrement l'individu dans toutes ses activités et tout au long de son existence. Pour y parvenir, il crée des organismes annexes ou parallèles tels que les mouvements de jeunes, de femmes, de travailleurs etc. Si ces organismes existent déjà, il essaie de les rattacher à lui par des procédures diverses : définition de leur programme et action, désignation des dirigeants, double appartenance des membres (à l'organisation d'une part, au parti de l'autre). Toutes ces techniques ont été parfaitement mises au point par les partis communistes auxquels elles sont empruntées.

S'agissant des syndicats, ces rapports ont été examinés en étudiant les raisons et facteurs de l'évolution vers le parti unique. Il est apparu que plusieurs mesures ont été mises en œuvre pour aboutir, d'une part, à unifier les organisations syndicales, d'autre part, à en faire un organisme « parallèle », docile entre les mains du parti gouvernemental. En tant qu'organisme parallèle, le syndicat encadre cette fraction de population qui ne peut ou ne veut pas entrer dans le parti ; il conserve son autonomie sur le plan juridique en étant distinct et indépendant du parti, mais il est en fait contrôlé par lui. Il en est autrement des mouvements de jeunes et

de femmes qui constituent des organismes « annexes ». Cette qualification ne signifie d'ailleurs pas que ce sont des organismes pour militants de seconde zone ; ce sont de véritables organisations du parti au même titre que les organisations de base (comité, section). En étant membre d'un mouvement de jeunes ou de femmes, l'individu relève directement du parti qui dirige tout finalement ²¹.

S'il n'est pas utile de revenir sur les développements concernant les relations avec le syndicat, par contre il faut s'attacher aux relations, avec les autres organisations qui diffèrent, d'ailleurs, selon qu'il s'agit de mouvements de femmes qu'il faut souvent créer ou de mouvements de jeunes qui souvent existent et qu'il faut unifier.

A. — Les mouvements féminins.

On a souvent souligné l'importance du rôle des femmes dans la vie politique de certains partis comme le R.D.A. En effet, elles participèrent largement aux grèves, manifestations, incidents qui eurent lieu en Côte d'Ivoire et ailleurs ; elles firent face à la répression exercée par l'autorité coloniale. Mais elles n'étaient pas pour autant organisée et constituaient seulement une masse de manœuvre répondant souvent aux mots d'ordre des partis. La raison essentielle de cette faiblesse structurelle — en plus des réticences traditionnelles de l'engagement féminin — est d'ordre culturel : la difficulté de trouver des cadres féminins en nombre suffisants pour diriger un mouvement.

Cette situation constitue à la fois un inconvénient et un avantage pour les partis. Inconvénient, car la mobilisation des femmes sera difficile, longue ²² et coûteuse puisqu'il faudra nécessairement former les cadres, éduquer les militantes, informer la population féminine. Avantage, car le parti voit s'ouvrir devant lui une tâche neuve et d'importance capitale : organiser les femmes par l'intermédiaire d'une structure annexe à mettre sur pied, les initier à la vie politique en assurant graduellement leur participation à diverses activités, à tous les niveaux, en tant que dirigeantes, cadres, militantes et sympathisantes. De fait, on constate que les mouvements féminins sont étroitement intégrés dans l'organisation partisane.

De façon générale, les statuts prévoient l'existence d'un mouvement de femmes comme organisme parallèle. Ainsi selon l'arti-

21. Selon M. S. Touré, un seul souci prédomine : « Renverser l'ancienne tendance en mettant toutes les institutions du pays au service des populations... grâce à la solide structure (du parti) intégrant et soumettant à son contrôle toutes les organisations, qu'elles soient de jeunesse, de femmes ou de syndicats. » (*Expérience guinéenne...*, p. 532.)

22. Par exemple, en République centrafricaine, il a fallu attendre janvier 1965 pour voir se réunir le 1^{er} Congrès des femmes centrafricaines.

cle 33 des statuts du M.N.R. congolais, « il est créé parallèlement au parti trois organismes spéciaux dont un pour les travailleurs, un pour les jeunes, un pour les femmes » ; au Sénégal, l'art. 19 des statuts de l'U.P.S. prévoit que si les femmes, membres du parti, militent dans les mêmes organisations de base que les hommes, « cependant au niveau de la section, du comité de coordination de département, de l'Union régionale, elles peuvent former des conseils locaux, départementaux — régionaux — de femmes. Du sommet pourra se constituer le Conseil national des femmes de l'U.P.S. ». Partout, l'organisation du mouvement est calquée sur celle du parti et obéit aux deux principes fondamentaux de l'articulation verticale et du centralisme démocratique.

Par ailleurs, la participation des femmes aux activités du parti est prévue effectivement en leur réservant une place au sein des organes du parti à divers échelons. Par exemple, en Guinée, le bureau du comité de base doit comprendre obligatoirement 3 femmes sur 10 membres, le comité directeur de la section et le Bureau politique national 2 sur les 12 et 15 membres respectifs²³. Au Congo-Brazzaville, une représentation identique est prévue au niveau des comités (3 femmes), de la section (2), de la fédération (1) et du Comité central où siège, *ès-qualité*, la présidente de l'Union démocratique des femmes du Congo. Au Sénégal, la représentation obligatoire n'est prévue qu'au niveau du Bureau national, à raison de sept déléguées du conseil des femmes²⁴. Au Mali, rien de tel n'est prévu directement dans les statuts, mais en pratique les femmes jouent le même rôle qu'en Guinée, soit au sein de leur mouvement, soit au sein du parti.

Mais d'une façon générale, les partis se heurtent, dans leur action d'encadrement et de mobilisation, au retard culturel des intéressées qu'il s'agit surtout d'éveiller à la vie politique moderne. Il en est tout autrement des jeunes dont l'impatience et l'engagement politique inquiètent et dont les énergies doivent être canalisées.

B. — Les mouvements de jeunes.

En Afrique, une importance considérable est attachée aux jeunes pour plusieurs raisons : d'une part, ils représentent souvent la moitié de la population et, à ce titre, ils ne peuvent laisser

23. Une réforme est intervenue cependant en novembre 1964 entraînant la suppression des comités spéciaux de femmes et de jeunes sauf au niveau fédéral. Une intégration plus poussée dans le parti est ainsi réalisée, car désormais estime M. Touré « aucune place n'est exclusivement réservée à la jeunesse et aux femmes dans les organismes de direction du parti. Chaque militant est libre de voter pour qui il veut, que celui-ci soit femme ou homme » (cf. *Horoya*, 12 nov. 1964).

24. Mais actuellement il n'y a qu'une seule femme au Bureau au titre de la délégation des jeunes. Les sept déléguées du Conseil des femmes n'y siègent pas car le Conseil n'a pas encore été mis sur pied.

indifférent un parti de masses dont la prétention est d'incarner la nation dans tous ses éléments ; d'autre part, ils constituent l'avenir du pays, le groupe où il faut aller chercher et préparer les successeurs si le parti veut se perpétuer ; enfin et surtout, ils représentent une force revendicative, à la recherche d'un idéal, disponible pour un engagement politique et capable de servir de masse de manœuvre pour une action politique. M. Idrissa Diarra, secrétaire politique de l'U.S.-R.D.A., entrevoit correctement le problème en déclarant : « Il n'échappe à personne que l'organisation des jeunes est un impératif pour le Parti. Les jeunes sont l'avenir du pays, la force de demain ; leur donner une conscience politique élevée, un sens aigu de leur devoir à l'égard de la Nation constitue une des tâches les plus importantes du Parti²⁵ ». Pour atteindre ce but, le parti va d'abord unifier tous les mouvements de jeunes, ensuite leur donner une organisation autonome sous sa direction, enfin les faire participer aux activités nationales.

1. L'unification des mouvements de jeunes n'est, dans un premier temps, que la conséquence parallèle de l'évolution vers le parti unique. Il suffit donc de constater ce fait, sans qu'il soit besoin de s'y arrêter. Disons, simplement, que la disparition des autres partis entraîne celle des organisations correspondantes de jeunes qui sont soit dissoutes, soit intégrées à celle du parti unique en place. C'est la Guinée qui réalise cette première opération d'unification dès le 8 mars 1959, lorsque M. Sékou Touré annonce, dans une allocution radiodiffusée : « La direction nationale du Parti a décidé de prendre en main l'organisation d'un mouvement national de la jeunesse, qui ne peut avoir d'autre étiquette que celle du P.D.G., d'autre programme que celui du P.D.G., d'autre ligne politique que celle du P.D.G... En mettant fin à l'existence officielle de tous les mouvements, de toutes les associations de jeunesse, nous n'aurons à reconnaître, à aider, à guider et à éduquer que le seul mouvement national de la jeunesse guinéenne auxquels tous les moyens d'organisation et de fonctionnement seront consentis ». Petit à petit, les autres pays, en instaurant le parti unique de fait ou de droit, suivent l'exemple de la Guinée.

2. Dans un second temps, l'unification vise à créer une seule organisation de jeunes qui coiffe les diverses associations : étudiants, lycéens, pionniers, etc. Cette organisation ne présente aucune originalité du point de vue de sa structure calquée exactement sur celle du parti. Un comité spécial de jeunes existe au niveau de chaque comité du parti ; il comporte, comme ce dernier, une assemblée et un bureau dont la composition inclut obligatoirement un cer-

25. VI^e Congrès de l'U.S.-R.D.A., *op. cit.*, p. 146.

Cette importance est confirmée par l'évolution récente, puisque c'est sous la poussée des jeunes que M. Modibo KERTA vient de dissoudre le Bureau politique de l'U.S.-R.D.A. et d'annoncer une profonde réorganisation du parti (décision et déclaration du 22 août 1967).

tain nombre de jeunes filles²⁶. Le même principe d'organisation prévaut aux échelons supérieurs.

Le mouvement ne peut s'implanter que là où il y a déjà une organisation du parti. Cela est nécessaire pour permettre l'articulation des deux institutions et une meilleure coordination de leurs actions, c'est-à-dire, en fait, la soumission étroite au parti. Ainsi chaque organisme de jeunes est représenté au sein des organismes dirigeants du parti de sa localité depuis le comité de base jusqu'au Bureau national. Si l'on considère les organismes suprêmes du parti, on constate qu'ils comprennent tous au moins un délégué des jeunes, généralement le président du mouvement²⁷.

3. S'agissant des activités, nous avons déjà noté (2^e partie chap. 2 et 3) que les régimes africains ont prévu diverses formules pour associer les jeunes aux tâches d'édification nationale : le service civique qui oblige à servir l'Etat pendant une durée déterminée allant de un à trois ans ; la participation aux chantiers nationaux ou de jeunesse ; l'œuvre d'animation rurale ou d'alphabétisation qui fait appel au volontariat ; l'appartenance aux milices du parti chargées du maintien de l'ordre et de la défense du régime. Toutes ces procédures ne visent finalement qu'un seul but : encadrer soigneusement la jeunesse pour mobiliser son enthousiasme conformément à la volonté du parti qui existe seule, s'impose à tous et à toutes. Elles évitent aussi que les jeunes ne puissent servir de terrain de manœuvre ou de levain pour une opposition éventuelle.

Le contrôle étroit du parti, sur tous les plans, est un leitmotiv commun à tous les Etats africains ; on en retrouve souvent l'écho lors des congrès, au moment de débattre des relations partis-organisations nationales. Ainsi au VI^e congrès de l'Union soudanaise (sept. 1962), le rapport d'activités et d'orientation, après avoir déclaré que les organisations parallèles — jeunes, femmes, syndicats, anciens combattants — doivent envoyer régulièrement les procès-verbaux de leurs réunions, ajoutait que « la connaissance exacte du climat qui règne au sein de chaque organisation parallèle, la nature et l'importance des problèmes qui y sont traités, sont des éléments d'appréciation indispensables à la Direction du Parti à tous les niveaux... La connaissance exacte par la Direction du Parti, des problèmes posés en leur sein, et des solutions qui leur sont apportées, sont des conditions indispensables à l'unité du Parti ». Ces propos résument bien la nature des rapports existants entre le parti et toute autre institution : il s'agit de rapports de subordination, au plan de l'organisation comme au plan des activités, qui évoquent apparemment une structure politique de type totalitaire.

26. Par exemple en Guinée, le Comité comporte 10 membres dont 3 jeunes filles, au Congo-Brazzaville 7 membres dont 3 jeunes filles. Notons que les Comités de jeunes sont supprimés en Guinée depuis novembre 1964.

27. Au Sénégal où le Bureau politique national comporte 60 membres, il y a 5 délégués du Mouvement des jeunes de l'U.P.S.

Cette conclusion est attestée par une autre apparence, l'unanimité dont se réclament les régimes politiques africains.

§ 3. — Les assises sociales du parti : le parti de la masse unanime.

Le parti unique de type communiste se considère normalement comme le seul représentant du peuple, à l'exclusion de tout autre organisme. Mais il faut bien comprendre ici que le « peuple » ainsi représenté ne recouvre pas le peuple au sens sociologique ; il s'agit du peuple travailleur qui constitue l'immense majorité de la nation, mais exclut certaines catégories sociales (les classes exploiteuses) en attendant de les éliminer. Donc, dans la première phase du régime communiste, le parti ne prétend pas représenter l'unanimité nationale ; au contraire, il constitue une avant-garde de la classe ouvrière qui a pour but l'avènement de l'unanimité à laquelle s'oppose l'existence de classes sociales. Le régime unanime ou totalitaire est donc en réalité un point d'arrivée et non un point de départ pour le parti de type communiste. Il en est tout autrement pour le parti unique africain qui estime que sa société est unanime, que ses assises plongent dans le peuple entier et excluent qu'il puisse constituer le représentant d'une catégorie ou d'une classe sociale.

A. — La société unanime.

Le parti africain prétend tout naturellement représenter la Nation ou le peuple dans sa totalité parce que la société africaine est « communautaire » et « unanime » et qu'il en constitue une émanation. Jugeons-en par les affirmations des principaux leaders politiques. « Le parti est le peuple organisé politiquement » écrit M. Seydou Badian Kouyate²⁸ qui ajoute : « Le parti unique devient l'encadrement politique de toute la population ». M. D'Arboussier déclare que les partis africains « tendent tous à grouper la presque totalité de la population en leur sein²⁹ ». De tels propos sont aussi nombreux que semblables et affirmatifs. Il ne font que reprendre d'ailleurs les conclusions dégagées par MM. Sékou Touré et Léopold Sédar Senghor qui constituent les références classiques en la matière.

Lorsque M. S. Touré s'interroge sur l'unicité du parti, son approche s'inspire directement de l'analyse marxiste. « Dans un pays composé de classes économiques différenciées, dit-il, par exemple dans un pays où coexistent une bourgeoisie organisée et un prolétariat conscient et combatif, il est normal que coexistent également deux partis antagonistes... En face d'un patronat de combat

28. *Les dirigeants africains face à leur peuple*, p. 127, 128.

29. Conférence prononcée à la Faculté de droit de Paris, le 27 février 1964.

disposant de ses propres partis, il est indispensable que le prolétariat s'organise dans son parti de classe. De même, si au lendemain de l'indépendance politique, le P.D.G. s'était transformé en un parti néo-bourgeois, satellite de l'impérialisme et gardien des intérêts du néo-colonialisme, il eût été légitime qu'un ou plusieurs partis fussent créés pour mener la lutte et défendre les intérêts du peuple³⁰ ». Mais le P.D.G. n'est pas un parti politique au sens européen du mot, c'est un vaste mouvement d'émancipation africaine ayant pour mission de grouper tous les africains³¹.

B. — L'assise populaire du parti.

Etant d'authentiques organismes de masses, les partis africains comportent un nombre particulièrement élevé d'adhérents et peuvent englober une énorme fraction de la population. C'est ce que révèlent les statistiques concernant d'une part l'adhésion, d'autre part le vote.

1. Déjà, bien avant l'indépendance, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire se flattait de compter 1 millions d'adhérents en 1951, dans un pays d'environ 2 millions d'habitants³². L'évolution aurait d'ailleurs été la suivante :

1946 :	80 000
1948 :	500 000
1950 :	850 000
1951 :	1 000 000

Depuis 1959, selon les autorités ivoiriennes, le parti comporterait les deux tiers de la population adulte³³.

En Guinée, pour 3 millions d'habitants, on estime actuellement à 1 800 000 le nombre d'adhérents du P.D.G., soit 60 % de la population. L'évolution aurait été la suivante³⁴ :

30. Cf. S. TOURÉ, *L'Afrique et la Révolution*, p. 127-128. Cette argumentation est à rapprocher directement des lignes suivantes écrites par Staline en 1947 : « Du moment qu'il n'existe pas de classes, du moment que seule demeure une certaine différence, nullement fondamentale, dans les diverses couches de la société socialiste, il ne peut y avoir de terrain propice à la création de partis en lutte les uns contre les autres. Là où il n'existe pas de pluralité de classes, il ne peut y avoir de pluralité de partis, car un parti est un fragment de classe. » (Cité par P.F. GONIDEC, *Cours d'institutions publiques africaines et malgaches*, Paris, 1966-1967, p. 226.)

31. Cf. S. TOURÉ, *Expérience guinéenne...*, p. 375.

32. Selon les déclarations des responsables rapportées par R. SCHACHTER-MORGENTHAU, *Political parties...*, op. cit., p. 182 et A.R. ZOLBERG, *One party government...*, op. cit., p. 117.

33. Cf. A.R. ZOLBERG, op. cit., p. 117.

34. Cf. S. TOURÉ, *La lutte du P.D.G. pour l'émancipation africaine*, t. IV, Conakry, 1961, p. 334.

Le chiffre de 1 800 000 adhérents pour 1962 est donné par B. CHARLES, in *Rapport sur le régime politique de Guinée*, au Colloque de la Fondation nationale des Sciences politiques, à Paris en 1963.

1955 : 300 000
 1959 : 800 000
 1960 : 1 000 000
 1962 : 1 800 000

Au Sénégal (3 millions d'habitants), les effectifs de l'U.P.S. auraient fluctué ainsi ³⁵ :

1962 : 290 000.
 1963 : 468 000.
 1964 : 292 000.

Voici quelques autres évaluations pour les effectifs de l'ex-Parti dahoméen de l'unité : 200 000 en 1963 ³⁶, l'Union camerounaise : 300 000 en 1962 ³⁷, le Parti du peuple mauritanien : 140 000 en 1963 ³⁸, le Parti socialiste démocrate de Madagascar : 500 000 en 1960 et 800 000 à 1 000 000 en 1966 ³⁹.

Sans préjuger, pour l'instant, de leur véracité, ces chiffres permettent d'avoir une idée sur la conception africaine du parti. Celle-ci paraît, à cet égard, encore plus « totalitaire » que la conception communiste ou fasciste, car le parti africain ne laisse théoriquement presque personne lui échapper. Si l'on compare les chiffres de population et d'adhérents et si l'on tient compte du fait que la moitié de la population est mineure, on constate que presque tous les adultes sont membres du parti. Celui-ci ne manque pas d'évoquer l'image du Léviathan telle qu'elle ornait le célèbre ouvrage de Hobbes : un corps composé de tous les membres de la société. Dans cet ordre d'idées, il constitue apparemment cette autorité totale dont le but est d'organiser, de souder les hommes entre eux, de maintenir l'unanimité considérée par les leaders africains comme le fondement majeur de leur société.

2. Les résultats électoraux en Afrique (voir dans le tableau XIII ci-joint quelques exemples) étonnent à la fois par l'aspect massif de la participation — plus de 90 % en général, — et l'accord unanime qui s'exprime selon un pourcentage égal au pourcentage absolu. Ce double caractère — massif et unanime — se retrouve même au lendemain d'un changement de régime, de la chute du parti unique et de son chef. Ainsi après la démission de M. Hubert Maga, en octobre 1963, des élections eurent lieu pour approuver une nouvelle constitution, puis pour désigner une assemblée et un chef de l'Etat. Les résultats furent les suivants :

35. Cf. D.G. LAVROFF, *La République du Sénégal*, p. 212.

36. Rapport au Congrès du P.D.U. cité par M. GLELE, *L'évolution politique et constitutionnelle du Dahomey*, Thèse, Paris, 1967.

37. Cf. *Political parties and national integration*, op. cit., p. 166.

38. Rapport au Congrès de mars 1963.

39. Le chiffre pour 1960 est donné par SPACENSKY, in *Revue française de Science politique*, n° 3, 1967, p. 285, ceux pour 1966 avancés au Congrès de septembre 1966 et par SPACENSKY, *idem.*, n° 4, 1967, p. 671.

TABLEAU XIII
TABLEAU DES ELECTIONS DANS QUELQUES ETATS

Pays	Nature et date des élections	Inscrits	Votants	%	Exprimés	% par rapport aux votants
Congo	Présid. 26-3-61	500 000	415 000	83	405 000	97,56
Côte d'Ivoire ..	Léisl. 27-11-60	1 661 000	1 593 000	89,8	1 586 000	99,5
	Présid. 27-11-60	1 661 000	1 641 000	(1) 98,7	1 641 000	100
Centrafrique ..	Présid. 5-1-64	732 139	686 829	93,8	682 822	99,4
	Léisl. 15-3-64	728 981	613 600	84,4	602 964	98,3
Gabon	Présid. et léisl. 12-2-61	330 000	316 000	98,7	315 000	99,6
Guinée	Présid. 15-1-61	1 586 000	1 576 000	99	1 576 000	100
Dahomey	Présid. et léisl. 19-1-64	1 055 910	995 929	94,3	995 929	100
Mauritanie	Présid. 20-8-61	397 800	371 000	93,4	370 000	99,7
Mali	Léisl. 12-4-64	1 425 696	1 156 896	81,1	1 154 711	99,8
Tchad	Léisl. 4-3-62	1 298 000	1 128 000	86,9	1 124 000	99,5

(1) La différence entre le nombre de votants s'explique par le fait que l'élection présidentielle est davantage personnalisée : il s'agit ici d'élire M. Houphouët-Boigny à la Présidence de la République.

	Référendum constitutionnel du 5-1-1964	Elections législatives et présidentielles du 19-1-1964 (liste unique)
Inscrits	1 051 614	1 055 910
Exprimés ...	968 180	995 829
	(soit 92 % des inscrits)	(soit 94,3 % des inscrits)
OUI	966 000	995 829
	(soit 99,7 % des exprimés)	(soit 100 % des exprimés)
NON	1 300	néant

Après la proclamation des résultats, les autorités firent remarquer que le corps électoral avait approuvé dans une proportion de 99 % les nouvelles institutions, y compris dans la région d'origine de M. Hubert Maga où l'on avait signalé quelques incidents après son renversement.

Pour comprendre une telle situation, il ne faut point faire appel à une explication rationnelle et à la sociologie électorale. Il est vain d'invoquer le principe de non contradiction et de se demander comment une équipe approuvée à l'unanimité lors d'une précédente élection est écartée ensuite avec une approbation non moins unanime. Il est tout aussi vain de s'interroger sur la sincérité des opérations électorales, des chiffres et pourcentages puisque le vote n'a pas la signification qui lui est traditionnellement attachée.

Il faut, par contre, se référer à la conception africaine du parti unique : celui-ci existe au nom d'un accord général qu'il a réalisé et dont il est l'expression ; si cet accord est rompu, il l'est totalement et le parti ne trouve plus sa base, sa justification ; il doit disparaître pour laisser place à un autre qui réalise à son tour l'accord et l'exprime. Donc l'agencement des rapports entre le parti et le peuple ne doit pas être envisagé au nom de la règle classique majorité-minorité. Ainsi que l'écrit le journal *Le Peuple*, organe du Parti mauritanien :

« Seul un parti unique rassemblant toutes les bonnes volontés nationales autour d'idéaux communs peut remplir le rôle d'animateur et d'arbitre. Seul il peut apporter à l'autorité politique le consensus populaire qui légitime son action. Car cette autorité, qu'elle se situe au sommet ou à la base de l'Etat, *ne peut s'exercer chez nous au nom d'une simple majorité, c'est-à-dire contre une minorité. Il lui faut l'unanimité, c'est-à-dire l'adhésion des masses* ⁴⁰. »

Ainsi donc les partis africains réunissent tous les aspects d'une institution de masses dont l'organisation et le fonctionnement reposent sur des principes et des règles rigides et cohérents. Lorsque l'on connaît le rôle qu'ils jouent dans l'Etat, on ne peut que conclure à leur nature totalitaire, puisque rien n'existe ou ne vit s'il ne reçoit leur impulsion ou leur accord. En réalité, il s'agit là d'aspects et

40. Cf. *Le Peuple*, 3 août 1966. C'est nous qui soulignons.

d'apparences lesquels une fois écartés, révèlent que les partis africains sont pleins de contradictions et de faiblesses.

Section 2. — Contradictions et faiblesses du parti unique africain.

Si l'on prête foi aux déclarations des responsables africains, et aux statuts des partis, ces derniers constituent des organismes fortement structurés, disciplinés, avec de multiples réseaux qui enserrèrent les masses populaires pour les encadrer et les endoctriner. Cette image a d'ailleurs été répandue par les partisans et les adversaires du parti unique pour des raisons directement opposées. Pour les uns, il fallait le justifier en montrant qu'une telle institution était seule valable pour les jeunes Etats assaillis par la triple tâche de construction nationale, administrative et économique. Pour les autres, il s'agissait de conjurer ou de pourfendre une variante du totalitarisme, surtout du totalitarisme communiste car l'opinion occidentale s'inquiétait profondément de l'évolution politique de l'Afrique et redoutait qu'elle ne balançât brutalement vers l'Est. Dans cette querelle autour du parti unique, le Parti démocratique de Guinée — dont à la fois l'organisation et la doctrine s'inspiraient de celles des partis communistes — avait alors servi de modèle et facilitait les conclusions hâtives de part et d'autre. (Cf. tableau XIV ci-joint.)

TABLEAU XIV

IMPLANTATION DU P.D.G. SELON M. SEKOU TOURE

(Journal *Horoya*, 22/23-11-1964)

« Le P.D.G., aux différents échelons de son organisation a réalisé l'unité d'action de nos populations qui comptent, aujourd'hui, *un responsable librement élu pour onze habitants*. C'est ainsi que nous avons :

- 1) Une Assemblée nationale de 74 députés ;
- 2) 29 Conseils généraux de 30 membres, soit 870 Conseillers ;
- 3) 10 250 comités de base totalisant 102 500 dirigeants ;
- 4) 10 250 comités spéciaux de femmes totalisant 133 250 responsables ;
- 5) 10 250 comités spéciaux de jeunes totalisant 133 250 responsables ;
- 6) 177 comités directeurs de sections totalisant 2 124 responsables ;
- 7) 177 comités directeurs J.R.D.A. totalisant 2 301 responsables ;
- 8) 30 bureaux fédéraux totalisant 210 dirigeants ;
- 9) 30 comités régionaux J.R.D.A. totalisant 390 responsables ;
- 10) 2 comités régionaux femmes totalisant 26 responsables ;
- 11) 1 Conseil national J.R.D.A. totalisant 13 membres ;
- 12) 1 Bureau politique national de 15 membres.

« Quel est le pays dans le monde qui compte un élu sur onze habitants ? »

Avec le recul, surtout après la chute de quelques-uns des partis prétendus « totalitaires », l'interrogation commence : pourquoi s'écroulent-ils rapidement et lamentablement, tels des châteaux de cartes ? Comment se fait-il que des partis dont les statuts montrent un bel ordonnancement, dont les assises s'étendent à tout le pays et tout le peuple s'écroulent-ils sans remous importants ?

La réponse est — pour conserver l'allégorie des châteaux de cartes — que leurs fondements et leurs structures ne sont pas aussi solides que le laissèrent croire les apparences. D'ailleurs, lorsqu'on veut cerner les partis de plus près on s'aperçoit qu'ils sont fuyants, qu'ils ne constituent pas ces réalités pures et dures que l'on peut saisir, appréhender. Que l'on s'efforce de reconnaître concrètement l'organisation du parti, son fonctionnement ou son assise sociale, on s'aperçoit que les éléments se dérobent à l'approche et un vide étrange se dresse souvent devant l'observateur. Il ne s'agit pas seulement d'un manque d'information — après tout il en est ainsi pour l'étude de presque tous les partis —, il s'agit d'une chose bien plus étonnante : le parti unique africain ne correspond point à l'image que l'on s'en fait, ni à l'image traditionnelle du parti unique. Sans aller jusqu'à dire, à l'instar de la jument de Roland, que le parti unique africain a toutes les qualités (ou les défauts !) sauf celui d'exister, on peut affirmer que cette institution en apparence rigide, est en réalité extraordinairement fluide, que son implantation réelle est très faible, qu'elle souffre d'une absence de militants et dirigeants véritables. Le parti unique africain repose sur une ambiguïté fondamentale qui empêche de le caractériser et rend difficile la réponse aux questions suivantes :

— Sommes-nous en présence d'une organisation forte ou faible ?

— Sommes-nous en présence d'un parti de masses ou de cadres ?

— Sommes-nous en présence de dirigeants ou d'oligarchies privilégiées qui cherchent à sauvegarder leurs avantages ?

§ 1. — Une organisation faible.

L'un des premiers traits qui permet de croire au caractère totalitaire du parti est son organisation interne avec son armature hiérarchisée et centralisée. Mais il ne s'agit là que d'une première conclusion qui découle de l'analyse formelle ; elle est acceptable lorsque les textes correspondent aux faits et le schéma à la réalité comme pour les partis communistes. Or, en Afrique, ni les éléments de base ni l'armature ne sont solidement organisés.

A. — L'élément de base : le comité.

Les textes déclarent que le parti repose sur un élément de base : le comité. Il faut remarquer tout de suite qu'il ne s'agit pas de la cellule, car la base ne repose pas sur une catégorie socio-professionnelle, mais sur une division géographique (village, ville ou

quartier de ville). Voilà donc un premier élément de différenciation entre partis communistes et partis africains.

Selon M. Duverger⁴¹, le comité se définit par son caractère restreint, car il ne réunit qu'un petit nombre de membres, souvent cooptés, et ne cherche pas à s'accroître ; il fonctionne dans une aire géographique assez grande correspondant généralement à une circonscription électorale ; enfin, non structuré et composé surtout de notables, il est peu discipliné et peu actif, du moins son activité est saisonnière (essentiellement à l'occasion d'une opération électorale). L'auteur caractérise le comité comme un type archaïque de structure. L'option africaine pour ce type de structure s'explique par l'origine des partis créés généralement par des notables ou des parlementaires. Même le R.D.A. a pour fondateur un chef Baoulé (M. Houphouët-Boigny) dont le but était la défense des planteurs autochtones face aux excès des colons blancs et de l'administration. C'est par la suite seulement que certaines sections territoriales — comme celle de Guinée — furent animées et dirigées par des militants syndicalistes. Avec l'appareillement au Parti communiste français, les comités du R.D.A. adoptent une structure proche de celle de la cellule en prévoyant des organes (assemblée, bureau, secrétaire ou président) et des règles de fonctionnement précises. Les autres partis imitent tous ce modèle au fur et à mesure du développement de leur rôle dans leurs pays respectifs, car le comité traditionnel ne permet guère de mobiliser la population, de couvrir l'ensemble du pays et de s'occuper en permanence des masses. Au contraire la cellule, institution de petite dimension, permanente, efficace et sous la dépendance directe de l'échelon supérieure vise directement de tels buts. C'est pourquoi tout en refusant son assise socio-professionnelle, l'Afrique adopte son schéma d'organisation et de fonctionnement.

Notons, toutefois, que certains partis ont prévu une implantation dans le cadre des unités de production ou des lieux de travail. Ainsi l'art. 20 des statuts de l'Union progressiste sénégalaise stipule : « Tous les membres du parti appartenant à la même entreprise y forment un groupe d'entreprise ou de service... » Ces comités d'entreprise répondent au besoin d'implanter le parti dans le monde du travail, à la suite des grèves déclanchées par les syndicats en 1959⁴². Au Mali, une telle création est une faculté laissée à l'appréciation du parti : « Il sera créé des groupes politiques d'ateliers

41. Cf. *Les partis...*, p. 35 et suiv.

42. Le VI^e Congrès de l'U.P.S. (octobre 1963, Dakar) a défini en six points leurs objectifs :

- 1) Populariser sur le lieu de travail les mots d'ordre du parti ;
- 2) Faire connaître, au niveau de l'entreprise, l'action du gouvernement et du parti dans la mesure où elle est mise en cause ;
- 3) Renforcer l'action de l'U.N.T.S., seule centrale nationale ;
- 4) Informer les responsables politiques locaux sur l'action syndicale dans les entreprises et les problèmes qui se posent aux travailleurs ;

ou d'entreprises chaque fois que cela est nécessaire » (art. 13 des statuts). Enfin, en Guinée, il a fallu attendre la réforme réalisée en novembre 1964, pour voir consacrer une institution identique ; à cette date, une décision du Bureau politique prévoit, au niveau de chaque unité de production, la création d'un comité du P.D.G. qui aura essentiellement pour tâche le contrôle du fonctionnement de l'unité et le respect de la discipline de travail⁴³.

Hormis ces trois exceptions limitées, tous les autres partis reposent sur des comités à base géographique, mais aux structures proches de celles des cellules. Le comité africain est donc ambigu puisque la notion dérive d'un type de structure partisane et emprunte en même temps à un autre type entièrement différent. Cette ambiguïté du comité-cellule est une première manifestation de cette tendance — que nous remarquerons encore — qui consiste à emprunter souvent au communisme ses techniques et méthodes d'organisation de façon camouflée tout en refusant ses principes idéologiques fondamentaux. Ainsi les régimes politiques africains se retrouveront souvent écartelés entre les techniques empruntées et les principes prétendus « proprement africains » au nom desquels il est fait usage de ces techniques.

B. — L'armature des partis.

L'armature des partis africains n'a pas toujours été la même ; une nette évolution s'est produite qui tente de transformer leur articulation souple pour la rendre rigide. Pour les uns : Parti démocratique de Côte d'Ivoire, de Guinée, Union Soudanaise-R.D.A., il s'agit simplement d'une évolution ; structurés dès le départ à l'image du Parti communiste français, en tant que section du R.D.A. apparenté, ils deviennent de plus en plus monolithiques au fur et à mesure de l'instauration de leur monopole politique dans le pays ; pour d'autres, il s'agit plutôt d'une mutation liée à l'accession à l'indépendance. Evolution ou mutation, d'importantes conséquences en résulteront en tout cas.

1. Au départ, les structures des partis n'ont ni l'uniformité, ni la rigidité, ni la cohérence d'un parti totalitaire. Il y a là une différence importante avec les partis communistes ou fascistes qui ont de telles structures avant la prise du pouvoir. Déjà, dans un régime pluraliste, ces derniers constituent des groupes de nature singulière dont l'organisation est parfaite et efficace. Lorsque ces partis prennent le pouvoir, leurs structures ne sont pas modifiées ; à la rigueur leur nature totalitaire, leur armature centralisée se renforcent quelque peu. Au contraire, les partis africains ne sont pas bien organisés avant la prise du pouvoir ; la plupart d'entre eux sont

5) Informer la direction du parti sur les courants d'opinion et les revendications de la classe ouvrière ;

6) Assurer l'éducation politique, économique, sociale des militants et sympathisants servant dans l'entreprise.

43. Cf. *Afrique contemporaine*, janvier-février 1965, p. 12.

dans la lignée des partis occidentaux libéraux auprès desquels ils ont souvent fait leur apprentissage. Comme ils sont peu structurés et peu disciplinés, ils sont sujets à de fréquentes scissions et fusions qui donnent à la vie politique un aspect désordonné.

Mais, au fur et à mesure de l'évolution politique et surtout avec l'acquisition de l'indépendance, ces partis se réorganisent selon deux directions essentielles : d'une part, ils incluent en leur sein les autres mouvements politiques afin de créer un parti unique ; d'autre part, ils renforcent leur organisation pour la rendre plus forte et plus efficace.

Ainsi en Afrique, la tendance à l'unité est *la cause* de l'évolution du parti au pouvoir vers une nature autoritaire, voire totalitaire. Cette évolution est distincte de celle des partis communistes et fascistes où la tendance à l'unité et à l'unicité est *la conséquence* de leur nature totalitaire. Elle contredit ainsi la conclusion de M. Duverger selon laquelle « un parti tend à devenir unique parce que sa structure est totalitaire ; il ne prend pas une structure totalitaire parce qu'il veut arriver à l'unité⁴⁴ ». Cette dernière affirmation notamment doit être nuancée selon qu'il s'agit de partis européens ou africains puisque les démarches sont inverses : alors que les uns tendent à devenir uniques parce que leur structure — et leur idéologie — est totalitaire, les autres (les partis africains) prennent une structure — et une idéologie — d'aspect totalitaire pour devenir uniques et exprimer l'unité nationale. De fait, hormis le P.D.C.I., le P.D.G. et l'U.S.-R.D.A. qui ont conservé leurs statuts originels mais avec des révisions, tous les autres partis se sont donnés d'autres statuts ; souvent ils ont dû se dissoudre pour s'allier à d'autres et créer un mouvement unique avec de nouvelles structures.

Prenons l'exemple du Parti du regroupement dahoméen dont les statuts originels ont été adoptés au congrès des 21-22 septembre 1957 ; un seul article est consacré à l'organisation du parti, c'est l'article 5 qui déclare simplement que les membres du P.R.D. sont groupés en comités de quartier, sous-sections, sections et fédérations régionales sous la direction du Comité directeur et du Congrès⁴⁵. Si la composition et le fonctionnement de ces deux derniers organes sont prévus, rien n'est dit sur les autres échelons du parti. L'armature est donc très lâche et peut revêtir n'importe quelle forme. Il en est tout autrement en 1960, au moment où le parti s'apprête à devenir unique. De nouveaux statuts sont adoptés le 13 novembre et chaque échelon du parti, depuis le comité de base jusqu'au Bureau national et au Congrès, fait l'objet d'une définition

44. Cf. *Les partis...*, op. cit., p. 287. L'auteur ajoute encore : « Le caractère totalitaire d'un parti le pousse à supprimer le pluralisme... la tendance à l'unité est une conséquence de la nature totalitaire, plus qu'une cause. »

45. Voir les statuts en annexe, in M. GLELE, *L'évolution politique...*, thèse précitée.

précise ; son assise territoriale, sa composition, ses règles de fonctionnement, ses rapports avec les autres échelons sont déterminés. Ces nouveaux statuts s'efforcent donc de mettre sur pied une organisation rigide, cohérente et centralisée. La même remarque peut être faite sur la majorité des partis africains qui demeurent profondément marqués par cette évolution.

2. Les partis restent influencés par leurs anciennes structures qui restent sous-jacentes derrière les nouveaux statuts qui dessinent une architecture parfaite mais idéale. Les changements et mutations intervenus, sur le tard, en fonction des nouvelles responsabilités, apparaissent comme des greffes artificielles sur d'anciens organismes qui refusent de les intégrer.

Les comités de base que l'on veut multiplier et rendre plus dynamiques, n'existent pas ou, au mieux, se réduisent à une personne. Les sections sont composées de quelques « permanents » du parti et leur fonctionnement ne respecte pas les règles établies : réunion des assemblées de section, élection des organes directeurs, convocation périodique et discussion des problèmes. Les liaisons entre les différents échelons sont mal assurées soit parce que les communications sont très difficiles, soit parce que les représentants locaux agissent à leur gré en refusant de faire cas des directives du sommet ou de rendre compte de leurs activités.

Les dirigeants dénoncent régulièrement cet état de choses et l'on retrouve de nombreux échos dans les rapports d'organisation aux congrès des différents partis lorsque la franchise joue⁴⁶. Mais c'est surtout au niveau des militants de base que l'on peut recueillir des échos plus précis et plus honnêtes, notamment en parcourant les lettres publiées dans la presse locale. Ainsi dans *l'Unité africaine*, organe de l'U.P.S., un militant, après avoir noté qu'apparemment l'organisation et les statuts du parti sont parfaits : « Dans l'état actuel des documents de base du parti, rien de tout ce qui est vraiment nécessaire n'est omis », il ajoute : « Mais, la réalité du parti rend-elle exactement compte des stipulations des statuts et règlement intérieur ? Et qu'en est-il concrètement ?... Au niveau des villes, existent le plus souvent, uniquement des comités de femmes, les hommes n'étant organisés qu'à partir de la sous-section dont d'ailleurs la Commission administrative seule a une vie normale. Ici et là, à un échelon plus élevé, les sections, commissions de coordination et unions régionales existent bien. Mais elles se contentent de voter, ne s'animant réellement que lorsque le Bureau politique lui fait obligation de se saisir d'un problème donné, à moins que ce ne soit en période préélectorale ou électorale⁴⁷. »

46. Cf. par exemple les rapports au VI^e Congrès de l'U.P.S. (Dakar, octobre 1963), au VI^e Congrès de l'U.S.-R.D.A. (Bamako, septembre 1962), au VI^e Congrès du P.D.G. (Conakry, décembre 1962), au IV^e Congrès du P.D.C.I. (septembre 1965), etc.

47. *L'Unité africaine*, 13 avril 1967.

Dans d'autres Etats, comme en Mauritanie, les rapports présentés lors des congrès reconnaissent que des échelons aussi importants que les sections ne sont pas encore tous implantés⁴⁸, et « en pratique l'organisation du parti manque d'assises valables, l'orientation demeure théorique, la prédominance du parti ne se concrétise pas, le poids de sa discipline est insuffisamment senti ». On pourrait multiplier ces constatations à propos de chacun des partis africains malgré les réformes et réorganisations.

Même lorsque ces réformes sont directement justifiées par les événements, elles demeurent des greffes que les vieilles structures ne parviennent pas à intégrer ; elles ne transforment pas notablement la nature des partis et des régimes politiques. Ainsi, en 1962, l'Union camerounaise annonçait l'organisation des milices pour faire face à la subversion de l'U.P.C. Dans une brochure publiée à l'intention des responsables du parti⁴⁹, on pouvait lire que « la structure doit être naturellement celle de l'armée... Ce sont de petits groupes conçus pour une extrême mobilité d'articulation, de façon à pouvoir, suivant les nécessités, mobiliser rapidement telle section, telle escouade, telle brigade, etc. Des milices du parti doivent aider la police à réprimer les émeutes populaires, ou même se substituer à elle pour faire régner physiquement l'ordre ». En Côte d'Ivoire, le P.D.C.I. songea à des créations identiques en 1963, pour la défense du régime. Mais cette référence aux modes fascistes⁵⁰ d'organisation ne doit pas faire illusion, car en pratique la milice se ramène à un service d'ordre du parti dont le rôle n'a rien de comparable avec les sections d'assaut national-socialistes ou les faisceaux italiens.

Si l'organisation des partis est aussi lâche, aussi faible, les questions suivantes viennent immédiatement à l'esprit : comment peuvent-ils encadrer les masses ? Comment peuvent-ils représenter l'ensemble du peuple ? Bref, les partis africains sont-ils, selon leurs prétentions, des partis de masses ?

§ 2. — Partis de masses ou partis de cadres ?

Le nombre d'adhérents des partis africains est singulièrement élevé puisqu'il peut inclure la moitié de la population totale

48. Rapport du Secrétaire général au II^e Congrès du P.P.M. (24-26 juin 1966).

49. Brochure sur le stage de formation des responsables de l'Union camerounaise.

50. La milice fasciste composée uniquement de membres du parti et d'anciens combattants est distincte de la milice populaire de type communiste qui inclut la plus grande partie possible de la population sous l'encadrement de militants.

Certains pays africains, tels le Mali, la Guinée et plus récemment le Congo, ont créé une milice de type populaire composée de brigades d'adultes et de jeunes. Au Mali, « les Brigades de vigilance » composées de jeunes ont pour fonction « de renforcer l'action des services de sécurité » (cf. Règlement intérieur des Brigades de vigilance, in *l'Essor* du 19 novembre 1962).

et les deux tiers de la population adulte. En s'appuyant sur ce fait, les leaders affirment avec force que leurs partis sont d'authentiques mouvements de masses, par opposition non seulement aux partis de cadres, mais aussi aux partis d'avant-garde de type communiste qui reposent sur une classe sociale déterminée et non sur le peuple entier.

En vérité, un examen plus objectif n'aboutit pas à une telle conclusion et montre que les caractères des partis africains sont ambigus : si les uns permettent de les ranger parmi les partis de masses, d'autres suggèrent de les ranger parmi les partis de cadres ; finalement les uns et les autres sont contestables car des traits plus singuliers donnent aux partis africains un cachet original, une certaine spécificité.

A. — Les partis africains à la recherche d'adhérents.

Il est paradoxal de dire que des partis revendiquant parfois des centaines de milliers de membres, sont à la recherche d'adhérents. Pourtant il en est ainsi, car la qualification « parti de masses » pour les mouvements africains est contestable si l'on examine de près leurs adhérents.

1. Signification de l'adhésion.

Pour un parti de masses, le recrutement des adhérents présente, selon M. Duverger, un caractère fondamental du point de vue politique et financier⁵¹. Il cherche d'abord à faire l'éducation politique de la masse, à dégager parmi elle une élite capable de prendre en main le gouvernement et l'administration du pays : les adhérents sont donc la matière même du parti, la substance de son action. Du point de vue financier, le parti repose essentiellement sur les cotisations versées par ses membres : le premier devoir des sections est d'en assurer le recouvrement régulier.

De ce double point de vue, les partis africains se flattent d'être des organisations de masses ; mieux même, ils déclarent qu'eux seuls le sont réellement et contestent cette qualité aux partis européens, notamment aux partis communistes. Lors d'une conférence, faite en novembre 1964 à Strasbourg, M. Senghor disait : « Le parti communiste européen — je ne critique pas, je constate — est un parti bureaucratique. C'est un club où seuls entrent les élus. En Afrique noire, le parti unique est un parti de masses où tout adulte, voire tout adolescent des deux sexes a vocation d'entrer⁵² ». Le critère de l'adhésion est en effet très simple : il suffit de prendre une carte du parti et d'être à jour de ses cotisations. Parfois, il est précisé que les postulants doivent accepter les statuts et le programme du parti, mais il s'agit d'une simple formalité éloignée

51. Cf. *Les partis politiques*, p. 84.

52. Conférence au Palais de l'Université à Strasbourg, le 20 novembre 1964 sur le thème : « Négritude et civilisation gréco-latine ou démocratie et socialisme. »

des procédures exigées par les partis de type communiste. Pour ces derniers, l'adhésion est étroitement réglementée et se fait en deux actes distincts : une demande d'admission de l'intéressé, une décision d'admission prise par un organisme responsable du parti (en principe la section locale) ; souvent le système est complété par un parrainage obligatoire qui exige que le postulant soit présenté par un ou deux membres du parti garants de ses qualités politiques et morales. Ici l'adhésion constitue un engagement total de la personne qui suppose non seulement l'acceptation du programme et la discipline du parti, mais aussi et surtout une croyance et une confiance profondes dans ses buts et son action.

La situation est tout autre en Afrique où l'adhésion est loin d'être toujours l'acceptation des idéaux du parti. L'observation montre que, dans certains cas, elle est volontaire mais opportuniste, dans d'autres, obligatoire et donc nourrie d'arrière-pensées.

L'adhésion volontaire opportuniste se retrouve même dans un parti relativement bien organisé et d'option socialiste plus nette comme le Parti démocratique de Guinée. En 1964, le président Touré dû intervenir énergiquement afin de stigmatiser ceux pour qui la détention de la carte du parti s'alliait au « souci de pouvoir retirer profits et avantages. La carte signifiait pour ceux-ci « laissez passer » et « laissez faire »... Ils estimaient que la carte du P.D.G. les autorisait à tourner lois et règlements, ou les dispensait de toute discipline professionnelle et de toute obligation civique⁵³ ». Pour d'autres, s'inscrire au parti est un acte nécessaire pour faire carrière rapidement, surtout que dans l'administration il est impossible de gravir les échelles si l'on ne manifeste pas quelque allégeance au parti. Pour d'autres, enfin, la carte du parti est tout simplement un moyen destiné à leur garantir la tranquillité dans leur occupation.

À côté de cette adhésion volontaire, il y a l'appartenance quasiment obligatoire : ainsi tout haut fonctionnaire, tout chef de service est pratiquement tenu d'être membre du parti, voire présumé militant. Dans le cas de l'ex-Parti dahoméen de l'unité, tout agent public était embrigadé dans le parti et devait, à ce titre, souscrire une fiche autorisant le Trésor public à prélever directement sur sa solde la cotisation mensuelle du parti⁵⁴. On comprend alors pourquoi la direction du P.D.U. pouvait enregistrer au congrès d'août 1966 « plus de 200 000 habitants possédant leurs cartes et payant leurs cotisations... près de 5 millions de francs ». On comprend aussi pourquoi les chiffres mesurant les adhérents et militants sont peut significatifs et d'ailleurs contestables.

2. Contestation des chiffres.

Les chiffres avancés par les partis africains sont contestables

53. Cf. *Horoya*, 13-14 décembre 1964.

54. Cf. M. GLELE, *thèse précitée*, p. 255.

du point de vue purement comptable. Il est d'abord difficile, parfois impossible, de les connaître avec une précision suffisante. Il n'est pas rare de voir les chiffres varier du simple au double selon les sources de renseignements : pour la Côte d'Ivoire et la Guinée les observateurs avancent respectivement 500 000 et 1 million⁵⁵, 800 000 et 1 500 000⁵⁶. Les documents établis par les partis eux-mêmes ne fournissent que des approximations tout aussi variables.

Considérons l'Union progressiste sénégalaise, un des partis sur lesquels nous disposons des renseignements les plus sûrs : avant le congrès de février 1962, l'U.P.S. revendiquait 600 000 membres, or lors du congrès, le décompte des cotisations fit ressortir 290 000 membres payants⁵⁷. En se basant sur les rapports des dirigeants, le nombre d'adhérents a varié ainsi⁵⁸ :

1962	1963	1964	1965
—	—	—	—
290 000	468 000	292 000	418 000

En réalité, selon M. Lavroff⁵⁹, pour obtenir une évaluation correcte des adhérents, il faut d'une part retenir les chiffres de 1962 et 1964, d'autre part les pondérer en les divisant par deux : cela donne environ 140 000 pour l'U.P.S.

Si l'on considère maintenant le Parti démocratique de Côte d'Ivoire, la pondération semble devoir être encore plus importante. Selon les responsables ivoiriens, 850 000 personnes avaient acquis la carte du parti en 1950⁶⁰ et actuellement le P.D.C.I. compterait plus de 1 million de membres, soit les deux tiers de la population adulte. Or, dans la remarquable étude consacrée au parti ivoirien, M. Zolberg⁶¹ conteste cette évolution et aboutit même à une conclusion inverse : le P.D.C.I. compte actuellement moins de membres qu'en 1950. En effet, en vérifiant l'implantation du parti dans le quartier de Treichville, à Abidjan, l'auteur trouve qu'il comptait

55. Cf. R. SCHACHTER-MORGENTHAU, *Political parties in french speaking West Africa*, p. 182 et A.R. ZOLBERG, *One-party government in the Ivory Coast*, p. 117.

56. Cf. B. CHARLES, *Rapport précité* à la Fondation nationale des Sciences politiques. M. S. Touré donne des chiffres variables d'un ouvrage à l'autre.

57. Cf. W.J. FOLTZ, in *Political parties and national integration*, op. cit., p. 28.

58. On constate un curieux gonflement des effectifs pour les années 1963 et 1965 ; il s'explique par la présence d'élections (législatives et présidentielles) en 1963 et le renouvellement des organismes dirigeants du parti, à tous les échelons, en 1965. Ces opérations entraînent toujours un fort placement de cartes pour prouver l'activité des sections en vue des élections ou de la représentation au congrès.

59. Cf. D.G. LAVROFF, *La République du Sénégal*, op. cit., p. 212.

60. Cf. R. SCHACHTER-MORGENTHAU, *Political parties...*, op. cit., p. 184.

61. A.R. ZOLBERG, *One-party government...*, op. cit., p. 186.

32 000 membres réguliers entre 1949 et 1952 ; depuis un déclin important s'est amorcé au point que 8 000 personnes seulement ont payé leur cotisation par la suite ; donc le parti a été abandonné par les trois quarts de ses membres. Cette constatation peut-elle être généralisée à l'ensemble du parti ? Seule une enquête menée en plusieurs endroits différents pourrait le permettre. Disons toutefois qu'il y a de fortes chances pour qu'une telle pondération soit confirmée.

De toute façon, même lorsqu'on fait subir une pondération aux effectifs, ceux-ci demeurent encore relativement élevés et donnent aux partis africains un caractère particulier qui les différencie des partis de masses traditionnels et les transforme en ce qu'on appelle des « partis-nations ».

3. Les « partis-nations ⁶² ».

Le trait essentiel du parti-nation se fonde sur « le fait que l'on ne peut pas faire de différences entre les diverses catégories sociales et que par conséquent c'est sans distinction d'idéologie, de race ou de religion que tout le monde est invité à y adhérer... le parti en Afrique est essentiellement le garant de l'unité, l'ouvrier de la construction nationale, ce qui l'oblige à amener à lui le plus grand nombre possible d'hommes différents, représentant la diversité d'un peuple et le regroupant pour constituer une nation ⁶³ ».

Mais être un parti-nation, c'est paradoxalement une faiblesse car les masses ne sont unies par aucun lien précis, aucun objectif déterminé, hormis l'idéal national. Ce dernier sentiment ne suffit pas — surtout en l'absence d'une menace directe et précise pesant sur la nation — pour donner force et cohérence à un parti politique. Se défendant d'être des partis de classes ou d'avant-garde, se voulant des partis de masses, images vraies de la nation, les partis africains constituent d'immenses organismes difficiles à structurer et à utiliser. Du moment que tout le monde en fait partie, on a l'impression que finalement personne n'a conscience d'y appartenir.

Faut-il, dès lors, s'étonner des graves défauts qui affectent une pareille institution ? Tous les responsables politiques en sont conscients, mais peu acceptent d'apporter des corrections. Dans un rapport au VI^e congrès de l'Union soudanaise (sept. 1962), le secrétaire politique constatait : « Les adhésions massives à notre parti, qui ont eu lieu depuis quelques années, grâce à l'unité, ont parfois contribué à provoquer un relâchement général de l'action militante de base. Le développement quantitatif du parti ne s'est pas accompagné d'une amélioration qualitative du niveau politique

62. Cette appellation a été utilisée par M. Bedjaoui pour qualifier le Front de Libération nationale pendant la lutte pour l'indépendance. Cf. M. BEDJAOUÏ, *La révolution algérienne et le droit*, p. 85 et suiv.

63. Cf. G. D'ARBOUSSIER, « Idées et forces politiques en Afrique », *Genève-Afrique*, 1964, p. 175.

général⁶⁴ ». De son côté M. S. Touré, après avoir noté le développement du parti à Conakry où le nombre de comités de base était passé de 60 à 173, concluait que cette expansion s'avérait dangereuse pour plusieurs raisons : en premier lieu, elle entraînait un éparpillement des efforts ; en second lieu, certains comités ne représentaient plus qu'une à trois familles et, en raison de la discipline familiale, les militants ne pouvaient plus dire la vérité, dissimulaient les mauvais agissements, notamment les fraudes et les détournements en matière de distribution de marchandises ; enfin « la trop grande décentralisation du parti amenait à la surface, c'est-à-dire dans les organismes dirigeants des éléments peu sûrs, dépourvus de toute conscience militante⁶⁵ ». Pour remédier à cet état de choses, le leader guinéen décida de « décongestionner » le parti en fixant à 18 ans l'âge minimum pour être membre du P.D.G. (auparavant pas de seuil), de réduire le nombre des comités et dans la capitale, Conakry (160 000 habitants environ), de limiter à 30 000 l'effectif total d'adhérents. Le Sénégal aussi s'inquiète d'un phénomène identique, encore que moins grave.

Quant aux autres partis, ils ne semblent pas s'inquiéter outre mesure. Que la conscience politique des adhérents et leur fidélité soient sujets à caution et à fluctuation, voilà qui ne constitue pas, semble-t-il, une grave préoccupation. Mais alors, on peut se demander pourquoi les africains persistent à qualifier « partis de masses » leurs mouvements. Il s'agit, en fait, d'une qualification purement statistique : étant donné que le parti inclut un pourcentage important de la population, il est un parti de masses ou plus exactement un parti-nation.

L'adhésion ne revêt donc pas de signification politique précise et justifie la conclusion suivante qui n'est plus un paradoxe : les partis africains sont à la recherche d'adhérents véritables. La masse d'adhérents revendiquée par les partis aurait pu constituer une force formidable si elle était entourée par des cadres, des militants authentiques. Mais il se révèle aussi, et malheureusement, que les partis sont aussi à la recherche de cadres militants.

B. — Les partis africains à la recherche de cadres militants.

Les pays africains étant essentiellement agricoles — plus des 3/4 de la population vivent dans les campagnes — les partis devraient être normalement des institutions rurales, surtout s'ils veulent refléter l'image fidèle des masses comme ils le prétendent. Toute leur action devrait viser à implanter une organisation solide dans les campagnes, avec des cadres capables d'entraîner les paysans. Or, l'observation des faits montre que l'implantation est urbaine, liée à la fonction publique et à un militantisme douteux.

64. VI^e Congrès de l'U.S.-R.D.A., *op. cit.*, p. 75.

65. Discours de M. S. Touré, in *Horoya*, 12 novembre 1964.

1. L'implantation urbaine.

L'encadrement des partis a subi une importante évolution au fur et à mesure du cheminement vers l'indépendance, puis avec son acquisition.

Au départ, les partis avaient surtout une implantation rurale pour différentes raisons dont notamment l'appui sur une région ou une ethnie donnée que l'on s'efforçait de conquérir totalement et les facilités offertes par les campagnes qui échappaient davantage à l'emprise de l'administration coloniale et à la répression. Aussi, les cadres des partis étaient-ils généralement sur place, pour recruter les adhérents, asseoir l'organisation du parti, expliquer ses buts. Plongés directement au milieu des populations dont ils connaissaient les problèmes, partageaient les difficultés, les militants étaient écoutés, obéis et souvent admirés. Il est incontestable, par exemple, que les sections du R.D.A. étaient alors d'authentiques partis de masses qui mobilisèrent les campagnes et harcelèrent l'administration coloniale. Des cadres et dirigeants issus de la brousse et vivant en brousse, menèrent cette lutte et connurent une dure répression pendant toute la période où le R.D.A. fut considéré comme un parti dangereux.

Mais, à mesure que les partis étaient associés à l'exercice du pouvoir, une double évolution se produisait : les cadres et dirigeants s'intégraient à la hiérarchie administrative en même temps qu'ils désertaient la campagne pour rejoindre les villes, en particulier la capitale. L'accession à l'indépendance et le monopole du pouvoir exacerbèrent encore cette tendance au point d'aboutir au résultat suivant : les partis avaient une meilleure implantation rurale pendant la période où ils ne détenaient pas le pouvoir.

Cette situation n'est pas très étonnante. L'élite africaine n'a jamais été très nombreuse. Celle qui existait et contestait le système colonial se consacrait entièrement aux activités politiques dans le cadre des partis car les autres portes lui étaient fermées. Elle cherchait donc à organiser et à implanter des mouvements répondant d'une part aux aspirations populaires, d'autre part à leurs propres revendications ou ambitions. Avec l'accession à l'indépendance, cette élite — et celle qui suit — est aspirée pour exercer le pouvoir, remplacer les administrateurs coloniaux qui partent ou deviennent des conseillers techniques, mettre sur pied les nouvelles structures étatiques et économiques. Or toutes ces activités sont concentrées dans les villes, plus spécialement dans la capitale où, par ailleurs, les attraits de toute nature ne manquent pas. Il s'agit là d'un phénomène important dont les conséquences sont graves pour les partis qui sont pratiquement décapités dans les campagnes. Cet aspect particulier de l'exode rural n'a pas retenu l'attention qu'il mérite, car on retient habituellement l'aspect simplement quantitatif avec le déversement de familles paysannes dans les villes et l'image classique des quartiers surpeuplés de la capitale. L'exode des élites instruites ou dynamiques vers la capitale et les grandes

villes entraîne des effets moins visibles peut être — mais, à coup sûr, plus nocifs. D'abord, sur un plan général, il aggrave la sous-administration, le sous-équipement des zones rurales, facilitant par là même l'exode massif des populations à la recherche de services compétents capables de les aider à résoudre leurs problèmes. Ensuite, il condamne toutes les réformes administratives, tous les essais de décentralisation, toutes les expériences d'animation rurale qui demeurent des vœux pieux ou des projets « sur papier ⁶⁶ ». Enfin, s'agissant du parti lui-même, il se vide de sa substance et ressemble à un arbre aux branches décharnées en voie de dépérissement.

Frantz Fanon a dénoncé de façon lyrique et saisissante cette déliquescence du parti qui « existait bien pendant la période de lutte pour l'indépendance... Mais, depuis, ce parti s'est lamentablement désagrégé. Ne subsiste que le parti formel, l'appellation, l'emblème et la devise... Il n'y a plus de vie du parti. Les cellules mises en place pendant la période coloniale sont aujourd'hui dans un état de démobilisation totale ⁶⁷ ». Tout cela parce que les précautions nécessaires n'ont pas été prises. « Dans un pays sous-développé les membres dirigeants doivent fuir la capitale comme la peste. Ils doivent résider, à l'exception de quelques uns dans les régions rurales. On doit éviter de tout centraliser dans la grande ville. Aucune excuse d'ordre administratif ne peut légitimer cette effervescence d'une capitale déjà surpeuplée et surdéveloppée par rapport aux neuf dixièmes du territoire. Le parti doit être décentralisé à l'extrême. C'est le seul moyen d'activer les régions mortes, les régions qui ne sont pas encore éveillées à la vie ⁶⁸ ».

Certes, les idées de Fanon sont trop absolues et difficiles à mettre en œuvre. Il est vrai, aussi, que la solution au problème est peu aisée en raison de la faiblesse quantitative de l'élite africaine. En effet comment parvenir à « meubler » correctement les institutions urbaine, notamment celles de la capitale, sans léser la campagne alors qu'il y a un manque flagrant partout ? Mais aucun parti n'a osé aborder ces problèmes franchement, ni a fortiori établi un programme précis destiné à y faire face. Pourtant, le parti aurait tout intérêt à le faire, car il est le principal perdant ; non seulement il s'affaiblit dans ses assises rurales, mais en ville il perd ses militants ou cadres au profit de l'administration. C'est là le second transfert qui affecte le parti.

66. Sur cette hypertrophie des services publics centraux qui contraste avec l'indigence de l'administration locale, cf. A. ANGSTHELM, *Le service public africain. La contribution des services publics à l'évolution politique et à la modernisation de l'Afrique occidentale d'expression française*, thèse, Grenoble, 1965, t. III, p. 391 et suiv.

M. GONIDEC parle d'« hydrocéphalie administrative », in *Institutions Publiques Africaines et Malgaches*, Paris, Cours de doctorat, 1966-1967, p. 168.

67. Cf. Frantz FANON, *Les damnés de la terre*, p. 127-128.

68. *Id.*, p. 138.

2. Parti et fonction publique.

En examinant le rôle du parti dans la construction de l'Etat, nous avons noté l'ambiguïté qui affecte les rapports entre les deux institutions. Nous retrouvons ici cette même ambiguïté mais à l'échelle des hommes. L'élite africaine étant limitée en nombre, parti et administration recrutent leurs cadres dans la même minorité de gens. Il en résulte fatalement une liaison étroite entre les deux hiérarchies souvent constituées des mêmes personnes. Or cette interpénétration entre militants et fonctionnaires ne profite guère au parti ⁶⁹.

a) Le parti repose sur l'administration.

Lorsque les cadres du parti se retrouvèrent dans la ville, un double choix s'offrait normalement à eux : soit continuer à militer au sein du parti, soit quitter ses rangs pour rejoindre ceux de l'administration. La seconde option avait généralement tendance à l'emporter. L'attrait des carrières administratives est énorme : l'emploi est stable et n'est pas soumis aux aléas de l'élection partisane, le travail est moins ingrat, surtout les avantages matériels et les privilèges sont très importants — étant donné que l'on accède facilement aux hautes fonctions. Dans un jeune Etat, il y a de quoi satisfaire toutes les ambitions, toutes les promotions et tous les goûts. Dès lors, aucune hésitation possible pour des cadres qui savaient que le parti ne pouvait offrir l'équivalent : sa hiérarchie était déjà lourde et encombrée, les postes principaux étaient pourvus, les avantages éventuels limités.

Si d'autres facteurs n'étaient intervenus, il y aurait eu certainement un abandon pur et simple du parti par la majorité des militants. Mais ce phénomène ne se produisit pas, car abandonner totalement le parti, c'était, en somme, scier la branche sur laquelle le fonctionnaire allait s'asseoir. L'accès à toute fonction importante et la possibilité de promotion exigeaient que l'on demeurât sinon militant, du moins membre du parti. Dans la plupart des partis africains, on subordonne même toute occupation d'un emploi public à une allégeance partisane qui se traduit par la possession de la carte. Le résultat est une sorte de « fonctionnarisation » du parti qui fait ressembler ses réunions à des réunions administratives.

La prédominance des agents de l'Etat — avec parfois les professions libérales — est remarquablement illustrée par la composition des principaux rouages du parti et de l'Etat. Le secrétaire adjoint de l'Union progressiste sénégalaise reconnaît que « la composition sociologique du cercle dirigeant de l'U.P.S. n'est pas trop éloignée de celle du parti socialiste S.F.I.O. : médecins, avo-

69. On peut se demander d'ailleurs si elle profite à l'administration. Mais cette préoccupation ne rentre pas dans le cadre de notre recherche.

cats, professeurs, instituteurs etc.⁷⁰ ». Cette énumération est trop incomplète ; le tableau suivant qui détaille les professions des membres de trois organes du parti montre bien l'importance des agents publics.

TABLEAU XV

APPARTENANCE SOCIO-PROFESSIONNELLE
DES DIRIGEANTS SENÉGALAIS (a)

Professions	Comité exécutif du Parti (b)		Assemblée nationale		Bureau politique national	
	Nom- bre	%	Nom- bre	%	Nom- bre	%
<i>Employés de l'Etat</i>	133	79,5	50	63,3	27	64,4
— enseignants	25	14,9	23	29,1	14	33,3
— administration	97	58,0	22	27,9	10	23,9
— chemins de fer	11	6,6	5	6,3	3	7,2
<i>Professions libérales</i>	8	4,8	18	22,8	12	28,6
— docteurs vétérinaires, etc.	7	4,2	8	10,1	4	9,5
— juristes	1	0,6	10	12,7	8	19,1
<i>Hommes d'affaires, fermiers, etc.</i>	26	15,6	11	13,9	3	7,2
— commerce, industrie ..	19	11,4	8	10,1	1	2,4
— agriculture	3	1,8	0	0,0	0	0,0
— autres	4	2,4	3	3,8	2	4,8
TOTAL	167	99,9	79	100,0	42	100,2

(a) D'après le tableau établi par W.J. FOLTZ in *Political parties and national integration*, op. cit., p. 32.

En 1966, selon Sambo SEYTANE (« Les classes sociales et les dirigeants politiques de l'Ouest-africain », *Partisans*, mai-juin 1966, p. 54), l'Assemblée nationale sénégalaise comprenait : 28 fonctionnaires, 18 instituteurs, 13 commerçants et traitants, 9 avocats, 1 huissier, 1 ingénieur et 3 divers.

(b) Les parlementaires membres du Comité Exécutif sont exclus de ce décompte pour être classés à part dans la seconde colonne.

70. Rapport sur la vie du parti, 13 mai 1967.

La composition du congrès de l'Union soudanaise au Mali ainsi que celle de l'Assemblée nationale et du gouvernement de la Côte d'Ivoire offre une image identique.

TABLEAU XVI

PROFESSION DES 201 DELEGUES DU VI^e CONGRES
DE L'U.S.-R.D.A. DU MALI (SEPT. 1962) (a).

Professions	Nombre	Pourcentage
Instituteurs	55	27,3
Administration générale et municipalité ..	28	13,9
Santé publique	20	10
Postes et Télécommunications	12	5,9
Cultivateurs	11	5,5
Commerçants	9	4,5
Agriculture, Elevage, Eaux, Forêts	10	4,9
Chemins de fer	6	2,9
Justice	4	2
Ménagères	5	2,4
Ouvriers et employés divers	41	20,7
Total	201	100,0

(a) D'après l'organe du parti, *L'Essor*, 11 septembre 1962.

TABLEAU XVII

PROFESSION DES MEMBRES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
ET DU GOUVERNEMENT DE LA COTE D'IVOIRE (a)

Par secteur économique	Nombre	Pourcentage
Secteur public	66	66
Secteur privé (salariés)	5	5
Secteur privé (non salariés)	29	29
Total	100	100

Par catégorie	Nombre	Pourcentage
Manœuvres, petits fermiers	0	0
Employés, instituteurs, petits commerçants	25	25
Professeurs, Fonctionnaires moyens, doc- teurs africains	39	39
Diplômés de l'Université, grandes affaires	36	36
Total	100	100,0

(a) D'après A.R. ZOLBERG, *One-party government...* op. cit., p. 275.

Cette répartition professionnelle donnée par *l'Essor*, l'organe de l'Union soudanaise, pour classer les délégués au VI^e congrès n'est pas homogène et ne fait pas ressortir la prédominance des agents de l'Etat qui sont dispersés dans plusieurs rubriques. Il faut donc les regrouper, c'est-à-dire compter ensemble les groupes suivants : télécommunications, chemins de fer, justice, et totalement ou partiellement santé publique, agriculture dont les délégués sont surtout des agents de l'Etat. Au total donc, il faut compter environ 125 personnes relevant de l'administration, soit 66 % des membres du congrès.

Les observations suivantes, qui peuvent être généralisées à tous les autres partis, ressortent des tableaux précédents :

1. Les deux tiers environ des responsables africains appartiennent à l'administration ;

2. La représentation du secteur agricole qui comprend plus de 80 % de la population est insignifiante ; c'est une preuve que le parti ne constitue aucunement l'image réelle du pays comme il le prétend ; il en est même l'image inverse, du moins au niveau des organes dirigeants ;

3. Enfin, pour le Sénégal et la Côte d'Ivoire, il convient de noter l'importance des professions libérales. S'agissant de l'U.P.S., leur représentation augmente au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie réelle des organes du parti : 4,8 % au Comité exécutif, 22,8 à l'Assemblée, 28,6 au Bureau politique. S'agissant du P.D.C.I. le secteur privé non salarié, c'est-à-dire essentiellement le gros commerce et la grosse agriculture, détient 29 % des postes à l'Assemblée et au gouvernement.

Mais la conclusion la plus importante est qu'une fraction importante des personnels administratifs est enrôlée dans les rangs du parti, même si leurs convictions respectives sont fort éloignées les unes des autres. Le militantisme perd alors sa signification première qui est l'engagement derrière les idéaux du parti, pour devenir un moyen d'obtenir des avantages et privilèges, parfois pour commettre des abus.

b) Le manque de zèle des militants.

Le manque de zèle des militants et cadres est souvent dénoncé dans tous les partis, y compris les mieux organisés et les plus engagés sur la voie socialiste, comme l'indiquent les responsables eux-mêmes.

Lors du VI^e congrès de l'U.S.-R.D.A., le secrétaire politique reconnaissait sans ambages que « militer est souvent devenu une routine, considérée comme indispensable, non pas pour persuader, convaincre, recruter, construire, mais tout simplement pour garantir sa propre situation... A de nombreux niveaux, l'action militante est assimilée à un moyen purement tactique de renforcer ou d'acquiescer une situation matérielle et le Parti, si nous n'y prenons garde

risque de se transformer en une vulgaire association d'intérêts⁷¹. »

M. Sékou Touré fustigea avec plus de vigueur encore « les pseudo-militants qui avaient, principalement dans les grands centres, créé une situation de pourrissement d'autant plus dangereuse qu'elle entravait toute activité cohérente des comités et tout travail sérieux du parti. La conséquence en a été que cette démission politique favorisait de plus en plus un transfert de l'autorité du parti aux organismes de l'Etat et, en même temps, une véritable confiscation par des éléments bourgeois de l'autorité et du pouvoir du peuple⁷². »

La confusion parti-administration engendrait avec la baisse de la conscience militante la malhonnêteté et la corruption.

c) La corruption des cadres.

Parlant des abus et de la corruption qui sévissaient dans les rangs du P.D.G., M. S. Touré s'inquiétait de cette évolution dans des formules saisissantes : « Le Parti de la vertu était en passe de devenir le refuge du vice. Le Parti de la vérité se transformait en parti de la dissimulation. Le Parti des incorruptibles accueillait corrupteurs et corrompus⁷³. » En effet, par osmose, le fléau qui affecte l'administration africaine — la corruption — atteint inévitablement le parti. Les régimes actuels semblent incapables de l'endiguer car, selon les responsables eux-mêmes, il règne un relâchement général dans les institutions⁷⁴.

Dans un message à la nation, le 18 juin 1962, M. Yaméogo s'alarmait violemment : « Au sommet, le vol et le pillage organisé de l'Etat, la corruption et la pourriture sont des calamités qu'il faut conjurer au plus tôt en frappant sans pitié. Le gouvernement n'est pas une bande de petits copains assis au frais et faisant leur beurre sur le peuple. Le courage consiste à chasser fermement de telles gens du gouvernement. » M. Senghor annonça, le 4 avril 1963, dans une allocution radiodiffusée, la lutte contre « le détournement des deniers publics, les pots de vin et autres 10 % prélevés à titre de services rendus ».

De nombreuses mesures furent prises pour remédier à ces défaillances coupables ; pouvoirs spéciaux accordés au chef de l'Etat pour épurer l'administration, création de tribunaux spéciaux pour

71. VI^e congrès... *op. cit.*, p. 74 et 76.

72. Cf. *Horoya* précité.

73. *Idem.*

74. Dans une circulaire du 16 mars 1962, le président Ahidjo constatait ce relâchement « très net (qui) se manifeste de plus en plus chez la quasi-totalité des fonctionnaires. Dans la majorité des bureaux administratifs et jusque dans les services centraux des différents ministères, il règne un tel laisser-aller et une telle anarchie que les esprits les moins avertis et les moins conscients s'alarment déjà et s'inquiètent vivement de l'avenir de notre fonction publique » (*Chronologie politique africaine*, 1962, n° 2).

réprimer les détournements ⁷⁵, commissions d'enquêtes etc. Mais elles se révèlent assez vaines puisque le parti lui-même, implanté dans l'administration, est partie prenante et l'esprit militant en crise.

3. La crise du militantisme.

Il y a une grosse crise du militantisme en Afrique dont les indices les plus notoires sont l'abandon, plus ou moins caractérisé, des partis par leurs cadres, les difficultés pour recruter parmi les jeunes.

Si l'on reconnaît le militant d'un parti au fait qu'il lui consacre une partie de son activité : il assiste régulièrement aux réunions, participe à la diffusion des mots d'ordre, appuie l'organisation de la propagande, prépare les campagnes électorales, on peut déjà conclure que ce militant se fait rare dans les partis actuellement au pouvoir. Mais si l'on fait référence à un authentique militant d'un parti de masses, comme le parti communiste chez qui la solidarité partisane doit l'emporter sur toute autre et pour qui, au besoin, la patrie, la famille, le couple, les amis sont subordonnés aux intérêts du parti, alors on conclut sans hésitation qu'un tel militant n'existe pas en Afrique noire.

Selon M. Kouyaté, ancien ministre du développement du Mali, dont l'analyse politique du continent noir est d'une grande lucidité, il y a une trahison du militant même lorsqu'il se prend pour un ascète ou manipule avec aisance le langage révolutionnaire. « Hissez-le, dit-il, à un poste de gestion, le tour est joué ; le trafic s'organise ; toute la parenté, le cercle de courtisans profitent de la situation ; il prend des habitudes de luxe, ce qui, bien sûr, ne l'empêche pas d'être toujours présent aux manifestations ; il applaudit lorsqu'on parle d'austérité, d'esprit de sacrifice, mais cela s'adresse aux autres ; de retour à son poste, il se dépêche d'en mettre encore davantage de côté ⁷⁶ ». Il ajoute : « créer le militant est le problème numéro un de l'Afrique actuelle, car c'est lui qui apportera des solutions aux autres problèmes... Le problème est important, mieux il mérite la première attention de tous les responsables qui réellement ont conscience de tout ce qui attend notre peuple sur le chemin si dur de son épanouissement ⁷⁷. »

En l'absence de ces cadres et militants, les partis africains demeurent influencés par une oligarchie au sein de laquelle se manifestent encore les persistances tribales, les factions et clientèles venues se greffer au cours de l'évolution vers le parti unique.

75. Au Cameroun où un tel tribunal a été créé dès mars 1961, l'exposé des motifs de la loi portant création chiffrait à près de 300 millions de francs C.F.A. le montant des détournements au préjudice du Trésor.

76. Cf. Seydou Badian, *Les dirigeants africains face à leur peuple*, op. cit., p. 113.

77. *Idem.* p. 110-111.

De nombreux appels sont lancés aux jeunes pour venir renforcer

§ 3. — Oligarchies, factions et tribalisme.

A. — Caractère oligarchique des partis africains.

1. Que la direction des partis tende naturellement à prendre une forme oligarchique, le fait est maintenant établi et reconnu⁷⁸. Cette tendance n'épargne guère les partis de masses où « les dirigeants forment un groupe assez nettement distinct du reste des adhérents et des militants » et « où ce cercle intérieur ressemble un peu, en somme, à un parti de cadres immergé dans un parti de masses⁷⁹ ». Cette dernière formule, « parti de cadres immergé dans un parti de masses », rendrait compte, selon les leaders africains eux-mêmes, de la véritable nature de leurs mouvements. Il semble que son obscurité et son ambiguïté y soient pour quelque chose.

Selon le secrétaire politique du Parti mauritanien, « le P.P.M. est à la fois un parti de masses et de cadres. Les cadres font partie des masses. Et les masses englobent à la fois les cadres et les autres⁸⁰. » Après ces affirmations tautologiques, il ajoute : « Evidemment nous avons été un certain temps tentés d'en faire un parti d'avant-garde, réservé à une certaine élite. Mais cette façon de voir présentait un certain nombre d'inconvénients. D'abord dans ce pays, l'élite n'est pas très nombreuse. Ensuite, nous avons constaté que l'élite est beaucoup plus portée à la division qu'à l'unité. Or, nous sommes un pays encore sous-développé qui a besoin de rassembler toutes ses forces, toutes ses énergies, pour affronter les problèmes de l'heure. Enfin, la Mauritanie voulait intégrer ses cadres dans les masses afin que celles-ci fassent sentir en permanence la nécessité de rester unis. »

M. S. Touré, de son côté, parvient à une conclusion identique au terme d'un raisonnement assez subtil, complexe et parfois obscur. Après avoir nettement distingué « parti populaire... constitué par la majorité du peuple et qui en reçoit un appui total par le fait que c'est en son sein que le peuple trouve le reflet et l'expression de sa réalité et de ses espérances... qui incarne le peuple à la fois dans sa globalité et dans sa spécificité » (en somme le parti de masses) et « parti d'avant-garde situé, lui, à un niveau supérieur qui le place au-devant du peuple, l'inspire, le dirige, lui fraye la voie vers le progrès, exprime et comble ses aspirations, lui dévoile des possibilités nouvelles », il conclut que le P.D.G. est à la fois l'un et l'autre⁸¹. Le P.D.G. en tant que parti révolutionnaire réalise cette synthèse dialectique car « un parti populaire qui ne serait pas d'avant-garde, ces-

le front des militants, mais rien n'est fait concrètement par les responsables africains pour atteindre ce but.

78. C'est Roberto MICHELS qui a formulé les premières conclusions sur ce phénomène in *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, 1914.

79. Cf. M. DUVERGER, « Sociologie des partis politiques » in G. GURVITCH, *Traité de sociologie*, t. II, p. 31-32, Paris, P.U.F., 1962.

80. Interview au quotidien algérien *El-Moudjahid*, 25 mars 1967.

81. Cf. S. TOURE, *L'Afrique et la Révolution*, p. 132.

serait rapidement de jouir de la confiance et du soutien du peuple, de même qu'un parti d'avant-garde qui ne serait pas populaire n'aurait d'autres moyens, pour réaliser ses objectifs, que la contrainte et la violence. »

2. En fait, cette qualification du parti unique africain en tant que synthèse des partis de masses et de cadres dissimule mal d'autres réalités. Ayant déjà établi que le contenu « masses » et « cadres militants » n'est qu'une apparence, le vrai contenu se réduit à une oligarchie dirigeante plus ou moins étroite au sommet de l'organisation partisane. La vie de celle-ci repose essentiellement sur l'action d'un groupe réduit de responsables dont le renouvellement normal est rarement réalisé.

C'est le Bureau politique qui est l'élément fondamental du parti — les autres n'ayant qu'une existence formelle ou un rôle anodin. Or, d'une part, sa composition est restreinte et dépasse rarement vingt-cinq membres⁸². D'autre part, les membres sont pratiquement inamovibles : composé de vieux militants et compagnons de lutte groupés autour du leader, le Bureau politique est reconduit dans la même composition d'un congrès à l'autre. Un examen des effectifs montre que les changements intervenus sont dûs soit à des décès, soit à des purges consécutives à une crise ou à un complot ; dans ce dernier cas, le caractère oligarchique se renforce encore en faveur de la tendance victorieuse. En tout cas, il est très rare que le renouvellement ait lieu selon la procédure prévue par les statuts. Les chefs de partis désirent fort peu voir les congrès désigner des hommes nouveaux, par crainte pour leur autorité. Parfois les congrès eux-mêmes refusent les changements car chaque membre du Bureau a établi au sein du parti des influences et des clans en sa faveur.

Ainsi, par exemple, le Parti démocratique de Guinée avait examiné au cours d'un séminaire du 19 au 22 décembre 1962, le problème du renouvellement du Bureau national ; il avait dressé une liste de 30 membres dont les 17 sortants et 13 nouveaux parmi lesquels le congrès devait choisir ; or, le VI^e congrès, tenu du 27 décembre 1962 au 1^{er} janvier 1963, n'a pas suivi et a reconduit purement et simplement l'ancien bureau. M. Sékou Touré en témoigne quelque amertume en disant que le congrès n'a pas été à la hauteur de sa tâche et en se demandant comment le parti unique peut-il se réformer lui-même ; « si le sel s'affadit, dit-il, avec quoi le salera-t-on ? » La question est en effet grave si le parti, épine dorsale de la nation, ne peut surmonter ses faiblesses. En Côte d'Ivoire, le congrès ne s'était pas réuni de 1957 à 1965 ; la direction du parti n'aurait donc

82. Par exemple au Mali 17 membres, en Guinée 15, au Congo 10, en Côte d'Ivoire 25, au Niger 24 etc...

Le Sénégal fait exception avec 60 membres car la composition du Bureau politique de l'U.P.S. a varié en fonction des ralliements des autres partis auxquels il fallait faire place : de 24 membres en 1959, il est passé à 42 en 1960, 50 en 1963 et 60 actuellement.

subi aucune modification si un complot n'était intervenu et n'avait entraîné l'élimination de 16 membres du Comité directeur (sur 60) et 4 membres du Bureau politique (sur 15). Le IV^e congrès en septembre 1965 a élargi les deux organes en portant respectivement leur composition à 85 et 25 membres qui sont essentiellement de fidèles compagnons de M. Houphouët-Boigny.

Au Mali où normalement le congrès doit se réunir tous les trois ans, la dernière réunion remonte à septembre 1962. Les responsables n'étaient plus d'accord pour convoquer cette instance chargée de renouveler le Bureau politique ; une fraction d'entre eux redoutait les remous apparus à la base, sous la poussée des jeunes et dirigés directement contre l'oligarchie dirigeante. Pour sortir de cette impasse, M. Modibo Keita vient d'annoncer, le 22 août 1967, la dissolution du Bureau politique national et son remplacement par le Comité national de défense de la Révolution, créé le 1^{er} mars 1966 après le coup d'Etat qui renversa M. N'Krumah. « Le Bureau politique national, dit-il, ne jouit plus de la confiance des organisations démocratiques qui, toutes, sont arrivées à la conviction que cette direction n'est plus capable de les guider vers les objectifs politiques et économiques que le parti s'est assigné en septembre 1960⁸³. » Le leader malien a donc pris — sous la pression de l'aile gauche du parti — une mesure importante et courageuse en mettant fin au règne de vieux militants qui commençaient à constituer une oligarchie appuyée sur une bureaucratie administrative et partisane privilégiée⁸⁴.

Dans un éditorial du 24 août, l'organe du parti, *l'Essor*, pousse plus loin l'analyse en se demandant si cette catégorie privilégiée ne constitue pas une classe : « La lutte des classes, qu'on l'accepte ou qu'on ne l'accepte pas, s'est effectivement engagée. » Et M. Keita, recevant les délégués de l'Union des travailleurs du Mali venus apporter leur soutien au Comité de défense de la Révolution, a déclaré : « S'il fallait que l'U.S.-R.D.A. s'engageât dans la lutte des classes, nous n'hésiterions pas une minute⁸⁵. »

83. M. Keita fait allusion au congrès extraordinaire de septembre 1960, après la rupture de la Fédération du Mali, qui fixa les grandes lignes du programme politique socialiste de l'U.S.-R.D.A.

84. En effet, malgré les anathèmes lancés par le chef de l'Etat contre les réceptions brillantes des hauts fonctionnaires, les mariages somptueux, les ventes de licences, la corruption, certains profitaient de leur situation pour s'enrichir. C'est l'acquisition par des hauts fonctionnaires, membres du parti, de taxis ou de cars dont ils étaient les exploitants, qui provoqua un mécontentement dont les jeunes furent l'écho.

85. Dans les déclarations ultérieures, d'autres responsables mettent l'accent sur l'importance du rôle des jeunes dans cette lutte contre « les hommes qui se sont servis du Parti pour asseoir leurs intérêts personnels, qui se sont servis de la révolution pour déposséder les masses de leur révolution ». (Déclaration du secrétaire général de l'U.N.T.M. in *l'Essor*, 29 août 1967).

Pour l'instant, seul le Mali a eu le courage de poser ce problème de l'oligarchie dirigeante et du groupe social qui lui sert d'appui, qui ne sont pas encore d'une grande homogénéité car ils comportent des factions et des relents de tribalisme.

B. — Les factions.

Les étapes de l'évolution vers le parti unique (cf. I^{re} partie, titre I) ont montré que ce dernier était souvent l'aboutissement d'une série d'opérations de regroupements, ralliements et fusions. Lorsque de telles opérations sont réalisées par un parti fortement structuré et doté d'une idéologie bien déterminée, ce parti sauvegarde son intégrité ; il s'agit alors d'une absorption pure et simple des autres partis qui disparaissent et sont fondus dans le parti bénéficiaire ; celui-ci conserve totalement son unité et sa cohésion. A titre d'exemple, on peut citer l'absorption des partis socialistes d'Europe orientale par les partis communistes. En Afrique, trois partis seulement ont agi de la sorte : le P.D.G. (Guinée), l'U.S.-R.D.A. (Mali) et le P.D.C.I. (Côte d'Ivoire) qui ont absorbé leurs adversaires sans modifier ni l'organisation ni le programme du parti. Ils demeurent donc relativement compacts et homogènes. On y rencontre des clivages, notamment d'ordre ethnique, comme dans toutes les institutions africaines, mais les factions constituées ne sont pas comparables à celles qui affectent leurs voisins qui sont davantage des partis « unifiés » que des partis uniques.

1. Les partis unifiés.

L'avènement des partis unifiés résulte généralement des négociations entre les forces en présence. Ainsi, hormis les trois partis cités plus haut — et plus récemment le M.N.R. congolais — tous les autres sont l'aboutissement de ralliements et fusions. Ils ont, d'ailleurs, changé de nom et cette opération n'est pas une simple formalité. L'on se souvient que la première tentative d'unification des partis d'A.O.F., en 1958, avait buté sur le refus du R.D.A. de renoncer à son sigle ; les négociations ultérieures tirèrent la leçon de l'événement et adoptèrent de nouvelles appellations : le B.D.S. devient l'U.P.S. au Sénégal, le P.R.M. devient le P.P.M. en Mauritanie, le P.D.D. devient le P.D.U. au Dahomey, etc. C'est que le changement d'étiquette correspond, en fait, à un certain changement du parti qui est réorganisé de manière à représenter tous les courants regroupés.

Le cas du Sénégal offre une illustration assez remarquable de cette opération : le ralliement du parti de M. Lamine Gueye, en 1959, transforme le Bloc démocratique sénégalais (B.D.S.) en Union progressiste sénégalaise (U.P.S.) tandis que le ralliement du Bloc des masses sénégalaises en 1963 et du Parti du regroupement africain, en 1966, entraîne un remaniement des organes de l'U.P.S. pour assurer leur représentation à tous les niveaux : 5 membres au Bureau politique, 6 députés, 1/10 de la représentation au Conseil

national pour le B.M.S., et 3 postes ministériels, 10 sièges au Bureau politique, 54 au Conseil national pour le P.R.A.

2. Conséquences.

D'importantes conséquences en découlent pour les nouveaux partis au sein desquels les tendances politiques se maintiennent, l'unité reste superficielle. Si l'on veut utiliser une image, on peut dire que le parti unique ressemble à une maison agrandie dont la pièce centrale représente la formation majoritaire et les pièces attenantes les formations venues s'y greffer les unes après les autres. Il n'y a pas d'intégration réelle des différents éléments dont l'autonomie est d'autant plus forte que la fusion a été l'œuvre des états-majors des partis qui se mettent d'accord entre eux sur les modalités et se chargent ensuite de « faire suivre la base ». Mais la base ne suit pas toujours, car des adversaires habitués à s'opposer vigoureusement ne cohabitent pas du jour au lendemain ; ils s'intègrent encore moins.

L'expérience sénégalaise — la plus intéressante et la plus digne d'analyse — est encore là pour le prouver. Depuis le ralliement du P.R.A., en juin 1966, beaucoup de militants de ce parti éprouvent de grandes difficultés à rejoindre les rangs de l'U.P.S. Ils se heurtent à de nombreux obstacles dressés par les responsables U.P.S. des sections ou sous-sections qui, sous couvert de contrôle, s'opposent à leur admission. Même une fois admis, les difficultés ne s'estompent pas pour autant, car selon le témoignage d'un militant⁸⁶, « c'est tout juste s'ils ne présentent pas les ex-P.R.A. comme des brebis égarées depuis quelque temps et qui viennent seulement de retrouver le chemin du bercail. Il est arrivé même une fois, au cours d'une réunion de sous-section, qu'un responsable U.P.S. s'adressant à un ex-P.R.A. déclarait notamment : « Camarade nous nous rendons compte de votre étonnement de nous voir adopter une attitude si méfiante à votre égard, mais pour vous dire la vérité, j'avoue en toute franchise que nous n'avons pas confiance en vous. »

Le danger qui guette une telle intégration est évidemment l'éclatement. Tant que l'accord se maintient au sommet, c'est-à-dire entre les chefs, il y a peu de risque de désintégration, mais dès qu'un désaccord grave ou une crise surgit, tout l'édifice s'écroule. Les complots qui ont secoué tous les Etats africains ne sont en réalité que le résultat des affrontements de factions, et non de désaccords politiques concernant l'orientation du pays. D'ailleurs aucun changement dans la politique économique, sociale, ou étrangère n'intervient effectivement après le triomphe de l'une ou l'autre faction ; seuls les principaux adversaires sont éliminés, puis

86. Lettre d'un militant de la sous-section U.P.S. de Kasnack-Kaolack à la direction du parti.

tout rentre dans l'ordre⁸⁷. La révolution congolaise d'août 1963 semblait faire exception, car le changement d'équipe s'est accompagné d'une réorientation politique profonde avec option pour un socialisme intransigeant et révolutionnaire ; mais une évolution se dessine vers un abandon de cette option (élimination en janvier 1968 du Premier ministre lié à l'aile gauche du parti, relâchement des liens avec les pays socialistes et rapprochement avec les membres de l'O.C.A.M.).

Lorsque la crise entraîne la chute du parti unique, il est caractéristique de noter que chaque tendance s'en va avec ses leaders et ses militants. Au Dahomey, en Haute-Volta, au Togo, tous les anciens partis ont essayé de se reconstituer après le renversement de l'équipe au pouvoir à laquelle leurs chefs ont parfois appartenu. Le parti unique se désintègre, mais les formations de base qui l'ont constitué retrouvent leur existence et s'efforcent de reprendre le jeu politique face au régime militaire.

Cette précarité des fusions politiques est due à ce que l'appartenance à un mouvement politique ne traduit nullement une adhésion à une idéologie ou à un programme déterminé ; c'est simplement le signe d'un attachement personnel pour tel ou tel leader, et surtout le signe d'une solidarité à base tribale qui demeure toujours très tenace, par-delà toutes les unions. Il est caractéristique de constater que, jusqu'à présent, les partis balayés par une pression syndicale ou militaire sont essentiellement des partis de coalition devenus uniques par suite de ralliements et fusions successives à l'instigation de l'un d'entre eux. Aussi lorsqu'on parle d'échec du parti unique — du fait de cet effondrement⁸⁸ — il faut bien remarquer qu'il s'agit surtout de l'échec des « partis unifiés » dont les traits essentiels ont déjà été dégagés (I^{re} partie, chap. III).

En vérité il n'y a pas de parti unique authentique en Afrique noire. Quelques-uns se rapprochent d'une telle institution : les partis malien, guinéen, ivoirien auxquels on pourrait joindre le M.N.R. congolais — n'était-ce son expérience encore trop récente pour permettre une appréciation. Ces partis sont devenus uniques sans se prêter à des modifications de leur structure et de leur programme qu'ils essaient de mettre en application. Mais aux-mêmes, tout comme le parti sénégalais, demeurent encore très marqués par les clivages traditionnels : clans et clientèles souvent à base tribale.

C. — Le tribalisme.

Le tribalisme s'oppose à l'existence d'un vrai parti unique ; il

87. Cf. les déclarations faites au lendemain des coups d'Etat intervenus au Dahomey, en Haute-Volta, au Togo, en République Centrafricaine. Toutes réaffirment leur attachement aux engagements pris par les régimes précédents tant sur le plan international qu'intérieur.

88. Cf. Ch. DEBBASCH, « Le parti unique africain à l'épreuve », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1965 ; M. CORPIERRE : « L'Afrique à l'heure des putsch », *Preuves*, juin 1966 ; W.A. LEWIS, *La chose publique en Afrique occidentale*, op. cit., etc...

impose un certain équilibre, dans la représentation des ethnies et des régions, qui vient altérer les critères à base de militantisme, d'efficacité, d'idéologie.

Il serait intéressant d'établir les liens exacts entre les partis et le fait ethnique pour répondre à la question suivante : y a-t-il une ethnie prédominante, plus dynamique que d'autres, qui sert de support au parti unique ? Mais, malheureusement, la connaissance de ces rapports se heurte actuellement à une difficulté majeure : l'absence de renseignements parce que les partis refusent d'examiner et de discuter ce problème ; les partis se réfugient derrière une condamnation de principe du tribalisme qui empêche toute approche sereine ou objective du phénomène. Lors des congrès, par exemple, tous dénoncent les clans, mais dans l'abstrait, sans jamais citer de cas concret, de fait précis, sans livrer aucune information. Tant qu'il en est ainsi, toute recherche visant à déterminer l'assise réelle des partis, l'origine des militants et adhérents, est aléatoire et même impossible.

Par contre, il est possible d'établir l'appartenance ethnique des membres des principaux organes du parti et de l'Etat, pour quelques pays. Comme leur composition n'est, en somme, que la projection des organes de base, on peut tirer des conclusions utiles, notamment si l'on confronte les données suivantes : composition ethnique de l'ensemble de la population, composition ethnique du Bureau politique, du gouvernement et de l'Assemblée nationale qui ne sont après tout que des émanations du parti :

TABLEAU XVIII

LE SENEGAL

Origine ethnique des députés
et membres du Bureau politique en 1962 (a)

Groupes ethniques par ordre d'importance	% par rap- port à la population totale (b)	Députés		Bureau politique	
		Nbr	%	Nbr	%
Wolof	35	32	41	24	57
Sérère	16	5	6	3	7
Peuhl	15	5	6	3	7
Toucouleur	9	10	13	5	12
Diola	9	5	6	2	5
Mandé, Bambara	7	3	4	1	2
Lebou	2	10	13	2	5
Européens	2	3	4	0	0
Métis	1	5	6	2	5
Autres	4	1	1	0	0
Total	100 %	79	100 %	42	100 %

(a) D'après W.J. FOLTZ, *op. cit.*, p. 30.

(b) Ces pourcentages sont approximatifs.

De l'examen de ce tableau, il ressort que tous les groupes ethniques du pays disposent d'une représentation sensiblement proportionnelle à leur importance. Quelques anomalies cependant sont à signaler : les groupes Sérère et Peuhl sont nettement sous-représentés alors que le groupe Lebou est sur-représenté. La sous-représentation des Sérère est peut être liée au fait que M. Senghor est issu de ce groupe : en ne favorisant pas son ethnie, mieux encore en la défavorisant, le leader sénégalais montre qu'il est au-dessus des clivages traditionnels et il ne peut, en tout cas, prêter le flanc à la critique sur ce point-là. Par ailleurs, il doit estimer que la présence d'un Sérère au poste suprême constitue une compensation importante.

— Pour le groupe Peuhl, la situation semble liée au nomadisme de cette population et à sa localisation à l'intérieur du pays qui est toujours largement sous-représenté dans tous les États africains côtiers ; la preuve

— En sens contraire, la sur-représentation des Lebou qui constituent la population originaire de la presqu'île dakaroise ; cette communauté est un groupe de pression particulièrement remuant et efficace.

TABLEAU XIX

LA COTE D'IVOIRE EN 1960 (a).

Groupes ethniques	% par rapport à la population	Assemblée nat. + gouvern.		Gouvernement	
		Nom- bre	%	Nom- bre	%
Est-Atlantique :	35,2				
— Baoulé	19	20	20,2	4	28,5
— Akru et autres	9	19	19,1	3	21,5
— Lagunaires	7,2	11	11,1	2	14,5
Voltaïque :					
— Sénoufo	13	11	11,1	1	7,1
— Lobi	6	—	—	—	—
Haut Niger :					
— Mandé	15	14	14,1	1	7,1
Ouest Atlantique :					
— Kru	9,3	19	19,1	3	21,5
— Bété	9	—	—	—	—
— Autres	5,5	5	5,1	—	—
Reste	7	—	—	—	—
Total	100	99	99,8	14	100,2

(a) D'après les renseignements puisés in A.R. ZOLBERG, *op. cit.*, p. 13, 275, 278.

En Côte d'Ivoire aussi, les principaux groupes ethniques sont sensiblement représentés en fonction de leur importance numérique. Il est vrai que le P.D.C.I., loin de combattre le fait tribal, l'utilise. Une remarque à faire à propos des Baoulé, ethnies d'origine de M. Houphouët-Boigny : leur proportion s'accroît au fur et à mesure de la hiérarchie des organes : avec 19 % de la population, le groupe détient 20 % des sièges de l'Assemblée et du gouvernement réunis, ce qui est normal ; mais au sein du seul gouvernement, il détient 28,5 % des postes et au sein du bureau politique, où il y a 5 Baoulé sur 15 membres, la proportion est de 33,3 %.

En Guinée, le P.D.G. déploya beaucoup d'effort pour limiter les clivages ethniques ; il refusa de reconnaître ou d'accepter les organisations à base régionale ou tribale ; il s'efforça — contrairement au parti ivoirien — d'organiser les comités locaux sur une base strictement de voisinage (cela veut dire qu'à Conakry où le voisinage inclut des populations différentes, les comités locaux mêlaient ces populations au lieu de les distinguer). Pourtant même là on retrouve ce soin à tenir la balance égale entre les principaux groupes du pays qui sont les suivants :

— Peuhl	environ 1 000 000
— Malinké	— 550 000
— Populations forestières ...	— 300 000
— Soussou	— 220 000

Au sein du bureau politique les quatre principaux leaders représentent les quatre grands groupes : MM. Sékou Touré le Malinké, Diallo Saïfoulaye le Peuhl, Lansana Beavogui les populations forestières et Bengaly Camara le Soussou. Toutefois la composition globale du bureau fait ressortir une nette prédominance de l'ethnie Malinké à laquelle appartient M. Sékou Touré. Au lendemain du VI^e congrès du P.D.G. (décembre 1962) il y avait 10 Malinké, 3 Soussou, 2 Peuhl et 1 Toma. Les Peuhl qui constituent plus du tiers de la population totale ne détiennent donc que 2 postes sur 15 dans l'organe suprême du parti.

Cette interférence des clans au niveau de la direction de tous les partis est encore plus prononcée au niveau des organes de base. Certains partis, en dépit d'efforts réels, ne parviennent pas à s'opposer à la formation de factions qui affaiblissent gravement leur organisation et leur action. Souvent la direction des fédérations ou des sections dans les régions dominées par certains clans n'est assurée que si le parti accepte de s'allier aux chefs de ces clans. Si cela ne pose pas de problème majeur pour un parti de cadres — qui n'est après tout qu'une confédération de clans — il n'en est pas de même pour un parti de masses — normalement centralisé, discipliné, monolithique où les clans n'ont pas théoriquement de raison d'être.

La plupart des partis dénoncent, d'une façon générale, la politique des clans, mais ils ne la pratiquent pas moins. A propos de

n'importe lequel d'entre eux, on peut opposer aux nombreuses déclarations fustigeant cette politique, leur action quotidienne en sens contraire. On cite souvent l'exemple du Sénégal où l'U.P.S. s'est alliée aux deux puissantes confréries religieuses — les Tidjani et les Mourides — pour exercer son influence sur une fraction de la population, alors que les responsables se demandent encore comment instaurer une discipline ferme et rigoureuse au sein du parti, entreprendre une reconversion des mentalités et surtout laisser place aux tendances idéologiques au lieu des clans⁸⁹.

C'est en effet là le vrai problème — laisser place aux tendances idéologiques — des partis africains. Comment créer un parti unique si le ciment essentiel — qui soude l'organisation, donne une assise sociale réelle, rend l'armature solide et efficace — si l'idéologie fait défaut. Cette faiblesse exclut l'assimilation de tout parti unique à un parti totalitaire, même si la structure est identique. Cette dernière n'est pas déterminante pour qualifier nettement la nature d'un organisme. M. Duverger⁹⁰ lui-même, qui fonde sa typologie des partis sur leur structure, est obligé de reconnaître que l'idéologie est finalement l'élément déterminant car « l'encadrement matériel de l'ensemble des activités d'un homme ne prend un sens réellement totalitaire que s'il s'accompagne d'un encadrement spirituel de l'ensemble de sa pensée... le vrai totalitarisme est spirituel ». Or qu'en est-il de l'idéologie des partis africains ? C'est la question qu'il convient d'examiner maintenant.

89. Rapport du secrétaire adjoint de l'U.P.S., M. A. Cisse, au Conseil national, le 13 mai 1967.

90. Cf. *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 142-143.

Remarquons ici qu'il est excessif et erroné de rejeter l'analyse classique des partis en tant qu'elle s'applique à l'Afrique, comme le prétend M. Nagy à propos du Congo-Léopoldville : « On peut connaître à fond l'œuvre de M. Duverger et de ses collègues sur les partis politiques, toutes ses connaissances n'avanceraient guère le travail du chercheur s'occupant du fait politique congolais. » Cf. *Genève - Afrique*, vol. 5, n° 1, 1966, p. 43.

CHAPITRE XI

L'IDEOLOGIE DES PARTIS AFRICAINS

Parler d' « idéologie » des partis africains suppose, dès le départ, l'acceptation de deux conclusions : d'une part l'existence d'un système d'idées, d'une pensée cohérente sur le devenir politique, économique et social de l'Afrique ; d'autre part l'acceptation des grandes lignes de ce système, de cette idéologie par les partis africains dans leur ensemble. Or, l'une et l'autre conclusions ne sont pas évidentes.

A. — Tout d'abord les partis — il s'agit uniquement de ceux qui sont ou ont été au pouvoir — contestent parfois l'existence d'une idéologie. Ils admettent bien l'option pour un « socialisme africain », « une voie africaine du socialisme » ou « un socialisme à l'africaine¹ », mais le mot idéologie, lui-même, ne leur plaît guère. Surtout si on l'entend comme « système cohérent d'idées et de croyances expliquant l'attitude de l'homme envers la société et conduisant à l'adoption d'un mode de comportement qui reflète ces idées et ces croyances et leur soit conforme² ». Sans doute, cette

1. Cf. Colloque sur les politiques de développement et les diverses voies africaines vers le socialisme (Dakar, 3-8 décembre 1962) dont les travaux ont été publiés sous le titre *Développement et socialisme*, Paris, Présence Africaine, 1963, 436 p.

Sur le socialisme africain, parmi une littérature très abondante qui sera citée au fur et à mesure des développements, retenons trois ouvrages principaux : F. BROCKWAY, *African socialism. A background book*, Londres, the Bodley Head, 1963, 128 p. ; W.H. FRIEDLAND et C.G. ROSEBERG Jr (ed), *African socialism*, Stanford, Stanford University Press, 1964, 313 p. ; L.V. THOMAS, *Le Socialisme et l'Afrique*, t. I, 207 p. et t. II, 299 p., Paris, Le Livre africain, 1966.

Parmi les auteurs africains, citons essentiellement, L.S. SENGHOR, *Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Présence Africaine, 1961, 138 p. ; Pierre Teilhard de Chardin et la politique africaine, Paris, Seuil, 1962, 103 p. ; S. TOURÉ, *Expérience guinéenne et unité africaine*, Paris, Présence Africaine, 1959, 251 p. ; S.B. KOUYATE, *Les dirigeants africains face à leur peuple*, Paris, Maspéro, 1964, 185 p. ; D. THIAM, *La politique étrangère des Etats africains*, Paris, P.U.F., 1962.

2. Cf. K. LOEWENSTEIN, « L'influence des idéologies sur les changements politiques », *Bulletin international des Sciences sociales*, 1953, p. 55.

réserve est liée au contexte de notre époque considérée comme celle de l'apaisement, sinon du déclin des idéologies : en effet, alors que les jeunes Etats indépendants sont en quête d'un idéal politique, une certaine dévalorisation des conflits d'idées et une certaine indifférence vis-à-vis des batailles doctrinales se manifestent dans le reste du monde³.

Mais certains partis se flattent même de refuser toute idéologie qui n'est, selon eux, que théorie et abstraction éloignant des réalités et distrayant de l'action politique quotidienne bien plus importante. Selon le comité directeur du parti centrafricain, « le M.E.S.A.N. se refuse à se plier à toute idéologie politique et à toute doctrine pour n'être qu'un mouvement de masses et un moyen par lequel les villages, les communes et les collectivités territoriales pourront assurer leur promotion économique et sociale⁴ ». Cette idée est précisée par le leader du M.E.S.A.N. et chef de l'Etat qui confond tout simplement, dans la même opprobre, idéologie et démagogie : « Nous renoncerons à toute démagogie, nous nous refuserons à endoctriner le peuple pour nous orienter vers la réalisation de notre programme résumé dans notre devise : Unité, dignité, travail⁵. » Pour leur part, les Mauritaniens refusent « de disputer dogmatiquement des mérites comparés des systèmes capitalistes, communistes et socialistes », car selon eux « les choses sont simple : face au Tiers-monde sous-développé, le monde des pays dits développés voit sa supériorité économique croître, non pas en termes arithmétiques, mais selon une progression géométrique⁶ ».

Même ceux qui se réfèrent à une idéologie — ou s'efforcent d'en élaborer une — lui assignent des limites en disant, qu'en tout état de cause, l'action concrète doit l'emporter. Les réalités africaines empêchent de privilégier la théorie car, estime M. S. Touré, « l'exigence des besoins à satisfaire l'emporte sur les raisons philosophiques gratuites ou de simple idéologie » et le problème fondamental à résoudre est celui du sous-développement qui se « pose en termes d'énergie bien plus qu'en termes intellectuels⁷ ».

3. Ce point de vue contesté par J. MEYNAUD (*Destin des idéologies*, Lausanne, 1961), est maintenant généralement admis. Cf. *Colloques de Rheinfelden*, Paris, 1960 ; D. BELL, *The end of ideology. On the exhaustion of political ideas in the fifties*, Glencoe, Free Press, 1960 ; R. ARON, *La démocratie à l'épreuve du XX^e siècle*, Paris, 1960 ; *La lutte des classes*, Paris, Gallimard, 1964 ; M. DUVERGER, *De la dictature*, Paris, 1961 ; *Introduction à la politique*, Paris, Gallimard, 1964.

Il reste à se demander si la « révolution culturelle » inspirée par la Chine ne réanimerait pas les débats.

4. Déclaration consécutive à la réunion des 4-9 mars 1963, cf. *Chronologie politique africaine*, 1963, n° 2.

5. Allocution de M. Dacko, le 29 mars 1963.

6. Cf. *Développement et socialisme*, p. 235.

7. Cf. S. TOURÉ, *La révolution guinéenne et le progrès social*, t. VI, 1963, p. 176 et 198. L'auteur ajoute : « On le résoudra (problème du sous-développement) donc davantage par l'action plutôt que par de savantes discussions... la théorie ne nourrit pas, elle ne vêt pas, elle n'abrite pas,

Est-il alors légitime de parler d'idéologie africaine alors que la démarche des partis apparaît essentiellement empreinte de pragmatisme ? Oui, si l'on entend par idéologie simplement l'expression de projets d'avenir et de programme d'action⁸. De plus, même quand les partis prétendent rejeter toute idéologie, ils en invoquent déjà une, implicitement ; ils ne peuvent refuser qu'au nom de quelque chose qui n'est peut-être pas précis ou nettement formulé, mais qui existe tout de même. Le refus n'est souvent qu'un camouflage. Enfin, on peut constater que la plupart des partis africains se réclament d'une forme ou d'une autre de socialisme : malien, guinéen, sénégalais, camerounais, malgache... Il n'y a jamais eu une telle floraison de « socialismes » que depuis l'indépendance des pays africains, au point qu'il y a lieu de se demander s'il n'y a pas autant d'idéologies que de partis.

B. — En effet il n'y a pas *une* idéologie commune à l'ensemble des partis politiques mais *des* idéologies variables d'un pays à l'autre. On ne peut confondre, sous le même vocable, des pays aussi différents que la Côte d'Ivoire, le Congo-Brazzaville après la chute de M. Youlou ou le Sénégal.

La Côte d'Ivoire affirme ouvertement son option libérale par la voix de M. Houphouët-Boigny : « La politique économique que nous avons suivie fait appel à toutes les initiatives privées ou publiques dans un régime de libre entreprise⁹ » et de son ministre des finances : « En politique économique, nous sommes et nous resterons pour et dans un régime d'économie libérale qui est le seul en pays sous-développé à permettre un développement économique régulier¹⁰ ». Au Congo, au contraire, on affirme avec force qu'il n'y a point de salut en dehors de l'option socialiste ; depuis la révolution d'août 1963, le M.N.R. se réclame directement de l'idéologie marxiste et de la théorie révolutionnaire¹¹. A mi-chemin entre ces deux extrêmes, on peut trouver la position sénégalaise qui reconnaît l'apport du marxisme sans omettre l'apport libéral et réclame la conciliation des deux courants avec la tradition africaine¹². Entre les différents pôles de cet échiquier, il y a toute une série de positions intermédiaires occupées par le Mali, la Guinée, le Dahomey, etc. dont les points de vue se rapprochent ou s'opposent selon les problèmes et les époques.. On comprend ainsi pourquoi l'on parle de « voies africaines » du socialisme ou de « socialismes africains ».

elle explique et justifie la nature de l'action à entreprendre pour nourrir, vêtir, abriter. »

8. Au sens de Jean MEYNAUD, in *Destin des idéologies*, op. cit., p. 12.

9. Cf. Discours à l'Assemblée nationale en janvier 1961.

10. Cf. *Abidjan-Matin*, 9 juin 1961.

11. Cf. l'important article publié dans l'organe du M.N.R., *Etumba*, 18 mai 1967, sous le titre : « A propos de la théorie révolutionnaire en Afrique. »

12. Cf. L.S. SENGHOR, op. cit. à la note 1.

Pourtant, malgré cette multiplicité, cette diversité d'options souvent mal définies et rebelles à toute systématisation, on peut discerner quelques traits caractéristiques de la pensée politique africaine. De même que derrière la disparité structurelle des partis, nous avons retrouvé quelques éléments communs — essentiellement des éléments de contradiction et de faiblesse — de même, ici, nous pouvons retrouver les articulations fondamentales de l'idéologie africaine. D'une part, celle-ci nous semble être une idéologie de refus : en effet, de l'extérieur, les socialismes africains se définissent davantage par leur refus que par leurs aspirations. On peut même dire qu'actuellement la plupart des Etats africains n'ont pas dépassé ce stade négatif et se caractérisent par une absence d'idéologie. Seuls quatre d'entre eux — Sénégal, Guinée, Mali, Congo — font un effort particulier afin de dégager une nouvelle doctrine. D'autre part, si on examine cette fois le contenu intérieur de l'idéologie africaine, nous constatons que nous sommes en présence d'une idéologie de synthèse : en effet, lorsque les aspirations se font jour, elles prétendent utiliser tous les éléments présents (marxisme, libéralisme, christianisme, islam, négritude...) dans une synthèse qui constitue l'apport de l'Afrique à la civilisation universelle.

Section 1 : Une idéologie de refus.

Section 2 : Une idéologie de synthèse.

Section 1. — Une idéologie de refus.

Les écrits, commentaires et déclarations des leaders politiques africains, à propos de la plupart des problèmes, sont maintenant suffisamment nombreux et connus pour faire l'objet d'une recherche des lignes de force et d'une approche critique. Mais cette approche montre, dès le premier abord, la présence d'idéologies peu systématisées, peu cohérentes. Rares sont d'abord les leaders qui ont réellement élaboré des œuvres doctrinales. Seuls MM. Senghor et Touré ont poussé l'analyse assez loin et exposé leurs idées dans les ouvrages déjà cités. Les autres ont surtout fait des discours, des interviews et des déclarations diverses qui sont parfois publiés sous forme de recueils¹³. Ensuite, et par conséquent, la formulation n'est guère rigoureuse et cède souvent au verbalisme qui noie l'essentiel soit dans des enchaînements dialectiques assez confus¹⁴, soit dans des déclarations terre à terre, simplistes, voire triviales¹⁵. Enfin, les

13. Par exemple *Discours et Interventions* de Modibo Keita, 1965, 334 p. ; *Recueil de discours du président Léon M'Ba*, Monaco, Société des Editions P. Bory, 1961-1962, 1964-1965 ; Ahmadou AHIDJO, *Dix ans au service de la nation*, Soc. des Edit. P. Bory, Monaco, 1968.

14. Ce n'est pas le moindre défaut des deux plus éminents auteurs, MM. Touré et Senghor qui abusent souvent de la dialectique.

15. Les déclarations des responsables africains n'ont pas toujours la sérénité d'expression et de ton, usuelle en la matière. Par exemple les « mots » de M. Tsiranana sont célèbres. On cite notamment ces phrases

nuances et les contradictions sont nombreuses d'une question à l'autre ou d'une époque à l'autre.

Cet état de choses rend malaisé la compréhension globale d'un corps doctrinal, il facilite en revanche la connaissance exacte de certains aspects nettement affirmés, car les réponses données sont alors tranchées, sans équivoque. Autant les linéaments d'une pensée originale et proprement africaine apparaissent difficilement, autant l'opposition à telle ou telle pensée étrangère est formulée vigoureusement. S'il est des moments où la fermeté du propos écarte toute équivoque, c'est lorsque les Africains proclament leur refus des idéologies étrangères. « Ce que nous avons refusé au Niger, dit M. Boubou Hama, c'est l'aide et l'injection extérieures des idéologies toutes faites, qui seraient peut-être imposées à notre peuple¹⁶ ». Les idéologies étrangères étant évidemment le capitalisme et le communisme.

§ 1. — Le refus du capitalisme.

Au terme d'une enquête chez les étudiants noirs en France et en réponse à la question suivante : « Quelle forme d'économie souhaitez-vous pour l'avenir du pays ? », un jeune sociologue africain, M. Jean-Pierre Ndiaye, a établi le tableau suivant en 1962¹⁷ :

1. Socialisme intégral (U.R.S.S., Chine)	37,8 %
2. Socialisme personnaliste et communautaire .	29,3 %
3. Socialisme libéral (Scandinave)	19,7 %
4. Economie libérale	6,8 %
5. Indéterminés	6,5 %

Il apparaît donc qu'une partie de l'élite africaine rejette à une énorme majorité le capitalisme qui ne trouve que 6,8 % d'adeptes.

L'hebdomadaire *Jeune Afrique*¹⁸ a réalisé, à la fin de l'année 1966, une enquête où il a posé une question semblable à ses lecteurs qui vivent en majorité en Afrique. Bien que leur niveau culturel ou social les rapproche des étudiants (ces derniers représentent d'ailleurs une fraction relativement importante de l'échantillon puisqu'ils constituent 20 % des lecteurs du journal), les lecteurs qui ont répondu sont représentatifs des élites africaines actuelles¹⁹.

prononcées à propos des communistes : « On n'a pas besoin de ces cocos là... qu'est-ce qu'ils viennent f... chez nous. » Une littérature de la même veine est utilisée dans les diatribes entre chefs d'Etat s'accusant respectivement de complots et autres actions répréhensibles.

16. Cf. *Développement et socialisme*, p. 54.

17. Cf. J.P. NDIAYE, *Enquête sur les étudiants noirs en France*, Paris, Réalités africaines, 1962, p. 229.

18. Les résultats ont été publiés dans les numéros 312 et 313 du 1^{er} et du 8 janvier 1967.

19. Les lecteurs dont 68 % ont le niveau du baccalauréat, se répartissent ainsi :

— 20,2 % d'étudiants ;

— 23,4 % de cadres du secteur privé ;

— 26 % de fonctionnaires ou de cadres du secteur public.

6 400 lecteurs ont répondu et les résultats sont les suivants (on retient uniquement ceux concernant les Etats d'Afrique noire d'expression française) :

Pays (a)	Nombre de réponses	Socialisme		Capitalisme	
		Nombre	%	Nombre	%
Cameroun	1 124	875	79,40	249	20,60
Congo	212	188	88,70	24	11,30
Côte d'Ivoire ...	1 064	539	50,60	524	49,40
Dahomey	132	121	91,67	11	8,33
Haute-Volta	72	55	76,39	17	23,61
Madagascar	124	117	94,35	7	5,65
Mali	572	502	87,76	70	12,24
Mauritanie	108	81	75	27	25
Niger	132	98	74,25	34	25,75
République centrafricaine	72	47	65,27	25	34,73
Sénégal	2 699	2 437	90,29	262	9,71
Tchad	90	82	91,10	8	8,90
Total ou moyenne générale	6 401	5 142	80,33	1 259	19,67

(a) Il manque trois pays : Gabon, Guinée et Togo où le journal, n'ayant pas été distribué, n'a pu obtenir de réponses.

Si l'on posait la même question aux responsables politiques africains, la proportion des choix en faveur de l'un ou l'autre système se révélerait très proche de l'un ou l'autre pourcentage dégagé par les deux enquêtes précédentes. S'agissant notamment du système capitaliste, en dehors de la Côte d'Ivoire qui s'en prévaut ostensiblement, tous les autres Etats le critiquent plus ou moins sévèrement et plus ou moins sincèrement aussi. L'opposition au capitalisme s'inspire de motivations diverses d'ordre historique, économique, sentimental et politique.

A. — Pour la plupart des responsables africains, il y a une liaison étroite entre le capitalisme et le colonialisme. Reprenant la phrase de Jules Ferry, la colonisation est fille de l'industrialisation, ils rappellent que l'expansion occidentale en Afrique a correspondu exactement au développement du capitalisme européen et à la nécessité de débouchés pour ses approvisionnements et ses produits. Ils constatent rétrospectivement que les structures capitalistes s'étaient implantées sur le continent noir sous leur forme la plus nette et la plus odieuse : de grandes compagnies étaient venues s'adonner à une gigantesque exploitation des biens et hommes pour le profit d'une minorité de privilégiés européens. Ainsi, comme l'a écrit M. Senghor, « la colonisation s'éclairait d'une manière brutale, qui mettait en relief les monstruosité du système. C'était la toute puissance de la grande banque et du gros commerce qui avaient organisé, outre-mer, l'économie de traite. C'était la misère des salaires « indigènes » et les matières premières « tropicales » vendues à vil prix²⁰ ».

Le capitalisme et le libéralisme sont donc porteurs d'un vice originel qui rend difficile leur acceptation par un courant de pensée politique animé par la décolonisation. Plus encore, cette pensée se voulant logique avec elle-même, estime que la décolonisation implique soit la fin du capitalisme colonial, soit sa reconversion. Dans la mesure où les leviers de l'économie étaient aux mains des capitalistes étrangers, certains Etats leur demandent de réexaminer leurs activités en fonction des intérêts du pays définis par le Plan, tandis que d'autres procèdent à des nationalisations pour obtenir la direction économique du pays. Pour tout le monde, à l'instar du Dahomey, le but fondamental « est de rompre absolument avec un passé qui se prolonge dangereusement et qui se caractérise essentiellement par le monopole hérité du pacte colonial, entraînant un chômage chronique après l'appropriation par quelques sociétés des profits résultant du travail national et des équipements réalisés, profits transformés en surplus à l'étranger au lieu de servir à amorcer un processus cumulatif²¹ ».

B. — Cette rupture s'accompagne aussi de motivations d'ordre moral et sentimental. Beaucoup jugent que le système libéral est mauvais, inhumain. Ils en perçoivent certaines conséquences, notamment les faiblesses et les meurtrissures sur le plan social ; ils en éprouvent quelque gêne. Selon la phrase déjà citée de M. Bou-

20. Cf. SENGHOR, *Pierre Teilhard de Chardin et la politique africaine*, p. 25.

21. Cf. Déclaration de M. Chabi Mama, in *Développement et socialisme*, p. 42. Ce passé est identifié à la doctrine libérale, car ajoute M. Razafimbahiny « Les Africains et les Malgaches ont toujours cru et continuent de croire que « l'économie de traite » qui laisse encore tant de séquelles dans leur pays n'est ni plus, ni moins qu'un sous-produit de l'économie libérale dans un rapport d'économie dominante à économie dominée » (*id.*, p. 168).

bou Hama, « elle (la voie capitaliste) accumule la richesse entre les mains de quelques familles régnant par la force de l'argent sur un peuple malheureux ²² ». M. Chabi Mama refuse « le capitalisme qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui est contraire à notre sensibilité ²³ ».

Il est vrai qu'une telle attitude s'explique largement par l'influence exercée par les idées socialistes et humanistes sur les élites africaines, soit au cours de leurs études dans les universités européennes, soit au cours de leurs luttes politiques au contact des organisations de gauche. M. Senghor reconnaît sa dette à l'égard de la pensée socialiste française depuis Proudhon jusqu'à Léon Blum, tout comme M. Sékou Touré à l'égard de la pensée syndicaliste. Ajoutons que l'attrait des pays socialistes joue un rôle important en raison de l'aide morale et matérielle apportée au cours de la lutte pour l'émancipation coloniale d'abord, pour le développement économique ensuite. D'où une certaine imprégnation morale et sentimentale dans les jugements portés sur la voie de développement capitaliste.

C. — Cette voie est rejetée, en troisième lieu, pour des raisons d'efficacité économique : elle ne permet pas de faire face aux problèmes du sous-développement. Il n'est pas utile de revenir sur ces raisons qui ont été exposées et discutées précédemment (cf. II^e partie, chapitre 9).

D. — Enfin, il y a des raisons proprement politiques. D'une part, sur le plan interne, la voie capitaliste entraînerait l'apparition de classes et de conflits de classes dont les conséquences sont jugées dangereuses pour des nations encore en formation. D'autre part, sur le plan international, elle entraînerait une dépendance à l'égard des capitaux privés extérieurs avec comme conséquence le néo-colonialisme et la soumission à l'un des blocs antagonistes. Or, cela est contraire à la doctrine du non-engagement dont se réclament plus ou moins les Etats africains, soucieux par ailleurs de sauvegarder leur indépendance fraîchement acquise. Ils considèrent que le conflit Est-Ouest ne les concerne pas ; ils veulent donc se tenir à distance et refusent de se laisser engager dans la compétition des blocs. Ce non alignement est d'une sincérité variable car il dérive aussi bien du souci de la paix mondiale que d'un opportunisme avoué au nom duquel on pratique une « politique de bascule » pour tirer le maximum d'avantages des deux blocs. Ce jeu exige de renvoyer dos à dos les deux blocs, c'est-à-dire de refuser et le capitalisme et le communisme.

22. Cf. Discours au Congrès régional de Tillabery cité in *Chronologie politique africaine*, 1961, n° 1.

23. Cf. *Développement et socialisme*, p. 45.

§ 2. — Le refus du communisme.

Si le refus du capitalisme n'est pas longuement justifié — son procès est déjà fait et la cause entendue — le refus du communisme donne lieu à davantage d'analyse en Afrique. Rares sont les pays qui rejettent ce dernier en bloc, sans discussion ; la Côte d'Ivoire fait presque figure d'exception qui, dès 1959, déclarait par la voie de M. Yacé : « nous refusons d'offrir la génération présente en holocauste aux générations futures au nom d'une quelconque idéologie ²⁴. » Ailleurs, le refus est généralement moins brutal ; il s'agit plutôt d'une réfutation qui essaie de mettre en cause la théorie marxiste elle-même, ou bien certains aspects ou encore certaines expériences communistes.

A. — L'insuffisance de la théorie marxiste.

Le premier reproche important fait au marxisme par les responsables africains, est l'insuffisance de son analyse au regard de l'évolution de leur continent ²⁵.

Pour M. Senghor, tout d'abord, « Marx et Engels ne se sont pas montrés anticolonialistes. Le dernier a défendu l'esclavage antique, et le premier la colonisation britannique aux Indes. Au nom de l'histoire !... ²⁶ ». Il est vrai que le Président sénégalais leur reconnaît des circonstances atténuantes, car au temps de Marx, la colonisation n'en était qu'à ses débuts et celui-ci ne pouvait prévoir le développement universel qu'elle devait prendre dans la seconde moitié du XIX^e siècle ²⁷. Mais, au delà de l'attitude de l'homme, il y a les faiblesses de « sa théorie macro-économique, la confiance presque aveugle qu'il faisait à la conscience et à la générosité prolétaires (qui) l'empêchaient de prévoir l'opposition qui allait se développer entre colonisateurs des pays dominants et prolétaires des pays dominés. C'est un fait, devenu aujourd'hui banal, que le niveau de vie des masses d'Europe n'a pu s'élever qu'au détriment du niveau de vie des masses d'Asie et d'Afrique... En un mot les

24. Cf. *Fraternité* du 25 décembre 1959.

25. Toutefois M. Senghor relève les autres insuffisances générales de la théorie qui sont les suivantes (*Nation et voie africaine du socialisme*, p. 50) :

1) La lutte des classes est beaucoup plus complexe que ne le pensait Marx, car elle entraîne la division des salariés eux-mêmes en plusieurs catégories dont les intérêts ne sont pas identiques ;

2) Les paysans que Marx considérait comme inaptes à la révolution ont démenti ce jugement dans les pays sous-développés ;

3) La théorie de la concentration capitaliste n'a pas été vérifiée par les faits ;

4) Le capitalisme s'adapte à l'évolution économique et sociale et ne risque aucun cataclysme ;

5) Le socialisme n'a pas triomphé, comme le prévoyait Marx, dans les pays industriels de l'Europe occidentale, mais dans les pays sous-développés d'Europe orientale et d'Asie.

26. Cf. *Développement et socialisme*, p. 13.

27. Cf. *Nation et voie africaine...*, p. 51.

prolétaires de l'Europe ont bénéficié du régime colonial, partant, ils ne s'y sont jamais réellement, je veux dire *efficacement* opposés²⁸ ».

M. Sékou Touré abonde dans le même sens en estimant que le schéma marxiste comporte une importante lacune en ignorant le fait colonial qui pose un nouveau problème : celui de l'évolution des sociétés subissant ou ayant subi la domination étrangère²⁹. L'action des communistes et socialistes des pays colonisateurs européens est mise en cause parce qu'ils « ont escamoté de façon coupable, l'analyse scientifique complète des conditions historiques objectives dans lesquelles notre lutte et la leur devaient être conduites³⁰ ». Pour combattre le colonialisme, ajoute M. Senghor, nous avons emprunté ses armes au prolétariat européen, qui nous disait que sa lutte et la nôtre étaient communes, or cette « prétendue solidarité du prolétariat européen et des peuples colonisés, c'est un thème romantique diffusé par l'Europe, mais qui ne résiste pas à l'analyse. Dans le fait, la conquête européenne, la colonisation a profité non seulement à la bourgeoisie capitaliste, mais encore aux classes moyennes et au prolétariat³¹ ».

A travers ces citations que nous avons longuement reproduites, apparaissent les limites que les Africains veulent assigner au marxisme considéré comme une théorie doublement étrangère à leur continent parce qu'elle a été élaborée *par* des Européens et *pour* l'Europe du XIX^e siècle. C'est dire que même lorsqu'ils lui empruntent sa méthode de connaissance, ils vont retrancher à ce double titre, certains aspects incompatibles avec les réalités africaines. « Le marxisme, selon M. Diarra, secrétaire politique du parti malien, n'est pas un dogme dont il est possible d'appliquer toutes les conclusions issues de l'évolution de telle ou telle société à l'évolution d'une autre société. Le marxisme est une méthode de recherche, d'analyse et d'action dont nous devons tirer profit au maximum, mais que nous ne pouvons utiliser de la même façon que d'autres sociétés, compte tenu de nos réalités³². »

28. *Id.*, souligné par M. Senghor lui-même.

29. Cf. *L'Afrique et la Révolution*, t. XIII, p. 372.

30. Cf. S. TOURÉ, *La Révolution et l'unité populaire*, p. 47.

31. Cf. *Nation...*, *op. cit.*, p. 94-95.

De son côté M. S. Touré — alors qu'il était Secrétaire général de l'U.G.T.A.N. — déclarait, dans son rapport au Congrès de Conakry en janvier 1958, que la lutte commune avec les syndicats métropolitains « orientait notre action revendicatrice vers des considérations n'ayant parfois aucune liaison avec les exigences de notre évolution. Les travailleurs d'Afrique étaient engagés dans des batailles qui, souvent, n'étaient pas les leurs, batailles dont une des conséquences désastreuses entre toutes, était de les dresser les uns contre les autres » (*La Guinée et l'émancipation africaine*, p. 23).

32. Cf. VI^e Congrès de l'U.S.-R.D.A., *op. cit.*, p. 73.

B. — Le rejet de l'athéisme et de la lutte des classes.

Le matérialisme dialectique et la lutte des classes sont les données de base, fondamentales, du marxisme. Or, ces deux données sont considérées comme étrangères au continent noir qui, dit-on, est « incurablement religieux³³ » et constitue une société communautaire ou unanimiste.

1. L'athéisme.

S'agissant de l'athéisme marxiste, il soulève des réserves chez tous les responsables africains, y compris les plus favorables au socialisme.

Pour les Dahoméens, « nous refusons le communisme... proclamant l'athéisme, qui est contraire à notre tradition dont l'hypothèse de vie et de travail est la foi³⁴ ». Selon M. Ahidjo, « de toutes les croyances, la foi religieuse, quelle qu'elle soit, me semble la plus sacrée, la plus éternelle parce qu'indissociable de la nature humaine du croyant³⁵ ». M. Senghor précise : « ... nous avons du socialisme scientifique rejeté l'athéisme et la violence, foncièrement contraires à notre génie. » En outre, ajoute M. Dia, « pour construire une économie socialiste faite pour l'Afrique, point ne sera besoin de bouleverser les tables des valeurs établies, de poser par exemple l'athéisme comme un dogme socialiste, de prêcher l'insurrection des consciences contre les forces spirituelles si caractéristiques des civilisations africaines³⁶ ».

Les partisans plus engagés du socialisme comme MM. Touré, Lissouba et Kouyaté proclament le respect dû à la religion et prêchent la conciliation de l'une avec l'autre. Le dernier cité se plaint même de ce que cette difficile conciliation empêche une plus grande diffusion du marxisme : « c'est que le matérialisme athée du marxisme-léninisme est aujourd'hui un obstacle quasi invincible à son adoption intégrale pour des peuples qui ont autant de dieux qu'il y a de créatures ; l'athéisme détermine une sorte de répulsion que l'Afrique actuelle surmontera difficilement³⁷. » Il ajoute, toutefois, que socialisme et religion sont compatibles et peuvent trouver une synthèse harmonieuse en Afrique. Il n'en est pas de même de la lutte des classes qui est plus vigoureusement niée par les leaders africains.

33. L'Afrique noire compte en plus des animistes, environ 8 800 000 protestants, 22 millions de catholiques, 35,5 millions de musulmans (chiffres cités in L.V. THOMAS, *Le socialisme et l'Afrique*, t. II, p. 87).

34. Cf. Chabi MAMA, in *Développement et socialisme*.

35. Cité in L.V. THOMAS, *op. cit.*, t. II, p. 102.

36. Cf. M. DIA, *Réflexions sur l'économie de l'Afrique noire*, Paris, Présence Africaine, 1960, 2^e éd., p. 71.

37. Cf. S.B. KOUYATÉ, *Les dirigeants africains face à leur peuple*, p. 57.

2. La lutte des classes.

Le débat sur les classes sociales en Afrique noire est l'objet — comme nous l'avions déjà noté — de nombreuses études et polémiques³⁸. Il est d'ailleurs loin d'être clos, puisqu'il s'est instauré maintenant entre les marxistes eux-mêmes quant au rôle à assigner à la lutte des classes dans les pays du Tiers-monde et à son insertion dans le contexte international³⁹.

Pour leur part, les adeptes du socialisme africain estiment que les classes sociales ainsi que les luttes entre elles, au sens marxiste-léniniste, n'existent pas en Afrique noire du fait de l'absence d'une bourgeoisie nationale, de l'extrême faiblesse du prolétariat et de l'existence de simples couches ou catégories sociales non opposées entre elles.

a) L'absence d'une classe bourgeoise nationale. Pour expliquer cette singularité de l'évolution du continent, on invoque directement le fait colonial. « La colonisation, écrit M. Touré, a fait généralement obstacle au développement d'un capitalisme national en Afrique et à la formation de classes qui caractérisent les sociétés fondées sur un monde et des rapports de production capitalistes⁴⁰. » Le rapport au VI^e Congrès de l'Union soudanaise-R.D.A.⁴¹ analyse longuement l'impact du système colonial sur la société africaine : « En étouffant le développement de notre commerce et de notre artisanat, il a dénaturé le déroulement du processus de développement de notre société, et notamment interdit, dans la pratique, la constitution d'une bourgeoisie nationale. » Tout au plus y a-t-il eu l'éclosion de quelques bourgeois féodaux condamnés à la stagnation par le régime colonial dont ils ont été d'ailleurs les dociles serviteurs⁴².

Il y avait un capitalisme, mais il était étranger. Ce fait est tenu pour la donnée fondamentale qui justifie l'unité populaire dans la lutte anti-coloniale. « Le colonisateur et ses alliés étrangers représentaient la classe exploiteuse détenant le pouvoir politique et la force économique. La contradiction violente existait entre cette classe et l'ensemble du peuple⁴³. » Il s'agit là d'une singularité qui

38. Cf. chap. II, note 25.

39. Ce nouveau débat oppose les pro-soviétiques et les pro-chinois sur les rapports entre lutte des classes et guerre révolutionnaire dans le Tiers-Monde d'une part et la coexistence pacifique d'autre part. En France, les deux courants sont représentés respectivement par les revues *La Pensée* et *Partisans*. Cette dernière publication a consacré un numéro spécial (mai-juin 1966) à « L'Afrique dans l'épreuve » où Gérard Chaliand critique la notion de « démocratie nationale » (défendue par les soviétiques), forme de régime politique qui entraîne la collaboration des classes face à l'impérialisme.

40. Cf. *Expérience guinéenne...*, op. cit., p. 394.

41. Cf. VI^e Congrès de l'U.S.-R.D.A., op. cit., p. 84.

42. Cf. *Les dirigeants...*, op. cit., p. 65.

43. Rapport de S.B. KOUYATE, II^e séminaire de l'U.S.-R.D.A. (5, 6, 7 sept. 1962), s.n.d. et s.d., p. 74.

empêcherait l'extension de l'analyse marxiste classique à l'Afrique. Et lorsque cette extension se réalise, c'est au prix d'une amputation de cet important élément que constitue la lutte des classes pour permettre à toutes les couches sociales d'engager ensemble la lutte anti-coloniale ⁴⁴.

Après l'émancipation coloniale, les classes sociales ne peuvent pas non plus exister, car les responsables africains — nous l'avons vu — estiment que toute leur action (parti unique, politique de socialisation et de développement), vise précisément à enrayer un tel phénomène. Au demeurant, ajoute-t-on, il n'y a pas de prolétariat véritable en Afrique.

b) Absence ou faiblesse du prolétariat.

La faiblesse du prolétariat est évidemment liée à l'absence de bourgeoisie nationale et à la faiblesse de l'industrialisation entreprise par la colonisation d'exploitation. Les ouvriers ne représentent qu'une infime partie du peuple constitué essentiellement de paysans. Ici aussi apparaît une autre singularité de l'Afrique noire qui empêche de faire du prolétariat le porte-parole de la Révolution. A la suite de M. Abdoulaye Ly et de Franz Fanon, les leaders politiques pensent que les masses paysannes constituent l'assise et la grande armée de la Révolution. Dans son ouvrage, *Les Masses africaines et l'actuelle condition humaine*, publié en 1956, M. Ly entreprend d'abord la réhabilitation de la paysannerie russe en mettant en valeur son rôle sous-estimé par rapport à celui des ouvriers ⁴⁵ ; ensuite il analyse en profondeur le rôle de la paysannerie africaine dans la révolution, avec l'aide de la petite bureaucratie, du prolétariat naissant et des manœuvres journaliers. Pour F. Fanon, les « Damnés de la terre », ce sont les paysans et eux seuls peuvent mener le vrai combat révolutionnaire dans le Tiers-Monde.

D'autres vont beaucoup plus loin dans leur réfutation de la lutte des classes, en mettant en cause son agent principal : le prolétariat. M. Senghor leur reproche de représenter des privilégiés. Mieux encore, « en Afrique noire, dit-il, les fonctionnaires et employés, voire les ouvriers sont des bourgeois par rapport aux paysans et aux pasteurs, pêcheurs et artisans. C'est une escroquerie que de désigner les premiers sous le nom de prolétaires ⁴⁶ ». Se référant à l'observation des faits, il rappelle que le revenu annuel moyen d'un fonctionnaire africain est d'environ 360 000 francs C.F.A., celui d'un salarié du secteur privé 180 000 francs, tandis

44. Cf. S. TOURÉ, *Expérience guinéenne...*, op. cit., p. 420.

45. Voir notamment le chapitre intitulé : « En marge de la conception marxiste du prolétariat : Esquisse d'une réhabilitation de la paysannerie révolutionnaire. »

Les théories de A. Ly sont critiquées par Mahjemout Diop qui défend le rôle majeur du prolétariat, seule classe capable d'assumer la direction et le succès de la révolution. Cf. *Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique noire*, Paris, Présence Africaine, 1958.

46. Cf. *Nation...*, op. cit., p. 129.

que celui d'un paysan est de 10 000 francs. Comme quoi, conclut-il, « le prolétaire n'est pas celui que l'on croit ⁴⁷ ». M. Senghor s'en prend alors à la dictature du prolétariat : « Dictature du prolétariat ? c'est se gargariser d'une formule, car faudrait-il qu'il y eût chez nous, un prolétariat et un capitalisme « en guerre » pour parler comme Marx. Or, dans notre société négro-berbère — nous l'avons vu et on ne saurait trop le répéter —, il n'y a pas de classes en guerre, mais des groupes sociaux en lutte d'influence ⁴⁸. »

c) L'existence de clivages sociaux.

Si les dirigeants africains nient l'existence de classes sociales, ils reconnaissent qu'il y a d'autres formes de divisions de leur société. Mais il s'agit de « couches », de « catégories » ou de « groupes » dont les relations ne sont nullement des rapports de guerre.

Pour M. Senghor, la société ouest-africaine comprend trois grands groupes ⁴⁹ :

1. Les membres des professions libérales — avocats, médecins, pharmaciens, notaires —, auxquels peuvent s'ajouter les commerçants ;

2. Les salariés — fonctionnaires, employés, ouvriers ;

3. Les paysans, pasteurs, pêcheurs et artisans.

Pour M. Sékou Touré, la classification est plus complexe et comporte les couches suivantes qu'il énumère dans l'ordre ⁵⁰ :

1. La paysannerie vivant de l'exploitation agricole individuelle, familiale ou coopérative, de l'élevage, de la pêche et de l'artisanat ;

2. Les travailleurs salariés ;

3. Les planteurs disposant de grands moyens matériels et financiers et utilisant de plus en plus largement des travailleurs salariés ;

4. Les propriétaires d'immeubles loués ;

5. Les commerçants communément appelés dioulas, vivant de spéculations commerciales ;

6. Les gros commerçants disposant de boutiques, de véhicules de transports publics ;

7. Les entrepreneurs de bâtiments et les petits industriels disposant de fabriques ou d'industries de transformation.

Entre ces couches sociales, il n'y a pas de contradictions violentes, de rapports d'exploités à exploiters. De tels rapports résultent de la contradiction fondamentale qui a opposé les colonisés aux colonisateurs. Pour M. S.B. Kouyate, « Les peuples colonisés d'Afrique Noire appauvris, préssurés, peuvent être assimilés à une classe, face au colonisateur dominant, enrichi, exploitateur qui, lui, pouvait s'approprier le travail de l'autre. La lutte se situait ainsi entre deux couches, deux classes... ⁵¹. » Poursuivant plus avant son analyse pour

47. *Ibid.*, p. 78.

48. *Ibid.*, p. 116.

49. *Ibid.*, p. 124.

50. Cf. *Révolution et progrès social*, p. 697-698.

51. Cf. *Les dirigeants africains...*, *op. cit.*, p. 158.

cerner les classes antagonistes apparues sur la scène politique, l'auteur ajoute : « les mouvements de libération des pays d'Afrique Noire ont été animés, dirigés, par une couche sociale salariée, représentée par les employés de bureau, les enseignants, les ouvriers et les autres couches de la population, paysans, artisans, petits commerçants, etc. Cette couche de salariés est une création du capitalisme exactement comme le prolétariat européen ⁵². » Tout comme ce prolétariat, elle apparaît selon le même mécanisme d'exploitation ⁵³ et elle prend conscience, en premier lieu, de l'oppression économique parce qu'elle y est plus sensible.

Toutefois, ajoute M. Kouyate, une différence importante sépare cette couche coloniale du prolétariat des pays développés quant à leur devenir respectif : la première redoute l'aventure révolutionnaire et « elle peut facilement s'ériger en couche exploiteuse, soumettre les autres catégories de la population, et s'engager dans une sorte de recommencement désuet de l'histoire ⁵⁴ ». Il estime d'ailleurs qu'une telle mesure est déjà en cours dans plusieurs Etats africains. Sans reconnaître aussi nettement une telle conclusion, M. S. Touré avoue son éventualité tandis que M. Senghor la redoute. Pour le premier, les commerçants, les industriels et les hauts fonctionnaires sont enclins à l'embourgeoisement et tendent à se différencier des masses populaires qu'ils méprisent ; « la lutte des classes apparaîtra en République de Guinée si nous laissons des groupes d'intérêts égoïstes, fussent-ils syndicalistes, se constituer en classe de nature réactionnaire et à tendance bourgeoise ⁵⁵ ». Quant à M. Senghor, son inquiétude perçait dès 1958, lorsqu'il écrivit : « Une lutte des classes est en train de s'instaurer entre Africains dont l'issue ne saurait faire aucun doute : la prise du pouvoir par les masses paysannes sous la conduite de quelques intellectuels qui auront su dominer leur égoïsme de classe ⁵⁶. »

Cette crainte de la lutte des classes est encore plus vive chez

52. *Ibid.*, p. 158.

53. *Ibid.*, p. 159. « Le capitalisme, dit-on, en se développant développe sa classe antagoniste. Ici également, au fur et à mesure que le réseau d'exploitation se perfectionne, on a besoin de petits infirmiers pour lutter contre le pian, la maladie du sommeil, on a besoin de mécaniciens pour travailler sur les engins qui font les pistes pour l'évacuation des produits. On a besoin de petites installations postales pour communiquer, etc... »

54. *Ibid.*, p. 160. L'analyse de S.B. KOUYATE à propos de la lutte des classes est donc très nuancée. Après avoir admis que « ce phénomène n'est présent ni dans nos cités, ni dans nos campagnes » (*II^e séminaire de l'U.S.-R.D.A.*, p. 74) il estime, par ailleurs, « qu'il s'agit là d'une constatation actuelle qui peut-être demain ne se vérifiera pas » (*Développement et socialisme*, p. 177).

55. Cf. *Révolution et progrès social*, p. 283-284. Dans ce cas, précise-t-il, le P.D.G. n'hésiterait pas à choisir l'éclatement de ses organismes, pour continuer sa lutte dans la clarté reconnue aux partis de classe (*id.*, p. 700).

56. Cf. Préface à l'ouvrage de E. MILCENT, *L'A.O.F. entre en scène*, Paris, 1958, p. 8.

les autres dirigeants qui invoquent certaines expériences communistes pour les repousser vigoureusement.

C. — Le rejet de certaines expériences communistes.

Pour refuser la doctrine marxiste, on invoque souvent les aspects négatifs des expériences communistes, notamment les méfaits du stalinisme ou les rigueurs des méthodes chinoises. Il est inutile d'insister sur les jugements aussi hâtifs qu'exagérés émanant de nombreux chefs d'Etat, souvent au moment où ils accusent les pays socialistes d'encourager la subversion et les complots. Retenons plutôt les observations plus pondérées et plus réfléchies portées par ceux qui estiment que Marx a été trahi par sa postérité dans la mise en pratique de sa pensée.

C'est tout d'abord le sort fait à la liberté que M. Senghor dénonce car « le souci de dignité humaine, l'exigence de liberté — libertés de l'homme, libertés des collectivités — qui anime la pensée marxienne et lui donne son ferment révolutionnaire, ce souci et cette exigence sont méconnus par le communisme, dont le stalinisme a constitué la déviation majeure ⁵⁷ ». S'agissant de la religion, M. Mamadou Dia, après un voyage en U.R.S.S., fait remarquer que le pays a réussi la construction socialiste « mais au détriment de la religion et de l'âme ».

Ce sont ensuite le rôle du parti et l'évolution du régime politique qui sont mis en cause. La dictature du prolétariat, qui ne devait être qu'une étape transitoire, constate-t-on, devient la dictature de l'Etat et du Parti en se perpétuant. De plus « le parti en est venu à ignorer l'individu sous la collectivité, la personne sous la classe, à cacher la réalité sous l'écran idéologique ⁵⁸ ».

Enfin, le centralisme et le bureaucratisme des pays socialistes sont critiqués à la fois pour des raisons politiques (atteinte à l'autonomie des collectivités et des individus) et économiques (manque d'efficacité, rigidités, erreurs).

Ainsi, certaines conséquences pratiques du marxisme sont refusées tout comme la théorie qui se présente « comme une métaphysique athée, une vision totale et totalitaire du monde, une weltanschauung ⁵⁹ ». Les Africains ne proclament pas pour autant leur adhésion au libéralisme car ils jugent que les deux doctrines dominantes actuelles, par un processus peut-être différent, en arrivent finalement à une déshumanisation totale de l'homme ⁶⁰. Ils reconnaissent bien la réussite économique, matérielle de l'un ou l'autre système, notamment dans les deux pays qui les symbolisent, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Mais pour eux, l'homme en général,

57. Cf. *Nation...*, op. cit., p. 67.

58. *Ibid.*, p. 68.

59. *Ibid.*, p. 42.

60. Cf. Déclaration de Jules Razafimbahiny, Secrétaire général de l'O.A.M.C.E., in *Développement et socialisme*, p. 169.

l'homme africain en particulier demeure au centre des préoccupations. Dès lors une question se pose : peut-on concilier les avantages du socialisme et du capitalisme et éliminer les inconvénients ? La plupart des dirigeants africains n'hésitent pas à répondre par l'affirmative et à dire, avec M. Ahidjo⁶¹ : « Notre socialisme, le socialisme africain se veut syncrétique parce qu'il emprunte à l'extérieur ses techniques, pour les greffer sur notre héritage défini par son sens communautaire, son respect des valeurs spirituelles et la place centrale qu'il donne à l'homme en toute occasion. » Ainsi l'idéologie africaine, après s'être démarquée par rapport aux autres, après une phase de refus, se veut essentiellement un socialisme de conciliation ou mieux de synthèse.

Section 2. — Une idéologie de synthèse.

Si quelqu'un a exhorté l'Afrique et le Tiers-Monde pour la recherche d'une pensée nouvelle, c'est bien F. Fanon qui demande aux « Damnés de la terre » de ne pas imiter l'Occident : « Décidons de ne pas imiter l'Europe, dit-il, et bandons nos muscles et nos cerveaux dans une direction nouvelle. Tâchons d'inventer l'homme total que l'Europe a été incapable de faire triompher⁶². » Bien des Africains se rallient à cette exhortation et appellent de toute leur force l'avènement d'une nouvelle conception de l'homme, de la culture et de la société. « C'est bien à une décolonisation intégrale que nous devons nous consacrer, s'écrit M. S. Touré. C'est à ce problème essentiel que nous devons le plus penser pour comprendre parfaitement la nécessité d'une totale reconversion de nos attitudes et de nos pensées et d'un total abandon de tous les aspects négatifs de nos actions, les habitudes les plus courantes⁶³. »

Mais cette ambition généreuse ne peut se réaliser du jour au lendemain. D'une part, les influences extérieures, d'origine coloniale, sont bien trop profondes pour qu'elles soient remises en cause soudainement ; autant il est aisé de les dénoncer en théorie, verbalement, autant il est difficile et douloureux de les extirper dans l'action quotidienne. D'autre part, les influences d'inspiration marxiste s'exercent avec une telle force que l'Afrique parle précisément d'un « socialisme » africain. L'attitude de refus, qui est la première réaction à ces influences extérieures, ne peut servir réellement de ligne de conduite. Dès lors, il faut s'ouvrir à celles-ci, mais pour « les assimiler sans être assimilé⁶⁴ ». Il faut recevoir ces influences pour en faire une triple synthèse au niveau politique,

61. Déclaration au IV^e Congrès de l'Union camerounaise, Ebolowa, juillet 1962, citée par L.V. THOMAS, t. II, p. 101.

62. Cf. *Les Damnés de la terre*, p. 240.

63. *Expérience guinéenne...*, p. 266.

64. Cette expression employée par Senghor avant la seconde guerre mondiale est souvent reprise dans les écrits ou déclarations des leaders africains.

économique et culturel (§ 1). Evidemment, pareille démarche n'est pas sans poser de délicats problèmes dont une appréciation s'avère nécessaire (§ 2).

§ 1. — La triple synthèse africaine .

Les Africains refusent de se laisser enfermer dans les dilemmes communisme-capitalisme, dictature-démocratie, parti unique-multipartisme. Une troisième voie est possible et les déclarations sont nombreuses qui en annoncent la direction. « Devant l'étroitesse du carcan du capitalisme et de l'athéisme soviétique, dit M. Boubou Hama, le Niger veut choisir une voie africaine possible ⁶⁵ ». Voie qui est d'ailleurs, selon M. Senghor, « une troisième révolution..., en réaction contre le matérialisme capitaliste et communiste, qui intégrera les valeurs morales, sinon religieuses, aux apports politiques et économiques des deux grandes révolutions ⁶⁶ ». En plus, ajoute M. Touré, « cette révolution consciente que nous voulons pour le profit exclusif du peuple nous permettra de démontrer la capacité africaine de participer pleinement à la vie universelle et moderne ⁶⁷ ».

La troisième voie est une synthèse tentée au niveau politique, économique et culturel, dans le respect des valeurs négro-africaines.

A. — La synthèse politique : parti unique et démocratie.

Au parti unique de type communiste et au pluralisme libéral, on oppose le parti unique africain qui cumule, dit-on, les avantages de l'un et l'autre sans les inconvénients. Le parti africain ne constitue point un organisme totalitaire servant d'instrument à la dictature du prolétariat. Il s'en distingue non seulement par les structures, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, mais aussi par la doctrine politique. Au regard de la typologie classique, le parti africain se range dans le type simplement autoritaire. Plus exactement il se rapproche beaucoup du parti créé en Turquie en 1923. En effet, le Parti républicain du peuple d'Ataturk avait été mis sur pied dans des conditions assez singulières : il s'était constitué en parti unique dans l'espoir et le but de créer les conditions pour le fonctionnement d'un régime démocratique. Il avait donc une finalité démocratique. Les tentatives faites pour assurer un pluralisme politique, avec l'encouragement d'Ataturk, illustrent la poursuite de ce but ⁶⁸. Il s'agissait donc d'un parti unique provi-

65. Cf. Discours au Congrès régional de Tillabery cité in *Chronologie politique africaine*, 1961, n° 1.

66. Cf. *Nation et voie africaine...*, *op. cit.*, p. 69. Les deux grandes Révolutions étant celles de 1789 et 1917.

67. Cf. *Expérience guinéenne...*, *op. cit.*, p. 427.

68. Cf. DUVERGER, *Les partis politiques*, p. 308-309 et *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 8^e édition, p. 394. Ces tentatives eurent lieu en 1924 (Parti progressiste), en 1930 (Parti libéral) et en 1945 (Parti démocrate). Ce dernier réussit même à triompher aux élec-

soire, absolument distinct d'un parti unique définitif. Or, la majorité des dirigeants africains ne soutiennent pas le caractère définitif du parti unique. Ils estiment que, dans les circonstances actuelles, la formule est préférable au désordre multipartisan. Elle est aussi « la chance de réaliser une démocratie adaptée aux traditions et aux institutions » des pays⁶⁹. Lorsque les Africains disent que la démocratie pluraliste est un luxe dans les pays sous-développés, cela signifie simplement qu'elle reste donc un objectif possible de l'évolution. Ce point de vue est contesté par quelques dirigeants seulement, ceux de Guinée, du Mali et du Congo qui estiment que le multipartisme est directement lié aux classes sociales et ne peut apparaître que si l'on renonce au socialisme⁷⁰.

Quoi qu'il en soit, l'attitude à l'égard des opposants distingue le parti autoritaire du parti totalitaire. Pour ce dernier, l'opposant est un ennemi irréductible qu'il faut éliminer par tous les moyens. Nulle opposition n'est tolérée sous quelque forme que ce soit, même diffuse, sur le plan philosophique, artistique, littéraire. Etant donné qu'il existe une vérité officielle détenue par le parti, personne ne peut y contredire. Le régime africain tolère au contraire une certaine indisciplinisme, une relative liberté. Au demeurant, les syndicats, les étudiants et l'armée n'acceptent pas une totale soumission au parti. Lorsque ce dernier a essayé d'outrepasser certaines limites, des réactions brutales se sont produites qui ont abouti à la destitution du chef de l'Etat et à l'écroulement du parti en cause. Enfin les oppositions se manifestent à l'intérieur du parti lui-même. Barthélémy Boganda, leader du parti unique centrafricain (M.E.S.A.N.), disait : « Nous créerons notre propre opposition à l'intérieur de notre parti⁷¹. » Point ne fut besoin de la créer car les factions et les clans étaient et restent encore les éléments dominants des institutions africaines. D'où la préférence pour la formule « parti unifié » qui réalise la conciliation entre l'unicité du mouvement et la pluralité des tendances, réintroduisant ainsi la démocratie en son sein. C'est la synthèse dialectique — donc dualiste — du Pouvoir et de l'Opposition.

B. — La synthèse économique : planification et liberté.

Dans le système communiste, les Africains apprécient essentiellement les méthodes d'action spectaculaires qui ont fait leurs

tions de 1950 et à conserver le pouvoir jusqu'à la révolte militaire de 1960.

69. Cf. Chabi MAMA, in *Développement et socialisme*, p. 46.

70. Cf. S. TOURÉ, *L'Afrique et la révolution*, p. 125 et suiv.; S.B. KOUYATE, *Les dirigeants africains...*, op. cit., p. 128 et suiv.; Editorial du journal congolais *Etumba*.

Notons que cette conception marxiste classique commence à être remise en cause en Yougoslavie où le parti unique vient de faire l'objet de critiques, cf. *Le Monde* des 8-9 octobre 1967.

71. Cité par KIRSH, « L'évolution politique des Etats membres de la Communauté », *R.J.P.O.M.*, 1960, p. 54.

preuves : planification générale de l'économie, éducation des masses, investissement humain, suppression des techniques archaïques, institutions communautaires, etc. mais ils sont très réservés à l'égard de la contrainte, de la violence, qui les accompagnent. Ils veulent donc concilier l'efficacité des techniques communistes avec la liberté occidentale dont le caractère formel et mystifiant est alors rectifié.

C'est M. Senghor qui exprime nettement cette conciliation : « Notre méthode c'est la planification selon la voie africaine du socialisme. Il ne pouvait donc être question de sacrifier une jeunesse, une génération au profit des générations futures. Il ne pouvait être question d'imposer des contraintes insupportables pour des hommes libres. Nous n'avons pas cherché à réduire la liberté individuelle, l'initiative des particuliers. Nos voies et moyens expriment notre souci d'assurer à l'homme sa protection dans le maximum de liberté. C'est pourquoi nous cherchons à convaincre, à créer l'espoir et non la peur. Ce que nous voulons, c'est faire adopter, sans traumatismes inutiles, de nouvelles règles de travail, de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles valeurs qui fassent comprendre à toute la Nation que la situation peut être améliorée, à condition que tous les citoyens acceptent une discipline librement consentie sans dogmatisme aucun ⁷². »

Après cette longue citation, il n'est pas utile d'ajouter d'autres qui aboutissent toutes aux mêmes conclusions. Qu'il suffise de noter que l'Afrique veut assurer le progrès économique et technique sans entraîner d'aliénation supplémentaire comme c'est le cas dans les principales sociétés développées ⁷³. Elle veut aussi concilier la nationalisation et le capital privé, la sauvegarde des intérêts nationaux et la garantie des intérêts de l'ex-puissance coloniale. Elle veut, en outre, que la direction générale de l'économie soit assurée par l'Etat tout en évitant les excès de la centralisation bureaucratique. Elle veut, enfin, réaliser la mobilisation des masses, mais sans mettre pied dans un engrenage basé sur la contrainte.

En conclusion, planification et liberté doivent être en rapport d'harmonie pour permettre la synthèse entre valeurs matérielles et valeurs spirituelles, entre valeurs modernes et valeurs traditionnelles dans une culture et un humanisme nouveaux, apports du continent africain à la civilisation universelle. « Notre plan de développement, ne doit pas être seulement économique ; il doit être un plan social au sens le plus large du mot : politique, économique et social, *culturel* aussi. Nous insistons sur le dernier mot ⁷⁴. »

72. Cf. *Communautés et Continents*, 1963, n° 20.

73. Les Africains sollicitent beaucoup les recherches de la sociologie industrielle ou les comportements de la jeunesse occidentale pour montrer les échecs humains des pays avancés.

74. Cf. SENGHOR, *Nation...*, *op. cit.*, p. 70.

C. — La synthèse culturelle : l'humanisme négro-africain.

La liste serait longue des conciliations que l'Afrique prétend réaliser. A la limite, il s'agit d'une synthèse globale dont il nous faut saisir l'élément directeur. L'examen des nombreuses déclarations — souvent déjà citées —, fait apparaître comme un leit-motiv la nécessité d'harmoniser tous les apports modernes avec les valeurs négro-africaines. Récapitulant les apports positifs du marxisme, du socialisme utopique et du libéralisme, le socialisme africain veut leur adjoindre les valeurs spirituelles, essentiellement celles qui découlent de la « personnalité noire » et pour M. Senghor de la « négritude ».

1. Culture noire et culture universelle.

Le socialisme est conçu comme un retour aux sources, un lien jeté entre le passé, le présent et même l'avenir, une voie de récupération des valeurs « authentiques » de la société traditionnelle en accord avec le monde moderne. Pour beaucoup, la société communautaire pré-coloniale renfermait en elle-même les idées de base (collectivisme, unanimité, palabre, absence de propriété, entraide...) aptes à féconder la pensée et l'action nécessaires à l'Afrique contemporaine. Dès lors, la synthèse consiste peut-être moins à adapter le socialisme au continent noir qu'à « moderniser le collectivisme traditionnel, dans le respect des valeurs humaines et spirituelles en s'inspirant des techniques des autres⁷⁵ ». D'où la méfiance à l'égard de l'intellectuel africain déraciné malgré lui, qui se croit « redevable de l'apport d'une culture imposée au détriment de la sienne propre » et fait le procès de la culture traditionnelle en l'appréciant selon la hiérarchie des normes établies par la culture de la puissance coloniale⁷⁶. Or il n'y a pas de synthèse possible, selon M. Touré qu'à partir de la culture noire en tant que « force solidaire en faveur d'une civilisation nouvelle qui se projette au-devant des grandes espérances humaines et se façonnera au contact de l'ensemble des courants de la pensée » car « l'avenir sera la somme des cultures et des civilisations⁷⁷ ». Il rejoint ici M. Senghor qui veut insérer son pays et l'Afrique dans « La civilisation de l'Universel... synthèse des éléments les plus féconds de toutes les civilisations⁷⁸. » Dans cette somme, l'Afrique revendique la part la plus importante

75. Cf. KANOUTE P., in *Voies africaines du socialisme* (Journées africaines, Louvain, 1963), Léopoldville, Cahiers-Documents pour l'action, Bibliothèque de l'Etoile, p. 28.

« Le socialisme, pour nous, Maliens, consiste à transposer dans les conditions matérielles de l'Afrique du xx^e siècle, la conception communautaire de notre peuple. » Rapport du secrétaire politique de l'U.S.-R.D.A., VI^e Congrès de l'U.S.-R.D.A., *op. cit.*, p. 137.

76. Cf. S. TOURÉ, *La Guinée et l'émancipation...*, p. 167.

77. *Id.*, p. 174-175.

78. Cf. *Nation...*, *op. cit.*, p. 111. Toutefois MM. Touré et Senghor se séparent sur la notion de négritude à laquelle le premier fait des reproches sévères. Cf. *L'Afrique et la révolution*, p. 188-195.

puisqu'il s'agit du contenu culturel et spirituel absent dans le communisme et le capitalisme⁷⁹.

2. Senghor et la « civilisation de l'Universel ».

Certes, tous les dirigeants africains n'élèvent pas le débat doctrinal à ce niveau de la synthèse culturelle. M. Senghor leur en fait parfois reproche en les accusant de réduire la culture à une dépendance ou un appendice de la politique, alors qu'elle « est le préalable et la fin de toute politique digne de ce nom⁸⁰ ». Il souligne que la culture contemporaine est une vaste confrontation des cultures et des civilisations d'où jaillit le socialisme africain avec tous ses caractères propres. C'est d'abord « l'organisation rationnelle de la société humaine, considérée dans sa totalité selon les méthodes les plus scientifiques, les plus modernes, les plus efficaces⁸¹ ». C'est encore « l'organisation technique et spirituelle de la société par l'intelligence et le cœur⁸² ». Enfin et mieux encore « le socialisme est la méthode qui met les recherches et les techniques — politiques, économiques, sociales et culturelles — au service de la socialisation pan-humaine, de la civilisation de l'Universel. C'est l'humanisme des temps contemporains⁸³ ».

Tout en faisant les concessions nécessaires au progrès matériel, aux techniques, au développement économique, la pensée de M. Senghor reste dominée par les éléments spirituels ou valeurs. Car « ce sont ces *valeurs*, singulièrement les *valeurs culturelles* du cœur, qui constitueront les apports des nègres nouveaux, au rendez-vous du donner et du recevoir : au courant convergent de socialisation, pour tout dire au *socialisme* rectifié⁸⁴ ». C'est pourquoi l'Afrique doit dénombrer les valeurs de la négritude dans la rencontre avec le Christianisme, l'Islam, le Marxisme, le Socialisme utopique et le Libéralisme, sources auxquelles M. Senghor s'abreuve.

Ayant d'abord subi profondément l'influence chrétienne dès l'école primaire, M. Senghor l'accentuera encore par la lecture de Péguy, Mounier, Claudel et bien d'autres auteurs catholiques. Mais c'est surtout Teilhard de Chardin qui imprimera définitivement à la pensée du leader sénégalais la vision universaliste ainsi que le

79. « Le paradoxe de la construction socialiste dans les pays communistes, en U.R.S.S. du moins, est de ressembler de plus en plus à la construction capitaliste des Etats-Unis d'Amérique, à l'American way of life, avec hauts salaires, frigidaires, machines à laver, postes de télévision. » SENGHOR, *Nation...*, p. 67.

80. Cf. *Nation...*, p. 107 : « A quoi servirait, ajoute-t-il, l'élévation du niveau de vie de nos masses si elle n'était accompagnée de celle du niveau de culture ? A quoi servirait l'élévation du pouvoir d'achat si c'est pour le confort du ventre et des fesses ?... » (*id.*)

81. Cf. *Développement et socialisme*, p. 12.

82. Cf. *Théorie et pratique du socialisme sénégalais*, p. 83.

83. *Pierre Teilhard de Chardin...*, *op. cit.*, p. 63.

84. *Id.*, p. 33. Souligné par M. Senghor lui-même.

goût des synthèses. Il lui permet notamment de transcender l'antagonisme du matérialisme et du spiritualisme, de garder les apports positifs du socialisme tout en légitimant sa foi⁸⁵. Du Marxisme, M. Senghor retient l'apport positif suivant : la théorie économique, la méthode dialectique et la philosophie humaniste, c'est-à-dire une conception incarnée de l'homme basée sur les déterminations matérielles et sociales⁸⁶. « Le mérite essentiel de Marx, dit-il, n'est pas d'avoir enseigné l'Economie politique, comme on pourrait le croire, mais l'Humanisme, de nous avoir révélé l'Homme dans et par-delà l'Histoire économique des hommes concrets, avec leurs besoins — matériels et spirituels —, leurs aliénations, leurs luttes, leur triomphe futur dans la liberté retrouvée⁸⁷. » Sa faiblesse est d'avoir voulu se passer de Dieu et de l'âme qui sont réintroduits grâce à Teilhard de Chardin et à l'apport du socialisme français. « Nous sommes pour une voie moyenne, pour un socialisme démocratique (...) qui renoue avec le vieux courant éthique des socialistes français (...). Dans la mesure où ils sont idéalistes, ils répondent aux exigences de l'âme négro-africaine⁸⁸. » Ayant ainsi rassemblé les éléments féconds venus de plusieurs horizons mais ordonnés autour de la négritude, M. Senghor conclut : « Notre socialisme est la synthèse entre les principes généraux, communs à tous les socialismes et les meilleurs éléments de la tradition africaine⁸⁹. » Que faut-il penser de pareille synthèse ?

§ 2. — Appréciation.

A première vue on ne peut que louer les efforts faits par l'Afrique pour dégager une doctrine originale tenant compte de toutes les données, passées et présentes. Mais, l'ambition n'est-elle pas trop vaste et ne recèle-t-elle pas quelque ambiguïté surtout en voulant effectuer la synthèse d'éléments aussi hétérogènes que des religions, des idéologies politiques et des techniques éloignées dans le temps comme dans l'espace ?

Toute synthèse supposant une analyse préalable ou plutôt un inventaire, puisqu'il s'agit de civilisations dont on veut faire un bilan, il faut se demander si cet inventaire est possible, notamment lorsqu'il s'agit du passé africain. Ensuite, une fois l'inventaire, fait, comment se déroule la synthèse elle-même, c'est-à-dire le choix des éléments retenus ? Enfin quel est le résultat total de l'opération ?

A. — L'inventaire.

Il est aisé de s'accorder avec M. Senghor lorsqu'il affirme que le socialisme africain nécessite un triple inventaire au niveau de

85. Cf. *Nation...*, *op. cit.*, p. 66.

86. *Id.*, p. 53.

87. Cf. *Teilhard de Chardin...*, *op. cit.*, p. 23.

88. Cf. *Nation...*, p. 67-68.

89. Cf. Message à l'Internationale socialiste en septembre 1964.

la civilisation traditionnelle, de la rencontre entre elle et la civilisation moderne, des ressources économiques⁹⁰. Laissons de côté ce dernier inventaire puisqu'il n'est après tout qu'un problème de bonnes statistiques donc de bonnes administrations économiques, pour nous attacher aux deux premiers qui, eux, dépendent de facteurs tout autres.

1. S'agissant de la connaissance de la civilisation traditionnelle, du passé, nous avons déjà noté qu'elle est une des premières revendications africaines. Elle constitue le point d'appui d'un vaste mouvement qui remet en cause l'idée — bien établie en Occident — selon laquelle le continent noir n'est pas apte à la civilisation. D'où un retour aux sources pour arracher le passé à la « nuit coloniale » car « pendant des siècles, depuis le xv^e siècle, l'histoire des Nègres leur a été brutalement confisquée au profit de leurs maîtres européens » et, ajoute M. Ki-Zerbo⁹¹, « notre désir est d'étudier notre histoire et de redresser celle qui a été faite sans nous et contre nous ». Cette phase est nécessaire pour entreprendre la seconde qui est l'insertion dans le monde actuel : « Le Nègre, dit M. Anta Diop, doit être capable de ressaisir la continuité de son passé historique national, de tirer de celui-ci le bénéfice moral nécessaire pour reconquérir sa place dans le monde moderne⁹². »

Ce légitime retour aux sources a toutefois tendance à être un retour mythique au passé, pour y aller quérir toutes les anciennes institutions présentant quelque analogie avec les institutions modernes de type socialiste. Si les ethnologues et les historiens évitent⁹³ de telles transpositions ou établissent des comparaisons avec précaution, les dirigeants politiques tranchent sans nuance. De fait, qu'il s'agisse des modes d'organisation politique, des régimes de production et de la propriété, des rapports sociaux, ils n'hésitent pas à déclarer que la tradition ancestrale offre toutes les ressources nécessaires à la construction d'un monde moderne, singulièrement d'un monde socialiste. Se faisant leur porte-parole et citant des ouvrages comme *La Philosophie bantoue*, du R.P. Tempels⁹⁴, *Dieu d'eau*, de Marcel Griaule⁹⁵, *Les contes de l'ouest africain*, de Roland

90. Cf. *Nation...*, p. 70.

91. Cf. « Histoire et conscience nègre », *Présence africaine*, XVI, p. 53. Voir sur cet aspect du problème M. J. HERSKOVITS, *L'Afrique et les Africains*, Paris, Payot, 1965, 317 p. (notamment le chap. XIII « Redécouverte et intégration : la religion et les arts », p. 263-281 et le chap. XIV « Redécouverte et intégration : à la recherche des valeurs », p. 282-298).

92. Cf. *Nations nègres et cultures*, 2^e éd., p. 349.

93. Et encore pas toujours. Voir par exemple l'ouvrage précité de Cheik Anta Diop ainsi que celui de Charles DE CRAFT-JOHNSON, *African Glory-the story of vanished negro-civilisation*, Londres 1954 et William CONTON, *West Africa in history*, Londres 1961.

94. Paris, *Présence Africaine*, 1945.

95. Paris, Editions du Chêne, 1948.

Colin⁹⁶, M. Senghor dit : « Nous y apprendrions que la société négro-africaine est une société collectiviste, plus exactement communautaire, parce que formée d'une communion d'âmes plus que d'une agrégation d'individus. Nous apprendrions que nous avions déjà réalisé le socialisme avant la présence européenne⁹⁷. »

Or cette perspective est contestable. D'une part, un vrai bilan reste à faire sur le passé ; c'est depuis peu de temps seulement que les études menées par les chercheurs africains et étrangers commencent à lui restituer sa vraie physionomie. D'autre part, même si de grandes analogies apparaissent entre certains aspects ancestraux et modernes, il convient d'éviter les confusions et les amalgames, d'éviter de baptiser d'un même nom des institutions qu'il y a lieu d'analyser indépendamment. Identifier la palabre africaine avec le jeu démocratique (Senghor), la propriété clanique avec les coopératives (Dia), le régime des terres avec le collectivisme (Touré) est une conclusion à priori qui précède et empêche toute analyse réelle des problèmes. C'est M. N'Krumah, dont pourtant le « consciencisme⁹⁸ » ne contribue guère à éclairer l'idéologie africaine, qui met en garde contre cet inventaire idyllique. « Aujourd'hui, dit-il, le terme socialisme africain comporte l'idée d'une société africaine traditionnelle sans classes, animée d'un esprit humaniste, dont ce terme traduit la nostalgie. Une pareille conception du socialisme fait un fétiche de la société communautaire africaine. Mais une société africaine idyllique, sans riches et sans pauvres, où chacun aurait vécu sereinement, constitue certainement une simplification superficielle ; nous n'avons de l'existence d'une telle société aucune preuve historique, ni même anthropologique. Je crains que la réalité de la société africaine n'ait été un peu plus sordide⁹⁹. »

2. L'inventaire de la rencontre des civilisations relève essentiellement de la sociologie. Or les difficultés de l'approche sociologique en Afrique noire sont nombreuses. M. Balandier qui a ouvert de nouvelles perspectives dans cette voie, constate que si les études consacrées aux changements sociaux et aux phénomènes dit « d'acculturation » dans les pays sous-développés, se sont multipliés, le déséquilibre reste incontestable entre le nombre de matériaux rassemblés et le degré d'élaboration atteint grâce au « traitement » imposé à ces faits¹⁰⁰. L'auteur relève alors les graves insuffisances qui affectent les recherches réalisées en Afrique noire par les spécialistes des sciences sociales. Ces recherches n'ont pas tenu compte de la « situation coloniale » en tant que conjoncture particulière,

96. Paris, Présence Africaine, 1957.

97. Cf. *Nation...*, p. 71.

98. Cf. *Le Consciencisme*, Paris, Payot, 1965, 175 p.

99. Cf. Rapport au séminaire du Caire (24-29 octobre 1966) sur le thème « Révolution nationale et sociale en Afrique », cité in *Nouvelle Revue Internationale*, mars 1967, p. 161.

100. Cf. G. BALANDIER, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, P.U.F., 1963, 2^e édition, p. iv.

imposant une certaine orientation aux agents et processus de transformation ; elles n'ont pas fait un effort critique interne pour empêcher les risques d'une observation trop unilatérale ; enfin ces recherches de nature anthropologique n'ont pas utilisé suffisamment les apports d'autres disciplines : l'histoire de la colonisation, l'économie, le droit, la science politique, la sociologie, la psychologie¹⁰¹. Nous avons déjà remarqué dans l'introduction de cette étude, que ces difficultés tiennent aussi bien aux chercheurs qu'aux méthodes de recherche et à l'objet même de la recherche. En outre, la rencontre des civilisations en Afrique est assez récente et n'échappe guère au jugement politique, quelque précaution que l'on prenne. Le choc de la colonisation et du capitalisme sur le continent commence à peine à échapper aux appréciations subjectives pour devenir un champ d'investigations plus scientifiques, plus neutres où l'orientation de la recherche est moins de soutenir une thèse politique que d'établir un bilan serein. L'irruption du marxisme en Afrique a donné naissance à des études aussi nombreuses que passionnées. La polémique prédomine largement sur l'analyse lucide car les auteurs veulent prouver des résultats opposés : pour les uns — la majorité — le contact ne peut être qu'une destruction violente des structures sociales, de la personnalité et de l'âme africaines ; pour d'autres, le contact ne peut être qu'harmonieux car il existe déjà des structures d'accueil auxquelles il faut simplement restituer de nouvelles dimensions.

Il est évident alors que l'inventaire de cette rencontre est essentiellement fonction de l'option politique : selon le cas, l'accent sera mis sur un aspect ou l'autre, pour montrer que le devenir africain est, soit dans la voie libérale, soit dans la voie socialiste. Certes, cela ne contredit pas le projet global des africains qui est le choix des éléments de l'une et l'autre voies dans une synthèse originale. Mais ce choix est-il aisé ? Est-il possible ?

B. — Le choix.

L'ambition africaine, après avoir établi un inventaire, est de choisir raisonnablement les éléments positifs recensés. Mais un tel point de vue ignore les leçons de l'histoire qui montrent que les progrès se font, peut-être, davantage par rupture que par conciliation ; il surestime aussi les possibilités de contrôle de l'évolution sociale par l'homme. Dire que l'on peut choisir et prendre tel élément et telle valeur d'une société donnée pour les transposer dans une autre, n'est-ce pas une naïveté ou une vue de l'esprit ? L'on s'étonne donc de rencontrer cette affirmation chez les dirigeants

101. *Ibidem*, p. 3 et suiv. Dans un ouvrage récent, M. BALANDIER propose une nouvelle approche des sociétés et des phénomènes politiques africains au moyen d'une nouvelle discipline, « l'anthropologie politique », dont il essaie de dégager l'objet, les méthodes et les résultats actuels (cf. *Anthropologie politique*, Paris, P.U.F., 1967, 240 p.).

africains, plus particulièrement chez M. Senghor dans la pensée duquel elle constitue le fil directeur. Que l'on en juge :

— Choix dans le passé. « Dans cette perspective, nous commencerons par retourner aux sources ouest-africaines, négro-africaines et berbères pour nous y abreuver longuement... à partir de là, nous ferons un *choix* ¹⁰². »

— Choix dans les religions. « L'Islam et le Christianisme nous ont proposé des valeurs spirituelles de remplacement... Ces religions, il nous appartient, quand nous les avons *choisies*, de les adapter à nos conditions historiques, sociologiques ; il nous appartient de les négrier ¹⁰³. »

— Choix dans l'apport européen. « Elle (la pensée africaine) *choisira*, parmi les méthodes, institutions, techniques de l'Occident — et d'ailleurs — les plus scientifiques, les plus modernes, surtout les plus efficaces ¹⁰⁴. »

— Choix dans l'apport marxiste. « Nous avons un *choix* à faire dans notre dernier *choix*. Tout n'est pas à prendre dans le socialisme scientifique et surtout pas son matérialisme athée... ¹⁰⁵ »

Bref, la synthèse consiste à accepter la technique occidentale mais à rejeter la philosophie, les modes de vie et de pensée de l'Occident — libéral ou communiste — dominés par les valeurs matérielles ¹⁰⁶. Cependant, comme le remarque fort sévèrement mais assez justement M. Meister, ce « human engineering » veut ignorer la correspondance qui existe dans toute société entre valeurs et formes et niveaux techniques, et pense pouvoir manipuler les sociétés de la même façon que le chimiste dose les produits qu'il met dans son éprouvette. Il ajoute que « nos connaissances sur les sociétés sont encore bien trop rudimentaires pour permettre de telles manipulations et, dans le cas présent, d'introduire à volonté des éléments modernes dans les sociétés traditionnelles sans que ces éléments affectent et même détruisent ceux que les manipulateurs jugent désirables de conserver ¹⁰⁷ ».

En fait, la synthèse ne peut être effective qu'au détriment des éléments en jeu : ou bien l'élément traditionnel est davantage sacrifié au détriment de l'autre, c'est alors la voie révolutionnaire qui l'emporte ; ou bien c'est l'inverse, c'est alors la voie conservatrice ou réactionnaire qui triomphe ; ou bien enfin — et c'est ici le cas — il s'élabore un mélange, une doctrine synchrétique dont les

102. Cf. *Nation...*, p. 111-112. C'est nous qui soulignons, ici et plus loin, l'expression *choix*.

103. *Idem*.

104. Cf. *L'unité africaine*, 3 avril 1963 et aussi *Développement et socialisme*, p. 12.

105. Cf. *Nation...*, p. 112.

106. « La culture, dit M. Senghor, qui aujourd'hui forge une méthode pour l'Afrique noire est celle qui permet d'emprunter la science au communisme et au capitalisme, et la poésie et la philosophie à l'Afrique. » Cité in *Présence Africaine*, 4^e trimestre 1963, p. 58.

107. Cf. *L'Afrique peut-elle partir ? op. cit.*, p. 222.

traits sont assez confus, mais dont la fonction politique est plus aisée à percevoir.

C. — Le résultat de la synthèse : une idéologie syncrétique.

La lecture des textes relatifs au socialisme africain se révèle dans l'ensemble décevante. Confus, broyant des thèmes imprécis, réservé à une élite et en tout cas incapable de servir d'idéologie de mobilisation des masses, le « socialisme africain » est en passe de devenir un instrument de mystification qui cache assez mal un vide idéologique inquiétant.

1. La plupart des auteurs qui traitent des doctrines professées par les dirigeants africains sont unanimes à reconnaître leur caractère confus.

Pour les auteurs marxistes, cette confusion procède à la fois d'une obscurité et d'un obscurcissement du socialisme scientifique. Obscurité d'abord, parce que souvent les dirigeants africains n'ont pas lu ou mal lu Marx et les grands auteurs¹⁰⁸ dont la compréhension est d'autant plus mutilée qu'ils tentent de les « africaniser ». Obscurcissement ensuite et surtout, parce qu'encore une fois nous sommes en présence d'une entreprise volontaire d'altération du marxisme. Craignant son succès au niveau populaire et cherchant une parade, on élabore des idéologies mystifiantes qui sont autant d'arbres empêchant de voir la forêt. Selon Osende Afana, certains idéologues bourgeois et petits bourgeois africains essaient ainsi de gagner la confiance du peuple pour mieux défendre leurs intérêts et ceux des impérialistes¹⁰⁹.

D'autres auteurs, non engagés politiquement, relèvent aussi cet aspect obscur et parlent de « l'expression avortée d'une idéologie africaine », précisément parce qu'elle emprunte beaucoup à l'étranger mais sans arriver toujours à dépasser le stade de dissertations confuses et désordonnées¹¹⁰. Les Africains, eux-mêmes, se rendent compte de ce défaut. D'où la remarque suivante de M. D'Arbousier : « On s'est contenté souvent de recopier des doctrines d'ailleurs, de rejeter au lieu de créer¹¹¹. » Ou encore ce jugement d'une

108. Cf. L'intervention du représentant tchèque au Colloque de Dakar sur le socialisme, in *Développement et socialisme*, p. 412.

109. Cf. O. AFANA, *L'économie de l'Ouest africain*, op. cit., p. 206.

Sur l'appréciation de l'idéologie africaine par les marxistes, voir en plus de l'ouvrage précité : Y. POTIEKHINE, « Observations sur le socialisme africain », *Recherches Internationales, Afrique noire*, Moscou, 1961, n° 20 ; *Des Africanistes russes parlent de l'Afrique*, Paris, *Présence Africaine*, 1960 ; R. DUNAYEVSKAYA, « Socialismes africains et problèmes nègres », *Présence Africaine*, 4° trimestre 1963, p. 49-64 ; R. BARBE, *Les classes sociales en Afrique noire*, Paris, 1964 ; J. WODDIS, *L'avenir de l'Afrique*, Paris, Maspéro, 1964.

110. Cf. Rapport de M. Mabileau au Colloque sur les régimes politiques des nouveaux Etats, F.N.S.P. — C.E.R.I., 1963 et la contribution du même auteur, in MABILEAU A. et MEYRIAT J., *Décolonisation et régimes politiques en Afrique noire*, Paris, Colin, 1967.

111. Cf. *Développement et socialisme*, p. 83.

ironie féroce extrait d'un éditorial d'un journal ghanéen : « L'orientation socialiste ne signifie pas qu'on prêche un salmigondis de pragmatisme additionné d'humanisme assaisonné de métaphysique, le tout plâtré d'idiosyncrasies et présenté comme un socialisme africain ¹¹². »

2. Ce caractère confus est lié au verbalisme qui est peut-être le défaut majeur des responsables politiques. A cet égard, le colloque tenu à Dakar du 3 au 8 décembre 1962, avec pour tâche de préciser les diverses voies africaines vers le socialisme, représente un modèle du genre. Après la lecture d'une cinquantaine d'interventions, on se demande toujours en quoi consiste le socialisme, tant la notion s'est diluée dans des directions aussi nombreuses que vagues. M. Hamon fit remarquer qu'il arrive en Afrique pour le socialisme ce qui arrive en Europe pour la démocratie : sa victoire sentimentale est si totale que tout le monde se prévaut de ce nom ¹¹³. En outre, si l'on veut caractériser le socialisme par le souci de l'homme ou par le souci du bien-être général, ces caractères ne sont propres ni à la voie africaine, ni même au socialisme. D'autres interventions furent plus sévères, telle celle du Tchèque Vaclav Oplustil qui lança l'avertissement suivant : « Défendre la cause du socialisme par la parole, cela peut être facile. La réaliser, c'est le combat de chaque jour à mener... Ceux qui utilisent le mot socialisme seulement pour faire du verbalisme iront se persuader, eux-mêmes, que cette étrange conception du socialisme est prédestinée à échouer ¹¹⁴. »

En effet, même lorsque la formulation s'efforce d'être rigoureuse, comme chez M. Senghor, l'analyse demeure encore largement au plan des intentions. Il y a bien synthèse, mais une synthèse... littéraire. Par exemple, pour lui, le socialisme est conçu comme une méthode de développement, mais la planification sénégalaise n'a jamais déterminé avec précision les objectifs à atteindre et surtout les moyens à mettre en œuvre. Reprenant les techniques françaises de planification souple avec incitations budgétaires et fiscales, la méthode de développement reste nettement en-deçà des nécessités d'une voie socialiste. Les mêmes incertitudes et insuffisances se manifestent à propos du dilemme agriculture-industrie, de la réforme des structures, du problème agraire, de la promotion des institutions communautaires, de l'investissement humain, etc.

De façon générale, l'Afrique se borne à proclamer des principes, souvent généreux, sans instaurer les conditions concrètes permettant de les garantir. M. Ben Yahmed, directeur de l'hebdoma-

112. Cf. *L'Étincelle* du 29-12-1962, cité par J. WODDIS, *L'Avenir de l'Afrique*, p. 20.

113. Cf. *Développement et socialisme*, p. 146.

M. Adoum nota pour sa part que « s'il existe un mot dont nul n'a le droit de réduire le sens aux maigres dimensions d'une vulgaire et trompeuse chanson d'amour, c'est bien celui du socialisme », p. 111.

114. *Id.*, p. 413.

daire *Jeune Afrique*, après avoir reproché aux régimes africains de galvauder le socialisme, estime plus sage de parler d' « une politique de gauche » dont il essaie de donner une définition à la fois théorique et concrète¹¹⁵. Malheureusement, il tombe dans l'erreur même qu'il dénonce. Elaborer une définition vague et fixer sept objectifs sans faire l'inventaire exact des moyens permettant de les atteindre, ne constitue pas encore « une politique ». C'est encore rester au plan des intentions. Et l'enfer...

3. D'ailleurs, « une politique » suffira-t-elle à entraîner la mobilisation populaire qui seule permettra le décollage des pays africains ? Cela semble bien douteux. En tout cas, la grande faiblesse de l'idéologie africaine actuelle, dans la mesure où elle est élaborée, c'est qu'elle reste incompréhensible pour l'immense majorité des populations. En tant que synthèse d'apports divers et complexes, elle n'est accessible qu'à une petite minorité de gens, la catégorie dirigeante actuellement au pouvoir. Pour devenir une idéologie de développement, « le socialisme doit donc cesser d'être une floriture de l'esprit pour quelques-uns de nos intellectuels », selon la remarque faite au Colloque de Dakar en 1962¹¹⁶.

On peut légitimement s'interroger sur la fonction du socialisme africain. En réponse à cette interrogation, M. Meister estime qu'il s'agit simplement d'une arme aux mains des classes dirigeantes et il avance plusieurs arguments qui semblent difficilement contestables¹¹⁷.

— D'abord, en affirmant que les valeurs traditionnelles et les valeurs modernes ne sont pas contradictoires et même qu'elles sont finalement en harmonie, le socialisme africain permet d'éviter ou de repousser à plus tard le conflit entre ces valeurs et l'histoire.

— Ensuite, à l'exception des quelques institutions dirigistes, le socialisme africain semble surtout utile pour masquer la permanence du libéralisme économique.

— Enfin, en assurant la paix sociale au niveau national et en

115. Définition théorique : « Une politique de gauche ou politique progressiste est celle qui fait passer l'intérêt public avant l'intérêt privé, qui a pour objectif de rechercher et de réaliser dans une société donnée le maximum de justice sociale. »

Définition concrète : « Une politique de gauche est celle qui entreprend de réaliser les sept objectifs suivants :

1. — La généralisation et la démocratisation de l'enseignement ;
2. — Le minimum assuré à tous ;
3. — Un régime fiscal de progrès ;
4. — La nationalisation des principaux secteurs publics ;
5. — La démocratie politique, syndicale, municipale et culturelle ;
6. — Le refus de la satellisation à un pays ou à un groupe de pays ;
7. — Le rejet de l'anticommunisme. »

116. Cf. M. ADJOU, in *Développement et socialisme*, p. 68.

117. Cf. *L'Afrique peut-elle partir ?* p. 327 et suiv. L'auteur juge plus sévèrement encore le « socialisme africain » du point de vue économique en disant qu'il permet l'installation dans le sous-développement (p. 329).

réduisant les aspirations populaires à l'égard d'un développement problématique, il permet l'installation de nouvelles classes dirigeantes.

Qui trop embrasse mal étreint, dit la maxime. C'est le destin du socialisme africain d'être vague en essayant d'être une sorte de carrefour. A vouloir faire son plein de doctrines diverses, dans le but de faire échec au marxisme, l'Afrique révèle finalement un certain vide idéologique. D'ailleurs, hormis le Sénégal, la Guinée, le Mali et le Congo, les autres Etats s'intéressent peu aux débats doctrinaux. L'anecdote suivante est révélatrice : les adversaires du P.S.D. (Parti socialiste démocrate) à Madagascar aiment ironiser sur son sigle en l'appelant Parti Sans Doctrine ; loin d'en être affecté le P.S.D. se flatte au contraire de n'avoir aucune conception idéologique précise ¹¹⁸.

118. Cf. journal *Lumière*, du 30-11-1962.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

L'aboutissement de l'évolution politique est donc un parti unique dont les caractères demeurent encore flous. Notre étude a essayé de cerner cette institution en comparant sa structure et son idéologie avec celles d'autres formes de parti unique. En nous interrogeant notamment sur sa nature, au regard de la typologie classique, la conclusion ne fait pas de doute : le parti unique n'est pas totalitaire. Peut-être moins par volonté que par possibilité. En effet, si sa structure et son idéologie avaient la fermeté et la cohérence suffisantes, il aurait tendu à devenir totalitaire (le mot étant entendu dans un sens non péjoratif).

A une certaine époque, le Parti démocratique de Guinée et l'Union soudanaise s'étaient engagés sur cette voie, poussés par les événements extérieurs (rupture avec la France et la « Communauté » pour l'un, éclatement de la Fédération du Mali pour l'autre). Mais l'évolution s'est bloquée, parce que ni l'un ni l'autre n'ont voulu ou pu tirer toutes les conséquences de leur rupture avec l'Ouest et de leur rapprochement avec l'Est ; pour aller jusqu'au bout il aurait fallu transformer totalement la structure et la doctrine des partis pour en faire des partis d'avant-garde dotés d'une idéologie marxiste et non des mouvements de masses à idéologie « spécifique » et confuse.

Le recul manque encore pour permettre un jugement net sur le parti unique africain. Toutefois, les indices relevés précédemment montrent qu'il se profile derrière lui une stratification sociale avec l'apparition d'une catégorie dirigeante reconnaissable à quelques traits. Dans sa composition, cette catégorie réunit la caste politique, c'est-à-dire les dirigeants du parti, du syndicat et des autres organisations, les hauts fonctionnaires, les dirigeants et cadres des entreprises publiques, les professions libérales, les patrons et cadres des entreprises commerciales ou industrielles. Toute cette classe jouit d'un haut niveau de vie, de nombreux avantages en nature ; elle ne dispose pas toujours de moyens de production¹, mais elle dispose d'une fraction importante du revenu national et des surplus. De

1. Soit parce qu'ils sont partiellement aux mains d'étrangers, soit parce qu'il y a eu nationalisation.

plus en plus, les contradictions apparaissent entre ces privilégiés et les autres couches de la population qui en prennent conscience. Il est en effet significatif de constater que lors des manifestations populaires qui ont entraîné la chute de certains régimes, la foule s'est souvent dirigée vers les quartiers résidentiels et les villas des ministres et des responsables politiques. Il en fut ainsi même en Guinée, en novembre 1961, et plus récemment au Mali en août 1967. Ceci amène les observateurs à parler d'une « bourgeoisie de la fonction publique » dont l'assise socio-économique la distingue de la bourgeoisie classique, mais dont la fonction est finalement identique. Est-ce donc le début d'un processus bien connu de stratification sociale, mais dans un contexte assez original qui fait la spécificité du continent noir ? Nos développements tout au long de cette troisième partie suggèrent une réponse affirmative. Cependant, ils ne sont pas suffisants pour être convaincants. Seules des monographies à propos de chaque pays peuvent établir la réalité de la gestation de structures de classes avec les conflits qui leur sont inhérents.

En attendant, constatons que les structures et l'idéologie des partis africains ne sont pas capables actuellement d'engendrer des régimes totalitaires. Elles ont seulement engendré des régimes autoritaires qui entravent les libertés politiques, sans assurer encore un réel progrès économique. L'on s'étonne donc de l'excessive sévérité des condamnations portées par les dirigeants africains à l'encontre des régimes communistes qui ont, au moins, le mérite d'une certaine efficacité économique.

CONCLUSION GENERALE

L'objet de cette étude était d'examiner l'évolution politique intervenue en Afrique noire d'expression française qui a débouché à peu près partout sur des régimes de parti unique. Cette évolution ne pouvait être comprise qu'en analysant les forces qui en sont les moteurs et généralement les bénéficiaires. Or il est remarquable de noter qu'un même schéma général se retrouve dans les pays étudiés ici : dotés au départ d'un régime multipartisan, la plupart des Etats vont procéder à une réduction du nombre des partis, selon des procédés pacifiques ou coercitifs et en suivant plusieurs étapes. Ce cheminement, à lui seul, suffirait à caractériser, à donner un trait propre au continent noir.

Mais c'est surtout le résultat de l'évolution qui semble plus original. Pour certains observateurs et pour les responsables politiques africains, il y a apparition d'une nouvelle institution : le parti unique africain. Selon M. Aron¹, ni la formule totalitaire, ni la formule libérale ne répondent exactement aux besoins des Etats dont les peuples manquent de cohérence, de conscience d'une vocation commune. En effet, dit-il, la formule totalitaire donnerait à la conscience politique un contenu plus idéologique que national, tandis que la formule libérale laisserait libre cours à toutes les forces centrifuges. Dès lors le parti unique sans contenu idéologique ou avec un contenu plus national qu'idéologique serait la formule intermédiaire utilisable et utilisée par l'Afrique.

Toutefois cette troisième voie est pour le moins incertaine, tant dans sa conception que dans ses résultats pratiques. Il est certes possible, comme le remarque M. Balandier², que l'Afrique soit porteuse de structures inédites et que son évolution impose de diversifier les moyens d'analyse, d'accepter le dépaysement des concepts et des modèles théoriques ainsi que leur adaptation pour saisir les formules neuves secrétées par un continent entier rendu à la vie politique par la décolonisation. Ceci n'empêche pas de cons-

1. Cf. R. ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, p. 377.

2. Cf. B. BALANDIER, « Problématique des classes sociales en Afrique noire », *Cahiers internationaux de Sociologie*, t. XXXVIII, 1965, p. 142.

tater qu'actuellement l'évolution est arrivée à une sorte d'impasse : un parti dont ni le contenu, ni le rôle, ni la doctrine ne répondent réellement aux espoirs mis en lui.

Le parti et son assise nationale.

La première raison justifiant l'instauration du parti unique en Afrique est la nécessité de l'intégration nationale. Cette raison repose elle-même sur deux éléments dont l'un est d'ordre sociologique : le caractère communautaire de la société africaine, l'autre d'ordre politique : l'édification d'une nation véritable. Sous couvert de communautarisme, les régimes politiques africains nient l'existence des classes sociales qui servent de base aux partis, par conséquent au multipartisme. Sous couvert de l'édification nationale, ils nient toute expression aux autres divisions, naturelles ou non, de la société, car elles mettent en péril la Nation qui n'existe pas encore et doit faire l'objet d'un effort quotidien.

1. Cette justification n'est pas sans valeur et il faut reconnaître que, dans l'ensemble, le parti a été et reste, malgré tout, l'artisan de ce minimum de conscience nationale sans lequel les nouveaux pays sont menacés de dislocation de façon permanente. Les exemples du Congo et du Nigéria illustrent tragiquement les faiblesses de l'intégration nationale et leurs conséquences. Il est, en effet, nécessaire qu'une force centripète incarne, même assez artificiellement, l'idéal national et s'oppose aux courants centrifuges qui se donnent libre cours. Les partis ont été cette force en Afrique noire d'expression française ; ils ont empêché tout démantèlement dans l'un quelconque des quinze Etats étudiés ici, en se constituant gardiens des frontières nationales dans les limites artificielles héritées de la colonisation. En somme, il faut convenir que l'intégrité géographique ou intégration horizontale est à l'actif du parti unique. Les clivages régionaux ou ethniques demeurent, mais ils ne constituent plus une menace constante de dissolution pour le pays ; ils se contentent de jouer au sein du parti qu'ils empêchent ainsi de devenir un bloc cohérent et monolithique.

2. Il n'en est pas de même au second niveau d'intégration : l'intégration verticale, c'est-à-dire les relations entre les différentes couches sociales de la nation. Sur ce plan, il y a lieu de relever l'écart entre les prétentions des régimes politiques et les réalités que l'on peut observer. Depuis l'indépendance, le parti unique africain se présente comme un « parti-nation » chargé de mobiliser l'ensemble du peuple afin d'assumer les conséquences de l'émancipation, en réunissant en son sein tous les cadres ainsi qu'une fraction importante de la population à titre d'adhérents. Il prétend que son implantation s'étend non seulement à tout le territoire, mais aussi à tous les groupes sociaux qui l'habitent. Les chiffres et les pourcentages relatifs aux élections, à l'organisation du parti sont alors mis en avant comme preuve du caractère national et populaire de l'institution.

En vérité, affirmer être un parti-nation et un parti du peuple entier en arguant de chiffres et de pourcentages, c'est faire la part trop belle aux statistiques et commettre, volontairement ou non, une grave erreur d'appréciation. L'appartenance au parti signifie rarement que le militant et à fortiori l'adhérent épousent l'action ou la doctrine (si elle existe) politique du parti. On peut donc affirmer que ce parti, qui revendique souvent la moitié ou plus de la population adulte parmi ses membres, est à la recherche d'adhérents et de militants. Il ne s'agit guère d'un paradoxe si l'on veut conserver à l'adhésion et au militantisme un minimum de signification. Il est donc faux de prétendre que le parti unique africain unit en son sein toutes les catégories sociales, surtout que son noyau constitutif correspond à une couche sociale relativement déterminée.

En effet, son assise sociale a eu tendance à se rétrécir de plus en plus pour ne concerner que les zones citadines et les catégories qui constituent économiquement le secteur tertiaire (fonction publique, professions libérales et cadres) et socialement la nouvelle couche privilégiée. Dans les régimes actuels, le parti est en voie de devenir un « instrument de domination sociale³ » que l'élite peu nombreuse qui régent la vie politique peut être tentée d'utiliser, consciemment ou non, pour faire du pouvoir une chasse gardée, pour perpétuer les privilèges matériels que lui procure aujourd'hui l'occupation des postes dirigeants. Toutefois cette élite n'est pas encore suffisamment homogène, notamment du fait de l'absence d'une idéologie commune. Elle comporte des tendances diverses qui s'appuient aisément sur des différenciations régionales ou ethniques dont la résurgence joue toujours lors des affrontements politiques. Il en résulte que le parti africain n'est pas unique, mais « unifié » ou encore il est une union de clans dont la solidité ne peut faire illusion. Sa chute rapide, et, par certains côtés, lamentable dans quelques pays, les menaces qui pèsent sur lui dans d'autres, posent de manière cruciale le problème de la stabilité politique du continent noir.

L'organisation du parti et de l'Etat.

La seconde raison justifiant le parti unique se rattache aux nécessités de la construction d'un Etat. Théoriquement l'argument est d'une logique indiscutable. Les nouveaux pays accèdent à l'indépendance sans avoir, ni les cadres étatiques, ni les hommes suffisants pour en assumer l'exercice. Il convient dès lors que les cadres et les hommes du parti servent de points d'appui à l'édification des

3. Cf. les déclarations déjà citées des responsables maliens consécutives à la dissolution du Bureau politique de l'Union soudanaise. On peut rappeler aussi ces propos de M. Chabi Mama, ex-secrétaire du Parti dahoméen de l'unité : « Nous devons éviter à tout prix de devenir un club de mandarins, puissants et craints, mais haïs et méprisés. » (Conférence nationale du P.D.U. à Natitingou, 18-19 août 1962.)

nouvelles institutions. Mais, concrètement, cela suppose que les uns et les autres sont aptes à servir de fondements à un Etat dont les tâches sont énormes.

Vu de loin et de l'extérieur, selon les statuts et l'organisation apparente, le parti unique africain semble solide et cohérent. Disposant d'une articulation pyramidale strictement hiérarchisée, exerçant un contrôle absolu sur tous les organes de l'Etat, il forme bien cette gigantesque toile d'araignée dont on se plaît à décrire l'image. C'est en partant d'une telle observation que beaucoup concluent rapidement à sa nature totalitaire. Pourtant, dès que l'observation pénètre plus avant, le voile monolithique se dissipe et laisse entrevoir une structure dont les caractères sont parfois opposés à ceux prétendus : articulation très fluide, faiblesse ou inexistence des ramifications horizontales et verticales, fonctionnement défectueux à tous les échelons...

Comment pareille structure peut-elle servir de support à un régime politique ? Il faut bien convenir que c'est là, actuellement, l'échec le plus patent du parti unique africain qui a parfois payé chèrement l'absence d'institutions politiques véritables. Qu'une difficulté importante se présente, c'est l'ensemble du parti et des institutions étatiques qui sont remis en cause, c'est le vide institutionnel. La tentation est alors grande, pour une autre force, de se substituer au parti pour donner solidité et efficacité à un Etat en voie de dissolution. Cette force est l'armée qui a, en principe, l'avantage d'être généralement mieux organisée et plus disciplinée.

Si l'on observe l'intervention de l'armée dans la vie politique, on peut noter une curieuse gradation qui l'entraîne de plus en plus loin. La première irruption, en Afrique noire d'expression française, date du 13 janvier 1963, lorsque le président togolais tomba sous les coups d'un commando militaire, pour des motifs non encore élucidés. Une insatisfaction due essentiellement à une question de soldes militaires, sembla être à l'origine du tragique assassinat de Sylvanus Olympio dont on se demande encore si les comploteurs voulaient la mort⁴. Toujours est-il que les militaires ne furent pas, immédiatement, les bénéficiaires du complot, pas plus qu'au Dahomey lors de leur intervention d'octobre 1963. Celle-ci trouva son origine dans un mécontentement populaire opposant les syndicats au gouvernement de M. Hubert Maga. Elle consista en un arbitrage au cours duquel le colonel Soglo, chef d'état-major des forces armées, prit la tête d'un gouvernement provisoire jusqu'à la mise en place de nouvelles institutions. Le colonel, devenu général, remit

4. La lumière n'a jamais été faite sur les circonstances exactes de cette mort, car l'adjudant Eyadema, l'un des principaux acteurs du complot, fut promu lieutenant-colonel et chef d'Etat-major de l'armée sous le régime de M. Grunitzky. Il devint même l'arbitre de la vie politique togolaise avant de réaliser le coup d'Etat du 13 janvier 1967 — soit quatre ans, jour pour jour, après son premier complot — et de s'emparer du pouvoir.

effectivement le pouvoir aux civils et se garda d'intervenir dans la vie politique jusqu'à la crise du 27 octobre 1965. Au Congo, l'armée resta dans l'expectative, en août 1963, lorsque M. Fulbert Youlou eut à faire face à une manifestation menée par les syndicats et la jeunesse ; le régime s'écroula rapidement surtout que l'appel fait à la France demeura sans écho.

Jusqu'à cette date, l'armée resta donc neutre ou joua un rôle d'arbitre avant de remettre le pouvoir aux autorités civiles. Mais le 18 février 1964, lorsqu'un « Comité d'officiers révolutionnaires » se constitua au Gabon et démit M. Léon M'Ba de ses fonctions, le rôle de l'armée prenait une tournure nouvelle. Il s'agissait bien d'un putsch militaire, encore que les conjurés aient annoncé leur intention de remettre le pouvoir à des civils⁵. A partir de cette date, toutes les autres interventions vont déboucher sur la prise et l'exercice direct du pouvoir.

Dans un premier temps, d'ailleurs, l'armée s'empare du pouvoir parce qu'elle est appelée à l'aide par le régime qu'elle écarte et remplace. C'est le cas au Dahomey où devant les conflits opposant le chef de l'Etat et le chef du gouvernement⁶, le général Soglo demande, en novembre 1965, leur départ et la constitution d'un autre gouvernement civil. Devant les difficultés persistantes, le gouvernement civil est éliminé à son tour et l'armée s'installe au pouvoir en décembre 1965. En Haute-Volta aussi, l'intervention de l'armée, le 4 janvier 1966, est consécutive à des manifestations syndicales contre les mesures d'austérité prises par M. Yameogo. Après avoir d'abord résisté à la pression populaire et obéi aux ordres du gouvernement, le colonel Lamizana, chef d'état-major, décide ensuite « d'assumer les charges dévolues au chef de l'Etat jusqu'à nouvel ordre ».

Dans un second temps, l'armée s'empare du pouvoir de sang-froid, alors qu'elle n'est guère sollicitée par l'autorité politique. C'est ce qui se produit en République centrafricaine où, le 1^{er} janvier 1966, le colonel Bokassa renverse et remplace, dans la surprise, le président Dacko. Le même phénomène a lieu au Togo lorsque le lieutenant-colonel Eyadema, chef d'état-major aussi, élimine M. Grunitzky le 13 janvier 1967. On a l'impression que l'armée ayant tiré la leçon des événements en Afrique où l'écroulement des partis se produit dans l'indifférence générale, devient plus audacieuse et déclenche elle-même le mouvement qui lui assure le pouvoir, sans coup férir.

Ce faisant, et contrairement à ce qu'elle croit, elle aggrave l'instabilité politique dans les pays car, désormais, les divisions qui

5. En effet, c'est M. Jean Hilaire Aubame, leader du parti d'opposition qui fut désigné comme président du gouvernement provisoire. On sait que l'intervention française mit fin au soulèvement et sauva le régime du président M'Ba.

6. Respectivement MM. Ahomadegbe et Apithy.

tiraillaient les partis vont se retrouver au sein de l'armée. Comme il n'y a pas de procédures prévues pour résoudre les conflits, leur solution ne peut résulter que d'un rapport de forces entre les chefs de l'armée ; le régime est donc condamné au coup d'Etat permanent⁷. De plus, en admettant que le pays trouve une période de stabilité, il convient de se demander si le régime militaire peut assurer le développement économique qui est, finalement, la véritable mesure de l'efficacité de n'importe quel régime. Il est certain que si le parti unique africain contenait quelque espoir réel de développement, il se prêterait moins aux assauts menés contre lui.

Ideologie du parti et développement.

La troisième raison qui a joué en faveur du parti unique résulte des nécessités de la lutte contre le sous-développement. Le choix d'une voie économique non capitaliste, les tâches d'encadrement des populations, l'économie des cadres, etc. exigent l'avènement d'un seul parti qui est l'agent du développement.

Mais, encore une fois, pour accomplir cette mission, il aurait fallu que le parti soit en possession d'une stratégie de développement, c'est-à-dire d'un choix conscient et cohérent entre les stratégies de type capitaliste ou socialiste. C'est dire que ce choix suppose déjà un autre choix préalable, au niveau de l'idéologie cette fois. Or, ce choix demeure encore ambigu même pour les partis qui se réclament nettement de la voie socialiste (Congo, Mali, Guinée) ou de la voie capitaliste (Côte d'Ivoire) ; pour les autres partis, c'est le triomphe d'un empirisme souvent élémentaire dont ni les buts ni les moyens ne sont clairs. Nous avons remarqué, en étudiant l'idéologie, que celle-ci se présente d'une part comme un refus des systèmes de pensée étrangers, d'autre part comme une synthèse de ces mêmes apports avec les données africaines. Il est douteux qu'une synthèse aussi complexe puisse animer une stratégie quelconque de développement qui commande l'avenir du parti.

Les voies de l'avenir sont certainement multiples, mais elles n'empêchent pas de discerner quelques grandes orientations des régimes actuels.

— Ou bien les régimes stagnent et suscitent graduellement la méfiance populaire dont ils se gardent en ayant recours à une répression modérée jusqu'au moment où soit un choc plus important, soit une intervention de l'armée remet le pouvoir à cette dernière. Ce processus caractérise la plupart des Etats et ses conséquences ont déjà abouti dans quatre d'entre eux : Dahomey, Haute-Volta, République centrafricaine et Togo. L'instauration de régimes

7. Le récent coup d'Etat intervenu au Dahomey confirme cette conclusion puisque le général Soglo est destitué, le 17 décembre 1967, par un groupe de jeunes officiers qui prouvent ainsi que les divisions politiques ont désormais pénétré l'armée.

militaires n'est qu'une fuite provisoire devant les vrais problèmes qui demeurent entiers⁸.

— Ou bien les régimes peuvent « se durcir » en transformant le parti en une avant-garde de militants disciplinés, armés d'une idéologie révolutionnaire, proche du parti de type communiste. Mais cette voie est actuellement improbable bien que le Congo, la Guinée et le Mali en donnent quelques signes précurseurs.

— Enfin, les régimes peuvent essayer de durer et de conserver la confiance populaire à travers un renouvellement du parti et de ses organisations. Le succès de cette voie où s'engagent, plus ou moins, le Mali, la Guinée et le Sénégal est lié à deux facteurs. D'une part, une profonde épuration des éléments corrompus ou incapables, sur des bases idéologiques saines qui évitent les règlements de compte et l'arbitraire. D'autre part et surtout l'appel le plus large possible à la base, aux couches laborieuses et rurales dont la prise de conscience sera en réalité le moteur déterminant de l'évolution du continent africain. En effet, il est actuellement évident que l'action comme la réflexion politiques demeurent réservées à une très faible minorité de la population africaine alors que l'immense majorité reste à l'écart d'événements dont elle ne perçoit pas encore la signification et les conséquences. Le jour où cette perception sera effective, il ne sera pas étonnant que le vrai réveil de l'Afrique s'opère et oblige les juristes et les politologues à s'interroger sur l'apparition possible d'institutions politiques originales et inédites. La décolonisation ayant rendu tout un continent à la vie politique, il est normal que les pays qui le composent découvrent des formules neuves qui correspondent à leur structure sociologique et à leur tempérament national.

(Janvier 1968.)

8. Au Congo, c'est un régime de parti unique qui est en place ; mais il a des difficultés avec l'armée qui, de temps en temps, suscite des incidents.

INDEX DES PARTIS

A.K.F.M.	Antonkon'ny Kongresin'ny fahaleovantenan'i Madagaskara, République malgache.
A.R.D.	Alliance République dahoméenne.
A.S.T.	Action socialiste tchadienne.
B.A.G.	Bloc africain de Guinée.
B.D.G.	Bloc démocratique gabonais.
B.D.S.	Bloc démocratique sénégalais.
B.M.S.	Bloc des masses sénégalaises.
B.N.A.	Bloc nigérien d'action.
B.P.S.	Bloc populaire sénégalais.
C.A.	Convention africaine, parti inter-territorial.
C.P.N.C.	Cameroon people's national convention, Cameroun (occidental).
C.U.T.	Comité de l'unité togolaise.
D.D.G.	Défense de la démocratie gabonaise.
D.I.G.	Défense des intérêts gabonais.
D.S.G.	Démocratie socialiste de Guinée.
E.D.I.G.	Entente pour la défense des intérêts gabonais.
F.N.S.	Front national sénégalais.
F.P.U.P.	Front populaire pour l'unité et la paix, Cameroun.
G.I.R.T.	Groupement des indépendants et ruraux du Tchad.
G.P.C.	Groupe des progressistes camerounais.
Hisb Chaeb (ou P.P.M.)	Parti du peuple mauritanien.
I.O.M.	Inter groupe des indépendants d'outre-mer, parti inter-territorial.
J.R.D.A.	Jeunesse R.D.A., Guinée.
Juvento	Mouvement de la jeunesse togolaise.
K.N.C.	Kamerun national congress, Cameroun.
K.N.D.P.	Kamerun national démocratic party, Cameroun.
K.P.P.	Kamerun people's party, Cameroun.
M.D.D.	Mouvement démocratique dahoméen.
M.D.V.	Mouvement démocratique voltaïque, Haute-Volta.
M.E.D.A.C.	Mouvement pour l'évolution démocratique de l'Afrique centrale, République centrafricaine.
M.E.S.A.N.	Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire, République centrafricaine.
M.N.R.	Mouvement national révolutionnaire, Congo-Brazzaville.
M.P.E.A.	Mouvement populaire et d'évolution africaine, Haute-Volta.
M.P.S.	Mouvement populaire sénégalais.
M.P.T.	Mouvement du progrès togolais.
M.R.V.	Mouvement de regroupement voltaïque, Haute-Volta.
M.S.A.	Mouvement socialiste africain, parti inter-territorial.
M.S.N.	Mouvement socialiste nigérien.

O.K.	One Kamerun, Cameroun.
P.A.I.	Parti africain de l'indépendance, Sénégal.
P.A.P.	Parti d'action paysanne, Haute-Volta.
A.K.F.M.	Parti du Congrès de l'indépendance de Madagascar.
P.P.M.	Parti du peuple mauritanien.
P.R.M.	Parti du regroupement mauritanien.
P.D.C.	Parti des démocrates camerounais.
P.D.C.I.	Parti démocratique de Côte d'Ivoire.
P.D.D.	Parti démocratique dahoméen.
P.D.G.	Parti démocratique de Guinée.
P.D.U.	Parti dahoméen de l'unité.
P.D.U.	Parti démocratique unifié, Haute-Volta.
P.F.A.	Parti de la Fédération africaine, parti inter-territorial.
P.N.D.	Parti des nationalistes dahoméens.
P.N.A.	Parti national africain, Tchad.
P.P.C.	Parti progressiste congolais, Congo-Brazzaville.
P.P.D.	Parti progressiste dahoméen.
P.P.N.	Parti progressiste nigérien.
P.P.P.	People's progressive party, Gambie.
P.P.S.	Parti progressiste soudanais, République du Mali.
P.P.T.	Parti progressiste tchadien.
P.R.A.	Parti du regroupement africain, parti inter-territorial.
P.R.A.	Parti du regroupement africain du Sénégal.
P.R.D.	Parti républicain du Dahomey.
P.R.L.	Parti républicain de la liberté, Haute-Volta.
P.R.N.M.	Parti de la renaissance nationale, Mauritanie.
P.R.S.	Parti du regroupement soudanais, République du Mali.
P.S.A.S.	Parti sénégalais d'action socialiste.
P.S.D.M.C.	Parti social démocrate de Madagascar et des Comores, République malgache.
P.S.S.	Parti de la solidarité sénégalaise.
P.T.P.	Parti togolais du progrès.
P.UN.G.A.	Parti de l'unité nationale gabonaise.
P.U.T.	Parti de l'unité togolaise.
R.C.M.	Rassemblement chrétien malgache.
R.D.A.	Rassemblement démocratique africain, parti inter-territorial.
R.D.D.	Rassemblement démocratique dahoméen.
R.N.M.	Rassemblement national malgache.
R.P.C.I.	Regroupement des partis de la Côte d'Ivoire.
Sawaba	Mouvement socialiste nigérien.
U.C.	Union Camerounaise.
U.C.P.N.	Union des chefs et des populations du Nord, Togo.
U.D.D.	Union démocratique dahoméenne.
U.D.D.I.A.	Union démocratique de défense des intérêts africains, Congo-Brazzaville.
U.D.I.T.	Union démocratique des indépendants du Tchad.
U.D.N.	Union démocratique nigérienne.
U.D.P.T.	Union démocratique des populations togolaises.
U.D.S.	Union démocratique sénégalaise.
U.D.S.G.	Union démocratique et sociale du Gabon.
U.D.S.M.	Union démocratique et sociale de Madagascar.
U.D.V.	Union démocratique voltaïque, Haute-Volta.
U.F.G.	Union franco-guinéenne, Guinée.
U.G.T.A.N.	Union générale des travailleurs d'Afrique noire.
U.N.I.D.A.H.O.	Union des indépendants du Dahomey.
U.N.M.	Union nationale mauritanienne.
U.P.C.	Union des populations du Cameroun.

U.P.D.	Union progressiste dahoméenne.
U.P.G.	Union populaire guinéenne.
U.P.M.	Union du peuple malgache.
U.P.M.	Union progressiste mauritanienne.
U.P.S.	Union progressiste sénégalaise.
U.P.T.	Union pour les progrès du Tchad.
U.S.M.M.	Union socialiste des Musulmans mauritaniens.
U.S.-R.D.A.	Union soudanaise, République du Mali.

INDEX DES TABLEAUX

	Pages
I. Tableau des quinze Etats africains	26
II. Tableau du bipartisme	71
III. Tableau de l'union nationale	75
IV. Indépendance, présidentialisme, parti unique	93
V. Procédés d'instauration du parti unique	108
VI. Evolution des partis d'après les élections	116
VII. Tableau des principales ethnies	195
VIII. Constitutions des Etats	210
IX. Structure politico-administrative de la Guinée	217
X. Structure politico-administrative du Sénégal	222
XI. Organigramme du P.D.G.	297
XII. Organigramme de l'U.P.S.	298
XIII. Résultats des élections dans quelques Etats	308
XIV. Implantation du P.D.G.	310
XV. Appartenance socio-professionnelle des dirigeants sénégalais	325
XVI. Appartenance socio-professionnelle des délégués au 6 ^e Congrès U.S.-R.D.A.	326
XVII. Appartenance socio-professionnelle des dirigeants ivoiriens	326
XVIII. Appartenance ethnique des dirigeants sénégalais	336
XIX. Appartenance ethnique des dirigeants ivoiriens	337

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie établie ici ne comprend pas les ouvrages, études et articles consacrés aux partis en général, mais seulement ceux relatifs aux partis africains et plus particulièrement aux partis des Etats d'expression française. Nous avons aussi exclu l'abondante bibliographie concernant les institutions politiques proprement dites dont une recension a été établie par nous-mêmes en collaboration (1).

La bibliographie est présentée sous trois rubriques : en premier lieu, une bibliographie générale comportant les ouvrages, thèses et mémoires intéressant tous les Etats ou plusieurs d'entre-eux ; en second lieu, une bibliographie générale comportant les articles de revues intéressant aussi tous les Etats ou plusieurs d'entre-eux ; en troisième lieu une bibliographie sélective par Etats.

Il convient de noter que les références bibliographiques relevées ici sont d'importance et de qualité très variables ; certaines concernent des ouvrages et articles de base pour toute recherche sur les institutions politiques africaines alors que d'autres sont d'un intérêt médiocre. En outre certaines études sont publiées alors que d'autres sont inédites, notamment les thèses et mémoires soutenues devant les facultés, dont d'ailleurs une partie seulement a été recensée. Nous avons pris le parti d'indiquer tous les documents dont nous avons pu prendre connaissance directement ou indirectement afin tout simplement de signaler leur existence et de faciliter ainsi les recherches bibliographiques sur les partis politiques d'Afrique noire.

I. — OUVRAGES, MONOGRAPHIES, THESES ET AUTRES ETUDES

- ADLOFF, R : *West Africa : The french-speaking nations*, New York, Rinehart and Winston, 1964.
- AFANA, O. : *L'économie de l'Ouest africain*, Paris, Maspero, 1966.
- ALMOND, G.A. et COLEMAN, J.S. (ed) : *The politics of developing areas*, Princeton, University Press, 4^e éd., 1964.
- AMIN, S. : *Trois expériences africaines de développement : le Mali, la Guinée, le Ghana*, Paris, P.U.F., 1965.
- ANDRAIN, Ch. : *Political concepts of African leaders*, Berkeley, University of California, 1964.
- ASHFORD, D.E. : *The elusiveness of power, The African single party state*. Ithaca. Center for International Studies, Cornell University Press, 1965, 31 p.

(1) Cf. A. MAHIOU et J.C. VATIN, « Eléments de bibliographie sur les institutions politiques de l'Afrique noire », *Revue Algérienne des Sciences Juridiques, Politiques et Economiques*, 1966, n° 1, p. 179-190.

- Association Française de Science Politique, Table Ronde, Paris, mars 1959 : *l'Evolution politique de l'Afrique noire*, Rapports ronéotés.
- BALANDIER, G. : *Les pays en voie de développement. Analyse sociologique et politique*, Paris, les Cours de Droit, 1960-1961, p. 312.
- *Les implications sociales du développement économique*, Paris, P.U.F., 1962.
- *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, P.U.F., 2^e éd., 1963 :
- *Antropologie politique*, Paris, P.U.F., 1967.
- BARBE, R. : *Les classes sociales en Afrique noire*, Paris, Economie et Politique, 1964.
- BERQUE, J. et CHARNAY, J.P. : *De l'impérialisme à la décolonisation*, Paris, éd. de Minuit, 1965.
- BINET, J. : *L'Afrique en question : de la tribu à la nation*, Tours, Marne, 1965.
- BLANCHET, A. : *L'itinéraire des partis africains depuis Bamako*, Paris, Plon, Tribune libre, 1959, p. 209.
- BORELLA, F. : *L'évolution politique et juridique de l'Union française depuis 1946*, Paris, L.G.D.J., 1958.
- BROCKWAY, F. : *African socialism*, Londres, The Bodley Head, 1963.
- BUCHMANN, J. : *L'Afrique noire indépendante*, Paris, L.G.D.J., 1962.
- CARTER, G.M. (éd.) : *Five African States, Response to diversity. The Congo, Dahomey, the Cameroun Federal Republic, the Rhodesias and Nyasaland, South Africa*. Ithaca, Cornell University Press, 1963.
- *African One-Party States*. New York, Cornell University Press, 1962, p. 501.
- CARTER, G.M. (éd.) : *National Unity and régionalism in eight african States*. Cornell University Press, 1966.
- CHAFFARD, G. : *Carnets secrets de la décolonisation*, Paris, Calmann-Levy, t. I, 1965 et t. II, 1967.
- COLEMAN, J.S. et ROSBERG, C.G. Jr. (éd.) : *Political parties and national integration in tropical Africa*. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1964, p. 730.
- *Political groups in Middle Africa*, Los Angeles, University of California Press, 1966.
- Conférence au sommet des Etats indépendants africains. Addis-Abéba, mai 1963*, Paris, Présence africaine, 1964.
- D'ARBOUSSIER, G. : *L'Afrique vers l'Unité*, Paris, Ed. Saint-Paul, 1961.
- DAVIDSON, B. : *Les voies africaines*, Paris, Maspero, 1965.
- DECREAENE, Ph. : *Le panafricanisme*, Paris, P.U.F., 1^{re} éd., 1959.
- *Tableau des partis politiques de l'Afrique au sud du Sahara*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, C.E.R.I., série C. Recherches, mai 1963, p. 137.
- DESCHAMPS, H. : *L'éveil politique africain*, Paris, P.U.F., 1952.
- *Les institutions politiques de l'Afrique noire*, Paris, P.U.F., 1962.
- Développement économique et évolution juridique*, Colloque des Facultés de Droit, Paris, Pédone 1963, p. 608.
- Développement et socialisme*, Colloque de Dakar sur les voies africaines du socialisme, 3-8 décembre 1962, Paris, Présence Africaine, 1963.
- DIA, M. : *Nations africaines et solidarité mondiale*, Paris, P.U.F., 1960.
- *Réflexions sur l'économie de l'Afrique noire*, 2^e éd., Paris, Présence Africaine, 1960.
- DIOP (Cheikh Anta) : *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine, 1^{re} éd. 1955, 2^e éd. 1964.
- DIOP, Mahjemout : *Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique noire*, Paris, Présence Africaine, 1958.
- DUMONT, R. : *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil, 1962.
- DUVERGER, M. : *Les partis politiques*, Paris, Colin, 4^e éd., 1964.

- DUVERGER, M. et autres : *Partis politiques et classes sociales en France*, Paris, Colin, 1955.
- EMERSON, R. : *Political modernisation : the single party system*, University of Denver, monograph series in World Affairs, n° 1, Denver, 1964.
- FANON, F. : *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961.
- *Pour la révolution africaine*, Paris, Maspero, 1965.
- FAVROD, C.H. : *L'Afrique seule*, Paris, Seuil, 1961.
- Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études des Relations internationales, Colloque des 30 novembre, 1^{er} décembre 1963 sur les régimes des nouveaux Etats et leurs relations internationales, Rapports ronéotés.
- FORTES, M. et PRITCHARD, E.E. : *Systèmes politiques africains*, Paris, P.U.F., 1964.
- FRIEDLAND, W.H. et ROSBERG, C.G. (éd.) : *African socialism*, Stanford, Stanford University Press, 1964.
- GARDINER, R.K. : *Relations Between Political Parties and the Government in West Africa in : What are the Problems of Parliamentary Government in West Africa?* Hansard Society, London, 1958, p. 79-83.
- GONDEC, P.F. : *Institutions publiques africaines et malgaches*, Paris, Cours de la Faculté de Droit, 1966-1967.
- *Les droits africains. Evolution et sources*, Paris, L.G.D.J., 1968.
- GRAS, J. : *Situation de la presse dans les Etats de l'U.A.M., en Guinée, au Mali, au Togo*, Paris, La documentation française, 1963, p. 176, Dactylog.
- GREGOIRE, A. : *Structures sociales et développement économique dans trois républiques d'Afrique noire*, Mémoire, Institut d'études politiques, Aix-en-Provence, 1964.
- GRUNDY, K.W. : *Theories and idéologies of west african underdevelopment and development*. Pennsylvania State University, 1963.
- HAURIU, A. : *Les institutions et la vie politique des pays sous-développés qui ont accédé à l'indépendance*, Paris, Cours de Droit (doctorat), 1958-1959.
- *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, 1966.
- HODGKIN, Th. : *African political parties*, London, Penguin Books, 1962.
- HUU-CHAU, N. : *Structures, institutions et développement dans les pays sous-développés*, Paris, L.G.D.J., 1964.
- Institut international des civilisations différentes (I.N.C.I.D.I.) : *Les Constitutions et les institutions administratives des Etats nouveaux*, Compte rendu de la 33^e session de l'I.N.C.I.D.I., Palerme, 23-27 septembre 1963, Bruxelles, 1965, p. 886.
- JALEE, P. : *Le pillage du Tiers-Monde*, Paris, Maspero, Cahiers Libres n° 68, 1965.
- JOHNSON, J.J. (éd.) : *The role of the military in underdeveloped countries*, Princeton, Princeton University Press, 1962.
- KOUYATE, S.B. : *Les dirigeants africains face à leur peuple*, Paris, Maspero, 1964.
- LA PALOMBARA, J. et WEINER, M. (éd.) : *Political Parties and Political development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.
- LEBRUN-KERIS, G. : *Afrique, quel sera ton visage ?* Paris, Ed. Fleurus, 1963.
- LEGUM, C. : *Pan Africanism. A short political guide*, 2^e éd., New-York, Praeger, 1965.
- LEWIS, A. : *New forces in Africa*. Washington, Public Affairs Press, 1962.
- LEWIS, A.W. : *Politics in west Africa*, Londres, Allen and Unwin, 1965, traduit en français : *La chose publique en Afrique occidentale*, Paris, S.D.E.I.S., Futuribles, 1966.
- LOMBARD, J. : *Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique*

- noire, Paris, Colin, 1967. *Structures de type « féodal » en Afrique noire*, Paris, Mouton et Cie, 1965.
- LUCHAIRE, F. : *Droit d'Outre-mer*, Paris, P.U.F., Thémis, 1959, *Droit d'outre-mer et de la coopération*, Paris, P.U.F., Thémis, 1965.
- LY, A. : *Les masses africaines et l'actuelle condition humaine*, Paris, Présence Africaine, 1956.
- MABILEAU, A. et MEYRIAT, J. : *Décolonisation et régimes politiques en Afrique noire*, Paris, A. Colin, 1967.
- MEISTER, A. : *L'Afrique peut-elle partir ?* Paris, Seuil, 1966.
- MILCENT, E. : *L'A.O.F. entre en scène*, Paris, éd. Témoignage Chrétien, 1958.
- MILON, R. : *Marxisme, Communisme et socialisme africain*, Paris, Imprimerie Edimpra, 1961.
- MUNZER, T. : *De l'émancipation nationale à la révolution socialiste en Afrique noire*, Paris, Etudes et Documentation Internationales.
- DIAYE, J.P. : *Enquête sur les étudiants noirs en France*, Paris, Réalités Africaines, 1962.
- PADMORE, G. : *Panafricanisme ou Communisme ?* Paris, Présence Africaine, 1960.
- PEPY, D. : *Les Etats africains et leurs problèmes*, Cours de l'Institut d'études politiques de Paris, 1964-1965.
- POST, F. : *The new States of West Africa*. Harmondsworth, Penguin Books, 1964.
- REVENU, B. : *Essai d'identification et de classification de quelques groupes de pression en Afrique noire francophone*, Mém. D.E.S. de Science politique, Paris, 1965.
- ROBINSON, K.E. et MACKENZIE, W.J.M. (éd.) : *Five elections in Africa. A group of electoral studies*, Oxford, 1960, p. 496.
- ROUS, J. : *Chroniques de la décolonisation*, Paris, Présence Africaine, 1965.
- SARTRE, J.P. : *Situations V : Colonialisme et néo-colonialisme*, Paris, Gallimard, 1964.
- SAVONNET, C. : *Le nationalisme pan-africain. Mythes et idéologies*, thèse Droit, Aix-en-Provence, 1962, dactylog.
- SCHACHTER-MORGENTHAU, R. : *Political parties in French-Speaking west Africa*, London, Oxford University Press, 1964, p. 430.
- SEGAL, R. : *African Profiles*, Penguin, London 1962, (version abrégée de *Political Africa*) et *Political Africa, A who's who of personalities and parties*, London, 1961.
- SENGHOR, L.S. : *Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Présence Africaine, 1961.
- *Pierre Teilhard de Chardin et la politique africaine*, Paris, Seuil, 1962.
- SOSSOUNHOUNT, E. : *Facteurs historiques et sociologiques de l'évolution des partis politiques africains*, Mémoire, D.E.S., Science Politique, Paris, 1964.
- SPIRO, H.J. (éd.) : *Africa : the primacy of politics*, New-York, Randow House Inc., 1966.
- SY, Seydou Madani : *Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique noire, (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali)*, Préface de D.G. LAVROFF, Paris Pédone, 1965, p. 230.
- TEVOEDJRE, A. : *L'Afrique révoltée*, Paris, 1958.
- THIAM, D. : *La politique étrangère des Etats africains*, Paris, P.U.F., 1963.
- THOMAS, L.V. : *Le socialisme et l'Afrique*, t. I. *Essai sur le socialisme africain*, p. 207, t. II, *L'idéologie socialiste et les voies africaines de développement*, Paris, Le Livre Africain, 1966.
- THOMAS, L.V. : *Les idéologies négro-africaines d'aujourd'hui*, Dakar, 1965, p. 81.

- TRAORE, B., LO, M., et ALIBERT, J.L. : *Les forces politiques en Afrique noire*, Coll. Travaux et recherches de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, Série Afrique, n° 2, Paris, P.U.F., 1966, p. 320.
- VAN LANGENHOVE, F. : *Consciences tribales et nationales en Afrique noire*, La Haye, Nijtoff, 1960.
- Voies africaines du socialisme*, (Journées Africaines, Louvain, 1963), Léopoldville, Cahiers-Documents pour l'action, 1963.
- WAUTIER, Cl. : *L'Afrique des africains*, Paris, Seuil, 1964.
- WODDIS, J. : *L'avenir de l'Afrique*, Paris, Maspéro, 1964.
- ZIEGLER, J. : *Sociologie de la nouvelle Afrique*, Paris, Gallimard, 1964.

II. — ARTICLES

- AFANA, O. : « Les classes sociales en Afrique occidentale », *Partisans*, mai 1963, p. 57-70.
- Afrique contemporaine*, mars-avril 1966, p. 2-7 « Les coups d'Etat militaires ».
- AGBLEMAGNON, F.N. : « La responsabilité du sociologue africain », *Présence Africaine*, n°s 27-28, p. 206 et suiv.
- ALEXANDRE, P. : « Marxisme et tradition culturelle africaine », *Afrique et Asie*, 3^e trimestre 1964, p. 8-25.
- ALIBERT, J.L. : « L'opposition en Afrique noire » in *Forces politiques en Afrique noire*, Paris, P.U.F., 1966, p. 215-308.
- ALLEG, H. : « Quelques réflexions en marge des coups d'Etat Africains », *Démocratie Nouvelle*, Mai 66, p. 67-73.
- AMATH, Thierno : « Structures de classe en Afrique Tropicale », *Nouvelle Revue Internationale*, Février 1966.
- ANDRAIN, Ch. : « Democracy and Socialism : idéologies of African leaders », in APTER, D.E. (éd.) : *Ideology and discontent*, Glencoe, 1964.
- APTER, D. : « Some reflexions on the role of the political opposition in new nations ». *Comparative Studies in Society and History*, January, 1962.
- BALANDIER, G. : « Messianisme et nationalisme en Afrique », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1953, p. 41-65.
- « Remarques sur les groupements politiques africains », *Revue française de science politique*, 1960, p. 841-849.
- « L'Africanisme face aux problèmes de l'anthropologie et de la sociologie politique », *Présence Africaine*, n° 46, 2^e trimestre 1963, p. 197 et suiv.
- « Réflexions sur le fait politique : le cas des sociétés africaines », *Cahiers internationaux de Sociologie*, juillet-décembre 1964, p. 23-50.
- « De la négritude au socialisme », in *Jeune Afrique*, 3-9 décembre 1963.
- « Le contexte sociologique de la vie politique en Afrique noire », *R.F.S.P.*, 1959, p. 598-609.
- « Problématique des classes sociales en Afrique noire », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XXVIII, 1965, p. 131-142.
- BEDOS et DEJAMMET : « Le R.D.A. », *Rapport à la Table Ronde de l'Association française de Science politique*, Paris, mars 1959, ronéoté.
- BERG, E.J. : « Socialism and economic development in Tropical Africa », *Quarterly Journal of Economics*, nov. 1964, p. 549-573.
- BETTELHEIM, Ch. : « Planification en Afrique noire », *Cahiers internationaux*, n° 116, 1960.
- BIARNÈS, P. : « Régimes militaires d'Afrique francophone. — Les politiciens relèvent la tête », *Le Mois en Afrique*, octobre 1966, p. 22-25.
- « Industrialisation et unité politique en Afrique de l'Ouest », *ibidem*, p. 46-53.

- BLANCHET, A. : « Les nationalismes Africains frustrés d'une révolution ? », *Preuves*, juin 1960, p. 40-47.
- BONZON, S. : « Modernisation et conflits tribaux en Afrique noire », *R.F.S.P.*, 1967, p. 862-888.
- BORELLA, F. : « L'évolution de la Communauté », *A.F.D.I.*, 1958, p. 659 et suiv. ; 1959, p. 761 et suiv. ; 1960, p. 925 et suiv.
- « La constitution algérienne : un régime constitutionnel de gouvernement par le parti », *Revue algérienne des Sciences juridiques, politiques et économiques*, 1964, n° 7, p. 51-80.
- BUCHMANN, J. : « Régimes politiques d'Afrique noire », *Zaire*, XIV (4), 1960, p. 283-305.
- « Le problème des structures politiques en Afrique noire indépendante », Université Lovanium, I.R.E.S., *Notes et Documents*, Léopoldville, 1961.
- « La tendance au présidentielisme dans les nouvelles constitutions négro-africaines », *Civilisations*, XII (1), 1962, p. 44-58.
- Bulletin de la Commission internationale des juristes*, oct. 1962, p. 8-15, « L'opposition en Afrique tropicale ».
- CALVEZ, J.-Y. : « Socialismes africains », *Revue de l'Action populaire*, juin 1962, p. 657-672.
- « Nouvelle étape du socialisme africain », *Projet*, janvier 1966, p. 15-24.
- CHALIAND, G. : « Indépendance nationale et révolution », *Partisans*, mai-juin 1966, p. 5-34.
- CHARLES, B. : « Le socialisme africain. Mythes et réalités », *R.F.S.P.*, 1965, p. 856-884.
- CHAULEUR, P. : « Le poids du tribalisme », *Etudes*, janvier 1965, p. 62-77.
- « Evolution des structures en Afrique noire », *Etudes*, juillet-août 1965, p. 69-83.
- « Nationalismes africains », *Etudes*, nov. 1966, p. 459-468.
- CHESNEAUX, J. : « La réanimation du passé traditionnel chez les jeunes nations d'Asie et d'Afrique » in *De l'impérialisme à la décolonisation*, *op. cit.*, p. 301-311.
- COLEMAN, J.S. : « Current political movements in Africa », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Philadelphie, 1955.
- « The emergence of African political parties », in C.G. HAINES : *Africa Today*, Baltimore, John Hopkins Press, 1955.
- « The problem of political integration in emergent Africa », *Western Political Quarterly*, March 1955, p. 44-57.
- COMTE, G. : « Le marxisme et l'Afrique », *Le Mois en Afrique*, mars 1967, p. 82-90.
- CORNEVIN, R. : « Treize coups d'Etat africains en trois ans », *Projet*, mai 1965, p. 585-597.
- CORPIERRE, M. : « Le totalitarisme africain », *Preuves*, janvier 1963, p. 12-21, février 1963, p. 36-44.
- « L'Afrique noire à l'heure des putsch », *Preuves*, juin 1966, p. 43-54.
- DAALADER, H. : « Government and opposition in the new states », *Government and Opposition*, n° 2, p. 205-226.
- D'ARBOUSSIER, G. : « Idées et forces politiques en Afrique », *Genève-Afrique*, vol. III, n° 2, 1964.
- Intervention au Colloque de Dakar, *Développement et socialisme*, *op. cit.*, p. 193-196 et p. 563-585.
- « Du principe de légalité. La primauté du droit, mythe ou réalité ? » *Bulletin de la Commission internationale des juristes*, t. IV, n° 2, p. 261 et suiv.
- DEBBASCH, Ch. : « Le parti unique à l'épreuve du pouvoir. Les expé-

- riences maghrébines et africaines », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1965, p. 9-36.
- DECRAENE, Ph. : « L'évolution des partis politiques en Afrique au sud du Sahara », *Comptes rendus mensuels des séances de l'Académie des Sciences d'outre-mer*, 1962, p. 115-133.
- « Réflexions sur les récents événements du Sénégal », *idem*, 1963, p. 53-62.
- DELAIGNETTE, R. : « Résurgences tribales dans les régimes présidentiels en Afrique noire francophone », *Le Mois en Afrique*, juin 1967, p. 24-36.
- DEPINAY, M. : « Les difficultés spécifiques du socialisme en Afrique », *Les Temps Modernes*, 1964, p. 1789-1820.
- Développement et civilisations*, n° 29, mars 1967, « Administration, frein ou moteur du développement ? »
- DIA, M. : « Réflexions sur l'indépendance du Sénégal et le socialisme africain », *Sénégal An I de l'indépendance*, Casablanca, 1961.
- « Un socialisme existentiel », *Développement et civilisations*, numéro spécial, 1961, p. 90-92.
- Intervention au Colloque de Dakar, *Développement et socialisme*, *op. cit.*, p. 421-432.
- DIARRA, I. : « Le parti de masse et l'édification sociale », *Nouvelle Revue Internationale*, janvier 1967, p. 63-74.
- DIOP, Anta : « Sociologie africaine et méthodes de recherches », *Présence Africaine*, XLVIII, 4^e trimestre 1963, p. 180-186.
- « Le congrès de Cotonou », *Présence Africaine*, XXIX, p. 105.
- DIOP, Th. : « Bamako 1957 », *Présence Africaine*, XVI, p. 162.
- DUBOIS, L. : « Le régime présidentiel dans les nouvelles constitutions des Etats africains d'expression française », *Penant*, 1962, p. 218-248.
- DUNAYEVSKAYA, R. : « Socialismes africains et problèmes nègres », *Présence Africaine*, 4^e trimestre 1963, p. 49-64.
- EMERSON, R. : « Nation building in Africa », in Deutsch K.W., Foltz, W.J. (éd.) *Nations building*, New York, 1963.
- FISCHER, G. : « Syndicats et décolonisation », *Présence Africaine*, 1961.
- « Le syndicalisme et les nouveaux Etats », in *Les nouveaux Etats dans les relations internationales*, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, n° 121, 1962, p. 235-284.
- FLEURY : Série d'articles in *Marchés Tropicaux* du 30 août, 6, 13, 20, et 27 septembre 1958.
- FOLTZ, W.J. : « Building the newest nations : short-run strategies and long-run problems » in K.W. Deutsch et W.J. Foltz : *Nations Building*, New York, Atherton Press, 1963.
- FROELICH, J.-C. : « Révolution de palais ou révolution sociale », *Revue de Défense Nationale*, février 1964.
- « L'Afrique à l'heure des baïonnettes », *Revue militaire générale*, avril 1967, p. 498-514.
- GANDOLFI, A. : « Naissance et mort sur le plan international d'un Etat éphémère : la Fédération du Mali », *A.F.D.I.*, 1960, p. 881 et suiv.
- « Essai sur le système gouvernemental des nouveaux Etats africains », *R.J.P.O.M.*, 1961, p. 369-393.
- GONIDEC, P.F. : « L'évolution des T.O.M. depuis 1946 », *R.J.P.U.F.*, 1957, p. 429-477, 701-728 ; 1958, p. 43-92.
- GRAY, F. : « Political parties in new African nations », *Comparative Studies in Society and History*, July 1963, p. 449-461.
- GROSSER, A. : « Le parti unique africain », *Preuves*, 1962, n° 137.
- GRUNDY, K.W. : « Political power and economic theory in « radical » West Africa », *Orbis*, Summer 1964, p. 405-424.
- GUILLEMIN, P. : « Les élus d'Afrique noire à l'Assemblée Nationale sous la IV^e République », *R.F.S.P.*, 1958, p. 861-877.

- HAMON, L. : « Introduction à l'étude des partis politiques de l'Afrique d'expression française », *R.J.P.O.M.*, avril-juin 1959, p. 149-196.
- « Le parti Fédéral Africain et le R.D.A. de la querelle fédéraliste à l'indépendance », *R.J.P.O.M.* 1960, p. 551-569.
- « Le R.D.A. », *R.J.P.O.M.*, 1961, p. 337-353.
- « Formes et perspectives de la démocratie en Afrique ». *Civilisations*, 1961, p. 245-261.
- « Partis Politiques et Développement (tendances et problèmes) ». *Annales Africaines*, 1962, n° 1, p. 206-212.
- HINDEN, R. : « Africa and democracy », *Encounter*, Pamphlet séries n° 8, 1962.
- HODGKIN, Th. : « After Bamako », *Africa Special Report*, déc. 1957.
- « A note on West African political parties », *What are the problems of Parliamentary Government in West Africa ?* London, The Hansard Society, 1958.
- HODGKIN, Th. et SCHACHTER, R. : « French speaking West Africa in transition », *International Conciliation*, n° 528, mai 1960.
- HOLLEAUX, A. : « Les élections aux assemblées des territoires d'outre-mer », *R.J.P.U.F.*, janv.-mars 1956, p. 1-54.
- HUTTINGTON, S.P. : « Political development and political decay », *World Politics*, avril 1965, n° 386, p. 430 et suiv.
- IDENBURG : « Les nouveaux Etats africains et les normes démocratiques », *R.J.P.O.M.*, 1961, p. 195-203.
- JAMESON, H. : « Y a-t-il une voie africaine du socialisme ? » *Présence Africaine*, XLIX, 1^{er} trimestre 1964, p. 50-63.
- Jeune Afrique* : Débats sur « Le parti unique en Afrique », novembre-décembre 1963 et janvier 1964.
- JOHNSON, H.G. : « A theoretical model of economic nationalism in new and developing States », *Political Science Quarterly*, 1965, n° 2, p. 169-185.
- KANOUE, P. : « Le socialisme africain : expression de l'humanisme africain », *Afrique Nouvelle*, 30 nov.- 6 déc. 1962.
- KEITA, M. : « Le Parti unique en Afrique », *Présence Africaine*, fév.-mars 1960, p. 3-24.
- KILSON, M.-L. : « Authoritarian and single-party tendencies in African politics », *World Politics*, janv. 1963, p. 262-294.
- KIRSCH, M. : « L'évolution politique des Etats d'Afrique Noire membres de la Communauté », *R.J.P.O.M.*, 1960, p. 3-60.
- KNIEF, J. : « Introduction aux 21 thèses sur la question coloniale », *Partisans*, mai-juin 1966, p. 105-115.
- LE GROS, C. : « Le socialisme en Afrique », *Europe - France - Outre-Mer*, janv. 1965.
- LEGUM, C. : « Single-party democracy ? » *World Today*, déc. 1965, p. 526-533.
- Le mois en Afrique* : « L'Afrique vue de l'U.R.S.S. », sept. 1966, p. 90-108.
- LE ROLLE, P. : « Contribution à l'étude sur l'évolution des partis africains et la création du P.R.A. », *Rapport à la Table Ronde de l'Ass. Fse de Science Politique*, Paris, mars 1959, ronéo.
- LEWIS, A. : « Beyond african dictatorship », *Encounter* 25 (2), août 1965, p. 3-18.
- LOMBARD, J. : « Le collectivisme africain », *Présence africaine*, juin-juil. 1959, p. 22-57.
- LOYER, Y. : « L'Afrique et le sous-développement », *Partisans*, mai-juin 1966, p. 35-43.
- LUCHAIRE, F. : « Les grandes tendances de l'évolution politique en Afrique noire », *R.F.S.P.*, p. 578-597.
- « Les constitutions et les institutions des Etats nouveaux » in *Les constitutions et les institutions administratives des Etats nouveaux*, Indici, Bruxelles, 1965, p. 600-640.

- MABILEAU, A. : « Les Etats d'Afrique noire et leurs régimes politiques », *Rapport au Colloque de la Fondation Nationale des Sciences Politiques* — CERI (30 nov.-1^{er} déc. 1963) sur les régimes des nouveaux Etats et leurs relations extérieures.
- MAGATTE T. : « A propos du parti unique en Afrique Noire », *L'étudiant d'Afrique Noire*, organe de la F.E.A.N.F., avril 1964, n° 39, p. 6-7.
- MATIP, B. : « Les mouvements des travailleurs en Afrique Noire », *Tribune Marxiste*, 6, 1959, p. 43-56.
- M'BOYA, T. : « The party system and democracy in Africa », *Foreign Affairs*, juil. 1963, p. 650-658.
- MERCIER, P. : « Remarques sur la signification du tribalisme actuel en Afrique noire », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1961, vol. XXXI, p. 61-80.
- « Les classes sociales et les changements politiques récents en Afrique noire », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1965, vol. XXXIII, p. 143-154.
- MERLE, M. : « Etat actuel et perspective des recherches africaines en France dans le domaine de la science politique », in *Etat actuel et perspective de la recherche scientifique française en Afrique et à Madagascar*, dans La Documentation Française, coll. Recueil et monographies, n° 1, 1964.
- MILCENT, E. : « Les partis de l'Afrique occidentale. Evolution depuis le référendum », *Revue de l'Action populaire*, juin 1960, p. 707-718.
- « Forces et idées en Afrique occidentale », *Afrique-Documents*, mai 1960, p. 51-64.
- « Raisons d'être et avenir du parti unique », *Croissance des Jeunes Nations*, 1964, n° 36, p. 10-11.
- « Tribalisme et vie politique dans les Etats du Bénin », *Le Mois en Afrique*, juin 1967, p. 37-53.
- MOORE, C.-H. : « Mass party regimes in Africa », in Spiro, H.J. (éd.), *Africa the primacy of politics*, New York, Random House, 1966, p. 85-115.
- MOUSTAFA, O. : « La démocratie en Afrique », *Nouvelle Revue Internationale*, janvier 1967, p. 103-112.
- N'DAW, A. : « Peut-on parler d'une pensée africaine ? », *Présence Africaine* n° 58, 2^e trimestre 1966, p. 32-46.
- NICOLLET, Cl. : « La démocratie sous les Tropiques », *Cahiers de Sociologie Economique*, mai 1962, p. 279-291.
- NYERERE, J. : « Le gouvernement à parti unique », *Preuves*, 1962, n° 142.
- « Les fondements du socialisme africain », *Présence Africaine* n° 47, 3^e trimestre 1963, p. 3-17.
- « Ujamaa : the basis of african socialism » in *African socialism*, *op. cit.*, p. 238-247.
- OKOYE, M. : « Democracy and Africa — a discussion : Africa and parliamentary democracy », *The African communist*, n° 19, 1964, p. 60-66.
- Partisans*, n° 14, p. 114 et suiv., « Le parti unique africain, mésaventure d'un mythe ».
- N° 10, p. 57 et suiv., « Les classes sociales en Afrique occidentale ».
- Numéro de février-mars 1965, p. 43 et suiv., « Un débat sur l'indépendance africaine ».
- Numéro spécial, mai-juin 1966, « L'Afrique dans l'épreuve ».
- PAULME, D. : « Structures sociales traditionnelles en Afrique noire », *Cahiers d'Etudes Africaines*, 1960.
- PELA, B. : « The one party state — In the struggle for democracy and socialism in Africa. » *The African Communist*, n° 12, avril-juin 1963, p. 40-47.
- POTIEKHINE, I. : « La question nationale en Afrique », *La nouvelle Revue Internationale*, nov. 1961.

- « Observations sur le socialisme africain », *Recherches Internationales, Afrique Noire*, Moscou, 1961, n° 22, p. 57-80.
- Présence Africaine* : « Conférence de regroupement des partis africains », XVII, p. 159.
- « Conférence de Tachkent — Conférence des peuples africains », XXII, p. 135.
- « III^e Congrès international du R.D.A. », XVI, p. 199.
- « Congrès du P.R.A. », XX, p. 134.
- « Convention Africaine : Résolution générale », XI, p. 156.
- « Congrès des étudiants musulmans d'Afrique noire : Manifeste », XI, p. 152.
- « Congrès extraordinaire de la F.E.A.N.F. », XVIII-XIX, p. 247.
- « VII^e Congrès de la F.E.A.N.F. : résolution de politique générale », XI, p. 155.
- « VIII^e Congrès de la F.E.A.N.F. », XVII, p. 157.
- « X^e Congrès de la F.E.A.N.F. », XXII, p. 135.
- QUERMONE, J.-L. : « Les nouvelles institutions politiques des Etats africains », *Civilisations*, 1961, p. 80 et suiv.
- « Nouvelles institutions politiques (en Afrique Noire) », *Revue de l'Action Populaire*, 1960, p. 691 et suiv.
- RAINERO, R. : « L'évolution du neutralisme et ses caractéristiques africaines », *Genève-Afrique*, vol. IV, n° 1, 1965, p. 35-51.
- Réalités Africaines*, n° 6, décembre 1963, janvier 1964 : « Les intellectuels, où en sont-ils ? »
- Révolution* : « Les luttes des classes en Afrique », n° 3, 1964.
- SCHACHTER, R. : « Single Party System in West Africa », *American Political Science Review*, June, 1961, p. 294-307.
- SEURIN, J.-L. : « Elites sociales et partis politiques en A.O.F. », *Annales Africaines*, 1958, p. 123-157.
- « Le système des partis en A.O.F. », *Rapport à la Table Ronde de l'Association Française des Sciences Politiques*, Paris, mars 1959.
- « La démocratie en Afrique noire », *Revue de l'Action Populaire*, 1960, p. 691-706.
- SEYTANE, S. : « Les classes sociales et les dirigeants politiques de l'ouest africain », *Partisans*, mai-juin 1966, p. 45-69.
- SHILS, E. : « The intellectuals in the political development of the new States », *World Politics*, avril 1960, p. 329-368.
- « Opposition in the new states of Asia and Africa », *Government and opposition*, n° 2, p. 175-204, fév. 1966.
- Table ronde (La)*, avril 1967, p. 1-100 : « L'Afrique se développe-t-elle ? »
- THIAM, H. : « La voie africaine du socialisme », *Revue de Psychologie des Peuples*, 4^e trimestre 1965, p. 446-455.
- THIBAULT, R. : « Démocratie et parti unique en Afrique noire », *Signe des Temps*, 1961, n° 7.
- THOMAS, L.-V., : « Problèmes de sociologie africaine », *Présence Africaine*, n° 51, 3^e trim. 1964, p. 24-61 et n° 58, 2^e trim. 1966, p. 131-159.
- TIXIER, G. : « La personnalisation du pouvoir dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest », *Revue du Droit Public*, 1965, p. 1129-1150.
- « Les coups d'Etat militaires dans l'Afrique de l'Ouest », *Revue du Droit Public*, 1966, p. 1116-1132.
- TLALE, P. : « Democracy and Africa — a discussion : Marxism and the one-party state », *The African Communist*, n° 19, 1964, p. 67-76.
- TRAORE, B. : « A propos des Damnés de la terre », *Présence Africaine*, XLV, 1^{er} trim. 1963, p. 197-204.
- VALANTIN, C. : « La situation politique en A.O.F. depuis le Congrès de Bamako », *Latitudes*, n° 3, 1^{er} semestre, p. 7-32.
- VERNES, L. : « Les partis politiques et leur évolution dans les Etats francophones d'Afrique », *R.J.P.I.C.*, oct.-déc. 1966, p. 581-608.

- WALLERSTEIN, I. : « La recherche d'une identité nationale en Afrique occidentale », *Présence Africaine*, XXXIV-XXXV, p. 79 et suiv.
- « Ethnicity and national integration », *Cahiers d'Etudes Africaines*, 1960, n° 3.
- « What Happened to the Opposition », *West Africa*, 18 et 25 novembre 1961.
- « Elites in French-speaking West-Africa : the social basis of ideas », *Journal of Modern African Studies*, mai 1965, p. 1-33.
- WEINBERG, L. : « Party politics in West Africa », *Genève-Afrique*, 1964, n° 2, p. 180-240.
- WORSLEY P. : « One-Party democracy », *The Listener*, 4 Aug, 1960, p. 171-173.
- XXX : *Latitudes*, n° 3, 1^{er} sem. 1958, p. 33-45 : « L'évolution des partis politiques en A.E.F. »
- XXX : *Afrique contemporaine* : mars-avril 1966, p. 2-7, « Les coups d'Etats militaires ».
- XXX : *Le mois en Afrique* : « Armées d'Afrique francophone et construction nationale », fév. 1967, p. 40-57 et « Partis politiques africains », avril 1968, p. 31-102.
- ZOLBERG, A.R. : « One-party system and government for the people », *Africa today*, mai 1962.
- « L'école africaine de la démocratie », *Preuves*, 1962, n° 142.

III. — BIBLIOGRAPHIE PAR ETATS

CAMEROUN

Notes et études documentaires (cité N.E.D.) : 1961, n° 2741

- ANTOINE, P. : « L'essor des partis politiques au Cameroun », *Latitudes*, n° 3, 1^{er} sem. 1958, p. 47-58.
- ARDENER, E. : « The political history of Cameroun », *World today*, août 1962, p. 341-350.
- Bulletin de la Commission Internationale des Juristes*, sept. 1964, p. 5-12 : « Les lois d'exception dans la République fédérale du Cameroun ».
- CHAULEUR, P. : « Le Cameroun à la veille de l'indépendance », *Etudes*, nov. 1959, p. 202-214.
- EYINGA, A. : *Les élections camerounaises du 10 avril 1960*, Mémoire, D.E.S. de Science Politique, Paris, 1960.
- FOALEM, A. : « Servir le pays ou servir le régime ? », *Revue Camerounaise*, juil.-déc. 1960, p. 42-49.
- GONIDEC, P.-F. : « Les institutions politiques de la République fédérale du Cameroun », *Civilisations*, 1961, p. 370-395, 1962, p. 13-22.
- LAMBERTON, S. : « Les Bamiléké dans le Cameroun d'aujourd'hui », *Revue de Défense Nationale*, mars 1960, p. 461-477.
- LEMBEZAT, B. : *Le Cameroun*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1965.
- LEVINE, V.T. : *The Cameroun from mandate to independence*, Berkeley, Los Angeles, University of California press, 1964.
- « Cameroun » in *Political parties and national integration in Tropical Africa*, op. cit., p. 132-184.
- MANUE, G.R. : « L'Indépendance du Cameroun », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} février 1960, p. 461-473.
- MVENG, E. : *Histoire du Cameroun*, Paris, Présence Africaine, 1963.
- ROBERTS, M. : « Political prospects for the Cameroun », *World today*, juillet 1960, p. 305-313.
- Temps Modernes (Les)*, nov. 1959, p. 941-953 : « Note sur la répression au Cameroun ».

- TESSA, S. : *Le chef de l'Etat dans la constitution camerounaise*, Mémoire D.E.S., Science Politique, Paris, 1965.
- TOLÉN, A. : *L'évolution des partis politiques au Cameroun*, Mémoires, D.E.S., Science Politique, Bordeaux, 1963.
- « Le Cameroun et son régime politique », *Rapport au Colloque F.N.S.P.-C.E.R.I.* (30 nov.-1^{er} déc. 1963) sur les régimes des nouveaux Etats et leurs relations internationales.
- Travaux du Centre d'Etudes d'Afrique noire : *Le Cameroun et son régime politique*, Bordeaux, déc. 1963.
- ZANG-ATANGANA, J.M. : « Les partis politiques camerounais », *Penant*, 1960, p. 681-708.
- *Les Forces politiques au Cameroun réunifié*, thèse de doctorat, Paris 1963, 806 p. dactylogr.

LE CONGO-BRAZZAVILLE

N.E.D. : 1960, n° 2732

- BALANDIER, G. : *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, P.U.F., 1^{re} éd., 1955.
- BIARNÈS, P. : « Congo-Brazzaville : durcissement interne et dialogue avec l'étranger », *le Mois en Afrique*, mai 1966, p. 2-5.
- DECRAENE, Ph. : « Après quinze mois de révolution congolaise », *Europe-France Outre-Mer*, nov. 1964, p. 10-13.
- « Congo-Brazzaville : le mystère s'épaissit », *Le Mois en Afrique*, sept. 1966, p. 30-34.
- MANCKASA, C. : *Mutations politiques du Congo-Brazzaville*, Mémoire, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris, 1966.
- MARCHAT, P. : « Réflexions sur une révolution (Congo-Brazzaville) », *Revue de Défense Nationale*, janvier 1965, p. 65-76.
- MATONGO, T. : *L'évolution constitutionnelle et politique du Congo-Brazzaville depuis l'indépendance*, Mémoire, D.E.S., Science Politique, Paris, 1966.
- SYNDA, M. : *Notes pour servir à l'étude des mouvements messianiques congolais*, thèse Sorbonne, 1960.
- TERRAY, E. : « Les révolutions congolaise et dahoméenne », *Revue Française de Science Politique*, 1964, p. 917-942.
- WAGRET, J.M. : *Histoire et sociologie politique du Congo-Brazzaville*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1963.
- *Les Forces politiques du Moyen Congo et dans la République du Congo au moment de la constitution du nouvel Etat*, Mémoire, D.E.S. Science politique, Paris 1960.
- « L'ascension politique de l'U.D.D.I.A. (Congo) et sa prise de pouvoir (1956-1963) », *R.J.P.O.M.*, 1963, p. 334 et suiv.

LA CÔTE D'IVOIRE

N.E.D. : 1966, n° 3308

- AMIN, S. : *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Les Editions de Minuit, 1967.
- BÉRNARD, A. : *Y a-t-il des classes sociales en Côte d'Ivoire ?* Mémoire Diplôme d'Etudes Supérieures de Sciences Economiques, Lille, 1965.
- BIARNÈS, P. : « Côte d'Ivoire : début d'une nouvelle étape », *Le Mois en Afrique*, juin 1967, p. 7-10.
- BOISSIN, R. : *La République de Côte d'Ivoire*, Abidjan, 1960.
- BONI, A. : « Les institutions politiques et administratives de la Côte

- d'Ivoire », in *Les Constitutions et institutions administratives des Etats nouveaux*, op. cit., p. 51-69.
- CLIGNET, R. et FOSTER, P. : « Potential elites in Ghana and the Ivory-Coast. A preliminary comparison », *American Journal of Sociology* (3), 1964, p. 349-362.
- COMTE, G. : « Cinq ans de République », *Europe-France-Outre-Mer*, déc. 1963.
- « La Côte d'Ivoire après l'alerte », *Europe-France-Outre-Mer*, déc. 1965, p. 14-34.
- DACOURY-TABLEY, P. : *Les forces politique en Côte d'Ivoire*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1965.
- GENTIL, E. : *Les idéologies politiques de la Côte d'Ivoire*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1966.
- GONIDEC, P.F. : « Les principes fondamentaux du régime politique de la Côte d'Ivoire », *Penant*, 1961, p. 679-702.
- HOLAS, B. : *Changements sociaux en Côte d'Ivoire*, Paris, P.U.F., 1961.
- KEITA, Mory : *Les origines sociales des élites politiques dans la Côte d'Ivoire*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Dijon, 1966.
- KIGBAFORO-SILUE, J. : *L'administration départementale et les problèmes du développement économique et social en Côte d'Ivoire*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1965.
- KOUAME : « La vie parlementaire ivoirienne », *Penant*, nov.-déc. 1961.
- LE GUILLERME, P. : *Conquête fraternelle en Côte d'Ivoire*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1965.
- MANOUAN, A. : *La séparation des pouvoirs dans le régime politique ivoirien*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1963.
- MARCHAND, A. : *La formation des cadres supérieurs et l'administration ivoirienne*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1967.
- MOUSSET, P. : « La République de M. Houphouët-Boigny à l'heure de l'Indépendance », *Revue des Deux Mondes*, 15 sept. 1960, p. 254-270.
- ROUGERIE, L. : *La Côte d'Ivoire*, Paris, P.U.F., 1964.
- SY, S.M. : *Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique noire* (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali), Paris, A. Pedone, 1965.
- THOMSON, V. : « The Ivory-Coast » in *African one-party States*, op. cit., p. 237-324.
- VIGNAUD, P. : « Les élections du 2 janvier 1956 en Côte d'Ivoire », *R.F.S.P.*, 1956, p. 570-582.
- WODIE, F. : *Evolution du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1963.
- « Côte d'Ivoire. Le congrès du P.D.C.I. », *Afrique contemporaine*, nov.-déc. 1965, p. 7.
- ZOLBERG, A.R. : *One-party government in the Ivory Coast*, Princeton, Princeton University Press, 1964, 374 p.
- « Effets de la structure d'un parti politique sur l'intégration nationale », *Cahiers d'études africaines*, oct. 1960, p. 140-149.
- « Mass parties and national integration. The case of the Ivory-Coast », *Journal of politics*, February 1963, p. 36-48.
- « Ivory-Coast » in *Political parties and national integration in Tropical Africa*, op. cit., p. 65-89.

LE DAHOMEY

N.E.D. : 1966, n° 3307

- BHELY-QUENUM, O. : « Le Dahomey : une République ébranlée », *France-Eurafrique*, novembre 1963, p. 25-28.
- BONZON, S. : « Les Dahoméens en Afrique de l'Ouest », *R.F.S.P.*, 1967, p. 718-726.

- Bulletin de la Commission internationale des juristes*, mai 1962, p. 30-35 : « Le Tribunal spécial du Dahomey ».
- CORNEVIN, R. : *Histoire du Dahomey*, Paris, Berger-Levrault, 1962.
- *Le Dahomey*, Paris, P.U.F., 1965.
- GARCIA, L. : *L'évolution politique récente du Dahomey*, Mémoire, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris, 1966.
- GLELE, M.A. : *L'évolution politique et constitutionnelle du Dahomey*, thèse Droit, Paris, 1967, 391 p. dactylogr.
- « Des Institutions politiques dahoméennes » in *Les constitutions administratives des Etats nouveaux*, op. cit., p. 70-82.
- LOMBARD, J. : « La vie politique dans une ancienne société de type féodal : Les Baribas du Dahomey », *Cahiers d'Etudes Africaines*, oct. 1960.
- OKE, M. : *Les partis politiques dahoméens*, Mémoire, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris, 6^e Section, 1964.

LE GABON

N.E.D. : 1961, n° 2795

- ANCHOUÉY, M. : *La vie politique du Gabon de 1960 à 1965*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Poitiers, 1965.
- BIARNÈS, P. : « M. Albert Bongo succédera-t-il au président Léon M'Ba ? » *Le Mois en Afrique*, janvier 1967, p. 38-40.
- CHASTENET DE GÉRY, Ph. : *L'évolution constitutionnelle de la République Gabonaise*, Mémoire Sciences Politiques, Paris, 1962.
- M'BA, L. : *Recueil de discours du Président Léon M'Ba*, Monaco, Société des éditions P. Bory, 1961-62 et 1964-65.
- N'TOUTOUME, T. : *La crise politique gabonaise de 1964*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1966.
- WEINBERG, G. : *Gabon : Nation building on the Ogooué*, M.I.T., Press, Cambridge, Massachusett, 1966.
- « Léon M'Ba : the ideology of dependance », *Genève-Afrique*, vol. VII, n° 1, 1967, p. 49-62.

LA GUINÉE

N.E.D. : 1965, n° 3202

- AMEILLON, B. : *La Guinée, bilan d'une indépendance*, Paris, Maspéro, 1964.
- AMIN, S. : *Trois expériences africaines de développement : Le Mali, la Guinée, le Ghana*, Paris, P.U.F., 1965.
- AUDRAIN, Ch. : « Guinea and Senegal : contrasting types of african socialism » in *African socialism*, op. cit., p. 160-174.
- BEAUJEU-GARNIER, J. : « Essai de géographie électorale guinéenne », *Cahiers d'Outre-Mer*, oct.-déc. 1958, p. 309-333.
- BIARNÈS, P. : « Guinée : Agonie d'un régime », *Le Mois en Afrique*, oct. 1965, p. 15-18.
- « Mali et Guinée : Relance de la révolution ? » *Le Mois en Afrique*, sept. 1967, p. 7-12.
- CESAIRE, A. : « La pensée politique de Sékou Touré », *Présence Africaine*, déc. 1959-janv. 1960, p. 65-73.
- CHALLAND, G. et MINCES, J. : « L'Afrique et la Guinée », *Partisans*, nov.-déc. 1962, p. 102-105.
- CHARLES, B. : *Guinée*, Lausanne, éd. Rencontre, 1963.
- « Un parti politique africain : le parti démocratique de Guinée », *R.F.S.P.*, juin 1962, p. 312-359.

- « La Guinée et son régime politique », *Rapport au Colloque F.N.S.P.-C.E.R.I.* (30 nov.-1^{er} déc. 1963) sur les régimes des nouveaux Etats et leurs relations internationales.
- CONDE, A. : *Le P.D.G. et le peuple en Guinée*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1965.
- COWAN, L.G. : « Guinea » in *African one-party states*, *op. cit.*, p. 149-236.
- Croissance des Jeunes Nations*, juil.-août 1965, p. 4-16 : « La Guinée six ans après ».
- DECREAENE, Ph. : « Guinée an IV » in *Le Monde*, 29 déc. 1961.
- « La Guinée seule face à elle-même », *Preuves*, mars 1962, p. 50-55.
- DI AKHITE, N. et Sow, M. : Intervention au colloque de Dakar in *Développement et socialisme*, *op. cit.*, p. 259-272.
- DI QUAL, L. : « Essai d'une histoire politique guinéenne de la colonisation à l'indépendance », *Annales de la Faculté de Droit de Lille*, 1964, p. 125-200.
- DU BOIS, V.D. : « Guinea » in *Political parties and national integration in Tropical Africa*, *op. cit.*, p. 182-215.
- FISHER, G. : « Quelques aspects de la doctrine politique guinéenne », *Civilisations*, IX (4), 1959, p. 457-478.
- « La signification de l'indépendance guinéenne », *Présence Africaine*, XXIX, déc. 1959-janv. 1960, p. 53-61.
- GIUDICELLI, G. : *Les forces politiques en Guinée*, Mémoire, D.E.S. de Science Politique, Paris, 1963.
- HAMON, L. : « Le P.D.G. d'avant l'indépendance à 1960 », *R.J.P.O.M.*, 1961, p. 354-368.
- JOUANNIN, M. : *La pensée politique d'Ahmed Sekou Touré*, thèse Droit, Paris, 1966, 260 p. dact.
- *Les Forces politiques en Guinée*, Mémoire, D.E.S. de Science Politique, Paris, 1963.
- KA, A.A. : « L'apport de la révolution guinéenne », *Africa*, 31, avril-mai 1964, p. 15-17.
- LACOUTURE, J. : *Cinq hommes et la France*, Paris, Seuil, 1961.
- PIERSON-MATHY, P. : « La République de Guinée », *Chronique de Politique Etrangère*, Bruxelles, janv.-mai 1961, p. 239-283.
- Présence Africaine*, déc. 1959-janv. 1960, numéro spécial : « Guinée Indépendante ».
- SURET-CANALE, J. : « Vérités sur la Guinée », *Cahiers du communisme*, octobre 1964, p. 56 et suiv.
- « La Guinée face à son avenir », *Nouvelle Revue Internationale*, février 1966, p. 58-75.
- « La fin de la chefferie en Guinée », *Journal of African History*, VII, 3, 1966, p. 459-493.
- TOURÉ, S. : *La Guinée et l'émancipation africaine*, Paris, Présence Africaine, 1959.
- *Expérience guinéenne et unité africaine*, Présence Africaine, Paris, 1959.
- *La révolution guinéenne et le progrès social*, t. X, Conakry, Imprimerie Nationale, 1963.
- *L'Afrique et la révolution*, t. XIII.
- « Le leader politique considéré comme le représentant d'une culture », *Présence africaine*, février-mai 1959, pp. 104-115.
- « La révolution et l'unité populaire », *Recherches africaines*, oct.-déc. 1963.
- WALLERSTEIN, I. : « L'idéologie du P.D.G. », *Présence Africaine*, 1^{er} trim. 1962, p. 44-56.
- XXX : « Guinée : Réforme du Parti », *Afrique Contemporaine*, janv.-fév. 1965, p. 10.
- XXX : « Les statuts du P.D.G. », *Recherche africaine*, oct.-déc. 1958, p. 309-333.

LA HAUTE-VOLTA

N.E.D. : 1960, n° 2693

- BIARNES, P. : « Haute-Volta : Ferme mise à l'écart des civils », *Le Mois en Afrique*, janv. 1967, p. 30-34.
- CONOMBO, S. : « Les institutions et leur développement en République de Haute-Volta » in *Les Constitutions et institutions administratives des Etats nouveaux*, op. cit., p. 98-102.
- REYNIER, J. : *Les partis politiques en Haute-Volta*, Mémoire, D.E.S. de Science Politique, Dijon, 1961.
- ZOROME, M. : *Forces politiques traditionnelles en Haute-Volta*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1964.

MADAGASCAR

N.E.D. : 1960, n° 2737

- ALBERTINI : « Bilan d'activité du parti communiste malgache », *Est et Ouest*, 15 nov. 1961, p. 14-17.
- CADOUX, Ch. : « Madagascar. Constitution et vie politique », *Bulletin de l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer*, oct. 1966, p. 5-24.
- DABEZIES, P. : *Le développement des partis politiques malgaches*, Mémoire, D.E.S. de Science Politique, Paris, 1959.
- DARSAC, R. : « Contradictions et partis malgaches », *Revue de l'Action Populaire*, n° 120, 1958, p. 836-849.
- DECRAENE, Ph. : « Madagascar : ciel serein pour Tsiranana », *Le Mois en Afrique*, octobre 1966, p. 31-33.
- FEUER, G. : « Madagascar et son régime politique », *Rapport au Colloque F.N.S.P.-C.E.R.I.* (30 nov.-1^{er} déc. 1963) sur les régimes des nouveaux Etats et leurs relations internationales.
- ISNARD, H. : « Disparités régionales et unité nationale à Madagascar », *Cahiers Internationaux de sociologie*, 1962, p. 25-42.
- MOUNIER, B. : « Caractères des institutions de la République malgache », *Bulletin de Madagascar*, février 1960, p. 97-108.
- « Le Parlement de la République malgache », *R.J.P.O.M.*, 1960, p. 489-550.
- PASCAL, R. : *La République Malgache*, Paris, Berger-Levrault, 1965.
- *Les partis politiques à Madagascar*, Mémoire, D.E.S. de Science Politique, Tananarive.
- PASCAL, R. : « Fiharanana ou le socialisme malgache », *Afrique Contemporaine*, juillet-août 1966, p. 19-22.
- POUTOT, J. : *Le Sénat de la République malgache*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1966.
- RABEMANANJARA, J. : « Les fondements culturels du nationalisme malgache », *Présence Africaine*, février-mai 1958, p. 125-142.
- RAHARIMANANA, J. : *Madagascar et son unité politique*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1964.
- RAJAOBELINA, P. : « La constitution, les institutions administratives et la vie politique en République Malgache » in *Les constitutions et institutions des Etats nouveaux*, op. cit., p. 115-130.
- RAJOHNSON, R. : *Principes et réalités démocratiques malgaches*, Mémoire, D.E.S. Science Politique, Paris, 1965.
- SAINT-CHAMAND : « A Madagascar ; Le Président Tsiranana et la situation politique », *Revue des Deux Mondes*, 15 nov. 1959, p. 225-235.
- « Madagascar, An I », *ibidem*, 1^{er} déc. 1960, p. 441-454.
- SPACENSKY, A. : *Les partis et la vie politique à Madagascar (1945-1965)*, thèse Droit, Paris, 1965.

- « Regards sur l'évolution politique malgache, 1945-1966 », *R.F.S.P.*, 1967, p. 263-285 et p. 668-688.
- XXX : « Les partis politiques à Madagascar », *Cahiers d'Action religieuse et sociale*, 1^{er} mai 1960, p. 269-274.
- XXX : « Bilan de l'activité du parti communiste malgache », *Est et Ouest*, 15 novembre 1961, p. 14-17.

LE MALI

N.E.D. : 1961, n° 2739

- AMIN, S. : *Trois expériences africaines de développement : le Mali, la Guinée, le Ghana*, Paris, P.U.F., 1965.
- BIARNÈS, P. : « Mali et Guinée : Relance de la révolution ? » *Le Mois en Afrique*, sept. 1967, p. 7-12.
- « Mali : l'heure de la vérité », *Le Mois en Afrique*, mai 1966, p. 20-22.
- Bulletin de la Commission internationale des juristes*, juil. 1963, p. 30-37, « L'expérience du Tribunal populaire au Mali ».
- Congrès extraordinaire de l'U.S.-R.D.A.*, 22 septembre 1960, Bamako, Imprimerie du Gouvernement du Mali, 47 p.
- 6^e Congrès de l'Union soudanaise R.D.A.*, Bamako, 10, 11, 12 sept. 1962, Bamako, éd. Librairie Populaire, 1963.
- CORNEVIN R. : « L'éclatement de la Fédération du Mali est dans la logique de l'histoire », *Revue de Défense Nationale*, déc. 1960, p. 1949-1961.
- DELVAL R. : « Le R.D.A. au Soudan français », *L'Afrique et l'Asie*, 4^e trimestre 1961.
- GAM P. : « Les causes de l'éclatement de la Fédération du Mali », *R.J.P.I.C.* 1966, p. 411 et suiv.
- GRUNDY K.W. : « Marxism-leninism and african underdevelopment : The Mali approach », *International Journal*, XVII, Summer 1962, p. 300-304.
- HODGKIN Th. and SCHACHTER-MORGENTHAU R. : « Mali » in *Political parties and national integration in Tropical Africa*, op. cit., p. 216-258.
- KEITA M. : *Discours et interventions* (1965), 334 p.
- KOUYATE S.B. : *Les dirigeants africains face à leur peuple*, Paris, Maspero, 1964.
- « Rapport sur la politique économique du Mali » in *2^e Séminaire de l'U.S.-R.D.A.*, 5, 6, 7 septembre 1962, Bamako, 1962.
- « Politiques de développement et voies africaines du socialisme », *Présence Africaine*, 1963, 1^{er} trim. XLVII, p. 59-72.
- Le Mali au service de l'unité africaine*, Bamako, sept. 1963.
- 2^e Séminaire de l'Union soudanaise* — *R.D.A.*, Bamako, 5, 6, 7 septembre 1962, Bamako.
- SNYDER F.G. : *One-party government in Mali. Transition toward control*, New Haven, London, Yale University Press, 1965, 178 p.
- ZOLBERG A.R. : « The political revival of Mali », *World Today*, avril 1965, p. 151-160.

LA MAURITANIE

N.E.D. : 1960, n° 2687

- Développement africain*, mai 1961, « La République islamique de Mauritanie ».
- EAGLETON W. (Jr.) : « The Islamic Republic of Mauritania », *Middle East Journal* (Washington), Winter 1965.
- GERTEINY, A.G. : *Mauritania*, Londres, Pall Mall Press, 1967, 243 p.
- MOORE C.H. : « Partyism in Mauritania », *Journal of Modern African Studies*, 3, 1965, p. 409-420.

- VIGNER P. : « L'évolution politique de la Mauritanie », *Rapport à la Table Ronde de l'Association française des sciences politiques*, Paris, mars 1959.
 — *La situation politique de la Mauritanie*, Mémoire, Science Politique, Paris 1958.
 XXX : « Mauritanie : Menaces pour l'unité », *Le Mois en Afrique*, février 1966, p. 12-14.

LE NIGER

N.E.D. : 1960, n° 2638

- COMTE G. : « Que représente l'opposition ? », *Europe-France-Outre-Mer*, novembre 1965, p. 13-15.
 CONDAT G. : « Présentation du Niger », *Revue de la Société d'Etudes et d'Expression*, sept.-oct. 1963.
Démocratie nouvelle, février 1962, « La situation politique au Niger ».
 HAMA B. : *Contribution à l'unité africaine*, Paris, Présence Africaine, 1966.
 SERE DE RIVIÈRES E. : *Histoire du Niger*, Paris, Berger-Levrault, 1965.

LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

N.E.D. : 1960, n° 2733

- DECHEIX P. : « La nouvelle constitution de la République Centrafricaine », *R.J.P.I.C.*, 1965.
 XXX : « Centrafrique : l'ère des pronunciamientos africains », *Le Mois en Afrique*, janv. 1966, p. 2-3.
 — « Centrafrique : Le régime isolé », *Le Mois en Afrique*, fév. 1966, p. 17-19.

LE SÉNÉGAL

N.E.D. : 1961, n° 2754

- AURILLAC M. : « Les institutions sénégalaises », *R.J.P.I.C.*, 1964, n° 1, p. 83-93, n° 2, p. 229-238.
 AURILLAC M. : « Aspects juridiques du socialisme sénégalais », *Annales Africaines*, 1962.
 BIARNES P. : « Sénégal : un grand péril écarté », *Le mois en Afrique*, avril 1967, p. 22-24.
 CISSE B.M. : « L'animation des masses, condition d'un socialisme authentique », *Développement et civilisations*, 1962, supplément, p. 38-44.
 CISSE-DIA A. : « L'armée nationale sénégalaise », *Europe-France-Outre-Mer*, juil.-août 1964, p. 15-17.
 D'ARBOUSSIER G. : « La primauté du Droit dans les nouvelles institutions de la République du Sénégal », *Penant*, 1961, p. 11-16.
 DECRAENE P. : « Le Sénégal en mue », *Preuves*, avril 1965, p. 43-54.
 DESCHAMPS H. : *Le Sénégal et la Gambie*, Paris, P.U.F., 1964.
 DIAKITE I. : *Le référendum de 1956 au Sénégal*, Mémoire, D.E.S. Science politique, Paris, 1964.
 DIOP B. : « La voie du Sénégal », *Révolution*, oct.-nov. 1964, p. 17-23.
 DIOP I. : *Les élections présidentielles et législatives du 1^{er} décembre 1963 au Sénégal*, Mémoire, D.E.S. Science politique, Paris, 1965.
 DIOP M. : *Classes et idéologies de classe au Sénégal*, éditions du Comité central, 1965.

- « La classe ouvrière sénégalaise », *Nouvelle revue internationale*, janv. 1967, p. 80-97.
- DIOUF K.N. et THIAM H. : « Réponse à M. Thibaud », *Esprit*, janvier 1964, p. 157-169.
- FOLTZ W.J. : « Sénégal » in *Political parties and national integration in Tropical Africa*, *op. cit.*, p. 16-64.
- « The political parties of Senegal » in J.S. Coleman and C.G. Rosberg (ed.), *Political groups in Middle Africa*, *op. cit.*
- GANDOLFI A. : « Les partis politiques au Sénégal », Mémoire, D.E.S. Science politique, Aix-en-Provence, 1960.
- HAMON L. : « La voie africaine du socialisme selon la pensée socialiste sénégalaise », *Penant*, 1963, p. 13-30 et p. 168-181.
- HYMANS J.L. : « The origins of Leopold Senghor's african road to socialism », *Genève-Afrique*, vol. IV, n° 1, 1967, p. 33-48.
- LAFON M. : « Eléments sur la crise sénégalaise », *Economie et Politique*, n° 103, fév. 1963.
- LARCHE G. : « Quelques aspects politiques et économiques de l'indépendance du Sénégal », *Europe-France-Outre-Mer*, août-sept. 1960.
- LAVROFF D.G. : *La République du Sénégal*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, tome XIII, 1965, 257 p.
- LE GUILLOU F. : « Le Sénégal socialiste, son régime politique et ses relations extérieures », *Rapport au colloque F.N.S.P.-C.E.R.I.* (30 nov.-1^{er} déc. 1963) sur les régimes des nouveaux Etats et leurs relations internationales.
- LO, M. : « L'Union progressiste sénégalaise » in *Forces politiques en Afrique Noire*, *op. cit.*, p. 105-213.
- LUNEL A. : *Sénégal*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1966.
- MARTON J. : « De la négritude au socialisme africain », *La Pensée*, déc. 1966, p. 3-10.
- MATHIAM J. : « Les tâches de l'U.P.S. », *Développement et civilisations*, 1962, supplément, p. 76-79.
- M'BAYE K. : « Aperçu sur les institutions sénégalaises » in *Les constitutions et institutions administratives des Etats nouveaux*, *op. cit.*, p. 229-256.
- MERCIER P. : « Evolution of senegalese elites », *International Social Science Bulletin*, VIII, n° 3, 1956, p. 441-452.
- « La vie politique dans les centres urbains du Sénégal », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 27, 1959, p. 55-84.
- MILCENT E. : *Au carrefour des options africaines : le Sénégal* : Paris, éd. du Centurion, 1965.
- « Sénégal » in *African one-party States*, *op. cit.*, p. 87-148.
- N'GOM O. : *Manuel du militant de l'U.P.S.*, Dakar, 1961.
- PAQUET J. : *Essai sur la tentative d'édification de la nation sénégalaise : 1957-1963*, Mémoire, D.E.S. Science politique, Paris 1967.
- DE ROBILLARD DE BEAUREPAIRE G. : *Le régime constitutionnel du Sénégal*, thèse de Doctorat, Paris, 1964.
- ROBINSON K.E. : « Senegal : the elections to the territorial Assembly, March 1957 » in *Five elections in Africa*, *op. cit.*
- ROUS J. : *Léopold Sédar Senghor, un président de l'Afrique nouvelle*, Paris, John-Didier, 1967, 163 p.
- SENGHOR L.S. : *Congrès constitutif du P.F.A. Rapport sur la doctrine et le programme du Parti*, Paris, 1959.
- *Liberté — I — Négritude et Humanisme*, Paris, Seuil, 1964.
- *Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Présence Africaine, 1961.
- *Pierre Teilhard de Chardin et la politique africaine*, Paris, Seuil, 1962.
- *Théorie et pratique du socialisme sénégalais*, Dakar, 1962, ronéot.

- L'esprit de la civilisation ou les lois de la culture négro-africaine », *Présence Africaine*, 1956, nos 8, 9, 10, p. 51-65.
- « L'esthétique négro-africaine », *Diogenes*, oct. 1956, I, 16, p. 43-61.
- « Il y a une négritude », *Preuves*, août 1958.
- « Eléments constitutifs d'une civilisation d'inspiration-négro-africaine », *Présence africaine*, 1959, n° 24-25, p. 249-282.
- « Les données du problème » in *Développement et Socialisme*, Paris, *Présence africaine*, 1963, p. 11-17.
- « Latinité et négritude », *Présence africaine*, 4^e trimestre 1964, p. 5-13.
- « Arabisme et négritude », *Présence Africaine*, n° 51, 1^{er} trimestre 1967, p. 94-102.
- SKURNIK W.A.E. : « L.S. Senghor and african socialism », *Journal of Modern African Studies*, III, oct. 1965, p. 349-369.
- « Senegal and the African party of independence », *The African Communist*, n° 12, avril-juin 1963, p. 48-60.
- THIBAUD P. : « Senghor, Dia et le socialisme africain », *Esprit*, sept. 1963.
- THOMAS L.V. : « Le socialisme de L.S. Senghor et l'âme africaine », *Afrique Documents*, 1964, p. 167-193.
- « Senghor à la recherche de l'homme nègre », *Présence Africaine*, 2^e trimestre 1965, p. 7-36.
- TRAORE, B. : « Les partis au Sénégal depuis 1946 » in *Forces Politiques en Afrique Noire*, op. cit., p. 1-104.
- Travaux du Centre d'études d'Afrique Noire : *Le Sénégal « socialiste », son régime politique et ses relations extérieures*, Bordeaux, déc. 1963.
- ZUCCARELLI, F. : « Au Sénégal, la démocratie d'un parti dominant », *R.J.P.I.C.*, avr.-juin 1966, p. 285-294.
- *La formation de l'unité nationale au Sénégal*, Mémoire du Centre des hautes études administratives sur l'Afrique et l'Asie modernes, Paris, 1964.

LE TCHAD

N.E.D., 1960, n° 2696

- ADOUM, M. : Intervention au colloque de Dakar, *Développement et socialisme*, op. cit.
- HUGO, P. : *Le Tchad*, Paris, Nouvelles Edit. Latines, 1965.
- LE CORNEC, J. : *Histoire politique du Tchad de 1900 à 1962*, Paris, L.G.D.J., 1963.
- *Les partis politiques du Tchad et leur évolution*, Mémoire D.E.S. Science politique, Paris, 1960.
- SAINT-LOUIS, M. : *Le parti progressiste tchadien dans la vie politique du Tchad*, Mémoire, Science politique, Paris, 1960.

LE TOGO

N.E.D., 1960, n° 2706

- AGBLEMAGNON, F.N. : « Mythe et réalité de la classe sociale en Afrique Noire : le cas du Togo », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XXXVIII, 1965, p. 155-168.
- CORNEVIN, R. : *Histoire du Togo*, Paris, Berger-Levrault, 1962.
- *Le Togo, nation pilote*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1963.
- CORPIERRE, M. : « Les trois singularités du Togo », *Preuves*, déc. 1965, p. 48 et suiv.

- DECRAENE, Ph : « Togo : arbitrage de l'armée », *Le Mois en Afrique*, déc. 1966, p. 10-13.
- GONIDEC, P.F. : « L'évolution de la République autonome du Togo », *A.F.D.I.*, 1957, p. 627 et suiv.
- JURET, P. : « La crise togolaise », *Revue politique des idées et des institutions*, fév. 1963, p. 112-117.
- KODJO, M. : *Eléments pour une sociologie politique de la vie togolaise*, Mémoires, D.E.S. Science politique, Paris, 1967.
- Marchés tropicaux*, 9 mars 1963, p. 17-18 : « Avant les élections togolaises, les partis politiques se comptent. »
- NOMEDJI, N. : *Les partis politiques au Togo et au Cameroun*, Mémoire, D.E.S., Science politique, Poitiers 1966.
- PEPY, D. : « La République du Togo », *Rapport à la Table Ronde de l'Association française de science politique*, Paris, mars 1959, ronéo.
- PAUVERT : « L'évolution politique des Ewé », *Cahiers d'Etudes africaines*, mai 1960, p. 160-191.
- TERIVE, J.D. : « Analyse d'un coup d'Etat », *Africa Report*, january 1963, n° 3-5.
- XXX : « L'évolution récente des partis Togolais », *Latitudes*, n° 3, 1^{er} sem. 1958, p. 59-69.

INDEX DES MATIERES

(Les chiffres renvoient aux pages et, en italiques,
aux développements importants)

A

Absorption (des partis), 131.
Adhérents, 306, 317 et s.
Administration, 248 et s., 324 et s.
A.K.F.M., 45, 111.
Alliances, 129 et s.
Amérique latine, 182.
Animation rurale, 277 et s.
Arbitraire, 145 et s.
Armée, 113, 208, 288, 376.
A.S.T., 47, 49.
Assemblée nationale, 214 et s., 325.
Assise sociale, 305 et s.
Autoritarisme, 134 et s., 290 et s.
Athéisme, 350.
Avenir, 171.

B

B.A.G., 44.
B.D.G., 54, 71, 111.
Bicaméralisme, 212.
Bicéphalisme, 223, 225, 233, 235-237, 242-245.
Bipartisme, 54 et s.
B.M.S., 83.
B.P.S. (B.D.S.), 36, 46.
Bourgeoisie, 264, 351.
Bureau politique, 239, 295, 325, 330 et s.

C

Cameroun, 42, 112, 144, 147, 162, 202, 395.
Capitalisme, 264 et s., 271, 344 et s., 351.
Culte de la personnalité, 245-248.
C.U.T., 47, 58, 61, 62.

Centrafricaine (République), 63, 68, 98, 105, 115, 282, 402.
Centralisme démocratique, 293, 296.
Chef de l'Etat, 227 et s.
Classes sociales, 67, 175-176, 269, 305, 332, 347, 351 et s.
Colonialisme, 166, 167, 306, 346.
Comité
— de base, 293, 311 et s.
— directeur, 239, 325.
Communautaire (société), 360 et s.
Communauté (franco-africaine), 56, 211.
Communisme, 204, 348 et s.
Complots, 142 et s.
Condamnation (opposition), 141.
Conférence de
— Addis-Abeba, 143, 164 et s., 205.
— Berlin, 161.
— Casablanca, 163.
Congo-Brazzaville, 42, 59, 68, 82, 98, 106, 145, 190, 202, 282, 302, 342, 396.
Congrès (des partis), 238, 296.
Congrès de Manchester (panafricain), 163.
Constitution, 95, 104, 210 et s., 224 et s.
Convention africaine, 39, 64.
Côte d'Ivoire, 99, 108, 147, 196 et s., 228-229, 331, 337, 342, 396.
Coup d'Etat, 114 et s., 377-378.
Cour criminelle spéciale, 139.
Cour de sûreté de l'Etat, 139.
C.P.N.C., 113.

D

Dahomey, 43, 48 et s., 70, 84-86, 98, 108, 114, 126, 130, 144, 191-192, 234-237, 282, 309, 397.

Délit politique, 139.

Démagogie, 199 et s.

Démocratie

— africaine, 357.

— classique, 185.

— populaire, 150.

— tribale, 170.

Développement économique, 258 et s.

Dictature, 113, 183.

D.I.G., 54.

D.S.G., 44.

E

E.D.I.G., 54.

Elections

— liste nationale unique, 123.

— régime électoral, 121.

— résultat, 48, 49, 54, 55, 57, 68, 85, 111, 116-119, 126, 308, 309.

— signification, 215 et s.

— scrutin, 122.

— tableau, 116, 308.

Encadrement, 251-252, 272 et s.

Entente mauritanienne, 45.

Etat d'alerte, 137.

Etat d'exception, 136.

Etat de siège, 137.

Etat d'urgence, 136.

Ethnisme (cf. tribalisme).

Etudiants, 255-256.

Exode rural, 322-323.

F

Factions, 333.

Fascisme, 148, 150, 181-182, 299, 313, 316.

Femmes (Mouvement de), 301-302.

Fonctionnaires, 253, 274, 324.

F.P.U.P., 42.

Frontières, 161 et s.

Fusion (des partis), 130.

G

Gabon, 54, 71-72, 82, 111, 127, 244-245, 398.

G.E.N.D., 43.

G.P.C., 42.

G.I.R.T., 47, 49, 69.

Guinée, 44, 56, 99, 108, 131, 174-180, 214 et s., 229-231, 280, 281-

282, 299-300, 302, 303, 310, 330, 338, 398.

H

Haute-Volta, 44, 68, 99, 108, 115, 162, 282, 400.

Histoire africaine, 168 et s., 360, 363.

Hobbes, 177-178.

Humanisme, 360 et s.

I

Idéologie, 184, 340 et s.

Impérialisme, 52, 167, 306.

Indépendance, 56-57, 76, 92 et s., 137.

Intégration nationale, 159 et s.

Interdiction (des partis), 141.

Internement administratif, 145 et s.

Investissement humain, 279-281.

I.O.M., 38, 39, 64.

J

Jeunesses (Mouvement de), 302-304.

Juvento, 47, 114.

K

K.N.D.P., 113.

L

Leader national, 227 et s.

Légalité, 119 et s.

Libéralisme, 185, 264-266, 346.

Libertés publiques, 135 et s., 358.

Lutte des classes (cf. classes sociales).

M

Madagascar, 45, 110, 124, 128, 198, 204, 307, 400.

Mali (Soudan), 55, 68, 99, 108, 131, 148, 231-232, 271, 284, 312, 326, 332, 401.

Mandat parlementaire, 215 et s.

Marxisme, 174-177, 269, 348 et s.

Mauritanie, 45, 58, 62, 68, 81, 98, 107, 130, 226, 283, 309, 316, 330, 401.

M.D.V., 44.

M.E.D.A.C., 63.

M.E.S.A.N., 47, 63, 115, 341.

Milices, 316.

Militant (militantisme), 253, 321 et s.
 M.N.R., 107, 302.
 Mobilisation (des masses), 267.
 M.P.E.A., 44.
 M.P.T., 70, 114.
 M.R.V., 44.
 M.S.A., 37, 43, 59.
 Multipartisme, 33 et s., 48 et s., 110 et s., 114.
 Mythes, 166 et s., 266 et s.

N

Nahda (P.R.N.M.), 45, 62.
 Nation, 159 et s., 221 et s., 320 et s.
 Nationalisations, 269, 346.
 Négritude, 360 et s.
 Néo-capitalisme (cf. capitalisme).
 Néo-colonialisme (cf. colonialisme)
 Niger, 46, 57, 68, 99, 107, 402.

O

Oligarchie, 330 et s.
 One Kamerun, 113.
 Opposition, 61, 119 et s., 185 et s.
 Ordre public, 136-137.
 Organisation (des partis), 238-241, 291 et s., 310 et s.
 Organisations parallèles, 276, 300 et s.
 O.U.A., 143, 164, 205.

P

P.A.I., 47, 141, 143.
 P.C.F., 35, 37, 38.
 P.D.C., 42, 112, 144.
 P.D.C.I., 99, 108, 147, 196, 228-229, 249, 250, 286, 306, 316, 319, 326, 337-338.
 P.D.D., 236.
 P.D.G., 44, 57, 174-180, 214 et s., 281, 297, 299, 303, 306-307, 310, 313, 318-319, 321, 330, 338.
 P.D.U., 85, 126, 234, 285, 318.
 P.D.V., 44.
 P.N.D., 126.
 P.N.A., 70, 82.
 P.N.V., 44.
 P.P.C., 43, 59.
 P.P.D., 43, 49.
 P.P.M. (et P.R.M.), 45, 59, 62, 330.
 P.P.N., 46.
 P.P.S., 55.
 P.P.T., 47, 49, 69, 82.
 P.R.A., 39, 46, 64.
 P.R.A.-Sénégal, 46, 69, 84, 145.
 P.R.D., 43, 48, 70, 85, 314.

P.S.A.S., 37, 46.
 P.S.D., 45, 111, 370.
 P.S.E.M.A., 44.
 P.T.P., 47, 58, 61, 62.
 Parlementarisme, 48 et s.
 Parti
 — de cadres, 316 et s., 330.
 — de masses, 175, 316 et s., 330.
 — interterritorial, 38.
 — nation, 180, 320-321.
 — peuple, 174.
 — unifié, 73 et s., 333 et s.
 — unique, 91 et s., 104, 107, 115, 175.
 Parti et
 — administration, 248 et s.
 — gouvernement, 219 et s., 223 et s.
 — parlement, 215 et s., 224 et s.
 Partis métropolitains, 34 et s.
 Passé (cf. histoire).
 Paysannerie, 277, 327.
 Peines politiques, 139.
 Personnalisation du pouvoir, 227 et s., 238 et s.
 Planification, 266 et s., 358.
 Poursuites judiciaires, 141.
 Présidentialisme, 95 et s., 225 et s.
 Prolétariat, 274, 352.

R

Rébellion, 202 et s..
 R.D.A., 35, 37, 38, 40, 64, 196, 312, 326, 337.
 R.D.D., 43, 48, 70, 85 et s., 126.
 Régime militaire, 113 et s.
 Régionalisme, 137 et s., 197 et s.
 Regroupement (des partis), 38.
 Représentation, 215 et s.
 Répression, 134 et s.
 Responsabilité (du gouvernement), 97, 214, 224.
 Révolution, 176, 357.

S

Sawaba, 46.
 Secession, 203 et s.
 Secrétaire général, 240.
 Section, 294.
 Sénégal, 35, 36, 46, 69, 83-84, 98, 108, 131, 145, 180-182, 221-226, 232-234, 275-276, 325, 333, 402.
 S.F.I.O., 35, 36, 37.
 Socialisme, 269, 345, 348 et s.
 Soudan (cf. Mali).
 Sous-développement, 258 et s.
 Sous-section, 294.
 Structure (des partis), 291 et s.

Substitution, 252-254.
 Subversion, 142 et s., 204 et s.
 Syndicats, 273 et s., 300.

T

Tchad, 47, 49, 68, 69, 81, 99, 107,
 126, 147, 226, 242-244, 404.
 Togo, 47, 58, 60, 62, 68, 98, 108,
 114, 143, 162, 404.
 Totalitarisme, 148, 150, 290, 292
 et s.
 Tribalisme, 137 et s., 171 et s., 189
 et s., 195, 330, 335 et s.
 Tribunal d'exception
 — militaire, 140.
 — populaire, 140.
 — spécial, 139.

U

Unanimisme, 156, 175, 218, 227,
 305 et s., 364.
 Union camerounaise, 42, 316.
 U.C.P.N., 47, 58, 61, 62.

U.D.D., 43, 48, 70, 85 et s., 126.
 U.D.D.I.A., 43, 59, 190.
 U.D.I.T., 47, 49, 69.
 U.D.N., 46.
 U.D.P.T., 62, 114.
 U.D.S.G., 54, 71, 111.
 U.D.V., 115.
 U.N.I.D.A.H.O., 43.
 U.N.M., 45.
 U.P.C., 42, 112, 141, 202, 204.
 U.P.D., 43.
 U.P.M., 45, 58, 62.
 U.P.S., 46, 83-84, 221 et s., 275-276,
 285, 298, 302, 312, 315, 319, 324-
 325, 333, 336.
 U.P.T., 82.
 U.S.-R.D.A., 55, 108, 117, 131, 231-
 232, 293, 303, 304, 312, 320, 326.
 Union nationale, 73 et s.
 Unité nationale, 159 et s.

V

Violence, 202.

Vu, Nancy, le 13 novembre 1967

Le Président de thèse,
 François BORELLA.

Les Membres du jury,
 Charles CHAUMONT,
 Denis LÉVY.

Vu et permis d'imprimer
Le Doyen, Jacques BENTZ

TABLE

TABLE DES MATIERES

Préface de M. François Borella	III
--------------------------------------	-----

INTRODUCTION

<i>La science politique et la connaissance de l'Afrique</i>	7
Propos préliminaires	7
§ 1. La contribution de la science politique à la connaissance de l'Afrique	12
A. L'inadéquation de l'approche juridique	12
B. Les avantages de l'approche de science politique	13
C. L'Afrique, terrain de recherche privilégié ?	14
§ 2. Les limites de cette contribution	15
A. Limites dues aux chercheurs et à leurs méthodes	15
1. Limites dues aux chercheurs	15
2. Limites dues aux méthodes	17
B. Limites dues à l'objet de la recherche	18
1. L'organisation des partis	18
2. Le fonctionnement des partis	19
3. La typologie des partis	20
C. Les spécificités africaines	23
1. Le problème de la terminologie	23
2. Le problème de la spécificité	24
3. Plan de l'étude	26

PREMIERE PARTIE

LE MECANISME DE L'EVOLUTION VERS LE PARTI UNIQUE ..	29
---	----

TITRE I

LES PHASES DE L'ÉVOLUTION OU LES DIFFICULTÉS DU PLURALISME	31
CHAPITRE I. — <i>Le point de départ : le multipartisme</i>	33
Introduction	33

<i>Section 1. L'émergence du système des partis</i>	33
§ 1. La première phase (1946-1950)	34
§ 2. La seconde phase (1950-1956)	36
§ 3. La troisième phase (1956-1958)	39
<i>Section 2. L'inventaire des systèmes multipartisans</i>	41
— Cameroun	42
— Congo-Brazzaville	42
— Dahomey	43
— Guinée	44
— Haute-Volta	44
— Madagascar	45
— Mauritanie	45
— Niger	46
— Sénégal	46
— Tchad	47
— Togo	47
<i>Section 3. Le fonctionnement du multipartisme et ses dangers</i> ...	48
§ 1. L'expérience dahoméenne	48
§ 2. L'expérience tchadienne	49
§ 3. Le procès du multipartisme	50
— C'est un héritage artificiel et regrettable	50
— C'est un ferment de particularisme	51
— C'est un luxe pour l'Afrique	52
 <i>CHAPITRE II. — Les essais de bipartisme</i>	54
<i>Introduction</i>	54
<i>Section 1. Le mécanisme d'instauration du bipartisme</i>	55
§ 1. Le renforcement du parti gouvernemental	56
1. L'influence de la « Communauté »	56
2. L'évolution des rapports de force au profit du parti gou-	
vernemental	58
A. L'exemple mauritanien	58
B. L'exemple congolais	59
C. L'exemple togolais	60
§ 2. Le regroupement de l'opposition	61
A. L'exemple togolais	62
B. L'exemple mauritanien	62
C. L'exemple centrafricain	63
<i>Section 2. La théorie du bipartisme africain</i>	63
§ 1. La croyance au bipartisme africain	64
§ 2. Critique	64
<i>Section 3. Appréciation de l'évolution vers le bipartisme</i>	66
§ 1. Les conditions du bipartisme classique	66
§ 2. Les traits du bipartisme africain	68
1. Les formes de bipartisme	68
2. Le caractère inégalitaire du bipartisme	69
3. Le caractère instable et temporaire du bipartisme	70
 <i>CHAPITRE III. — Le parti unifié</i>	73
<i>Introduction</i>	73

<i>Section 1. L'union nationale et le parti unifié</i>	73
§ 1. Tableau et remarques	74
Remarques	74
1. Nombre d'unions nationales	74
2. Structure	76
3. Moment de leur constitution	76
§ 2. La thèse de « l'union nationale »	77
1. Exposé de la thèse sur l'union nationale	77
2. Appréciation	78
A. L'aspect négatif	79
B. L'aspect positif	79
C. L'instabilité de l'union nationale	80
<i>Section 2. La formule du parti unifié</i>	81
§ 1. Les expériences de parti unifié	81
1. Une tentative qui aboutit : l'expérience tchadienne	81
2. Une tentative laborieuse : l'expérience sénégalaise	83
3. Une tentative qui échoue : l'expérience dahoméenne	84
§ 2. La signification du parti unifié	86
I. La notion de parti unifié	86
II. Les caractères du parti unifié	87
1. Il crée une apparence d'unité	87
2. Il laisse subsister un certain pluralisme	88
3. Il est instable	89
 CHAPITRE IV. — <i>Le parti unique</i>	 91
Introduction	91
<i>Section 1. Indépendance, présidentialisme et parti unique</i>	92
§ 1. Indépendance et parti unique	92
§ 2. Présidentialisme et parti unique	95
A. Les caractères du présidentialisme africain	95
B. Les rapports avec le parti unique	97
1. Il précède et favorise le parti unique	98
2. Il est la conséquence du parti unique	99
§ 3. Le phénomène de contagion	102
<i>Section 2. L'état actuel du parti unique</i>	103
§ 1. Le parti unique institutionnalisé	104
§ 2. Le parti unique de fait	107
§ 3. Les exceptions au parti unique	110
A. Les régimes multipartisans	110
— Madagascar	110
— Gabon	111
— Cameroun	112
B. Les régimes militaires	113
— Coup d'Etat et multipartisme	114
— Coup d'Etat et parti unique	115

TITRE II

LES PROCÉDÉS D'INSTAURATION DU PARTI UNIQUE OU LES DIFFICULTÉS DE LA LÉGALITÉ	119
Introduction	119

CHAPITRE V. — <i>Les procédés pacifiques</i>	121
<i>Section 1. Les procédés juridiques</i>	121
§ 1. Le régime électoral : but et contenu	121
A. Le but de l'opération électorale	121
B. Le contenu du régime électoral	122
1. C'est un scrutin de liste majoritaire à un tour	123
2. C'est un scrutin de liste nationale	123
3. C'est un scrutin de liste nationale unique	124
§ 2. La mise en œuvre et les résultats du système électoral	126
Exemples	126
Remarques	127
<i>Section 2. Les procédés politiques</i>	129
§ 1. Le ralliement des partis	129
A. La fusion	130
B. L'absorption	131
§ 2. Les ralliements individuels	132
A. Les adhérents et les militants	132
B. Les leaders	132
CHAPITRE VI. — <i>Les procédés autoritaires et coercitifs</i>	134
<i>Section 1. Les institutions répressives</i>	134
§ 1. Les restrictions sévères aux libertés publiques	135
A. La conception très stricte de l'ordre public	136
B. L'assimilation entre libertés publiques et manifestations tri- balistes et régionalistes	137
C. La sévérité des peines pour crimes et délits politiques ...	139
§ 2. Les juridictions d'exceptions	139
<i>Section 2. Les interdictions, poursuites et condamnations</i>	141
§ 1. Les interdictions	141
§ 2. Les découvertes de « complots »	142
§ 3. Les mesures arbitraires	145
A. Les détentions arbitraires	145
B. Les liquidations	147
Conclusion de la 1 ^{re} partie	150

DEUXIEME PARTIE

LES RAISONS ET LES FACTEURS DE L'EVOLUTION VERS LE PARTI UNIQUE	153
Introduction	155
CHAPITRE VII. — <i>Les nécessités de l'intégration nationale</i>	159
Introduction	159
<i>Section 1. L'affirmation de l'unité nationale</i>	161
§ 1. La nation à la recherche de ses frontières	161
I. Le caractère artificiel des frontières coloniales	161
II. L'acceptation et la défense des frontières coloniales	163

A. La conférence d'Addis-Abeba de mai 1963	164
B. La charte de l'O.U.A. et ses conséquences	165
§ 2. La nation à la recherche d'un passé et d'un avenir	166
I. Le « mythe » du colonialisme	166
II. Le mythe du passé	167
III. Le mythe du futur	171
§ 3. La dialectique nation-ethnie	171
I. La nation-projet	172
II. Le parti-nation	173
<i>Section 2. Le parti, créateur de l'unité nationale</i>	173
§ 1. L'exemple guinéen : le parti-peuple	174
I. Le P.D.G. et la théorie marxiste	174
A. Le P.D.G. est un parti de masse	175
B. Le P.D.G. est un parti unique	175
C. Le P.D.G. est un parti révolutionnaire	176
II. Le P.D.G. et la théorie de Hobbes	177
A. Le parti-Léviathan	177
B. Appréciation	178
§ 2. L'exemple sénégalais	180
A. La conception de la nation chez M. Senghor	180
B. Appréciation	181
§ 3. Rapprochements entre l'Afrique noire et l'Amérique latine ..	182
1. Partis uniques, dictatures et juntas militaires	183
2. Idéologie démocratique et structures sociales archaïques ..	184
3. Lutttes politiques partisans	184
<i>Section 3. Le problème de l'opposition et l'unité nationale</i>	185
§ 1. Position du problème	185
1. Démocratie libérale et démocratie africaine	185
2. Adaptation de la démocratie libérale	187
§ 2. Les difficultés de l'opposition	188
I. L'opposition et les facteurs de division	188
A. L'opposition et les facteurs tribaux	189
1. Lutte politique et tribalisme	189
2. Parti national et tribalisme	190
— Cas du Congo-Brazzaville	190
— Cas du Dahomey	191
3. Parti unique et tribalisme	192
— Le tribalisme résiste au parti unique	193
— Le parti unique utilise le tribalisme	196
B. L'opposition régionale, culturelle et religieuse	197
1. Antagonisme Nord-Sud	197
2. Antagonismes religieux et culturels	198
II. L'opposition et la démagogie	199
A. La démagogie est un danger réel	199
B. La démagogie au service du parti unique	201
III. L'opposition et l'illégalité	202
A. L'usage de la violence	202
B. L'appel à la sécession	203
C. Le soutien étranger	204
§ 3. La résurgence de l'opposition sous d'autres formes	206
A. L'opposition diffuse	206
B. L'opposition organisée	207

CHAPITRE VIII. — *Les nécessités de la construction d'un Etat* 209

Introduction 209

<i>Section 1. Le parti aménage les institutions pour renforcer son rôle</i>	211
§ 1. Position du problème	211
1. Le point de départ	211
2. Les modifications	212
3. Le problème du bicaméralisme	212
§ 2. L'exemple de la Guinée : le rôle du P.D.G.	214
I. Rapports parti-parlement	215
A. Sur le plan organique	215
B. Sur le plan fonctionnel	218
II. Rapports parti-gouvernement	219
§ 3. L'exemple sénégalais : le rôle de l'U.P.S.	221
I. La conception théorique de M. Senghor	221
II. La crise de décembre 1962 ou le conflit Parti-Etat	223
III. Les leçons de la crise	225
<i>Section 2. La symbiose entre le chef de parti et le chef de l'Etat :</i> <i>le leader national</i>	227
§ 1. L'existence d'un leader national facilite l'instauration d'un régime de parti unique	227
I. La Côte d'Ivoire et M. Houphouët-Boigny	228
II. La Guinée et M. Touré	229
III. Le Mali et M. Keita	231
IV. Le Sénégal et M. Senghor	232
§ 2. L'absence d'un leader national rend difficile l'instauration et le maintien d'un parti unique	234
I. Exemple du Dahomey	234
II. Echec de trois leaders	235
III. Conséquences	236
§ 3. Le pouvoir personnel	238
I. La confusion des pouvoirs aux mains d'un seul homme	238
II. L'élimination des concurrents politiques	242
III. Le culte de la personnalité	245
<i>Section 3. Le parti contrôle ou supplante l'administration</i>	248
§ 1. Les partis et l'administration coloniale	248
§ 2. Le parti et l'administration après l'indépendance	250
I. L'encadrement	251
II. La substitution	252
III. L'économie des cadres	254
 <i>CHAPITRE IX. — Les nécessités de la construction économique</i>	258
<i>Introduction</i>	258
<i>Section 1. L'influence politique du sous-développement en Afrique</i>	258
§ 1. La prise de conscience	259
A. Les éléments de la prise de conscience	259
B. Les agents de la prise de conscience	259
C. Les conséquences	261
§ 2. Les obstacles au développement	262
A. Les structures traditionnelles	262
B. La faiblesse de l'intégration nationale	262
<i>Section 2. Le rejet du libéralisme, la mystique du plan et du développement</i>	264
§ 1. Le rejet du libéralisme	264
A. L'absence d'une bourgeoisie africaine	264
B. Le refus du capitalisme	265

	C. La nécessité de l'intervention étatique	266
§ 2.	La « mystique » du plan et du développement	266
§ 3.	Appréciation : Refus du libéralisme politique mais acceptation du libéralisme économique	269
	A. Les faiblesses de l'option socialiste	269
	B. Les options pour le capitalisme	271
	C. Rapports entre libéralisme politique et libéralisme économique	271
Section 3. Le parti et l'encadrement des masses en vue du développement		272
§ 1.	Les nécessités de l'encadrement	273
	A. Le parti et la reconversion des syndicats	273
	— Les syndicats et l'indépendance	273
	— Le contrôle du parti sur les syndicats	275
	B. L'encadrement des campagnes en vue de l'animation rurale	277
§ 2.	L'investissement humain	279
	A. L'importance de l'investissement humain	279
	B. Le rôle du parti	280
§ 3.	Appréciation	281
	A. L'encadrement des ouvriers et des fonctionnaires	281
	B. L'encadrement rural	283
	— L'échec de l'encadrement rural	283
	— Les raisons de l'échec	284
Conclusion de la seconde partie		287

TROISIEME PARTIE

LES RESULTATS DE L'EVOLUTION :	
LE PARTI UNIQUE AFRICAIN	289
Introduction	289
CHAPITRE X. — <i>La structure des partis</i>	
Introduction	291
Section 1. Les apparences monolithiques et totalitaires	
§ 1.	L'armature ou organisation interne des partis
	A. L'organisation pyramidale
	1. Comité
	2. Sous Section
	3. Section
	4. Bureau politique
	5. Congrès
	B. Le centralisme démocratique
§ 2.	Les organismes annexes ou parallèles
	A. Les mouvements de femmes
	B. Les mouvements de jeunes
	1. L'unification
	2. L'unicité
	3. Le contrôle des activités
§ 3.	Les assises sociales : le parti unanime
	A. La société unanime

B. L'assise populaire du parti	306
1. L'adhésion	306
2. Le vote	307
Section 2. Contradictions et faiblesses du parti unique africain ...	310
§ 1. Une organisation faible	311
A. L'élément de base : le comité	311
B. L'armature du parti	313
1. Le point de départ	313
2. L'évolution et les conséquences	315
§ 2. Une assise incertaine : Partis de masses ou partis de cadres ?	316
A. Les partis à la recherche d'adhérents	317
1. La signification de l'adhésion	317
2. La contestation des chiffres	318
3. Les « Partis-nations »	320
B. Les partis à la recherche de militants	321
1. L'implantation urbaine et l'exode des cadres	322
2. Le parti et la fonction publique	324
a) Le parti repose sur l'administration	324
b) Le manque de zèle militant	327
c) La corruption	328
3. La crise du militantisme	329
§ 3. Oligarchies, factions, tribalisme	330
A. Le caractère oligarchique des partis	330
B. Les factions	333
1. Les partis unifiés	333
2. Conséquences	334
C. Le tribalisme	335
CHAPITRE XI. — <i>L'idéologie des partis</i>	340
Introduction	340
Section 1. Une idéologie de refus	343
§ 1. Le refus du capitalisme	344
A. Raison historique	346
B. Raison morale et sentimentale	346
C. Raison économique	347
D. Raison politique	347
§ 2. Le refus du communisme	348
A. L'insuffisance de la théorie marxiste	349
B. Le rejet de l'athéisme et de la lutte des classes	350
1. Rejet de l'athéisme	350
2. Rejet de la lutte des classes	351
a) Absence ou faiblesse d'une bourgeoisie nationale ...	351
b) Absence ou faiblesse du prolétariat	352
c) Existence de « clivages » sociaux	353
C. Le rejet de certaines expériences communistes	355
Section 2. Une idéologie de synthèse	356
§ 1. La triple synthèse africaine	357
A. La synthèse politique : parti unique et démocratie	357
B. La synthèse économique : planification et liberté	358
C. La synthèse culturelle : l'humanisme négro-africain	360
1. Culture noire et culture universelle	360
2. Senghor et la civilisation de l'universel	361
§ 2. Appréciation	362
A. L'inventaire	362

1. La civilisation traditionnelle	363
2. La rencontre des cultures	364
B. Le choix	365
C. Le résultat : une idéologie syncrétique	367
1. Caractère confus	367
2. Synthèse formelle	368
3. Idéologie mystificatrice ?	369
Conclusion de la troisième partie	371
CONCLUSION GÉNÉRALE	373
INDEX DES PARTIS	381
INDEX DES TABLEAUX	384
BIBLIOGRAPHIE	385
INDEX DES MATIÈRES	407
TABLE DES MATIÈRES	413

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE
2 NOVEMBRE 1968
SUR LES PRESSES DES
IMPRIMERIES RÉUNIES
22, RUE DE NEMOURS
—— RENNES ——

N° d'édition : 1255
Dépôt légal : 4° trimestre 1968

